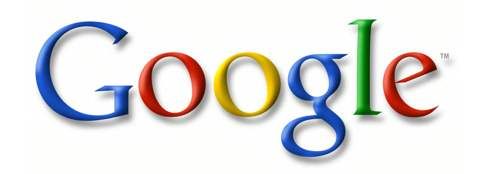
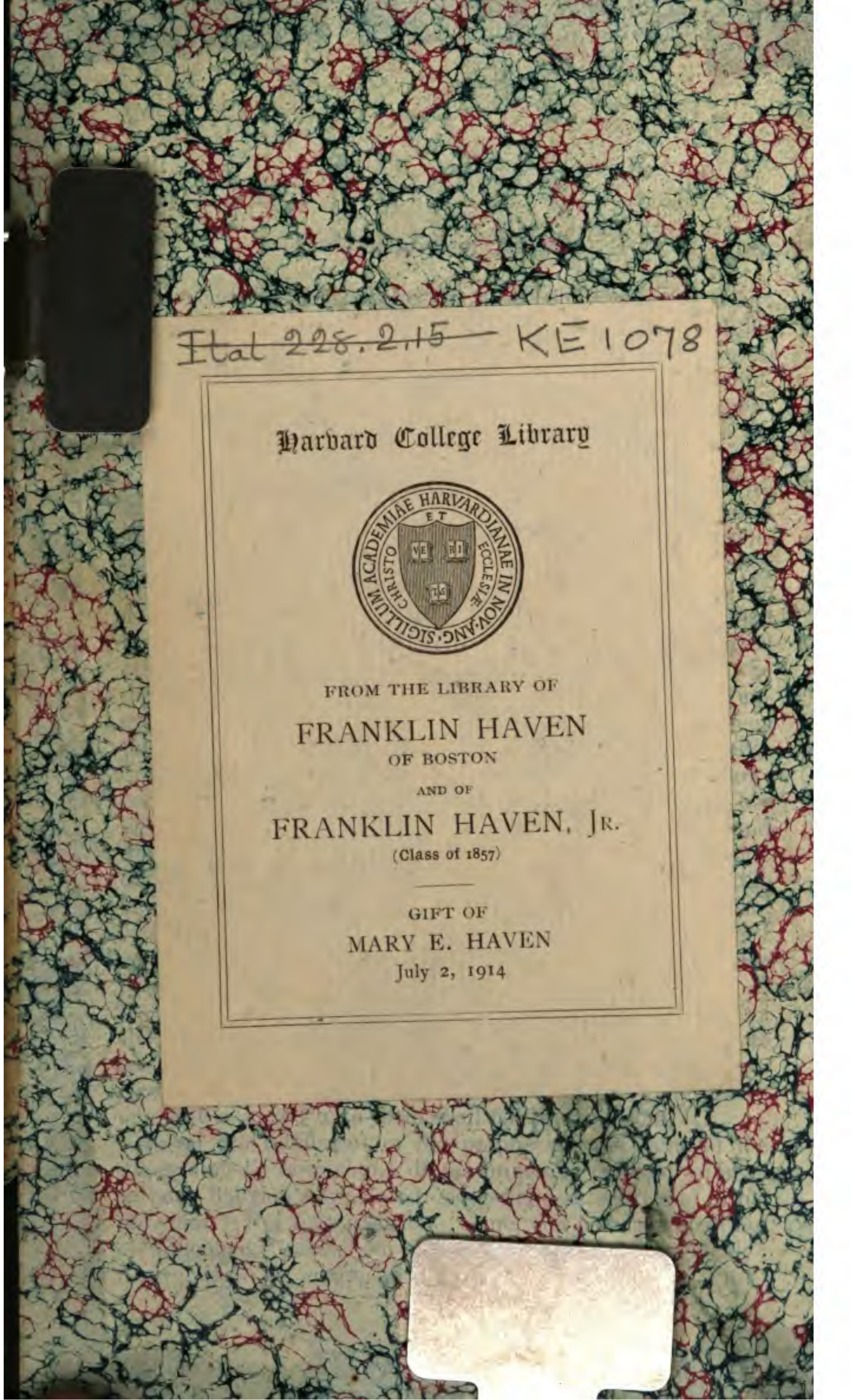






Ital 228.2.15 KE 1078
Harvard College Library
VE RI TAS
CHRISTO ET ECCLESIAE
SIGILLUM ACADEMIAE HARVARDIANAE IN NOV·ANG·
FROM THE LIBRARY OF
FRANKLIN HAVEN
OF BOSTON
AND OF
FRANKLIN HAVEN, JR.
(Class of 1857)
GIFT OF
MARY E. HAVEN
July 2, 1914









HISTOIRE

DES

RÉPUBLIQUES ITALIENNES

DU MOYEN AGE.

TOME IX.

Imprimerie d'Amédée GRATIOT et Ce, rue de la Monnaie, 11.



Jacquemin sc.

LE CORRÈGE.

Publié par Furne, Paris.

HISTOIRE

1840

HISTOIRE

DES

RÉPUBLIQUES ITALIENNES

DU MOYEN AGE.

CHAPITRE I.

Jules II fait attaquer les Français à Gênes, à Ferrare et dans le Milanais. Il dirige le siége de la Mirandole, et entre dans cette place par la brèche : il est forcé de s'enfuir de Bologne, et son armée est dissipée à Casalecchio.

1510-1511.

La plupart des papes parviennent au pontificat dans un âge qui, le plus souvent, amortit les passions, qui éteint une ambition dont on n'a plus le temps de recueillir le fruit, et qui fait désirer un repos que l'affaiblissement des organes rend presque nécessaire. De plus, l'éducation qu'ont reçue les prêtres n'est pas en général de nature à developper une grande énergie ; et la religion, dont ils ont fait leur principale étude, a dû leur enseigner la modération et la tolérance, plutôt que l'emportement ou la détermination de tout soumettre à leur

volonté. Cependant plusieurs papes, dès les temps de Grégoire VII jusqu'à ceux de Sixte-Quint, ont manifesté dans leur caractère une obstination invincible, une irritation contre tout ce qui ne pliait pas devant leur volonté, un emportement contre ceux qui les avaient offensés, qu'on n'aurait cru devoir attendre ni de leur âge, ni de leur éducation, ni de leur ministère. Plus d'une fois même ce caractère inflexible ne s'est manifesté en eux qu'après qu'ils ont reçu la tiare ; et des hommes, qu'on avait connus jusqu'alors doux et modestes, sont devenus, après leur exaltation, d'implacables vengeurs des plus légères offenses, et de cruels persécuteurs de leurs anciens amis.

Ce changement dans leur caractère ne serait-il point dû à la croyance dans l'infaillibilité de leurs décisions, que les papes partagent avec tous leurs fidèles? Cette croyance vient fortifier un travers qui n'est déjà que trop naturel à l'esprit humain. Chaque homme peut reconnaître la supériorité d'un autre sur lui-même, quant aux autres facultés de l'esprit : mais comme il n'a pour mesure du jugement que son propre jugement, il n'arrive jamais à croire qu'un autre ait l'esprit plus droit que lui. D'après son propre instinct, il lui semble toujours pouvoir rectifier les jugements des autres ; et, sous quelque nom modeste qu'il désigne en lui-même cette faculté, sous celui même de sens commun ou de gros bon sens, c'est à son tribunal qu'il soumet toutes les opinions humaines.

La consécration d'un pape étant supposée lui transmettre tous les dons du Saint-Esprit, sanctifie en quelque sorte en lui ce préjugé intérieur et universel. Le pressentiment que jusqu'alors il n'avait regardé que comme un instinct heureux, mais que déjà il croyait infaillible, est devenu pour lui le langage même de la Divinité. Sa raison se change à ses yeux en évidence ; aucun doute, aucune incertitude ne vient plus le troubler dans ses décisions ; et ceux qui osent s'opposer aux

volontés qu'il exprime en conformité avec cette éternelle sagesse, par laquelle il se croit inspiré, lui paraissent des révoltés qui bravent également toutes les autorités divines et humaines.

Le caractère de Jules II était désormais dominé par cette irritation contre tous ceux qui osaient hésiter à accomplir ses desseins. Ce qu'il avait une fois résolu lui paraissait tellement marqué au coin de l'éternelle justice, qu'il était toujours prêt à punir comme ennemis du ciel même, ceux qui faisaient naître quelque obstacle à l'exécution de ses projets. Ses volontés impétueuses avaient presque toujours passé les bornes qui auraient dû arrêter un homme de Dieu; mais il pouvait se rendre le témoignage qu'elles n'étaient point dictées par l'intérêt personnel, et qu'en les formant il n'avait écouté qu'une certaine élévation, une certaine grandeur d'âme, un sentiment même de justice qui lui étaient naturels. Au commencement de son règne, il avait voulu rendre à l'église son patrimoine, scandaleusement dilapidé par ses prédécesseurs. Il avait réussi avec les moindres feudataires; et les Vénitiens seuls avaient arrêté ses projets. C'est ainsi qu'ils avaient excité sa colère. Alors il avait cru devoir les punir pour la gloire même de l'église, et il les avait en effet sévèrement punis. Mais après les avoir amenés à une humble pénitence, il voulait que les autres leur pardonnassent, comme il leur avait pardonné lui-même. Il voulait que les désastres de l'Italie finissent par son ordre, comme ils avaient commencé au signal qu'il avait donné. Il s'irritait des vues personnelles, de la cupidité, de la cruauté de ses anciens associés; et, après avoir employé le bras des barbares, pour châtier les Italiens, il se croyait obligé, en conscience et par pur patriotisme, à chasser ces mêmes barbares de l'Italie.

Ferdinand-le-Catholique, qui suivait par intérêt une politique presque semblable à celle que Jules avait adoptée par

principes, ne s'était point trouvé en lutte avec lui. Maximilien, qui avait reperdu par sa faute les conquêtes que les victoires de la France avaient livrées entre ses mains, n'excitait que son mépris. Jules accusait hautement son incapacité et sa versatilité; et s'il le comptait parmi ses ennemis, c'était sans le craindre: mais le sentiment du pape pour Louis XII était d'une autre nature; il le haïssait et le craignait, quoiqu'il ne l'estimât pas. Il connaissait la faiblesse de caractère, et le peu d'habileté de ce monarque; mais d'autre part, il savait quelle était la valeur irrésistible des armées françaises, leur dévouement aveugle à leur gouvernement, l'habileté de leurs officiers, et l'activité des soldats par laquelle ils arrivaient toujours à leur but, toutes les fois que les fautes de leurs rois ne causaient pas leur ruine. Il savait que Louis XII s'était fait aimer du peuple en France, qu'il pouvait disposer de toutes les ressources de cette immense monarchie, qu'il était maître du Milanais et de Gênes, et que la moitié du reste de l'Italie sollicitait son alliance. Il reconnaissait donc que pour le vaincre, il avait besoin de réunir contre lui les forces de presque toute l'Europe; et il n'osa l'attaquer qu'avec une dissimulation qui ne semblait pas s'accorder avec son caractère impétueux.

Louis XII, sincèrement pieux, respectait le siége de Rome; d'ailleurs, il se laissait dominer par les scrupules d'Anne de Bretagne, sa femme, et il regardait une brouillerie avec le pontife comme un grand malheur. Il cherchait donc tous les moyens de satisfaire Jules II sur les affaires de Ferrare, qu'il croyait être le seul objet de contestation entre eux. Mais pendant ce temps le pape préparait contre lui une triple attaque, à Ferrare, à Gênes, et sur les lacs de Lombardie, et il négociait pour attacher à son parti Ferdinand d'Aragon et Henri VIII d'Angleterre. Comme il reconnut bientôt l'impossibilité de cacher tous ses mouvements, il fit du moins en sorte que ceux que ses adversaires viendraient à découvrir

fussent attribués au dessein qu'il dissimulait moins que les autres, celui d'attaquer Ferrare.

Louis XII avait fait à Jules II des offres relatives à la protection qu'il accordait au duc de Ferrare, offres qui auraient satisfait le pontife, si celui-ci n'avait pas porté ses vues beaucoup plus loin que les anciens fiefs de l'église, le roi de France, il est vrai, avait choisi pour cette affaire un mauvais négociateur, dans la personne d'Alberto Pio, comte de Carpi, qui, ayant lui-même lieu de redouter le duc de Ferrare pour la conservation de son petit fief, fut accusé d'avoir desservi à la cour pontificale celui qu'il était chargé de protéger[1]. Cependant la négociation durait encore, lorsque Jules II fulmina une bulle contre Alfonse d'Este, le 9 août 1510. Il le désignait par les noms de fils d'iniquité et de nourrisson de perdition; il lui reprochait son ingratitude envers le saint-siége, sa désobéissance, les impôts qu'il levait sur le peuple, les immunités ecclésiastiques qu'il avait volées, le sel qu'il faisait à Comacchio au préjudice des salines de Cervia; enfin, la protection du roi de France, qu'il avait sollicitée. Pour toutes ces fautes, il le déclarait déchu de tous les honneurs, de toutes les dignités, de tous les fiefs qu'il tenait du saint-siége; il déliait tous ses sujets de leur serment de fidélité, tous ses soldats de celui d'obéissance; il leur ordonnait même de se lever en armes contre lui, pour le livrer à la justice de Dieu; il le frappait d'anathème et d'excommunication, et il comprenait dans la même sentence tous les prêtres qui communiqueraient avec lui[2].

Un mois avant cette dénonciation hostile, Jules II avait resserré son alliance avec Ferdinand-le-Catholique; il lui

[1] *Fr. Guicciardini.* L. IX, p. 483. — *Fr. Belcarii.* L. XII, p. 342. — [2] *Annal. eccles.* 1510, § 15, p. 76. — *Petri Bembi Hist. Ven.* L. X, p. 233. — *Jo. Marianæ de rebus Hisp.* L. XXIX, c. XXIII, p. 294. — *Paolo Giovio, Vita di Alfonso d'Este.* p. 41. — *Fr. Belcarii.* L. XII, p. 343.

avait accordé, le 7 juillet, l'investiture du royaume de Naples, que jusqu'alors il n'avait pas voulu lui donner; il en avait fixé le tribut annuel sur le pied d'après lequel les rois aragonais l'avaient payé; il avait déclaré qu'il annulait la clause du traité de Blois par laquelle la réversion de l'Abruzze et de la Campanie était assurée à la couronne de France, si Germaine de Foix, femme de Ferdinand, mourait sans enfants; et en retour pour ces concessions, il avait obligé le roi d'Aragon à lui promettre, pour la défense de l'église, trois cents hommes d'armes, que ce roi ferait marcher toutes les fois qu'il en serait requis. Jules II se flattait que ces troupes auxiliaires lui serviraient à engager l'Espagne dans une guerre contre la France, et il voyait avec plaisir le ressentiment qu'il excitait en annulant de sa propre autorité le traité de Blois; car Louis XII ne s'en prenait pas au pape seul pour cet acte arbitraire; il accusait Ferdinand de l'avoir sollicité, et il chargea ses ambassadeurs d'en porter leurs plaintes aux cortès d'Aragon[1].

Toutes les démarches du pape manifestaient son animosité contre la France: déjà il regardait les cardinaux français comme des otages ou des prisonniers à sa cour. Le cardinal d'Auch étant sorti de Rome pour chasser, le jour de la fête de saint Pierre, avec des chiens et des filets, le pape crut qu'il voulait s'enfuir en France; il le fit arrêter et jeter dans les prisons du château Saint-Ange. Peu de jours après, il engagea le cardinal de Bayeux à jurer qu'il ne s'écarterait point de la cour de Rome, reconnaissant que s'il le faisait il perdrait par cet acte seul la dignité du cardinalat[2].

Mais encore que l'inimitié du pape ne fût plus douteuse,

[1] *Fr. Guicciardini.* L. IX, p. 484. — *Raynaldi Annal. eccles.* 1510, § 25, p. 80. — *Fr. Belcarii.* L. XII, p. 343. — *Jo. Marianæ Hist. Hispan.* L. XXIX, c. XXIV, p. 295. — *Jacopo Nardi.* L. V, p. 214. — *Paolo Giovio, Vita di Alfonso.* p. 50. — [2] *Raynaldi Annal. eccles.* 1510, § 18, 19, p. 78. — *Fr. Guicciardini.* L. IX, p. 484. — *Fr. Belcarii.* L. XII, p. 343.

Louis XII ne prévoyait nullement le point sur lequel porterait sa première attaque. Jules ne lui avait pas pardonné le traitement cruel qu'il avait infligé aux Génois, en dépit de sa recommandation : il était lui-même originaire de la rivière de Gênes ; sa famille y était attachée au parti populaire, que le roi avait opprimé ; il avait accueilli à sa cour les nombreux exilés de la Ligurie, et il cherchait, par ses correspondances, à ranimer l'espoir de tous ceux qui regrettaient l'antique liberté [1]. Voulant tirer parti de leur ressentiment, il résolut de diriger contre Gênes ses premières hostilités. Il promit à Octavien Frégoso, l'un des émigrés qui étaient auprès de lui, la couronne ducale que son père et son oncle avaient portée. Il le fit monter, avec tous les autres réfugiés, sur une galère pontificale, qu'il joignit, pour cette expédition, à onze galères vénitiennes : en même temps il fit passer dans l'état de Lucques Marc-Antonio Colonna, qu'il avait engagé à quitter le service des Florentins ; il lui fit rassembler cent hommes d'armes, sept cents fantassins, et plusieurs émigrés génois, en donnant à entendre qu'il méditait une attaque contre Ferrare ; puis tout à coup il lui fit traverser la rivière de Levant, pour venir camper dans la vallée de Bisagno, tandis que la flotte, dont personne en Italie n'avait eu connaissance, vint jeter l'ancre, dans les premiers jours de juillet, à l'embouchure de la rivière d'Entello, tout près du port de Gênes [2].

Mais quelque inattendue que fût cette attaque, elle n'obtint point le succès dont le pape et les émigrés génois s'étaient flattés, soit que la vue des drapeaux vénitiens réveillât l'antique jalousie des patriotes de Gênes, soit que la puissance de la France parût à cette époque trop redoutable pour qu'on pût

[1] *Petri Bizarri Hist. Genuens.* L. XVIII, p. 427. — [2] *Fr. Guicciardini.* L. IX, p. 485. — *Petri Bizarri Hist. Genuens.* L. XVIII, p. 427. — *Ubertus Folieta Gen. Hist.* L. XII, p. 707. — *Jacopo Nardi*, *Ist. Fior.* L. V, p. 215. — *Fr. Belcarii.* L. XII, p. 343. — *Macchiavelli Legazione in Francia.* Lett. 2, de Blois, 18 juillet 1510, T. VII, p. 326.

espérer de l'ébranler. Les villes de Sarzane et de la Spézia, traversées par l'armée de terre et celles de Sestri, Chiavari et Rapallo, occupées par la flotte, cédèrent à la force, sans manifester aucun enthousiasme pour ceux qui se disaient leurs libérateurs. Le fils de Jean-Louis de Fieschi, et le neveu du cardinal de Finale, avaient chacun amené à Gênes sept à huit cents fantassins pour défendre le gouvernement français et empêcher tout tumulte : en même temps, M. de Préjan entra dans le port avec six galères provençales, sans qu'Octavien Frégoso, ou Grillo Contarini qui commandait la flotte vénitienne, réussissent à l'arrêter. Ces deux chefs de l'expédition reconnurent alors que toute espérance de succès était perdue pour eux : Marc-Antonio Colonna s'embarqua à Rapallo, avec une soixantaine de ses cavaliers ; les autres, avec les fantassins, voulurent faire leur retraite par terre ; mais il furent attaqués en chemin, et presque absolument dépouillés par les paysans, irrités de leurs voleries. La flotte fut suivie, dans sa retraite, par la flotte française jusqu'au mont Argentaro, sur les côtes de Sardaigne. Elle rentra ensuite dans le port de Civitta-Vecchia, sans avoir combattu [1].

Dans le même temps, une armée pontificale plus considérable, commandée par le neveu du pape, François-Marie de La Rovère, duc d'Urbin, s'était mise en marche pour attaquer le duc de Ferrare, et lui enlever la petite province de la Romagne ferraraise qu'Alexandre VI lui avait cédée. Elle entra sans résistance à Lugo et à Bagna-Cavallo ; elle reçut la nouvelle que le duc Alfonse s'approchait : aussitôt elle s'enfuit en désordre, abandonnant une partie de son artillerie. Elle se réunit, il est vrai, de nouveau à Imola, et reprit bientôt l'offensive ; tandis qu'elle attirait sur elle l'attention

[1] *Fr. Guicciardini.* L. IX. p. 486. — *Petri Bizarri Hist. Genuens.* L. XVIII, p. 428. — *Paolo Giovio, Vita di Alfonso d'Este.* p. 57. — *Fr. Belcarii.* L. XII, p. 343. — *Macchiavelli, Legazione alla corte di Francia.* Lett. 6, de Blois, 26 juillet 1510, T. VII, p. 239.

du duc de Ferrare, Gérard et François-Marie Rangoni, gentilshommes de Modène, ouvrirent les portes de cette ville au cardinal de Pavie, qui s'était avancé de Bologne à Castel-Franco. Reggio aurait probablement été occupé de la même manière, et la moitié des états de la maison d'Este aurait été envahie, si M. de Chaumont ne s'était empressé d'y envoyer deux cents lances[1].

Mais Jules avait menagé une troisième attaque, sur laquelle il avait plus compté encore que sur les deux précédentes, et c'était de la part des Suisses. Une diète assemblée à Lucerne, blessée par le refus constant de Louis XII d'augmenter les pensions des cantons, et entraînée par l'activité et les ressentiments de Mathieu Schiner, évêque de Sion, avait résolu d'attaquer les Français en Lombardie. Chaumont pour se défendre contre les Suisses, avait placé cinq cents hommes d'armes à Ivrée ; il avait obtenu du faible Charles III, duc de Savoie, la promesse qu'il ne laisserait point passer les Suisses par le val d'Aoste ; enfin, il avait fait enlever tous les bateaux des lacs qui sont au pied des montagnes, rompre tous les ponts, retirer tous les vivres dans les lieux forts, et détruire tous les moulins [2].

Pendant longtemps les Suisses avaient formé la seule infanterie des armées françaises : aussi inspiraient-ils la plus grande terreur à la gendarmerie, accoutumée à les avoir toujours pour soutien. Mais ils n'avaient pas moins besoin eux-mêmes, pour tenir la campagne, de cette gendarmerie à laquelle ils avaient été constamment associés, et qu'ils allaient combattre. D'ailleurs les Suisses avaient de bons connétables de régiment, mais point de général expérimenté; aussi avaient-ils mis l'é-

[1] *Fr. Guicciardini*. L. IX, p. 486. — *Fr. Belcarii*. L. XII, p. 344. — *Paolo Giovio, Vita di Alfonso*. p. 44. — *Jacopo Nardi*. L. V, p. 216. — La nouvelle de la prise de Modène parvint à Blois le 26 août. *Macchiavelli Legaz*. T. VII, p. 368. — [2] *Fr. Guicciardini*. L. IX, p. 487. — Histoire généalogique de la maison de Savoie, par Guichenon, T. II, p. 196.

vêque de Sion à la tête de cette expédition : ils n'avaient non plus ni ponts, ni bateaux [1], ni artillerie, ni une cavalerie suffisante. Lorsqu'ils passèrent le mont Saint-Gothard, au commencement de septembre, avec un corps de six mille hommes, ils n'avaient que quatre cents chevaux, dont la moitié étaient carabiniers. Deux mille cinq cents de leurs fantassins étaient armés de fusils, cinquante de longues arquebuses ; le reste portait la pique ou la hallebarde [2].

Les Suisses étant sortis de leur territoire par Bellinzona, s'emparèrent du pont de Trezza, que six cents fantassins français défendirent mal contre eux ; puis ils s'arrêtèrent à Varèse, pour attendre un second corps de quatre mille hommes, qui ne tarda pas à les joindre. Chaumont, qui les observait avec cinq cents lances et quatre mille fantassins, était déterminé à ne point les combattre, mais à les fatiguer par de petites escarmouches et des alarmes continuelles. Bientôt les vivres qu'ils avaient trouvés à Varèse étant épuisés, ils tournèrent sur leur gauche, vers Castiglione, au travers d'un pays montueux ; marchant par gros bataillons, sur quatre-vingts ou cent hommes de front, avec les fusiliers à la queue. Ils s'avancèrent de cette manière sans se laisser jamais entamer par la cavalerie qui voltigeait sur leurs flancs, tandis que cent ou cent cinquante d'entre eux pouvaient, sans déranger la marche du bataillon, sortir des rangs, repousser les gendarmes, et y entrer ensuite.

L'armée suisse coucha le premier jour à Appiano ; le second, elle marchait vers Cantù, au travers de la riante région que les Milanais nomment les monts de Brianza. Arrivée à moitié chemin, elle abandonna cette direction pour se rappro-

[1] Senza provedimento o di ponti o di navi, *Guicciardini*, L. IX. p. 487 ; ce qui ferait croire qu'avant même l'invention des pontons actuels, les armées transportaient avec elles de petits bateaux pour faire les ponts. — [2] *Jacopo Nardi, Ist. Fior.* L. V, p. 216. — *Jo. Marianæ de rebus Hispan.* L. XXIX, c. XXIII, p. 295.

cher des montagnes; elle passa un jour dans les faubourgs de Como , et un autre à Chiasso. Les Français croyaient encore que l'intention des Suisses était de traverser l'Adda sur des radeaux à sa sortie du lac de Lecco : mais tout à coup ils retournèrent vers Trezza, d'où ils étaient sortis, et rentrèrent dans leurs montagnes; soit qu'ils sentissent l'impossibilité de s'engager sans bateaux dans un pays coupé par tant de rivières, soit que le manque de vivres et de cavalerie pour en aller recueillir au loin, leur fit prévoir la pénurie où tomberait bientôt leur armée, soit enfin, comme d'autres l'ont raconté, qu'après avoir reçu du pape soixante et dix mille écus pour prix de cette expédition, ils en reçussent autant du roi et de M. de Chaumont pour y renoncer. Leur ancienne réputation de loyauté était absolument ternie : ils ne faisaient plus la guerre que pour de l'argent, et si la masse de l'armée ne participait pas à ces marchés honteux, la conduite des chefs ne les mettait point à l'abri du soupçon [1].

Le plan de toutes ses attaques simultanées avait été assez bien tracé par Jules II; mais leurs chefs différents n'avaient point su conserver le même ensemble dans l'exécution. La tentative sur Gênes avait précédé celle sur Ferrare et Modène: l'expédition des Suisses était venue ensuite, et ces derniers étaient sur le point de rentrer dans leurs montagnes, lorsque l'armée vénitienne, sous les ordres de Lucio Malvezzi, profita

[1] *Fr. Guicciardini.* L. IX, p. 487. — *Fr. Belcarii.* L. XII, p. 344. — Le loyal serviteur, historien de Bayard, raconte une circonstance de cette guerre, qui ne fait pas plus d'honneur au général français que cette vénalité aux généraux suisses. « Le grand maistre « (M. de Chaumont) les alla attendre en la plaine de Galeras, et leur feit oster tous fer- « rements de moulins et tous vivres de leur chemin; et qui pis est, à ce qu'on disoit, « avoit feit empoisonner tous les vins estans audit lieu de Galeras, jusques où veindrent « les Suisses, et en beurent tout leur saoul, mais au diable celui qui en eut mal... Il « alla des adventuriers françois audit lieu de Galeras, qui voulurent boire du vin qu'on « avoit empoisonné pour les Suisses, mais il en mourut plus de deux cents. Il faut dire » que Dieu s'en mesla, ou que l'espice estoit demeurée au fond du tonneau. » *Mém. du chev. Bayard,* ch. XLI, p. 159. Mais, malgré la naïveté du loyal serviteur, qui inspire de la confiance, on ne doit jamais prêter une foi entière à ses récits.

de l'éloignement des Français pour se porter en avant. Elle recouvra en peu de temps et sans combat Este, Monsélice, Montagnana, Marostica et Bassano; elle rentra dans Vicence, que les Allemands n'essayèrent point de défendre, et elle arriva enfin devant Vérone, pressant la retraite d'André de Capoue, duc de Termini. Celui-ci commandait l'armée impériale depuis la mort du prince d'Anhalt, survenue peu de jours auparavant; et il eut le talent de ne point se laisser entamer [1].

Après avoir recueilli ses garnisons éparses, le duc de Termini se trouva avoir dans Vérone trois cents lances espagnoles, cent lances allemandes ou italiennes, quatre cents lances françaises, et quatre mille cinq cents fantassins. Dans l'armée vénitienne, on comptait huit cents hommes d'armes, trois mille chevau-légers, presque tous Stradiotes, et six mille fantassins. L'artillerie fut mise en batterie contre les murailles du château San-Félice, sur la rive gauche de l'Adige : au bout de peu de jours, elle ouvrit de larges brèches, et imposa silence à celle des assiégés. Déjà les Vénitiens se préparaient à donner un assaut avec de grandes chances de succès, lorsque dix-huit cents soldats allemands, soutenus par quelques gendarmes français, firent une sortie au milieu de la nuit, enclouèrent deux canons, mirent en déroute l'infanterie italienne, et tuèrent Zittolo de Pérouse, un de ses meilleurs capitaines. Malvezzi, le lendemain, trouvant ses soldats découragés, renonça au siége de Vérone, et retourna à son ancien quartier de Saint-Martin, à cinq milles de distance [2].

Après ces courtes expéditions, tout esprit d'entreprise semblait abandonné sur tous les points, excepté par le pontife :

[1] *Petri Bembi Hist. Ven.* L. X, p. 232. — *Paolo Giovio, Vita di Alfonso d'Este.* p. 58. — *Jo. Marianæ de rebus Hisp.* L. XXX, c. II, p. 301. — [2] *Fr. Guicciardini.* L. IX, p. 489. — *Jacopo Nardi.* L. V, p. 217. — *Paolo Giovio, Vita di Alfonso.* p. 58. — *Fr. Belcarii.* L. XII, p. 346. — *Petri Bembi.* L. XI, p. 238.

le sénat de Venise fut un moment alarmé par une sommation de Ladislas, roi de Hongrie, qui lui redemandait les terres de Dalmatie, que le traité de Cambrai lui avait assignées en partage; mais plusieurs magnats se hâtèrent de rassurer l'ambassadeur vénitien, en protestant que leur roi ne donnerait aucune suite à cette sommation, faite uniquement pour complaire à Maximilien et à Louis XII, et que la nation hongroise ne lui fournirait point d'argent pour attaquer la république [1]. Les commandants français, allemands, espagnols, ferrarais, ravageaient le pays autour d'eux, mais n'entreprenaient aucune conquête ; le seul Jules II semblait s'enflammer d'une ardeur nouvelle, après chacun des échecs qu'il avait éprouvés ; et son irritation était accrue par les démarches de Louis XII auprès du clergé de France.

Le roi avait ressenti, comme de cruelles injures, les attaques inattendues que lui avait suscitées le pontife à Gênes, en Lombardie et dans le Ferrarais ; il avait témoigné à Macchiavel, en légation auprès de lui, son ardent désir d'en tirer une satisfaction exemplaire ; il avait voulu intéresser les Florentins à la guerre contre le pape, en leur faisant espérer de les mettre en possession de l'état de Lucques ou du duché d'Urbin. Il comptait enlever ce dernier au neveu de Jules II, pour lui faire sentir dans sa propre famille les fruits de la guerre [2] : mais en même temps il voulait combattre le pape par des armes ecclésiastiques ; et, au commencement de septembre, il assembla un concile de l'église gallicane à Tours, auquel il dénonça ce pontife qui avait été élu par des intrigues si peu canoniques, et qui troublait la chrétienté d'une manière si cruelle par son humeur belliqueuse. Le concile français autorisa le roi à repousser les armes du pape par les armes, et à porter à un concile œcuménique assemblé de con-

[1] *Petri Bembi Hist. Ven.* L. X, p. 232. — [2] *Macchiavelli Legazione alla corte di Francia.* Lett. 9, de Blois, 9 août 1510, T. VII, p. 353.

tachait à la ligue où le pape et le sénat voulaient l'attirer, ses états demeuraient les premiers exposés aux attaques des Français. Ceux-ci prirent en effet ce moment pour envahir le Mantouan; et Gonzague, qui peut-être avait secrètement sollicité M. de Chaumont de lui fournir ce prétexte, abandonna les hautes dignités qu'on lui avait conférées pour vaquer à la défense de ses sujets[1].

Pendant ce temps il était survenu au pape une grave maladie; et Jules II traitait sa santé contre l'avis de tous les médecins, comme il traitait la guerre contre l'avis de tous les militaires. Il ne voulait écouter aucun conseil; il ne se laissait décourager par aucune difficulté, et il insistait toujours pour qu'on attaquât sans retard les ennemis[2]. Mais la discorde entre le duc d'Urbin et le cardinal de Pavie, qui avaient dans l'armée une autorité presque égale, aurait rendu cette attaque très hasardeuse. Le duc Urbin, dans un mouvement de colère, fit arrêter le cardinal de Pavie et le fit conduire à Bologne, pour y être jugé comme coupable de trahison : toutefois ce cardinal se justifia si bien auprès du pape, qu'il recouvra sur lui plus de crédit et d'autorité qu'auparavant[3].

Le duc d'Urbin avait enfin fait comprendre au pape, qu'avant d'attaquer Ferrare il devait attendre la jonction d'une armée vénitienne, forte de trois cents hommes d'armes, beaucoup de chevau-légers, et quatre mille fantassins, qui s'était avancée sur le Pô jusqu'à Fichéruolo, et qui était secondée par quelques galères. Alfonse d'Este coupait le chemin à cette armée; il attaquait en détail avec beaucoup d'activité et de courage les galères vénitiennes, et leur faisait éprouver combien il était dangereux de se hasarder dans le lit des rivières[4].

[1] *Fr. Guicciardini.* L. IX, p. 496. — *Fr. Belcarii.* L. XII, p. 353. — *Petri Bembi.* L. XI, p. 243. — [2] *Fr. Guicciardini.* L. IX, p. 496. — *Fr. Belcarii.* L. XII, p. 350. — [3] *Fr. Guicciardini.* L. IX, p. 497. — *Fr. Belcarii.* L. XII, p. 350. — [4] *Fr. Guicciardini.* L. IX, p. 498. — *Fr. Belcarii.* L. XII, p. 351.

Pendant qu'il les arrêtait ainsi au passage, M. de Chaumont résolut, d'après les sollicitations des Bentivoglio, de s'avancer rapidement sur Bologne, et de forcer Jules II à la paix. Dans sa marche il prit les châteaux de Spilamberto et de Castel-Franco, qui chacun ne tinrent qu'un seul jour; et il vint loger, le 12 octobre, à Crespolano, à dix milles de Bologne, avec l'intention de se présenter le lendemain devant les murs mêmes de la ville.

Il n'y avait alors dans Bologne qu'un petit nombre de soldats pontificaux mal disciplinés : le pape attendait, il est vrai, trois cents hommes d'armes, que le roi d'Aragon s'était engagé à lui fournir; et l'armée vénitienne arrêtée à Fichéruolo, devait aussi le joindre : mais il paraissait peu probable qu'il pût tenir jusqu'à l'arrivée des uns et des autres, d'autant plus que les partisans des Bentivoglio commençaient à s'agiter, et que la masse du peuple, oubliant tous leurs torts, se rattachait à eux par cette affection aveugle qui lie tous les hommes au temps passé. Les prélats et les courtisans qui n'avaient jamais vécu que dans les loisirs et les délicatesses de Rome, se plaignaient amèrement de ce que le pape les avait entraînés avec lui dans une situation si périlleuse pour leurs fortunes et pour la gloire du saint-siége. Avec des instances que jusqu'alors Jules II n'aurait jamais souffertes, ils le pressaient ou de les mettre tous en sûreté par une prompte retraite, ou de traiter avec Chaumont, aux moins mauvaises conditions qu'il pourrait obtenir[1].

Jules II, sans promettre de se conformer à ces conseils, fit venir les ambassadeurs vénitiens, et leur déclara que si le lendemain avant la fin du jour, il n'avait pas reçu à Bologne un renfort tiré des troupes qu'ils avaient au camp de la Stel-

[1] *Fr. Guicciardini.* L. IX, p. 500. — *Jacopo Nardi, Ist. Fior.* L. V, p. 219. — *Paris de Grassis Diarium Curiæ Rom.* T. III, p. 597; *apud Raynald.* 1510, § 22, p. 79. — *Fr. Belcarii.* L. XII, p. 351.

lata, il traiterait avec les Français. Il convoqua ensuite le conseil et les colléges de Bologne; il leur peignit avec des couleurs très vives l'ancienne tyrannie des Bentivoglio, à laquelle il les avait soustraits ; il les exhorta à défendre le gouvernement paternel de l'église, et la liberté dont ils jouissaient; il leur recommanda de s'approvisionner de vivres pour soutenir un siége, et il leur accorda l'exemption des gabelles aux portes pour cette circonstance. Mais Jules II, malgré la faiblesse de l'âge et celle de la maladie, était le seul homme qui, dans ce moment de danger, conservât de la vigueur. Il fit rassembler sur la place publique tous les Bolonais qui avaient promis de combattre; on l'assura qu'il n'y avait pas moins de quinze mille hommes de pied et de cinq mille chevaux. Jules II était sur son lit, accablé par un accès de fièvre ; dès qu'il entendit les cris de la populace, il s'élança de sa couche, il se montra à son balcon, il donna aux troupes la bénédiction dans la forme usitée au moment où elles marchent au combat, et s'abandonnant à un transport de joie, il s'écria qu'il avait déjà remporté la victoire sur l'armée française [1].

Cette foule cependant, qui avait salué le pape par ses cris, ne s'armait point pour combattre. Les courtisans exprimaient une terreur toujours croissante; les ambassadeurs de l'empereur, du roi catholique, de l'Angleterre, sollicitaient Jules II d'entrer en négociation. Il céda enfin, et il envoya demander à Chaumont un sauf-conduit pour le comte Jean-François Pic de la Mirandole qu'il voulait charger de négocier. En même temps il fit porter à Florence les plus précieux joyaux de l'église, et entre autres la mitre tout enrichie de pierreries qu'on désigne sous le nom de *triregno* [2].

Chaumont savait que Louis XII était tourmenté de scrupules en combattant contre le pape, et qu'il aurait fait presque

[1] *Parisii de Grassis Diarium, apud Raynald.* 1510, § 23, p. 79. — [2] *Fr. Guicciardini* L. IX, p. 501.

à tout prix sa paix avec lui; il se prêta donc avec empressement aux négociations qui lui étaient proposées. Il demanda l'absolution de toutes les censures prononcées contre Alfonse d'Este, les Bentivoglio et leurs adhérents; la restitution aux Bentivoglio de leurs biens, sous condition qu'ils s'établiraient à quatre-vingts milles au moins de distance de Bologne, le renvoi à des arbitres, des difficultés entre le pape et le duc de Ferrare, le dépôt de Modène entre les mains de l'empereur, et une suspension d'armes pour six mois, durant laquelle chacun retiendrait ce qu'il possédait [1].

Ces conditions paraissaient infiniment dures à Jules II; il se plaignait tour à tour de l'insolence des Français et des lenteurs des Vénitiens; contre son usage, il écoutait les sollicitations de ses cardinaux, mais il ne se déterminait à aucun parti, et il laissait passer le temps, lorsqu'à la fin de cette même journée du 13 octobre, Chiappino Vitelli entra dans Bologne avec six cents chevau-légers vénitiens et un corps de cavalerie turque au service de la république; il rendit aussitôt au pape sa hauteur et sa confiance accoutumés.

Chaumont s'était avancé jusqu'au pont du Réno, à trois milles de Bologne; il avait accepté la médiation des ambassadeurs de l'empereur, du roi d'Espagne et du roi d'Angleterre; mais le matin suivant tout était changé : le pape ne voulait plus faire aucune concession; les amis des Bentivoglio n'avaient point fait de mouvement dans Bologne, un nouveau corps de Stradiotes devait y entrer par une porte avant la fin de la journée, tandis que par une autre, Fabricio Colonna devait y amener une partie des hommes d'armes espagnols et de la cavalerie; Chaumont pouvait à son tour se croire en danger. Honteux et désespéré d'avoir été la dupe des négociations du vieux pontife, il se retira lentement sur Castel-Franco puis sur Rubièra, tandis que Jules, qui lui avait fait

[1] *Fr. Guicciardini.* L. IX, p. 502. — *Fr. Belcarii.* L. XII, p. 352.

dire qu'il n'entendrait à aucun traité, si, comme condition préliminaire, la France n'abandonnait pas la défense du duc de Ferrare, se désolait de ce que ses généraux n'avaient pas poursuivi et détruit l'armée française dans sa retraite. Son dépit redoubla sa maladie, et le 24 octobre on désespéra de sa vie [1].

A peine commençait-il à se rétablir, qu'il écrivit à tous les princes chrétiens une lettre circulaire. Il accusa le roi de France d'avoir fait avancer son armée contre le pape et tous ses cardinaux par une soif criminelle du sang du pontife romain. Il déclara qu'il ne prêterait plus l'oreille à aucune négociation, si au préalable Ferrare n'était pas remise entre ses mains, et il pressa les Vénitiens avec un redoublement d'ardeur de réunir leur armée à la sienne pour entreprendre le siége de cette ville [2].

L'armée pontificale se réunit en effet à Modène à celle des Vénitiens ; mais toutes deux attendaient le marquis de Mantoue qui avait reçu le titre de capitaine-général, et qui leur fit perdre un temps précieux, sans jamais les joindre. Dans le même temps, la flotte vénitienne fut attaquée à Bondéno par le duc de Ferrare et M. de Châtillon, et forcée à sortir du Pô avec assez de perte. Enfin, l'armée pontificale se mit en mouvement, elle entreprit le siége de Sassuolo, et Jules II eut la joie d'entendre de sa chambre le bruit de sa propre artillerie, joie qu'il exprima avec autant de vivacité, que peu de jours auparavant il avait témoigné de chagrin lorsqu'il avait entendu l'artillerie des ennemis à Spilamberto. Au bout de deux jours, Sassuolo se rendit, et Jules II renonçant à l'attaque de Ferrare fit marcher son armée contre la Mirandole. Ce château et celui de Concordia formaient le fief ou la petite principauté de la famille des Pichi si illustre dans les lettres. Le comte

[1] *Fr. Guicciardini.* L. IX, p. 503. — *Jacopo Nardi.* L. V, p. 219.—*Fr. Belcarii.* L. XII, p. 353. — *Parisii de Grassis Diarium Curiæ Romanæ*, *apud Raynald.* 1510, § 23, p. 79. — [2] *Fr. Guicciardini.* L. IX, p. 503.

Louis Pic de la Mirandole avait épousé la fille du maréchal Jean-Jacques Trivulzio ; celle-ci, nommée Françoise, était demeurée veuve, et elle s'était abandonnée sans réserve aux directions de son père, qui avait fait de la Mirandole une place d'armes française, tandis que le comte Jean-François Pic, cousin de son mari, qui prétendait de son côté à l'héritage de ce fief, s'était absolument dévoué au pape [1].

Le duc de Ferrare était épuisé par les longs efforts qu'il avait dû faire ; il ne lui restait que peu de troupes dans sa capitale, et Chaumont était mal en état de le secourir ; aussi dût-il s'estimer heureux de ce que l'armée du pape abandonnait l'attaque dont elle l'avait menacé pour tourner contre la Mirandole. On crut même que le cardinal de Pavie avait été gagné secrètement par lui ou par la France lorsqu'il avait donné le conseil au pape de commencer par cette attaque. Chaumont cependant envoya Marin de Montchenu et Chantemerle, neveu du seigneur de Lude, avec cent fantassins et deux canonniers renforcer la garnison de la Mirandole, où la comtesse Françoise et son cousin Alexandre Trivulzio se préparaient à soutenir un siége [2].

L'armée pontificale était lente dans tous ses mouvements, et toujours exposée aux intrigues de ceux qui voulaient en secret empêcher l'exécution des desseins du pape, aussi ne putelle s'approcher de Concordia qu'après le milieu de décembre. La place fut prise le jour même de l'ouverture des batteries, la citadelle se rendit à composition, et l'armée pontificale passa au siége de la Mirandole.

Le feu ne commença, contre les remparts de la Mirandole, que le quatrième jour depuis l'arrivée de l'armée. L'impatience de Jules II ne pouvait s'accommoder de cette lenteur ; d'ail-

[1] *Fr. Guicciardini.* L. IX, p. 507. — *Fr. Belcarii.* L. XII, p. 354. — *Jacopo Nardi.* L. V, p. 219. — *Paolo Giovio*, *Vita di Alfonso d'Este*, p. 48. — [2] Mémoires du chev. Bayard. T. XV, ch. XLII, p. 173.

leurs il se défiait de tout le monde en même temps, il accusait tour à tour ses capitaines, et même souvent son neveu le duc d'Urbin, de malhabileté ou de perfidie. 1511. — Il se détermina enfin à donner au monde, dans les premiers jours de l'année 1511, un spectacle aussi scandaleux qu'inattendu : il se fit porter en litière, le 2 janvier, de Bologne au camp devant la Mirandole, accompagné par trois cardinaux [1]. Il prit son logement dans une petite maison de paysan, à deux portées d'arbalète des murs, et sous le feu même du canon de la place ; et là, sans se laisser arrêter par une neige continuelle, par la lâcheté des ouvriers qu'il faisait rassembler, et qui s'enfuyaient à chaque décharge d'artillerie, ou par la difficulté des vivres, il commença lui-même à diriger les ouvrages, à faire mettre sous ses yeux les canons en batterie et à en presser le feu. Après avoir suivi ses travailleurs pendant l'excès du froid d'un hiver extraordinairement rigoureux, avec une activité qu'on n'aurait pas plus attendue d'un vieillard malade que d'un pape, il retourna à Concordia lorsque toutes les batteries furent ouvertes pour en attendre l'effet. Mais quoiqu'il n'y fût qu'à quelques milles de distance du camp, c'était trop loin encore pour son impatience, et il revint le quatrième jour se loger tout à côté de ses batteries, dans une petite église, encore plus près des murs que n'était son précédent logement. Dès lors, se livrant à toute l'impétuosité de son caractère, il réprimandait tour à tour ses capitaines, à la réserve du seul Marc-Antoine Colonna ; il parcourait ensuite l'armée, il châtiait les uns, il encourageait les autres, et il promettait à tous qu'il ne recevrait point la place à composition, mais qu'il en réservait le pillage aux soldats [1].

Le chevalier Bayard était alors au camp du duc de Ferrare, sur le Pô : il y fut averti que le pape, qui avait été passer la

[1] *Parisii de Grassis Diarium Curiæ Romanæ in mss. arcano Vaticani; apud Raynald.* 1511, § 44, p. 100. — *Petri Bembi Hist. Ven.* L. XI, p. 246. — [2] *Fr. Guicciardini.*

nuit au château de San-Félice, devait en repartir le lendemain pour retourner à la Mirandole. Bayard connaissait sur cette route, à deux mille de San-Félice, à quatre de la Mirandole, deux ou trois maisons qu'on avait abandonnées à cause de la guerre : il alla s'y loger pendant la nuit avec cent hommes d'armes. « Demain au matin, dit-il au duc de Ferrare, quand le pape deslogera de Saint-Félice, je suis informé « qu'il n'a que ses cardinaux, évêques et protonotaires, et « bien cent chevaux de sa garde : je sortirai de mon embusche, « et n'y aura nulle faulte que je ne l'empoigne. » Le projet du chevalier sans peur et sans reproche fut hautement approuvé; tout fut ponctuellement exécuté selon ses ordres. Déjà les premiers clercs du cortége du pape avaient passé devant l'embuscade, d'où Bayard sortit pour les charger et les poursuivre : « Mais le pape, qui venoit derrière, n'avoit pas « cheminé un jet de boulle hors de Saint-Félice, qu'il tomba « du ciel la plus aspre et véhémente neige qu'on eût vue cent « ans devant. » Avant que les fuyards échappés de l'embuscade fussent arrivés jusqu'au pape, le cardinal de Pavie le détermina à rentrer dans le château, pour laisser passer ce mauvais temps. « Sur le point que le bon chevalier arrivoit à « Saint-Félice, le pape ne faisoit qu'entrer dedans le château, « lequel, au cri qu'il ouit, eut telle frayeur, que subitement « et sans aide sortit de sa litière, et lui-même aida à lever le « pont : qui fut d'homme de bon esprit; car s'il eût autant « demeuré qu'on mettroit à dire un *Pater noster*, il était cro« qué...... Le pape demeura dedans le château de Saint-Fé« lice, lequel de la belle peur qu'il avoit eue, trembla la « fièvre tout au long du jour, et la nuit manda son neveu le « duc d'Urbin, qui le vint quérir avec quatre cents hommes « d'armes, et le mena en son siége[1].

L. IX, p. 508. — *Jacopo Nardi*. L. V, p. 220. — *Fr. Belcarii*. L. XII, p. 355. — [1] Mémoires du chev. Bayard. Ch. XLIII, p. 175-180.

Alexandre, neveu du maréchal Jean-Jacques Trivulzio, défendait la Mirandole. Il avait sous ses ordres quatre cents fantassins étrangers, et il montrait d'autant plus de persistance et de courage, qu'il se croyait plus assuré des secours de M. de Chaumont : mais celui-ci, qui détestait le maréchal Trivulzio, n'était point fâché que la fille de ce rival perdît son héritage, et n'avançait point à son aide.

Un boulet de canon avait percé le logement du pape, et tué deux hommes dans sa cuisine ; cet accident n'avait fait que redoubler la colère de Jules II. Enfin, un froid violent glaça les fossés de la Mirandole, de telle sorte que l'eau qui devait servir à la défendre ouvrait au contraire un passage pour parvenir jusque sur la brèche. Alexandre Trivulzio vit alors l'impossibilité de soutenir un assaut, et capitula le 20 janvier. Il paya une contribution de six mille ducats, pour racheter la Mirandole du pillage; et le pape, cédant aux instances de tous ses courtisans, consentit à l'accepter. Quelques officiers demeurèrent prisonniers de guerre, tandis que le reste de la garnison eut la liberté de se retirer; et comme les portes de la ville, qu'on avait appuyées par derrière avec des terre-pleins, n'étaient plus praticables, le vieux pontife n'eut pas la patience d'attendre qu'on les eût déblayées : il monta par une échelle sur la brèche; et, après avoir fait ainsi son entrée dans la Mirandole, il en donna la possession au comte Jean-François Pic, parent du comte Louis, quoique son ennemi [1].

Après la prise de la Mirandole, le pape et les Vénitiens essayèrent encore de s'emparer de la Bastia, sur le bas Pô, pour empêcher les vivres d'arriver à Ferrare, mais comme

[1] *Fr. Guicciardini.* L. IX, p. 510. — *Muratori Annali d'Italia.* T. X, p. 64. — *Jacopo Nardi.* L. V, p. 220. — *Paolo Giovio, Vita di Alfonso d'Este.* p. 46. — *Parisii de Grassis Diarium ; apud Raynaldum*, 1511, § 46, p. 100. — Mémoires du chev. Bayard. T. XV, ch. XLIII, p. 180. — Mémoires de Fleuranges. T. XVI, p. 71. — *Giov. Cambi.* T. XXI, p. 250. — *Petri Bembi Hist. Ven.* L. XI, p. 346.

ils assiégeaient ce château, ils y furent surpris par le duc Alfonse d'Este, d'après un plan que lui suggéra le chevalier Bayard; et ils y perdirent tant de monde, qu'ils ne purent plus songer à tenter le siége de Ferrare [1].

Cependant Louis XII, désespérant de ramener par des négociations à des pensées pacifiques un pape dont toutes les actions annonçaient tant de violence, donna ordre à M. de Chaumont de l'attaquer à son tour, et de lui faire sentir quelle était la puissance d'un roi de France. Chaumont, qui n'avait dû la haute faveur dont il avait joui qu'à la protection de son oncle le cardinal d'Amboise, était jugé depuis la mort de celui-ci à sa juste valeur. On ne lui trouvait ni des talents distingués, ni une connaissance suffisante de l'art de la guerre, ni assez de déférence pour ceux qui l'avaient étudié mieux que lui, ni assez d'attention à maintenir la discipline, qui n'était plus observée dans le camp français. On lui reprochait son excessive jalousie du vieux maréchal Jean-Jacques Trivulzio, qui aurait conduit la guerre à une fin plus heureuse si Chaumont avait plus souvent voulu suivre ses conseils. Ce n'est point, il est vrai, le caractère que lui donne le maréchal de Fleuranges, qui l'appelle « le plus sage homme « de bien en tout estat que je pense jamais avoir veu, et de la « plus grande diligence, et plus grand esprit. » Mais Fleuranges était neveu de Chaumont, et lui devait en partie son avancement [2].

Trivulzio était revenu de la cour de France justement à l'époque de la prise de la Mirandole; il fut appelé au conseil de guerre où l'on devait décider entre les plans d'attaque contre le pape. L'armée vénitienne était fortifiée au Bondéno, sur le Panaro; près de son embouchure dans le Pô. Cette position

[1] *Petri Bembi*. Lib. XI, p. 247. — Mémoires de Bayard. Ch. XLIV, p. 181-193. —
[2] Mémoires de Fleuranges. T. XVI, p. 69. — *Paolo Giovio*, *Vita di Alfonso d'Este*. p. 51. — *Fr. Belcarii*. L. XII, p. 356.

dans l'état de Ferrare était rendue presque inattaquable par des inondations et de nombreux canaux. Trivulzio proposa de ne point chercher à la forcer, de tourner vers le midi, de menacer Modène et Bologne, d'enlever ces villes si elles n'étaient point défendues, et, si l'armée vénitienne sortait de sa forte position pour les défendre, de s'attacher à la détruire dans une grande bataille. Mais il suffit aux yeux de Chaumont et de ses flatteurs que Trivulzio eût ouvert cet avis, pour qu'on en suivît un tout opposé. Il représenta qu'Alfonse d'Este ne devait pas être exposé plus longtemps à la désolation de son pays; que si l'on ne marchait promptement à son secours Ferrare ne pourrait éviter de se rendre; que quelque forte que fût la position des Vénitiens au Bondéno, la bravoure française et la supériorité de son artillerie lui assuraient la victoire; qu'enfin en s'approchant des états de Mantoue, il déterminerait le marquis de Gonzague à sortir de sa longue irrésolution, et à s'unir aux armées françaises, comme il en avait déjà secrètement le désir.

L'armée française se mit en effet en mouvement le long de la rive droite du Pô; et lorsqu'elle fut arrivée à Sermidi, sur les bords de ce fleuve, Chaumont s'avança avec quelques officiers jusqu'à la Stellata, pour avoir une conférence avec le duc Alfonse. Celui-ci lui fit mieux connaître l'état du pays jusqu'au Bondéno, et de là jusqu'à Finale et à Cento, où étaient logés les soldats de l'église et les Espagnols. Toutes les digues des rivières avaient été rompues, toute la plaine était inondée; et c'était le long de l'étroite levée qui contenait les eaux des canaux ou celles du Panaro, qu'il fallait marcher à l'ennemi. Ces levées avaient été coupées en plusieurs endroits, et les coupures garnies de troupes et d'artillerie. Alfonse, il est vrai, qui languissait de se débarrasser d'hôtes qui complé-

[1] *Fr. Guicciardini.* L. IX, p. 511. — *Fr. Belcarii Comm.* L. XII, p. 357.

taient sa ruine, s'efforçait de prouver, d'après les cartes des ingénieurs, que la disposition du terrain donnerait toujours l'avantage à l'artillerie française. Mais dans un nouveau conseil de guerre tenu à Sermidi, Trivulzio démontra l'imprudence extrême de hasarder une armée entière au milieu d'un pays inondé, sur la ligne étroite d'une digue, où le moindre accident survenu à l'artillerie ou aux chars de munition, pouvait couper toute communication de la tête à la queue de la colonne, et où le moindre retard pourrait la faire périr faute de vivres. Ce projet, dans lequel on avait trop longtemps persisté fut donc abandonné au moment de l'exécution [1].

Chaumont ne réussit pas mieux à faire sortir le marquis de Mantoue de sa neutralité. Celui-ci se démêla avec beaucoup d'adresse entre les deux partis. Il suppliait les Vénitiens de ne pas le forcer à se déclarer, tandis que son pays était entouré de tant d'armées ennemies, qu'il ne pouvait se joindre à eux sans livrer tout le Mantouan au pillage des Français. Il suppliait également Chaumont de prendre patience encore quelques semaines, tandis qu'il négociait avec le pape, pour retirer de ses mains son fils qu'il lui avait laissé en otage. Ainsi, paraissant tour à tour prêt à embrasser la cause de chacun, il les engageait tous deux à continuer à le ménager [2].

Le cardinal Hippolyte d'Este prétendait avoir des intelligences à Modène, et il pressait M. de Chaumont d'attaquer cette ville pour la rendre à sa famille. Mais, pendant ce temps, les négociations du roi d'Aragon avaient pourvu à sa défense. Ferdinand voyait avec beaucoup d'inquiétude la puissance française s'étendre dans le midi de l'Italie ; et il cherchait tous les moyens de séparer les intérêts de Maximilien d'avec ceux de Louis XII. Alfonse d'Este tenait Modène en fief de l'em-

[1] *Fr. Guicciardini.* L. IX, p. 512. — *Fr. Belcarii.* L. XII, p. 358. — [2] *Fr. Guicciardini.* L. IX, p. 515. — *Petri Bembi Hist. Ven.* L. XI, p. 249.

pire, et Maximilien avait de justes motifs de se plaindre de ce que le pape s'était emparé d'une ville qui ne relevait que de l'empereur. Ferdinand s'efforça de persuader à Jules II, qu'en laissant cette ville en dépôt entre les mains du chef de l'empire, il pourvoirait plus efficacement à sa défense qu'en la gardant, et il jetterait des germes de dissension entre Louis XII et Maximilien. Il fallut, à la vérité, la crainte de l'approche de l'armée française pour déterminer Jules II à renoncer aux prétentions qu'il commençait à former sur la suzeraineté de de Modène; il ne s'y résolut que lorsque le danger devint pressant; et, pour se dérober au danger, il consigna cette ville à Witfrust, ambassadeur de Maximilien auprès de lui [1].

Ce ne fut qu'après avoir vainement tenté une surprise sur Modène, et après avoir éprouvé l'impossibilité de faire avancer son artillerie engagée dans les boues profondes de Carpi, que Chaumont consentit à reconnaître le dépositaire impérial, sous condition que celui-ci, de son côté, s'engagerait à demeurer neutre dans la guerre entre le roi et le pape. Cette suite de mauvais succès avait fait perdre à Chaumont la confiance de l'armée, et celle de la cour : on ne doutait pas qu'il n'eût laissé prendre La Mirandole par haine pour le maréchal Trivulzio, et qu'il n'eut laissé échapper par incapacité l'occasion de recouvrer Modène, ou de délivrer Ferrare. Il s'apercevait du déclin de sa réputation et de la perte de la faveur de son maître; il était tourmenté de remords d'avoir à combattre contre le pape. L'excès du chagrin le rendit malade; un accident, qui le renversa d'un pont dans l'eau, comme il était fort échauffé, contribua encore à ruiner sa santé : mais lui-même se crut empoisonné et le dit à son neveu Fleuranges, en prenant congé de lui. Il se fit porter à Correggio, et dès ce moment il n'eut plus d'autre pensée que d'obtenir du pape

[1] *Fr. Guicciardini.* L. IX, p. 515. — *Paolo Giovio, Vita di Alfonso d'Este.* p. 49. — *Fr. Belcarii.* L. XII, p. 358.

son absolution pour avoir fait la guerre contre lui. Cette absolution fut en effet accordée; mais Charles de Chaumont d'Amboise, grand-maître de France, et gouverneur du Milanais, était déjà mort, le 11 février 1511, quand elle arriva à ses amis [1].

Tous les adversaires du pape n'avaient pas la conscience si timorée; le chevalier Bayard ne s'était fait aucun scrupule de lui dresser une embuscade; et, s'il faut en croire son loyal serviteur, qui nous a laissé ses mémoires, le duc Alfonse d'Este alla plus loin; il séduisit un secrétaire du pape, nommé Augustin de Guerlo, qui lui avait été envoyé pour le détacher de l'alliance française, et il l'engagea à promettre qu'il empoisonnerait Jules II. Mais lorsqu'il communiqua ce complot à Bayard, celui-ci répondit : « Hé, monseigneur, je ne croy-« roye jamais que un si gentil prince comme vous este, con-« sentist à une si grande trahison; et quand je le sçauroye, « de vrai je vous jure mon ame, que devant qu'il fust nuit, « en advertiroye le pape. — Puisque ne le trouvez pas bon, « dit le duc, la chose demourera, dont si Dieu n'y met remède, « vous et moi nous repentirons. » Il est pourtant juste d'avertir, pour la réputation du duc de Ferrare, qu'on peut souvent élever des doutes sur la véracité du serviteur de Bayard qui a écrit ces mémoires [2].

A la mort de Chaumont, le maréchal Trivulzio prit le commandement de l'armée, en attendant les ordres de la cour; mais jusqu'à ce qu'il sut s'il lui serait confirmé ou non, il ne voulut point tenter une entreprise qu'il pouvait n'être pas chargé d'achever. Il donna donc à ses soldats un repos que les autres puissances mirent à profit pour d'actives négociations.

Maximilien, dominé par son ressentiment contre les Véni-

[1] Mémoires de Fleuranges. T. XVI, p. 70. — *Fr. Guicciardini.* L. IX, p. 516. — *Petri Bembi Hist. Ven.* L. XI, p. 248, — *Jacopo Nardi.* L. V, p. 221. — *Paolo Giovio, Vita di Alfonso.* p. 51. — [2] Mémoires du chev. Bayard. Ch. XLV, p. 195-202.

tiens, avait jusqu'alors persisté dans son alliance avec la France, et il y avait mis une constance qu'on n'était point accoutumé à lui voir déployer. Il était entré vivement dans les projets de Louis XII, pour la réforme de l'église dans son chef et dans ses membres, et il avait convoqué à Augsbourg une assemblée des évêques allemands, pour les engager à demander un concile : mais il avait trouvé dans sa nation beaucoup plus d'opposition qu'il ne s'y était attendu [1]. Alors seulement il avait prêté l'oreille au roi d'Aragon, qui lui conseillait de s'assurer, par un traité de paix, de ce qu'il avait déjà conquis en Italie, ou de ce qu'il y prétendait encore, et de terminer tous ses différends avec le pape, assuré que les Vénitiens se conformeraient aux volontés de leur seul allié.

D'après ce conseil, Maximilien envoya Mathieu Lang, évêque de Gurck, son secrétaire intime, à Mantoue, pour y assembler un congrès auquel il invita le pape, le roi de France et celui d'Aragon à envoyer des ambassadeurs. Jules II saisit avec empressement cette ouverture ; il croyait disposer des Vénitiens à sa volonté, et s'il pouvait les réconcilier avec Maximilien, il se flattait aussi de brouiller celui-ci avec la France, contre laquelle il nourrissait une haine que rien ne pouvait éteindre. D'autre part, Louis XII reçut cette communication avec une extrême défiance ; il connaissait la versatilité de son allié, et il craignait que le pape ne le lui enlevât, soit en lui offrant l'abandon du Milanais, soit en donnant à l'évêque de Gurck la dignité de cardinal et le comblant des faveurs de l'église. Louis XII ne redoutait pas moins Ferdinand, dont les remontrances hypocrites, sur le danger de troubler la paix de l'église par un concile, ou de le distraire lui-même de sa sainte expédition contre les infidèles d'Afrique, semblaient cacher quelque projet pernicieux [2].

[1] Lettre de Maximilien à la ville de Gelnhause ; *apud Lunig. R. A.* T XIII, p. 811 et seq. — Schmidt, Hist. des Allemands. L. VII, ch. XXXIV, T. V, p. 456. — [2] *Fr. Guicciar-*

Malgré ses inquiétudes, Louis XII envoya l'évêque de Paris, prélat distingué par sa connaissance du droit, au congrès de Mantoue, soit pour y surveiller les menées de ses ennemis, soit pour n'être pas accusé de vouloir seul la guerre. Cet évêque y arriva au mois de mars, peu de jours après l'évêque de Gurck, et don Pédro de Urréa, ambassadeur du roi d'Aragon auprès de l'empereur. Bientôt Jérôme de Vich de Valence, ambassadeur de Ferdinand auprès du pape, y arriva aussi; mais ce fut pour solliciter Mathieu Lang de visiter d'abord Jules II, à Ravenne, et de prévenir favorablement son esprit, en même temps qu'il lui rendrait un hommage auquel le pape avait droit de s'attendre de la part d'un évêque chargé de négocier avec lui. Le secrétaire de Maximilien, homme arrogant et altier, disputa longtemps sur la condescendance qu'on lui demandait, encore qu'on fit entrevoir qu'elle serait probablement récompensée par quelqu'une des premières dignités de l'église. Enfin il partit le 26 mars pour rencontrer le pape; et Jules II, qui voulait à tout prix gagner ce favori, flatter son orgueil et éveiller son ambition, résolut d'aller au-devant de lui jusqu'à Bologne; ce qu'il ne fit qu'après avoir nommé en plein consistoire huit nouveaux cardinaux, au nombre desquels était le grand ennemi des Français Matthias Schiner, évêque de Sion; et avoir déclaré, avec le consentement du sacré collége, qu'il en conservait un neuvième *in pectore*, afin de pouvoir offrir à l'évêque de Gurck cette espérance [1].

L'entrée de l'évêque de Gurck à Bologne, trois jours après l'arrivée du pape dans cette ville, fut célébrée avec autant de pompe qu'on aurait pu en mettre à accueillir le souverain qui l'envoyait. Cet évêque prenait le titre de lieutenant

dini. L. IX, p. 517. — *Fr. Belcarii.* L. XII, p. 359. — [1] *Fr. Guicciardini.* L. IX, p. 521. — *Jacopo Nardi.* L. V, p. 221. — *Parisii de Grassis Diarium Curiæ Romanæ ; apud Raynaldum Annal. eccles.* 1511, § 47, p. 100.

de l'empereur en Italie; et il était suivi par un grand nombre de seigneurs et de gentilshommes, qui déployaient dans leur train la plus grande magnificence : l'accueil qu'on lui préparait n'était pas moins magnifique. L'ambassadeur de Venise auprès du pontife se rangea lui-même modestement parmi ceux qui voulaient lui faire honneur. Mais Mathieu Lang témoigna, avec une extrême insolence, qu'il était blessé de ce que l'envoyé des ennemis de son maître osait se présenter devant lui. Le pape lui accorda une audience publique en plein consistoire ; là l'évêque de Gurck déclara, en présence de tous les cardinaux, que Maximilien l'envoyait en Italie parce qu'il préférait recouvrer ce qui lui appartenait par la paix plutôt que par la guerre; mais qu'il ne traiterait sous aucune autre condition que celle de retirer des mains des Vénitiens tout ce qu'ils avaient usurpé, à quelque titre que ce fût, ou des terres de l'empire, ou des domaines de l'Autriche[1]. Il parla avec la même arrogance à l'audience privée du pontife; enfin il montra plus d'insolence encore le lendemain; car ayant appris que le pape avait député pour conférer avec lui les trois cardinaux de Saint-George, de Reggio et de Médicis, il regarda comme au-dessous de lui de traiter avec tout autre que le souverain pontife, et il députa trois de ses gentilshommes pour les entendre[2].

Le pape avait trop d'orgueil pour que l'insolence de ce subalterne ne lui parut pas difficile à supporter; cependant il prenait patience dans l'espérance de réussir, par cette négociation, à brouiller l'empereur avec les Français. Sa haine contre eux allait toujours croissant; et il en donna une preuve par les excommunications qu'il fulmina le jour de Pâques, en lisant la bulle *In cœna Domini*. Quoique les négociations fus-

[1] Son discours a été conservé par Michel Coccinius, et inséré dans les *Annal. eccles. Raynaldi* 1511, § 53, p. 101. — [2] *Fr. Guicciardini.* L. IX, p. 523. — *Fr. Belcarii Comm.* L. XII, p. 361. — *Jacopo Nardi.* L. V, p. 222.

sent actuellement ouvertes, il y comprit nommément Alfonse d'Este, Jean-Jacques Trivulzio, et les magistrats de Milan et des autres villes de Lombardie, qui aidaient le roi à recueillir des impôts, dont ce monarque faisait usage contre l'église. Louis XII lui-même y fut aussi compris, mais implicitement, parmi ceux qui avaient arrêté la juridiction ecclésiastique, et partagé les opinions des excommuniés[1].

Maximilien, à ce qu'assurait l'évêque de Gurck, ne consentirait à laisser aux Vénitiens Padoue et Trévise, seuls restes de tout leur territoire, qu'autant qu'ils payeraient deux cent mille ducats pour une première investiture de ces deux villes, et qu'ils s'engageraient ensuite à un cens annuel de cinquante mille ducats. Les Vénitiens, se voyant abandonnés par le pape, furent obligés d'entrer en pourparler sur ces demandes exorbitantes ; ils offrirent d'acquitter les deux cent mille ducats à plusieurs échéances à long terme. Ils obtinrent une diminution sur le cens annuel qui leur était aussi demandé ; et ils ne disputaient plus que sur la possession du patriarcat d'Aquilée, qu'ils prétendaient conserver[2], lorsque l'évêque de Gurck demanda au pape une seconde audience pour traiter également des différends du roi de France et du duc de Ferrare avec le saint-siége ; il lui déclara que Louis XII, animé du désir le plus ardent de faire la paix, était prêt à consentir au sacrifice de plusieurs des intérêts les plus chers de la maison d'Este : mais Jules II n'eut pas la patience d'en entendre davantage. Ce n'étaient pas quelques concessions, dit-il, qui pouvaient le contenter, mais un entier abandon ; car il était résolu d'exposer sans réserve sa tiare et même sa vie, pour punir le duc de Ferrare. Il ajouta qu'il ne comprenait pas comment Maximilien ne saisissait pas avec empressement l'occasion qui lui était offerte de se venger, avec l'argent et les armes des au-

[1] *Bulla data Bononiæ*, 16 *kal. maii Annal. eccles. Rayn.* 1511, § 50, p. 101. — [2] *Jacopo Nardi, Ist. Fior.* L. V, p. 222.

tres, des injures sans nombre qu'il avait reçues des Français; que tel devait être le but de tous leurs traités ensemble, et le prix des sacrifices qu'il imposait aux Vénitiens pour les réconcilier à l'empire.

L'évêque de Gurck disputa quelque temps sur ces propositions, qu'il paraissait n'avoir point prévues d'avance; mais bientôt il reconnut l'impossibilité de concilier les prétentions de Jules II avec les intructions absolument différentes qu'il avait reçues de son maître. Alors effrayé de l'impétuosité du pontife, il déclara vouloir se retirer à l'heure même; et en effet au sortir de l'audience, le 25 avril 1511, il partit de Bologne pour Modène, se plaignant amèrement du pontife, et sommant les ambassadeurs d'Espagne de faire retirer les trois cents lances que le roi catholique, comme souverain de Naples, avait jusqu'alors tenues au service du saint-siége[1].

Le maréchal Jean-Jacques Trivulzio avait été confirmé dans le commandement de l'armée française en Italie; mais il avait eu ordre en même temps de ne pas troubler les conférences pour la paix. Lorsqu'elles furent rompues par le départ de l'évêque de Gurck, il résolut de montrer le parti qu'un vieux capitaine pouvait tirer des ressources qui jusqu'alors avaient manqué par l'inexpérience et la présomption des lieutenants de Louis XII. Il se mit en mouvement, au commencement de mars, avec douze cents lances et sept mille fantassins; et dès le premier jour, il se rendit maître de Concordia[2]. Il ne voulut pas attaquer aussi La Mirandole pour ne pas paraître uniquement occupé des états dont sa fille avait été dépouillée; mais d'après ses directions, Gaston de Foix, duc de Nemours, arrivé à l'armée dès l'année précédente, enleva à Massa, près de Finale, Jean-Paul Manfroni, capitaine distingué des

[1] *Fr. Guicciardini.* L. IX, p. 524. — *Jacopo Nardi.* L. V, p. 222. — *Fr. Belcarii.* L. XII, p. 362. — *Paris. de Grassis Diar.; apud Raynald.* 1511, § 57 et seq., p. 102. — [2] Mémoires de Fleuranges. T. XVI, p. 72.

Vénitiens, qui s'y trouvait avec trois cents chevau-légers [1].

Le pape avait envoyé à Gênes Alexandre Frégose, évêque de Vintimille, pour tâcher d'y exciter une rébellion. Ce prélat fut arrêté par la vigilance de Trivulzio, et conduit à Milan, où il avoua toutes les intrigues dont il était chargé [2]. Trivulzio, résolut d'en tirer vengeance. Après avoir remonté le Panaro, toujours en vue de l'armée ennemie, il le passa enfin à gué entre Spilamberto et Piumaccio, et vint établir son quartier dans ce dernier village, à trois milles de l'armée ecclésiastique. Celle-ci n'étant plus couverte par la rivière, et ne voulant pas hasarder une bataille, se retira au pont de Casalecchio, derrière le Réno, trois milles au-dessus de Bologne, dans un lieu fort et illustré au commencement du siècle précédent par une grande bataille [3].

George de Frondsberg, qui acquit ensuite une grande réputation dans les guerres d'Italie, ayant joint Trivulzio avec deux mille cinq cents landsknechts, qu'il lui amenait de Vérone [4], celui-ci, après s'être rendu maître de Castel-Franco, vint s'établir sur le grand chemin, entre ce fort et la Samoggia, indécis sur le parti qu'il avait à prendre. Il jugeait dangereux d'attaquer l'armée pontificale dans la forte position qu'elle occupait; et il croyait moins sûr encore de tenter un coup de main sur Bologne, malgré les instances des Bentivoglio, qui promettaient d'exciter en même temps un soulèvement parmi leurs partisans. Trivulzio n'accordait que peu de foi à ces espérances d'émigrés dont Chaumont avait tout récemment éprouvé la vanité : mais la nouvelle que Jules II avait quitté Bologne mit tout à coup un terme à son indécision.

[1] *Fr. Guicciardini.* L. IX, p. 525. — *Fr. Belcarii.* L. XII, p. 362.—Mémoires de Fleuranges. p. 74. — [2] *Parisii di Grassis Diar. Curiæ Rom.; apud Raynald. Annal. eccles.* 1511, § 58, p. 103. — [3] *Fr. Guicciardini.* L. IX, p. 526. — *Fr. Belcarii.* L. XII, p. 363. — [4] Mémoires de Fleuranges. T. XVI, p. 81.

Le courage des prêtres, comme celui des femmes, est le plus souvent le résultat d'une grande ignorance du danger, aussi se trouve-t-il rarement proportionné à la circonstance ; tantôt il étonne par sa témérité, et tantôt il se dément, lorsqu'un esprit plus calme ou mieux instruit ne verrait aucune raison de se troubler. Jules II, en apprenant que Trivulzio s'était mis en mouvement, partit pour l'armée afin de déterminer par sa présence ses capitaines à livrer bataille. Le duc d'Urbin s'y était toujours refusé jusqu'alors; et la retraite des Espagnols, après la rupture des négociations de l'évêque de Gurck, le confirmait dans son opposition, malgré toutes les lettres du pape. Celui-ci avait l'intention de loger le premier jour à Cento; mais il fut obligé de s'arrêter à la Piève, parce que mille fantassins, qui occupaient Cento, ne voulurent point en sortir qu'on ne leur eût payé leur solde. Irrité de leur obstination, il revint le lendemain à Bologne ; c'est là que de nouveaux détails sur la marche de Trivulzio lui inspirèrent tout à coup la peur à laquelle jusqu'alors il avait paru inaccessible. Il résolut d'aller se mettre, dans Ravenne, à l'abri des dangers de la guerre; mais auparavant, il appela auprès de lui le sénat des Quarante de Bologne. Il remontra aux sénateurs que c'était lui qui les avait tirés d'un dur esclavage, qu'il leur avait accordé de nombreuses exemptions, qu'il leur avait distribué des grâces publiques et privées, qu'il leur avait abandonné la nomination de leurs magistrats et l'administration de leurs revenus publics ; que le légat qu'il établissait au milieu d'eux n'était à Bologne qu'un monument de la suzeraineté de l'église; mais que son pouvoir était infiniment limité et qu'il ne se dirigeait que par leurs conseils : qu'en effet, depuis que Bologne était rentrée sous l'autorité du saint-siége, son commerce avait prospéré, ses manufactures avaient repris de l'activité, et plusieurs de ses citoyens étaient parvenus aux plus hautes dignités de la hiérarchie; que le moment était venu

de montrer s'ils savaient apprécier de si grands avantages, en défendant leur ville avec énergie contre cette attaque subite ; que pour lui, il ne négligerait pas plus la défense de Bologne, qu'il ne ferait celle de Rome elle-même ; qu'il avait donné ordre aux Vénitiens de jeter un pont à Sermidi sur le Pô et de venir joindre son armée ; qu'il avait envoyé de l'argent aux Suisses, pour en faire descendre dix mille en Lombardie ; qu'il demandait seulement aux Bolonais de lui déclarer avec franchise s'ils voulaient ou non défendre leur ville. Le prieur, ou président du sénat des Quarante, réunit dans sa réponse toutes les expressions de reconnaissance, de fidélité, de dévouement et de courage, que lui fournissait l'étude de la rhétorique ; et Jules II partit sans élever de doutes sur la belle défense que feraient les Bolonais[1].

Quoique le pontife eût pour escorte les trois cents lances espagnoles qui s'en retournaient dans le royaume de Naples, il n'osa point prendre le chemin direct de Ravenne, et il passa par Forli. Jules II accordait la plus entière confiance au cardinal de Pavie, auquel il avait laissé le commandement de Bologne, avec le titre de légat. Cependant ce prélat, seigneur de Castel del Rio et de l'ancienne famille des Alidosi, qui avait possédé la souveraineté d'Imola, avait demandé vainement à Jules II de rétablir ses neveux dans cette principauté, qui depuis longtemps leur avait été enlevée ; et ses ennemis prétendaient que, blessé des refus de Jules, il avait dès lors cherché secrètement tous les moyens de se venger. De concert avec le sénat des Quarante, il avait choisi les vingt capitaines de milice sous lesquels toute la jeunesse de Bologne avait été enrégimentée ; et, soit imprudence, soit infidélité, il avait permis qu'ils fussent presque tous tirés d'entre les partisans des Bentivoglio. La faction qui rappelait ces

[1] *Fr. Guicciardini.* L. IX, p. 527. — *Paolo Giovio, Vita di Alfonso d'Este.* p. 62. — *Fr. Belcarii.* L. XII, p. 363. — *Paridis de Grassis Diar.; apud Raynald.* § 58, p. 103.

anciens seigneurs, et qui se réjouissait de les voir approcher dans le camp de Trivulzio, était alors secondée par les propriétaires de terres, qui craignaient que l'armée française ne pillât leurs campagnes; par les marchands, qui craignaient plus encore pour leurs magasins et leurs boutiques; par tous ceux enfin qui, sans avoir précisément souffert sous Jules II, se sentaient humiliés par le gouvernement des prêtres. Bientôt il leur fut aisé de reconnaître qu'ils étaient de beaucoup les plus nombreux; et comme, par l'imprudence du légat, ils se trouvaient armés et maîtres des portes, celui-ci n'avait aucun moyen de les faire obéir [1].

Lorsque le cardinal s'aperçut tout à coup de la mauvaise disposition des milices, il prétendit que le duc d'Urbin lui avait donné l'ordre de les envoyer au camp de Casalecchio, mais elles refusèrent de sortir de la ville : il voulut ensuite faire entrer dans Bologne mille hommes d'infanterie, commandés par Ramazzotto; mais les mêmes capitaines de milice refusèrent de les admettre.

Cette double désobéissance frappa de terreur le cardinal de Pavie, qui avait beaucoup d'ennemis et dans la noblesse, et dans le peuple; et qui, tout récemment, venait de faire périr injustement trois ou quatre citoyens distingués. Dès que la nuit fut venue, il sortit déguisé du palais pour se réfugier dans la forteresse. Sa terreur et sa précipitation étaient si grandes, qu'il ne prit pas même avec lui son argent et ses pierreries. Il les envoya chercher dès qu'il fut lui-même en sûreté; et aussitôt après avoir reçu sa cassette, il sortit de la forteresse par la porte extérieure, pour se retirer à Imola, avec les cent chevaux qui lui étaient restés pour sa garde [2].

[1] *Fr. Guicciardini.* L. IX, p. 529. — *Jacopo Nardi.* L. V, p. 223. — *Paolo Giovio, Vita di Alfonso.* p. 64. — *Fr. Belcarii.* L. XII, p. 364. — [2] *Fr. Guicciardini.* L. IX, p. 529. — *Diarium Parisii de Grassis; apud Raynald.* § 59, p. 103. — *Ist. di Giov. Cambi.* p. 262. — *Fr. Belcarii.* L. XII, p. 364.

Lorsque la fuite du légat fut connue dans la ville, le 21 mai, Laurent Ariosti et Francesco Rinucci, deux des capitaines de la milice, dont le dévouement aux Bentivoglio était connu et avait même été confirmé par des persécutions, coururent aux portes de San-Félice et de Lame, les abattirent à coups de hache, et les livrèrent aux Bentivoglio, auxquels Trivulzio avait donné cent lances françaises, pour les occuper.

Le camp du duc d'Urbin s'étendait de Casalecchio jusqu'à la porte nommée Saragozze. Bientôt on y fut instruit de la fuite du légat, et du soulèvement du peuple bolonais. Une terreur panique s'empara à l'instant du chef et des soldats. Le duc d'Urbin donna le signal de la retraite, quoique la nuit fût déjà avancée ; ses troupes se mirent en marche précipitamment, abandonnant toutes leurs tentes, tous leurs équipages, et leurs camarades, qui étaient de garde de l'autre côté de la rivière, où ils ne reçurent aucun ordre. Les Bolonais remarquèrent de leurs murailles ce mouvement de l'armée pontificale, et les Bentivoglio en donnèrent avis à Trivulzio. Le peuple, toujours hardi contre ceux qui fuient, sortit avec impétuosité pour attaquer les soldats de l'église, comme ils passaient le long des remparts. En même temps les paysans descendirent des montagnes avec des cris effroyables, pour avoir part au pillage. L'obscurité, qui augmente la terreur et diminue le sentiment de la honte, le soulèvement imprévu des citoyens et des paysans, la crainte de l'armée française, changèrent bientôt la retraite en fuite. Si Raphaël des Pazzi, qui commandait les troupes laissées sur l'autre bord du Réno, n'avait pas opposé aux Français une résistance obstinée au pont de Casalecchio, à peine un soldat du duc d'Urbin aurait pu s'échapper. Sa position fut forcée à la fin, il demeura prisonnier ; et les gendarmes français, commençant la poursuite, atteignirent bientôt les bagages, et ramenèrent

à leur camp un si grand nombre de bêtes de sommes chargées de butin, qu'ils désignèrent dès lors cette déroute, pour laquelle ils n'avaient pas même eu besoin de combattre, par le nom de *journée des âniers*. Vingt-six pièces de canons, dont quinze de gros calibre, le drapeau du duc d'Urbin, et un grand nombre d'enseignes, une grande partie des équipages de l'armée de l'église, et presque tous ceux des Vénitiens, demeurèrent entre leurs mains. Orsino de Mugnano, Giulio Manfrone, et plusieurs autres capitaines furent faits prisonniers; presque toute l'infanterie fut dissipée : mais Ramazzotto, qui, avec un corps d'armée vénitien, occupait la montagne de San-Luca, encore qu'il n'apprit que fort tard la déroute de ses compagnons d'armes, réussit cependant à conduire sa troupe, par les hauteurs, jusqu'en Romagne, et à la mettre en sûreté [1].

Lorsque Jules II reçut à Ravenne la nouvelle de la prise de Bologne; il en conçut d'autant plus de douleur qu'il avait attaché plus d'importance à cette conquête, et qu'il l'avait plus considérée comme faisant la gloire de son pontificat. La conduite du peuple à Bologne l'affligea davantage encore; il n'y avait point eu, il est vrai, de sang répandu; on n'avait fait de violence à personne, ni dans la noblesse, ni dans le peuple, mais c'était pour lui seul que tous les outrages semblaient réservés : sa statue colossale en bronze, ouvrage de Michel-Ange Buonarotti, avait été élevée sur la façade de la cathédrale de San-Pétronio; le peuple l'abattit avec tous les témoignages de la haine et du mépris, et les Bentivoglio la firent fondre pour en faire un double canon, avec lequel avant six jours ils tirèrent contre le château [2]. Celui-ci était grand et

[1] *Fr. Guiccirdini*. L. IX, p. 530. — *Jacopo Nardi*. L. V, p. 223. — Mémoires du chev. Bayard. Ch. XLVI, p. 208. — Mémoires de Fleuranges. T. XVI, p. 82. — *Fr. Belcarii*. L. XII, p. 364. — *Petri Bembi Hist. Ven*. L. XI, p. 250. — [2] Mémoires de Fleuranges. T. XVI, p. 83.

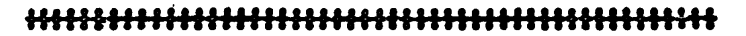
bien fortifié, mais au moment du besoin il s'était trouvé dépourvu de garnison, de vivres et surtout de munitions de guerre; en sorte que l'évêque Julio Vitelli, qui y commandait, fut obligé de le rendre avant la fin de la semaine. Les Bentivoglio, qui craignaient que le roi de France ne voulût laisser une garnison dans cette citadelle, engagèrent le peuple à la raser. Le duc de Ferrare, profitant de la retraite de l'armée pontificale, avait recouvré Cento, la Piève, Cotignola, Lugo, et les autres places de Romagne que le pape lui avait enlevées. Trivulzio aurait pu de même se rendre maître d'Imola; mais il voulut attendre les ordres de France, avant de pousser davantage une guerre qui répugnait à la conscience du roi, et plus encore à celle de la reine Anne de Bretagne[1].

François des Alidosi, évêque et cardinal de Pavie et légat de Bologne, pouvait être accusé d'avoir causé tous ces désastres; son administration avait excité la haine des Bolonais contre l'église; son imprudence avait soulevé la ville, et sa lâcheté avait fait perdre avec Bologne l'armée qui devait la défendre. Tous les officiers échappés à la déroute de Casalecchio, rejetaient sur lui seul la honte de leur terreur et de leur fuite : et le duc Urbin, dès longtemps son ennemi, l'accusait plus hautement que les autres. De son côté, le cardinal, pour se justifier, accusait le duc d'Urbin de trahir le pape, parce que sa femme Éléonore de Gonzague était fille d'Isabelle d'Este, sœur d'Alfonse, qui avait épousé le marquis de Mantoue. Le duc, disait-il, n'avait jamais cherché de bonne foi à dépouiller l'oncle de sa femme; et en effet, Fleuranges répète à plusieurs reprises, que le duc d'Urbin était Français de cœur, et désirait la paix[2].

[1] *Fr. Guicciardini*. L. IX, p. 530. — *Jacopo Nardi*. L. V, p. 224. — *Fr. Belcarii*. L. XII, p. 364. — [2] *Jo. Marianæ Hist. Hisp.* L. XXX, cap. II, p. 302. — *Jacopo Nardi*. L. V, p. 224. — *Paolo Giovio, Vita di Alfonso*. p. 64.

Alidosi vint à Ravenne pour se justifier; et Jules II qui l'aimait, et qui avait en lui une aveugle confiance, le reçut avec joie, et l'invita à revenir le même jour dîner chez lui. Comme il retournait en effet au palais, escorté par son beau-frère Guido Vaina, capitaine de sa garde, le duc d'Urbin le rencontra. Cette pompe militaire, au moment où tous les malheurs de l'armée lui était attribués, augmenta l'irritation du duc, il s'avança au milieu des soldats du légat, qui par respect lui faisaient place, et il le poignarda à la vue de tous. Lorsqu'à l'instant même on annonça cette violence au pape, il répondit par des cris de fureur et de désespoir. Il ne regrettait pas seulement un cardinal qui lui était si cher, mais encore la dignité ecclésiastique que pendant tout son pontificat il s'était étudié à rendre plus sacrée, et qui était outragée sous ses yeux par son propre neveu. Le jour même, dans une agonie de douleur, il repartit de Ravenne pour retourner à Rome[1]; et à peine était-il arrivé à Rimini, que pour ajouter à son chagrin, il apprit qu'on affichait dans tous les lieux publics, à Modène, à Bologne, et dans plusieurs autres villes, une convocation de tous les prélats, en concile général, à Pise, pour le 1er jour de septembre, et une citation à lui-même de s'y rendre, pour que l'église fût réformée dans son chef et dans ses membres[2].

[1] *Parisii de Grassis Diarium; apud Raynald. Ann.* 1511, § 60, p. 103. — Mémoires du chev. Bayard. Ch. XLV, p. 203. — *Istor. di Giov. Cambi.* p. 263. — *Fr. Belcarii Comment.* L. XII, p. 365. — *Petri Bembi Hist. Ven.* L. XI, p. 251. — [2] *Fr. Guicciardini.* L. IX, p. 532. — *Paolo Giovio, Vita di Alfonso.* p. 60. — *Raynaldi Annal. eccles.* 1511, § 1-9, p. 86 et seq. — *Fr. Belcarii*. L. XII, p. 365.



CHAPITRE II.

Administration du gonfalonier Sodérini à Florence; concile de Pise; Ferdinand-le-Catholique s'allie à Jules II et aux Vénitiens; leur armée combinée s'avance sur Bolog.e; Gaston de Foix la fait reculer et reprend Brescia, qui s'était révoltée.

1511-1512.

1511. —La plupart des petits états italiens avaient disparu de la scène du monde, et ceux qui conservaient encore une ombre d'indépendance cherchaient leur salut dans leur nullité, tandis que tous les grands intérêts de leur patrie étaient décidés, chez eux et sans eux, par des puissances dont la supériorité était telle, que la lutte même était impossible. Aux portes de l'Italie, le duc de Savoie et le marquis de Montferrat se disaient toujours souverains; mais le roi de France, devenu duc de Milan et doge de Gênes, les entourait de ses provinces; il faisait traverser à toute heure leurs états par ses armées; il se servait de leurs arsenaux, de leurs magasins, de leurs forteresses; il ne semblait pas même juger nécessaire de consulter leur volonté, ou de les unir à lui par des alliances; et durant ces guerres qui les ruinaient, ces princes ne faisaient jamais remarquer leur existence. Tous deux, il est vrai, étaient

à cette époque dépourvus de talent et de caractère. Guillaume IX, fils et successeur de Boniface V, régnait sur le Montferrat. Il était parvenu à la couronne en 1493, lorsqu'il n'était encore âgé que de sept ans; et sa mère Marie, qui s'était montrée absolument dévouée aux intérêts de la France, avait exercé d'abord la tutelle. Après sa mort, cette tutelle avait été déférée à Constantin Cominatès, parent de Marie. Lorsque Guillaume fut parvenu à la majorité, il força Constantin à quitter le Montferrat; alors cet homme intrigant et adroit s'attacha à Maximilien, et prit une part très active aux négociations de l'empereur et du pape. Le jeune marquis, au contraire, ne sortit point de l'obscurité où il était demeuré dans son enfance. Le 31 août 1508, il avait épousé Anne, fille de René, duc d'Alençon, de qui il eut le fils qui lui succéda en 1518 et la fille qui porta ensuite l'héritage de Montferrat à la maison de Gonzague. Après la mort de cette première femme, Guillaume IX épousa Marie, fille de Gaston IV, comte de Foix. Il avait choisi l'une et l'autre épouse parmi les dames françaises, comme s'il avait senti qu'effectivement depuis que les possessions de la France l'entouraient de toutes parts, il n'était plus un souverain indépendant, mais seulement un prince français.

Dans le même temps et depuis l'année 1504, Charles III régnait sur la Savoie et le Piémont. Il avait succédé à Philibert II, fils comme lui de Philippe, longtemps connu sous le nom de Bresse. A son avénement au trône, il avait trouvé la plus grande partie de ses états engagée comme apanage à trois duchesses douairières; il ne lui restait presque ni revenus, ni pouvoir. Il n'avait que dix-huit ans; son caractère était faible et toutes ses facultés communes. On ne pouvait s'attendre à ce qu'il recouvrât par lui-même une importance que des événements antérieurs à son règne avaient ôtée à sa couronne. Aussi longtemps qu'il put vivre ignoré et oisif dans la dépen-

dance de la France, il préféra cette obscurité. Les événements d'une guerre à laquelle il aurait voulu demeurer étranger l'appelèrent enfin malgré lui à jouer un rôle; il fut forcé de choisir entre deux potentats qui transportèrent chez lui le théâtre de leurs combats. Son indécision lui fit alors perdre tous ses états; mais ses longues calamités ne commencèrent qu'après le temps où finit proprement l'indépendance italienne [1].

Le duc de Ferrare et le marquis de Mantoue, après s'être engagés tous deux par une ambition imprudente dans la ligue de Cambrai, y avaient perdu, l'un sa liberté, l'autre la moitié de ses états. Jean-François de Gonzague cependant avait réussi, au milieu de la tourmente, à rentrer dans la neutralité d'où il n'aurait jamais dû sortir. Alfonse d'Este, au contraire, supportait le plus grand effort de la guerre; c'était lui que le pape et les Vénitiens poursuivaient avec le plus d'acharnement, et c'était au sort de ses états que paraissait tenir la pacification de l'Italie. Les royaumes de Naples et de Sicile n'appartenaient plus aux Italiens; tous les princes, toutes les républiques qui avaient maintenu si longtemps leur indépendance dans l'État de l'Église, avaient été dépouillés de leur souveraineté par Alexandre VI ou par Jules II; ceux qui conservaient encore quelque pouvoir étaient descendus au rang de feudataires obéissants et craintifs devant leur suzerain, et le duc d'Urbin, général et neveu du pape, qui, entre eux tous, avait jusqu'alors paru seul ménagé, venait d'encourir, par le meurtre du cardinal de Pavie, une sentence de déposition qui ne fût pas, il est vrai, mise à exécution et qui fut révoquée au bout de cinq mois [2].

Dans toute l'Italie, il ne restait plus d'autres états indépendants après Venise, l'Église et ceux que nous venons de

[1] Guichenon, Histoire généalog. de la maison de Savoie, T. II, p. 193-230. — [2] *Raynaldi Annal. eccles.* 1511, § 61, p. 104.

passer en revue, que les trois républiques de Toscane, Florence, Sienne et Lucques, toutes trois neutres et spectatrices inquiètes d'une guerre qui devait décider de l'existence de leur contrée; toutes trois immobiles et cherchant à faire oublier, par leur nullité actuelle, leur activité passée, pour qu'on ne les pressât pas de s'associer à l'une ou à l'autre des parties belligérantes. Lucques et Sienne suivaient depuis longtemps ce système politique que leur faiblesse leur avait fait adopter. Il était plus nouveau pour Florence qui s'était si longtemps considérée comme le foyer de toutes les négociations de l'Italie; mais, sans de longues années de repos, cette république ne pouvait se relever de l'épuisement où l'avait jetée la guerre allumée par Charles VIII et par la révolte de Pise. 1510.—Le gonfalonier Pierre Sodérini, en rendant compte de son administration au grand conseil, le 22 décembre 1510, soumit à l'inspection de ses concitoyens les états de recette et de dépense des huit années qu'elle comprenait; ils montaient à neuf cent huit mille trois cents florins d'or, ou dix millions huit cent quatre-vingt-dix-neuf mille six cents francs; et quoique cette somme, estimée d'après la valeur de l'argent à cette époque, fût considérable, elle indique une grande diminution dans la richesse et les ressources de la république, lorsqu'on la compare à ce que Florence pouvait dépenser sans se plaindre, dans ses guerres avec les de la Scala ou les Visconti [1].

Le lendemain même du jour où le gonfalonier avait donné à l'Italie l'exemple nouveau d'appeler le public en témoignage de sa comptabilité, on découvrit à Florence une conspiration tramée contre lui pour l'assassiner. C'était à la cour du pape, à Bologne, que le complot avait été formé, et le ressentiment implacable de Jules II contre quiconque osait s'opposer à sa

[1] *Scipione Ammirato*. L. XXVIII, p. 290. — *Istor. di Giov. Cambi*. T. XXI, p. 242.

volonté lui avait donné naissance. Jules ne pouvait pardonner à Sodérini sa partialité pour la France; il lui voyait, il est vrai, faire observer la neutralité à sa république, mais il soupçonnait les offres secrètes que Louis XII lui avaient faites, et la disposition de la république à se déclarer contre l'église dans un moment critique. Sodérini l'avait particulièrement offensé en accordant un sauf-conduit et un asile dans Florence à cinq cardinaux qui traversaient la Toscane. Ces prélats s'étaient tout à coup montrés alarmés de la mort d'un de leurs collègues à Ancône, et ils avaient refusé de rejoindre le pape à Bologne. Jules II s'indignait ou de ce qu'on l'avait soupçonné d'un empoisonnement, ou de ce qu'on mettait à l'abri de ses vengeances ceux qu'il voulait perdre. Les cinq cardinaux de Santa-Croce, Cozensa, Bayeux, Saint-Malo et San-Sévérino, qui repartirent de Florence pour Milan, se mirent dès lors ouvertement, dans le clergé, à la tête du parti d'opposition contre Jules II, et embrassèrent tous les intérêts de la France [1]

Jules II, associant dans son ressentiment Sodérini à Louis XII et aux cardinaux rebelles à son autorité, résolut de se défaire de lui et de changer le gouvernement de Florence. Prinzivalle della Stufa, citoyen florentin âgé de vingt-cinq ans, fils d'un zélé partisan des Médicis, se trouvait alors à Bologne; on lui connaissait le courage et l'adresse propres à exécuter toute entreprise difficile; il s'offrit à servir la colère du pape et à tuer le gonfalonier. Marc-Antonio Colonna promit de lui trouver dix hommes d'élite pour le seconder, et Prinzivalle partit pour Florence afin d'associer à son projet quelques nobles florentins. Il s'adressa avant tout à Philippe Strozzi, qui avait épousé une sœur des Médicis, et qu'il croyait non moins zélé que lui pour cette famille; mais Strozzi lui répondit qu'il

[1] *Scipione Ammirato*. L. XXVIII, p. 290. — *Istor. di Giov. Cambi*. T. XXI, p. 241.

avait déclaré à ses beaux-frères qu'il leur renverrait leur sœur si jamais ils lui faisaient parler de politique; il ne voulut pas même promettre de lui garder le secret sur cette ouverture, et Prinzivalle, après avoir vainement essayé de l'intimider, s'enfuit à Sienne sans perdre de temps, et se mit à couvert des recherches que les décemvirs, auxquels Strozzi l'avait dénoncé, firent bientôt contre lui. Son père, Louis de la Stufa, fut mis en jugement à sa place; et, sans que la complicité fût prouvée, il fut relégué pour cinq ans dans le vicariat de Certaldo [1].

Sur ces entrefaites, le grand conseil s'étant assemblé, le 29 décembre, pour l'élection des gonfaloniers de compagnie, Pierre Sodérini se leva, et rendit compte à ses concitoyens du complot contre lui qui venait d'être découvert. Les conjurés, dit-il, avaient trouvé difficile de le tuer dans son appartement au palais public, dangereux de l'attaquer en plein conseil; et comme il ne sortait jamais qu'avec la seigneurie dans les cérémonies publiques, ils avaient été réduit à attendre une de ces solennités. La découverte de leur conjuration les forcerait à changer encore de projets; mais il ne pouvait se flatter qu'elle sauvât sa vie; le poison était déjà préparé pour lui. Il n'affecta point un courage et une indifférence auxquels sa vie passée ne l'avait pas préparé; en reconnaissant le danger, il ne s'y résigna qu'avec douleur, et son discours fut souvent interrompu par ses larmes. Cependant il en appela au témoignage de sa conscience; elle l'assurait qu'il n'avait point mérité la haine de ses concitoyens, ou les poignards dont il se voyait entouré; et il invoqua sur sa conduite le jugement de tous les Florentins qui avaient siégé avec lui dans la seigneurie. Plus de trois cents citoyens avaient été prieurs sous sa présidence, pendant les huit ans

[1] *Scipione Ammirato*. L. XXVIII, p. 298. — *Istor. di Giov. Cambi*. T. XXI, p. 243.

qu'il avait été à la tête de l'état : il les somma de dire si jamais il s'était proposé d'autre but que le bien de la patrie commune, si jamais il avait écouté aucune vue privée, aucun intérêt personnel; si jamais il avait recommandé aucun individu au podestat, aux tribunaux, aux corps de métier, pour les soustraire aux lois communes. Il ne voulut demander pour lui-même aucune garde, ni employer pour sa défense d'autre cuirasse que cette dignité même dont le peuple l'avait revêtu : mais il invita le conseil à s'occuper de la défense de l'état populaire plutôt que de celle de sa personne. C'était bien moins à lui qu'on en voulait qu'à la liberté, à l'égalité, à ce conseil même, par lequel tous les Florentins participaient à l'administration de la république. Les partisans de l'oligarchie ne se proposaient d'autre but que de fermer le grand conseil; et sa mort, pour laquelle ils avaient conspiré, ne devait être que le signal d'une révolution plus importante qu'ils méditaient[1].

Le grand conseil, en effet, considéra la tentative contre la vie de Sodérini comme l'indication d'un projet pour renverser l'état populaire; et puisque le parti vainqueur avait toujours trouvé facile de sanctionner une révolution à Florence en convoquant un parlement, le conseil voulut ôter cette facilité aux factieux, lors même qu'ils réussiraient dans leurs criminels desseins. Il porta, le 20 janvier 1511, une loi par laquelle il prévit le cas où des conspirateurs priveraient la république de son gonfalonier, de ses prieurs ou de leurs collègues, ou bien détruiraient les bourses destinées au tirage de la magistrature, en sorte que l'autorité déléguée par le peuple paraîtrait suspendue; et il voulut qu'alors, au lieu d'assembler un parlement qui ne délibérait jamais par tête et avec liberté, le grand conseil lui-même, ou la partie de ce

[1] *Scipione Ammirato*. L. XXVIII, p. 292. — *Giov. Cambi*, p. 246.

conseil qui pourrait s'assembler, se tînt pour convoqué, et se mît en possession du droit de réorganiser la république [1].

Vers le même temps, la trève conclue au mois d'avril 1506 avec Pandolfe Pétrucci et les Siennais était arrivée à son terme : elle avait été prolongée de deux ans, pendant que la guerre de Pise durait encore ; et les Florentins avaient consenti à suspendre aussi longtemps la réclamation de leurs droits sur Montépulciano. Mais ils n'avaient désormais plus de raison pour un pareil ménagement. Louis XII, qui désirait se servir d'eux contre le pape, leur promettait de puissants secours ; et il leur faisait espérer la conquête, non pas de Montépulciano seulement, mais de Sienne elle-même. Pour profiter de la faveur du roi, le gonfalonier envoya Macchiavel à Sienne ; il le chargea de dénoncer à cette république l'expiration de la trève, et de lui déclarer que Florence ne la renouvellerait point, à moins que Montépulciano et son territoire ne lui fût restitué. En même temps il fit avancer sur cette frontière les hommes d'armes qu'il avait dans l'état de Pise [2].

De même que les Florentins s'appuyaient sur la protection de la France, les Siennais comptaient sur celle de Jules II. Pandolfe Pétrucci, qui était tout puissant dans leur république, n'avait rien oublié pour gagner l'affection du vieux pontife ; il venait de racheter et de lui offrir en don le château de la Suvèra, chef-lieu et résidence des anciens comtes de Ghiandaroni, dans l'état de Sienne. En même temps, la balie avait reconnu dans Jules II un descendant de cette famille éteinte, qui avait comme lui pour armes parlantes un chêne ; mais leur agnation ne pouvait guère se prouver que par celle du rouvre des Rovère, avec les glands des Ghian-

[1] *Scipione Ammirato*. L. XXVIII, p. 293. — *Giov. Cambi*. p. 248. — [2] L'expédition de Macchiavel est en date du 2 décembre 1510. — *Legazioni*. T. VII, p. 389. — *Scipione Ammirato*. L. XXVIII, p. 294.

daroni. Le pape, qui désirait ardemment donner de l'illustration à sa famille plébéienne et ignorée, accepta ce présent avec joie; il comprit dès lors Sienne dans toutes ses alliances; il accorda le chapeau de cardinal à Alfonse, fils de Pandolfe Pétrucci, et il embrassa la défense de tous les intérêts de cet état[1].

Néanmoins Jules ne pouvait encourager les Siennais à entrer en guerre avec Florence pour la possession de Montépulciano. Autant Louis XII désirait cette guerre pour tourner toutes les forces des Florentins contre l'État de l'Église, autant le pape devait la craindre; il ouvrait par elle une plus grande frontière aux attaques des Français, et il se trouvait appelé à les combattre en Toscane aussi bien qu'en Romagne. Il envoya aux Siennais Giovanni Vitelli et Guido Vaina, pour les protéger, avec quelques compagnies de gendarmes et de chevau-légers; mais en même temps il s'offrit pour médiateur entre les deux républiques. Il fit sentir à Pandolfe tout le danger qu'il y aurait à introduire les Français en Toscane; il obtint des Florentins un pardon sans exception pour tous les rebelles de Montépulciano, et la restitution de tous leurs priviléges; et il fit enfin signer, le 3 septembre 1511, un traité d'alliance entre les deux républiques, pour vingt-cinq ans, en vertu duquel Montépulciano fut restitué avec son territoire aux Florentins, qui, de leur côté, s'engagèrent à garantir tout le reste des possessions de la république de Sienne et à y maintenir l'autorité de Pandolfe Pétrucci et de ses fils[2].

Ce n'était point par un retour à des sentiments plus pacifiques que le pape s'était fait médiateur entre les deux répu-

[1] *Orlando Malavolti, Storia di Siena*. P. III, L. VII, f. 115. — [2] *Scipione Ammirato*. L. XXVIII, p. 294. — *Orl. Malavolti, Storia di Siena*. P. III, L. VII, p. 115 v. — *Istor. di Giov. Cambi*. p. 263, — *Jacopo Nardi*, L. V, p. 227. — *Fr. Guicciardini*. L. X, p. 539.

bliques toscanes, mais, au contraire, pour suivre avec moins d'empêchement ses projets belliqueux, et chasser, comme il le répétait sans cesse, les barbares d'Italie. La victoire des Français sous les murs de Bologne et la dispersion absolue de son armée, l'avaient laissé à la discrétion du roi de France, qui aurait pu, sans trouver d'obstacle nulle part, poursuivre ses avantages jusqu'à Rome, et y dicter la paix à Jules II. Mais Louis XII, au milieu de ses succès, était troublé par le remords de faire la guerre à l'église. A peine fut-il informé de la déroute de l'armée pontificale qu'il donna ordre à Jean-Jacques Trivulzio de ramener ses troupes dans le duché de Milan : il défendit toute réjouissance publique pour des succès dont il rougissait; et il déclara que, quoiqu'il ne crût point avoir commis de faute, il était prêt, pour avoir la paix, à s'humilier et à demander pardon au saint-siége [1].

Le pape, au contraire, connaissant la faiblesse du roi, ne se relâchait en rien de ses premières prétentions, et semblait puiser dans ses revers des motifs pour montrer plus d'arrogance. Un évêque écossais, ambassadeur de son roi à Rome, avait offert sa médiation et repris les négociations abandonnées par l'évêque de Gurck. Jules II lui communiqua ses prétentions. Il voulait que le duc de Ferrare renonçât à tous les avantages qu'il avait obtenus par son mariage avec Lucrèce Borgia; qu'il payât à la chambre apostolique l'ancien tribut; qu'il restituât Lugo et toute la Romagne ferraraise; qu'il reçût un vidôme pontifical à Ferrare, au lieu du vidôme vénitien qu'il y avait admis autrefois. Louis était prêt à accepter ces conditions, quelque dures qu'elles lui parussent. Mais pendant ce temps, Jean-Jacques Trivulzio, après avoir pris la Mirandole, avait licencié son armée, à la réserve de cinq cents lances et de treize cents fantassins alle-

[1] *Fr. Guicciardini.* L. X, p. 535.

mands, qu'il avait envoyés à Vérone. Dès que le pape en fut informé, et qu'il cessa de craindre cette armée victorieuse, il changea de langage, et ajouta de nouvelles conditions absolument inacceptables à celles qu'il avait d'abord proposées. Il voulut que la paix entre Maximilien et les Vénitiens fût conclue en même temps que la sienne avec la France, qu'Alfonse d'Este lui remboursât tous les frais de la guerre, et que les Bentivoglio et les Bolonais révoltés fussent abandonnés à ses vengeances. Ces derniers avaient déjà cherché à le fléchir ; ils avaient offert à la chambre apostolique le tribut que payaient leurs pères et leurs ancêtres ; ils avaient rappelé au palais, comme lieutenant du pape, l'évêque de Chiusi, auparavant leur prisonnier. Mais Jules II n'avait répondu à leur soumission que par des sentences d'excommunication et d'interdit ; et il avait chargé deux de ses capitaines, Marc-Antonio Colonna et Ramazzotto, de ravager sans pitié le territoire bolonais [1].

Louis XII avait espéré que la demande du concile, exprimée par le clergé de France, inspirerait quelque inquiétude à un pape dont l'élection avait été très peu canonique, et dont l'humeur belliqueuse donnait un scandale continuel. Il avait engagé Maximilien à concourir à cette convocation, et tous deux avaient sollicité vainement Ferdinand de se joindre à eux. Ils s'étaient ensuite adressés au pape pour le sommer d'exécuter le canon du concile de Constance, qui ordonnait la célébration d'un concile œcuménique tous les dix ans. Ils lui avaient rappelé son propre serment au moment de sa consécration, serment par lequel il s'était engagé, sous peine de parjure et d'anathème, à convoquer avant l'expiration de deux ans un concile de toute l'église. Enfin, ils l'avaient averti que le conclave qui l'avait élu, ayant décidé que les deux tiers

[1] *Fr. Guicciardini.* L. X, p. 536 — *Petri Bembi Histor. Ven.* L. XI, p. 262. — *Fr. Belcarii.* L. XII, p. 366.

des cardinaux avaient le droit de convoquer le concile si le pape ne le faisait pas, ils étaient décidés, sur son refus, à s'adresser à eux [1].

Cette demande présentée au pape n'était qu'une vaine formalité; l'empereur ni le roi de France ne s'étaient point attendus à ce qu'il y eût égard; ils comptaient convoquer le concile par leur propre autorité, ou par celle des cardinaux qui avaient abandonné Jules, et qui s'étaient réfugiés à Milan. Mais le choix de la ville où ils assembleraient l'église les arrêta quelque temps : Maximilien insistait pour Constance; Louis XII pour Lyon; les prélats italiens ne voulaient pas sortir d'Italie. Les deux monarques se décidèrent à leur complaire; et avec l'agrément des Florentins, ils firent choix de Pise, où un concile avait été convoqué un siècle auparavant, dans des circonstances presque semblables. Le voisinage de Rome, la facilité de l'abord par mer, et la protection d'un gouvernement neutre, semblaient ne pas laisser de prétextes au pape pour refuser de s'y rendre avec ses prélats.

Les ambassadeurs de l'empereur et du roi de France proposèrent, le 16 mai, aux cardinaux réfugiés à Milan, de convoquer à Pise un concile œcuménique; et ceux-ci, après avoir mis quelques conditions à leur consentement, pour assurer la liberté de cette assemblée, publièrent en effet leurs lettres de convocation pour le 1er septembre. Maximilien en avait publié d'autres en son nom, comme avocat et protecteur de l'église, dès le 16 janvier, et Louis XII, dès le 15 février, en exhortant en même temps les évêques d'Allemagne et de la France à se rendre à Pise [2].

Mais quelle que fût la puissance des deux monarques, la

[1] *Raynaldi Annal. eccles.* 1511, § 3, p. 78. — *Belcarii Comment.* L. XII, p. 365. — Fleury, Histoire ecclésiastique. L. CXXII, c. 28. — [2] *Raynaldi Annal. eccles.* 1511, § 1, p. 86. — *Labbei Concilia Generalia.* T. XIII, p. 1486. — *Jacopo Nardi.* L. V, p. 226. — *Petri Bembi.* L. XI, p. 253. — *Jo. Marianæ.* L. XXX, c. 1, p. 299.

soumission de leur clergé et le mécontentement général de l'église, Jules II ne courait pas un grand danger dans cette lutte, et il le sentait ; en effet, il opposait la hardiesse et l'impétuosité de son caractère aux ménagements et aux scrupules de ses adversaires, qui, par leur empressement à entrer en négociation, semblaient reconnaître qu'ils n'avaient pas le bon droit de leur côté. Jules II, pour leur ôter tout prétexte, convoqua lui-même, par une bulle du 18 juillet, un concile à Saint-Jean-de-Latran pour le 19 avril 1512. En même temps, il publia un monitoire contre les cardinaux rebelles, pour les priver du cardinalat et de tous leurs bénéfices ecclésiastiques, si dans soixante jours ils ne se présentaient pas à lui pour se justifier[1].

Les préparatifs pour les deux conciles furent tout à coup suspendus par la maladie du pape, qui ayant paru incommodé le 17 août, fut, dès le quatrième jour, réduit à toute extrémité. Il tomba dans un évanouissement qui dura plusieurs heures ; tous ceux qui l'entouraient le crurent mort, le bruit s'en répandit dans la ville; des courriers furent expédiés en tout sens pour en porter la nouvelle ; et les cardinaux absents de Rome se hâtèrent de se mettre en route pour y revenir, sans en excepter ceux qui avaient convoqué le concile de Pise. Cependant Jules II, sorti de sa léthargie, voulut mettre ordre aux affaires de sa famille, qu'une seconde attaque du même mal pouvait priver subitement de son chef. Il assembla dès le lendemain un consistoire, dans lequel il accorda au duc d'Urbin, son neveu, sa grâce pour l'homicide du cardinal de Pavie ; et il le rétablit dans la jouissance de tous les fiefs qu'il tenait de l'église. En même temps, il publia une bulle sur l'élection du futur pontife, pour prévenir ou punir, par les peines les plus sévères, une simonie telle que celle dont lui-

[1] *Fr. Guicciardini*, L. X, p. 538. — *Raynaldi Ann. eccles.* § 9, p. 89. — *Jacopo Nardi*. L. V, p. 226. — *Paolo Giovio, Vita di Alfonso*. p. 66.

même s'était rendu coupable lorsqu'il avait obtenu la tiare[1].

Bientôt la santé de Jules II se rétablit comme avant cet accident, quoiqu'il persistât à repousser tous les conseils des médecins, et à suivre un régime directement opposé à celui qu'ils lui prescrivaient. Son ardeur guerrière se ranima avec ses forces, et il se raffermit toujours plus dans le projet de chasser les barbares d'Italie. Les plaintes et la misère des peuples opprimés par les ultramontains auraient fourni à Jules les plus justes motifs pour cette entreprise, si seulement ses forces avaient été en proportion avec la lutte où il s'engageait.

La guerre pendant cette campagne n'avait point été signalée par des actions d'éclat. Maximilien, toujours semblable à lui-même, s'égarait dans de vastes projets qu'il était incapable d'exécuter. Quel que fût l'épuisement des Vénitiens, il n'avait point pu profiter de la puissante diversion faite par la France pour pousser contre eux ses conquêtes. Il ravageait, il est vrai, le Friuli, et il avait réduit toute cette frontière à la plus effrayante désolation; toutefois, loin d'acquérir Trévise ou Padoue, auxquelles il ne voulait point renoncer, il n'aurait pas même conservé Vérone, sans la garnison française que Louis XII avait mise dans cette place. Il était venu à Inspruck et il se proposait encore de marcher avec son armée jusqu'à Rome, pour rétablir l'empire germanique dans toutes les prérogatives qu'il possédait au temps de Charlemagne ou d'Othon-le-Grand; mais les troupes de l'empire, sur lesquelles il comptait toujours, n'arrivaient jamais, et les siennes seules n'étaient pas suffisantes même pour tenir tête à la république de Venise: aussi passait-il subitement d'une ambition démesurée au découragement, et ne demeurait-il jamais avec constance dans l'une ni dans l'autre disposition. Quelquefois il prêtait l'oreille aux propositions que lui faisait Ferdinand-le-

[1] *Fr. Guicciardini.* L. X, p. 543. — *Parisii de Grassis Diarium*, *apud Raynald.* § 34, p. 98. — *Petri Bembi Hist.* L. XII, p. 261. — *Fr. Belcarii.* L. XIII, p. 370.

Catholique, de se réconcilier avec les Vénitiens et avec l'église, et d'attaquer de concert avec eux les Français. Dans un de ces accès de découragement, il invita les Vénitiens à lui envoyer un négociateur. Le sénat fit partir aussitôt Antonio Giustiniani, pour se rendre auprès de lui, et ordonna en même temps des supplications dans tous les temples pour l'heureux succès de sa mission; mais avant l'arrivée de cet envoyé, Maximilien avait changé d'avis. Il réduisit à huit jours le sauf-conduit de Giustiniani, et rejeta toutes les propositions que celui-ci avait apportées[1]. Louis XII n'ignorait aucune de ses irrésolutions, et il savait que ce même allié qu'il devait défrayer et pour lequel il devait combattre, était à toute heure sur le point de passer dans les rangs de ses adversaires[2].

De son côté, Jules II comptait à peine Maximilien au nombre de ses ennemis, encore qu'il l'eût vu concourir à la convocation du concile; tandis qu'il mettait son espérance dans le roi d'Aragon, celui d'Angleterres et les Suisses; et déjà ses négociations auprès de ces trois puissances prenaient un aspect plus favorable. La politique constante de Ferdinand-le-Catholique avait été de couvrir son ambition du masque de la religion : aussi, dès que le pape s'était déclaré allié des Vénitiens, n'avait-il pas cessé d'adresser à Louis XII des remontrances hypocrites, sur l'impiété qu'il y avait à combattre le chef de l'église. Jusqu'alors il avait été occupé de ses conquêtes en Afrique; Piétro Navarra, qu'il y avait envoyé, lui avait soumis Oran et Bougie; les rois d'Alger et de Trémisène s'étaient reconnus ses feudataires, et un nouvel empire espagnol semblait s'établir au-delà du détroit de Gibraltar[3]. Mais sur la nouvelle de la déroute de Bologne, il

[1] *Petri Bembi Hist. Ven.* L. XI, p. 255 et 259. — [2] *Fr. Guicciardini.* L. X, p. 540. — *Fr. Belcarii Comm.* L. XII, p. 366. — [3] *Jo. Marianæ Hist. Hisp.* L. XXIX, c. XXIV, p. 296. *Raynaldi Annal. eccles.* 1510, § 30, p. 82. — *P. Bizarro Sen. Pop. q. Genuens. Hist.* L. XVIII, p. 430.

rappela d'Afrique Piétro Navarra, et il le fit passer dans le royaume de Naples, avec trois mille de ses meilleurs fantassins espagnols, pour ne pas laisser ce royaume à la discrétion d'un monarque victorieux qui conservait des prétentions sur les provinces qu'on lui avait ravies.

Henri VIII d'Angleterre, à la sollicitation de Jules II, avait consenti à faire, de concert avec Ferdinand, des représentations à Louis XII, sur le schisme qu'il se préparait à exciter dans l'église; il lui avait demandé, pour le bien de la chrétienté, d'envoyer les cardinaux et les prélats de son royaume au concile de Latran, et de permettre à l'église de recouvrer sa ville de Bologne. Gonflé d'orgueil, et se confiant dans les immenses richesses que lui avait laissées son père, il se croyait l'arbitre de l'Europe, et il regardait toutes les sollicitations qui lui étaient adressées par ces divers monarques, comme des hommages dus à son pouvoir et à son génie.

Mais c'était dans les Suisses que le pape plaçait son principal espoir; et l'imprudence de Louis XII l'avait mieux servi encore que ses propres négociations. Ce monarque, dans un mouvement d'orgueil, avait de nouveau refusé de se réconcilier avec les Suisses et d'augmenter leurs pensions. Il avait juré qu'il ne se laisserait point rançonner par des paysans, et il avait défendu la sortie des vivres de France et de Lombardie sur leurs frontières. Il avait cru les réduire ainsi par la disette à recevoir ses lois, tandis qu'au contraire il les avait aigris, et les avait précipités vers l'alliance du pape et des Vénitiens [1].

Les projets de Jules II commençaient enfin à prendre plus de consistance, et les ennemis qu'il suscitait à la France, s'enhardissant par le sentiment de leur accord, affectaient avec elle un ton plus menaçant. Les ambassadeurs réunis d'Angleterre et d'Aragon firent à Louis XII de nouvelles représen-

[1] *Fr. Guicciardini.* L. X, p. 547. — *Fr. Belcarii Comm.* L. XIII, p. 370.

tations sur la protection qu'il accordait au concile de Pise et aux Bentivoglio; celui-ci demanda en retour seulement que les cardinaux de son parti fussent reçus en grâce par le pape, et que les Bentivoglio fussent conservés dans la même subordination féodale où leurs ancêtres avaient été tenus depuis un siècle : mais les ambassadeurs ne voulant point admettre ces ouvertures de négociations, Louis XII leur déclara enfin qu'il ne pourrait pas avec plus d'honneur abandonner la protection de Bologne que celle de sa propre ville de Paris [1].

Dès que la réponse de Louis XII fut rapportée à Rome, une confédération entre le pape, le roi catholique et le sénat de Venise, fut solennellement publiée le 5 octobre, dans l'église de Sainte-Marie du Peuple. Les confédérés déclaraient que leur alliance avait pour but de conserver l'union de l'église, menacée d'un schisme par le conciliabule de Pise, de faire recouvrer au saint-siége la ville de Bologne, et tout autre fief qui médiatement ou immédiatement pouvait lui appartenir, désignant par ces mots l'état de Ferrare; enfin de chasser d'Italie avec une puissante armée quiconque s'apposerait à ce double but, c'est-à-dire, le roi de France. Pour former cette armée le pape promettait quatre cents hommes d'armes, cinq cents chevau-légers et six mille fantassins; la république de Venise, huit cents hommes d'armes, mille chevau-légers et huit mille fantassins; le roi d'Aragon, douze cents hommes d'armes, mille chevau-légers et dix mille fantassins espagnols. Mais le contingent du dernier étant regardé comme supérieur à ce que pouvait lui permettre ses finances, le pape et le sénat de Venise s'engageaient à lui payer chacun vingt mille ducats par mois, aussi longtemps que durerait la guerre. L'armée de la ligue devait être commandée par don Raymond de Cardone, Catalan, vice-roi de Naples. Une flotte de douze vaisseaux catalans et qua-

[1] *Fr. Guicciardini.* L. X, p. 549. — *Fr. Belcarii.* L. XIII, p. 371.

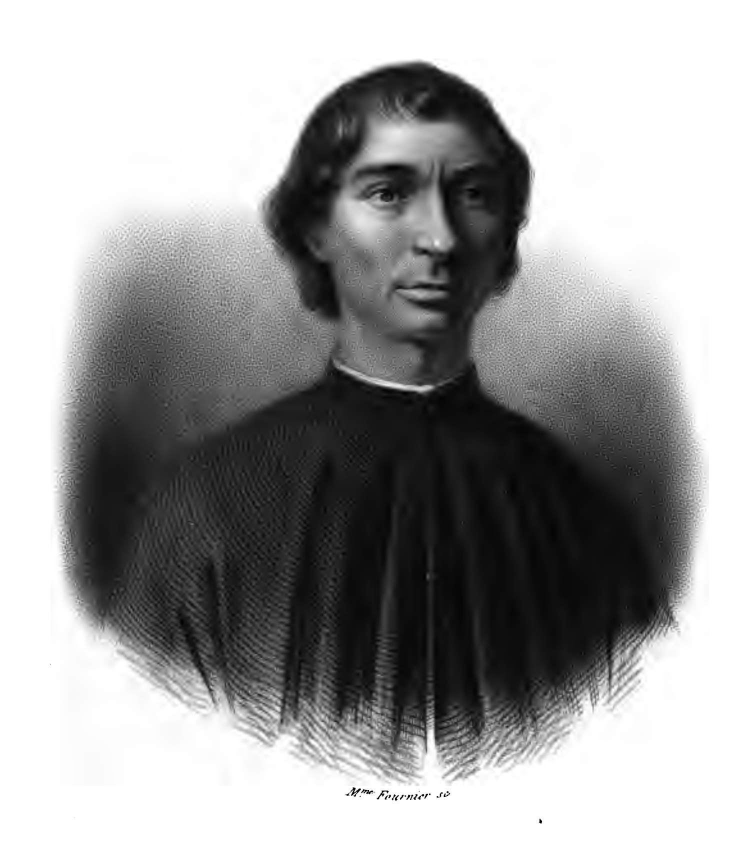
torze vénitiens, devaient en même temps porter la guerre sur les côtes de France. Tous les pays conquis par les confédérés, qui auraient appartenu autrefois aux Vénitiens, devaient leur être rendus. L'empereur et le roi d'Angleterre pouvaient, s'ils le désiraient, être admis dans cette alliance. Le pape avait stipulé cette réserve en faveur du premier, dans la vague espérance de le détacher de la France; le cardinal d'York, ambassadeur du second et l'un des négociateurs de la ligue, n'ayant pas encore reçu d'instruction pour la signer, avait demandé la même réserve pour son maître[1].

Après la publication de cette alliance, Jules II traita avec plus de rigueur les prélats désobéissants. Lorsque le terme fixé par son monitoire fut écoulé, il déclara en consistoire, le 24 octobre, les cardinaux de Santa-Croce, de Saint-Malo, de Cozenza et de Bayeux, déchus de leur dignité et soumis à toutes les peines dont l'église frappe les hérétiques et les schismatiques. Il publia un second monitoire contre le cardinal de San-Sévérino, qu'il avait ménagé jusqu'alors, et il frappa d'interdit et d'excommunication les Florentins, pour avoir permis dans leurs états l'assemblée d'un conciliabule schismatique [2].

Le concile qui causait tant d'irritation au pape avait été convoqué pour le 1er septembre; mais à cette époque il s'était seulement présenté à Pise un commissaire de l'empereur, un commissaire du roi de France, et un ecclésiastique au nom des prélats et abbés. Ces trois personnes demandèrent l'agrément des magistrats florentins, qui déclarèrent avoir ordre de ne point se mêler de leurs opérations. Les commissaires se rendirent ensuite à l'église cathédrale, où ils firent chanter la messe du Saint-Esprit et les litanies, pour l'ouverture du

[1] *Fr. Guicciardini*. L. X, p. 550. — *Raynaldi Ann. eccles.* 1511, § 66, p. 105. — *Jacopo Nardi*. L. V, p. 228. — *Petri Bembi*. L. XII, p. 266. — *Fr. Belcarii*. L. XIII, p. 372. — *Jo. Marianæ de rebus Hispan.* L. XXX, c. V, p. 305. — [2] *Fr. Guicciardini*. L. X, p. 551. — *Jacopo Nardi*. L. V, p. 230.





MACHIAVEL.

Publié par Furne, à Paris

concile : immédiatement après cette cérémonie, tous les prêtres italiens qui se trouvaient à Pise quittèrent la ville, pour ne



concile : immédiatement après cette cérémonie, tous les prêtres italiens qui se trouvaient à Pise quittèrent la ville, pour ne pas se trouver enveloppés dans l'interdit dont le pape avait frappé tous les lieux où le concile se rassemblerait [1].

Les Florentins avaient accordé leur ville de Pise pour la célébration du concile, bien persuadés que le roi de France et l'empereur d'Allemagne agissant de concert, l'assemblée des évêques de ces deux nations serait assez nombreuse pour inspirer du respect à la chrétienté et de la crainte au pape. Ils furent fort alarmés quand ils virent que le concile commençait par trois personnes seulement, d'autant plus qu'ils apprirent qu'il n'y avait pas un prélat d'Allemagne qui se fût mis en chemin pour s'y rendre, et que les vingt-quatre évêques de France que les ordres du roi avaient fait partir de leurs diocèses ne s'acheminaient que lentement et avec une répugnance évidente. Le clergé italien ne se prononçait pas avec moins de force par avance contre le concile, en sorte qu'il était impossible qu'une assemblée commencée sous de tels auspices acquît jamais du crédit. D'autre part, les censures du pape, les menaces de confiscation, la nomination du cardinal de Médicis aux légations de Pérouse et de Bologne, inspiraient une grande terreur à la république. Les décemvirs de liberté et balie envoyèrent, dès le 10 septembre, Macchiavel aux cardinaux qui s'étaient arrêtés à San-Donnino, et au roi de France, pour les dissuader de tenir le concile à Pise, et les supplier de le transférer dans quelque autre ville, s'ils ne jugeaient pas plus convenable encore de le dissoudre et de s'accorder avec le pape [2].

Mais Macchiavel ne put obtenir du roi d'autre promesse

[1] *Fr. Guicciardini*. L. X, p. 547. — *Istor. di Giov. Cambi*. T. XXI, p. 264. — *Scipione Ammirato*. L. XXVIII, p. 295. — *Jacopo Nardi*. L. V, p. 228. — *Diario del Bonacorsi*. p. 168. — [2] *Istruzione data al Macchiavelli dai decemviri di libertà e balia*, 10 *settemb*. 1511, *Legazione*, T. VII, p. 394-401.

que celle de transférer le concile dans une autre ville, après qu'il aurait tenu à Pise ses deux ou trois premières sessions. Les quatre cardinaux n'osaient pas s'aventurer à Pise sans y être protégés par une garnison française; les Florentins faisaient difficulté d'en recevoir une : enfin, le 1er novembre, les cardinaux arrivèrent à Pise avec quelques prélats. Ils voulurent s'assembler dans la cathédrale; le peuple ameuté leur en ferma les portes. Ils passèrent successivement à quelques autres églises qui leur furent fermées de même; enfin ils s'établirent avec beaucoup de peine dans celle de Saint-Michel, pour y chanter leur première messe[1].

Les cardinaux et les prélats français étaient arrivés à Pise sous la protection d'une garde de cent cinquante archers, que commandaient Odet de Foix, seigneur de Lautrec, et Châtillon; mais bien que cette garde donnât de la jalousie aux Florentins, elle n'était suffisante, ni pour faire respecter les prélats dans Pise, ni pour les mettre à l'abri d'une insulte de Rome. Le clergé italien montrait pour eux un sentiment prononcé d'aversion, et leur refusait tous les vases des églises et tous les ornements des autels pour qu'ils ne les souillassent pas; le peuple les poursuivait dans les rues avec des invectives. Eux-mêmes agissaient contre leur conscience, par cette déférence à l'autorité royale, qui, si souvent, a été la seule conséquence des libertés réclamées par l'église gallicane vis-à-vis du siége de Rome. Ils soupiraient après une occasion de quitter une ville où ils se trouvaient si mal; et ils en saisirent une qui ne s'accordait guère avec la dignité de leur assemblée. Leurs domestiques ayant pris querelle, le 13 novembre, avec de jeunes Pisans, pour des filles publiques, les archers vinrent au secours des prêtres, toute la populace seconda les jeunes Pisans; Lautrec et Châtillon furent blessés dans la

[1] *Istor. di Giov. Cambi.* T. XXI, p. 266-272. — *Scipione Ammirato.* L. XXVIII, p. 296-298. — *Jacopo Nardi.* L. V, p. 228. — *Fr. Belcarii.* L. XIII, p. 374.

mêlée qu'ils s'efforçaient de séparer; et encore que le tumulte fût calmé par leurs soins et par ceux des officiers florentins, les cardinaux, dès le lendemain, quittèrent Pise, après s'être ajournés à Milan[1].

La fuite de Pise des pères du concile calma quelque peu l'irritation de Jules II contre le gonfalonier Sodérini, et ralentit l'exécution des projets qu'il avait formés pour le déposséder; d'autant plus que Pandolfe Pétrucci lui représenta qu'en l'attaquant à force ouverte, il mettait à la disposition de la France toutes les forces des Florentins, qui cependant ne demandaient pas mieux que de demeurer neutres. Jules, sans porter la guerre dans l'état florentin, laissa un libre cours aux intrigues du cardinal de Médicis, qu'il avait rapproché des frontières de la république, par les légations qu'il lui avait confiées[2].

Le gonfalonier Sodérini avait perdu des partisans pendant la durée de son administration, et les Médicis en avaient gagné pendant leur exil; soit à cause de la disposition naturelle des peuples à regretter le temps passé, qu'ils ont vu avec les illusions de la jeunesse, et à perdre le souvenir des maux plutôt que celui des biens, tandis qu'ils sentent les premiers avec plus de vivacité, lorsqu'ils sont présents; soit parce que la prudence du gonfalonier était quelquefois mêlée de faiblesse, et qu'il excitait l'envie, sans la tempérer par la crainte; soit enfin parce que le cardinal de Médicis avait réussi, par beaucoup d'adresse et de prudence, à effacer l'animosité que son frère Pierre avait excitée. Il s'était montré en toute occasion le protecteur des Florentins à Rome, et il avait témoigné autant de bienveillance à ceux qui avaient agi contre sa famille qu'à

[1] *Fr. Guicciardini.* L. X, p. 559. — *Istor. di Giov. Cambi.* T. XXI, p. 276. — *Scipione Ammirato.* L. XXVIII, p. 299. — *Raynaldi Annal. eccles.* § 42, p. 99. — *Paolo Giovio*, *Vita di Leone X.* L. II, p. 103. — *Fr. Belcarii.* L. XIII, p. 374. — [2] *Fr. Guicciardini.* L. X, p. 556. — *Scipione Ammirato.* L. XXVIII, p. 296. — *Paolo Giovio*, *Vita di Leone X*, L. II, p. 101.

ceux qui lui étaient demeurés dévoués. Il attribuait l'inimitié des premiers aux malheureuses erreurs de son frère, et il voulait que leur souvenir en demeurât éteint avec sa mort [1].

Le gonfalonier, qui voyait approcher un orage, ne voulait point, pour mettre la république en état de défense, demander au peuple de nouvelles contributions, de peur d'augmenter le mécontentement. Il jugea donc plus convenable de faire supporter aux prêtres seuls les frais d'une guerre excitée par les prêtres. Il demanda au clergé florentin une subvention de cent mille florins à lever en quatre termes : cette somme devait être rendue aux prêteurs, au bout de l'année, s'il n'y avait point de guerre avec l'église ; au bout de cinq ans, si la guerre éclatait. Il fut assez difficile d'obtenir le consentement des conseils à cette subvention. Dans chaque famille se trouvait un prêtre, qui, pour défendre ses propres revenus et ses propres bénéfices, menaçait l'état des conséquences funestes des censures ecclésiastiques, et arrêtait les suffrages de ses parents [2].

La saison la plus propre à tenir la campagne s'était écoulée sans aucune action d'éclat. Le roi de France avait licencié son armée après la bataille de Bologne, et il ne conservait plus en présence de l'ennemi qu'un petit nombre de gendarmes en garnison à Vérone. Les Vénitiens, ménageant la faiblesse du vieux Lucio Malvezzi, avaient eu la complaisance de le laisser à la tête de leurs armées, encore qu'ils ne fût plus en état de les conduire, parce qu'ils ne pouvaient le décider à demander sa démission, et qu'ils ne voulaient pas affliger dans ses derniers jours un homme qui avait autrefois bien mérité d'eux. Il mourut enfin, et Jean-Paul Baglioni lui fut donné pour successeur [3]. Maximilien s'était montré alternativement à

[1] *Fr. Guicciardini.* L. X, p. 549. — *Jacopo Nardi, Istor. Fior.* B. V, p. 230. — *Fr. Belcarii.* L. XIII, p. 371. — [2] *Istor. di Giov. Cambi.* T. XXI, p. 268-271. — *Scipione Ammirato.* L. XXVIII, p. 297. — *Fr. Guicciardini.* L. X, p. 552. — [3] *Petri Bembi Hist. Ven-*

Inspruck, à Trente, à Bruneck. De là il avait négocié avec la France, avec le pape, avec Venise; il avait menacé sans cesse l'Italie d'une invasion nouvelle: mais quand on le croyait prêt à paraître, tout à coup il s'éloignait pour une partie de chasse; il passait dans une autre ville, dans une autre province, où il n'était point attendu, et il croyait faire preuve d'une politique subtile, lorsqu'il déjouait tous les calculs que les autres avait faits sur lui[1].

Cependant les provinces vénitiennes et celles du Ferrarais continuaient à être ravagées avec autant de fureur que jamais. Les bourgs et les châteaux étaient pris et repris, rançonnés et pillés, quand ils échappaient à l'incendie; les campagnes étaient dévastées; les malheureux paysans, réduits au désespoir, périssaient dans la misère. Maximilien, auteur de tous ces maux, n'abandonnait aucune des prétentions qu'il était hors d'état de faire valoir. Il ne voulait point de paix, et ne faisait point la guerre. Louis XII, au contraire, voulait la paix, et faisait la guerre pour un allié qui ne le secondait pas et qui lui inspirait une juste défiance. Il s'affligeait des vaines dépenses que lui causait Maximilien; et comme il avait quelque penchant à l'avarice, il se refusait souvent à des déboursés, qui, en amenant la guerre à une plus prompte conclusion, auraient produit une économie réelle. Les Vénitiens soupiraient pour la paix, mais ils ne pouvaient l'obtenir de l'inconséquence de Maximilien; le duc de Ferrare ne la désirait pas moins ardemment, mais elle lui était refusée par l'obstination du pape.

Toutes les négociations pour une pacification ayant échoué, et la ligue du pape avec Ferdinand ayant été publiée au commencement d'octobre, Louis XII donna ordre à M. de La Palisse d'assembler de nouveau l'armée française, de solder des

L. XI, p. 254 et 257. — *Fr. Belcarii Comment.* L. XIII, p. 369. — [1] *Fr. Guicciardini.* L. X, p. 560.

fantassins et d'attaquer la Romagne avant que les Espagnols y fussent parvenus. Il se proposait d'entrer lui-même en Italie au printemps suivant avec des forces supérieures, et de forcer enfin ses ennemis à la paix. Mais avant que ces ordres fussent exécutés, la Lombardie fut alarmée par la nouvelle que les Suisses préparaient une seconde invasion.

Louis XII ne s'était pas contenté de refuser aux Suisses l'augmentation de vingt mille francs de pension qu'ils demandaient ; il avait parlé d'eux en toute occasion avec mépris, il avait blessé leur orgueil national, il avait fait arrêter en Lombardie, avec des circonstances offensantes, un courrier des cantons de Schwitz et de Fribourg, et il avait ainsi secondé les intrigues du pape qui excitait ces fiers montagnards en leur promettant la gloire de chasser les Français d'Italie. Les Suisses avaient fait demander à Venise des canons et cinq cents hommes de cavalerie [1] ; ils avaient aussi reçu quelque argent de cette république, et, au commencement de novembre, ils traversèrent le Saint-Gothard, et s'assemblèrent à Varèse au nombre de dix mille hommes, ayant avec eux sept petites pièces de campagne et de grosses arquebuses portées par des chevaux. La diète avait accordé à cette armée l'étendard déployé dans le siècle précédent à Nanci contre le duc de Bourgogne, dès lors il n'avait plus été porté à la guerre. Ce drapeau révéré attirait sans cesse de nouveaux volontaires. En peu de temps, ils furent plus de seize mille. Les Français n'avaient en Lombardie que treize cents lances et deux cents gentilshommes volontaires, encore une partie de ces troupes servait-elle à la garde de Vérone et de Brescia, une autre à celle de Bologne ; et Gaston de Foix, pour arrêter les Suisses, n'avait autour de lui que trois cents gendarmes et deux mille fantassins [2].

[1] *Petri Bembi.* L. XII, p. 270-271. — [2] *Ibid.* p. 270. — *Fr. Guicciardini.* L. X, p. 263. — Mémoires du chev. Bayard. Ch. XLVII, p. 216. — *Fr. Belcarii.* L. XIII, p. 375.

Les Suisses s'étaient avancés de Varèse à Galérate et ensuite de là à Busti, sans rencontrer de résistance. Gaston de Foix et Jean-Jacques Trivulzio se tenaient sur leurs flancs pour les inquiéter, et n'osaient les combattre; Théodore Trivulzio faisait en hâte fortifier Milan, et les Milanais, quoiqu'ils détestassent le gouvernement français, redoutaient davantage encore l'arrivée de ces montagnards barbares, et soldaient à leurs propres frais des fantassins pour garder les murs. Les généraux français annonçaient bien qu'ils n'avaient aucune inquiétude, et qu'il leur serait facile de défendre la ville; mais on leur voyait en même temps approvisionner le château et faire des préparatifs qui annonçaient l'intention de s'y retirer.

Les Suisses, que rien n'arrêtait dans leur marche, arrivèrent jusqu'à deux milles des portes de Milan; là, ils tournèrent tout à coup sur Monza; mais reconnaissant apparemment leur incapacité pour l'attaque des villes, ils n'essayèrent point non plus de se rendre maîtres de Monza, et ils parurent se préparer à passer l'Adda; les Français fortifiaient avec soin l'autre rive de ce fleuve dans la crainte que les Suisses ne se joignissent à l'armée vénitienne. L'inquiétude était encore extrême à Milan, lorsqu'un capitaine suisse, muni d'un sauf-conduit, vint faire, au nom de ses compatriotes, l'offre de se retirer si on leur payait un mois de solde. Il s'en retourna, rapportant aux Suisses une offre fort inférieure à leur demande. Il revint le lendemain avec des prétentions plus élevées que le premier jour. Gaston de Foix ajouta quelque chose à l'offre qu'il avait faite la veille, mais non point assez pour satisfaire les Suisses, et la négociation fut rompue; néanmoins, à l'étonnement de toute l'Italie, les Suisses reprirent le jour suivant le chemin de Como, et rentrèrent dans leur patrie [1].

[1] *Fr. Guicciardini*, L. X, p. 564. — *Fr. Belcarii*. L. XIII, p. 376.

L'argent qu'ils avaient demandé pour l'armée ne leur avait point été payé, et si l'inquiétude que leur causait Gaston de Foix les déterminait seule à se retirer, comme le suppose Paul Giovio [1], on a lieu de s'étonner qu'ils n'acceptassent pas sa dernière offre. D'autres, il est vrai, affirment que les capitaines suisses furent corrompus par l'argent qui leur fut payé en secret; et un capitaine d'Alt-Sax ou de Super-Sax, est désigné comme négociateur de ce marché honteux [2].

Pour la seconde fois, les Suisses avaient trompé la confiance du pape et des Vénitiens qui les avaient payés; leur mauvaise foi ou leur malhabileté leur faisaient perdre ce haut crédit qu'ils avaient acquis par leur bravoure dans les guerres où la gendarmerie française les secondait. Cependant leur courte invasion faisait sentir tout le danger de la position des Français, avec l'armée du pape et de Raymond de Cardone en face, celle des Vénitiens sur un flanc, Gênes toujours agitée par les intrigues du pape sur l'autre, et les Suisses à dos. Louis XII alarmé fit passer à Gaston de Foix tout ce qu'il avait de troupes disponibles; il lui ordonna de ne rien épargner pour lever une nouvelle infanterie, et il sollicita les Florentins de se montrer les fidèles alliés de la France; de lui envoyer non point trois cents lances, comme ils y étaient obligés par les traités, mais toutes les forces qu'ils pourraient réunir; et de se souvenir que la cause pour laquelle il les pressait de combattre était la leur autant que la sienne, puisque, d'après la haine de Jules II et l'ambition de Ferdinand, ils ne pouvaient douter que ces princes n'abusassent contre eux de leur victoire, soit que les Florentins eussent ou non pris une part active à la guerre [3].

Le gonfalonier Sodérini sentait pleinement la force des raisons alléguées par le roi de France; il était persuadé du prin-

[1] *Vita di Alfonso d'Este*. p. 77.— *Vita di Leone X*. L. II, p. 110. — [2] *Anonimo Pandovano, presso Muratori Annali d'Italia*. Ad ann. — Mémoires de Bayard. Ch. XLVII, p. 217. — [3] *Fr. Guicciardini*. L. X, p. 565. — *Fr. Belcarii*. L. XIII, p. 377.

cipe si souvent répété par Macchiavel, que le parti mitoyen est le plus pernicieux de tous, et qu'en ne secondant ni les uns ni les autres, on mécontente tout le monde. Il voyait qu'après avoir offensé le pape, on offenserait le roi de France, qui ne trouverait point qu'on fît assez pour lui en ne lui envoyant que le secours stipulé par le traité, et que ce serait néanmoins une hostilité aux yeux de Ferdinand d'Aragon. Mais le parti qui s'opposait au gonfalonier, avec l'intention de le perdre, se fortifiait dans cette occasion de tous ceux que la faiblesse de leur caractère attachait aux demi-mesures, et de ceux qu'un juste ressentiment contre Louis XII et la maison de France, pour les transactions relatives à la guerre de Pise, rendaient défiants envers une famille qui les avait si longtemps trompés. Aussi, malgré les efforts du gonfalonier, la république s'en tint à l'exécution stricte du traité qu'elle avait conclu avec Louis XII, et elle envoya même François Guicciardini, l'historien, en ambassade à Ferdinand, pour s'excuser d'avoir fourni ce secours à son ennemi [1].

Vers la fin de décembre, l'armée espagnole et pontificale commença à s'avancer en Romagne. Le vice-roi, Raymond de Cardone, s'arrêta à Imola pour attendre le reste de ses troupes et son artillerie, tandis qu'il envoya Piétro Navarro, capitaine général de l'infanterie espagnole, attaquer les possessions du duc de Ferrare en Romagne. Toutes les bourgades et les châteaux que ce duc possédait au midi du Pô, se rendirent à Navarro, sur la sommation d'un trompette, à l'exception de la même bastie de la Fossa Géniolo, qui avait été attaquée l'année précédente et secourue à temps par Bayard. Vestidel Pagano, officier distingué du duc de Ferrare, y commandait une garnison de cent cinquante fantassins : il opposa une vigoureuse résistance aux attaques de Piétro Navarro,

[1] *Fr. Guicciardini.* L. X, p. 577. — *Fr. Belcarii.* L. XIII, p. 377.

jusqu'au dernier jour de l'année, où la bastie fut prise d'assaut, et la garnison passée au fil de l'épée. Vestidel blessé, accablé de fatigue et obligé de se rendre, fut ensuite massacré de sang-froid par les Musulmans, dont l'infanterie espagnole était alors presque uniquement composée [1].

1512. — La possession de la bastie de Géniolo était de la plus haute importance aux yeux du duc Alfonse, pour l'attaque ou la défense de Ferrare, parce qu'elle commandait la navigation du Pô. Aussi, dès qu'il sut que Navarro était retourné auprès du vice-roi, et qu'il n'avait laissé que deux cents hommes en garnison à la bastie, il vint attaquer cette place avec neuf pièces de canon ; ses murailles étaient encore ébranlées par le siége qu'elle venait de soutenir, et les Espagnols n'avaient pas eu le temps d'en fermer toutes les brèches ; en sorte qu'Alfonse la prit d'assaut le même jour ; mais il fut blessé à la tête ; et ses soldats, pour le venger aussi bien que le malheureux Vestidel, massacrèrent le capitaine et toute la garnison, sans en laisser un seul pour porter au pape la nouvelle de leur déroute. Tous ces petits combats ont acquis une importance classique par le poëme de l'Arioste : ils se passaient sous ses yeux ; ils étaient le meilleur titre de gloire de son patron, et le poëte les a illustrés par ses vers [2].

Cependant l'armée du roi d'Espagne et du pape avait achevé de se réunir à Imola ; et l'on n'en avait de longtemps vu une aussi redoutable. On y comptait, à la solde de Ferdinand, mille hommes d'armes, huit cents chevau-légers que les Espagnols nommaient *Ginètes* d'après les Maures, et huit mille fantassins espagnols. Fabrice Colonna y servait sous le vice-roi, avec le titre de gouverneur général ; Prosper Co-

[1] *Ariosto, Orlando furioso.* Canto III, str. 54, et Canto XLII, str. 5 — *Fr. Guicciardini.* L. X, p. 568. — *Petri Bembi.* L. XII, p. 272. — *Paolo Giovio, Vita di Alfonso.* p. 71. — *Fr. Belcarii.* L. XIII, p. 377. — *Muratori, Annali d'Italia.* Ad ann. 1512. — [2] *Ariosto, Orlando furioso.* Canto III et XLII, loco citato.

lonna avait refusé de s'y ranger sous les ordres d'un autre. Un même orgueil avait empêché le duc d'Urbin d'accepter le commandement de l'armée du pape, qui devait être subordonnée à celle de Raymond de Cardone; le duc de Termini, que Jules II avait voulu lui substituer, venait de mourir à Cività Castellana; c'était donc le cardinal-légat, Jean de Médicis, qui commandait l'armée pontificale, ayant sous ses ordres Marc-Antonio Colonna, Giovanni Vitelli, Malatesta Baglioni et Raphael des Pazzi, avec huit cents hommes d'armes, huit cents chevau-légers et huit mille fantassins[1].

Le plus ardent désir de Jules II était de recouvrer Bologne; et la première des opérations de l'armée combinée fut d'entreprendre le siége de cette ville. Elle prit position le 26 janvier 1512, sur la terre couverte de neige, entre les montagnes et la grande route qui va de Bologne en Romagne; tandis que Fabrice Colonna vint, avec l'avant-garde forte de sept cents hommes d'armes, cinq cents chevau-légers et six mille fantassins, se loger sur la route qui conduit en Lombardie, entre Bologne et le pont de Réno; occupant en même temps, sur sa gauche, les hauteurs de San-Michele in Bosco, et Santa-Maria del Monte. Les assiégeants commencèrent aussitôt à détourner les canaux qui amènent les eaux du Réno et de la Savenne dans les fossés de Bologne, et à former leurs esplanades autour de la ville, pour y établir leurs batteries[2].

Odet de Foix, seigneur de Lautrec, et Ives d'Allégre, commandaient la garnison française de Bologne; ils avaient sous leurs ordres deux cents lances françaises et deux mille fantassins allemands. Les quatre frères Bentivoglio avaient, de leur côté, mis sous les armes tous leurs partisans. Cependant,

[1] *Fr. Guicciardini.* L. X, p. 568. — *Jacopo Nardi.* L. V, p. 231. — *Paolo Giovio, Vita di Leone X.* L. II, p. 105. — *Fr. Belcarii.* Lib. XIII, p. 378. — *Jo. Marianæ Histor. Hispan.* L. XXX, c. VI, p. 307. — [2] *Fr. Guicciardini.* L. X, p. 568. — *Jo. Marianæ.* L. XXX, c. VII, p. 308. — *Fr. Belcarii.* L. XIII, p. 378.

les fortifications antiques de Bologne, qu'on n'avait point eu le temps d'appuyer par des ouvrages nouveaux, ne paraissaient pas pouvoir résister longtemps à l'artillerie : l'enceinte des murs était trop vaste, la populace était tremblante, et plusieurs des chefs de la noblesse étaient suspects aux Bentivoglio [1].

L'attaque de Bologne présentait, il est vrai, des difficultés égales à sa défense. Les assiégeants venaient d'apprendre que Gaston de Foix était arrivé à Finale, à moitié chemin entre la Mirandole et Ferrare, et à une petite journée de Bologne; que son armée était déjà respectable, et qu'à toute heure il recevait de nouvelles troupes. On ne pouvait, avec un tel voisinage, laisser l'avant-garde de Fabrice Colonna au-delà de Bologne, tandis que le reste de l'armée était du côté opposé; il fallait donc ou la rappeler au quartier-général, ou aller la joindre : dans le premier cas, on laissait la ville ouverte aux secours que les Français voudraient y jeter; dans le second, l'armée entière était exposée à manquer de vivres. Si, comme le conseillait Piétro Navarro, on donnait ordre à tous les soldats de faire provision de vivres pour cinq jours, encore courait-on risque que Bologne tînt plus longtemps, ou que l'armée, forcée à la retraite, et passant alors sous les murs de la ville, éprouvât tous les inconvénients qui avaient rendu désastreuse la déroute de Casalecchio. Raymond de Cardone, hésitant entre ces divers partis, n'osait point mettre en batterie sa grosse artillerie, de peur de manquer de temps pour la retirer, si Gaston de Foix lui venait livrer bataille. D'autre part, le cardinal de Médicis, qui n'entendait rien à la guerre, ne comprenant point toutes ces difficultés, le pressait de commencer l'attaque de Bologne avec une insistance qui offensait les militaires espagnols [2].

[1] *Fr. Guicciardini.* L. X, p. 569. — Mémoires de Fleuranges. T. XVI, p. 35. — Observations sur ces Mémoires. p. 343. — *Giovio, Vita di Leone X.* p. 106. — [2] *Fr.*

Enfin, Cardone, averti que Gaston de Foix s'occupait à soumettre Cento, la Piévé, et d'autres châteaux bolonais du côté de Ferrare, tandis que son armée se rassemblait, jugea qu'il avait le temps de presser l'attaque de Bologne : il ouvrit ses batteries du côté de la porte San-Stéfano, par laquelle on va en Toscane, et il en rapprocha son avant-garde. En peu de temps il eut fait au mur une brèche de plus de cent bras de longueur; et la tour de la porte fut tellement endommagée que les assiégés furent obligés de l'abandonner. Dès lors il aurait pu donner un assaut avec quelque espérance de succès; mais Piétro Navarro voulut qu'on attendît l'explosion d'une mine qu'il faisait creuser sous la chapelle du Barracane, pour attaquer la ville par deux endroits à la fois. Sur ces entrefaites, Nemours, averti du danger que courait Bologne, y envoya cent quatre-vingts lances et mille fantassins [1].

La mine préparée par Piétro Navarro étant terminée, il la fit jouer; mais elle ne produisit point l'effet qu'il en attendait : le mur demeura entier, et la petite chapelle à la même place. Les assaillants prétendirent qu'au moment de l'explosion ils avaient vu la petite chapelle soulevée dans les airs, la ville ouverte, et les soldats rangés en bataille dans son intérieur; mais qu'en retombant à sa place en un seul bloc, elle avait exactement fermé la brèche qu'elle avait laissée. On crut avec empressement ceux qui prétendaient avoir vu s'opérer ce miracle, au milieu d'une épaisse fumée, dans un moment de terreur et de danger. On ne demanda point au capitaine Brisson, porte-enseigne du maréchal de Fleuranges, qui défendait cette même chapelle, comment il avait fait pour ne pas s'apercevoir du prodige; et le petit sanctuaire fut changé en un temple par les offrandes des dévots [2].

Guicciardini. L. X, p. 571. — *Fr. Belcarii.* L. XIII, p. 379. — [1] *Fr. Guicciardini.* L. X, p. 572. — [2] *Ibid.*, p. 573. — Mémoires du maréchal de Fleuranges.

Cet événement miraculeux fut suivi par un autre qui ne paraît guère moins incroyable. Les assiégeants, informés du secours que Nemours avait fait passer à Bologne, jugèrent qu'il avait renoncé à s'approcher lui-même de cette ville avec toute son armée; et ils furent plus négligents à faire garder la campagne. Cependant Nemours avait senti la nécessité de repousser les Espagnols avant que les Vénitiens se fussent avancés, pour ne pas avoir leurs deux armées en même temps sur les bras; et il était parti de Finale, dans la nuit du 4 au 5 février, avec mille trois cents lances, six mille fantassins allemands, et huit mille Français ou Italiens, pour entrer dans Bologne. Une neige et un vent effroyables l'avaient accompagné pendant sa route; mais il n'avait trouvé nulle part de corps-de-garde ni de vedettes sur les nombreux canaux qu'il avait dû traverser; aucun paysan n'était sorti de sa maison, par ce temps affreux, pour porter des nouvelles; et deux heures avant la nuit il était entré dans Bologne, sans avoir donné un coup de lance. Il s'était d'abord proposé d'attaquer les Espagnols le lendemain matin 6 février; mais comme il ne doutait point que son ennemi ne fût instruit de sa marche, et qu'il n'espérait pas le surprendre, il céda aisément à ceux qui lui persuadèrent de donner un jour de plus de repos à ses troupes, pour se remettre d'une marche aussi pénible. Raymond de Cardone toutefois n'apprit point l'arrivée de Nemours, ni ce soir même, ni pendant la plus grande partie du jour suivant. Lorsqu'il en fut instruit par un chevau-léger, que ses gens firent prisonnier, il jugea aussitôt nécessaire de faire retraite. Pendant la nuit du 6 au 7 février, il fit retirer ses canons des batteries; et le matin suivant, de bonne heure, il se porta sur Imola, en laissant la fleur de ses troupes à l'arrière-garde, pour repousser les attaques des Français[1].

T. XVI, p. 85.— Le récit de Guicciardini a été copié par Paolo Giovio, *Vita di Leone X*, p. 108, et par Belcarius, L. XIII, p. 380. — [1] *Fr. Guicciardini.* L. X, p. 573. — *Jaco-*

Mais Nemours, en faisant lever le siége de Bologne, éprouvait les plus vives inquiétudes sur Brescia. Dans cette ville et dans toutes celles de la Lombardie vénitienne, le gouvernement français était détesté; les paysans professaient l'attachement le plus vif pour la république : l'armée vénitienne s'approchait de cette frontière, et elle était commandée par le provéditeur André Gritti, qui joignait à la politique d'un sénateur vénitien l'activité d'un général. Les craintes de Nemours ne tardèrent pas à être réalisées; le 3 février, avant-veille du jour où le général français était entré à Bologne, André Gritti s'était rendu maître de Brescia, et il en assiégeait la citadelle [1].

Les Français s'étaient proposé de contenir la ville de Brescia dans l'obéissance par leur sévérité. Ils avaient fait couper la tête au comte Jean-Marie de Martinengo : ils avaient fait passer en France plusieurs autres gentilshommes comme otages; et dans une querelle survenue entre le comte Gambara et le comte Louis Avogaro, ils avaient montré contre le second une partialité qui l'avait déterminé à la vengeance [2].

Avogaro écrivit au conseil des Dix à Venise, pour lui offrir son assistance et celle d'un parti nombreux, afin de ramener sa patrie sous l'autorité de la république. Il était resté dans Brescia pour exécuter le complot qu'il avait formé; mais, à la première approche d'André Gritti, la femme de l'un des conjurés, maîtresse du commandant de la forteresse, lui révéla la conjuration : l'ordre fut donné d'arrêter Avogaro, qui n'eut qu'à peine le temps de s'échapper. Gritti cependant s'était mis en marche avec trois cents hommes d'armes, treize cents chevau-légers et trois mille fantassins; il avait passé

po Nardi. L. V, p. 231. — *P. Bembo*. L. XII, p. 275. — *Paolo Giovio, Vita di Leone X*. L. II, p. 111. — *Fr. Belcarii*. L. XIII, p. 380. — *Jo. Marianæ de rebus Hispan*. L. XXX, c. VII, p. 309. — [1] *Fr. Guicciardini*. L. X, p. 574. — [2] Mémoires du chev. Bayard. Ch. XLVIII, p. 230.

l'Adige à Albérè près de Légnago, et le Mincio entre Goïto et Valeggio ; et il s'était présenté au jour convenu devant la porte que le comte Avogaro devait lui livrer : la fuite d'Avogaro et la découverte de son complot firent échouer cette tentative, et le fils d'Avogaro fut fait prisonnier par les Français [1].

Ce malheur même redoubla l'activité du comte, et son désir de se venger. Il parcourut le Val Trompia et le Val Sabbia, entre les rivières de Mella et de Chiésa ; il appela aux armes tous ces montagnards aussi bien que les riverains du lac de Garda ; et, le 3 février, il renouvela son attaque de concert avec André Gritti. Pendant que celui-ci fixait l'attention des Français sur une des portes, une bande de paysans passa sous les murs, par la grille qui donne un écoulement au canal appelé Garzetta. Dans toutes les rues on entendit aussitôt répéter le cri de Saint-Marc ; et M. du Lude, qui commandait la garnison de Brescia, se retira dans le château avec ses soldats et les gentilshommes attachés au parti français ; leurs maisons furent pillées par la populace aussi bien que les équipages de la garnison ; plusieurs Français épars dans les rues furent massacrés, et le palais du comte Gambara, rival d'Avogaro, fut démoli [2].

Le soulèvement de Brescia fut aussitôt suivi par celui de tout le pays que les Français avaient conquis sur les Vénitiens. Bergame arbora l'étendard de Saint-Marc ; et la garnison française se retira dans les deux châteaux qui commandent cette ville : Orci-Vecchi, Orci-Nuovi, Pontévico, et tous les châteaux bressans et bergamasques ouvrirent leurs portes à André Gritti : Crémone et Crême attendaient son approche avec impatience ; mais les Vénitiens, qui célébrèrent ces conquêtes avec des transports de joie, et qui nommèrent aussitôt

[1] *Petri Bembi Hist.* L. XII, p. 272. — [2] *Fr. Guicciardini.* L. X, p. 574. — Mémoires du chev. Bayard. Ch. XLVIII, p. 231. — *Petri Bembi.* L. XII, p. 273. — *Fr. Belcarii.* L. XIII, p. 381.

des gouverneurs pour toutes les places qu'ils venaient de recouvrer, ne mirent pas autant de diligence à leur faire parvenir les secours nécessaires. Ils chargèrent toutefois Jean-Paul Baglioni de faire avancer son armée pour seconder Gritti et attaquer la citadelle de Brescia, dont les murailles étaient déjà entr'ouvertes, et où du Lude, avec le capitaine basque Herigoye, n'avaient que peu de vivres[1].

Gaston de Foix reçut à Bologne, le lendemain de la retraite des Espagnols, le messager de M. du Lude, qui lui annonçait la perte de Brescia, et lui demandait les plus prompts secours. Il laissa trois cents lances et quatre mille fantassins dans la ville qu'il venait de délivrer et il repartit aussitôt avec tout le reste de son armée, à laquelle il fit faire une diligence jusqu'alors sans exemple. Pour suivre une ligne plus directe il traversa le Mantouan, n'en demandant la permission au souverain qu'après être déjà entré sur son territoire; à trois milles d'Isola della Scala, il atteignit Jean-Paul Baglioni, qui ne soupçonnait point son approche, et qui était loin de faire une si grande diligence; il l'attaqua sans hésiter, avec le petit nombre de gendarmes qui l'entouraient. Baglioni soutint ce premier choc avec beaucoup de bravoure; mais l'armée de Nemours s'avançait, et lui apportait sans cesse de nouveaux renforts; elle força enfin Baglioni à prendre la fuite, après lui avoir fait perdre beaucoup de monde. Gaston, sans s'arrêter, continua sa route vers Brescia; et il arriva devant cette ville le neuvième jour depuis son départ de Bologne[2].

La porte extérieure, ou du secours, du château de Brescia était ouverte à l'armée française; la porte intérieure qui donnait sur la ville n'était encore fermée que par un rempart

[1] *Fr. Guicciardini.* L. X, p. 575. — Mémoires de Bayard. Ch. XLVIII, p. 233. — *Petri Bembi.* L. XII, p. 274. — [2] *Fr. Guicciardini.* L. X, p. 575. — Mémoires de Bayard. Ch. XLIX, p. 235-239. — Fleuranges. T. XVI, p. 87. — *Jacopo Nardi.* L. V, p. 232. — *P. Bembi.* L. XII, p. 275. — *Paolo Giovio, Vita di Leone X.* L. II, p. 113. — *Fr. Belcarii.* L. XIII, p. 381.

élevé en hâte par André Gritti : mais huit mille hommes de bonnes troupes défendaient ce rempart. Nemours les fit sommer de lui rendre la place, en leur promettant vie et bagues sauves. Ils répondirent que la ville appartenait aux Vénitiens, et qu'avec l'aide de Saint-Marc ils espéraient la leur conserver. Le lendemain, 19 février, jour du jeudi-gras, les Français descendirent au point du jour, du château dans la cour. « En « toute l'armée du roi de France, dit le loyal serviteur, n'es- « toient point alors plus de douze mille combattants ; toute- « fois au peu de nombre qui y estoit, n'y avoit que redire, « car c'estoit toute fleur de chevalerie[1]. »

Le capitaine Bayard avait demandé à former la première attaque ; il marchait à la tête de la colonne française avec sa compagnie de cent cinquante gendarmes, auxquels il avait fait mettre pied à terre ; à ses côtés marchaient les capitaines Molart et Hérigoye avec leurs Basques à pied : puis deux mille landsknechts du capitaine Jacob, et enfin environ sept mille fantassins français, sous les capitaines Bonnet, Maugiron et le bâtard de Clèves. Le duc de Nemours conduisait ensuite la gendarmerie qui avait mis pied à terre ; et Louis de Brezé, grand-sénéchal de Normandie, commandait les cent gentilshommes de la maison du roi. Ives d'Allégre avait été laissé hors de la ville avec trois cents hommes d'armes à cheval, pour garder la porte de Saint-Jean, la seule que les Bressans n'eussent pas murée[2].

Une petite pluie avait rendu le terrain glissant ; et les hommes d'armes, couverts de leur pesante armure avec laquelle ils n'étaient point accoutumés à marcher, bronchaient souvent, soit en descendant du château, soit en montant sur le rempart par lequel Gritti avait fermé la ville. Le duc de Ne-

[1] Mémoires du chev. Bayard. Ch. L, p. 340. — [2] *Ibid.* — Mémoires de Fleuranges. T. XVI, p. 87. — *Petri Bembi Hist. Ven.* L. XII, p. 275. — *Paolo Giovio, Vita di Leone X.* L. II, p. 115. — *Fr. Belcarii.* L. XIII, p. 382.

mours donna l'exemple d'ôter ses souliers pour s'affermir mieux sur le terrain ; et la chevalerie française avait encore assez l'habitude des plus rudes exercices, pour que son pas fût plus assuré en marchant pieds nus[1]. L'assaut fut violent, et la défense obstinée ; enfin Bayard franchit le premier le rempart : mais comme il l'avait à peine dépassé, il reçut dans le haut de la cuisse un coup de pique si rude que la pique se rompit, et que le fer et un bout du fût demeurèrent dans la blessure. « Bien cuida être frappé à mort de la douleur qu'il « sentit ; si commença à dire au seigneur de Molart : Com- « paignon, faictes marcher vos gens, la ville est gagnée ; de « moi, je ne saurais tirer oultre, car je suis mort. » Deux de ses archers détachant une porte, l'y posèrent, et l'emportèrent dans une des maisons les plus apparentes de la ville, que la présence du chevalier sauva du pillage[2].

La chute du chevalier sans peur et sans reproche avait inspiré aux soldats français qui le suivaient un désir ardent de le venger. Le rempart était forcé ; et les Vénitiens poursuivis se retirèrent devant le palais du capitaine de justice, sur la place du Broletto. Les Français y arrivèrent presque aussitôt qu'eux, et le combat recommença avec un nouvel acharnement. Les habitants ne perdaient point courage ; ils faisaient pleuvoir, des fenêtres et des toits les pierres, les tuiles, les brandons enflammés, et l'eau bouillante, sur les assaillants. La troupe vénitienne livra, sur la place du Broletto, un second combat non moins obstiné que sur le rempart ; mais elle en fut chassée de nouveau, et alors elle ne trouva plus de refuge. Les vainqueurs la poursuivaient de rue en rue, et ils en faisaient un horrible massacre. Gritti et Avogaro comptaient encore s'enfuir par la porte de Saint-Jean ; mais à peine eurent-ils fait abaisser le pont-levis que Ives d'Allégre s'y pré-

[1] Mémoires de Bayard. Ch. L, p. 245. — [2] *Ibid.* p. 247.

cipita et les attaqua de front, tandis qu'ils avaient Nemours derrière eux. Tous deux furent faits prisonniers, et aucun de leurs soldats ne fut épargné. Le massacre continua sans interruption, tant qu'il y eut, quelque part, de la résistance ; les plus modérés comptent sept ou huit mille morts ; les mémoires de Bayard vingt-deux mille, et ceux de Fleuranges quarante mille[1].

Le pillage commença seulement quand le sang eut cessé de couler ; mais l'avidité du soldat répondit à sa férocité. Non content d'enlever tous les meubles des maisons et tout ce qui avait quelque valeur, il fit prisonniers tous les habitants et les força par des tourments à révéler en quel lieu ils avaient caché quelque partie de leurs richesses. Souvent, lorsqu'il ne pouvait tirer d'eux aucun aveu, ou lorsqu'il soupçonnait que ces malheureux ne lui avaient pas encore tout révélé, il les faisait périr à la torture. Tout ce qui avait été déposé dans les églises et les couvents fut la proie des soldats ; les femmes les plus distinguées et les religieuses elles-mêmes ne furent point à l'abri des dernières violences. Bayard défendit de toute insulte la dame qui l'avait logé chez elle et ses deux filles ; mais leur profonde reconnaissance montra assez combien cet acte de générosité avait paru rare. Deux jours entiers furent accordés à toutes les horreurs de la licence militaire. Enfin, Gaston de Foix fit cesser le pillage et fit sortir ses troupes de la ville ; mais il fit décapiter le comte Louis Avogaro sur la place publique, et ses deux fils subirent peu après le même supplice. Le pillage de Brescia fut estimé à trois millions d'écus, et l'on remarqua qu'il attira bientôt sur les vainqueurs la punition des cruautés qui l'avaient souillé. « Il n'est rien si « certain, dit le loyal serviteur, que la prinse de Bresse fut en

[1] *Fr. Guicciardini.* L. X, p. 577. — *Istor. di Giov. Cambi.* T. XXI, f. 281. — *Jacopo Nardi*, L. V, p. 233, qui assure que l'on compta quatorze mille morts. — Mémoires de Bayard. Ch. L, p. 254. — Mémoires de Fleuranges. p. 88.

« Italie la ruine des Français, car ils avoient tant gaigné en « cette ville de Bresse, que la plupart s'en retourna et laissa « la guerre, et ils eussent fait bon mestier à la journée de Ra- « venne, comme vous entendrez ci-après [1]. »

[1] Mémoires du chev. Bayard. Ch. L, p. 245-258. — *Fr. Guicciardini*. L. X, p. 577. — *Petro Bembo*. L. XII, p. 276. — *Anonimo Padovano, msto. presso Muratori Annali d'Italia ad ann.* 1512. — *Istor. di Giov. Cambi*. T. XXI, p. 281-283. — *Jacopo Nardi*. T. V, p. 233. — *Paolo Giovio, Vita di Alfonso*. p. 78. — *Vita di Leone X*. L. II, p. 115, — *Fr. Belcarii*. L. XIII, p. 382. — *Jo. Marianæ de rebus Hispan.*, L. XXX, cap. VIII. p. 310. — *Arnoldi Ferroni*. L. IV, p. 78.

CHAPITRE III.

Bataille de Ravenne ; mort de Gaston de Foix et affaiblissement de l'armée française ; Jules II persiste à refuser la paix : dissimulation de Maximilien ; irritation des Suisses ; ils se réunissent aux Vénitiens et chassent les Français d'Italie.

1512

1512. — L'un des plus grands maux que cause la violence des passions populaires, c'est qu'elle détruit dans le cœur humain les notions primitives du juste et de l'injuste, qu'elle confond ce qui est honnête avec ce qui est honteux. Lorsqu'on juge dans le calme la conduite des partis et de leurs coryphées, on s'étonne, et l'on s'afflige pour la nature humaine, de voir des peuples entiers applaudir à des actions qui nous révoltent; des individus distingués par les qualités les plus brillantes se souiller sans remords par une férocité ou une perfidie qui outragent l'humanité. On serait alors tenté de douter du pouvoir universel de la conscience, loi primordiale de notre existence, si l'on ne reportait pas ses regards sur l'influence entraînante que les jugements des autres exercent sur nous. L'amour du beau, l'amour du juste est donné à chaque homme, mais la connaissance de ce qui est beau et de ce qui est juste

n'est point assez rapide en lui pour devancer l'instruction qui lui est offerte par les autres. La lenteur de son esprit, et surtout sa paresse, ont besoin d'être dirigées par l'opinion publique; et le plus souvent l'assentiment de tous a tracé cette vraie ligne morale que chacun à part aurait eu de la peine à déterminer. Ainsi, la conscience est devenue presque toujours l'écho de la voix populaire; et l'homme même, dont l'entendement est le plus supérieur, n'ayant point eu le temps d'examiner par lui-même toutes les questions de la morale, adopte, pour le plus grand nombre, le jugement qui lui est suggéré par autrui, et qu'il croit devoir à des affections ou à des répugnances innées dans un cœur honnête.

Mais lorsque l'esprit de parti, s'emparant de la société, la partage en deux, chaque portion admet une croyance qui, pour ceux qui suivent cette bannière, se présente avec tous les caractères de l'opinion publique, et devient comme elle le régulateur et le supplément de la conscience individuelle. La violence de l'esprit de parti s'attache presque toujours à des questions morales que le préjugé a décidées, et sur lesquelles la raison demeure en suspens. Tels sont l'origine du pouvoir, et sa légitimité; les devoirs des sujets; les droits des citoyens; la fidélité que les premiers croient devoir à leur monarque, que les seconds croient pouvoir exiger de leur gouvernement. L'examen de chacune de ces questions, d'où la conduite de l'homme d'honneur peut dépendre dans les occasions les plus importantes, effraie par sa difficulté; mais les hommes de parti ne les examinent pas, ils adoptent le pour ou le contre avec une foi aveugle qu'ils regardent comme leur sentiment moral, comme la voix de leur conscience; ils accusent de mauvaise foi ceux qui ont embrassé le système contraire au leur, et, se sentant appuyés de l'assentiment des seuls hommes qu'ils écoutent, des seuls hommes avec qui ils raisonnent, ils méprisent leurs adversaires et voient des coupables dans tous

ceux qu'ils combattent. Le philosophe seul reconnaît combien les principes sont difficiles à établir dans les questions abstraites de la politique, et combien elles présentent de faces différentes aux meilleurs esprits ; aussi comprend-il toutes les opinions, les excuse-t-il toutes, et ne voit-il, dans les dissensions politiques, que des vainqueurs et des vaincus.

Le comte Louis Avogaro et le parti nombreux qu'il avait entraîné dans la rebellion pouvaient justifier leur cause par tous les noms les plus sacrés parmi les hommes. Lorsqu'Avogaro voulait rétablir dans sa patrie cette même autorité de la république de Venise sous laquelle il était né, et sous laquelle son père avait vécu, il s'armait pour ce que les hommes sont convenus d'appeler le pouvoir légitime ; il combattait en même temps pour la liberté que l'Italie croyait voir dans le gouvernement républicain de Venise ; il combattait pour l'indépendance italienne, contre la nation étrangère ; il combattait enfin pour la religion et l'église, car le pape avait embrassé la défense de Venise, et ses adversaires étaient flétris du nom de schismatiques. Cependant l'un des héros de la France, Gaston de Foix, condamna Avogaro au supplice avec ses deux fils ; il s'efforça de l'entacher du nom de traître ; il ne crut point le sacrifier à la politique, mais à la justice, et il assista lui-même à une exécution dont il semblait s'applaudir. Un poëte français, regardant Avogaro comme dévoué à la honte, ne s'est fait aucun scrupule de le noircir de perfidies supposées, et plus le nombre des tragédies historiques est petit en France, plus le rôle odieux que Du Belloy a fait jouer au comte Avogaro a laissé une forte impression populaire contre lui [1]. Enfin, les historiens français, loin de rougir du massacre de Brescia, se sont plu à en exagérer les conséquences. Ils n'y ont vu que des journées glorieuses pour Louis XII, le père du

[1] *Fr. Guicciardini.* L. X, p. 577. — *Paolo Giovio, Vita di Leone X.* L. II, p. 115. — *Gaston et Bayard*, tragédie de Du Belloy, 1771.

peuple, ou pour Nemours, l'idole de l'armée; et ils ont accablé de leur mépris ceux que leurs compatriotes avaient vaincus, sans paraître comprendre les nobles sentiments qui leur avaient mis les armes à la main.

La réputation et le caractère de Gaston de Foix, duc de Nemours, sont de nouveaux exemples de l'influence des préjugés de parti. Ce prince, né le 10 décembre 1489, et qui était entré depuis peu dans sa vingt-troisième année, si on le juge sur sa gloire, est un des plus grands hommes qu'ait produits la France; si on examine ses actions, il paraît un des chefs les plus féroces qui aient conduit les armées. Dans la bataille, où il accordait rarement aucun quartier à ses ennemis, on le voyait sans cesse exciter ses soldats au carnage; dans les villes conquises, aucun ne traitait avec plus de dureté les peuples vaincus, et ne les soumettait à des contributions plus pesantes; dans son camp, où la négligence de M. de Chaumont avait laissé s'enraciner des habitudes d'indiscipline, aucun chef n'avait rétabli l'ordre par une sévérité plus constante et par une rigueur plus inflexible; aucun enfin ne ménageait moins la vie de ses soldats; il les entraînait par des marches rapides au travers des marais ou dans des neiges profondes; et il les faisait bivouaquer à découvert au milieu des glaces, pendant l'hiver le plus rigoureux.

Mais un général plus encore qu'un homme d'état est l'ouvrage de son siècle, et de ce préjugé si puissant qui a couvert de tant de gloire le succès militaire. Il n'est pas juste de rendre un individu responsable d'une opinion populaire à laquelle chacun de nous peut-être a contribué. Les applaudissements que les plus faibles ont donnés aux forts en toute occasion, cet enthousiasme que le sexe le plus timide a ressenti pour la bravoure, cette couronne de gloire dont les poëtes ont chargé le front des vainqueurs, ont été autant d'offenses faites à l'humanité. L'opinion publique s'est plu à enivrer les guerriers,

pour les déchaîner ensuite contre la société; elle a reservé tous ses lauriers pour leurs victoires, sans leur demander compte ni des motifs de guerres, ni des moyens de succès : elle demeure seule responsable de la redoutable frénésie des conquérants. Ceux-ci ne sont que ce que le monde les a faits; et Gaston de Foix, l'un des hommes qui peut-être a fait le plus de mal à l'humanité, proportionnellement à sa courte carrière, n'en mérite pas moins, par l'élévation de son âme, comme par ses talents, l'estime qui lui a été accordée.

Gaston de Foix, qui avait été pourvu à vingt-deux ans du commandement important de la Lombardie, avait donné, dans cette première jeunesse, les preuves d'un talent militaire que peu de vieux guerriers ont égalé. Entouré d'ennemis tous également dangereux, il avait, au cœur de l'hiver, fait face à tous successivement avec la même armée; et toujours il les avait surpris dans une sécurité parfaite, tandis que ceux-ci le croyaient occupé par d'autres adversaires. Depuis le mois de novembre, il avait harassé les Suisses descendus en Lombardie, et les avait forcés à repasser leurs montagnes; il avait contraint l'armée du roi d'Espagne et du pape à lever le siége de Bologne, et à se retirer en Romagne; il avait battu Jean-Paul Baglioni avec les Vénitiens entre l'Adige et le Mincio, et il avait enfin repris Brescia, où il avait détruit l'armée de Gritti et d'Avogaro. Après cette dernière victoire, il paraissait s'abandonner au plaisir, et ne plus songer qu'aux fêtes du carnaval; mais pendant ce temps son armée marchait et se préparait à frapper de nouveaux coups; aussi, pour le tirer de cette dissipation trompeuse, n'avait-il pas besoin des messages de Louis XII, qui lui arrivèrent coup sur coup, en le pressant de marcher au combat [1].

Louis XII voyait enfin se former l'orage que Jules II s'oc-

[1] *Jo. Marianæ de rebus Hisp.* L. XXX, cap. VIII, p. 310. — Mémoires du chev. Bayard, Ch. L, p 256.

occupait depuis si longtemps d'attirer sur lui. Ferdinand avait profité de l'influence qu'il exerçait sur son gendre, Henri VIII d'Angleterre, pour l'engager à signer à Londres, le 17 novembre 1511, une alliance dont le but avoué était de faire recouvrer à l'Angleterre la possession de la Guienne, tandis que Ferdinand comptait en profiter pour faire lui-même la conquête de la Navarre. Jean d'Albret, roi de Navarre, avait embrassé aveuglément tous les intérêts de la France ; pour complaire à Louis XII, il avait reconnu le concile de Pise ; et il se trouvait compris dans les excommunications fulminées contre ses fauteurs. Ferdinand ne croyait pas avoir besoin d'autre prétexte pour s'emparer de ses états ; mais il fallait détourner les secours que la France aurait envoyés à son allié. Dans ce but, Ferdinand engageait Henri VIII à attaquer la Guienne ; et il lui offrait, pour l'aider à en faire la conquête, cinq cents hommes d'armes, quinze cents chevau-légers et quatre mille hommes de pied [1].

Henri VIII tint secret pendant quelque temps le traité qu'il avait signé avec Ferdinand ; il en nia l'existence à Louis XII, qui en avait eu quelque indice : il reçut même de celui-ci, le 9 décembre, un dernier paiement du subside que le roi de France avait promis de lui donner pour le maintien de la paix [2]. Mais à l'ouverture de son parlement, le 4 février, il communiqua à cette assemblée son projet d'attaquer la France, pour dissoudre le concile de Pise et faire rendre Bologne à l'église. Il obtint en retour des subsides considérables, pour l'exécution de projets qui semblaient fort étrangers à l'Angleterre [3]. Un vaisseau du pape, le premier qui eût encore déployé, dans la Tamise, l'étendard pontifical, arriva à Londres chargé de vins grecs et de fruits du midi, que le pape

[1] Rymer, *Fœdera et Conventiones*. T. XIII, p. 311. — Rapin de Thoyras, Hist. d'Angleterre. L. XV, T. VI, p. 41. — [2] *Rymer, Fœdera*. T. XIII, p. 318. — [3] Rapin de Thoyras. L. XV, p. 44. — *Hume's History of England*. Ch XXVIII, T. V, p. 112.

destinait en présent aux prélats, aux lords et aux membres de la chambre des communes : cet honneur nouveau et inouï séduisit les Anglais aussi bien que le roi, et la nation tout entière s'associa avec enthousiasme à une guerre sans motif [1].

Louis XII avait à redouter l'attaque des Anglais sur toutes ses côtes, celle de Ferdinand sur toute la frontière des Pyrénées, celle des Suisses sur la Bourgogne aussi bien que l'Italie. Dans cette dernière contrée, le pape, le vice-roi de Naples et les Vénitiens menaçaient de nouveau son lieutenant, le duc de Nemours, tandis que Maximilien, son seul allié, pour lequel il s'était jusqu'alors épuisé d'hommes et d'argent, non seulement ne le secondait point, mais même lui faisait craindre à toute heure qu'il ne passât au parti de ses ennemis. Maximilien venait de lui promettre la continuation de son amitié; mais il y avait joint des demandes si exorbitantes, des plaintes si injustes et si ridicules, qu'elles semblaient présager une prochaine brouillerie [2]. Comme il n'avait confié ses secrets à aucun confident, on ne saurait décider s'il était dès lors résolu à tromper Louis XII, ou s'il cédait sans projets à son inconséquence habituelle.

Les Florentins eux-mêmes vacillaient dans l'alliance de la France; leurs secours n'arrivaient point à l'armée; le terme de l'alliance expirait dans peu de mois, et ils se refusaient à la renouveler : ils négociaient sans cesse avec Ferdinand et Raymond de Cardone, et ils venaient de se faire relever par le pape de l'excommunication prononcée contre eux. Quant au duc de Ferrare et aux Bentivoglio, ils demeuraient, il est vrai, fidèles à Louis XII; mais leur alliance était une charge et non un bénéfice; incapables de se défendre par eux-mêmes, ils n'attendaient de protection que de la France. La seule espérance de Louis XII était dans l'armée de Gaston de

[1] *Fr. Guicciardini.* L. X, p. 578. — *Fr. Belcarii.* L. XIII, p. 383. — [2] *Fr. Guicciardini.* L. X, p. 579. — *Fr. Belcarii.* L. XIII, p. 383.

Foix. Si celui-ci battait Raymond de Cardone, il pouvait inspirer à Jules II assez de terreur pour l'amener à signer la paix [1].

Gaston de Foix, dès que son armée fut parvenue de nouveau au Finale de Modène, vint l'y rejoindre ; il avait reçu des renforts de France, et il comptait sous ses ordres seize cents lances, cinq mille fantassins allemands, cinq mille Gascons, et huit mille Italiens ou Français. Le duc de Ferrare lui amena encore cent hommes d'armes, douze cents chevau-légers, et le train d'artillerie par lequel il l'emportait alors sur tous les princes de l'Europe. Le cardinal de San-Sévérino, qui s'était fait donner par le concile de Pise, transféré à Milan, le titre de légat de Bologne, était venu joindre l'armée en appareil militaire : heureux de s'éloigner d'une assemblée qu'on abreuvait de mortifications ; car les prélats n'avaient pas été reçus avec moins de défaveur à Milan qu'à Pise. Le peuple les accablait d'injures dans les rues ; et le clergé, se soumettant à l'interdit prononcé par le pape, avait suspendu le service divin [2].

Le 26 mars, Gaston partit du Finale de Modène pour s'avancer dans la Romagne. Autant il désirait livrer bataille, autant Raymond de Cardone était résolu à l'éviter. Ce dernier avait sous ses ordres quatorze cents hommes d'armes, mille chevau-légers, sept mille fantassins espagnols, et trois mille Italiens ; et il attendait encore six mille Suisses, que le cardinal de Sion s'était engagé à lui conduire aux frais communs du pape et des Vénitiens. Cependant Ferdinand lui avait donné l'ordre d'éviter toute action, pour attendre que l'attaque des Anglais forçât Louis XII à rappeler son armée d'Italie. Aussi reculait-il devant l'armée française, occupant des lieux-forts, où il ne pouvait être attaqué sans désavantage [3].

[1] *Fr. Guicciardini.* L. X, p. 580. — *Fr. Belcarii.* L. XIII, p. 384. — [2] *Fr. Guicciardini.* L. X, p. 580 et 581. — *Fr. Belcarii.* L. XIII, p. 385. — *Jacopo Nardi.* L. V, p. 233. — [3] *Fr. Guicciardini.* L. X, p. 581. — *Fr. Belcarii.* L. XIII, p. 385. — Mémoires de

Nemours voulut d'abord pénétrer entre Castel-Guelfo et Médicina, au levant de Bologne ; et les Espagnols prirent position, à quatre ou cinq milles de distance, sous les murs mêmes d'Imola. Nemours vint les y chercher, et s'approcha jusqu'à un mille de leur armée ; néanmoins lorsqu'il reconnut que leur position était presque inattaquable, il continua son chemin sur Forli. Mais tandis que les deux armées étaient en présence, les Espagnols, qui se croyaient sur le point d'être attaqués, se pressaient autour du légat, Jean de Médicis, pour lui demander l'absolution de leurs péchés. Ils avaient un tel désir de toucher ses habits, qu'abandonnant leurs drapeaux et leurs rangs pour se serrer autour de lui, ils excitèrent dans leurs chefs une sérieuse inquiétude. Toutefois, nous dit Giovio, le légat pleurait de joie en voyant que ces Espagnols si féroces, si adonnés à la rapine et au carnage, nourrissaient en même temps des sentiments si religieux. Médicis s'avança au milieu d'eux avec une croix d'argent : il prononça leur absolution, et leur promit les récompenses éternelles, s'ils étaient tués pour la défense de l'autorité pontificale ; mais en même temps, il les supplia de ne pas rompre leurs rangs, pendant que l'ennemi était si près d'eux [1].

Les jours suivants, Nemours continua de tenter de faire sortir, par des marches habiles, les Espagnols de leur position : mais ceux-ci, qui avaient leur gauche appuyée à l'Apennin, trouvaient toujours des campements avantageux en pivotant sur cette aile ; tandis que les Français, qui s'avançaient par une plaine très basse et coupée de canaux, ne trouvaient jamais une position où il leur plût d'engager la bataille [2].

Pendant que les deux généraux déployaient leur habileté dans ces manœuvres, Gaston de Foix reçut de Louis XII un courrier, pour le presser de livrer bataille. Il venait d'ap-

Bayard. Ch. L, p. 257. — [1] *Paolo Giovio, Vita di Leone X.* L. II, p. 117. — [2] *Fr. Guicciardini.* L. X, p. 582. — *Fr. Belcarii.* L. XIII, p. 385

prendre que Maximilien avait conclu, par l'entremise du pape, une trève de dix mois avec les Vénitiens, sous condition que ceux-ci lui paieraient cinquante mille florins, et que l'une et l'autre puissance garderait ce qu'elle possédait. En même temps, Jérôme Cavanilla, ambassadeur du roi d'Aragon, avait demandé son audience de congé : ce qui paraissait annoncer une attaque prochaine du côté des Pyrénées. Gaston lui-même avait reçu des avis qui redoublaient son impatience de combattre, mais qu'il cachait soigneusement à tous ses officiers. Le capitaine de ses landsknechts, Jacob von Embs ou Empser, était depuis longtemps au service de France ; il avait été bien traité par le roi, et quoiqu'il ne parlât point français, il était attaché à son service. Le 8 avril, lendemain de l'arrivée de Bayard au camp, Empser reçut de l'ambassadeur de Maximilien à Rome, un ordre adressé à tous les Allemands qui servaient la France : au nom de l'empereur on leur commandait de quitter immédiatement l'armée et de refuser de combattre les troupes du pape ou du roi d'Aragon. Jacob Empser, sans avoir communiqué cet ordre à personne, le porta à Bayard, et lui demanda conseil. Bayard le conduisit au duc de Nemours ; tous deux engagèrent le capitaine Jacob à promettre de garder le secret : mais un autre courrier pouvait porter un ordre semblable à quelque autre des capitaines allemands, et s'ils obéissaient, si leurs compatriotes qui faisaient seuls le tiers de l'armée française venaient à se retirer, cette armée était perdue sans avoir combattu[1]. Ces motifs déterminèrent Nemours à tourner brusquement sur Ravenne, persuadé que Raymond de Cardone ne laisserait pas prendre sous ses yeux une ville si importante, et qu'en la défendant, il lui présenterait l'occasion si désirée de combattre[2].

Cardone en effet résolut de défendre Ravenne, il y envoya

[1] Mémoires de Bayard. T. XV, ch. LII, p. 258. — [2] *Fr. Guicciardini.* L. X, p. 583. — *Fr Belcarii.* L. XIII, p. 386. — *Paolo Giovio, Vita di Leone X.* L. II, p. 118.

Marc-Antonio Colonna avec soixante hommes d'armes, cent chevau-légers, et six cents fantassins espagnols; mais pour déterminer Marc-Antonio à s'enfermer dans cette ville, il fallut que le vice-roi, le légat, Fabrice Colonna et Piétro Navarro, s'engageassent tous sur leur foi à secourir Ravenne, si les Français en formaient le siége.

Les deux premières rivières qui descendant des Apennins se jettent dans la mer, et non pas dans le Pô, le Ronco et le Montone passent l'une à droite, l'autre à gauche de Forli, à peu de distance de cette ville, et, se réunissant au-dessous des murs de Ravenne, se jettent dans la mer à trois milles plus bas. Nemours s'était avancé entre ces deux rivières; il y avait pris de force le château de Russi qu'il avait pillé; puis il avait tracé son camp en face des murs de Ravenne, appuyant sa droite au Ronco et sa gauche au Montone, et il avait ouvert ses batteries. Déjà il commençait à manquer de vivres : ses fourrageurs avaient sept ou huit milles à faire pour trouver quelque chose à enlever dans la campagne; et les Vénitiens; maîtres du Pô, lui coupaient les communications avec Ferrare [1].

Il était instant de sortir d'une position aussi dangereuse; et l'artillerie de Nemours ayant fait aux murailles de Ravenne une brèche de trente bras, ou moins de soixante pieds de largeur, il résolut d'y donner l'assaut, encore que la brèche fût élevée de près de six pieds, et qu'on ne pût y parvenir qu'avec des échelles. Pour exciter l'émulation entre les nations qui servaient ensemble dans son armée, il fit marcher séparément à l'assaut, le matin du 9 avril, jour du vendredi saint, les Allemands, les Italiens et les Français. Devant chaque corps, marchaient à pied dix gendarmes en armure complète, choisis sur toute la cavalerie. Les assaillants montèrent en effet à la

[1] *Fr. Guicciardini.* L. X, p. 584. — *Fr. Belcarii.* L. XIII, p. 386. — Mémoires du chev. Bayard. Ch. LII, p. 258. — *Jo. Marianæ de rebus Hispan.* L. XXX, cap. IX, p. 312.

brèche avec la bravoure la plus intrépide, et s'y maintinrent sous le feu des ennemis, avec une grande obstination ; mais l'ouverture faite à la muraille était si étroite et si difficile à atteindre, qu'elle laissait à ses défenseurs les plus grands avantages. Les Espagnols demeurèrent inébranlables à leur poste ; et les Français furent repoussés. François de Beusserailhe, seigneur de l'Espy, maître de l'artillerie, et Châtillon, furent blessés mortellement ; Frédéric de Bozzolo, cadet de la maison de Gonzague, qui acquit ensuite une grande réputation, fut aussi blessé ; quinze cents morts entre les deux partis demeurèrent sur le champ de bataille[1].

L'armée espagnole était sous Faenza, en dehors de la porte qui conduit à Ravenne, lorsqu'elle fut informée de l'entreprise de Gaston de Foix : elle se rapprocha immédiatement, passa le Montone à Forli, et chemina entre les deux rivières, puis elle passa encore le Ronco et suivit sa rive droite. Fabrice Colonna voulait qu'arrivée à trois milles de Nemours elle s'arrêtât : elle aurait ainsi tenu les Français dans la crainte. S'ils avaient pris Ravenne, comme on n'aurait pu retenir leurs aventuriers du pillage, les Espagnols seraient tombés sur eux dans ce moment de désordre, et les auraient mis facilement dans une complète déroute[2]. S'ils demeuraient inactifs, le manque de vivres ne pouvait tarder de se faire sentir à eux, et devait les réduire à la plus grande détresse. Mais Navarro n'approuvait jamais un avis qu'il n'avait pas ouvert lui-même ; il désirait une bataille où il pût déployer la supériorité de son infanterie : il persuada à Raymond de Cardone d'avancer ; en effet, le 10 avril, Cardone parut tout à coup à la vue de l'armée française, sur l'autre bord

[1] *Fr. Guicciardini.* L. X, p. 584. — Fr. Belcarius, qui se borne habituellement à le traduire, prend les *bracci* pour des brasses marines, et leur donne cinq pieds. L. XIII, p. 386. — Mémoires de Bayard. Ch. LII, p. 275. — Mémoires de Fleuranges. T. XVI, p. 89. — *Muratori Annali ad ann.* 1512. — *Paólo Giovio, Vita di Alfonso.* p. 79. — [2] Mémoires

du Ronco, tandis que celle-ci était occupée d'une négociation entamée par les habitants de Ravenne pour se rendre [1].

Nemours se hâta de retirer ses canons des batteries, pour les tourner contre l'armée espagnole; en même temps, il assembla un conseil de guerre, pour choisir entre les partis divers qui s'offraient à lui. Si on laissait les Espagnols entrer dans Ravenne, il n'y avait plus de chances de prendre cette ville, et la retraite pouvait devenir dangereuse et honteuse : mais, pour les arrêter, il fallait passer le Ronco en leur présence, les attaquer dans leur marche, et même, en le faisant, on ne pouvait les empêcher de gagner, s'ils le voulaient, la forêt de pins qui s'étend jusqu'à la mer, et d'arriver aux portes de la ville en évitant le combat [1].

L'erreur ou la présomption de Raymond de Cardone tirèrent le duc de Nemours de l'embarras où il se trouvait. Le premier, au lieu d'entrer dans Ravenne comme il aurait pu le faire, traça son camp en vue des Français, à trois milles de distance de la ville, avec l'intention de les mettre entre deux feux; il employa toute la nuit à couvrir le front de son armée par un fossé large et profond. Nemours, averti de cette détermination, fit sentir à son conseil de guerre qu'il ne fallait pas hésiter à attaquer les ennemis malgré leurs retranchements. En conséquence, il fit, pendant la nuit, jeter des ponts sur le Ronco, et raser les digues qui le contiennent; ensuite, au point du jour, le dimanche même de Pâques, 11 avril 1512, il fit passer le pont à ses fantassins allemands, tandis que le reste de l'armée passa la rivière à gué. Il laissa seulement, sur la gauche du Ronco, Ives d'Allégre avec quatre cents lances et l'infanterie de l'arrière-garde, pour observer

de Bayard. Ch. LII, p. 275. — Mémoires de Fleuranges. p. 89. — [1] *Fr. Guicciardini.* L. X, p. 585. — *Jo. Marianæ de rebus Hispan.* L. XXX, cap. IX, p. 312. — [2] *Fr. Guicciardini.* L. X, p. 585. — *Fr. Belcarii.* L. XIII, p. 387. — *Jacopo Nardi.* L. V, p. 234. — *Paolo Giovio*, *Vita di Alfonso*. p. 81.

la garnison de Ravenne ; et il donna à deux capitaines italiens, les frères Scotti, mille fantassins, pour garder le pont du Montone, et assurer, en cas de mauvais succès, la retraite de l'armée [1].

Nemours disposa son armée en demi-lune ; il appuya à la rivière son extrême droite, par laquelle il voulait commencer l'attaque, tandis qu'il refusa son centre et avança de nouveau sa gauche. Il avait mis à la droite son artillerie, commandée par le duc de Ferrare, et sept cents gendarmes français ; après eux, venait l'infanterie allemande ; puis huit mille fantassins, partie Gascons, partie Picards, formaient le corps de bataille ; et enfin, cinq mille Italiens, commandés par Frédéric de Bozzolo, composaient l'aile gauche ; celle-ci était couverte par trois mille archers ou chevau-légers. La Palisse commandait une arrière-garde de six cents lances, placée sur le bord du fleuve ; avec lui il avait le cardinal San-Sévérino, légat du concile, qui s'était recouvert de pied en cap d'une armure très brillante, et que sa haute taille faisait remarquer de fort loin [2].

Gaston de Foix n'avait pris le commandement d'aucun corps en particulier, pour demeurer libre de se porter, avec un certain nombre de gentilshommes, partout où il en verrait le besoin. « Et avoit ledit sieur de Nemours, dit le maré-« chal de Fleuranges, de coutume, pour l'amour de sa mye, « de ne point porter de harnois, fors la chemise, depuis le « coude en bas jusques au gantelet. Et prioit à toute la com-« pagnie de la gendarmerie, en leur remontrant et donnant « beaucoup de belles paroles, qu'à ce jour voulsissent garder « l'honneur de France, le sien et le leur, et qu'ils le voulsis-

[1] *Fr. Guicciardini.* L. X, p. 585. — Mémoires de Fleuranges. p. 91. — Mémoires de Bayard. Ch. LIV, p. 285. — *Jacopo Nardi, Ist. Fior.* L. V, p. 234. — [2] *Fr. Guicciardini.* L. X, p. 586. — *Fr. Belcarii.* L. XIII, p. 387. — *Jacopo Nardi.* L. V, p. 235. — Mémoires du chev. Bayard. Ch. LIV, p. 295.

« sent suivre. Et cela faict, dit qu'il verroit ce qu'ils feroient « pour l'amour de sa mye ce jour-là. Et incontinent partit, et « feut le premier homme d'armes qui rompist sa lance contre « les ennemis [1]. »

D'après le conseil de Piétro Navarro, Raymond de Cardone n'avait point attaqué les Français au passage de la rivière; mais il s'était fortifié dans son camp, couvert d'un côté par la rivière de Ronco, de l'autre par le fossé qu'il avait fait creuser. Ce fossé était interrompu, vers son milieu, par une ouverture de quarante pieds de largeur, qu'il avait laissé pour pouvoir faire sortir sa cavalerie; mais il avait placé derrière cette ouverture une vingtaine de chars armés de lances, et chargés de grosses arquebuses, qui complétaient la fortification. A l'angle que formait la rivière avec le fossé, se trouvait Fabrizio Colonna qui commandait la gauche, avec huit cents hommes d'armes et six mille fantassins; après lui venait le corps de bataille, composé de six cents lances et quatre mille fantassins, sous les ordres immédiats du vice-roi et du marquis de la Palude. Le cardinal de Médicis s'y trouvait aussi; mais soit que sa mauvaise vue l'éloignât de tout exercice militaire, ou qu'il les considérât comme contraires aux devoirs de son état, il avait gardé, au milieu de la bataille, l'habit de paix d'un prélat. L'arrière-garde, enfin, qui formait en même temps la droite de l'armée, et qui avait également le dos au fleuve et le fossé devant elle, était composée de quatre cents hommes d'armes et quatre mille fantassins, que commandait Carvajal. L'extrême droite était couverte par les chevau-légers, sous les ordres du jeune Fernand d'Avalos, marquis de Pescaire, qui faisait alors ses premières armes. Tout le front était garni d'artillerie [2]; elle consistait en vingt pièces, tant canons que

[1] Mémoires du jeune adventureux maréchal de Fleuranges. T. XVI, p. 94. — [2] *Fr. Guicciardini*. L. X, p. 588. — *Fr. Belcarii*. L. XIII, p. 388. — *Jacopo Nardi*. L. V, p. 235.

longues coulevrines, et environ deux cents hacquebuttes à croc, placés sur des chariots armés de spontons. Ces hacquebuttes tenaient le milieu entre les mousquets et les canons[1].

L'armée française avait passé le Ronco environ deux milles plus bas que le camp de Cardone, et voyant que les Espagnols ne sortaient point de leurs retranchements, elle marcha vers eux dans la même ordonnance, sans que sa droite quittât le bord du fleuve, et en conservant toujours la forme d'une demi-lune. Lorsqu'elle fut arrivée à quatre cents pieds du fossé, elle s'arrêta, et la canonnade commença. L'infanterie française était presque à découvert, exposée à un feu terrible : celle des Espagnols, par ordre de Navarro, s'était couchée sur le ventre, derrière la digue de la rivière, et n'éprouvait presque aucun dommage. Le grand Fabian, l'un des meilleurs chefs de l'infanterie allemande, fut des premiers emporté par le canon. Jacob Empser et M. de Molart s'assirent sous le feu, en tête de leur troupe, et s'y firent donner à boire ; mais tous deux y furent tués. De quarante capitaines français de l'infanterie, il y en eut trente-huit de tués ; et cette infanterie avait perdu deux mille hommes, lorsque les autres, impatientés, voulurent enlever de force les batteries de Piétro Navarro. C'est là que M. de Maugiron fut tué sur une charrette dont il voulait s'emparer. Après avoir perdu plus de douze cents hommes à cette attaque, les Français furent repoussés ; mais quand les Espagnols voulurent les poursuivre, ils furent ramenés à leur tour, par un corps de landsknechts et de Picards, qui n'avaient pas pris de part à l'action ; puis chacun rentra dans son poste, et la canonnade continua[2].

— Mémoires de Fleuranges. p. 93. — *Paolo Giovio, Vita di Leone X.* L. II, p. 121. — *Ejusdem Ferdinandi Davali Piscarii Vita.* L. I, p. 278. — [1] Mémoires de Bayard. Ch. LIV, p. 301. — [2] Mémoires de Fleuranges. p. 94. — Mémoires de Bayard. Ch. LIV, p. 302. — *Jo. Marianæ Hist. Hispan.* L. XXX, ch. IX, p. 314.

Pendant ce temps, le duc de Ferrare avait fait passer rapidement une partie de ses canons par derrière la ligne française, de l'aile droite où ils étaient d'abord, à l'extrémité de l'aile gauche. Là il arrivait tout à fait sur le flanc des Espagnols ; et de cette nouvelle batterie, il enfilait toute leur ligne. Ses boulets atteignaient même jusqu'à l'aile droite française, et y firent assez de mal. On assure que quelqu'un, par cette considération, voulant faire suspendre son feu, Alfonse cria aux canonniers : « Courage, mes amis ! n'importe sur « qui tombent vos coups, ils sont tous étrangers ; et pour des « Italiens, ils sont tous ennemis [1]. » L'infanterie espagnole, toujours couchée sur le ventre, évitait cependant la canonnade : mais les gendarmes, qui présentaient beaucoup plus de hauteur et de surface, étaient aussi bien plus exposés. Bientôt le champ de bataille fut couvert de leurs membres épars et de ceux de leurs chevaux. Piétro Navarro, qui avait formé lui-même l'infanterie espagnole, et qui mettait en elle toute sa confiance, regardait avec beaucoup d'indifférence la destruction de ses gendarmes italiens : il jugeait que les Français ne souffraient pas moins ; et il comptait que lorsque les deux gendarmeries auraient été également hachées par la canonnade, ses fantassins espagnols, qu'il avait conservés intacts, n'auraient pas de peine à mettre en pièces l'infanterie allemande et française [2].

Mais la gendarmerie était commandée par les hommes les plus distingués de l'armée et par ceux qui pouvaient le moins se résigner à ce qu'on les sacrifiât à l'avantage d'un corps qu'ils méprisaient. Fabricio Colonna envoya message sur message au vice-roi pour lui demander la permission de sortir de ses retranchements et de charger. Ne pouvant

[1] *Paolo Giovio, Vita di Alfonso d'Este*, p. 83 ; mais il ajoute qu'Alfonse lui affirma à lui-même qu'il n'avait jamais tenu ce propos. — [2] *Fr. Guicciardini.* L. X, p. 589. — *Jacopo Nardi, Ist. Fior.* L. V, p. 236. — *Paolo Giovio, Vita di Leone X.* L. II, p. 123.

l'obtenir ni contenir davantage ses gendarmes, il s'écria : « Ce « n'est pas à nous à mourir honteusement à cause de l'obsti- « nation et de la jalousie d'un Maure mécréant (*Marrano*). « Ne lui sacrifions pas davantage l'honneur de l'Espagne et « de l'Italie. Sortons, et si nous devons mourir, que ce soit « du moins en vendant chèrement notre vie aux Français. » Il entraîna ainsi, sans en avoir reçu l'ordre, sa troupe en dehors du fossé, et vint charger les ennemis. Ce mouvement contraignit Piétro Navarro à le suivre ; il fit relever son infanterie espagnole, jusqu'alors couchée à plat ventre, et il la conduisit avec fureur contre l'infanterie allemande [1].

Les gendarmes de Fabrice Colonna, même avant la bataille, n'étaient point estimés à l'égal de la gendarmerie française ; après la perte effroyable qu'ils avaient soufferte pendant la canonnade, ils ne pouvaient plus se mesurer avec elle en conservant quelque espérance de succès. Tandis qu'ils marchaient droit à l'artillerie du duc de Ferrare, ils furent pris en flanc par Ives d'Allégre qui, au bruit de la canonnade, était arrivé avec toute l'arrière-garde ; et, malgré la défense la plus obstinée, ils furent rompus, renversés ou mis en fuite. Fabrice, entouré d'un cercle de cavaliers, se défendait encore ; Alfonse d'Este s'approcha de lui et lui cria : « Romain, ne te fais pas « tuer par obstination; reconnais que la journée est perdue, et « rends-toi à moi. — Qui es-tu, répondit Fabrice, toi qui pa- « rais me connaître? — Je suis Alfonse d'Este ; de moi tu « n'as rien à craindre. — Je me rends volontiers à un ennemi « si généreux, mais c'est sous condition que tu ne me li- « vreras point aux Français, ennemis de ma famille. » Alfonse leva la main pour le promettre, et c'est ainsi que commença une liaisons qui, plus tard, sauva au duc de Ferrare sa liberté [2].

[1] *Fr. Guicciardini.* L. X, p. 589. — *Fr. Belcarii.* L. XIII, p. 388. — Mémoires de Bayard. Ch. LIV, p. 303. — *Paolo Giovio, Vita di Leone X.* L. II, p. 124. — [2] *Paolo Giovio* te-

Le vice-roi et Carvajal, après le premier choc de la gendarmerie, prirent la fuite trop tôt pour leur honneur et tandis que la victoire pouvait encore être disputée. Antonio de Leyva, qui servait encore dans une condition obscure, les escorta dans leur retraite. Le marquis de La Palude, qui avait amené à la charge la seconde bataille, déjà fort endommagée par l'artillerie, fut fait prisonnier après avoir perdu un œil ; les chevau-légers enfin n'eurent pas un meilleur sort, et leur chef, le jeune Pescaire, destiné ensuite à tant de gloire, commença sa carrière militaire par les blessures et la captivité [1].

La lutte de l'infanterie n'était pas si près d'être décidée. Les fantassins espagnols avaient attaqué les Allemands ; leur armure n'était point la même. Les landsknechts portaient une pique de seize à dix-huit pieds de longueur et un sabre au côté. Leur poitrine était couverte par un corcelet de fer ; ils n'avaient pas de bouclier ni d'autres armes défensives. Les Espagnols, au contraire, pour toute arme offensive, n'avaient que l'épée et le poignard ; mais ils portaient un bouclier, et leur tête, leurs jambes, leurs bras, aussi bien que leurs corps, étaient défendus par une armure complète [2]. Au premier choc, les Allemands s'avançant la pique basse renversèrent un grand nombre d'Espagnols ; ceux-ci ne s'en laissèrent point effrayer, ils s'avancèrent toujours et réussirent enfin à pénétrer entre leurs piques. Alors les Allemands, en quelque sorte désarmés, se trouvèrent exposés à tous leurs coups. Leurs piques, loin de leur servir de défense, les empêchaient de se mouvoir ; leurs sabres mêmes, quand ils essayaient de les tirer, demandaient de l'espace pour frapper du tranchant, tandis que les Espagnols les attaquaient de pointe et pénétraient sans peine par

nait ce dialogue de la bouche de l'un et de l'autre interlocuteur. *Vita di Alfonso dà Este*, p. 83. — [1] *Fr. Guicciardini.* L. X, p. 590. — *Fr. Belcarii.* L. XIII, p. 389. — *Pauli Jovii, Ferdinandi Avali Piscarii Vita.* L. I, p. 280. — [2] *Nicolo Macchiavelli dell' arte della Guerra.* L. II, p. 67. — *Herrn Georgens von Frundsberg. Ritters Kriegsthaten I, Burch.* f. 15. Francfort, 1568, in-fol.

les défauts de leur armure. Le carnage fut épouvantable, et les Allemands auraient tous péri sous les coups des fantassins espagnols qui souvent se glissaient par terre entre leurs jambes et les frappaient du poignard, si Ives d'Allégre, et bientôt après Gaston de Foix, n'étaient venus au secours des premiers avec toute la cavalerie française, à laquelle l'espagnole avait abandonné le champ de bataille [1].

Ives d'Allégre avait perdu l'année précédente Mélilot, un de ses fils, dans un combat près de Ferrare; l'autre, M. de Viverots, fut tué sous ses yeux à la bataille de Ravenne, au moment où il attaquait les Espagnols. D'Allégre, ne voulant pas survivre à ce nouveau malheur, se jeta dans le plus épais des ennemis; il songeait bien plus à se venger qu'à se défendre, et il y mourut percé de coups. L'infanterie espagnole se retirait cependant en bon ordre, marchant au petit pas et combattant toujours; elle suivait le bord de la rivière, entre les eaux et la digue qui devait les contenir. Gaston de Foix, irrité de l'affreux carnage qu'elle avait fait des siens, ne voulut point lui permettre de se retirer ainsi sans avoir été entamée. Il fit contre elle une dernière charge, dans laquelle il fut blessé et renversé de son cheval. Lautrec, qui était près de lui, criait en vain au soldat espagnol qui l'avait abattu : « Ne le tuez pas, « c'est notre vice-roi, le frère de votre reine. » Celui-ci lui plongea son épée dans le sein. Lautrec, à son tour, fut laissé pour mort à ses côtés, chargé de vingt blessures. La gendarmerie française, effrayée de la chute de ses chefs, s'arrêta, et l'infanterie espagnole continua sa retraite sans être molestée [2].

Dans ce siècle ensanglanté par tant de combats à outrance,

[1] *Fr. Guicciardini.* L. X, p. 590. — Mémoires de Fleuranges. p. 96. — *Fr. Belcarii* L. XIII, p. 389. — *Paolo Giovio, Vita di Leone X.* L. II, p. 125. — [2] *Fr. Guicciardini.* L. X, p. 591. — Mémoires de Bayard. Ch. LIV, p. 311. — *Paolo Giovio, Vita di Leone X.* L. II, p. 127. — *Vita di Alfonso*, p. 86.

aucune bataille n'avait encore égalé en acharnement celle de Ravenne; dans aucune, des armées si nombreuses n'avaient été en entier engagées, ou le champ de bataille n'était demeuré couvert de tant de morts. Presque tous les historiens s'accordent à en compter dix-huit ou vingt mille, dont les deux tiers étaient de l'armée des alliés; le seul Guicciardini, plus modéré dans ses calculs, n'en suppose en tout que dix mille[1]. Les bagages, les drapeaux et l'artillerie des vaincus tombèrent en entier au pouvoir des vainqueurs. Le cardinal de Médicis, légat du pontife, qui peu de mois après devait être pape, fut fait prisonnier par quelques Stradiotes de Frédéric de Bozzolo, et conduit au cardinal de San-Sévérino, légat du concile. Fabrice Colonna, Piétro Navarro, les marquis de La Palude, de Bitonto et de Pescara, avec un grand nombre d'officiers distingués, étaient parmi les prisonniers, tandis que les Français pleuraient la perte de Gaston de Foix, d'Ives d'Allégre, des capitaines de l'infanterie gasconne et allemande, Molard et Jacob Empser, et de beaucoup de leurs meilleurs officiers ou des chefs les plus distingués de leur noblesse[2].

« Chacun fut adverty de la mort de ce vertueux et noble « prince, le gentil duc de Nemours, dont un deuil commença « au camp des François si merveilleux, que je ne cuide point, « s'il fust arrivé deux mille hommes de pied frais et deux « cents hommes d'armes, qu'ils n'eussent tout défait, tant de « la peine et fatigue que tout au long du jour avoient souf- « fert[3]. » En effet, la mort de Nemours était, dans ces circonstances, le plus fâcheux événement qui pût frapper l'armée

[1] *Fr. Guicciardini.* L. X, p. 592. — Mémoires de Bayard, 16,000 Espagnols, 4,000 Français. Ch. LV, p. 315. — *Jacopo Nardi*, 12,000 Espagnols, 4,000 Français. *Ist. Fior.* L. V, p. 237. — *Giov. Cambi*, 14,000 Espagnols, 6,000 Français. *Ist. Fior.* p. 288. — *Petri Bizarri*, 18,000 en tout. *Hist. Genuens.* L. XVIII, p. 431. — [2] *Fr. Guicciardini.* L. X, p. 591. — *Fr. Belcarii.* L. XIII, p. 389. — *Jo. Marianæ de rebus Hispan.* L. XXX, cap. IX, p. 514. — *Muratori Annali d'Italia.* T. X, p. 81. — *Petri Bembi, Hist. Ven.* L. XII, p. 278. — *Paulo Giovio, Vita di Leone X.* L. II, p. 128. — [3] Mémoires du chev. Bayard. Ch. LIV, p. 313.

française. S'il eût vécu, on ne peut douter, d'après sa rapidité ordinaire, et l'enthousiasme qu'il savait inspirer à ses soldats, que s'éloignant du lieu où il avait combattu, pour effacer la mémoire de tant de pertes, il n'eût entraîné à Rome son armée victorieuse, dicté la paix au pape, détruit la puissance espagnole à Naples, où aucune résistance n'était préparée, et peut-être conquis ce royaume pour lui-même; car on croyait que Louis XII lui avait cédé les mêmes droits que, par un traité précédent, il avait transférés à sa sœur, Germaine de Foix, alors reine d'Espagne [1]. Mais les Français pleurant le duc de Nemours n'étaient plus disposés à obéir à aucun autre; leurs regrets et les pertes nombreuses qu'ils avaient faites leur inspiraient presque autant de découragement que si eux-mêmes avaient été vaincus. Le cardinal de San-Sévérino disputait à La Palisse le commandement de l'armée; et, ne pouvant s'entendre, ils avaient été obligés de recourir au roi de France pour demander de nouveaux ordres. Sur ces entrefaites, l'administrateur des finances, qui portait le titre de général de Normandie, et qui commandait à Milan, ne consultant qu'une sordide économie, qu'il savait d'accord avec les goûts du roi, avait licencié toute l'infanterie italienne et une grande partie de la française [2].

Les fugitifs de l'armée de la ligue avaient pris la route de Césène, d'où ils se répandirent ensuite dans les provinces voisines. Le vice-roi ne s'arrêta point jusqu'à Ancône, où il arriva suivi seulement d'un petit nombre de cavaliers. Les autres tombaient presque tous entre les mains des paysans soulevés et toujours empressés d'accabler et de dépouiller les vaincus. La république florentine cependant protégea ceux qui s'étaient réfugiés sur son territoire, tandis que le

[1] Mémoires du chev. Bayard. Ch. LV, p. 314. — *Fr. Belcarii.* L. III, p. 390. — [2] *Fr. Guicciardini.* L. X, p. 595. — *Paolo Giovio, Vita di Leone X.* L. II, p. 134. — Mémoires de Fleuranges. p. 102. — *Jacopo Nardi.* L. V, p. 239.

duc d'Urbin, après avoir fait, par l'entremise de Balthasar Castiglione, auteur célèbre du *Cortigiano,* sa paix particulière avec le roi de France, tomba lui-même sur les fugitifs [1].

Marc-Antonio Colonna, n'espérant plus défendre Ravenne après la défaite de l'armée qui venait à son secours, se retira dans la citadelle. Les habitants offrirent aussitôt de capituler; mais pendant qu'on traitait des conditions, Jacquin, capitaine des aventuriers, s'aperçut que personne ne gardait plus la brèche, et conduisit ses camarades à l'assaut et au pillage. Jacquin, accusé d'avoir ainsi entaché l'honneur français, fut pendu ensuite par ordre de La Palisse. Mais le commandement des chefs ne pouvait plus contenir les soldats; et la ville fut pillée avec une barbarie que redoublait le ressentiment des pertes faites à la bataille [2]. Le quatrième jour, Marc-Antonio Colonna rendit la forteresse; et bientôt les villes d'Imola, de Forli, de Césène et de Rimini, aussi bien que plusieurs de leurs citadelles, envoyèrent leur soumission au camp français. Le cardinal-légat de San-Sévérino prit possession de toutes au nom du concile de Milan [3].

La nouvelle de la défaite de Ravenne avait été portée à Rome en quarante-huit heures par Octavien Frégose, et elle y avait répandu la consternation. Les cardinaux, accourant auprès du pape, l'avaient supplié de profiter des dispositions pacifiques que l'on connaissait à Louis XII, pour sauver Rome et l'église d'une invasion qu'aucune force humaine ne pouvait plus repousser. Ils lui représentaient que son propre neveu était d'accord avec les Français; que, parmi les barons romains, Roberto Orsini, Pompéo Colonna, Antonio Savelli, Piétro Margano, Renzo de Céri, avaient reçu de l'ar-

[1] *Fr. Guicciardini.* L. X, p. 591. — *Fr. Belcarii.* L. XIII, p. 389. — *Jacopo Nardi.* L. V, p. 238. — [2] Mémoires de Fleuranges. p. 100. — Mémoires de Bayard. Ch. LV, p. 316. — *Fr. Belcarii.* L. XIII, p. 390. — *Petri Bembi.* L. XII, p. 278. — [3] *Fr. Guicciardini.* L. X, p. 592. — *Paolo Giovio, Vita di Alfonso.* p. 88. — *Jacopo Nardi, Ist. Fior.* L. V, p. 238.

gent du roi pour lever des soldats, et se préparaient à joindre l'armée; qu'enfin il devait regarder comme un jugement de Dieu la défaite qui renversait ses projets pour l'affranchissement de l'Italie. D'autre part, les ambassadeurs du roi d'Aragon et des Vénitiens rappelaient à son esprit les ressources qui lui restaient encore, et les secours qu'il devait attendre des Suisses et du roi d'Angleterre. Ils réveillaient son courroux contre le concile de Pise, et surtout contre les cardinaux de San-Sévérino et de Carvajal : ils le pressaient de se mettre en sûreté avec sa cour, ou dans le royaume de Naples, ou dans l'état de Venise; et ils lui représentaient que la prise de Rome ne serait après tout que le malheur d'une ville, tandis que la paix entraînerait l'anéantissement de l'autorité pontificale [1].

Jules II, s'abandonnant tour à tour à la terreur ou à la colère, ne prenait aucun parti, et répondait presque toujours à chacun par des paroles offensantes. Il écoutait avidement ceux qui lui faisaient entrevoir des moyens de résistance; mais l'idée de quitter Rome, et de se mettre dans la dépendance d'une autre puissance, lui était odieuse. Il avait fait venir à Civitta-Vecchia le Génois Biascia, capitaine de ses galères, pour que sa flotte fût prête à le recevoir s'il devait s'enfuir; et bientôt il le renvoya sans déclarer quel parti il avait pris. Il consentit enfin à prêter l'oreille aux propositions de paix que les cardinaux de Nantes et de Strigonie avaient été chargés de lui faire au nom de Louis XII. Ces conditions leur avaient été envoyées avant que la cour de France connût l'issue de la bataille de Ravenne; et sachant combien le roi désirait la paix, ils ne crurent point devoir les changer, quelque avantageuses qu'elles fussent pour le pape. Louis XII

[1] *Fr. Guicciardini.* L. X, p. 593. — *Raynaldi Annal. eccles.* 1512, § 22, p. 112. — *Fr. Belcarii.* L. XIII, p. 390. — *Petri Bembi.* L. XII, p. 280. — *Paolo Giovio, Vita di Leone X.* L. II, p. 130. — *Ejusdem Vita di Alfonso d'Este*, p. 89.

offrait donc, par leur entremise, la dissolution du concile de Pise, la restitution de Bologne, la cession de Lugo et de tout ce que la maison d'Este possédait en Romagne ; l'abandon enfin du droit de faire du sel à Comacchio ; et il ne demandait en retour que la levée de l'interdit, la révocation de toutes les sentences ecclésiastiques, et la restitution aux Bentivoglio de leurs biens-fonds. Le pape, d'après les instances réitérées de ses cardinaux, consentit à traiter à ces conditions ; et il en donna la commission au cardinal de Finale et à l'évêque de Tivoli, qui résidaient en France : mais il ne leur envoya point de pouvoirs pour conclure ; et il déclara, au contraire, aux ambassadeurs d'Aragon et de Venise que cette condescendance apparente n'était qu'un stratagème pour désarmer la France et gagner du temps [1].

Louis XII en effet, loin de se laisser enfler d'orgueil par la victoire de Ravenne; de compter sur les protestations de Maximilien, qui promettait de ne pas ratifier l'armistice avec Venise, signé sans ses ordres ; ou de se reposer sur l'alliance des Florentins, qu'ils avaient renouvelée dans la première terreur de la victoire des Français, n'en montrait que plus d'ardeur pour se réconcilier avec le pape. Il accepta la médiation que les Florentins lui offraient, et leur envoya le président du parlement de Grenoble avec son acceptation des propositions qu'on lui avait faites [2].

Mais pendant ce temps, le pape ayant appris par Jules de Médicis, que lui envoyait le cardinal-légat, dans quel désordre se trouvait l'armée française commençait à se rassurer. Ferdinand avait promis de renvoyer en Italie le grand capitaine Gonsalve de Cordoue, dont le nom seul relevait les espé-

[1] *Fr. Guicciardini.* L. X, p. 594. — *Petri Bembi.* L. XII, p. 279. — *Raynaldi Annal. eccles.* 1512, § 23, p. 112. — *Fr. Belcarii.* L. XIII, p. 390. — [2] *Fr. Guicciardini.* L. X, p. 597. — *Scipione Ammirato.* L. XXVIII, p. 302. — *Raynaldi,* § 24, p. 112. — *Fr. Belcarii.* L. XIII, p. 391.

rances de tout son parti; et déjà il y avait fait passer Solis avec deux mille soldats espagnols, et Hugues de Moncade, vice-roi de Sicile [1]. Le duc d'Urbin avait demandé et obtenu de rentrer en grâce auprès du pape, son oncle; il lui avait promis deux cents hommes d'armes et quatre mille fantassins, et il avait été de nouveau déclaré général de l'armée pontificale [2]. Les barons romains, qui avaient traité avec la France, avaient ensuite fait de nouveaux arrangements avec le pape, en vertu desquels ils gardaient l'argent qu'ils avaient reçu, en se dispensant des obligations qu'ils avaient contractées [3]. Enfin, La Palisse, sur le bruit d'une prochaine invasion des Suisses, s'était rapproché de Milan, et n'avait laissé au cardinal de San-Sévérino, pour couvrir la Romagne, que trois cents lances, trois cents chevau-légers et six mille fantassins [4]. Le pape, déposant dès lors toute intention pacifique, écrivit à Venise au cardinal de Sion, qu'au lieu de lever pour lui six mille Suisses, il en levât douze mille, ou même qu'il engageât à son service tous ceux qui se présenteraient [5].

L'époque annoncée pour l'ouverture du concile de Latran était arrivée; et malgré la guerre, beaucoup de prélats d'Italie, d'Espagne, d'Angleterre et de Hongrie, s'étaient rassemblés à Rome. Trois semaines après la bataille de Ravenne, Jules II put faire solennellement, le 3 mai, l'ouverture du concile; et, à la première session, il se trouva quatre-vingt-trois évêques présents [6]. Se sentant fort de l'appui de l'église assemblée, Jules voulut aussi inspirer son courage aux cardinaux qui jusqu'alors lui avaient conseillé la paix. Il fit lire en plein consistoire les propositions de Louis XII; mais le cardinal d'Ébora, sujet du roi d'Aragon, et celui d'York, sujet du roi d'An-

[1] *Jo. Marianæ Hist. Hisp.* L. XXX, c. IX, p. 315. — [2] *Fr. Guicciardini.* L. X, p. 594, — *Fr. Belcarii.* L. XIII, p. 391. — [3] *Fr. Gucciardini.* L. X, p. 596. — [4] *Ibid.* — [5] *Paolo Giovio, Vita di Leone X.* L. II, p. 131. — [6] *Fr. Guicciardini.* L. X, p. 596. — *Scipione Ammirato.* L. XXVIII, p. 302. — *Raynaldi Annal. eccles.* 1512, § 28, p. 113. — *Jo. Marianæ de rebus Hispan.* L. XXX, cap. X, p. 315. — *Fr. Belcarii.* L. XIII, p. 391.

gleterre, prirent tous deux la parole pour lui représenter qu'il serait honteux de traiter sans tous ses alliés. Le pape parut céder au conseil qu'il s'était fait donner, et, pour montrer qu'il avait renoncé à toute idée de paix, il émit un monitoire contre le roi de France, pour le sommer, sous toutes les peines que peut prononcer l'église, de remettre en liberté le cardinal de Médicis, qu'il retenait prisonnier [1].

C'était dans les Suisses que reposait la principale espérance de Jules II ; et il avait trouvé dans le cardinal de Sion un agent auprès d'eux non moins impétueux que lui, et non moins constant dans ses ressentiments. La querelle des Suisses avec la France, commencée par avarice, était devenue pour eux une affaire d'orgueil. Ce n'étaient plus les pensions refusées, c'était le ton méprisant du roi, c'était son dédain pour des paysans et des roturiers, qui leur mettaient les armes à la main. Les partisans de la France avaient encore, autant qu'ils avaient pu, résisté dans la diète de Zurich au torrent de la haine populaire, et ils avaient prévenu une déclaration de guerre : mais ils n'avaient pu empêcher qu'on n'accordât au pape la permission de lever dix mille hommes dans les cantons ; et il avait été facile ensuite au cardinal de Sion d'étendre cette levée autant qu'il l'avait voulu [2].

Malgré les réclamations de la France, le premier rendez-vous de cette armée fut à Coire. Les Grisons déclarèrent qu'entre leur alliance avec les cantons et celle avec la France, la première, qui était la plus ancienne, devait l'emporter. L'expérience des deux dernières années avait prouvé que les Suisses, pour tenir la campagne, ne pouvaient se passer de gendarmerie et de cavalerie légère. Il leur importait donc de se réunir à une armée ou vénitienne, ou pontificale, avant d'entrer sur le territoire ennemi. La route la plus courte pour atteindre

[1] *Fr. Guicciardini.* L. X, p. 598. — *Fr. Belcarii.* L. XIII, p. 392. — [2] *Fr. Guicciardini* L. X, p. 599. — *Fr. Belcarii.* L. XIII, p. 384.

l'état vénitien était par l'évêché de Trente; et ils obtinrent de Maximilien la permission d'emprunter son territoire.

On peut hésiter à décider si la conduite de Maximilien doit être attribuée à l'inconséquence de son caractère ou à sa perfidie; mais les résultats furent ceux qu'aurait pu avoir la plus insigne mauvaise foi. La ville de Vérone avait toujours été gardée par une garnison française, quelque besoin que Louis XII eût ailleurs de ses troupes. Maximilien avait convoqué en son nom le concile de Pise; et ensuite il ne l'avait fait reconnaître ni dans l'empire, ni dans ses états héréditaires, laissant à Louis XII tout l'odieux d'avoir suscité un schisme. Son ambassadeur à Rome avait signé, le 6 avril, une trêve de dix mois avec les Vénitiens, non seulement sans y comprendre son allié, qui était alors même attaqué par des ennemis puissants, mais encore en tâchant de lui débaucher une partie de ses troupes. Maximilien avait juré qu'il ne ratifierait point cette trêve; et moyennant une nouvelle gratification de dix mille florins il la ratifia, mais en secret. En cachant à Louis XII cette transaction, il en augmentait le danger pour la France. Enfin, en accordant aux Suisses un passage au travers de ses états pour attaquer les Français, il passait, sans provocation, d'une intime alliance à un acte ouvert d'hostilités.

L'habileté de Ferdinand-le-Catholique, le monarque le plus faux et le plus intrigant de l'Europe, avait dirigé la conduite et changé toutes les dispositions de Maximilien. Celui-ci, dans le temps même de son union la plus intime avec la France, n'avait jamais déposé son ancienne haine contre cette couronne; d'ailleurs il formait toujours des projets gigantesques, dont il se dégoûtait au moment de l'exécution. Ferdinand, pour le consoler de n'avoir pas achevé la conquête de l'état de Venise, et de n'avoir pas ensuite conduit en triomphe une armée allemande à Rome, pour y prendre la couronne impériale, lui

proposa de chasser les Français de toute la Lombardie, de faire valoir sur les pays qu'ils occupaient les droits dès longtemps oubliés de l'empire, de rendre enfin le duché de Milan au cousin germain de sa femme, à Maximilien Sforza, fils de Louis-le-Maure, qui depuis longtemps était réfugié à sa cour. En éveillant ainsi son ambition et sa vanité, il l'engagea à s'associer à la sainte ligue, à laquelle il pouvait être utile[1].

Six mille Suisses avaient dû se rassembler à Coire, à la solde du pape, et autant à la solde des Vénitiens; mais quoique le premier par avarice, les seconds par la pauvreté où les avait réduits une longue guerre, n'envoyassent qu'avec lenteur l'argent nécessaire aux levées, quoique ces deux puissances ne payassent pour engagement qu'un florin du Rhin par homme, tandis que les Français avaient toujours donné bien davantage; telle était cependant la haine du peuple pour ces derniers, et la fureur avec laquelle les Suisses s'engageaient dans une guerre qu'ils regardaient comme nationale, que l'armée assemblée à Coire se trouva forte de vingt mille hommes, et que, durant sa marche dans l'évêché de Trente et dans le Véronais, elle supporta sans murmurer le retard des soldes, le manque des vivres et tous les genres d'incommodités[2].

La situation de La Palisse, qui commandait l'armée française, était devenue extrêmement difficile. Mal d'accord avec le cardinal de San-Sévérino, légat du concile, qui disputait son autorité, il ne l'était pas davantage avec le général de Normandie, chargé de l'administration civile du duché de Milan, qui considérait la guerre en financier plutôt qu'en homme d'état : celui-ci s'était hâté après la victoire de licencier l'infanterie italienne; et, lorsqu'il donna ensuite à Frédéric de Bozzolo l'ordre de lever de nouveau six mille hommes,

[1] *Fr. Guicciardini.* L. X, p. 600. — *Jacopo Nardi.* L. V, p. 239. — *Paolo Giovio, Vita di Leone X.* L. II, p. 135. — [2] *Fr. Guicciardini.* L. X, p. 600. — *Petri Bembi Hist. Ven.* L. XII, p. 280. — *Fr. Belcarii.* L. XIII, p. 393.

il se trouva sans argent pour avancer leur engagement, et sans crédit, à cause des chances fâcheuses qui commençaient à menacer les Français. La Palisse d'ailleurs n'était général que par intérim ; son rang n'était pas assez élevé pour faire taire toutes les jalousies de ses subordonnés, ou pour satisfaire pleinement leur orgueil : aussi ne pouvait-il obtenir d'eux l'obéissance qu'ils avaient montrée à Gaston de Foix. La gendarmerie française donnait aux autres corps l'exemple de l'indiscipline, fatiguée de la guerre, et voyant peu de chances de succès, elle désirait elle-même la perte du duché de Milan, pour pouvoir se retirer en France. D'ailleurs les censures de l'église et la honte de combattre pour soutenir un schisme, faisaient impression sur l'esprit des soldats. On en avait eu la preuve lorsque le cardinal de Médicis avait été conduit prisonnier à Milan : il avait été reçu sous les yeux du concile ennemi, avec un redoublement de respect ; et comme Jules II lui avait accordé le pouvoir de relever des censures ecclésiastiques les soldats qui s'engageraient à ne plus servir contre l'église, et d'accorder aux mourants la sépulture en terre sainte, une foule avide l'entourait sans cesse pour obtenir ces grâces, et les généraux français, malgré les plaintes du concile, ne s'opposaient point à ce qu'il les distribuât [1].

Louis XII, pour former l'armée qu'il opposait au roi d'Angleterre, avait rappelé en France les deux cents gentilshommes et les archers de sa garde, aussi bien que deux cents lances ; d'autre part, il avait réclamé des Florentins les trois cents hommes d'armes qu'ils étaient obligés de lui fournir. Il ne restait à La Palisse que treize cents lances françaises et dix mille fantassins ; et ces troupes étaient dispersées sur une grande étendue de pays, en Romagne, au Finale de Modène, à Parme, et sur les confins du Véronais. Il leur donna rendez-

[1] *Fr. Guicciardini.* L. X, p. 598. — *Paolo Giovio, Vita di Leone X.* L. II, p. 132.

vous à Pontoglio, pour se mettre à portée d'observer et d'arrêter les Suisses ; et dans ce but, il fut obligé de laisser à découvert Bologne, pour la défense de laquelle les Français avaient fait jusqu'alors de si grands sacrifices [1].

Les Suisses, descendus par l'évêché de Trente dans le Véronais, avaient trouvé à Villa-Franca, près de Vérone, Jean-Paul Baglioni, général des Vénitiens, avec quatre cents hommes d'armes, huit cents chevau-légers, six mille fantassins et une bonne artillerie. Comme après cette réunion ils mettaient en délibération s'ils marcheraient sur Ferrare, une lettre de M. de La Palisse au général de Normandie, interceptée par les Stradiotes, leur fut apportée, et leur fit connaître l'impossibilité où se trouvaient les Français de défendre Milan, en sorte qu'il résolurent de tourner de ce côté leurs efforts. La Palisse s'était d'abord avancé de Pontoglio à Castiglion delle Stivère, ensuite à Valeggio sur le Mincio ; mais, désespérant de tenir cette position, il s'était replié sur Gambara, puis de nouveau sur l'Oglio, à Pontévico. Pendant ce temps, l'armée espagnole et pontificale, à laquelle on avait laissé tout le temps de se rétablir, avait recouvré Rimini, Césène, Ravenne, avec les forteresses et toutes les places de Romagne : elle menaçait Bologne, pour la défense de laquelle La Palisse, cédant aux instances des Bentivoglio, avait fait avancer les trois cents lances laissées à Parme. Sous ses ordres immédiats, La Palisse n'avait à Pontévico que mille lances françaises, et six ou sept mille fantassins tout au plus ; le reste était distribué dans les places de Brescia, de Peschiéra et de Légnago [2].

Bientôt La Palisse apprit que l'armée de Baglioni et des Suisses avait traversé le Mincio sur les terres du marquis de Mantoue, qui ne pouvait refuser le passage à personne. Le

[1] *Fr. Guicciardini.* L. X, p. 600. — *Fr. Belcarii.* L. XIII, p. 393. — [2] *Fr. Guicciardini.* L. X, p. 601. — *Fr. Belcarii.* L. XIII, p. 393. — *Jacopo Nardi.* L. V, p. 239. — *Jo. Marianæ de rebus Hispan.* L. XXX, c. XI, p. 317.

premier assembla un conseil de guerre, qui jugea impossible de tenir tête aux ennemis, autrement qu'en distribuant l'armée dans les places-fortes, pour lasser l'impétuosité des Suisses, et épuiser les finances du pape et des Vénitiens. Dans ce but, il envoya deux mille fantassins à Brescia, avec cent cinquante lances françaises et cent hommes d'armes florentins ; à Crémone, cinquante lances et mille fantassins ; à Bergame, cent hommes d'armes florentins et mille fantassins, et il ne lui resta plus à Pontévico, que sept cents lances, deux mille fantassins français et quatre mille allemands. A peine avait-il fait cette distribution de ses forces, qu'un héraut d'armes de Maximilien vint sommer tous les Allemands qui étaient dans son armée de l'abandonner, et de s'abstenir de combattre le pape. Les Allemands, presque tous Tyroliens, et sujets immédiats de l'empereur, obéirent sans hésiter, empressés de séparer leur fortune de celle d'une armée en retraite, et qui commençait à éprouver l'adversité. Leur départ laissa La Palisse dans l'impossibilité de défendre le duché de Milan ; aussi son armée abandonna-t-elle Pontévico par un mouvement tumultueux, pour se retirer à Pizzighettone, sur l'Adda [1].

Les Suisses avançaient toujours ; ils passèrent l'Oglio, et arrivèrent, le 5 juin, devant Crémone, que le mouvement rétrograde de La Palisse laissait à découvert. La garnison se retira aussitôt dans la citadelle, et la ville offrit de capituler : mais les Vénitiens prétendaient qu'elle leur fût remise ; les Suisses voulaient en prendre possession au nom de Maximilien Sforza, duc de Milan ; ces derniers, qu'on n'osait mécontenter, l'emportèrent, et l'étendard du duc de Milan fut relevé à Crémone, tandis que Bergame, vers le même temps, se souleva sans secours étrangers, et ouvrit ses portes aux Vénitiens [2].

[1] *Fr. Guicciardini.* L. X, p. 602. — *Fr. Belcarii.* L. XIII, p. 393. — *Petri Bizarri Hist. Genuens.* L. XXVIII, p. 432. — Mémoires de Fleuranges. p. 103. — Mémoires de Bayard ch. LV, p. 318. — [2] *Fr. Guicciardini.* L. X, p. 602.—*Petri Bembi.* L. XII, p. 280.

La Palisse, ayant rappelé à lui les trois cents lances françaises qui occupaient Bologne, passa l'Adda à Pizzighettone, et en deux jours se porta à Pavie. Milan se trouvait alors tout à fait à découvert. Jean-Jacques Trivulzio, le général de Normandie, Anton-Marie Palavicino, Galéazzo Visconti, et tous les Français, en partirent pour se sauver en Piémont. Ils emmenèrent avec eux le cardinal de Médicis; mais comme celui-ci devait passer le Pô, entre Piève del Cairo et Bassignano, quelques-uns de ses amis ameutèrent les paysans du voisinage, l'enlevèrent aux gardes qui le conduisaient, et le remirent en liberté. Les restes fugitifs du concile de Pise avaient quitté Milan peu de jours auparavant. Cette assemblée, en se séparant, prononça par une bravade ridicule contre Jules II, une sentence par laquelle elle le suspendait de l'administration spirituelle et temporelle de l'église [1].

La Palisse croyait pouvoir se maintenir à Pavie, tandis que Trivulzio et le général de Normandie lui représentaient que, dans un pays prêt de toutes parts à se soulever, il ne pouvait, sans fantassins, lutter contre une armée aussi formidable que celle qui l'attaquait. Ils disputaient encore, lorsque l'armée de la ligue, ayant occupé Lodi sans résistance parut devant Pavie, et commença à faire jouer son artillerie contre le château. Les Français, qui craignaient que toute retraite ne leur fût coupée, n'hésitèrent plus; ils évacuèrent Pavie, mettant à l'arrière-garde le petit nombre de fantassins allemands qui leur étaient restés; mais les Suisses entrèrent dans la ville avant qu'ils en fussent sortis, et escarmouchèrent avec eux dans toute la longueur de ses rues. L'armée en retraite, après être sortie de Pavie par le pont de pierre sur le

— *Jacopo Nardi*. L. V, p. 240. — *Fr. Belcarii*. L. XIII, p. 394. — [1] *Fr. Guicciardini*. L. X, p. 602. — *Fr. Belcarii*. L. XIII, p. 394. — *Raynaldi Annal. eccles*. 1512, § 59, p. 120. — *Jo. Marianæ*. L. XXX, c. X, p. 315. — Mémoires du chevalier Bayard. Ch. LV, p. 318. — *Paolo Giovio, Vita di Leone X*. L. II, p. 136.

Tésin, devait encore passer sur un pont de bois le bras de la même rivière qu'on nomme Gravelone. Dans la précipitation de sa marche, l'artillerie, les chevaux, les bagages, s'amoncelèrent sur ce pont; il rompit sous le poids, et toute la partie de l'arrière-garde qui était restée sur l'autre bord, fut tuée ou faite prisonnière [1].

Le passage du Gravelone et du Pô mit fin à la poursuite de l'armée française, qui continua sa retraite sans être inquiétée; mais tous les pays qu'elle laissait derrière elle changeaient rapidement de gouvernement. Les Bentivoglio s'étaient enfuis de Bologne; et le duc d'Urbin occupa cette ville avec les troupes de l'église. Le pape, ne pouvant pardonner aux Bolonais les outrages qu'ils avaient faits à sa statue, les priva de la nomination de leurs magistrats et de tous leurs priviléges, condamna les plus riches citoyens à de lourdes amendes, et mit même en délibération s'il ne raserait pas la ville, pour en transporter tous les habitants à Cento [2].

Jules II n'avait point renoncé à son projet d'affranchir Gênes, sa patrie; et il chargea Janus Frégoso, qui servait alors à la solde des Vénitiens, de l'effectuer. Mais les Génois, pleins encore du souvenir de ce que leur avait coûté leur dernière révolte contre la France, étaient déterminés à ne faire aucun mouvement; ils déclarèrent même à leur gouverneur François de la Rochechouart, qu'ils le seconderaient de toutes leurs forces. Celui-ci, néanmoins, savait trop combien ses vexations l'avaient rendu odieux pour se fier à ces promesses. Lorsqu'il apprit l'approche de Janus Frégoso, il se réfugia dans la citadelle de la Lanterne avec sa garde, et ne voulut plus en sortir, malgré toutes les instances des Génois. La ville demeura trois jours sans gouvernement, jus-

[1] *Fr. Guicciardini.* L. X, p. 603.— *Fr. Belcarii.* L. XIII, p. 394. — Mémoires de Fleuranges. p. 104.— Mémoires de Bayard. Ch. LV, p. 319. — *Jacopo Nardi.* L. V, p. 240. — *Paolo Giovio, Vita di Leone X.* L. II, p. 139. — [2] *Fr. Guicciardini.* L. X, p. 604

qu'à l'arrivée de Janus Frégoso, qui, le 29 juin 1512, fut enfin nommé doge par acclamation. L'indépendance de la république fut reconnue par les alliés, moyennant douze mille ducats, qu'elle envoya au cardinal de Sion pour les Suisses; et Frégoso, le nouveau doge, s'empressa d'assiéger les deux citadelles qu'occupaient les Français. Celle du Castelletto se rendit au bout de huit jours; mais celle de la Lanterne tint longtemps encore [1].

Le cardinal de Sion, que le pontife avait nommé son légat auprès de l'armée alliée, prenait possession de toutes les villes de la Lombardie au profit de la sainte ligue; et Maximilien Sforza, fils de Louis-le-Maure, au nom duquel toutes ces victoires étaient remportées, et que l'on proclamait comme nouveau duc de Milan, se voyait rançonné ou trahi par tous ses prétendus alliés; selon le sort aussi juste qu'inévitable de tout souverain qui, pour remonter sur le trône, emprunte des armes étrangères, et qui veut régner au prix de tous les malheurs de son pays. Les Suisses accablaient ses sujets de contributions ruineuses; ils avaient imposé une rançon de soixante mille ducats à Milan, pour racheter cette ville du pillage; de quarante mille à Pavie, de trente mille à Lodi, de vingt mille à Parme, de vingt mille à Plaisance [2]. A peine la diète de Zurich s'était terminée, que de nouveaux bataillons suisses avaient passé les montagnes, non pour secourir leurs compatriotes qui n'en avaient pas besoin, mais pour partager les dépouilles de la Lombardie. Non contents de ces contributions, ils s'emparèrent de la ville de Locarno et de son district; les Grisons, de Chiavenne et de la Valteline; et le pape, avec un oubli plus grand encore des droits de son allié, réunit à l'église Parme et Plaisance avec leurs terri-

[1] *Ubertus Folietæ Genuens. Hist.* L. XII, p. 708-709. — *Petri Bembi Sen. Pop. q. Genuens. Hist.* L. XVIII, p. 432. — [2] *Petri Bembi Hist. Ven.* L. XII, p. 281. Il exprime toujours les sommes en langage classique, en livres d'or pour cent ducats.

toires, sous prétexte que ces villes, qui avaient volontairement ouvert leurs portes à son armée, avaient anciennement fait partie de l'exarchat de Ravenne, et de la concession faite par Charlemagne à l'église; en sorte que le droit du saint-siége à leur souveraineté était bien antérieur aux prétentions des empereurs allemands ou à la fondation du duché de Milan [1].

[1] *Fr. Guicciardini.* L. X, p. 603. — *Fr. Belcarii.* L. XIII, p. 394. — *Giov. Cambi Ist. Fior.* T. XXI, p. 297. — *Paolo Giovio, Vita di Leone X.* T. II, p. 141.

CHAPITRE IV.

Soumission du duc de Ferrare au pape, et sa fuite de Rome. Entrée des Espagnols en Toscane; sac de Prato; déposition de Sodérini; rappel des Médicis au gouvernement de Florence. Discorde entre les confédérés de la sainte ligue; nouvelles négociations; mort de Jules II.

1512-1513.

Lorsqu'on voit des actes de férocité, des violences criminelles et honteuses, souiller les révolutions par lesquelles des peuples asservis ont tenté de recouvrer leur indépendance, on est souvent disposé à supposer aux nations une haine profonde, invétérée, implacable contre leurs oppresseurs; à croire qu'elles l'ont contenu aussi longtemps qu'il ne se présentait à elles aucune espérance de secouer le joug, et qu'elles lui ont donné l'essor dès qu'elles ont trouvé une occasion favorable pour le faire. Encore que la haine ou l'esprit de vengeance ne soient pas des sentiments nobles, une certaine admiration involontaire s'attache à toutes les affections vigoureuses; leur intensité seule excite une sorte de sympathie, et l'on a vu quelquefois des hommes distingués par leur humanité et leur philosophie excuser, prêcher même les vengeances populaires, qui leur paraissaient propres à relever l'énergie des opprimés.

Cependant ils faisaient presque toujours trop d'honneur à une mauvaise action, en l'attribuant à un principe noble. La férocité des peuples est le plus souvent en eux le symptôme de la lâcheté et de la faiblesse. La haine, qui se manifeste par une explosion si violente, est ordinairement née au moment seulement où il n'y avait plus de danger à la satisfaire. C'est un des mauvais penchants de notre nature, et un penchant qui se déploie en toute occasion dans les animaux, dans les enfants et dans la populace, que celui d'attaquer quiconque paraît trop faible pour se défendre. Les timides oiseaux de la basse-cour accablent de coups de bec le pigeon ou le poulet malade; les chiens poursuivent avec fureur tout animal, tout homme qui fuit devant eux; les enfants s'acharnent après un idiot, après un insensé, qui devrait leur inspirer de la pitié; la populace accable de ses outrages le malheureux exposé au pilori, dont elle ignore le plus souvent la faute. Dès qu'on désigne à sa colère une secte, un parti, une nation; sans examiner leurs torts, sans comprendre seulement en quoi ils diffèrent d'avec elle; elle s'irrite par le mouvement et elle arrive aux derniers outrages, aux actes de la plus effrénée férocité, encore que rien n'ait pu exciter son ressentiment. Une armée en fuite peut avec peine se dérober à la poursuite des paysans mêmes qui, avant le combat, faisaient des vœux pour elle.

Les Français étaient forcés d'évacuer l'Italie entière; chacun crut avoir contre ces maîtres dépossédés les motifs de ressentiment les plus légitimes, parce que chacun voulut faire usage de tout le pouvoir qui se trouvait momentanément entre ses mains, et parce que, s'exaltant par l'émotion que la multitude communique toujours, il prit pour un sentiment propre l'effet des cris et des injures qui retentissaient à ses oreilles. Peu de semaines auparavant, l'armée espagnole et pontificale avait été défaite à la bataille de Ravenne; et les fuyards, en tra-

versant de nouveau l'état même du pape, avaient été dépouillés, maltraités, massacrés ; les Italiens par leurs compatriotes, les Espagnols par des hommes qui n'avaient encore eu le temps de souffrir de leur part aucune vexation. Chaque fois que les Allemands éprouvaient quelque échec dans la Marche trévisane ou le Friuli, le déchaînement des paysans de ces contrées, qui avaient tant souffert, était le même contre eux. Le tour des Français vint lorsqu'on devait le moins s'y attendre; et ils furent, comme leurs rivaux, exposés à toute la fureur de la populace.

Les quatre nations étrangères qui faisaient alors la guerre en Italie, avaient toutes également donné des preuves d'une cupidité insatiable et d'une effrayante férocité. Les Espagnols, les Allemands, les Suisses et les Français n'avaient à cet égard rien à se reprocher les uns aux autres. Les Français seuls ne joignaient point l'avarice à l'avidité commune à tous. Ce qu'ils s'étaient fait donner, ce qu'ils avaient pillé dans l'abus de la victoire, ils le dispensaient ensuite d'une main libérale; et ils se retrouvaient, au bout de peu de jours, aussi légers d'argent qu'avant le pillage. Dans la poursuite de la victoire, dans le sac d'une ville, dans le premier établissement de leurs quartiers, leur rage ne semblait jamais pouvoir être assouvie par assez de sang; leur arrogance n'épargnait personne : mais peu de jours, peu d'heures souvent leur suffisaient pour former des relations avec le bourgeois, avec le paysan chez qui ils s'étaient établis; la sociabilité, qui les distingue si éminemment, et qui pour eux est un besoin comme un instinct, leur faisait chercher bien vite ce qui pouvait les rapprocher de leurs hôtes ; ils avaient le désir de faire disparaître du visage de ceux-ci des traces d'humeur ou de mécontement qui les attristaient; ils s'étudiaient à rendre de petits services à ceux qu'ils avaient maltraités; ils travaillaient à élever la cabane qui devait remplacer la maison qu'ils avaient

brûlée, et ils buvaient en commun avec toute la famille le vin qu'ils avaient pris dans ses celliers. Sans savoir la langue de leurs hôtes, ils causaient avec eux ; et ils trouvaient le moyen de deviner ce qu'ils ne pouvaient entendre. S'ils donnaient souvent de la jalousie aux amants, aux maris, aux pères, ce n'était pas par la brutalité de vainqueurs impitoyables, mais par les soins officieux d'une galanterie soldatesque.

Les Espagnols, sobres, taciturnes, hautains et vindicatifs, n'abusaient pas moins que les Français du moment de la victoire, non qu'ils fussent enivrés comme eux par la frénésie des combats, mais parce qu'ils respectaient beaucoup moins encore la vie des hommes, et que les douleurs d'autrui ne leur faisaient aucune impression. Tel le soldat espagnol s'était montré le premier jour, tel il se montrait encore pendant toute la suite des relations qu'on pouvait former avec lui. Il avait pillé par avarice, et cette avarice ne se démentait jamais ; elle recherchait, à toute heure également, et de nouveaux gains, et de nouvelles épargnes, quoique le même homme dépensât quelquefois par orgueil et pour paraître magnanime, dans une occasion d'éclat, ce qu'il avait péniblement amassé pendant des années. Cet orgueil ne lui permettait jamais d'admettre un étranger à aucun degré de familiarité avec lui : il demeurait toujours à la même distance de la famille de ses hôtes ; et quoique sa langue se rapprochât assez de l'italien pour qu'il pût sans étude s'entendre avec les paysans, il ne l'employait jamais que pour quelques phrases de cérémonie, auxquelles il accoutumait ses hôtes ; il leur enseignait les égards qui étaient dus au *senhor soldado*, et il ne descendait point avec eux jusqu'à la conversation.

Les Suisses et les Allemands, sans être considérés comme un même peuple, avaient cependant trop de rapports les uns avec les autres, pour que les Italiens pussent assigner un caractère distinct à ces hôtes redoutables. Les Suisses, enorgueillis

de leur succès pendant les vingt dernières années, avaient plus d'insolence dans toute leur conduite. Deshabitués à reconnaître des supérieurs, ils se soumettaient plus difficilement à toute discipline; et, n'ayant depuis longtemps combattu qu'en soldats mercenaires, il ne voyaient dans la guerre que l'argent à gagner et ils lui sacrifiaient souvent leur foi et leur honneur. Les deux nations d'ailleurs étaient, à l'envi l'une de l'autre, féroces à l'égard des vaincus, avides et insatiables dans le pillage, avares pour conserver ce qu'elles avaient acquis. Toutes deux s'abandonnaient à une même intempérance; le droit de s'enivrer, semblait pour elles la meilleure récompense de la victoire. Indifférents pour les peuples au milieu desquels ils vivaient sans curiosité sur leurs mœurs ou leurs opinions, les Suisses et les Allemands, après leurs orgies, restaient dans un repos apathique : ils n'essayaient point de se faire entendre de leurs hôtes; et ils les laissaient douter qu'ils pussent, à l'égal des autres hommes, et penser, et aimer, et sentir.

Ravenne fut la première ville où les Français furent victimes de cette haine populaire qui éclatait tout à coup contre eux. Ils l'avaient, il est vrai, cruellement provoquée par le pillage de cette ville, au moment même ou ses magistrats signaient sa capitulation. Julio Vitelli, évêque de Città di Castello, qui avait commandé dans la citadelle de Ravenne, s'en rapprocha avec un corps de troupes, dès qu'il apprit que La Palisse s'en était éloigné. Les Français, à leur tour, offrirent de traiter, et l'évêque leur accorda une capitulation honorable; mais il leur réservait d'odieuses représailles pour la violation de la capitulation précédente. Au mépris de sa parole, il livra à la populace les quatre officiers les plus distingués de cette garnison; et il permit, à la honte de son caractère d'évêque et de lieutenant du pape, qu'on les ensevelît vivants sous ses yeux dans une fosse, avec la tête seule hors de terre,

et qu'on les y laissât périr dans un long et cruel supplice [1].

Au moment ou les Français évacuèrent la Lombardie, le déchaînement du peuple contre eux fut signalé par une égale cruauté. La populace de Milan égorgea tous les soldats français qui étaient restés dans leurs casernes ou leurs hôpitaux, après le départ de leurs chefs ; elle attaqua ensuite les boutiques et les magasins des marchands français pour les piller ; et l'on assure que quinze cents malheureux y furent massacrés par le peuple. De semblables horreurs furent commises à Como, immédiatement après l'évacuation de la ville. Les Français, dans leur retraite ne pouvaient s'écarter du corps d'armée principal ; tous ceux qui se dispersaient, tous ceux qui n'étaient plus en état de faire résistance, étaient massacrés par les paysans furieux ; aussi cette retraite coûta-t-elle à leur armée plus de soldats qu'une bataille [2].

Les Italiens ne croyaient point que ces outrages pussent jamais être vengés ; les Français ne possédaient plus en Italie que Brescia, Crême et Légnago, avec les citadelles de Milan, de Novare, de Crémone et de la Lanterne de Gênes [3]. D'ailleurs on les savait occupés au-delà des monts par une invasion puissante. Tandis que l'amiral Howard ravageait les côtes de Bretagne, le marquis de Dorset avait débarqué, le 8 juin, dans le Guipuscoa ; il avait joint Ferdinand avec six mille fantassins anglais, et il menaçait en même temps la Guienne et la Navarre. Il était peu probable qu'avec de tels ennemis sur les bras, Louis XII pût de toute la campagne songer à la Lombardie [4].

Le sort des alliés de la France n'était guère moins effrayant que celui des traîneurs qui s'étaient écartés de son armée.

[1] *Petri Bembi Hist. Ven.* L. XII, p. 279. — *Fr. Belcarii.* L. XIII, p. 390. — [2] *Muratori Annali d'Italia.* T. X, p. 86, ad ann. 1512. — [3] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XI, p. 4. — [4] Rapin Thoyras, Histoire d'Angleterre. T. XV, p. 45. — *Rymer, Acta publica.* T. XIII, p. 326. — *Hume's History.* Ch. XXVII, T. V, p. 114.

Alfonse d'Este, duc de Ferrare, était le plus exposé de tous. Jules II l'avait poursuivi avec l'acharnement le plus implacable; son pays était inondé de soldats barbares, ses forces étaient épuisées, et il ne pouvait au dehors espérer aucun secours. Dans cette détresse, il se confia à l'amitié et à la reconnaissance de Fabrice Colonna. Après avoir fait ce général prisonnier à la bataille de Ravenne, il avait refusé avec constance de le livrer aux Français. Pour le soustraire aux requisitions et même aux menaces de La Palisse, il l'avait fait passer à Ferrare et il venait lui rendre la liberté sans rançon. Fabrice intéressa pour le duc Alfonse toute sa puissante maison; et il engagea l'ambassadeur du roi catholique à intercéder pour lui auprès du pape, en représentant qu'Alfonse était fils d'une princesse d'Aragon [1]. Le marquis de Mantoue sollicita aussi Jules II en sa faveur. Ces médiateurs demandaient seulement un sauf conduit pour le duc de Ferrare, moyennant lequel il pût venir à Rome se jeter aux pieds du pape et obtenir son pardon. Le sauf conduit fut accordé; et l'ambassadeur d'Aragon, ainsi que Marc-Antoine Colonna, se firent garants de la liberté du duc.

Alfonse d'Este se rendit à Rome, disposé à se soumettre aux humiliations qui paraissaient pouvoir seules sauver sa souveraineté. Il y arriva le 4 juillet; et le pontife, flatté de cette démarche, parut se radoucir à son égard. Il suspendit les censures prononcées contre lui; et il consentit à ce que l'absolution lui fût donnée, non point aux portes de l'église, la corde au cou, et après avoir été frappé de baguettes par le pénitencier, mais dans le consistoire des cardinaux. Paris de Grassis, maître des cérémonies du pape, en régla d'avance les formalités avec lui, et convint des paroles que le duc prononcerait, et que Grassis a ensuite consignées dans son journal. « Père

[1] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XI, p. 1. — *Paolo Giovio, Vita di Alfonso.* p. 90. — *Jacopo Nardi, Ist. Fior.* L. V, p. 241. — *Jo. Marianæ de rebus Hispan.* L. XXX, c. XIII, p. 320.

« très saint et très clément, » lui dit Alfonse en se mettant à ses genoux, « je reconnais avec vérité, et je confesse que « j'ai péché de plusieurs manières intolérables, tant contre « la majesté divine, que contre Votre Sainteté, vicaire de « N. S. Jesus-Christ, et contre le saint-siége apostolique ; et « cela d'autant plus gravement, que moi-même, et mes pères, « et mes frères, nous en avons reçu de plus grands bienfaits ; « aussi suis-je accablé de repentir et de douleur, pour m'être « entaché d'ingratitude à l'égard de Votre Sainteté, et lui « avoir fait injure. » Après avoir dit ces mots, il devait gémir et verser des larmes, puis reprendre en ces termes : « C'est « à cause de cela que je me prosterne en suppliant aux pieds « de Votre Béatitude, et que j'embrasse ses genoux, implorant « ma grâce par la miséricorde divine et la pitié de Votre « Sainteté. Je promets que jamais à l'avenir je ne commettrai « aucune faute contre Votre Sainteté, et je me déclare prêt à « expier celles que j'ai commises, en supportant dans ma per- « sonne, ma principauté et ma fortune, toutes les peines que « Votre Sainteté m'infligera dans sa miséricorde. » Le pape, en réponse, récapitula dans un long discours toutes les fautes d'Alfonse d'Este ; il lui reprocha de ne s'humilier alors même que par force ; mais il finit par lui donner l'absolution [1].

Six cardinaux furent ensuite nommés par Jules II pour régler avec Alfonse son traité de pacification ; mais au bout de peu de jours ils lui déclarèrent que le pape était résolu à faire rentrer Ferrare sous le domaine immédiat de l'église. Seulement, comme Jules prétendait que tout le pays situé au midi du Pô appartenait au saint-siége, il comptait se faire rendre la ville d'Asti, occupée par les armes des coalisés ; et il la destinait à Alfonse en compensation de son ancien duché. Cette proposition fut un coup de foudre pour le duc de Fer-

[1] *Parisii de Grassis Diarium curiæ Rom.* T. III, p. 879 ; *apud Raynald. Annal.* 1512. T. XX, p. 122, § 71-76.

rare ; il y reconnut la malice d'Albert Pio, comte de Carpi, son ennemi personnel, et l'un des conseillers privés du pape. Bientôt il apprit que Reggio avait ouvert ses portes aux troupes de l'église, et que la Garfagnane avait été conquise par le duc d'Urbin ; il craignit que Ferrare, dont il avait confié la garde à son frère le cardinal Hippolyte, ne fût aussi attaquée pendant son absence, et il demanda son congé pour retourner chez lui. Le pape le refusa avec emportement ; mais l'ambassadeur d'Aragon et les Colonna déclarèrent qu'ils ne souffriraient point qu'on eût abusé de leur nom pour surprendre celui qu'ils recommandaient, et violer une parole qu'ils avaient garantie. Dès le lendemain Fabrice et Marc-Antoine Colonna conduisirent Alfonse à la porte voisine de Saint-Jean de Latran : quoique la garde y eût été doublée, ils la forcèrent, et emmenèrent à main armée leur hôte à leur château de Marino, d'où ils trouvèrent moyen de le faire repasser dans ses états [1].

La sainte ligue éprouvait déjà le sort de toutes les confédérations. Ses membres s'étaient crus d'accord, lorsqu'il ne s'agissait que de se défendre ; mais ils ne s'étaient pas attendus aux conquêtes que la fortune jetait entre leurs mains, et le succès avait développé une ambition nouvelle dans l'âme de chacun des confédérés. Le pape, le premier, avait en quelque sorte rompu le lien de l'association, en s'emparant de Parme et de Plaisance ; il violait ainsi, et les droits réclamés par l'empereur sur toute la Lombardie, et ceux du nouveau duc de Milan, Maximilien Sforza, que la ligue s'était engagée à rétablir, et ceux des peuples qui ne voyaient pas sans douleur le morcellement de leur ancien duché. Pour justifier l'extension inouïe que le pape voulait donner à l'exarchat de Ravenne, en y comprenant tous les pays situés à la droite du

[1] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XI, p. 3. — *Paolo Giovio, Vita di Alfonso.* p. 91. — *Jacopo Nardi, Ist. Fior.* L. V, p. 242. — *Fr. Belcarii Comment.* L. XIII, p. 395.

Pô, il prétendit que leur sujétion à l'église avait duré jusqu'en 1272 ; cependant, à cette époque, qu'il indiqua lui-même à son maître des cérémonies [1], il n'y eut aucun événement en Lombardie qui changeât ou restreignît le pouvoir du pape : seulement le vicariat de l'empire, que l'église romaine avait prétendu exercer, pendant le long interrègne qui suivit la mort de Frédéric II, et qui finit en 1273, à l'élection de Rodolphe de Hapsbourg, laissa peut-être dans les archives de l'église des traces confuses, que Jules II prit pour celles d'un droit de souveraineté [2].

Les prétentions de Maximilien n'étaient pas moins contraires que celles du pape aux précédents accords entre les confédérés. Ce monarque vaniteux, qui jamais n'avait mesuré ses projets avec ses forces, et qui, depuis la conclusion de la ligue de Cambrai, n'avait jamais rempli ses engagements dans aucune des guerres où il avait entraîné ses alliés, ne voulait, en changeant de parti, renoncer à aucune des espérances qu'il avait conçues. Il était entré dans la ligue des Vénitiens ; mais il n'en prétendait pas moins que ceux-ci lui abandonnassent tous leurs états de terre ferme : d'autre part, il ne voulait point rendre à Maximilien Sforza, son cousin, le duché de Milan qui avait été conquis pour lui. Mais les Suisses qui occupaient ce duché tout entier, et Jules II, qui voulait exclure d'Italie les barbares de toute dénomination quelconque, insistaient pour le rétablissement de Sforza sur le trône de ses pères [3].

Raymond de Cardone avait de nouveau rassemblé l'armée espagnole sur les confins du royaume de Naples, et il voulait s'avancer en Lombardie, pour faire vivre ses troupes aux

[1] *Parisii de Grassis.* T III, p. 198 ; *apud Raynald. Ann. eccles.*, T. XX, § 70, p. 122. — [2] *Chronicon Parmense.* T. IX. *Script. Rer. Ital.* p. 786. — *Chronicon Placentinum.* T. XVI. Ibid. p. 479, — [3] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XI, p. 5. — *Fr. Belcarii Comm.* L. XIII, p. 396.

dépens de cette contrée, et pour avoir plus d'influence sur la distribution des états occupés par la sainte ligue. Il demandait en conséquence au pape et aux Vénitiens de lui payer le subside de quarante mille ducats par mois, qu'ils s'étaient engagés à continuer jusqu'à ce que les Français fussent chassés de toute l'Italie; et il prétendait qu'on ne pouvait les regarder comme tels, tant que leurs garnisons occupaient Brescia, Crême et plusieurs autres forteresses. Le pape et les Vénitiens, d'autre part, ne désiraient point attirer dans ces provinces une armée nouvelle, ou se charger d'une dépense aussi considérable. Les Suisses continuaient à mettre le duché de Milan à contribution. Ils avaient engagé Charles III, duc de Savoie, à signer avec eux, à Bade, au mois de mai, une alliance défensive pour vingt-cinq ans; et ils en profitaient pour le détacher absolument de la France, aussi bien que le marquis de Saluces [1]. Les Vénitiens faisaient, sans la participation de leurs alliés, quelques tentatives sur Crême et sur Brescia, qui n'eurent pas de succès. De toutes parts on s'accusait, on se plaignait les uns des autres, et la défiance universelle annonçait la dissolution prochaine d'une ligue que des succès inespérés rendaient peu propre à se maintenir.

Sur un seul point les confédérés paraissaient d'accord entre eux; tous semblaient également déterminés à abuser envers la république de Florence de la supériorité de leurs forces. Celle-ci cependant n'avait offensé aucun des alliés; elle n'avait manqué à aucun de ses engagements; elle n'avait donné au roi de France d'autres secours que ceux auxquels elle s'était obligée par un traité négocié de concert avec Ferdinand-le-Catholique: elle s'était conformée scrupuleusement, avec les autres puissances, aux devoirs du bon voisinage; elle avait accordé aux fuyards de l'armée battue à Ravenne, un asile

[1] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XI, p. 4. — *Fr. Belcarii.* L. XIII, p. 396. — Guichenon, Hist. généalog. de la maison de Savoie. T. II, p. 196.

qu'ils avaient vainement cherché dans les états même du pape. Sa politique, il est vrai, avait été timide et vacillante. De crainte d'attirer sur elle l'attention et de se compromettre, elle ne s'était point unie de toutes ses forces aux Français; elle ne les avait point abandonnés non plus, en acceptant les propositions du roi d'Aragon; et elle n'avait point rendu sa neutralité respectable en se mettant en état de défense. Elle était demeurée neutre sans que personne lui sût gré de cette neutralité. Mais le sort d'un état faible est le plus souvent indépendant de sa prudence ou de ses fautes; le ressentiment de Jules II, les intrigues de Médicis et la cupidité des généraux eurent plus de part à la ruine de Florence que la politique de Sodérini.

Le pape et l'empereur, en faisant connaître à la république leur mécontentement, parurent tous deux lui offrir encore une voie pour échapper à l'orage. Le pape lui envoya son dataire, au mois de juillet, pour lui demander de déposer Sodérini, de se joindre à la sainte ligue contre les Français, et de rappeler tous les exilés, lui offrant à ce prix de lui rendre son amitié. Après trois jours de délibération, les conseils de Florence refusèrent de se soumettre à ces conditions [1]. D'autre part, Mathieu Lang, évêque de Gurck et secrétaire de Maximilien, qui venait représenter son maître dans un congrès des puissances de la ligue convoqué à Mantoue, offrit aux Florentins de les prendre sous la protection impériale moyennant une contribution de quarante mille florins; mais ceux-ci, sachant combien peu de fonds ils pouvaient faire sur les promesses de l'empereur, hésitèrent à se défaire de leur argent, pour acquérir une aussi faible garantie [2].

Les Florentins envoyèrent cependant Jean-Victor Sodérini, jurisconsulte et frère du gonfalonier, à la diète de Mantoue,

[1] *Scipione Ammirato.* L. XXVIII, p. 303. — [2] *Fr. Guicciardini.* T. XI, p. 6. — *Jacopo Nardi, Ist. Fior,* L. V, p. 246. — *Scipione Ammirato,* L. XXVIII, p. 304.

pour défendre leurs intérêts, et se faire admettre dans la pacification universelle. Julien de Médicis, le troisième des fils de Laurent-le-Magnifique, se présenta à cette même diète, pour demander le rétablissement de sa famille à Florence. Son exil et tous ses malheurs, dit-il, avaient été l'ouvrage des Français ; on ne pouvait donc pas plus douter de l'attachement de la maison de Médicis au parti de l'empire et de l'Espagne, que de celui des démocrates florentins aux Français ; et si les armées de la ligue avaient besoin d'argent, les Médicis en sauraient bien plus rassembler à Florence pour satisfaire leurs amis, que le parti populaire n'en pouvait offrir pour apaiser ses ennemis. L'argent était en effet le seul argument puissant sur l'esprit des alliés ; Raymond de Cardone en manquait absolument ; il avait fait avancer l'armée espagnole jusqu'à Bologne, mais elle refusait de faire un pas de plus si elle n'était pas payée ; Maximilien désirait qu'elle entrât en Lombardie pour contenir les Suisses et effrayer les Vénitiens ; et tous deux auraient préféré l'argent comptant des Florentins aux promesses lointaines des Médicis. De nouveau l'on fit entendre à Jean-Victor Sodérini que pour quarante mille florins il pouvait sauver la république ; mais au lieu de saisir rapidement ce parti, il se crut obligé de justifier sa patrie, de prouver qu'elle ne devait rien, qu'elle n'avait commis aucune faute ; l'occasion fut manquée, et la diète résolut de faire marcher l'armée espagnole et le cardinal de Médicis, légat de Toscane, sur Florence, pour en changer le gouvernement [1].

Une économie mal entendue et la crainte d'attirer sur eux l'attention de leurs voisins, avaient empêché les Florentins de s'armer au moment où les convulsions violentes qu'éprouvait l'Italie leur en faisaient un devoir de prudence. Après

[1] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XI, p. 8. — *Jacopo Nardi, Ist. Fior.* L. V, p. 247. — *Paolo Giovio, Vita di Leone X.* L. II, p. 142. — *Commentari di Filippo de Nerli de' fatti civili di Firenze.* L. V, p. 107.

avoir fourni au roi de France trois cents gendarmes, dont une partie était alors enfermée dans Brescia tandis que les autres, dévalisés par les Vénitiens, revenaient découragés, il ne leur en restait que deux cents, et leurs chefs n'avaient aucune réputation. Les milices de l'ordonnance n'avaient ni discipline, ni pratique de la guerre, ni confiance en elles-mêmes. On avait en hâte levé quelques milliers de fantassins étrangers; mais comme on ne s'était point donné le temps de les choisir, ils ne pouvaient soutenir la comparaison avec ceux des Vénitiens ou du pape, moins encore avec les Allemands ou les Espagnols [1].

Les forces avec lesquelles le vice-roi Raymond de Cardone venait attaquer Florence, n'étaient pas non plus très considérables. Il n'avait que deux cents hommes d'armes, que deux canons pris à Bologne pour toute artillerie, et aucun des équipages nécessaires à une armée. Mais il comptait dans la sienne cinq mille de ces mêmes Espagnols qui avaient combattu avec tant d'obstination à Ravenne, et qui, après avoir détruit une grande partie de l'infanterie allemande et française, avaient fait glorieusement leur retraite, sans se laisser entamer par les charges de toute la cavalerie victorieuse. Le vice-roi ne rencontra aucune opposition pour traverser l'Apennin avec cette petite armée [2]; parvenu à Barbérino, à quinze milles de Florence, il envoya déclarer aux Florentins que ce n'était point son intention ni celle de la ligue d'attaquer leurs propriétés, leurs lois ou leur liberté, et qu'il ne leur demandait que deux choses, l'éloignement du gonfalonier Sodérini, qui était suspect à tous les confédérés, et l'ad-

[1] *Fr. Guicciardini*. T. II, L. XI, p. 9. — *Comment. di Nerli*. L. V, p. 107. — [2] Macchiavel avait été envoyé, le 20 août, à Firenzuola et Scarpéria pour leur fermer le chemin; mais il arriva trop tard, et il avait trop peu de monde pour occuper le passage de *lo Stale*; plus en arrière, la montagne n'offrait plus de défilés susceptibles de défense. *Lettere di Macchiavelli, di Francesco Zati, di Balthasar Carducci, e Francesco Tosinghi*, des 21, 22 et 23 *août* 1512, *Legazioni*. T. VII, p. 431-438.

mission des Médicis dans Florence, non point comme princes, mais comme simples citoyens[1].

Le gonfalonier avait donné, pendant son administration, des preuves nombreuses de la modération de son caractère et de son amour pour la liberté ; mais il n'avait jamais possédé cette décision et cette fermeté qui, dans des circonstances difficiles, sont nécessaires aux chefs des états. Au moment de la crise qui le menaçait, il se conduisit aussi en homme doux et sage, mais non en homme de génie. Il rassembla le grand conseil pour lui communiquer la demande des ennemis, et il déclara que loin de vouloir que pour le défendre on exposât la république, il était prêt à sacrifier non seulement sa dignité, mais sa liberté et sa vie, pour le salut de Florence ; il invita seulement ses concitoyens à considérer s'ils pourraient contenir sous l'autorité des lois les Médicis ramenés à Florence par une armée étrangère ; et supposé qu'ils en reconnussent l'impossibilité, il les supplia de n'épargner ni leurs fortunes, ni le sang des soldats, ni celui des citoyens, pour sauver leur liberté, le bien le plus précieux de tous. « Que « personne d'entre vous ne se persuade, ajouta-t-il, que les « Médicis gouverneraient aujourd'hui comme avant leur expul- « sion. Ils avaient alors été élevés au milieu de nous, comme « des citoyens dans une condition privée ; leurs fortunes « étaient immenses ; personne ne les avait offensés et ils « comptaient sur la bienveillance universelle. Ils associaient « à leurs conseils les principaux citoyens, et loin de vouloir « étaler leur puissance, ils s'efforçaient de la couvrir sous le « manteau des lois. Mais aujourd'hui qu'ils ont vécu tant « d'années hors de Florence, qu'ils sont élevés dans des « mœurs étrangères, qu'ils connaissent mal les usages de « notre patrie, qu'ils ne se souviennent que de l'exil et des

[1] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XI, p. 10. — *Paolo Giovio, Vita di Leone X*, L. II, p. 144. — *Jacopo Nardi*, *Ist. Fior.* L. V, p. 248.

« rigueurs exercées contre eux ; aujourd'hui que leur fortune « personnelle est anéantie, qu'ils se sentent offensés par tant « de familles, qu'ils savent que la plus grande partie et pres- « que la totalité de la nation a la tyrannie en horreur, ils ne « pourront plus prendre de confiance en personne. La pau- « vreté et le soupçon les porteront à tout rapporter à eux- « mêmes, à substituer en toute chose la force et les armes à « la bienveillance et à l'amour ; en sorte qu'en peu de temps « cette ville sera réduite à la condition de Bologne au temps « des Bentivoglio, à celle de Sienne ou de Pérouse. J'ai voulu « rappeler toutes ces choses à ceux qui parlent avec tant d'é- « loges du gouvernement de Laurent de Médicis ; c'était une « tyrannie aussi, mais beaucoup plus douce que toutes les « autres ; et au prix de celle qui nous menace, ce serait un « âge d'or. Désormais c'est à vous à délibérer avec prudence, « tandis que mon rôle sera ou de renoncer avec constance et « avec joie à cette magistrature, ou, si vous jugez le contraire, « de pourvoir avec courage à votre conservation et à la dé- « fense de votre liberté [1]. »

L'inquiétude que causait l'approche de l'armée espagnole, et plus encore l'état hostile de toute l'Europe, disposaient plusieurs citoyens à écouter les propositions modérées qu'avait faites le vice-roi ; mais lorsqu'ils vinrent à réfléchir à l'état où se trouverait la république en perdant son chef au moment même où elle serait obligée d'admettre dans son sein des exilés ambitieux, qui ranimeraient les prétentions de tout un parti ; lorsqu'ils pensèrent que l'armée ennemie, introduite par les Médicis dans le sein de leur patrie, serait toujours à leurs ordres pour écraser toute liberté ; que les étran-

[1] *Fr. Guicciardini*. T. II, L. XI, p. 11. — Filippo de Nerli, présent au conseil lorsque le gonfalonier y tint ce discours, dit que Guicciardini l'a rapporté avec beaucoup d'élégance. *Commentari*. L. V, p. 108. On ne doit donc pas le regarder comme une invention de l'historien, *Scipione Ammirato*, L. XXVIII, p. 408.

gers désiraient l'affermissement de la tyrannie, pour qu'elle donnât aux nouveaux princes le droit de lever de plus amples contributions, et de leur prodiguer ensuite les trésors des Florentins, tous les citoyens sentirent un égal éloignement pour les propositions du vice-roi. Le grand conseil se divisa en seize bureaux, sous la présidence des seize gonfaloniers de compagnie; et, après une longue délibération, tous ces bureaux déclarèrent d'une voix unanime qu'ils consentiraient au retour des Médicis, pourvu seulement que le gonfalonier demeurât à la tête de l'état, et que rien ne fût changé dans leur gouvernement ou dans leurs lois [1].

Cependant le vice-roi était arrivé devant Prato; les Florentins avaient mis dans cette ville Luca Savelli, condottiére, qui, en vieillissant dans les armes, n'y avait acquis ni expérience, ni réputation; il commandait cent hommes d'armes, de ceux qui avaient été dévalisés en Lombardie, et deux mille fantassins, presque tous tirés de l'ordonnance, ou milice des campagnes. On n'avait pas eu le temps d'achever l'approvisionnement de cette ville en munitions de bouche et en artillerie; on la croyait néanmoins en état de soutenir l'attaque des Espagnols, et on comptait sur une vigoureuse résistance. Cardone, arrivé devant la porte de Mercatale, essaya de l'enfoncer par son artillerie, ou d'abattre le mur voisin; mais de ce côté les fortifications étaient en bon état; et au bout de peu d'heures les assaillants firent cesser leur feu dont ils reconnurent l'inutilité [2].

Le vice-roi n'était pas bien assuré qu'il fût avantageux pour son maître de rétablir les Médicis à Florence; aussi son principal objet était-il d'effrayer les Florentins, et de les

[1] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XI, p. 12. — *Istorie di Giov. Cambi.* T. XXI, p. 306. — *Commentari di ser. Filippo de' Nerli.* L. V, p. 108. — *Scipione Ammirato.* L. XXVIII, p. 306. — [2] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XI, p. 18. — *Jacopo Nardi.* L. V, p. 248. — *Fr. Belcarii.* L. XIII, p. 399. — *Scipione Ammirato.* L. XXVIII, p. 306.

amener à lui payer une contribution ; il offrit donc de nouveau de traiter, mais en demandant qu'on fournît des vivres à son armée aussi longtemps que durerait la négociation, car la campagne était déserte, et les paysans avaient retiré toutes leurs récoltes dans les lieux forts. Soit que le gonfalonier se livrât dans cette occasion à un excès de hardiesse qui n'était pas dans son caractère habituel, et qu'il se flattât que le défaut de vivres contraindrait cette armée à la retraite ; soit qu'il eût mal pris ses mesures pour faire parvenir des munitions au camp espagnol, celui-ci commença bientôt à souffrir de la faim. Les soldats, dans leur impatience, recommencèrent leurs attaques contre Prato, où ils étaient sûrs de trouver des vivres. Dans la nuit du 29 au 30 août, ils changèrent leurs logements, et vinrent s'établir devant la porte du Serraglio, où ils mirent de nouveau leurs deux canons en batterie. Dès les premières décharges, l'un d'eux s'éclata ; et ils continuèrent à battre la muraille avec l'autre seulement. En quelques heures ils y firent une brèche de vingt pieds de largeur, mais fort élevée de terre ; il est vrai qu'une terrasse attenant au mur en cet endroit en facilitait l'accès. Quelques soldats espagnols montèrent à cette ouverture, et tuèrent deux des fantassins qui la gardaient : c'en fut assez pour frapper tous les autres de terreur ; et quoiqu'il y eût au-delà du mur un bataillon de fusiliers et de piquiers, qui aurait pu le défendre avec la plus grande facilité, ils ne virent pas plus tôt les Espagnols sur la brèche, qu'ils commencèrent à s'enfuir.

Les vainqueurs étonnés de tant de lâcheté, pénétrèrent de toutes parts dans Prato, et firent bientôt éprouver aux fuyards combien la peur est une plus mauvaise conseillère que le courage. A peine quelques centaines d'entre eux auraient-ils pu périr dans l'assaut le plus meurtrier, tandis que leur fuite les livra presque tous sans défense à la mort. Les Espagnols

outre-passèrent, dans cette occasion, toutes les cruautés qui avaient été commises par les vainqueurs de Brescia ou de Ravenne. Le nombre des malheureux qui furent massacrés sans combat, sans défense, sans provocation, est porté, par la plupart des historiens, à cinq mille ; par les plus modérés, au moins à deux mille : toutes les maisons, toutes les églises furent pillées avec la plus excessive rigueur ; et les bourgeois, dépouillés de tout, furent encore soumis à d'horribles tortures, pour émouvoir à compassion leurs amis et leurs parents, et les engager ainsi à racheter les prisonniers. La grande église seule, où une partie des femmes s'était réfugiée, fut soustraite à ces horreurs par une sauvegarde qu'obtint pour elle le cardinal de Médicis [1].

La nouvelle de la prise et du massacre de Prato répandit dans Florence l'effroi et la consternation. Seize mille hommes de l'ordonnance étaient rassemblés dans la ville ; mais leurs camarades venaient de donner une telle preuve de leur lâcheté, qu'on ne pouvait plus prendre en eux aucune confiance. La grande majorité des citoyens ne désirait point un changement ; seulement ils étaient privés de tout courage militaire ; ils ne se sentaient point la force de repousser les ennemis, et ne voulaient point exposer la capitale aux affreux malheurs que Prato venait de subir. Le vice-roi n'avait pas rompu toute négociation ; mais n'éprouvant plus de besoins, et ayant trouvé à Prato de l'argent et des vivres en abondance, il avait élevé prodigieusement ses prétentions, et ne demandait pas moins de cent cinquante mille florins ; la ville tout entière était dans un état effrayant de fermentation ; la seigneurie était découragée, et le gonfalonier lui-même, qui

[1] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XI, p. 14. — *Jacopo Nardi, Ist. Fior.* L. V, p. 250. — *Scipione Ammirato.* L. XXVIII, p. 306. — *Commentari di Filippo de' Nerli.* L. V, p. 109. — *Jo. Marianæ de rebus Hispan.* L. XXX, c. XIV, p. 321. — *Paolo Giovio, Vita di Leone X.* L. II, p. 144.

ne dissimulait plus sa terreur, avait offert son abdication [1].

Sur ces entrefaites, vingt-cinq ou trente jeunes gens des familles les plus illustres et les plus riches, que leur goût pour les lettres et les beaux-arts avait réunis dès longtemps, et qui avaient coutume de se rassembler dans les jardins de Bernardo Ruccellai, devenu par eux fameux dans l'histoire littéraire, résolurent de prendre sur eux de changer le gouvernement; soit qu'ils regardassent l'entière liberté de leurs ancêtres comme contraire à leur goût pour la poésie et les jouissances du luxe, soit qu'ils jugeassent nécessaire de céder doucement à l'orage, et qu'ils voulussent, en dirigeant la révolution, sauver le gonfalonier. Ils savaient bien que, s'ils n'étaient pas secondés par leurs concitoyens, ils ne trouveraient pas non plus chez eux d'opposition. A leur tête, on voyait Barthélemi Valori, qui avait épousé la nièce de Sodérini, et qui était regardé par lui comme son gendre, Paul Vettori, Anton-Francesco des Albizzi, les Ruccellai, Capponi, Tornabuoni et Vespucci, qui, presque tous, avaient des relations de famille avec Sodérini et les siens [2].

Les jeunes conjurés, qui, quelques mois auparavant, avaient eu de secrètes correspondances avec Jules de Médicis, entrèrent au palais public, le matin du 31 août, le lendemain de la prise de Prato. Ils parvinrent, sans résistance, jusqu'à l'appartement du gonfalonier, qui n'avait pris aucune mesure pour se défendre, et qui s'en remettait au hasard. Ils le menacèrent de le tuer, s'il ne quittait pas aussitôt le palais, lui donnant, au contraire, leur parole de le sauver, s'il se conformait à leurs vœux. La ville s'était soulevée à la nouvelle de leur entreprise; mais, dans les groupes divers qui se

[1] *Jacopo Nardi*, *Ist. Fior.* L. V, p. 252. — [2] D'après les lettres familières de Francesco Vettori à Macchiavel, il paraîtrait que le but principal de son frère Paul était de servir le gonfalonier, et de lui sauver la vie. *Lettere familiari del Macchiavelli.* T. VIII, lett. 16, p. 41. — *Jacopo Nardi.* L. V, p. 253. — *Filippo de' Nerli.* L. V, p. 107.

formaient dans les rues, on entendait à peine quelques voix accuser le gonfalonier, quoique personne n'osât prendre sa défense. Les conjurés entraînèrent le gonfalonier dans la maison de Paul Vettori, sur le quai de l'Arno, où ils le gardèrent pendant la nuit. En même temps, ils firent assembler la seigneurie, les colléges, les capitaines du parti guelfe, les décemvirs de la liberté, les huit de la balie et les conservateurs des lois. Ils demandèrent à cette assemblée de déposer le gonfalonier : toutefois, sur près de soixante-dix membres qui se trouvaient présents, il n'y en eut que neuf qui votassent pour la déposition de Sodérini. Francesco Vettori s'écria alors : « Concitoyens! ceux qui croient aujourd'hui sauver le gon- « falonier en lui donnant leur suffrage, assurent sa perte; « car ses ennemis le tueront, s'ils ne peuvent le faire dé- « poser. » Cette menace eut l'effet qu'il en attendait : Sodérini fut privé juridiquement de sa dignité. Dans la nuit, on le fit partir par la route de Sienne pour aller à Rome; mais comme il apprit en chemin que le pape avait fait saisir ses biens, il tourna tout à coup sur Ancône, d'où il passa à Raguse [1].

Des ambassadeurs furent aussitôt envoyés au vice-roi, pour lui annoncer que la république s'était conformée au vœu qu'il avait exprimé, et pour connaître ses conditions. Cardone demanda avant tout de l'argent : il exigea quatre-vingt mille florins pour l'armée espagnole, quarante mille pour l'empereur, vingt mille pour lui-même; et il voulut que Florence, en gage de son attachement à la sainte ligue, prît à sa solde le marquis de la Palude, et le reçût dans ses murs, avec deux cents gendarmes espagnols. Quant aux Médicis, il demanda seulement qu'ils fussent admis dans leur patrie comme citoyens, et qu'ils eussent la faculté de racheter leurs biens qui avaient

[1] *Fr. Guicciardini*. T. II, L. XI, p. 15. — *Istor. di Giov. Cambi*. T. XXI, p. 309. — *Jacopo Nardi*. L. V, p. 253. — *Fil. de' Nerli*. L. V, p. 109. — *Scipione Ammirato*. L. XXVIII, p. 307. — *Paolo Giovio, Vita di Leone X*. L. II, p. 146.

été confisqués ; en sorte qu'il paraissait laisser quelque espoir de conserver l'antique liberté[1].

Les Florentins, et les chefs eux-mêmes de la révolution, saisirent avec avidité cette espérance ; et ils trouvèrent, dans le caractère doux et conciliant de Julien de Médicis, des facilités pour établir une organisation nouvelle qui semblait satisfaire tous les partis. Julien, sans attendre qu'une sentence des magistrats annulât sa précédente condamnation, avait fait son entrée dans la ville, le 2 septembre, et était venu se loger dans la maison des Albizzi, alors ses plus chauds partisans, quoique leurs ancêtres eussent été longtemps les rivaux de sa famille. Une loi nouvelle, concertée avec lui, fut présentée au grand conseil, le 7 septembre, pour modifier la démocratie, sans la détruire absolument. Les fonctions du gonfalonier, au lieu d'être perpétuelles, devaient être réduites à une année ; une balie devait remplacer le grand conseil pour faire la plupart des élections ; mais ce conseil, quoique ses attributions fussent réduites, n'était pas supprimé ; enfin, Jean-Baptiste Ridolfi était proposé aux suffrages de ses concitoyens pour remplacer Sodérini. La loi fut sanctionnée par le grand conseil ; et sur mille cinq cent sept suffrages, Ridolfi en réunit onze cent trois. Il était proche parent de Médicis ; mais pendant l'administration de Savonarole, il s'était montré zélé pour la liberté comme pour l'état populaire, et ses concitoyens estimaient sa prudence et sa fermeté[2].

Les partisans les plus zélés des Médicis n'étaient point satisfaits de tant de ménagements : ils avaient compté sur une révolution plus complète ; et tant que le grand conseil n'était pas supprimé, tant qu'un ami de la liberté était à la tête du

[1] *Ist. di Giov. Cambi.* T. XXI, p. 311.— *Paolo Giovio, Vita di Leone X.* L. II, p. 147. — *Jacopo Nardi, Ist. Fior.* L. V, p. 254. — *Commentari di Filippo de' Nerli.* L. V, p. 116. — *Scipione Ammirato,* L. XXIX, p. 311. — [2] *Jacopo Nardi.* L. VI, p. 259. — *Comment. di Fil. de' Nerli.* L. VI, p. 112.

gouvernement, ils craignaient que le parti qui avait pour lui la grande majorité du peuple ne reprît le dessus dès que l'armée espagnole se serait éloignée, que même peut-être il n'exilât de nouveau les Médicis. Ils recoururent au cardinal Jean, et lui exposèrent les dangers de la condescendance de Julien son frère. Ils le trouvèrent aussi disposé qu'eux à pousser plus loin ses avantages, et à profiter, pour accomplir la révolution, de ce que l'armée espagnole séjournait toujours en Toscane. Jusqu'alors le cardinal était demeuré à Prato, au quartier général des Espagnols; il fit enfin son entrée à Florence, le 14 septembre; mais au lieu de s'y présenter comme légat de Toscane, avec des processions de prêtres, et des citoyens pour cortége, il voulut avoir une suite toute militaire; et il la composa d'hommes d'armes et de fantassins de Romagne et de Bologne. Il alla descendre au palais des Médicis, où il reçut les visites des premiers citoyens de l'état; et, le surlendemain seulement, il se rendit au palais public, avec les ambassadeurs du pape et du vice-roi, pour visiter la seigneurie [1].

Ridolfi, qui s'était toujours montré d'un parti opposé à Sodérini, avait licencié l'ancienne garde, qui faisait le service auprès de celui-ci et de la seigneurie; et il n'avait point eu le temps d'en former une autre, en sorte que le palais public n'était point défendu. Le cortége qui avait accompagné le cardinal de Médicis, y entra avec lui, et s'en empara sans résistance [2]. Les partisans des Médicis firent alors retentir la place de cris menaçants; et Julien, se présentant au conseil des quatre-vingts, lui demanda, ainsi qu'à la seigneurie, d'appeler le peuple au parlement.

Depuis longtemps, ces assemblées tumultueuses ne se réunissaient jamais sans donner le signal d'une révolution : aussi en formant le grand conseil, qui comprenait tous les citoyens,

[1] *Commentari del Nerli*. L. VI, p. 114. — *Ist. di Giov. Cambi*. T. XXI, p. 324. — [2] *Commentari del Nerli*, L. VI, p. 115.

s'était-on proposé d'abroger en quelque sorte les parlements. La seigneurie et les colléges résistèrent quelque temps aux demandes des Médicis; mais enfin il fallut céder à la force; la grosse cloche sonna pour assembler le peuple. Les citoyens ne se rendirent qu'en petit nombre sur la place; et les Médicis eurent soin de la faire remplir par des soldats et des étrangers, qui répondirent par leurs clameurs au nom du peuple florentin. Deux heures avant la nuit, la seigneurie se rendit à la balustrade destinée à haranguer le peuple; et là elle fit lecture des propositions nouvelles, dont les Médicis demandaient la sanction. Toutes les lois portées depuis l'an 1494 devaient être abolies; une balie nouvelle devait être investie pour une année de la totalité des pouvoirs qui appartenaient au peuple florentin; et cette balie devait être composée du gonfalonier, des huit nouveaux prieurs, de douze membres par chacun des quatre quartiers, dont les noms, désignés par les Médicis, furent également lus au peuple, enfin de onze *arruoti* ou adjoints, qui, après que la première nomination eut été faite par le comité secret des Médicis, avaient obtenu par faveur d'être aussi compris dans le même corps. Cette balie, à laquelle on accorda le droit de s'adjoindre des membres nouveaux, devait avoir aussi celui de prolonger elle-même son autorité d'année en année; et en effet, ce fut le même corps qui, comprenant désormais toute la république, continua ses fonctions, sans mission nouvelle, jusqu'à l'année 1527, où les Médicis furent expulsés une dernière fois. La balie elle-même devait déléguer, sous le nom d'*accoppiatori*, un certain nombre de ses membres, auxquels tout pouvoir fut accordé pour élire désormais arbitrairement le gonfalonier et les prieurs. Quant à celui qui siégeait alors, Jean-Baptiste Ridolfi, il fut invité à abdiquer ses fonctions le 1er novembre [1].

[1] *Ist. di Giov. Cambi*. T. XXI, p. 324. — *Commentari di S. Filippo de' Nerli*. L. VI, p. 116. — *Scipione Ammirato*, L. XXIX. p. 312. — *Paolo Giovio*. *Vita di Leone X*, L. III,

Telle fut l'étroite et honteuse oligarchie qui fut substituée au gouvernement libre et constitutionnel de la république. Le parlement sanctionna la révolution, car les seuls citoyens déterminés à tout approuver se rendirent sur la place publique, au milieu des soldats qui faisaient violence à leur patrie. La nouvelle balie prononça peu de condamnations, mais elle abolit la plupart des magistratures protectrices de la liberté; de plus, elle licencia, dès le 18 septembre, l'ordonnance ou la milice florentine, et elle fit désarmer le peuple. Un gouvernement que les étrangers ont établi par la violence doit craindre toute force nationale; et, pour se maintenir, il doit désarmer et avilir la nation qui lui est soumise [1].

Il était difficile de trouver assez promptement l'argent nécessaire pour satisfaire les alliés. La balie fut obligée d'ouvrir, le 23 septembre, un emprunt forcé de quatre-vingt mille florins, avec le produit duquel les Espagnols furent payés [2]. Chaque membre de la balie fut ensuite autorisé à désigner huit citoyens de son quartier, parmi ceux qu'il jugerait les plus attachés aux Médicis, et les plus ennemis des principes populaires. Leur liste, qui montait à cinq cent quarante-huit citoyens, fut réduite à deux cents par un scrutin secret; ils furent considérés comme formant la représentation nationale ou le conseil de la république; on les nomma le conseil des *Arruoti*. Les Médicis, en formant ce conseil, eurent surtout soin de n'y laisser entrer aucun des anciens partisans de Savonarole, qui s'étaient proposé en même temps l'affermissement de la liberté et la réforme de l'église. De tous les partis qu'on reconnaissait à Florence, ce fut celui qui fut le plus sévèrement exclu de toute part au gouvernement [3].

p. 149. — *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XI, p. 17. — [1] *Istor. di Giov. Cambi.* T. XXI, p. 329. — *Jacopo Nardi.* L. VI, p. 263. — *Scipione Ammirato.* L. XXIX, p. 311. — [2] *Istor. di Giov. Cambi.* T. XXI, p. 330. — [3] *Commentari del Nerli.* L. VI, p. 119. — *Istor. di Giov. Cambi.* T. XXI, p. 331. — *Jacopo Nardi.* L. VI, p. 262.

Le premier gonfalonier élu, le 2 novembre, par les vingt *accoppiatori* de la balie, pour succéder à Jean-Baptiste Ridolfi, fut Philippe Buondelmonti, vieillard âgé de soixante et treize ans. Aucun membre de cette maison si ancienne, et dont le nom rappelait les premières querelles des Guelfes avec les Gibelins, n'avait encore été honoré du gonfalon, parce que tous ses ancêtres et lui-même avaient professé de tout temps des opinions purement aristocratiques, et avaient montré un grand mépris pour le peuple. Cette élection fut un nouveau chagrin pour les amis de la liberté, et dans la seigneurie elle-même, on fit souvent sentir à Buondelmonti combien il jouissait peu de la confiance de ses concitoyens [1].

Le résultat de cette révolution fut de faire rentrer à Florence le cardinal Jean de Médicis et son frère Julien, tous deux fils de Laurent-le-Magnifique; Jules, chevalier de Malte et prieur de Capoue, fils naturel de Julien-l'Ancien, frère du Magnifique; et Laurent II, fils de Pierre, l'aîné des trois fils du Magnifique, qui s'était noyé au Garigliano. Avec eux, ils conduisaient encore deux enfants, Hippolyte, fils naturel de Julien II, et Alexandre, fils naturel de Laurent II, en qui l'on vit s'éteindre l'ancienne race des Médicis; aucun des chefs de cette famille n'avait de fils légitime [2].

A peine les Médicis furent-ils rétablis à la tête du gouvernement, qu'on vit apparaître dans la république une classe de courtisans qui semblaient étrangers à ses anciennes mœurs et à son caractère. Plusieurs tiraient leur origine des familles illustrées par leur amour pour la liberté; mais la vanité, le goût du plaisir, l'espérance de rétablir par les faveurs d'une cour leur fortune délabrée, leur faisaient préférer le service des princes au partage de la souveraineté dans un état libre. Ils se vantaient alors de leur fidélité inaltérable à la maison de

[1] *Istor. di Giov. Cambi.* T. XXI, p. 340. — [2] *Jacopo Nardi, Ist. Fior.* L. VI, p. 263.

Médicis ; et quoique la révolution eût été accomplie par les armes étrangères, ils donnaient à entendre que leurs sourdes intrigues l'avaient préparée, et que leurs trahisons l'avaient facilitée. A les en croire, c'étaient eux qui avaient livré aux Espagnols les passages de l'Apennin, Campi et Prato, ou qui avaient empêché que ces places ne fussent mises en état de défense. Ils avaient entretenu une longue correspondance avec Jules de Médicis, l'agent principal du cardinal, son cousin ; leurs lettres, sans adresse et sans signature, étaient déposées dans un trou de la muraille du cimetière de Sainte-Marie-Novelle, où un messager apportait ensuite les réponses, sans connaître le nom, la demeure ou la figure de ceux dont il servait la correspondance. Au nom de ces longues machinations contre leur patrie, ils réclamaient quelques faveurs des Médicis ; mais leurs efforts ne servirent qu'à les signaler au mépris de leurs concitoyens et des âges à venir [1].

Le vice-roi don Raymond de Cardone était enfin reparti de Prato le 18 septembre, et avec l'armée espagnole il avait été joindre les Vénitiens qui faisaient le siége de Brescia. M. d'Aubigny, qui défendait cette ville, et qui avait peu d'espérance de s'y maintenir longtemps, après avoir refusé de se rendre aux Vénitiens, offrit de capituler avec Cardone pour jeter ainsi des germes de mécontentement entre les alliés de la sainte ligue ; il obtint des conditions honorables. Peschiéra ouvrit de même ses portes aux Espagnols, Légnano à l'évêque de Gurck, ministre de Maximilien, et la seule ville de Crême se soumit aux Vénitiens [2].

L'évêque de Gurck se rendit ensuite à Rome en passant par Florence, et jamais ambassadeur, jamais prélat ne fut reçu dans la capitale de la chrétienté avec plus d'honneurs et plus de marques de respect. Le pape, qui voyait la ligue partagée

[1] *Jac. Nardi, Ist. Fior.* L. V, p. 230 ; L. VI, p. 264-265. — [2] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XI, p. 18. — *Petri Bembi, Hist. Ven.* L. XII, p. 283-284.

par de sourdes inimitiés, et prête à se dissoudre, voulait s'assurer la rèconnaissance de ce secrétaire de l'empereur, qui seul paraissait avoir du crédit sur l'esprit de son maître ; il lui accorda le chapeau de cardinal qu'il lui faisait espérer depuis une année, et il chercha par son moyen à s'unir d'une manière plus intime avec Maximilien [1].

Un congrès des puissances de la ligue s'assemblait à Rome, pour régler le sort de l'Italie, et terminer les différends qui avaient déjà éclaté à Mantoue. Une jalousie universelle semblait armer tous les alliés les uns contre les autres. Le pape se plaignait de ce que Ferdinand avait promis sa garantie à Florence, Sienne, Lucques et Piombino ; et il exigeait, pour la liberté du saint-siége, que le souverain de Naples ne s'attribuât point d'autorité sur la Toscane. Les Espagnols, d'autre part, voulaient étendre leur protection, non seulement sur cette contrée, mais encore sur Fabrice et Marc-Antoine Colonna, qui, depuis l'évasion du duc de Ferrare, étaient tombés dans la disgrâce du pape. En même temps, ils réclamaient le subside de quarante mille florins par mois, qui leur avait été assuré par le traité de la sainte ligue, et qu'on ne leur payait plus. Les Suisses, que le pape avait proclamés défenseurs de la liberté ecclésiastique, en leur envoyant un drapeau, une épée et un casque qu'il avait bénits, exigeaient que le duché de Milan fût rendu à Maximilien Sforza, qu'il leur importait d'avoir pour voisin, plutôt qu'un des grands potentats, et ils voulaient lui consigner eux-mêmes les clefs de Milan, pour rappeler qu'eux seuls en avaient fait la conquête : mais l'empereur Maximilien prétendait garder pour lui le Milanais, et refusait à son cousin l'investiture et le titre de duc. Le même Maximilien, d'accord avec les Espagnols, se plaignait du pon-

[1] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XI, p. 19. — *Păris. de Grassis Diar.* T. III, p. 938 ; *apud Raynaldi Ann.* T. XX, p. 125, ann. 1612, § 90. — *Ist. di Giov. Cambi.* p. 338. — *Scipione Ammirato.* L. XXIX, p. 211, — *Fr. Belcarii*, L. XIV, p. 401:

tife, qui avait occupé Plaisance, Parme et Reggio, au préjudice des droits de l'empire [1].

Le différend entre Maximilien et les Vénitiens était encore le plus compliqué de tous, et le plus difficile à concilier. Le premier, qui occupait toujours Vérone, exigeait de plus que Vicence lui fût restituée, et il ne consentait à laisser aux Vénitiens la possession de Padoue, Trévise, Brescia, Bergame et Crême, qu'il déclarait relever de lui comme terres d'empire, que moyennant deux cent mille florins d'investiture, et un tribut annuel de trente mille florins. Les Vénitiens, d'autre part, ne pouvaient consentir, ni à renoncer à la suzeraineté dont ils avaient été en jouissance pendant plus d'un siècle, ni à faire un sacrifice d'argent aussi énorme, dans l'état d'épuisement où étaient leurs finances, ni à perdre, par l'abandon de Vérone, toute communication avec les provinces qu'on leur rendait au-delà du Mincio, et dont la possession serait par conséquent toujours précaire pour eux [2].

Jules II employa tout son crédit, toute son activité, à concilier ces prétentions opposées : il offrit aux Vénitiens de leur prêter en partie l'argent que l'empereur leur demandait ; il les exhorta vivement à céder pour la paix de l'Europe ; mais ne pouvant les y décider, il les menaça, avec son impétuosité habituelle, de toutes les peines ecclésiastiques, s'ils retardaient davantage la pacification de l'Italie ; et bientôt après, il conclut avec l'empereur, et publia, le 25 novembre, une alliance nouvelle, dans laquelle les ambassadeurs d'Angleterre et d'Aragon refusèrent d'intervenir. Maximilien accéda par elle au concile de Latran ; il désavoua tous les actes par lesquels il s'était joint à celui de Pise ; il promit de ne donner aucun secours à Alfonse d'Este ou aux Bentivoglio, et de rappeler

[1] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XI, p. 20. — *Jacopo Nardi, Ist. Fior.* L. VI, p. 266. —
[2] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XI, p. 21. — *Pétri Bembi.* L. XII, p. 285. — *Fr. Belcarii.* L. XIV, p. 402.

les Allemands qui étaient au service du premier. Jules, de son côté, s'engagea à employer les armes spirituelles et temporelles pour mettre l'empereur élu en possession de toutes les provinces qui lui avaient été assignées en partage par la ligue de Cambrai. Les poursuites de Jules contre les Colonna, et les droits contradictoires de l'empire et de l'église sur Parme, Plaisance et Reggio, devaient rester en suspens jusqu'à la fin de la guerre [1].

Le pape toutefois ne rompit point ses négociations avec la république ; il espérait encore lui éviter de nouvelles hostilités, et il ne voulait pas attaquer Ferrare avant le retour du printemps. Pendant cet intervalle de paix, le cardinal de Gurck, celui de Sion et le vice-roi de Naples se rendirent à Milan pour mettre Maximilien Sforza en possession de sa capitale; le cardinal de Sion lui en consigna les clefs aux portes de la ville, le 29 décembre, au nom de la confédération helvétique. Les Milanais, après avoir tant souffert, croyaient retrouver sous un souverain italien, et sous le petit-fils du grand Sforza, tout le bonheur des anciens temps ; la mémoire même de Louis-le-Maure leur était devenue chère par son contraste avec la domination des étrangers, et la capitulation de la citadelle de Novare vint encore embellir les fêtes de l'inauguration du nouveau duc. Il ne restait dès lors plus aux Français, dans toute l'Italie, que les châteaux de Milan, Crémone, Trezzo, et la Lanterne de Gênes [2].

Cependant Louis XII ne renonçait point au Milanais, dont la conquête avait été l'objet de l'ambition de sa vie entière. En retirant ses troupes d'Italie, il les avait portées sur les Pyrénées; il les avait fortifiées par de nouveaux corps de

[1] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XI, p. 21. — *Raynaldi Ann. eccles.* 1512, § 91, p. 125. — *Fr. Belcarii.* L. XIV, p. 402. — [2] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XI, p. 22. — *Petri Bizarri Genuens. Hist.* L. XVIII, p. 452. — *Jacopo Nardi, Ist. Fior.* L. VI, p. 266. — *Fr. Belcarii.* L. XIV, p. 403.

gendarmerie française et de landsknechts de la Basse-Allemagne, et avant la fin de l'année il avait recouvré près de la frontière d'Espagne une grande supériorité de force sur son adversaire Ferdinand. Mais la campagne de 1512 avait été fatale à son fidèle allié Jean d'Albret, roi de Navarre. Les généraux français qui le défendaient avaient commis faute sur faute; lui-même, bien plus occupé des cérémonies de l'église que des affaires d'état, passait les journées à entendre des messes, dans le temps même où il était excommunié comme schismatique, et où une bulle du pape lui enlevait son petit royamue. Ferdinand en dut la conquête moins encore à la valeur de ses troupes et à l'habileté de son général, le duc d'Albe, qu'aux artifices par lesquels il retint le marquis de Dorset avec les Anglais à Fontarabie, de manière à faire en sa faveur une puissante diversion [1]. Lorsqu'enfin le royaume de Navarre fut perdu, cet échec même remit Louis XII en liberté de faire rebrousser chemin à son armée vers la Lombardie; et, dès le commencement de l'année 1515, il chercha, par des négociations nouvelles, à dissoudre la ligue qui lui avait enlevé le Milanais, et à se procurer des alliés en Italie.

La ligue était déjà tellement divisée par des intérêts contradictoires, que Louis XII était en quelque sorte maître de choisir les alliés nouveaux qu'il voudrait se donner. Ferdinand, qui dans toutes ses actions se couvrait toujours avec la même hypocrisie du manteau de la religion, lui avait envoyé deux moines en France pour traiter avec lui, et lui proposer ou une paix générale, ou une alliance particulière; mais sa première condition ayant été que Louis XII lui abandonnât

[1] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XI, p. 23. — *Jo. Marianæ de rebus Hispan.* L. XXX, c. XI, p. 317. — Mémoires de Bayard. Ch. LVI, p. 329-339. — Mémoires de Fleuranges. p. 106-116. — *Fr. Belcarii.* L. XIV, p. 404. — *Hume's History of England.* Ch. XXVII, T. V, p. 115.

la Navarre, celui-ci répondit que son honneur était engagé à secourir un roi qui ne s'était jeté dans le danger que par dévouement pour lui [1]. D'autre part, la reine Anne de Bretagne avait fait faire au cardinal de Gurck des ouvertures de négociations qui avaient été accueillies, et Maximilien en retour avait fait proposer à Louis de marier son petit-fils l'archiduc Charles avec la seconde fille du roi, pourvu que celle-ci lui apportât pour dot les droits de la France sur le Milanais et le royaume de Naples. Il exigeait encore que cette jeune princesse fût envoyée immédiatement à la cour impériale, pour y achever son éducation jusqu'au temps du mariage, et que le roi secondât Maximilien dans son projet d'écraser entièrement les Vénitiens [2]. La reine Anne ne voulut point consentir à se séparer ainsi de sa fille; et les conseillers de Louis XII le détournèrent d'une alliance avec un empereur qui n'était jamais de bonne foi dans ses promesses et qui, le fût-il et eût-il pardonné à la France les dix-sept offenses qu'il prétendait avoir reçues d'elle, se mettait toujours dans l'impuissance de remplir ses engagements [3].

Louis XII sentait les funestes conséquences de sa brouillerie avec les Suisses, et il désirait ardemment se réconcilier avec eux : mais cette négociation présentait plus de difficultés que toutes les autres. Il savait qu'un traité avait été signé entre les ambassadeurs suisses et Maximilien Sforza, par lequel la confédération prenait la maison Sforza sous sa protection, et lui permettait des levées de troupes indéfinies pour la défense du Milanais; tandis que le duc promettait aux Suisses cent cinquante mille ducats en entrant en possession de ses états, et quarante mille ducats par année pendant vingt-cinq ans. Louis désirait vivement empêcher la diète de

[1] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XI, p. 27. — *Fr. Belcarii.* L. XIV, p. 405. — [2] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XI, p. 27. — *Fr. Belcarii.* L. XIV, p. 405. — [3] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XI, p. 29.

ratifier ce traité; ce qu'elle n'avait point fait encore. Pour obtenir seulement que ses ambassadeurs pussent se présenter à cette diète, il livra aux Suisses les citadelles de Lugano et de Locarno. Sous cette condition, M. de La Trémouille eut la permission de venir à Lucerne, où la diète était assemblée. Jean-Jacques Trivulzio s'y rendit en même temps sous prétexte d'y traiter de ses propres intérêts; aussitôt les Suisses lui défendirent de communiquer avec La Trémouille; et en présence de l'un et de l'autre, ils ratifièrent la convention conclue avec Sforza, et ils refusèrent au roi de France toute levée de soldats et toutes ses autres demandes [1].

Pendant le même temps, Louis XII avait aussi entamé des négociations avec les Vénitiens, par l'entremise de Trivulzio, et par celle d'André Gritti, qui était toujours demeuré prisonnier depuis la bataille de la Ghiara d'Adda, et qu'il fit venir à sa cour. Mais quoiqu'elles fussent conduites avec un profond secret, Maximilien en eut quelque soupçon; et, pour les rompre, il se montra disposé à se relâcher de ses prétentions, et il renonça à demander la restitution de Vicence. Les Vénitiens répondirent au cardinal de Gurck qu'ils ne traiteraient point s'ils n'obtenaient eux-mêmes la restitution de Vérone, sans laquelle leur territoire se trouvait partagé en deux. Ils offrirent seulement en compensation d'augmenter le tribut demandé par l'empereur. Comme ils ne purent obtenir cette restitution, ils signèrent avec le secrétaire de Trivulzio, envoyé secrètement auprès d'eux, un traité d'alliance avec la France. Celui de 1499 entre les deux mêmes puissances, qui garantissait Crémone et la Ghiara d'Adda aux Vénitiens, et tout le reste du duché de Milan à Louis XII, servit de base à ce nouveau traité [2].

Le secrétaire de Trivulzio, qui avait rédigé ce traité pour

[1] *Fr. Guicciardini*, T. II, L. IX, p. 28. — *Fr. Belcarii*. L. XIV, p. 406. — [2] *Fr. Guicciardini*. T. II, L. XI, p. 29.

la France, avait réservé expressément qu'il serait regardé comme non avenu si le roi ne le ratifiait pas avant un terme fixé. Ainsi jusqu'alors rien n'était fait, et chacun continuait des négociations contradictoires. Louis XII avait envoyé à Maximilien M. d'Asparoth, frère de Lautrec, pour donner suite aux premières propositions du mariage de madame Renée de France. D'autre part, Ferdinand pressait Maximilien de rendre Vérone aux Vénitiens, et d'accepter en retour deux cent cinquante mille ducats d'investiture et cinquante mille de cens annuel. Il lui proposait d'employer cet argent à porter la guerre en Bourgogne, et de prendre en France des dédommagements pour les conquêtes qu'il abandonnerait en Italie. Il avait engagé le cardinal de Gurck, qui partageait pleinement ces projets, à se rendre en Allemagne pour les appuyer; et il l'avait fait accompagner par don Pédro de Urrea, son ambassadeur, et par le comte de Cariati, son ministre auprès de la république de Venise. Pour donner plus de temps à toutes ces négociations, une trêve pour tout le mois de mars fut stipulée entre les Allemands et les Vénitiens [1].

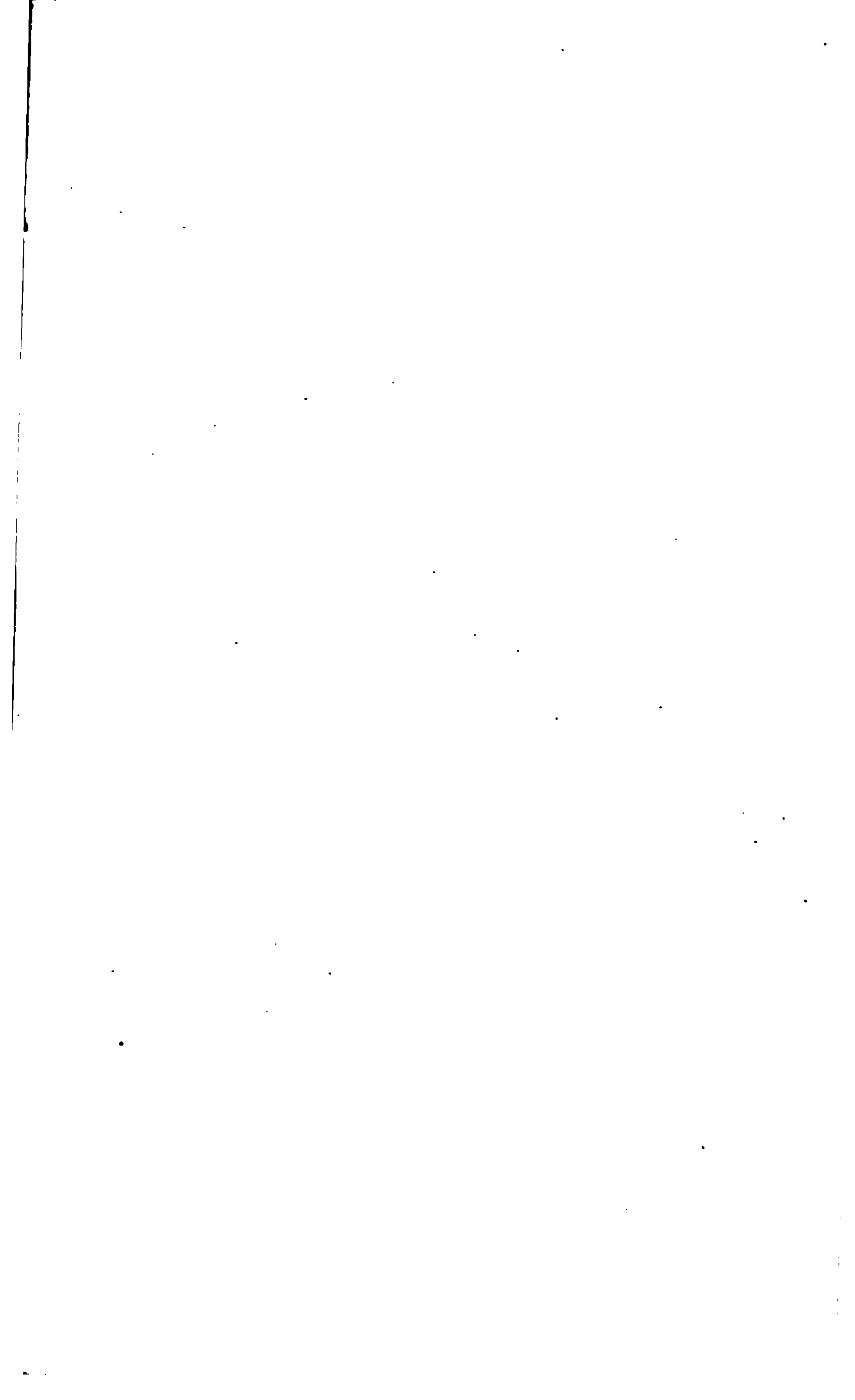
Le plus actif, dans ces négociations compliquées, était encore le pape Jules II. Il attendait le printemps avec impatience pour attaquer Ferrare, dont le duc, abandonné par tous ses alliés, ne pouvait faire une longue résistance. Il avait acheté secrètement de Maximilien, pour le prix de trente mille ducats, les droits de l'empire sur Sienne, et il comptait en gratifier son neveu le duc d'Urbin : moyennant une autre somme de quarante mille ducats, Maximilien devait encore lui remettre Modène en gage. Il menaçait les Lucquois, auxquels il voulait enlever la Garfagnana, que ceux-ci avaient conquise sur Alfonse d'Este pendant ses calamités. Il était mécontent des Médicis, qu'il trouvait plus attachés à la cour

[1] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XI, p. 30.

d'Espagne qu'à lui, et il méditait de changer une seconde fois la constitution de Florence. Il avait ôté au cardinal de Sion la légation de Milan, et il l'avait rappelé à Rome, pour le punir des concussions par lesquelles ce prélat s'était fait trente mille ducats de rente en Lombardie. Il se préparait à chasser Jean-Paul Baglioni de Pérouse, pour lui substituer Charles Baglioni; à faire déposer Janus Frégoso, doge de Gênes, pour lui substituer Octavien Frégoso. Les Suisses seuls continuaient à lui paraître dignes de son estime et de son amour. C'était par leur secours qu'il espérait achever de *chasser les barbares d'Italie,* selon son expression favorite. Par eux il espérait se défaire un jour des Espagnols; et le cardinal Grimani ayant dit devant lui que le royaume de Naples restait toujours sous la domination des étrangers, Jules II, frappant la terre de son bâton, s'écria que, si le ciel lui prêtait vie, il ne tarderait pas à affranchir aussi les Napolitains du joug qui pesait sur eux [1]. Enfin, dans son ressentiment implacable contre la France, il transportait par une bulle au roi d'Angleterre le titre de très chrétien; il privait Louis du royaume de France, et il l'accordait au premier occupant [2].

Tous ces projets fermentaient en même temps dans la tête de Jules II, lorsqu'une fièvre, petite, mais obstinée, à laquelle la dyssenterie se joignit bientôt, lui fit reconnaître qu'il n'avait plus que peu de temps à vivre. Il appela auprès de lui les cardinaux en consistoire, et leur fit confirmer la bulle contre la simonie, qu'il avait publiée après sa première maladie. Il les engagea à déclarer que les cardinaux schismatiques seraient exclus du conclave, auquel, et non point au concile assemblé, il laissa l'élection de son successeur. Il les engagea encore à confirmer le vicariat de Pésaro à son neveu le duc d'Urbin, en considération de ce que c'était la seule

[1] *Paolo Giovio, Vita di Alfonso d'Este.* p. 94. — [2] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XI, p. 30. — *Raynaldi Ann. eccles.* 1512, § 97, p. 126.





JULES II.

Publié par Furne, Paris.

grâce qu'il eût accordée à sa famille. En effet, il ne s'est pas
présenté dans son histoire une seule occasion de parler de

Publié par Furne, Paris.

grâce qu'il eût accordée à sa famille. En effet, il ne s'est pas présenté dans son histoire une seule occasion de parler de Madonna Félice, sa fille, mariée à Gian Giordano Orsini ; il ne lui avait jamais accordé aucune faveur, et un jour qu'elle lui demandait avec instance de donner le chapeau de cardinal à Guido de Montefalco, son frère de mère, il le lui avait refusé avec sévérité, déclarant qu'il n'en était pas digne. Jules II conserva jusqu'au dernier moment la même fermeté, la même constance, toute la vigueur de son âme et tout son jugement. Il reçut les sacrements de l'église, et mourut, après plusieurs jours de souffrance, dans la nuit du 21 février 1513 [1].

[1] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XI, p. 31. — *Paolo Giovio*, *Vita di Leone X.* Lib. III, p. 151. — *Istor. di Giov. Cambi.* T. XXII, p. 4. — *Jacopo Nardi.* L. VI, p. 270. — *Scipione Ammirato.* L. XXIX, p. 311. — *Petri Bizarri.* L. XVIII, p. 432. — *Raynaldi Ann. eccles.*, 1513, § 1-9, p. 132-133. — *Fr. Belcarii.* L. XIV, p. 407. — L'histoire de Venise, de Pietro Bembo, se termine à la mort de Jules II, L. XII, p. 286. C'est un des plus faibles ouvrages de ce littérateur célèbre. Il sacrifie sans cesse son impartialité et sa bonne foi à ce qu'il croit l'honneur de sa patrie. Ses informations sont fort inexactes ; et, quoiqu'il eût connaissance de quelques papiers d'état que n'avaient point vus les autres historiens, le plus grand nombre de beaucoup des documents qui lui auraient été nécessaires lui avait été soustrait par la jalousie du gouvernement. Enfin, sous le rapport même du mérite littéraire, l'histoire de Bembo n'est pas digne de la réputation de son auteur. Avec beaucoup d'élégance et de pureté dans le style, il n'a pas su lui donner de l'intérêt, et l'on ne peut en supporter la lecture sans fatigue et sans ennui. J'ai fait usage de l'édition du *Thesaurus antiquitatum et historiarum Italiæ* de Burmannus. T. V, P. I, p. 1-286.

CHAPITRE V.

Léon X succède à Jules II ; expédition de La Trémouille en Lombardie ; sa défaite à Novare ; déroute de Barthélemi d'Alviano à l'Olmo ; la guerre se ralentit en Italie ; négociations ; mort de Louis XII.

1513-1515.

Les révolutions qui avaient ébranlé l'Italie pendant les dix dernières années, et les guerres cruelles qui l'avaient ensanglantée, pouvaient être attribuées, pour la plupart, au caractère violent et emporté de Jules II, et à l'acharnement avec lequel il poursuivait l'accomplissement de ses projets ou de ses vengeances. Ses passions se confondaient à ses yeux avec les principes qu'il avait adoptés, et il s'était fait des devoirs conformes à son ambition. Presque tous les projets qu'il avait formés avaient un côté noble et généreux ; ses pensées étaient assez élevées, ses désirs assez désintéressés pour justifier sa conduite à ses propres yeux ; et malgré les violences criminelles par lesquelles il en pressa l'accomplissement, il n'était pas tout à fait indigne des éloges que lui ont prodigués le cardinal Bellarmin, Raynaldi, l'annaliste de l'église, et les autres apologistes du saint-siége[1].

[1] *Bellarminus, de potestate summi Pontificis in tempore*, cap. II; *apud Raynald. Ann.* 1513, § 12, p. 134.

Jules II, qui ne pouvait souffrir aucune opposition, aucune résistance, et qui poussait aux derniers excès le despotisme de ses volontés, avait cependant, en principe, du respect et de l'amour pour la liberté ; il voulait assurer celle de l'Italie ; il se révoltait à l'idée de voir cette contrée dominée par les étrangers ; et son désir le plus ardent était de la délivrer du joug des barbares, comme il appelait tous les ultramontains. Il connaissait aussi le prix de la liberté civile : il avait voulu rétablir l'indépendance de la république de Gênes, et sauver celle de Venise, encore qu'il eût le premier conjuré contre elle l'orage qui l'accabla ; il avait respecté la liberté de Bologne et des villes des États de l'Église, d'où il avait chassé les tyrans. Il avait commencé par leur rendre une administration républicaine, sous la protection du saint-siége. Il est vrai que, dès qu'il trouvait ensuite quelque opposition dans ces villes, sa colère ne connaissait plus de bornes ; il y voyait une rebellion, et il les punissait aussitôt par la privation de cette liberté même qu'il leur avait rendue, et qu'il regardait comme le premier des biens.

Il avait conçu la plus haute estime pour les Suisses : il voyait en eux un peuple libre, belliqueux et docile à sa voix ; et comme leurs montagnes couvrent une partie importante des frontières de l'Italie, il avait conçu le projet, digne d'une ame élevée, de les constituer gardiens de la liberté italienne. Il avait contribué au renversement du gonfalonier Pierre Soderini, parce que, dans ses bouillants ressentiments, il ne pouvait lui pardonner ni son attachement à la France, ni l'asile qu'il avait donné au concile de Pise. Mais il n'avait pas consenti à l'asservissement de Florence par les Médicis ; et il blâmait hautement le cardinal Jean d'avoir fait son entrée dans sa patrie, entouré de piques et de hallebardes, et d'avoir fondé le pouvoir de sa maison sur des armes étrangères. Il déclarait qu'il n'avait jamais eu l'intention de prêter les mains à

l'établissement d'une nouvelle tyrannie, et que le vœu de son cœur était, au contraire, de la renverser et de la détruire partout où elle existait [1].

Mais quoique Jules II eût réussi dans ses projets par-delà tout ce qu'on aurait pu attendre des calculs ordinaires de la politique, et quoique son impétuosité, en troublant ses adversaires, en confondant leurs mesures, l'eût souvent mieux servi que n'aurait fait la prudence, en sorte qu'il avait étendu les frontières de l'église plus loin qu'aucun de ses prédécesseurs, il avait cependant causé tant de malheurs, il avait fait répandre tant de sang, il avait fait inonder l'Italie par tant de nations barbares, au moment même où il prétendait combattre pour sa délivrance, que sa mort fut considérée comme un bonheur public, et que les cardinaux, les Romains, les Italiens, et tous les peuples de la chrétienté, désirèrent également que son successeur ne lui ressemblât pas. Il était vieux, et ce fut un motif pour désirer un jeune pontife. Il était turbulent, impatient, colérique; on chercha celui que son amour pour les lettres, pour les plaisirs, pour une vie épicurienne, rendait le plus dissemblable à Jules II. Il n'avait jamais souffert aucun conseil, aucune résistance; on essaya, avant de nommer son successeur, de le mettre sous la tutelle de tous les autres cardinaux, et d'enchaîner la puissance pontificale par des serments et des conventions. Mais cette tentative, si souvent renouvelée dans les conclaves, avait toujours été également vaine; le pape élu ne manquait jamais d'abolir dans sa pleine puissance le serment qu'il avait prêté comme cardinal. Les conventions qui, après la mort de Jules II, furent jurées par vingt-cinq cardinaux réunis pour élire son successeur, n'eurent pas un sort plus heureux, et l'annaliste de l'église n'a pas même jugé à propos de les consigner dans ses Annales [2].

[1] *Jacopo Nardi, Ist. Fior.* L. VI, p. 265. — [2] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XI, p. 32. — *Parisii de Grassis Diarium curiæ Rom., apud Raynald, Ann.* 1515, § 13, p. 134.

Les obsèques de Jules II étant terminées, vingt-quatre cardinaux qui se trouvaient présents à Rome, le 4 mars, s'enfermèrent au conclave. Jean de Médicis, quoique parti immédiatement de Florence pour venir les joindre, fut contraint par un abcès à voyager lentement et en litière ; en sorte qu'il n'arriva que le 6 mars, et qu'il entra le dernier au conclave. Le cardinal Raphaël Riario, neveu de Sixte IV, était alors doyen du sacré collége ; il était aussi le plus riche des cardinaux, et le plus avancé dans les dignités de l'église : aussi avait-il d'abord aspiré à la dignité pontificale. Mais ses qualités personnelles, ou le souvenir de son oncle, n'étaient point faits pour lui concilier beaucoup de suffrages, et il fut bientôt écarté.

Le crédit des familles souveraines en Italie avait fait introduire dans le sacré collége un certain nombre de jeunes cardinaux, qui, le plus souvent entraînés par leur déférence pour leurs aînés, avaient peu de part aux décisions du corps dont ils faisaient partie. Mais la violence et l'austérité du vieux Jules II avaient donné du crédit à la jeunesse ; et, pour la première fois, on vit dans le conclave se former un parti des jeunes gens. Alfonse Pétrucci, fils du seigneur de Sienne, fut dans ce parti un des plus actifs et des plus zélés; il ne tarda pas à en être mal récompensé. Jean de Médicis, qui n'avait alors que trente-sept ans, était le plus jeune de ceux sur lesquels les jeunes gens pouvaient avec quelque décence faire tomber leurs suffrages. Ce choix ne répugnait point à un grand nombre de cardinaux plus âgés, qui, dans l'état de trouble et de danger où se trouvait l'Italie, considéraient comme un grand avantage pour l'État de l'Église d'avoir pour souverain le chef de la république florentine, et de faire cause commune avec la Toscane.

Mais le cardinal Sodérini, qui jouissait d'un crédit mérité dans le sacré collége, s'opposait, par lui-même et par tous ses

amis, à l'exaltation du chef de la famille de ses ennemis. Les partisans de Médicis s'occupèrent aussitôt de réconcilier ces deux familles. Ils offrirent au cardinal Sodérini, pour prix de son suffrage, de rappeler le gonfalonier Sodérini de Raguse, et de lui accorder un asile à Rome ; de le remettre dans la jouissance de tous ses biens séquestrés à Florence, et d'unir par un mariage sa famille à celle des Médicis. Ces propositions furent acceptées et religieusement exécutées, et l'élection de Médicis fut arrêtée dans le conclave dès le jeudi au soir, 10 mars. Ce ne fut cependant que le 11 que les cardinaux allèrent aux suffrages, et le cardinal Jean fut chargé lui-même du dépouillement du scrutin qui le déclarait pape. Il prit le nom de Léon X [1].

Médicis n'était encore que diacre, et il fallait l'ordonner prêtre avant de le couronner comme pape. Cette cérémonie se fit le 15 mars, il fut consacré le 17 et couronné à Saint-Pierre le 19. Il avait fallu précipiter ces fonctions à cause de la semaine sainte ; mais Léon X ne voulait pas renoncer à un couronnement plus solennel, et qui demandait de plus longs préparatifs. Il se fit le 11 avril à Saint-Jean-de-Latran, dont l'église est considérée comme l'évêché propre des papes. Médicis avait choisi l'anniversaire du jour de la bataille de Ravenne, où il avait lui-même été fait prisonnier par les Français; il monta, pour la cérémonie, le cheval même qu'il avait monté pour la bataille [2].

On put reconnaître à ce couronnement combien l'esprit de la cour de Rome était changé. Jules II réservait toutes les ressources de l'état pour la guerre ; dans les autres branches de l'administration il avait apporté la plus sévère économie ; il

[1] *Parisii Diarium*, *apud Raynald. Ann.* 1513, § 13, 14, 15, p. 134. — *Paolo Giovio*, *Vita di Leone X.* L. III, p. 152. — *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XI, p. 32. — *Fr. Belcarii.* L. XIV, p. 408. — [2] *Acta synodalia et Parisius de Grassis* ; *apud Raynald.* 1513, § 20, p. 134. — *Jacopo Nardi*, *Ist. Fior.* L. VI, p. 271.

avait supprimé de sa cour tout luxe et toute pompe ; au milieu même de la guerre, il n'avait cessé d'accumuler ses revenus pour l'exécution des projets plus vastes qu'il formait, et à sa mort, il avait laissé trois cent mille florins en argent comptant, que son successeur trouva dans le trésor, quatre-vingt mille florins que les cardinaux dépensèrent ou s'approprièrent pendant l'interrègne, et des pierreries d'une très grande valeur, dont il avait orné la mitre, nommée *triregno*. Léon X, au contraire, en arrivant au trône, voulut frapper le peuple de l'idée de sa magnificence ; et songeant peu à la guerre où l'église était engagée, considérant les trésors dont il acquérait la disposition comme inépuisables, il dépensa cent mille florins pour les seules fêtes de son couronnement. Dans cette cérémonie, il fit porter le gonfalon de l'église par le duc Alfonse d'Este, et il parut ainsi préjuger sa réconciliation avec le saint-siége [1].

A peine assis sur le trône, Léon X s'occupa d'enrichir sa famille. L'archevêque de Florence, Cosimo de Pazzi, était mort justement à cette époque, le 9 avril. Léon donna cet archevêché à son cousin Jules, alors chevalier de Rhodes, et fils naturel de l'ancien Julien. Au mois de septembre il le fit cardinal, et peu après légat de Bologne. Il décora en même temps de la pourpre Innocent Cybo, fils de sa sœur ; Bernard de Bibbiéna, son secrétaire ; et Laurent Pucci, protonotaire apostolique et créature des Médicis. Les canons ne permettent point d'élever les bâtards aux hautes dignités de l'église, et Léon accorda une dispense à son cousin avant de le pourvoir de l'archevêché de Florence ; mais pour le faire cardinal, il trouva plus expédient de faire prêter serment au frère de sa mère et à quelques religieux qu'elle avait été mariée à Julien [2].

[1] *Jacopo Nardi, Ist. Fior.* L. VI, p. 272. — *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XI, p. 33. — *Paolo Giovio, Vita di Leone X.* L. III, p. 156. — Idem, *Vita di Alfonso.* p. 95. — *Parisii de Grassis Diarium ; apud Raynald.* 1513, § 20, p. 136. — [2] *Jacopo Nardi, Ist.*

La nouvelle de l'élection de Léon X fut accueillie à Florence avec des transports de joie, non seulement par les partisans de la maison de Médicis, mais même par les anciens républicains ; soit qu'ils espérassent que les projets nouveaux que formerait Léon comme chef de l'église feraient diversion au plan qu'il avait arrêté pour asservir leur patrie, soit que les avantages de leur commerce et les faveurs qu'ils pouvaient espérer de la cour de Rome leur fissent oublier les intérêts de leur liberté. « Je comprends, » disait le Génois Lomelli, en voyant les fêtes des Florentins, « que vous autres, qui n'avez « encore vu aucun de vos citoyens devenir pape, vous pou- « vez vous réjouir de cette nouvelle dignité ; mais quand vous « aurez l'expérience des Génois, vous saurez quels effets pro- « duisent toutes ces grandeurs des papes dans les villes « libres [1]. »

Florence, il est vrai, pouvait alors bien peu prétendre au nom de ville libre. A l'époque justement où le cardinal de Médicis se mettait en route pour le conclave où il fut élu, une liste contenant les noms de dix-huit ou vingt jeunes gens connus pour leur patriotisme et leur amour de la liberté tomba de la poche de Piétro Paolo-Boscoli, et fut portée au tribunal criminel nommé *Magistrature des huit*. Celui-ci crut y voir l'indice d'une conspiration pour assassiner Julien et Laurent, d'autant plus que Boscoli avait déjà été noté pour quelques propos imprudents. Ce citoyen fut mis à la torture, aussi bien qu'Agostino Capponi et plusieurs autres, dont le plus distingué était sans doute Nicolas Macchiavel, déjà privé au mois de novembre précédent de l'emploi de secrétaire d'état qu'il avait longtemps occupé. La violence des tourments infligés aux prévenus ne leur arracha aucun aveu de conspi-

Fior. L. VI, p. 276. — *Scipione Ammirato.* L. XXIX, p. 313. — [1] *Jacopo Nardi, Ist. Fior.* L. VI, p. 272. — [2] *Filippo Nerli Comment.* L. VI, p. 123. — *Vita di Macchiavelli.* p. 166.

ration ; mais plusieurs d'entre eux confessèrent des propos tenus contre le gouvernement, et les vœux qu'ils formaient pour son renversement. C'en fut assez pour condamner à mort Boscoli et Capponi, et les faire exécuter le lendemain même du départ du cardinal pour Rome. Les autres, parmi lesquels se trouvaient Nicolas Valori, Giovanni Folchi, Guccio Adimari, Macchiavelli, Bonciani et Serragli, furent relégués en différents lieux [1].

Les effroyables rigueurs des créatures des Médicis donnèrent occasion à Léon X de commencer son règne par un acte de clémence. Il fit remettre en liberté tous les accusés ; il rappela tous les citoyens exilés sous prétexte de la conjuration, et il étendit cette faveur à tous les Sodérini qui avaient été précédemment relégués [2]. En même temps, il fit sentir sa protection aux Florentins dans leurs rapports avec leurs voisins. Quelques disputes de frontières dans le voisinage de Barga avaient causé, aux mois de juillet et d'août 1513, des hostilités entre les Florentins et les Lucquois ; Léon X se fit médiateur entre les deux républiques ; mais il contraignit la plus faible à restituer, le 12 octobre, Piétra-Santa et le Mutrone aux Florentins, places que les Lucquois avaient usurpées pendant la guerre de Pise ; et à cette condition il fit signer une alliance perpétuelle entre les deux états [3].

Au moment où la nouvelle de la mort de Jules II avait été portée en Lombardie, Raymond de Cardone s'était approché de Plaisance, et ensuite de Parme, et il avait décidé ces villes à se soumettre au duc de Milan [4]. Quoiqu'elles eussent été occupées par Jules II, sans aucune espèce de droit, Léon X ne fut pas plus tôt monté sur le trône qu'il en réclama la resti-

[1] *Jacopo Nardi.* L. VI, p. 268. — *Giov. Cambi.* T. XXII, p. 5. — *Comment. del Nerli.* L. VI, p. 123. — *Scipione Ammirato.* L. XXIX, p. 312. — [2] *Jacopo Nardi.* L. VI, p. 272. — *Giov. Cambi.* T. XXII, p. 5. — *Scipione Ammirato.* L. XXIX, p. 313. — [3] *Scipione Ammirato.* L. XXIX, p. 314. — *Giov. Cambi.* p, 27-31. — [4] *Paolo Giovio, Vita di Alfonso.* p. 99. — *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XI, p. 31.

tution, décidé à ne point permettre que les États de l'Église diminuassent en étendue pendant son administration, ou plutôt pensant déjà à former, de ces conquêtes nouvelles du saint-siége, un état pour son frère Julien ou son neveu Laurent [1]. Comme cardinal, il s'était montré ennemi de la France; et il avait secondé de toute son activité la ligue formée contre elle par Jules II. Aussi on s'attendait, en général, à lui voir suivre la même ligne de conduite : mais les négociations commencées lorsqu'on ne prévoyait pas la mort de son prédécesseur, arrivèrent à des résultats avant de lui donner le temps de se décider.

D'une part, Ferdinand-le-Catholique, qui était trop pauvre pour faire jamais la guerre à ses propres frais, était toujours empressé de faire cesser les hostilités sur les frontières d'Espagne, parce qu'il ne pouvait y faire vivre ses armées aux dépens de ses ennemis. Il cherchait seulement à laisser une chance ouverte à la fortune ; il signa donc, le 1er avril, à Orthès, en Béarn, une trêve d'une année avec la France, pour les frontières d'Espagne seulement [2]. Selon le caractère que lui donne Macchiavel, Ferdinand, plus rusé que politique habile, comptait sur son bonheur, et voulait compromettre ses alliés, pour leur faire sentir qu'ils avaient besoin de lui, et attendre les événements. Néanmoins, la trêve qu'il concluait était tout à l'avantage de la France, qui se trouvait en liberté de ramener ses armées en Italie [3].

D'autre part, un traité d'alliance entre la France et la république de Venise fut signé à Blois le 24 mars 1513, par André Gritti, qui de prisonnier était devenu ambassadeur.

[1] *Lettere di Vettori a Macchiavelli.* n° 21, p. 63, 12 juillet 1513. — [2] Lettre familière 17, de Macchiavelli à Francesco Vettori, du mois d'avril 1513. Opere. T. VIII, p. 47. — [3] Les motifs de cette trêve sont discutés avec beaucoup de finesse dans des lettres entre Macchiavelli et Vettori. T. VIII, p. 41 et seq. — *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XI, p. 33. — *Paolo Giovio, Vita di Leone X.* L. III, p. 161. — *Jo. Marianæ Hist. Hisp.* L. XXX, cap. XVIII, p. 329.

La négociation entre ces deux puissances avait été retardée par leurs prétentions respectives sur des provinces qu'elles ne possédaient plus ni l'une ni l'autre, et qu'il s'agissait de reconquérir sur leurs ennemis. Les Vénitiens demandaient la Ghiara d'Adda et Crémone, conformément aux premiers articles convenus et à leur ancien traité avec la France. Les Français voulaient garder ces provinces : ils consentirent enfin à en promettre la restitution, mais avec la clause secrète de donner ensuite en échange Mantoue, dont le marquis fut sacrifié par la France aux convenances du sénat [1]. Les Vénitiens s'engagèrent à entrer en campagne au milieu de mai, avec huit cents hommes d'armes, quinze cents chevau-légers et dix mille fantassins, tandis que Louis XII envahirait en même temps la Lombardie avec une puissante armée [2].

Louis XII fit rassembler en effet à Suze, sous les ordres de Louis de La Trémouille, douze cents hommes d'armes, huit cents chevau-légers, huit mille landsknechts, qu'avaient amenés Robert de La Marck, seigneur de Sedan, et ses deux fils, Fleuranges et Jamets, et huit mille aventuriers français. Il ne voulut pas donner le commandement de cette armée au vieux maréchal de Trivulzio, qu'il chargea cependant de l'accompagner, de peur que sa partialité avouée pour les Guelfes n'effrayât les Gibelins, et ne les engageât à faire une résistance plus obstinée [3]. En même temps, Barthélemi d'Alviano était parvenu à Venise, après avoir été remis en liberté par le roi, qui l'avait retenu prisonnier depuis la bataille de la Ghiara

[1] Lettre de Fr. Vettori à Macchiavel, du 21 avril 1513. T. VII, p. 42. — [2] *Fr. Guicciardini*. T. II, L. XI, p. 36. — *Fr. Belcarii*. L. XIV, p. 409. — *Paolo Paruta della Istoria Venetiana*. L. I, p. 19. — *Pauli Jovii Hist*. L. XI, p. 160. Après la lacune que laissent les six livres perdus au sac de Rome, le onzième de Giovio recommence avec le pontificat de Léon X. — [3] *Fr. Guicciardini*. T. II, L. XI, p. 36. — Mémoires de Fleuranges. T. XVI, p. 116-119. — Mémoires de Du Bellay. L. I, p. 4 et 15. — Histoire de la ligue de Cambrai. Vol. II, L. IV, p. 297. — Cette expédition n'ayant pas réussi, les historiens français diminuent la force de leur armée.

d'Adda. Il fut mis, par le sénat, à la tête de l'armée qui se rassemblait à Saint-Boniface, dans l'état de Vérone. Enfin, une flotte française se rendait devant Gênes, où les Adorni et les Fieschi se déclaraient prêts à la seconder. Pendant que des forces si imposantes s'approchaient de trois côtés à la fois, le vice-roi Raymond de Cardone paraissait déterminé à ne les point combattre ; il s'était retiré sur la Trebbia ; il avait rappelé le petit nombre de soldats qui gardaient Tortone et Alexandrie ; il avait même annoncé son intention de reconduire son armée dans le royaume de Naples ; il en avait fait avertir le maréchal Trivulzio, et il s'était mis en marche dans ce but : mais ayant reçu, entre Plaisance et Firenzuola, de nouvelles lettres de Rome, qui le rassuraient apparemment sur les dispositions du pape, il vint reprendre sa position[1].

Les Suisses seuls attachaient leur amour-propre national à la défense de la Lombardie. Ils avaient demandé au pape les secours que son prédécesseur s'était engagé à fournir ; mais Léon X ne voulait point encore embrasser ouvertement un parti dans la guerre, et il remit au cardinal de Sion quarante-deux mille florins, pour les leur faire passer comme le paiement d'une dette arriérée, et non comme un subside. Les Suisses n'en descendirent pas moins en grand nombre de leurs montagnes ; ils s'avancèrent jusqu'à Tortone, où le duc de Milan vint les joindre, et ils invitèrent Cardone à venir aussi se réunir à eux avec l'armée espagnole. Celui-ci l'ayant refusé, Sforza se retira avec l'armée suisse à Novare, tandis que Trivulzio avait occupé Alexandrie et Asti : aucun obstacle n'arrêtait plus l'armée française pour pouvoir s'avancer jusqu'à Milan, et Sforza permit en effet aux Milanais de capituler avec la France. Sacramoro Visconti, qu'il avait laissé à Milan avec cent hommes d'armes, fit arborer sur les

[1] *Fr. Guicciardini*, T. II, L. XI, p. 37. — *Pauli Jovii Hist.* L. XI, p. 161.

murs les étendards de France, et permit de ravitailler le château, toujours occupé par les Français [1].

L'enthousiasme qui avait éclaté peu de mois auparavant en Lombardie au retour de Sforza, était déjà complétement éteint. L'incapacité et la misère du duc, et les vexations des Suisses, avaient bientôt détrompé les peuples de leurs brillantes espérances : aussi les villes s'empressèrent-elles de relever le pavillon de l'armée qui leur paraissait supérieure en force. Cardone, pour mettre Parme et Plaisance à l'abri de l'invasion française, les restitua aux officiers du pape. D'Alviano s'empara de Valeggio, de Peschiéra et de Crémone, il chargea Renzo de Céri d'occuper Brescia : Soncino et Lodi arborèrent en même temps les drapeaux français, et l'armée vénitienne se trouva déjà en communication avec la française. Cependant les progrès d'Alviano étaient considérés avec inquiétude à Venise ; on trouvait qu'il s'écartait trop des provinces qu'il était surtout essentiel de défendre, d'autant plus que la garnison allemande de Vérone avait reçu des renforts, et qu'elle avait obtenu divers avantages sur les derrières de l'armée vénitienne [2].

Les Français, qui recouvraient si rapidement les provinces perdues l'année précédente, n'avaient encore combattu nulle part, excepté dans les montagnes de Gênes. Janus Frégoso, depuis qu'il était assis sur le trône ducal, avait pressé avec ardeur le siége de la Lanterne, forteresse nouvelle qui commandait en même temps le port et la ville de Gênes, et que les Français occupaient toujours. Un vaisseau parti des ports de Normandie, sans avoir pris langue nulle part, était arrivé, au mois de janvier, jusque sous la forteresse, pour la ravitailler ; et il commençait à lui faire passer les munitions dont il

[1] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XI, p. 38. — *Fr. Belcarii.* L. XIV, p. 410. — Mémoires de Fleuranges. L. XVI, p. 120. — *Pauli Jovii Hist.* L. XI, p. 163. — [2] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XI, p. 40. — *Paolo Paruta, Ist. Venetæ.* L. I, p. 26.

était chargé, lorsqu'Emmanuel Caballo, marin dont on connaissait l'intrépidité, demanda au doge une galère, sur laquelle il fit monter les volontaires les plus déterminés : bravant ensuite les boulets qui commencèrent à pleuvoir sur lui, dès qu'il fut en vue de la Lanterne, il vint se placer entre le vaisseau normand et la forteresse ; il attaqua celui-ci à l'abordage, le prit et l'emmena en triomphe dans le port[1].

Mais lorsqu'au printemps les troupes de La Trémouille et de Trivulzio commencèrent à se répandre en Piémont, une flotte française se présenta devant Gênes, en même temps que les frères Antoniotto et Jérôme Adorno, partisans déclarés des Français, s'approchaient de la ville avec quatre mille fantassins. Le doge, pour ne pas avoir à craindre à la fois des ennemis au dedans et au dehors, fit tuer, au sortir du sénat, Jérôme de Fieschi, qui, dans ses discours, venait de manifester son attachement pour la France. Cet assassinat, que le doge avait regardé comme un coup d'état, le perdit ; le sénat et le peuple, le regardant désormais avec horreur, ne voulurent plus le défendre ; ses soldats furent battus dans les montagnes par les Adorni. Son frère Zacharie tomba entre les mains des Fieschi, qui le massacrèrent pour venger leur parent : M. de Préjean, qui commandait la flotte française, ne trouva aucun obstacle pour entrer dans le port. Janus Frégoso se retira avec la flotte génoise à la Spézia ; et Antoniotto Adorno, reconnu par Louis XII comme son lieutenant, fut en même temps proclamé doge par le sénat et le peuple[2].

Gênes s'était rendue aux Français ; l'armée vénitienne d'Alviano occupait une moitié de l'état de Milan ; l'armée française de La Trémouille et de Trivulzio occupait l'autre, et dans tout le duché les seules villes de Como et de Novare

[1] *Uberti Folietæ Genuens. Historia.* L. XII, p. 710. — *Petri Bizarri Sen. Pop. que Genuens. Histor.* L. XVIII, p. 433. — [2] *Uberti Folietæ.* L. XII, p. 712. — *Petri Bizarri.* L. XVIII, p. 435. — *Pauli Jovii Hist.* L. XI, p. 162.

étaient demeurées au pouvoir de Maximilien Sforza. Celui-ci avait été joindre l'armée suisse dans la dernière de ces deux villes ; mais il n'y avait personne qui, en l'y voyant enfermé, ne songeât que le même La Trémouille et le même Trivulzio avaient assiégé dans cette même ville de Novare le père de ce duc Sforza qui s'y défendait aujourd'hui ; qu'il y était de même entre les mains des Suisses qui l'avaient vendu aux Français, et que plusieurs des capitaines, plusieurs des soldats qui entouraient le fils, avaient contribué à trahir le père. Ce rapprochement glaçait d'effroi Maximilien Sforza, tandis qu'il remplissait La Trémouille de confiance ; et celui-ci écrivit à Louis XII qu'il ne tarderait pas à faire prisonnier le fils au même lieu où il avait fait prisonnier le père [1].

Cette espérance avait décidé La Trémouille à assiéger Novare, plutôt que de suivre le conseil d'André Gritti, qui voulait que les Vénitiens unis aux Français chassassent avant tout les Espagnols de Lombardie, et qui représentait que les Suisses, demeurés alors sans cavalerie, sans artillerie et sans équipages de guerre, ne pourraient pas longtemps tenir la campagne [2].

Le siége de Novare fut commencé, et M. de La Fayette, grand-maître de l'artillerie, établit en plein midi ses batteries contre les murs : en quatre heures de temps il ouvrit une brèche assez large pour que cinquante hommes y pussent entrer de front. Il est vrai que pour descendre de la brèche dans la ville, il y avait encore quinze pieds de hauteur. Sur ces entrefaites, le général suisse fit dire aux Français qu'ils ne brûlassent point inutilement leur poudre, que, s'ils voulaient donner l'assaut, ils attaquassent la porte, puisque son intention était de la laisser ouverte. Et en effet, les Suisses se contentèrent de faire tendre des draps de lit, en guise de rideaux,

[1] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XI, p. 42. — *Jo. Marianæ Hist. Hispan.* L. XXX, c. XX, p. 331. — [2] *Paolo Paruta, Hist. Venet.* L. I, p. 35.

soit devant la porte, soit devant la brèche, pour que les ennemis ne vissent pas les évolutions de leurs soldats : malgré les instances de Silvio Savelli, de Jean de Gonzague, d'Alexandre Bentivoglio et de Camillo Montani, chefs principaux de l'armée de Sforza, ils ne voulurent jamais consentir à ce qu'on creusât un fossé derrière la brèche, ou à ce qu'on soutînt le mur par des terre-pleins[1].

Maximilien avait avec lui dans Novare les Suisses d'Ury, Schwitz et Underwald, qui, sous les ordres de leurs landammans, avaient passé les premiers en Italie, sans recevoir ni solde, ni engagement. Un second corps s'approchait, composé des milices de Glaritz, Zug, Lucerne et Schaffouse; un troisième, fort de cinq mille hommes, où se trouvaient les milices de Berne et de Zurich, sous les ordres du capitaine Alt-Sax, s'avançait par les Grisons et Chiavenne[2].

Les Français, se préparant à donner l'assaut, avaient déjà fait coucher trois jours et trois nuits leurs landsknechts dans la tranchée, qui était assez profonde pour les mettre à couvert de l'artillerie de la ville, lorsque leurs chevau-légers les avertirent que le second corps de l'armée suisse approchait, et qu'il entrerait dans Novare ce jour-là même. Robert de La Marck voulait les aller attaquer en rase campagne, avant l'arrivée du troisième corps, qu'on savait encore empêché au passage du Tésin ; mais Trivulzio jugea plus sage d'opposer de la lenteur à l'impétuosité des Suisses. Il suffisait, disait-il, de couper leurs convois, de les inquiéter par de la cavalerie, de leur faire souffrir la faim, et de leur refuser le combat; et bientôt on les forcerait ainsi à capituler. Il persuada à La Trémouille de porter le camp français deux milles en arrière, à la Riotta, près de la rivière Mora, au milieu de ses propres possessions, et dans un pays qu'il connaissait en détail[3].

[1] *Fr. Guicciardini*. T. II, L. XI, p. 42. — *Paolo Giovio. Hist.* L. XI, p. 165. — Mémoires de Fleuranges, T. XVI, p. 126. — [2] *Pauli Jovii Hist.*, L. XI, p. 163. — [3] *Fr. Guicciardini*.

Les Français s'éloignèrent de Novare le 5 juin au matin, marchant vers le Pô, comme s'ils avaient voulu se rendre à Milan par la route d'Abbiate-Grasso. Louis-le-Maure avait dérivé de l'Agogna un canal nommé la Mora, qui arrosait cette plaine, dans laquelle étaient toutes les possessions de Trivulzio : un petit bois s'étendait le long de ce canal, depuis Novare jusqu'au voisinage de Trécase. Les généraux français se logèrent d'abord à la Riotta, autour d'une abbaye un peu élevée; mais les landsknechts se trouvèrent exposés sur cette petite hauteur à l'artillerie de la ville; et un boulet, entré par la fenêtre, traversa la chambre même où s'assemblait le conseil de guerre. Les généraux changèrent alors de logement, et s'établirent autour de Trécase. Trivulzio, pour ménager cette bourgade, qui lui appartenait, avait obtenu que la troupe n'y entrât pas. Le sieur de Sedan avait inventé une sorte de fortification portative; son fils l'appelle « un parc « fait en façon d'échelles, lequel étoit merveilleusement bon, « et cinq cents arquebuttes à crochet dedans ledit parc, et « s'il eût pu être tendu, par adventure que la chose ne fût « point allée ainsi qu'elle alla; » mais les Français, en pleine sécurité, ne songèrent point à se fortifier cette première nuit[1].

Cependant le second corps des Suisses, conduit par le capitaine Jacob Mottino d'Altorf, et par Graf, bourgmestre de Zurich, entra dans Novare, le 5 juin, sans rencontrer aucune opposition. Ces deux chefs, avertis de la retraite de La Trémouille, et sachant que dans le même temps M. d'Aubigny

T. II, L. XI, p. 42. — *Pauli Jovii Hist. sui temporis*. L. XI, p. 165. — [1] Mémoires de Fleuranges. T. XVI, p. 119, 129, 130. — Mémoires de messire Martin du Bellay, seigneur de Langey. T. XVII, L. I, p. 17-18. — Mémoires de Louis de La Trémouille. L. XIV, ch. XIV, p. 183-190. — Mais le dernier, qui est le général vaincu, en faisant lui-même son apologie, a souvent confondu à dessein les dates et les événements. Les accusations des Français contre Trivulzio paraissent dénuées de tout fondement. Le nouveau biographe de Trivulzio, Cav. Carlo Rosmini, dissimule ces accusations, au lieu de les réfuter, comme il semble qu'il aurait pu le faire. L. XI, p. 467.

passait les Alpes avec un nouveau corps de cavalerie, jugèrent qu'il ne fallait point donner aux Français le loisir de s'éloigner, ou de traîner la guerre en longueur. Ils représentèrent à leurs compagnons d'armes que l'ennemi se reposait dans une confiance téméraire, ne supposant point qu'ils voulussent l'attaquer avant l'arrivée du capitaine Alt-Sax et du troisième corps; que toutefois leur gloire en serait bien plus grande, s'ils remportaient la victoire avant d'être joints par leurs compatriotes. Tous les capitaines suisses, s'étant rangés à l'avis des nouveaux venus, ordonnèrent à leurs soldats de prendre de la nourriture et quelques heures de repos, et le 6 juin 1513, avant le jour, ils sortirent de Novare pour marcher sur Riotta et Trécase [1].

Les Suisses, en partie cachés par les ombres de la nuit, en partie couverts par le petit bois qui s'étendait entre Novare et le camp français, s'avançaient en trois colonnes, et en silence, contre leur usage; ils arrivèrent jusqu'en vue du camp, sans avoir été découverts; ils marchèrent droit à l'artillerie, sans se laisser ébranler par une charge vigoureuse que fit sur eux Robert de La Marck, à la tête de trois cents gendarmes, ni sans être découragés de ce que l'artillerie avait abattu plusieurs de leurs chefs, et emportait des files entières de soldats. Ils avançaient toujours sous un feu épouvantable; bientôt ils se rendirent maîtres des batteries, et ils les tournèrent contre leurs adversaires, qu'ils avaient mis en fuite. L'infanterie allemande, commandée par Fleuranges et Jamets, fils de Robert de La Marck, était l'objet particulier de la haine et de la jalousie des Suisses, qu'elle avait remplacés dans les armées françaises : ce fut elle qui fut attaquée avec le plus d'acharnement, et qui se défendit avec le plus de courage; elle causa une grande perte aux Suisses. Mais aussi plus de la moitié des

[1] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XI, p. 42. — *Pauli Jovii Hist. sui temporis.* L. XI, p. 167. — *Paolo Paruta, Historia Veneliana.* L. I, p. 37.

landsknechts furent tués sur la place. La gendarmerie française, arrêtée par des fossés, ou s'enfonçant dans des lieux marécageux, ne fit presque aucune impression sur les Suisses; l'artillerie française était conquise, et déjà tournée contre les landsknechts : ceux qui survivaient se rendirent enfin en levant leurs lances; car déjà la fuite leur était devenue impossible. Fleuranges et Jamets, grièvement blessés dès le commencement du combat, étaient tombés tous deux entre les mains des ennemis. Leur père, par une charge impétueuse de sa gendarmerie, entr'ouvrit le bataillon qui les foulait aux pieds, fit relever ses fils, dont l'aîné n'avait pas moins de quarante-six blessures, et les fit emporter sur le col des chevaux de ses soldats[1].

La gendarmerie française, qui jusqu'alors avait été considérée comme la plus vaillante de l'Europe, n'avait jamais éprouvé un échec plus honteux qu'à la journée de Novare. La surprise, la perte de l'artillerie, la nouvelle répandue dans les rangs que l'une des trois colonnes suisses avait pénétré par derrière dans le camp, et qu'elle pillait déjà les bagages, frappèrent d'une terreur panique ces chevaliers jusque-là si braves; on les vit jeter leurs armes à l'envi pour s'enfuir plus rapidement, et l'on assure qu'il n'y en avait pas un qui eût conservé sa lance après le passage de la Sésia. Si Maximilien Sforza avait eu seulement deux cents gendarmes pour les poursuivre, il aurait détruit l'armée française. Quant aux Suisses, avec leur infanterie seule, ils ne pouvaient pas même le tenter. D'ailleurs l'on assure qu'en entrant sous les drapeaux, ils prêtaient serment de ne point faire grâce à celui qu'ils trouvaient armé sur le champ de bataille, et de ne point poursuivre celui qui s'en retirait. L'action n'avait duré qu'une heure et demie; et les Suisses, après avoir passé quelques

[1] Mémoires de Fleuranges. L. XVI, p. 131-136. — *Fr. Guicciardini*. T. II, L. XI, p. 41. — *Pauli Jovii*. L. XI, p. 169. — *P. Paruta*. L. I, p. 39.

heures, rangés en bon ordre, comme pour s'assurer la possession du champ de bataille, ramenèrent en triomphe à Novare vingt-deux pièces d'artillerie, avec tous leurs chevaux de train et tous les bagages. La perte des Français fut d'environ dix mille hommes, dont la moitié seulement fut tuée dans le combat, et ce furent tous les landsknechts : l'autre moitié fut massacrée par les paysans, et ce furent les fantassins gascons, qui, dans leur fuite, harassés de fatigue, mourants de faim, désarmés, s'arrêtaient dans les champs ou au pied des haies, et y étaient accablés sans combat[1].

Les Français n'osèrent point s'arrêter en Piémont, et ils repassèrent immédiatement les montagnes, malgré les supplications d'André Gritti, qui leur représentait que cet acte de lâcheté, bien plus funeste que leur défaite, causerait la ruine de tous leurs amis en Italie. En effet, toutes les villes qui avaient arboré leurs drapeaux se hâtèrent d'envoyer leur soumission à Maximilien Sforza, et rachetèrent par des sommes d'argent, qui furent distribuées aux Suisses, la faute qu'elles avaient commise. Don Raymond de Cardone, qui n'avait voulu prendre aucune part aux dangers de la guerre, s'empressa de recueillir les fruits de la victoire. Il détacha trois mille fantassins espagnols, sous les ordres du marquis de Pescaire, pour aller de concert avec Octavien Frégoso chasser les Français de Gênes. Mais déjà la flotte française, sous les ordres de Préjean, avait abandonné Gênes : la flotte génoise, qui, peu de semaines auparavant, s'était retirée dans le golfe de la Spézia, se présenta de nouveau devant la ville. Les Adorni ne voulurent pas attirer sur leur patrie les calamités d'un siége ; ils renoncèrent volontairement à leur au-

[1] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XI, p. 45. — *Pauli Jovii Hist.* T. XI, p. 171. — *Epistola Leonis X ad Max. Sfortiam, apud Raynald.* 1513, § 29, p. 138. — *Paolo Giovio, Vita di Leone X.* L. III, p. 163. — *Fr. Belcarii.* L. XIV, p. 413. — *Paolo Paruta, Hist. Ven.* L. I, p. 41.

torité; ils abandonnèrent la ville, emportant les remercîments du sénat et les vœux du peuple, tandis qu'Octavien Frégoso, qui était bien plus estimé de ses compatriotes que Janus Frégoso qu'il remplaçait à la tête du même parti, fut élu doge le 17 juin, et fit payer par les Génois quatre-vingt mille florins au marquis de Pescaire, pour les frais de son expédition [1].

Sacramoro Visconti, qui avait pris possession de Milan pour le roi de France, était sorti de cette ville avec sept cents hommes d'armes pour rejoindre le camp français, et il était arrivé jusqu'au bord du Tésin, lorsqu'il entendit le canon de la bataille de Novare. Bientôt il apprit la déroute des Français: s'éloignant alors avec rapidité, il vint joindre à Crémone Barthélemi d'Alviano et l'armée vénitienne. Celui-ci à son tour, qui se trouvait opposé aux Espagnols, apprenant que le vice-roi avait passé le Pô le 13 juin, ne voulut point attendre que les deux armées se fussent réunies contre lui; il fit immédiatement sa retraite sur Vérone avec la rapidité qu'il apportait dans toutes ses opérations: au passage il tenta de s'emparer de cette ville, et dans un même jour il planta ses batteries, il ouvrit une brèche, il donna un assaut, et n'ayant pas réussi, il retira ses canons et continua sa retraite. Il établit ensuite son camp à Tomba, dans l'état de Vicence [2].

Cardone s'avançait cependant, sans trouver de résistance, dans les provinces que d'Alviano avait abandonnées; et il les traitait avec la férocité et l'avarice espagnoles, pillant Crémone, levant des contributions énormes sur Brescia, Bergame et les autres villes, et dévastant les villages et les hameaux. D'Alviano, qui sentait l'impossibilité de tenir la campagne contre tant d'ennemis à la fois, s'enferma dans Padoue; en

[1] *Fr. Guicciardini*. L. XI, p. 45. — *Pauli Jovii Hist. sui temp*. L. XI, p. 173. — *Ejusdem Vita Fernandi Davali Piscarii*. L. I, p. 285. — *Uberti Folietæ Genuens. Hist*. L. XII, p. 713. — *Petri Bizarri*. L. XVIII, p. 436. — [2] *Fr. Guicciardini*. T. II, L. XI, p. 46. — *Pauli Jovii Hist*. L. XI, p. 173. — *Paolo Paruta, Hist. Ven*. L. I, p. 44.

même temps Jean-Paul Baglioni s'enferma dans Trévise, et Renzo de Céri dans Crême ; à la réserve de ces trois villes, tout le reste de la terre-ferme vénitienne fut abandonné aux déprédations des ennemis [1].

Les Suisses, qui n'avaient aucun motif d'inimitié contre les Vénitiens, ne songeaient point à les attaquer : ils se contentaient de s'établir dans le duché de Milan, et d'y lever des contributions, tandis que les généraux espagnols, en faisant la guerre, ne se proposaient presque d'autre but que de nourrir leurs soldats par le pillage. Il n'y avait entre Ferdinand et les Vénitiens ni motifs d'inimitié, ni déclaration de guerre ; au contraire, le roi espagnol avait tout dernièrement encore offert ses bons offices pour réconcilier la république avec l'empereur. Léon X avait, de son côté, offert sa médiation, en l'accompagnant des expressions les plus affectueuses : ni l'un ni l'autre n'avaient réussi, parce que Maximilien n'avait rien voulu rabattre de ses prétentions, et que le sénat de Venise, avec la plus héroïque constance, refusait de traiter, si l'empereur ne lui restituait pas Vérone et Vicence. Mais du moins ces offres amicales ne devaient pas faire présumer de prochaines hostilités : aussi, lorsque Raymond de Cardone fit avancer son armée pour la joindre à celle de l'empereur et faire la guerre en son nom, l'on ne put méconnaître dans cette conduite la barbare indifférence d'un condottière, qui ne songe qu'à enrichir ses soldats, sans s'inquiéter si c'est aux dépens de ses amis et de ses ennemis. Les Vénitiens ressentirent avec plus d'amertume encore la conduite de Léon X, qui choisit ce moment où la fortune les accablait, pour envoyer sa gendarmerie à l'armée espagnole, sous les ordres de Troïlo Savelli et de Muzio Colonna ; lui qui, dans tout le cours des malheurs qu'il avait éprouvés, n'avait cessé de re-

[1] *Fr. Guicciardini*. T. II, L. XI, p. 47. — *Pauli Jovii Hist.* L. XI, p. 173. — *Paolo Paruta, Hist. Venet.* L. I, p. 45 et 52.

cevoir des bienfaits de la république et d'en exprimer hautement sa reconnaissance [1].

Raymond de Cardone vint se réunir à l'armée de l'empereur, à San-Martino, près de Vérone; et comme il ne pouvait attaquer les Vénitiens qu'en se disant auxiliaire de Maximilien, il se soumit dès lors en grande partie à l'autorité du cardinal de Gurck, qui résidait à Vérone, et qui était l'unique lieutenant de l'empereur en Italie. Celui-ci annonçait toujours de vastes projets, pour lesquels il demandait des subsides à ses alliés; et dissipant son argent plus rapidement qu'il ne l'avait obtenu, il était toujours incapable d'exécuter ce qu'il méditait. Ses troupes n'étaient jamais payées : celles de Ferdinand ne l'étaient pas davantage, et les deux armées devaient vivre aux dépens des malheureuses provinces vénitiennes, où elles avaient transporté la guerre. Le marquis de Pescaire commandait l'infanterie espagnole, forte de quatre mille cinq cents hommes; Jacob Landau, George de Frundsberg et George de Lichtenstein, l'allemande, qui en comptait trois mille cinq cents; la cavalerie, sous les ordres de don Pédro de Castro, ne passait pas neuf cents chevaux, pour la plupart de troupes légères. L'artillerie consistait en douze fauconneaux de bronze. Mais cette armée était bien plus redoutable par la valeur des vétérans dont elle était composée, et par l'habileté de ses chefs, que par le nombre de ses soldats [2].

Le cardinal de Gurck exigea que Cardone attaquât Padoue. Cette ville, que les Vénitiens regardaient comme leur dernier boulevard, était, d'autre part, la conquête que Maximilien désirait le plus; mais il l'avait vainement tentée à la

[1] *Paolo Paruta, Hist. Venet.* L. I, p. 49. — *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XI, p. 49. — *Pauli Jovii de Vita Ferdinandi Davali Piscarii.* L. I, p. 289. — [2] *Pauli Jovii Hist. sui temp.* L. XII, p 193. — *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XI, p. 51. — *Paolo Paruta, Stor. Venet.* L. I, p. 55. — *Fr. Belcarii.* L. XIV, p. 417. — *Herren Georgens von Frundsberg. Kriegzsthathen, Buch.* I, f. 17, editio folio, Francfort, 1568.

tête d'une puissante armée; et l'entreprise dont il n'avait pu venir à bout avec près de cent mille hommes, ne devait pas réussir mieux à ses lieutenants avec huit ou neuf mille. Le siége commença le 28 juillet. D'Alviano pour défendre Padoue, avait sous ses ordres une armée nombreuse; un fils du doge et plusieurs gentilshommes vénitiens étaient venus s'y enfermer avec lui: la ville était une des plus fortes de l'Italie. Cardone, exposé de toutes parts au feu des batteries de la place, ne pouvait rassembler assez de pionniers pour creuser ses tranchées et se mettre à couvert. Les maladies, conséquences d'un sol humide et marécageux, commençaient à devenir fréquentes dans son armée. Il fut donc obligé, le 16 août, de lever le siége, et de se retirer à Vicence. Mais cet échec redoublant la cruauté de ses soldats, ils se répandirent dans ces campagnes autrefois si riches, s'acharnant à détruire tout ce qui subsistait encore de leur antique opulence.

Après avoir continué quelque temps ces déprédations, le vice-roi voulut pouvoir se vanter d'avoir dirigé son artillerie contre les palais mêmes de Venise. Il conduisit son armée jusqu'au bord de la Lagune: il y brûla Mestre, Marghéra et Fusine, et il établit sur le rivage dix pièces de canon, dont les boulets vinrent frapper contre les murs du couvent de San-Secondo. Cette bravade du général espagnol fut ressentie avec une profonde douleur par les Vénitiens. Ils voyaient pendant le jour la fumée, pendant la nuit les flammes de leurs palais et de leurs villages, que les Espagnols et les Allemands, et même les soldats du pape, brûlaient avec une rage barbare. Ils demandaient vengeance à l'impétueux Barthélemi d'Alviano, qui n'avait consenti qu'à regret à s'enfermer dans les murs d'une ville, et qui voyant ses soldats animés comme lui,

[1] *Paolo Paruta, Hist. Ven.* L. I, p. 57.

par la colère, par le sentiment de leur force, et la confiance en leurs chefs, se crut assuré d'obtenir cette vengeance[1].

Les Espagnols s'étaient trop avancés; ils avaient laissé derrière eux la Brenta et le Bacchiglione avec leurs nombreux canaux, et deux villes dont chacune contenait une armée. Les paysans, chassés de leurs maisons, ruinés dans leurs propriétés, souvent maltraités dans leurs personnes, se montraient prêts à sacrifier leurs vies pour servir la république de Venise contre d'aussi féroces ennemis. D'Alviano les appela à lui : il leur fit occuper les rives des fleuves, les défilés des montagnes, mettre partout leurs vivres en sûreté, et fortifier par leurs travaux les retranchements divers qu'il faisait occuper à son armée. Cardone, pour se tirer de la situation difficile où il s'était engagé, avait pris sa route entre Padoue et Trévise. Il était arrivé à Cittadella, à peu de distance de la Brenta; il avait attaqué ce château, et il avait été repoussé. Il le fut encore lorsqu'il voulut passer la Brenta un peu au-dessous[2].

Enfin, sa cavalerie légère, en faisant de nouvelles attaques dans le même lieu, tandis que Pescaire passait la rivière trois milles plus haut, réussit à tromper la vigilance d'Alviano. Les Espagnols étaient parvenus de l'autre côté de la Brenta; mais ils n'étaient pas hors de danger. D'Alviano se retrouva bientôt sur leur chemin pour les empêcher d'arriver à Vicence. Il fit occuper Montecchio, sur la route d'Allemagne, par Jean-Paul Baglioni, qui était arrivé de Trévise. Il plaça de l'artillerie sur tous les points avantageux, et avec le reste de son armée il vint occuper à l'Olmo une petite esplanade

[1] *Pauli Jovii Histor.* L. XII, p. 195. — *Paolo Paruta.* L. I, p. 60. — *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XI, p. 53. — [2] *Pauli Jovii Hist.* L. XII, p. 196. — *Ejusdem Vita Fernandi Davali Piscarii.* L. I, p. 288. — *Paolo Paruta.* L. I, p. 64. — *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XI, p. 54.

que la nature semblait avoir fortifiée, à deux milles de Vicence, sur la route de Vérone, que cette position fermait[1].

Les Espagnols étaient entourés de toutes parts : ils passèrent la nuit à un demi-mille des Vénitiens, à la portée de leur artillerie, et ils furent obligés d'éteindre tous leurs feux, pour ne pas servir de point de mire aux ennemis. Attaquer la position d'Alviano, à l'Olme, était une entreprise désespérée : ils y renoncèrent après en avoir reconnu les dangers ; et, le 7 octobre au matin, ils tournèrent le dos aux ennemis, pour prendre par les montagnes la route de Bassano et de Trente. Déjà ils avaient brûlé une partie de leurs bagages ; ils s'attendaient à perdre le reste aussi bien que leurs chevaux, et ils s'estimaient heureux s'ils pouvaient arriver en Allemagne avec leurs armes. Comme ils étaient partis en imposant silence aux tambours et aux trompettes, et qu'un brouillard épais les environnait, d'Alviano ne s'aperçut pas immédiatement de leur marche ; dès qu'il en fut instruit, il les fit suivre par Bernard Antiniola, fils de sa sœur, avec de la cavalerie légère et deux petits canons. Celui-ci renversa les Allemands, les mit en fuite, et ne fut arrêté que par l'infanterie espagnole avec laquelle Pescaire se présenta à lui. Les Stradiotes répandus sur les flancs de l'armée la harcelaient dans sa marche ; les paysans, rassemblés par milliers, descendaient des montagnes, et, sans s'exposer eux-mêmes, atteignaient les soldats de leurs arquebuses ; les chars de bagage commençaient à se croiser et à jeter le désordre dans l'infanterie ; les chemins étaient étroits, garnis de fossés des deux parts, et la troupe en retraite, ayant à peine fait deux milles au pas accéléré, quoiqu'en bon ordre, voyait le danger de sa position s'accroître à chaque instant[2].

[1] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XI, p. 55. — *Paolo Paruta.* L. I, p. 68. — *Pauli Jovii Hist. sui temp.* L. XII, p. 197. — *Ejusd. Vita Ferd. Davali Piscarii.* L. I, p. 289. —

[2] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XI, p. 55. — *Paolo Paruta, Storia Venez.* L. I, p. 75. —

D'Alviano avait compté ne point livrer de bataille, et augmenter seulement la confusion de cette armée en la harcelant, la repousser ainsi au milieu des montagnes, dans les lieux arides, où les vivres lui manqueraient absolument, et la contraindre enfin à capituler. Mais André Lorédano, provéditeur vénitien, qui l'accompagnait, s'écria que le moment était enfin venu de tirer vengeance de toutes les atrocités commises par les Espagnols dans le Padouan, qu'une charge vigoureuse pouvait anéantir l'armée ennemie, tandis que la frontière allemande n'était pas si éloignée qu'avec la patience et la sobriété espagnoles, cette même armée ne pût y arriver sans vivres. L'impétueux d'Alviano se laissait aisément persuader de combattre. Il distribua ses troupes avec habileté, et les mena à l'ennemi : mais ni les talents et le courage du général, ni la faveur des circonstances, ne peuvent suffire lorsque les soldats ne veulent affronter aucun danger. Les fantassins romagnols, commandés par Naldo de Brisighella, devaient commencer l'attaque ; ils furent reçus par les Espagnols avec la vigueur accoutumée de cette brave infanterie, et presque aussitôt ils jetèrent leurs piques et commencèrent à fuir. Tout le reste de l'armée suivit ce honteux exemple ; d'Alviano lui-même fut entraîné par les fuyards, et alla s'enfermer dans Padoue : le plus grand nombre avait compté trouver un refuge dans Vicence ; cette ville leur ferma ses portes, en sorte qu'ils furent massacrés au pied de ses murs, ou aux bords du Bacchiglione, dans lequel plusieurs se noyèrent en voulant le franchir. Tous les bagages de l'armée vénitienne tombèrent aux mains des Espagnols, aussi bien qu'un grand nombre de prisonniers, parmi lesquels on remarquait Jean-Paul Baglioni, Jules, fils de Jean-Paul Manfroni, et Malatesta de Sogliano. Parmi les morts on distingua Alfonse Muto de Pise,

Pauli Jovii Hist. sui temp. L. XII, p. 198. — *Ejusdem Vita Ferdinandi Davali Piscarii* Lib. I, p. 290.

Antonio de Pii et son fils Costanzo, Charles de Montone, Méléagro de Forli, Francesco Sassatello, Sagramoro Visconti, et Hermès Bentivoglio. Le provéditeur Lorédano, déjà fait prisonnier, fut tué par ceux qui se disputaient sa capture. La perte totale des Vénitiens fut estimée à quatre cents hommes d'armes et quatre mille fantassins[1].

Cette déroute n'eut pas pour les Vénitiens des suites aussi désastreuses qu'ils pouvaient d'abord le craindre; soit que les Espagnols, fatigués de la campagne précédente, ne voulussent pas s'engager de nouveau en pays ennemi, soit que la saison des pluies qui approchait rendît en effet dangereux de continuer la guerre dans ces terres basses. Cardone et Pescaire mirent leurs troupes en quartiers d'hiver à Este et Montagnana, dans les riantes collines Euganéennes, qu'ils achevèrent de dévaster. Prosper Colonna, qui, sans avoir le premier rang dans leur armée, les avait tirés de plus d'un danger par son expérience, les quitta pour passer à l'armée de Maximilien Sforza, dont il accepta le commandement; et le sénat de Venise, avec une constance inébranlable, écrivit à d'Alviano de ne point désespérer de la république; en même temps il lui fit passer des fonds pour rassembler une nouvelle armée[2].

D'ailleurs, depuis que les plus puissants entre les souverains qui se disputaient la possession de l'Italie n'étaient plus Italiens, les actions principales de la guerre n'étaient plus limitées au sol de l'Italie. Le pays était tellement dévasté qu'on pouvait à peine y trouver des vivres pour les armées, et il était plus difficile encore de forcer les villes à payer de grosses contributions. Le peuple était si foulé, il avait été traité avec tant de barbarie qu'il était à toute heure prêt à se révolter; chaque

[1] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XI, p. 56. — *Paolo Paruta.* L. I, p. 77. — *Pauli Jovii Hist.* L. XII, p. 199. — *Ejusdem Ferdinandi Davali Vita.* L. I, p. 291. — *Vita di Leone X.* L. III, p. 171. — *Jo. Marianæ Hist. Hisp.* L. XXX, c. XXI, p. 334. — *Fr. Belcarii.* Lib. XIV, p. 419. — *Georgens von Frundsberg Kriegzsthaten.* B. I, f. 18. — [2] *Pauli Jovii Vita Ferdinandi Davali.* L. I, p. 292. — *Paolo Paruta.* L. I, p. 80.

armée savait bien que si elle était battue, tous ses fuyards seraient massacrés par les paysans. Au lieu donc d'envoyer de bien loin des soldats en Italie, et avec eux des munitions, des armes, de l'argent et des vivres, les puissances rivales, qui voyaient que la guerre ne nourrissait plus la guerre, commençaient à trouver plus commode de se battre plus près de chez elles [1].

Pendant cette même année, les ennemis de la France l'avaient attaquée dans l'enceinte de ses propres frontières. Henri VIII d'Angleterre, en exécution du traité de Malines, conclu le 5 avril avec le pape, l'empereur et le roi d'Aragon, avait fait passer, dès le mois de mai, son armée à Calais, et, le 17 juin, il avait entrepris le siége de Térouane [2]. Ce siége fut signalé par un nouveau désastre pour la France. Le duc de Longueville, qui commandait l'armée de Louis XII, voulut introduire du secours dans Térouane; il envoya, le 16 août, un parti d'Albanais jeter dans les fossés de la ville quelques munitions dont ils s'étaient chargés sur le col de leurs chevaux, en même temps qu'il fit avancer d'un autre côté sa gendarmerie, avec ordre de se retirer au galop dès qu'elle apercevrait les Anglais, pour les éloigner de Térouane. Mais ces gendarmes, qui rencontrèrent les Anglais plus tôt qu'ils ne s'y étaient attendus, exécutèrent avec tant d'empressement l'ordre qu'ils avaient reçu de s'éloigner au galop, que chacun imprimant la terreur aux autres, et la recevant à son tour, l'armée entière fut mise en déroute. Le duc de Longueville, Bayard, La Fayette et Bussy d'Amboise furent faits prisonniers, quoiqu'ils fussent à peine chassés par quatre ou cinq cents chevaux. Cette défaite, sans combat, a conservé le nom de *journée des Éperons* ; elle fut suivie le 22 août de la

[1] *Pauli Jovii Hist. sui temp.* L. XIII, p. 220. — [2] *Rymer, Acta publica.* T. XIII, p. 358. — Rapin Thoyras, Histoire d'Angleterre. T. XV, p. 63. — *Fr. Belcarii.* L. XIV p. 421. — *Pauli Jovii Hist. sui temp.* L. XI, p. 175.

prise de Térouane, et le 24 septembre de celle de Tournai [1].

La république de Venise ne ressentait pas seulement les malheurs de la France; les contre-coups du désastre du roi d'Écosse, allié de Louis XII, s'étendaient jusqu'à elle. Ce roi, nommé Jacques IV, animé par un sentiment chevaleresque, avait voulu faire une diversion en faveur du roi de France qu'il voyait opprimé par presque toute l'Europe; mais dans la fatale bataille de Flowden, il fut tué, le 9 septembre, avec douze comtes écossais, treize lords, un nombre infini de barons et huit ou dix mille soldats [2].

Dans le même temps, quinze mille Suisses étaient entrés en Bourgogne, accompagnés par Ulrich, duc de Wurtemberg, avec un corps de cavalerie allemande et de noblesse franc-comtoise. Ils avaient assiégé Dijon, où La Trémouille s'était vaillamment défendu pendant six semaines. Mais lorsque ce général vit qu'il ne pouvait pas se maintenir plus longtemps, et que la prise de Dijon ouvrirait aux Suisses toutes les provinces de l'intérieur, il prit sur lui de traiter avec eux au mois de septembre, sans y être autorisé par le roi. Il leur promit que Louis leur paierait quatre cent mille écus d'or, qu'il évacuerait toutes les forteresses qu'il possédait encore en Italie, et qu'il renoncerait à tous ses droits sur le duché de Milan. Pour l'accomplissement de ces promesses, qu'il ne s'attendait guère à voir ratifier par le roi, La Trémouille donna pour otages son propre neveu, le seigneur de Mézières; le fils du chancelier de France, et quatre bourgeois de Dijon [3].

[1] Mémoires de Fleuranges. T. XVI, p. 145. — Mémoires de Martin du Bellay. L. I, p. 21. — Mémoires du chev. Bayard. Ch. LVII, p. 339-354. — Rapin de Thoyras, Histoire d'Angleterre. L. XV, p. 72. — *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XII, p. 62. — *Pauli Jovii Hist. sui temp.* T. XI, p. 176. — [2] *Buchanani rerum Scoticarum Historia.* L. XIII, p. 429, editio Trajecti ad Rhenum, 1697. — *Robertson's History of Scotland.* B. I, p. 38. — *Pauli Jovii Hist. sui temp.* L. XI, p. 178-186. — *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XII, p. 64. — *Fr. Belcarii.* L. XIV, p. 425. — [3] Mémoires de Louis de La Trémouille. Ch. XV, p. 191-199. — Mémoires de Fleuranges. p. 139. — Mém. du chev. Bayard. Ch. XLII, p. 356. — Mémoires de Martin du Bellay. T. XVII, L. I, p. 24. — *Pauli Jovii Hist. sui*

A tant de désastres se joignit encore la tempête qui, le 15 octobre, battit la flotte française entre Calais et Honfleur, et fit périr beaucoup de vaisseaux [1]; et l'incendie de Venise, allumé accidentellement, le 13 janvier, dans les boutiques du pont du Rialto, et qui, poussé par un vent violent, s'étendit sur la partie la plus peuplée et la plus mercantile de la ville. Deux mille maisons ou magasins furent consumés avec toutes les richesses qu'ils contenaient; et la république, déjà épuisée par cinq années d'une guerre désastreuse, perdit autant en une seule nuit qu'elle aurait dépensé en toute une campagne [2].

Mais ceux même qui jusqu'alors avaient travaillé avec tant d'acharnement à la ruine de la France commençaient à ressentir de l'inquiétude des succès trop prolongés de ses ennemis. Le pape savait que Louis avait proposé à plusieurs reprises, à Maximilien, de faire épouser sa fille Renée à l'un des petits-fils de celui-ci, et de leur céder pour dot le Milanais. Le moment approchait déjà où Charles, l'aîné de ces petits-fils, réunirait les deux immenses héritages des maisons d'Autriche et d'Espagne. La réunion de tant d'états, qui devait détruire toute indépendance pour le saint-siége et l'Italie, fixait, il est vrai, beaucoup moins l'attention des hommes qu'on n'aurait dû s'y attendre, tant il est difficile de se transporter par la pensée à des temps absolument différents de ceux qu'on a toujours eus sous les yeux. Mais, sans arrêter leurs regards sur un événement si près d'eux, et qui leur paraissait encore si loin, les politiques de l'Italie sentaient que l'abaissement absolu de la France les laissait en proie à la rapacité des Espagnols, à la brutalité des Allemands, à l'insolence et aux extorsions des Suisses, qui, plus redoutables que tous les autres, s'étaient déjà fait un vassal du duc de Milan, et qui ne

temp. L. XI, p. 187. — *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XII, p. 63. — [1] *Pauli Jovii Hist. sui temp.* L. XI, p. 190. — [2] *Ibid.* L. XII, p. 203. — *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XII, p. 69. — *Paolo Paruta, Ist. Ven.* L. II, p. 168.

tarderaient pas, en vendant leur protection aux autres petits états de l'Italie, de les réduire tous au même degré de sujétion [1]. D'autre part, les révolutions survenues vers le même temps dans l'empire ottoman inspiraient une grande terreur à l'Europe; Sélim avait détrôné son père, Bajazeth II, le 11 avril 1512, et il avait fait ensuite périr ses frères et tous leurs enfants. On savait que le nouveau sultan n'était pas moins habile que cruel, qu'il était cher aux soldats, qu'il désirait la guerre, et qu'il tournait ses regards vers la conquête de l'Italie, où les chrétiens, par leurs inimitiés, s'étaient mis hors d'état de lui opposer de la résistance. Et, en effet, si les provocations d'Ismaël Sophi n'avaient pas détourné sur la Perse l'orage qui menaçait l'Europe, il est probable qu'à cette époque même l'Italie serait tombée entre les mains des Turcs [2].

Léon X s'occupa enfin sérieusement de mettre l'Italie à couvert de tant de dangers. La guerre de Maximilien avec la république de Venise était le seul prétexte de la continuation des hostilités; Léon ayant vainement essayé de réconcilier les deux puissances, et ne pouvant amener l'empereur à consentir à aucune condition équitable, obtint du moins que les parties le choisiraient pour arbitre de leurs différends. Les Vénitiens consentirent même à renoncer à recouvrer Vérone, pourvu que les châteaux de Gange et de Valeggio leur fussent laissés, afin de conserver une communication avec les provinces situées au-delà du Mincio. De son côté, Maximilien promit que les hostilités seraient suspendues pendant les négociations;

[1] Dans les lettres entre Macchiavelli et Fr. Vettori, où toutes les combinaisons des événements qu'ils prévoyaient sont discutées, la succession de Charles-Quint n'est pas une seule fois mentionnée comme sujet de crainte, tandis que l'ambition et la toute-puissance des Suisses occupent sans cesse les deux hommes d'état. *Macchiavelli, Lettere familiari.* nos 16-39, p. 41-142. — [2] *Alfonso de Ulloa, Vita di Carlo V.* L. I, f. 13 et 42. — *Paolo Paruta, Stor. Ven.* L. II, p. 85. — *Macchiavelli, Lettere familiari, passim.* — *Pauli Jovii Hist.* L. XIV, p. 256,

mais ses officiers allemands, de même que les généraux espagnols, loin d'observer la trêve, en profitèrent pour abuser de la sécurité qu'elle inspirait aux paysans, et recommencer leurs ravages ; le cardinal de Gurck prit à tâche d'entraver la négociation, et il la fit enfin échouer [1].

Léon X en même temps se montra disposé à réconcilier la France au saint-siége, pourvu que Louis XII renonçât au schisme et à la protection du concile de Pise. Ce concile était déjà tellement déconsidéré, qu'il n'y avait plus d'avantage politique à le soutenir; Anne de Bretagne, femme de Louis XII, demandait avec instance sa suppression, parce qu'elle ne doutait point que les excommunications du saint-siége ne dussent entraîner sa damnation éternelle et celle de son mari. Deux des cardinaux qui l'avaient convoqué, Bernardin Carjaval et Frédéric de San-Sévérino, avaient été faits prisonniers en Toscane comme ils se rendaient au conclave où Léon X fut créé. Ils s'étaient humiliés devant lui ; ils avaient abjuré le schisme, et ils avaient été rétablis dans leur dignité [2]. Un très petit nombre de prélats demeuraient assemblés à Lyon pour servir la politique du roi ; mais la grande masse des Français les regardait comme schismatiques, et eux-mêmes probablement se croyaient coupables. Louis XII consentit enfin à les abandonner. Par un acte signé à Corbie le 26 octobre, et lu au concile de Latran dans sa huitième session, le 17 décembre, Louis renonça au conciliabule de Pise, adhéra au concile de Latran, et promit que six prélats d'entre ceux qui avaient siégé parmi les schismatiques viendraient faire à Rome la même abjuration au nom de toute l'église gallicane [3].

[1] *Paolo Paruta. Storia Veneziana.* L. I, p. 139. — *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XII, p. 70. — [2] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XI. p. 48. — *Pauli Jovii Hist. sui temp.* L. XI, f. 190. — *Paris. de Grassis.* T. IV, p. 47; *apud Roynald. Ann. eccles.* § 44, T. XX, p. 142. — [3] Fleury, Histoire ecclésiastique. L. CXXIII, ch. 128. — *Raynald. Ann. eccles.* 1513, § 61, p. 147 ; § 85. p. 154. — *Pauli Jovii Hist. sui temp.* L. XI, p. 191. — *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XII, p. 65. — *Fr. Belcarii.* L. XIV, p. 416.

Aussitôt que la France eut renoncé au schisme, Léon X se crut autorisé à reprendre avec elle le caractère de père commun des chrétiens, et à ne plus fournir de secours à ses ennemis. Il chercha même secrètement à lui rendre de plus grands services, et surtout à la réconcilier avec les Suisses; il représenta aux cantons tout le danger qu'ils couraient en réduisant Louis XII à faire avec Maximilien un traité séparé dont le prix serait l'abandon du duché de Milan à la maison d'Autriche; combien la longue inimitié des Autrichiens rendrait dangereuse pour eux l'union de l'Italie à l'Allemagne sous la domination de cette maison ambitieuse. D'autre part, Léon X voulait engager Louis XII à ratifier la convention de Dijon; et il lui représentait que si jamais les circonstances devenaient plus favorables, il ne serait pas embarrassé à faire revivre les droits sur le duché de Milan qu'on lui demandait d'abandonner aujourd'hui [1].

Pendant ce temps, Ferdinand avait renouvelé, pour une autre année, la trêve d'Orthès entre la France et l'Espagne; il manquait ainsi d'une manière formelle aux engagements qu'il avait pris avec son gendre Henri VIII; il l'avait flatté par la vaine espérance de conquêtes à faire en France, et il l'abandonnait ensuite au moment de l'action. C'était la troisième fois, depuis le commencement de cette guerre, qu'il le trompait, et qu'il le sacrifiait à son ambition privée. Henri VIII, indigné d'être ainsi joué par son beau-père, se montra disposé à faire sa paix avec la France. Anne de Bretagne était morte le 9 janvier; Louis XII, demeuré veuf, fit demander en mariage Marie, sœur de Henri VIII, pour qu'elle servît de gage à une réconciliation complète entre la France et l'Angleterre. La négociation fut longue, mais elle suspendit les hostilités, et elle se termina, le 7 août 1514, par deux traités signés à Lon-

[1] *Fr. Guicciardini*, T. II, L. XII, p. 66.

dres, l'un pour rétablir la paix entre la France et l'Angleterre, dans lequel la république de Venise fut nommée parmi les alliés de chacune des deux couronnes; l'autre pour régler les conditions du mariage entre Louis XII et la princesse Marie [1].

Ainsi la guerre était de tous côtés suspendue sur les frontières de France, car les Suisses, quoiqu'ils cherchassent à offenser cette puissance par les procédés les plus outrageants, ne sortaient point de leurs montagnes. Louis XII, épuisé par les revers de l'année précédente, avait renoncé pour cette campagne à envoyer une armée en Italie, encore qu'il annonçât les préparatifs d'une expédition nouvelle pour ne pas faire perdre entièrement courage à ses alliés. Les forteresses enfin que les Français avaient conservées en Italie, après s'être défendues avec un courage héroïque, furent obligées de capituler; celles de Milan et de Crémone au mois de juin 1514, et la Lanterne de Gênes seulement le 26 août. Octavien Frégoso, doge de Gênes, pour déterminer la garnison de la Lanterne, qui avait déjà épuisé ses vivres et ses munitions, à se rendre, lui paya vingt-deux mille écus pour ses soldes arriérées; il fit ensuite raser la forteresse, pour que ni un prince étranger, ni un nouveau doge, ni lui-même ne pussent l'employer à tenir sa patrie dans l'esclavage [2].

La guerre ne se faisait plus que sur le territoire de la république de Venise : là même, l'épuisement de toutes les puissances les avait réduites à ne la soutenir que par des armées peu nombreuses, qui ne se distinguaient par aucune action d'é-

[1] *Rymer*, *Acta publica*. Lib. XIII, p. 413. — Rapin de Thoyras, Histoire d'Angleterre. L. XV, p. 87 et suiv. — Mémoires de Bayard Ch. LVIII, p. 358. — Mémoires de Fleuranges. T. XVI, p. 154-157. — Mémoires de du Bellay. L. I, p. 27. — *Fr. Belcarii*. L. XIV, p. 429. — *Fr. Guicciardini*. T. II, L. XII, p. 73. — *Pauli Jovii Hist. sui temp*. L. XIV, p. 289. — *Paolo Paruta, Ist. Venez*. L. II, p. 146. — [2] *Pauli Jovii Hist*. L. XII, p. 204 et 217. — *Uberti Folietæ Genuens. Hist*. L. XII, p. 715. — *Petri Bizarri*. L. XVIII, p. 437. — *Fr. Guicciardini*. T. II, L. XII, p. 76.

clat. Maximilien, toujours également inconséquent, toujours incapable de suivre ses projets avec assez de constance pour les faire réussir, ou d'y renoncer complétement lorsqu'il voyait l'impossibilité de les exécuter, s'obstinait à ne point faire la paix avec les Vénitiens; et cependant il ne marchait point contre eux en personne, il n'envoyait, pour cette guerre, ni généraux, ni soldats, ni munitions, ni argent. Depuis la mort de sa femme, il avait formé le projet de profiter de la première vacance du saint-siége pour se faire nommer pape. Il promettait de renoncer alors à la couronne impériale en faveur de Charles, son petit-fils, et il engageait Ferdinand-le-Catholique à seconder cette bizarre ambition[1]. En même temps ses vassaux et ses paysans maintenaient la guerre sur les frontières de l'état de Venise. Quelques barons allemands, suivis de quelques milliers d'hommes levés dans les milices du voisinage, pénétraient tantôt dans le Friuli, tantôt dans la Marche Trévisane; ils surprenaient les petites villes, ils brûlaient les châteaux, ils ravageaient les campagnes, et ils s'en retournaient au bout de peu de semaines, après avoir augmenté la misère et le désespoir des malheureux paysans, sans avoir contribué en rien à amener la querelle de leur maître à une issue[2].

Parmi les plus actifs et les plus cruels entre les vassaux de Maximilien qui dirigeaient cette petite guerre, on distingua Christophe, fils de Bernardin Frangipane; un jour il s'empara d'une bourgade du territoire de Marano, dont les habitants s'étaient signalés par leur attachement à la république; il leur fit arracher à tous les deux yeux et couper l'index de la main droite[3]. Aucun homme ne contribua plus à la désolation du Friuli, aucun n'y fit de plus fréquentes incursions

[1] *Fr. Guicciardini*. T. II, L. XII, p. 65. — [2] *Ibid*. p. 69. — *Pauli Jovii Hist. sui temp.* Lib. XII, p. 207. — *Paolo Paruta, Ist. Venez.* p. 90 et seq. — [3] *Paolo Paruta*. L. II, p. 91. — *Pauli Jovii Hist.* L. XII, p. 209.

et ne les signala par plus de ravages et de cruautés. D'autre part il donna lieu à quelques capitaines vénitiens de se faire un nom en le combattant, entre autres à Jérôme Savorgnano, qui défendit contre lui Osofo, et à Giovanni Vettori, qui le fit enfin prisonnier [1].

Barthélemi d'Alviano, qui avait rassemblé une nouvelle armée à Padoue et à Trévise, et qui, avec elle, tenait tête à Raymond de Cardone et aux Espagnols, remportait sur eux de petits avantages; et par sa décision, sa promptitude et la justesse de ses mesures, il accoutumait de nouveau ses soldats à affronter le danger, et il leur inspirait de la confiance. Il conduisit une partie de son armée dans le Friuli, il battit Frangipane et lui fit lever le siége d'Osofo, puis il retourna à son poste à Padoue avant que les Espagnols eussent pu tirer aucun avantage de son absence. Très peu de jours après, il surprit les Espagnols à Este dont il s'empara, et il y trouva leurs magasins; quoiqu'il évitât toujours un engagement général, d'après l'ordre exprès du sénat, il réussit à faire fondre peu à peu devant lui cette armée qui avait été si longtemps formidable [2].

Renzo de Céri se maintenait toujours à Crême avec une garnison vénitienne; non seulement il s'y défendait contre toutes les attaques des ennemis, contre la famine et la peste, malgré des privations de tout genre, mais encore il en sortait pour lever des contributions dans toutes les places voisines, pour surprendre les quartiers des troupes de Maximilien Sforza, pour s'emparer même de Bergame, qu'il fut obligé ensuite d'évacuer par capitulation; et dans ces provinces séparées de la capitale par des armées ennemies, il maintenait

[1] *Paolo Paruta, Ist. Venez.* L. II, p. 102-115. — *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XII, p. 71. — *Pauli Jovii Histor.* L. XII, p. 208. — [2] *Paolo Paruta, Stor. Venez.* L. II, p. 135. — *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XII, p. 79. — *Pauli Jovii Hist.* L. XII, p. 214.

l'honneur du nom vénitien, et la confiance dans la fortune de la république[1].

Jusqu'alors on ne voyait point quel effet avantageux avaient produit les négociations que Léon X continuait toujours avec la république de Venise et Maximilien, avec le roi de France et avec les Suisses : aucune des pacifications qu'il avait entreprises ne s'était accomplie, et l'on commençait à se défier de sa bonne foi. En effet, dans ses lettres confidentielles, il pressait d'autant plus Louis XII d'entrer cette année même en Italie, qu'il l'y croyait moins disposé[2]; il l'assurait de son attachement aux intérêts de la France; il faisait épouser à son frère Julien Philiberte de Savoie, propre sœur de la mère de François Ier; il pressait l'accomplissement de ce mariage, conclu dès le 10 mai 1513, mais qui ne fut célébré à Turin qu'au mois de février 1515[3]; et en même temps il envoyait Piétro Bembo en légation à Venise pour engager cette république à rompre avec la France, et pour la réconcilier à l'empereur et au roi d'Espagne[4].

Le nouveau pontife ne ressemblait pas à son prédécesseur; son caractère était loin d'être aussi sévère, aussi irascible, aussi implacable. Au contraire, ses manières avec ses familiers étaient pleines d'aménité et de grâce; la protection qu'il accordait aux arts et aux lettres, les bienfaits dont il comblait les savants, les poëtes, les artistes, étaient célébrés dans toute l'Europe par un concert de louanges. Mais d'autre part, il s'en fallait de beaucoup qu'il eût autant de franchise et d'élévation dans le caractère que Jules II. Toutes ses négociations étaient entachées par la fausseté et la perfidie. En parlant de paix, il soufflait partout le feu de la guerre; aucune pitié pour

[1] *Paolo Paruta, Ist. Ven.*, L. II, p. 137. — *Fr. Guicciardini*, T. II, L. XII, p. 79. — *Pauli Jovii Hist.* L. XII, p. 230. — [2] *Fr. Guicciardini*. T. II, L. XII, p. 75. — [3] Guichenon, Histoire généalogique de la maison de Savoie. T. II, p. 179. — *Paolo Giovio, Vita di Leone X.* L. III, p. 174. — *Jacopo Nardi.* L. VI, p. 275. — [4] *Paolo Paruta, Stor. Ven.* L. II, p. 140. — *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XII, p. 77.

les peuples d'Italie, accablés par tant d'armées barbares, n'influait sur sa conduite. Son ambition n'était pas moindre que celle de Jules II, et il ne pouvait la couvrir à ses propres yeux par des motifs aussi respectables. Ce n'était ni l'indépendance de l'Italie, ni la puissance de l'église qu'il avait en vue, mais seulement l'agrandissement de sa propre famille.

Léon X avait promis à son frère Julien de former pour lui une souveraineté nouvelle, et il l'avait engagé à cette condition à renoncer, en faveur de Laurent, fils de Pierre de Médicis, à la direction de la république florentine. Il avait intention de composer cette souveraineté des états de Parme et de Plaisance, auxquels il voulait joindre Modène et Reggio, dont il comptait dépouiller la maison d'Este; car, quoiqu'il eût d'abord prodigué au duc Alfonse de Ferrare les plus consolantes promesses, quoiqu'il lui eût fait tenir le gonfalon de l'église à son couronnement, il n'avait point encore révoqué les sentences prononcées contre lui par son prédécesseur. Il lui avait promis de lui rendre Reggio à un terme fixé; deux fois ce terme était arrivé, et deux fois il avait faussé sa promesse. Enfin, il avait fomenté une conjuration des Rangoni, gentilshommes de Modène, qui, au mois de septembre 1514, avaient arrêté Vitus Fürst, gouverneur impérial de leur ville; et moyennant un paiement de quarante mille florins, il s'était fait céder cette ville par l'empereur[1].

C'était en s'attachant aux maisons d'Autriche et d'Aragon que Léon X comptait obtenir leur assentiment pour former en faveur de son frère une souveraineté cispadane, détachée en partie du duché de Milan, et en partie de celui de Ferrare : mais les Vénitiens lui faisaient espérer l'aide de la France pour un projet de bien plus grande importance, celui de placer ce même frère sur le trône de Na-

[1] *Scipione Ammirato*, L. XXIX. p. 315.—*Paolo Giovio*, *Vita di Alfonso d'Este*, p. 90. —*Fr. Guicciardini*, T. II, L. XII, p. 77.

ples, en en chassant le roi d'Aragon. Le désir universel des Italiens de s'affranchir du joug des barbares pouvait en effet leur faire applaudir à cette tentative ; et la jalousie mutuelle des puissances étrangères, qui ne voulaient point laisser jouir leurs rivales de ce qu'elles étaient obligées d'abandonner, pouvait la seconder. Les Médicis allaient jusqu'à espérer le royaume de Naples pour Julien, le duché de Milan pour Laurent ; et ils appuyaient leurs calculs politiques sur les prophéties d'un moine, dont ils montraient une lettre qu'il avait, disaient-ils, écrite après sa mort [1].

Cependant Léon X courait risque de se trouver enlacé dans ses négociations astucieuses. Louis XII le pressait de se déclarer, et de le seconder dans l'expédition qu'il méditait pour l'ouverture de la campagne de 1515. Il lui montrait les Vénitiens se relevant de tous leurs échecs par leur constance ; Barthélemi d'Alviano, leur général, recouvrant par une suite de petits succès la réputation que deux grandes défaites lui avaient fait perdre. Il lui rappelait l'alliance qu'il venait de conclure avec Henri VIII d'Angleterre, et qui lui assurait pour sa prochaine expédition les secours de la puissance même qui avait fait échouer la précédente. Il faisait considérer au pontife combien il serait imprudent de compter sur les promesses de Ferdinand et de Maximilien, dont la pauvreté n'était pas moins connue que la mauvaise foi. Il le mettait en garde contre l'ambition de ces deux princes, qui prétendaient à la domination de toute l'Italie ; tandis qu'au temps où il en possédait lui-même les deux plus puissants états, il avait respecté l'indépendance de tous les autres. En même temps, Louis XII n'avait point tenu secrètes les invitations de passer en Italie que lui avait adressées Léon X ; et il avait ainsi rendu

[1] Cette lettre, signée *frate Angelo morto*, fut communiquée aux amis de Julien à Rome, peu de mois après l'élection de son frère. — *Jacopo Nardi.* L. VI, p. 276. — Sur la proposition des Vénitiens, voyez *Paolo Paruta, Stor. Ven.* L. II, p. 121.

le pontife suspect à ses autres alliés. Le moment semblait venu où celui-ci serait obligé de se déclarer ouvertement, et de laisser connaître lesquels il avait voulu tromper, ou du roi de France, ou des Suisses, ou de Maximilien et de Ferdinand, ou des Vénitiens [1].

1515. — Mais la mort inattendue de Louis XII, le 1er janvier 1515, retarda pour quelque temps encore une décision qui paraissait imminente. Le mariage disproportionné de ce monarque, âgé de cinquante-quatre ans, avec une princesse âgée de dix-huit ans, et d'une rare beauté, fut regardé comme la cause de sa mort. La courte maladie qui le mettait au tombeau portait tous les caractères de l'épuisement. Pendant les fêtes mêmes du mariage, célébré à Abbeville le 7 octobre, et suivi à Paris pendant six semaines de joutes et de tournois, le roi était si faible, qu'il fut constamment couché sur un lit de repos. « A cause de sa femme, » dit le loyal serviteur de Bayard, « le bon roi avait changé toute sa manière de vivre; car où il soûloit disner à huit heures, convenait qu'il disnât à midi; où il se soûloit coucher à six heures du soir, souvent se couchoit à minuit, dont il tomba malade à la fin du mois de décembre; de laquelle maladie tout remède humain ne le peut garantir qu'il ne rendit son ame à Dieu le premier janvier ensuivant, après la minuit [2]. »

Louis XII, qui pendant quelques mois au moins fut reconnu comme roi de Naples, et qui pendant plus de dix ans régna sur le duché de Milan, doit être considéré comme un des souverains de l'Italie; et son caractère n'eut que trop d'influence sur le sort de cette contrée. Il fut généralement accusé d'avarice; en effet il s'aliéna les Suisses, et il fit échouer

[1] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XII, p. 80. — [2] Mémoires du chev. Bayard. Ch. LVIII, p. 361. — Mémoires de messire Martin du Bellay. Liv. I, p. 37-39. — Mémoires de Fleuranges. T. XVI, p. 163. — *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XII, p. 82. — *Fr. Belcarii.* L. XIV, p. 433. — *Pauli Jovii Hist. sui temp.* L. XIV, p. 289.

souvent le succès de ses armées par une épargne mal entendue et hors de saison. Cependant cette économie, tout excessive qu'elle était, fut presque la seule vertu par laquelle il mérita le titre de *Père du peuple* dont on l'honora ; car il épargna les impôts à ses sujets, plus encore que ses propres trésors. D'ailleurs on ne trouvait en lui aucune des qualités, ou des grands hommes, ou des grands rois. Sans force dans le caractère et sans décision dans l'esprit, il était habituellement conduit et il avait besoin de l'être ; mais il ne savait point prendre pour guides des hommes qui lui fussent supérieurs. Ses favoris étaient presque toujours aussi faibles que lui; leur politique fut presque toujours mal entendue, elle fut aussi presque toujours sans foi. Non moins ambitieux que si la nature lui avait donné les talents d'un conquérant, il ne cessa de combattre pour la possession du royaume de Naples et du duché de Milan ; et il perdit l'un et l'autre par sa faute, après avoir attiré sur la France les plus sanglants revers [1]. Non moins perfide que s'il avait vieilli dans l'étude de la politique machiavélique, il fut infidèle à tous ses traités, et il trahit indignement l'amitié et la confiance de ses alliés, les Florentins, les Vénitiens, le roi de Navarre, le duc de Ferrare, les Bentivoglio, les petits princes de Romagne, et le prince de Piombino. Il fut l'auteur principal de la ligue de Cambrai contre les Vénitiens, ses alliés ; et cette perfidie égalait celle à laquelle il s'était associé contre Frédéric, roi de Naples. Néanmoins ce n'était point à la raison d'état qu'il sacrifiait ainsi sa parole et son honneur ; car chacune de ces violations des traités était aussi imprudente et malhabile que contraire à la bonne foi.

1 Noi abbiamo un papa savio, e questo grave e rispettato (la lettre devait être lue par lui) ; un imperatore instabile e vario ; un re di Francia sdegnoso e pauroso ; un re di Spagna taccagno e avaro ; un re d'Inghilterra ricco, feroce e cupido di gloria ; gli Suizzeri bestiali, vittoriosi e insolenti, noi altri d'Italia poveri, ambiziosi e vili : per gli altri re io non li conosco. *Macchiavelli a Fr. Vettori*, 26 août 1513. T. VIII, p. 89.

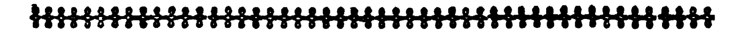
Lorsque Louis XII se trouva lui-même aux armées, et particulièrement dans sa première campagne contre les Vénitiens, il donna plusieurs preuves de cruauté. Mais au milieu des combats, la souffrance et le danger personnel émoussent tous les sentiments plus délicats, et les atrocités commises contre le gouverneur de Peschiéra et son fils sont une moindre preuve de dureté de cœur que le traitement infligé par le même Louis à son rival Louis Sforza. Il le retint dix ans dans un cachot ou une cage de fer. Il lui refusa la consolation, vainement demandée, d'avoir des livres, ou les moyens d'écrire dans sa solitude, et il le laissa mourir désespéré, sans aucune distraction, ou aucun soulagement d'esprit[1].

Louis XII éleva un schisme dans l'église. Il vécut longtemps excommunié, et tint son royaume sous l'interdit : néanmoins il était lui-même superstitieux ; et après avoir longtemps sacrifié la religion à la politique, il sacrifia l'une et l'autre à la bigoterie. La douceur privée de son caractère ne mérite pas plus d'éloges que sa conduite publique. Son divorce avec sa première femme fut un exemple éclatant d'ingratitude, de fausseté et de mépris pour toute décence. Il eut pour motif l'amour qu'il avait conçu pour la seconde, alors femme de son beau-frère ; et lorsque, dans un âge avancé, il perdit celle-ci, il consacra à peine quelques semaines à la pleurer, et il sollicita aussitôt la main d'une troisième épouse à la fleur de l'âge, dont l'amour lui coûta la vie. Celle-ci, de son côté, par une sorte de représailles, ne lui apportait qu'un cœur déjà engagé à Charles Brandon, duc de Suffolck ; et elle

[1] *Pauli Jovii Hist.* L. XIV, p. 289. — Louis XII racontant à Macchiavel, alors en légation auprès de lui, la prise de Monsélice, et le massacre de sa garnison, qui fut signalé par d'horribles cruautés, lui dit en riant : « Io fui tenuto, anno, un mal uomo, quando « nella giornata dove io era si ammazzo tanti uomini ; adesso monsignore di Ciamonte « sara tenuto quel medesimo. » *Macchiavelli Legazioni.* Lettre de Blois, 29 juillet 1510. T. VII, p. 343.

épousa secrètement ce favori deux mois après la mort de Louis XII[1].

[1] Rapin Thoyras, Histoire d'Angleterre. L. XV, p. 98. — Mémoires de Fleuranges. p. 169.



CHAPITRE VI.

François Ier prend le titre de duc de Milan; il passe les Alpes, il bat les Suisses à Marignan et conquiert le Milanais; invasion de Maximilien en Lombardie, et sa retraite: traités divers qui terminent les guerres occasionnées par la ligue de Cambrai.

1515-1517.

1515. — Au moment de la mort de Louis XII, son gendre, le duc d'Angoulême, premier prince du sang, succéda au trône de France sous le nom de François Ier. Il était né le 12 septembre 1494, et il était arrière-petit-fils du même Louis, duc d'Orléans, fils de Charles V, dont Louis XII était petit-fils. Il prit en même temps le titre de duc de Milan, comme héritier de Valentine Visconti, sa bisaïeule, et comme compris nominalement dans les investitures accordées par Maximilien, en conséquence du traité de Cambrai[1]. L'Italie fut ainsi avertie, en quelque sorte, que le nouveau monarque prétendait recouvrer par la force des armes la souveraineté qui avait été enlevée à son prédécesseur.

La France eut ainsi le bonheur de voir se succéder deux

[1] *Fr. Guicciardini.* T. II, Lib. XII, p. 82. — *Pauli Jovii Hist. sui temp.* L. XV, p. 290.

monarques nés dans une condition privée, et qui apportaient sur le trône des vertus ou des talents que l'éducation royale n'est pas faite pour développer. Louis XII, qui, comme prince du sang, s'était montré un homme faible ou médiocre, resta ce qu'il avait toujours été : toutefois il dut à sa fortune étroite et souvent contraire les habitudes de régularité, d'économie, de respect pour la justice et de compassion pour les misères du peuple, qui lui valurent l'amour de ses sujets. François Ier avait été beaucoup plus richement doué par la nature : sa figure était fort belle ; sa force et sa dextérité le faisaient briller dans tous les exercices militaires ; son affabilité, l'agrément de ses manières et sa générosité lui gagnaient les cœurs de tous ceux qui l'approchaient. Enfin il était le premier des rois de France qui eût reçu une éducation libérale ; il aimait les lettres, les arts, la poésie, et il les cultivait lui-même avec succès. Quoique Louis XII, n'espérant plus avoir de fils, et le regardant déjà comme héritier présomptif de la couronne, l'eût choisi pour gendre et lui eût promis Claude de France, sa fille aînée, la reine Anne de Bretagne, tant qu'elle avait vécu, n'avait point permis que ce mariage s'effectuât. La haine qu'elle portait à Louise de Savoie, mère de François Ier, s'étendait aussi sur son fils : le mariage ne s'accomplit qu'au mois de mai 1214 [1]; et jusqu'à cette époque, François éprouva le poids de la défaveur, aussi bien que la nécessité d'obéir.

Les qualités brillantes de François Ier excitaient l'attente de l'Italie, qui se sentait menacée par ses premières armes, et qui se souvenait que Gaston de Foix, arrivé au même âge avec des qualités semblables, mais bien moins de pouvoir pour en tirer parti, s'était déjà illustré par tant de victoires. Cependant les ennemis de la France, qui avaient été alarmés par

[1] Mémoires du chev. Bayard. Ch. LVIII, p. 360. — Mémoires de Fleuranges. T. XVI, p. 154-157. — Mémoires de du Bellay. L. I, p. 28.

les préparatifs de Louis XII, crurent avoir gagné un répit par sa mort : il leur paraissait tout à fait invraisemblable que le nouveau roi voulût s'engager dans une guerre étrangère dès les premiers mois de son règne, et qu'il s'éloignât de son royaume avant de s'être donné le temps d'y affermir son autorité. François Ier s'étudia à confirmer cette opinion ; et encore qu'il portât à quatre mille lances le nombre de ses compagnies d'ordonnance, il n'annonça cet armement nouveau que comme une mesure défensive [1].

Avant d'entrer en campagne, en effet, François Ier voulait s'assurer de la disposition de ses voisins. Il trouva Henri VIII d'Angleterre non moins empressé que lui à renouveler le traité d'alliance qu'il avait conclu avec son prédécesseur ; ce renouvellement fut signé à Londres, le 5 avril [2]. L'archiduc Charles, souverain des Pays-Bas, se montra de même disposé à signer à Paris, le 23 mars, un traité d'alliance d'après lequel il promettait d'épouser Renée de France, fille de Louis XII et belle-sœur de François Ier, dès qu'elle serait nubile [3].

Mais d'autre part, Ferdinand-le-Catholique ne voulut point renouveler la trêve d'Orthès, à moins que le Milanais n'y fût compris ; ce à quoi François ne voulut pas consentir. Maximilien ne voulut pas même entrer en négociation : les Suisses refusèrent d'admettre les ambassadeurs français, à moins qu'ils n'apportassent la ratification de la convention de Dijon : le pape promit de demeurer neutre, mais en même temps il négociait secrètement avec Maximilien, Ferdinand et les Suisses, et il signa avec eux, au mois de juillet, un traité de garantie pour le duché de Milan [4]. Quant aux Vénitiens, ils

[1] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XII, p. 83. — *Pauli Jovii Hist.* L. XV, p. 294. — [2] *Rymer, Acta publica.* T. XIII, p. 473, 475, 476. — [3] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XII, p. 83. — Traité dans Dumont. T. IV. — Mémoires de Bayard. Ch. LIX, p. 364. — Mémoires de Martin du Bellay. L. I, p. 43. — *Fr. Belcarii.* L. XV, p. 436. — [4] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XII, p. 85. — *Fr. Belcarii,* L. XV, p. 437. — *Paolo Paruta, Stor. Venez.* L. III, p. 161.

mettaient toute leur espérance dans les secours de la France; ils pressaient le roi de ne pas tarder à entrer en Italie pendant que leur assistance pouvait encore être efficace; et ils renouvelèrent avec lui, le 27 juin, l'alliance qu'ils avaient conclue avec son prédécesseur [1].

Le doge de Gênes, Octavien Frégose, avait été ramené dans sa patrie par les armes des Espagnols et du pape, en sorte que la ligue opposée à la France croyait pouvoir compter sur lui : cependant elle ne le ménageait pas plus qu'elle n'avait fait du duc de Milan lui-même; et tandis qu'elle écrasait celui-ci de contributions, et qu'elle traitait sans cesse de la cession de ses états à un autre, elle lui offrait aussi de lui abandonner la seigneurie de Gênes sous des conditions pécuniaires; en sorte que Frégose savait bien que sous la protection du pape et du roi d'Espagne, sa patrie était en quelque sorte exposée en vente au plus offrant. Il accueillit donc avec joie les propositions secrètes de François Ier, qui demandait son alliance. Il conclut avec le connétable de Bourbon un traité qui ne devait être publié qu'après que les armées françaises seraient entrées en Italie : alors Frégose devait leur ouvrir les passages de la Ligurie, les seconder avec un certain nombre de fantassins, et déposer le titre de doge, pour prendre celui de gouverneur perpétuel de Gênes, au nom du roi de France [2].

Il restait enfin à François Ier un dernier allié au-delà des monts, mais le plus faible de tous; c'était le marquis de Saluces qui, dépouillé de tous ses états à cause de son affection pour la France, ne conservait plus que la seule ville de Révell : la situation de cette ville, il est vrai, au débouché des monts, pouvait lui donner de l'importance [3].

[1] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XII, p. 84.—Mémoires de Martin du Bellay. L. I, p. 42. — Le traité dans Léonard. T. IV. — *Paolo Paruta, Stor. Venez.* L. III, p. 150. — [2] *Pauli Jovii Hist. sui temp.* L. XV, p. 202 et 303, — *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XII, p. 87. — *Petri Bizarri Hist. Genuens.* L. XIX, p. 445. — *Uberti Folietæ.* L. XII, p. 717. — *Fr. Belcarii.* L. XV, p. 439. — [3] Mémoires du chev. Bayard. Ch. LIX, p. 365.



Mais François I[er] comptait moins sur ses alliés que sur les forces propres de la France, et sur l'enthousiasme avec lequel elle se disposait à seconder son jeune roi dans sa première expédition. François I[er], voulant effacer la honte des défaites de Novare et de Guinegate, rassemblait la plus forte armée qu'un roi de France eût encore conduite en campagne. Il réunit en Dauphiné deux mille cinq cents lances françaises, la fleur de toute sa noblesse : et comme la jalousie de cette noblesse tenait en France le tiers-état désarmé et éloigné de toute habitude militaire ; que, d'autre part, les dernières guerres avaient fait sentir l'importance décisive de l'infanterie, lorsqu'elle présentait ou la masse inébranlable et hérissée de piques des Suisses, ou l'agilité et la constance en même temps des Espagnols, François I[er] engagea vingt-deux mille landsknechts pour tenir tête aux Suisses, et dix mille Basques pour tenir tête aux Espagnols. A la tête des premiers se trouvaient le duc de Gueldre, le capitaine Tavannes, dont la troupe forte de six mille hommes se nommait la Bande-Noire ; le duc de Suffolck, le comte Wolff-Brandeck, et Michel de Opènberg [1]. L'avarice de Ferdinand, qui n'avait jamais voulu payer la rançon de son illustre capitaine Piétro Navarro, fait prisonnier à la bataille de Ravenne, fournit à François un excellent chef pour former l'infanterie basque : Navarro, impatient d'une si longue captivité, rendit à Ferdinand tous les fiefs qu'il tenait de lui, s'engagea au service de France, et leva, partie en Béarn, partie en Dauphiné, les dix mille hommes auxquels il donna l'organisation, les armes et la discipline par lesquelles son infanterie espagnole s'était longtemps distinguée [2].

[1] Mémoires de Fleuranges. L. XVI, p 177. — *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XII, p. 88. — *Pauli Jovii Hist. sui temp.* L. XV, p. 295. — *Fr. Belcarii Comment.* L. XV, p. 436. —
[2] Mémoires de Martin du Bellay. L. I, p. 37. — *Anonimo Padovano presso Muratori Annali ad ann.* 1515.

Raymond de Cardone, après avoir menacé le Vicentin et fait reculer Barthélemi d'Alviano, qui avait reçu du sénat l'ordre exprès de ne s'exposer à aucun combat, avait ramené l'armée espagnole à Vérone. Julien de Médicis, que son frère Léon X avait nommé gonfalonier de l'église, rassemblait, entre Plaisance et Reggio, une armée composée de troupes du pape et de celles de la république florentine. Les Suisses, enfin, se pressaient seuls d'aller au-devant des Français pour occuper les passages des Alpes. Ils avaient établi leur quartier-général à Suze : l'armée qu'ils y avaient rassemblée était déjà forte de plus de vingt mille hommes, et elle gardait les débouchés des deux vallées d'Exiles et de la Novalèse, avec tous les défilés du mont Cénis et du mont Genèvre [1].

L'armée de François Ier occupait, d'autre part, les revers de ces mêmes Alpes, en Dauphiné, entre Grenoble et Briançon. Le passage du mont Genèvre, par lequel les Français avaient conduit leurs précédentes expéditions, leur était fermé. Le roi jugeait impossible de forcer les Suisses dans des défilés où sa cavalerie ne pouvait manœuvrer, et où le moindre retard exposerait son armée à périr de faim. Le maréchal Trivulzio entreprit donc de parcourir les montagnes pour prendre, de tous les bergers, des informations sur les sentiers par lesquels il pourrait tourner l'armée suisse. Il s'arrêta enfin à celui qui des bords de la Durance conduit, par Guillestre et l'Argentière, aux sources de la Stura et aux plaines du marquisat de Saluces [2].

On était parvenu au 10 août, et il ne restait plus de neiges dans les gorges des montagnes que devait traverser l'artillerie ; mais jamais armée ne s'était engagée dans ces vallées sauvages ; les voyageurs du commerce ne les connaissaient pas davantage, et elles n'étaient pratiquées que par quelques

[1] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XII, p. 88. — *Pauli Jovii Hist.* L. XV, p. 294. — *Paolo Paruta.* L. III, p. 158. — *Fr. Belcarii.* L. XV, p. 440. — [2] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XII, p. 89. — *Pauli Jovii Hist.* L. XV, p. 298.

chasseurs de chamois. L'entreprise d'y conduire un train d'artillerie, toute la gendarmerie française, et trente mille hommes de pied, était donc faite pour étonner l'imagination. L'armée s'était rendue de Grenoble à Embrun, par Vizile et la Mure : là, ayant fait ses provisions de vivres pour cinq jours, elle prit son chemin dans les montagnes, par les villages de Saint-Clément et de Crispino. Elle avait laissé sur sa gauche le mont Genèvre, passé la Durance à gué, et trouvé sa première étape à Guillestre. De là il fut nécessaire de se frayer avec le fer un chemin au travers du rocher de Saint-Paul, qui barrait le passage : on l'exécuta le second jour, et l'armée vint passer la nuit à Barcelonnette. Le troisième jour, il fallait franchir la chaîne centrale des Alpes, celle qui, entre Barcelonnette et l'Argentière, sépare les eaux qui coulent vers le Rhône de celles que reçoit le Pô. Tour à tour il fallait faire sauter les rochers pour s'ouvrir un passage, ou jeter des ponts sur l'abîme, ou élever, le long des précipices, des galeries en bois. Soixante-douze grosses pièces d'artillerie devaient passer par ce chemin, avec la colonne centrale de l'armée, la cavalerie pesante et les bagages ; deux mille cinq cents pionniers et sapeurs, enrégimentés et payés comme l'infanterie, les accompagnaient pour ouvrir les chemins : mais le zèle des simples soldats était plus efficace encore ; ils s'attelaient à l'artillerie au lieu de chevaux, et ils déployaient autant d'intelligence et d'adresse que de courage pour surmonter les difficultés inouïes que leur opposait la nature. La troisième étape de l'armée fut dans les villages de Larchia et d'Éhergia. Déjà elle était arrivée dans la vallée de la Stura; cependant la montagne de Pié di Porco lui barrait encore le chemin : elle la franchit le quatrième jour, et le cinquième elle se trouva en Lombardie, dans les plaines du marquisat de Saluces[1].

[1] *Pauli Jovii Hist. sui temp.* L. XV, p. 298. — Mémoires de Fleuranges. p. 178. —

Pendant que la colonne du centre suivait cette route, luttant avec des dangers et des difficultés qu'aucun général n'avait encore tenté de surmonter, d'autres divisions de l'armée parcouraient les passages de Dragoniéra, de Rocca-Pérotta et de Cunéo, sans rencontrer nulle part, au milieu des montagnes, les Suisses, qui auraient pu en défendre les défilés avec tant d'avantage.

Avec une de ces divisions, La Palisse avait été chargé de marcher de Briançon à Villefranche et aux sources du Pô, par Sestrières. Il formait ainsi la gauche de toute l'armée française; et, comme plus rapproché des Suisses, c'était aussi lui qui couvrait plus particulièrement l'artillerie. Bayard marchait avec cette division, aussi bien qu'Humbercourt et d'Aubigny. Il fut averti que Prosper Colonna, capitaine-général du duc de Milan, avait son quartier à Carmagnole, au pied de ces mêmes montagnes, et que le chemin de Rocca-Sparviéra, où l'on n'avait jamais vu passer de chevaux, était cependant praticable. Bayard et La Palisse résolurent de surprendre le général ennemi. Le caractère circonspect de Prosper Colonna le desservait dans cette occasion, parce qu'il ne pouvait regarder comme possible ce qu'il aurait été si éloigné de tenter lui-même. Il n'avait en effet aucun soupçon de la marche des Français; toutefois il était parti de Carmagnole pour Pignerol le matin même du 15 août, jour où, par leur diligence, La Palisse et Bayard avaient compté le surprendre dans la première de ces deux villes. Avertis de son départ, ils le suivirent au galop. Colonna, qui avait avec lui trois cents hommes d'armes, quelques chevau-légers et un grand nombre de chevaux de remonte, s'était arrêté à Villefranche pour dîner. Il ne voulut pas croire ses espions qui vinrent lui annoncer l'arrivée des Français. Le corps de garde établi à l'entrée de Villefranche,

Mémoires de Louis de La Trémouille. Ch. XVI, p. 200. — *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XII, p. 90. — *Fr. Belcarii Comment.* L. XV, p. 441.

en les voyant venir, voulut fermer les portes; mais deux gendarmes français, qui avaient devancé leur compagnie, se précipitèrent en avant avec tant d'impétuosité, que l'un d'eux réussit à engager sa lance entre les deux battants de la porte, et à l'y maintenir jusqu'à l'arrivée de ses camarades. Prosper Colonna, surpris, ne put faire aucune résistance; il fut fait prisonnier avec la plupart de ses gendarmes et plus de sept cents chevaux [1].

L'Italie apprit en même temps le passage d'une armée aussi formidable, et la captivité du général qu'elle estimait le plus. Ces deux échecs ébranlèrent le courage des alliés, redoublèrent leur défiance les uns des autres, et tournèrent toutes leurs pensées vers les moyens par lesquels ils pourraient se mettre, chacun séparément, à l'abri du danger. Julien de Médicis, atteint d'une fièvre dangereuse, avait quitté son armée pour se rendre à Florence, tandis que son neveu Laurent en avait pris le commandement. Léon X se hâta de faire dire au dernier de ne point s'avancer contre les Français, de ne point manquer à la neutralité, et de saisir le prétexte de la révolte de Guido Rangoni, pour s'arrêter dans le Modénais au siége de Rubbiéra. En même temps il dépêcha son confident Cinthio de Tivoli à François Ier pour excuser ses premières démarches, entamer quelques négociations; mais cet émissaire fut arrêté par les Espagnols, et ses papiers remis à Raymond de Cardone lui firent voir combien il devait peu compter sur le pape [2].

Cardone avait concentré à Vérone les forces espagnoles; il y attendait des renforts d'Allemagne que Maximilien promettait toujours et qu'il n'envoyait jamais. D'ailleurs il avait jusqu'alors fait vivre sa troupe sans argent aux dépens des

[1] Mémoires de Martin du Bellay. L. I, p. 50. — Mémoires de Fleuranges. p. 183. — Mémoires du chev. Bayard. Ch. LIX, p. 368-374. — *Pauli Jovii Hist.* L. XV, p. 299. — *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XII, p. 91. — [2] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XII, p. 92. — *Jo. Marianæ de rebus Hispan.* L. XXX, c. XXVI, p. 343. — *Pauli Jovii Hist.* L. XV, p. 300.

pays qu'il ravageait plutôt qu'il n'y faisait la guerre. Ferdinand ne lui faisait passer aucun subside; toutefois, au moment où il aurait fallu se mettre en marche, le général ne pouvait se dispenser de payer à ses soldats au moins une partie des soldes arriérées. Barthélemi d'Alviano s'était rapproché de lui; son armée occupait le Polésine de Rovigo, et sans vouloir engager le combat, elle retenait les Espagnols et les empêchait d'aller se réunir aux Suisses [1].

Les Suisses eux-mêmes, à la nouvelle du passage de François I[er], avaient ressenti de l'inquiétude; ils avaient d'abord marché sur Pignerol avec l'intention de délivrer Prosper Colonna, et ils avaient forcé La Palisse à se replier sur Fossano; mais lorsqu'ils apprirent que toute l'armée, et le roi lui-même à sa tête, avaient passé les monts, ils demandèrent une suspension d'armes pour se retirer à Verceil; et François I[er], qui désirait ardemment se réconcilier avec eux, la leur accorda. Dans leur retraite, ils pillèrent Chivas et Verceil, et s'arrêtèrent enfin à Novare [2].

Depuis le commencement de cette guerre, les Suisses étaient divisés en deux factions: les uns, entraînés par le cardinal de Sion, ennemi implacable de la France, ne voulaient entendre à aucun accord avec elle; les autres, dont les principaux chefs étaient Albert de la Pierre et Jean de Diesbach, capitaines des Bernais, et George de Super-Sax, Valaisan, désiraient une réconciliation avec une monarchie qu'ils regardaient comme l'amie naturelle de leur nation; ils se plaignaient de ce qu'on leur faisait verser leur plus pur sang pour une querelle qui leur était étrangère. L'ambition de ceux qui voulaient dominer l'Italie et accabler la France était tout à fait disproportionnée avec leur force, et la Suisse leur paraissait devoir être également

[1] *Paolo Paruta, Ist. Venez.* L. III, p. 169.— [2] *Pauli Jovii Hist.* L. XV, p. 301.—*Fr. Guicciardini.* T. II, L. XII, p. 93, — Mémoires de Fleuranges. p. 187. — Mémoires de Martin du Bellay. L. I, p. 53.

perdue si la France cessait d'exister, ou si la France victorieuse voulait se venger de ses plus proches voisins. La crainte qu'inspirait l'armée de François Ier engagea les Suisses à prêter l'oreille aux conseils de Diesbach et de la Pierre, et à accepter la médiation que leur offraient le duc de Savoie et le bâtard, son frère [1].

Mais les Suisses qui, le jour d'une bataille, se soumettaient à une rigoureuse discipline, conservaient dans leurs armées, toutes les fois qu'ils n'étaient pas en présence de l'ennemi, toutes les habitudes de la plus fougueuse démocratie. Les discours de leurs chefs les entraînaient alternativement dans des partis extrêmes. Les uns, déjà chargés de butin, étaient impatients de le remporter dans leurs montagnes ; d'autres demandaient la guerre parce qu'ils n'avaient rien gagné encore; tous se plaignaient de ce que les quarante mille ducats que le pape et le vice-roi leur avaient promis chaque mois n'arrivaient point. Dans un moment d'humeur, ils pillèrent la caisse du commissaire pontifical, et ils se mettaient déjà en route pour retourner en Suisse, lorsque l'argent arriva ; ils se calmèrent alors et s'établirent à Galérate où ils attendirent vingt mille de leurs compatriotes qui passaient les Alpes pour venir les joindre [2].

Cependant le bâtard de Savoie et M. de Lautrec avaient suivi les Suisses à Galérate pour continuer leurs négociations ; et comme ils promettaient de l'argent comptant, tandis que les alliés avaient déjà fait connaître leur pauvreté, le plus grand nombre des vingt commissaires suisses nommés pour traiter avec eux, étaient disposés à un arrangement. Enfin un traité fut conclu en effet, et signé d'une et d'autre part. Les Suisses consentirent à ce que le duché de Milan retournât à la France, même y compris les petits districts qu'ils en avaient détachés

[1] Mémoires de Fleuranges, p. 189. — [2] *Pauli Jovii Hist.* L. XV, p. 320.

au pied des Alpes, sous condition que Maximilien Sforza épouserait une princesse du sang royal de France, et recevrait en apanage le duché de Nemours avec une pension de douze mille francs. Le roi, de son côté, promit de payer à certains termes six cent mille écus pour la capitulation de Dijon, et trois cent mille pour les bailliages conquis que les Suisses restituaient. Il rendit aux cantons leurs anciennes pensions, et l'alliance renouvelée entre eux devait durer pendant tout son règne et dix ans après sa mort[1].

François Ier, empressé de faire un premier paiement aux Suisses, et de sceller ainsi la paix, demanda à tous ses princes et à tous ses gentilshommes de lui prêter ce qu'ils avaient d'argent comptant et de vaisselle. Chacun ne se réserva que ce qu'il lui fallait pour sa dépense pendant huit jours; l'argent fut envoyé à Buffaloro, où M. de Lautrec devait le consigner aux députés des ligues. La paix paraissait tellement assurée, que le duc de Gueldre, capitaine de tous les landsknechts, repartit en poste pour repousser une invasion des Brabançons dans ses états; et lorsqu'il reçut à Lyon la nouvelle de la bataille de Marignan, il en tomba dangereusement malade de chagrin[2].

Cependant Rosten[3], bourgmestre du Zurich, qu'en raison de son âge et de son expérience militaire, les cantons avaient nommé général de toutes leurs troupes en Italie, arriva de Bellinzona au camp qu'on avait transporté à Monza, avec une nouvelle division de près de vingt mille hommes. Les Suisses, qui auparavant se sentaient les plus faibles, crurent ainsi avoir recouvré la supériorité. Les nouveau-venus ne pouvaient se résoudre à s'en retourner sans combat; ils portaient envie

[1] *Fr. Guicciardini*. T. II, L. XII, p. 94. — *Pauli Jovii Hist. sui temp.* L. XV, p. 304. — Mémoires de Fleuranges. p. 189. — Mémoires de Martin du Bellay. L. I, p. 53. — *Fr. Belcarii*. L. XV, p. 443. — [2] Mémoires de messire Martin du Bellay. L. I, p. 54. — Il partit le 10 septembre. *Mémoires de Fleuranges*, p. 195. — [3] Le biographe de Frundsberg le nomme Rosch, et doit être suivi de préférence pour les noms allemands, *II Buch*. f. 23.

aux richesses dont leurs compagnons étaient chargés; ils déclaraient que jamais les cantons ne consentiraient à la restitution des bailliages italiens, stipulée par le traité. En vain les partisans de la France représentaient combien il serait honteux de violer une convention si solennellement conclue : un bien plus grand nombre demandaient la bataille; ils proposaient par deux attaques subites d'enlever l'argent qu'on avait apporté pour eux à Buffaloro, et de surprendre le roi, qui, avec son armée, s'était approché à peu de milles de Milan. Albert de la Pierre et Jean de Diesbach, ne voulant pas participer à cet acte de mauvaise foi, quittèrent le camp pour retourner dans leur patrie, et six ou sept mille de leurs compatriotes les suivirent. M. de Lautrec, averti à temps, par quelques espions, du projet des Suisses, partit précipitamment de Buffaloro, et mit à couvert l'argent dont il était chargé [1].

Pendant ce temps l'armée française avait occupé la plus grande partie de la Lombardie. Aymar de Prie, avec quatre cents lances et cinq mille fantassins, s'était approché de Gênes pour décider Octavien Frégose à se déclarer pour la France; celui-ci avait aussitôt arboré les étendards français, et renforcé de quatre mille fantassins l'armée d'Aymar de Prie, qui occupait tout le pays au midi du Pô [2]. Au nord de ce fleuve, le roi s'était avancé de Verceil par Novare, qui n'avait fait que peu de résistance; passant ensuite le Tésin, il séjourna à Buffaloro et à Biagrasso, tandis que Pavie lui ouvrait ses portes, et que J. J. Trivulzio s'avançait jusqu'à celles de Milan : ce dernier y fut reçu par une députation du peuple de cette ville; elle le supplia de ne pas compromettre avant la bataille la capitale de la Lombardie, qui se

[1] Mémoires de Martin du Bellay. Liv. I, p. 54. — *Pauli Jovii Hist.* Lib. XV, p. 304. — Mémoires de Fleuranges. p. 191. — [2] *Petri Bizarri.* Lib. XIX, p. 415. — *Uberti Folietæ.* L. XII, p. 717.

trouvait entre les deux armées, et de s'abstenir d'y entrer par humanité, comme par reconnaissance pour l'attachement des Milanais à la couronne de France [1].

Le cardinal de Sion était auprès de Raymond de Cardone, qui avait établi son camp au confluent de l'Adda et du Pô. Lorsqu'il apprit que ses compatriotes étaient résolus à continuer la guerre, il pressa Cardone de réunir son armée à la leur; et ne pouvant l'obtenir, il alla joindre les Suisses à Monza, avec Muzio Colonna, Louis de Pitigliano, quatre cents chevau-légers, et quelques gendarmes. Les Suisses n'avaient point d'autre cavalerie dans leur armée [2].

Cardone, après avoir laissé des garnisons à Vérone et à Brescia, vint joindre Laurent de Médicis à Plaisance, avec sept cents hommes d'armes, six cents chevau-légers et six mille fantassins. Médicis, de son côté, avait sous ses ordres sept cents hommes d'armes, huit cents chevau-légers et quatre mille fantassins. Les armées réunies derrière les Français étaient assez fortes pour leur donner de l'inquiétude; mais l'Alviano de son côté avait passé l'Adige; il avait remonté le long de la rive gauche du Pô jusqu'à Crémone, et il était venu se placer en face du vice-roi, qui avait déjà préparé son pont de bateaux sous Plaisance. L'armée vénitienne sous les ordres de l'Alviano comptait neuf cents hommes d'armes, quatorze cents chevau-légers et neuf mille fantassins; elle tint en échec toutes les forces de l'Espagne, du pape et des Florentins, et par cette habile manœuvre, elle donna aux Français le moyen de décider avec les Suisses seuls du sort de la guerre [3].

François I[er], pour assurer sa communication avec l'Alviano

[1] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XII, p. 94. — [2] *Pauli Jovii Hist. sui temp.* L. XV, p. 305. — *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XII, p. 95. — [3] *Ibid.* — *Pauli Jovii Hist. sui temp.* L. XV, p. 305. — Mémoires de messire Martin du Bellay, L. I, p. 55. — *Fr. Belcarii,* L. XV, p. 444.

et pour couper absolument celle du camp espagnol avec les Suisses, était venu s'établir à Marignano, sur la route de Plaisance à Milan, à trente milles de la première de ces deux villes, à dix de la seconde : l'Alviano occupait Lodi, à dix milles en arrière de Marignan. Cardone, après avoir fait passer le Pô à une partie de ses troupes, reconnaissant l'impossibilité d'avancer, avait repassé le fleuve. Les avant-postes français s'étendaient jusqu'à trois milles de Milan, à San-Donato et Sainte-Brigitte : les Suisses, après l'arrivée du cardinal de Sion dans leur camp à Monza, étaient rentrés à Milan au nombre de trente-quatre mille hommes environ [1].

Le 13 septembre, le cardinal de Sion fit sonner le tambourin pour assembler tous les Suisses sur la place du château à Milan. Il s'y était fait dresser une chaire d'où il les harangua, les excitant à combattre pour la sainte Église ; il fallait, disait-il, surprendre le roi, se venger en une fois de toutes les offenses qu'ils avaient reçues, et ajouter de nouveaux lauriers à ceux qu'ils avaient cueillis à Novare. En même temps il fit donner une fausse alarme par Muzio Colonna, qui rentra précipitamment dans la ville, et demanda le secours de toute l'armée, comme s'il était pressé par les Français. Ceux même alors qui jusqu'à ce jour avaient toujours parlé en faveur de la paix saisirent leurs armes avec la même impétuosité que les autres, pour ne pas abandonner leurs compatriotes au moment du danger [2].

Malgré la détermination nouvelle que les Suisses avaient prise, leurs négociateurs et ceux des Français étaient encore assemblés à Galérate, et le roi croyait toujours à la paix ; lorsque, le 13 septembre, trois heures après midi, le maréchal

[1] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XII, p. 97. — *Pauli Jovii Hist.* L. XV, p. 306. — Mémoires de Louis de La Trémouille. Ch. XVI, p. 201. — Mémoires du chev. Bayard. Ch. LX, p. 376. — [2] *Pauli Jovii Hist.* L. XV, p. 308. — Mémoires de Fleuranges. p. 190. — *Paolo Paruta, Ist. Venez.* L. III, p. 174.

de Fleuranges, qui avait été envoyé vers Milan pour reconnaître l'ennemi, et qui avait probablement causé l'alarme dont le cardinal de Sion tira parti, vit sortir de la ville l'armée entière des Suisses, au son des redoutables cornets d'Ury et d'Underwald, qu'on réservait pour les jours de bataille. Il accourut vers le roi pour le sommer de s'armer, et faire sonner l'alarme au camp français. Barthélemi d'Alviano était alors en conférence dans la tente du roi, qui le prit par la main et lui dit : « Seigneur Barthélemi, je vous prie d'aller « en diligence faire marcher votre armée, et venez le plus tôt « que vous pourrez, soit jour ou nuit, où je serai, car vous « voyez quelle affaire j'en ai [1]. »

Le roi, qui ne s'attendait pas à la bataille, n'avait pas pris à Sainte-Brigitte une bonne position : le chemin de Milan, par lequel le maréchal de Fleuranges repartit avec deux cents hommes d'armes pour faire une charge sur les Suisses, suivait une ligne droite, et était bordé de fossés des deux parts, en sorte que la cavalerie ne pouvait point prendre les ennemis en flanc, ni caracoler autour d'eux. Quelques corps de landsknechts étaient disposés au-delà du fossé, mais ils ne pouvaient y faire que peu de service; et d'ailleurs les longues négociations qu'ils avaient observées entre le roi et les Suisses, leur donnaient de la défiance : ils ne savaient point si le roi n'était pas convenu de les abandonner à la vengeance de ces redoutables ennemis [2].

Les Suisses atteignirent les avant-postes français lorsqu'il ne restait plus que deux heures de jour. Ils avançaient sur le front de l'armée, la pique basse, ne recourant à aucune manœuvre, n'employant d'autre art militaire que la force de leur corps et leur intrépidité. Ils marchaient sur l'artillerie sans se

[1] Mémoires de Fleuranges. p. 193. — [2] Mémoires de Louis de La Trémouille. Ch. XVI, p. 202. — Mémoires de messire Martin du Bellay. L. I, p. 57. — Mémoires de Fleuranges. p. 196. — *Paolo Paruta, Ist. Venez.* L. III, p. 178.

laisser ébranler par les décharges des batteries qui portaient à plein sur leurs bataillons : après la chute de leurs camarades, ils serraient les rangs, et avançaient toujours. La gendarmerie vint heurter contre eux, et le roi la conduisait à la tête des gentilshommes de sa garde. Il écrivait lui-même à sa mère que « par cinq cents et par cinq cents, il y fut fait une « trentaine de belles charges, et ne dira-t-on plus que les gen- « darmes sont lièvres armés, car sans point de faute, ce sont « eux qui ont fait l'exécution [1]. » Cependant, cette gendarmerie, qui ne pouvait suivre que la ligne droite du grand chemin et attaquer les Suisses que de front, était arrêtée par la forêt des piques contre laquelle elle venait donner. A mesure que les escadrons pliaient, les Suisses, qui ne s'étaient jamais laissé entamer, s'avançaient en bon ordre à leur poursuite. Quelques milliers de landsknechts essayèrent de passer le fossé pour prendre les Suisses en flanc; mais ils y périrent presque tous [2].

La première batterie qu'attaquèrent les Suisses n'était composée que de sept pièces de canon; Piétro Navarro la commandait; elle était couverte par un large fossé que défendait un corps d'infanterie basque et gasconne. Elle fut attaquée par le bataillon suisse des enfants perdus; c'était un corps de jeunes gens choisis entre tous les cantons, distingués par les plumes blanches qui flottaient sur leurs têtes, et payés d'une double solde. Ils perdirent infiniment de monde dans l'attaque, mais enfin ils se rendirent maîtres de cette batterie [3].

La lumière du jour avait manqué depuis longtemps aux combattants, mais une lune brillante leur avait suffi pour continuer. Toutefois il était devenu impossible aux chefs de

[1] Lettre de François Ier à sa mère, du camp de Sainte-Brigitte, le vendredi 14 septembre, à la suite de Martin du Bellay. T. XVII, p. 442-451. — [2] Mémoires de Fleuranges. p. 197. — Mémoires de Bayard, Ch. LX, p. 387. — [3] *Pauli Jovii Hist. sui te.* L. XV, p. 310.

juger l'ensemble de la bataille, et de diriger les opérations commencées : chacun ne combattait plus qu'avec ceux dont il se trouvait accidentellement rapproché. Les corps français étaient déjà séparés par les Suisses; mais ils se battaient pour conserver encore la place qu'ils occupaient. Après quatre heures de combat nocturne, la nécessité et l'ignorance sur la situation des ennemis firent poser les armes à tous les combattants. Chacun demeura sur place, et chercha à réparer ses forces par un peu de sommeil[1]:

« La nuit vint, dit Fleuranges, et les Suisses commencè-
« rent à chasser les gendarmes d'un côté et d'autre; car ils
« ils ne savoient où ils alloient, et on les tuoit partout où on
« les trouvoit. Aussi étoient les lansquenets et les gens de pié
« françois, tous écartés comme les autres. Et demeura le roi au-
« près de l'artillerie, qui n'avoit point un homme de pié auprès
« de lui; et fit une charge avec environ vingt-cinq hommes
« d'armes, qui le servirent merveilleusement, et y cuida le
« le roi être affolé; et vous jure ma foi que fut un des plus
« gentils capitaines de son armée, et ne voulut jamais aban-
« donner son artillerie, et faisoit rallier le plus de gens qu'il
« pouvoit autour de lui. Et feurent les Suisses bien près de
« l'artillerie, mais ils ne la voyoient point. Et fit éteindre le-
« dit roi un feu qui étoit auprès de ladite artillerie, pour ce
« que les Suisses étoient si près d'eux, et afin qu'ils ne la vis-
« sent point si mal accompagnée. Et demanda ledit seigneur
« à boire, car il étoit fort altéré; et y eut un piéton qui lui
« alla quérir de l'eau qui étoit toute pleine de sang, qui fit
« tant de mal au dit seigneur avec le grand chaud, qu'il ne
« lui demeura rien dans le corps. Et se mit sur une charrette
« d'artillerie pour soi un peu reposer, et pour soulager son
« cheval, qui étoit fort blessé. Et avec lui un trompette italien

[1] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XII, p. 106. — *Pauli Jovii.* L. XV, p. 311. — *Paolo Paruta, Ist. Venez.* L. III, p. 180. — Mémoires du chev. Bayard, Ch. LX, p. 377.

« nommé Christophe, qui le servit merveilleusement bien ;
« car il demeura toujours au près du roi, et entendoit-on la-
« dite trompette par-dessus toutes celles du camp ; et pour
« cela, on savoit où étoit le roi, et se retiroit-on vers lui[1]. »

Ce fut de cette manière que, pendant la nuit, on rallia bien vingt mille landsknechts, et toute la gendarmerie, au lieu où était le roi, auprès de l'artillerie. Les capitaines français, mettant à profit ce court intervalle entre les combats, retiraient les batteries qu'ils jugeaient trop avancées, les plaçaient avec avantage, rétablissaient leur ligne rompue en plusieurs points, et combinaient les attaques que la gendarmerie devait tenter sur les flancs ou sur les derrières, pour diviser la phalange des Suisses[2].

Ceux-ci de leur côté s'étaient ralliés au son des cornets d'Ury et d'Underwald, qu'on entendit sonner pendant toute la nuit. Le cardinal de Sion leur avait fait apporter des vivres de Milan, et les bivouacs entremêlés s'entendaient encore sans se voir. Ce prélat avait dépêché des courriers dans différents sens, pour annoncer, d'après le succès de la première attaque, que les Suisses étaient victorieux, et que l'armée française était en déroute[3].

« Le jour venu qu'on se recogneust (le vendredi 14 septem-
« bre), chacun se retira sous son enseigne, dit Martin du
« Bellay, et commença le combat plus furieux que le soir, de
« sorte que je vis un des principaux bataillons de nos lans-
« quenets être reculé de plus de cent pas ; et un Suisse, pas-
« sant toutes les batailles, vint toucher de la main sur l'artil-
« lerie du roi, où il fut tué : et sans la gendarmerie qui sou-
« tint le faix, on étoit en hazard[4]. » Mais malgré l'intrépidité des Suisses et leur belle ordonnance, on pouvait déjà

[1] Mémoires de Fleuranges. p. 198. — [2] Mémoires de Fleuranges. p. 200. — *Fr. Guicciardini*. T. II, L. XII, p. 100. — *Pauli Jovii Hist*. L. XV, p. 312. — [3] *Fr. Guicciardini*. T. II, L. XII, p. 100. — [4] Mémoires de messire Martin du Bellay. L. I, p. 58.

prévoir que l'issue de la bataille leur serait défavorable. L'artillerie française faisait dans leurs bataillons de larges trouées, et tous leurs efforts pour s'en rendre maîtres demeuraient infructueux. Les charges répétées de la gendarmerie sur leurs flancs les inquiétaient, leur tuaient beaucoup de monde, et suspendaient leur marche, sans pouvoir les rompre. « Et « commençaient, dit Fleuranges, à aller autour du camp, de « côté et d'autre, pour voir s'ils pouvaient assaillir; mais ils « venoient pas au point, fors une bande qui vinrent ruer sur « ces lansquenets; mais quand ce vint à baisser des piques, « ils glissèrent outre, sans les oser enfoncer [1]. »

Comme les Suisses hésitaient déjà, Barthélemi d'Alviano, qui avait été à Lodi mettre sa troupe en mouvement, et qui avait marché toute la nuit, arriva sur le champ de bataille avec cinquante-six maîtres seulement, devançant son armée qu'il avait disposée en échelons pour le suivre. Mais le cri de guerre des Vénitiens, *Marco! Marco!* leurs drapeaux, et la haute opinion qu'on avait de la rapidité de l'Alviano, persuadèrent aux deux camps que toute sa troupe arrivait avec lui. Les Suisses ne jugèrent pas convenable de l'attendre; ils serrèrent de nouveau leurs rangs, et se replièrent vers Milan dans la même ordonnance, avec une contenance si fière, qu'aucun corps de l'armée française, ou d'infanterie ou de cavalerie, n'eut l'audace de les suivre. Seulement deux de eurs compagnies, qui s'étaient reposées dans les granges d'une maison de campagne, y périrent dans les flammes qu'y avaient allumées les chevau-légers des Vénitiens [2].

Le maréchal Trivulzio, qui avait été présent à dix-huit batailles rangées, ne les regardait que comme des jeux d'enfants, à côté de cette terrible bataille de Santa-Brigitta ou

[1] Mémoires de Fleuranges. p. 201. — [2] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XII, p. 101. — *Paolo Paruta, Ist. Ven.* L. III, p. 182. — *Pauli Jovii Hist. sui temp.* L. XV, p. 315. — *Fr. Belcarii.* L. XV, p. 446. — Mémoires de Bayard. Ch. LX, p. 381.

de Marignan, qu'il appelait un combat de géants. On a lieu de croire qu'entre les deux armées, il resta de dix-huit à vingt mille hommes sur le carreau, dont les deux tiers étaient Suisses. Mais les historiens, de part et d'autre, pour flatter la vanité nationale, donnent sur le résultat de la bataille un calcul différent. Dans l'armée suisse, peu de noms étaient illustres; dans celle des Français, les premières familles de la noblesse furent mises en deuil. François, frère du duc de Bourbon; Imbercourt, le comte de Sancerre, le seigneur de Bussy, neveu du cardinal d'Amboise; Jean de Muy, seigneur de la Meilleraye; le prince Charles de Talmont, fils unique de Louis de La Trémouille; M. de Roye, frère du maréchal de Fleuranges, et le jeune comte de Pitigliano, arrivé avec l'Alviano de l'armée vénitienne, demeurèrent parmi les morts[1].

« Le soir du vendredi, auquel finit la bataille à l'honneur « du roy de France, fut joye démenée parmy le camp, et en « parla l'on en plusieurs manières, et s'en trouva de mieux « faisans les uns que les autres; mais sur tous feut trouvé « que le bon chevalier (Bayard), par toutes les deux journées, « s'estoit monstré tel qu'il avoit accoutumé ès autres lieux « où il avoit été en pareil cas. Le roy le voulut grandement « honnorer, car il preint l'ordre de chevalerie de sa main. Il « avoit bien raison, car de meilleur ne l'eût sceu prendre[2]. » A son tour, le roi accorda le même ordre à d'autres parmi les gentilshommes qui s'étaient le plus distingués « *Je sens* « *bien,* dit-il au maréchal de Fleuranges, *que en quelque* « *bataille que vous ayez esté, ne voulustes estre chevalier :* « *je l'ai aujourd'hui esté; je vous prie que le veuillez estre*

[1] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XII, p. 101. — *Pauli Jovii Hist. sui temp.* L. XV, p. 316. — *Paolo Paruta, Ist. Venez.* L. III, p. 183. — Mémoires de Louis de La Trémouille. Ch. XVI, p. 205. — Mémoires de Fleuranges. p. 195-203. — Mémoires de Martin du Bellay. L. I, p. 59. — Mémoires de Bayard. Ch. LX, p. 381. — [2] Mémoires du chev. Bayard. Ch. LX, p. 382. — *Pauli Jovii Hist.* L. XV, p. 317. — Mémoires de Fleuranges. p. 194.

« *de ma main.* » Laquelle chose l'adventureux (Fleuranges)
« lui accorda de bon cœur, et le remercia de l'honneur qu'il
« lui faisoit [1]. »

Bayard, qui avait reçu du roi un honneur si signalé, avait couru dans la nuit un danger extrême. Son cheval, enferré de piques et débridé, « quand il se sentit sans frein, se meit
« à la course, et en despit de tous les Suisses, ni de leur ordre,
« passa tout oultre, et emportoit le bon chevalier droict en
« une autre troupe de Suisses, n'eust esté qu'il rencontra en
« un champ des ceps de vigne, qui tiennent d'arbre en arbre,
« où il, par sa force, s'arrêta. Le bon chevalier feut bien
« effrayé, et non sans cause; car il estoit mort sans nul re-
« mède, s'il feust tombé entre les mains des ennemis. Il ne
« perdit toutes fois point le sens; mais tout doulcement se
« descendit, et jecta son armet et ses cuissots, et puis le long
« des fossez, à quatre beaulx pieds, se retira à son opinion
« vers le camp des François, et où il oyoit crier *France!* Dieu
« lui feit la grace qu'il y parveint sans danger. Et encores,
« qui mieux feut pour lui, c'est que le premier homme qu'il
« trouva feut le gentil duc de Lorraine, l'un de ses maistres,
« qui feut esbahy de le veoir ainsi à pied. Si lui feit ledict
« duc incontinent bailler un gaillard cheval [2]. »

Les Suisses, rentrés à Milan, cherchaient un prétexte pour se retirer d'une guerre où ils n'avaient plus rien à espérer. Ils demandèrent à Maximilien Sforza les trois mois de solde que ce duc leur avait promis, mais qu'il ne pouvait évidemment plus leur payer, après avoir perdu tous ses états. Sur son refus, malgré les instances du cardinal de Sion, auquel ils ne prêtaient plus la même foi depuis la perte de la bataille, ils se mirent en marche dès le lendemain, pour se retirer par Como dans leur pays. Maximilien Sforza s'enferma dans le

[1] Mémoires de Fleuranges, p. 303. — [2] Mémoires du chev. Bayard, Ch. LX, p. 373.

château de Milan avec Girolamo Morone, son principal ministre, Jean de Gonzague, quelques gentilshommes milanais, quinze cents Suisses et cinq cents Italiens. Son frère François Sforza, duc de Bari, passa en Allemagne avec le cardinal de Sion, pour solliciter les secours de Maximilien. Les Suisses, de leur côté, avaient promis en partant qu'ils ne tarderaient pas à revenir en plus grand nombre, pour se venger de leur défaite, et délivrer leurs compatriotes [1].

Cependant la bataille de Marignan et la retraite des Suisses avaient décidé du sort du duché de Milan. Toutes les villes s'empressèrent de faire leur soumission à François I[er], et de témoigner leur joie de ce qu'elles n'étaient plus exposées à l'insolence et à la rapacité de la soldatesque suisse. Les châteaux seuls de Milan et de Crémone demeurèrent au pouvoir de Maximilien Sforza, et Piétro Navarro prit l'engagement de se rendre maître du premier en moins d'un mois [2].

Ce château était abondamment pourvu de vivres et de munitions de guerre; sa garnison était fort supérieure au nombre qu'aurait exigé l'étendue de son enceinte; et ses murailles, qu'on avait vues précédemment soutenir de longs siéges, étaient jugées presque inexpugnables. Mais Piétro Navarro, qui le premier avait apporté en Italie l'art des mines chargées, et qui l'avait perfectionné; qui par leur moyen avait pris, plusieurs années auparavant, les trois châteaux de Naples, et qui prétendait qu'aucune forteresse ne pouvait lui résister, inspirait la plus vive terreur à ceux qui étaient enfermés dans le château de Milan. Le duc surtout, et ses officiers civils, craignaient à toute heure de périr par une explosion épouvantable. Ils pouvaient aisément demeurer éloignés des combats, et ne point partager les dangers de la brèche. Mais une mine

[1] *Fr. Guicciardini.* L. II, L. XII, p. 102. — *Pauli Jovii Hist.* L. XV, p. 316. — *Paolo Paruta, Ist. Ven.* L. III, p. 153. — [2] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XII, p. 102. — Mémoires de Fleuranges, p. 206,

dans son explosion ne distinguait point le souverain d'avec le plébéien : elle pouvait atteindre le duc dans ses plus secrets appartements, et à toute heure du jour ou de la nuit il pouvait être enveloppé dans cet effroyable désastre. Maximilien Sforza, qui n'avait ni courage, ni force de caractère, était empressé de se dérober à tout prix à un tel danger. Il n'avait pas joui un moment de l'indépendance ou de la richesse attachées au pouvoir souverain. Chacun de ses alliés avait à son tour été sur le point de l'abandonner ; ils avaient même offert de garantir ses états, ou à l'empereur, ou au roi de France. Les Suisses maintenaient son pouvoir, mais c'était pour l'asservir lui-même à leur volonté, et le rendre ministre d'exactions intolérables, par lesquelles il était déjà devenu odieux à ses sujets. Dès le 4 octobre, vingt jours après la bataille, il signa une capitulation par laquelle il remit au roi, non seulement les châteaux de Milan et de Crémone, mais tous les droits qu'il pouvait prétendre sur le Milanais, s'engageant à passer le reste de ses jours en France ; tandis que le roi de son côté lui promit de s'intéresser pour lui faire obtenir un chapeau de cardinal, et de lui assurer trente mille écus de rente en biens-fonds [1]. En signant, Sforza s'écria qu'il échappait ainsi à l'esclavage des Suisses, aux extorsions de l'empereur et aux tromperies des Espagnols.

Ce ne fut qu'après la capitulation du château que François I[er] voulut faire son entrée à Milan. Il croyait au-dessous de la dignité d'un roi de France d'entrer dans une ville qui ne lui était pas en entier soumise. Ces notions bizarres sur ce qu'il appelait l'honneur de sa couronne lui firent plus tard commettre de grandes fautes, et eurent une influence

[1] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XII, p. 104. — Mémoires de Fleuranges. p. 208. — Mémoires de du Bellay. L. I, p. 63. — Observations sur ces Mémoires. p. 451. — *Petri Bizarri Hist. Genuens.* L. XIX, p. 444. — *Fr. Belcarii.* L. XV, p. 450. — *Pauli Jovii Hist. sui temp.* L. XV, p. 321-322.

fatale sur toute sa destinée. Dans cette occurrence, le retard de son entrée à Milan était de peu d'importance; il ne l'empêchait point de profiter en même temps, par les armes et par les négociations, de l'avantage qu'il avait obtenu.

Ces négociations étaient fort actives : les alliés, ennemis du roi, s'exhortaient réciproquement à la constance; mais chacun s'efforçait de se retirer du combat, en y laissant engagés ses seuls associés. Le pape était, plus que tous les autres, effrayé des succès des Français : non seulement il pouvait être atteint dans les états de l'Église, il avait bien plus à redouter encore une révolution à Florence. Les Médicis avaient été ramenés dans cette république par Cardone, au nom de l'empereur et du roi d'Espagne. Le parti patriote, en revanche, avait professé pour la France le plus constant attachement : c'était par dévouement pour elle qu'il avait admis le concile de Pise sur son territoire, qu'il avait provoqué le ressentiment de Jules II et de Ferdinand, et qu'enfin il s'était perdu. La politique, d'accord avec la reconnaissance, suggérait au monarque français l'obligation de rétablir sa fidèle alliée la république florentine, pour servir d'avant-poste au duché de Milan : la prudence la plus vulgaire lui enseignait à se fier plutôt à des amis éprouvés qu'à des ennemis que la peur forçait à chercher une réconciliation.

L'aversion des rois pour les républiques, et le regret qu'éprouvait François I[er] de faire la guerre à l'Église, lui firent embrasser la décision contraire. L'évêque de Tricarico et le duc de Savoie traitaient avec lui au nom de Léon X, et ils l'amenèrent à signer des préliminaires par lesquels le roi garantissait le pouvoir des Médicis sur la république florentine. Ce fut le pape qui, revenu de sa terreur dès qu'il apprit les scrupules du roi, fit le premier des difficultés pour ratifier ce traité. Dans le même temps, il essayait ce qu'il pourrait obtenir de Maximilien ou des Suisses pour la continuation

de la guerre, et s'il ne pourrait point détacher les Vénitiens de la France. N'ayant pu y réussir, il fit enfin signer à Viterbe, le 18 octobre, son traité d'alliance avec la France. Il évacuait Parme et Plaisance, qui devaient être réunies de nouveau au duché de Milan, tandis que le roi promettait à Julien et à Laurent de Médicis, outre le maintien de leur autorité à Florence, des honneurs, des pensions et des commandements de troupes, et qu'il s'engageait à ce que tout le duché de Milan se fournît de sel aux salines de Cervia, au préjudice de celles de Venise [1].

Les Suisses avaient assemblé une diète à Zurich; elle retentissait de déclamations contre la France; on y débattait les moyens d'envoyer des secours au château de Milan. Cependant les soldats suisses avaient abandonné les bailliages italiens, et ne conservaient plus au-delà des monts que les deux citadelles de Bellinzona et de Locarno. Raymond de Cardone, qui se trouvait, avec l'armée espagnole, le premier exposé aux attaques des Français, et qui savait quelle impatience ressentait l'Alviano de se venger de lui, quelle haine ses soldats avaient excitée dans tous les habitants de la Lombardie, était empressé de ramener son armée dans le royaume de Naples; il demanda et il obtint d'être compris dans le traité négocié par le pape. François Ier consentit à ce qu'il se retirât au travers de l'état de l'Église sans être molesté [2].

Quatre ambassadeurs choisis parmi les personnages les plus distingués par leurs dignités et leurs emplois dans la république de Venise avaient été envoyés à Milan à François Ier pour le féliciter sur sa victoire, et lui rappeler en même temps sa promesse de faire recouvrer aux Vénitiens tout ce que l'em-

[1] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XII, p. 408. — *Raynaldi Annal. eccles.* An 1515, § 23, p. 193. — Léonard, Corps diplomatique. T. II. — *Pauli Jovii Hist.* L. XV, p. 316. — *Fr. Belcarii.* L. XV, p. 448. — [2] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XII, p. 103. — *Pauli Jovii Hist. sui temp.* L. XV, p. 316. — *Paolo Paruta, Ist. Venez.* L. III, p. 184.

perdre leur avait enlevé. La conquête du duché de Milan ne pouvait point être considérée comme achevée si les Français ne le garantissaient pas d'invasions nouvelles du côté de l'Allemagne, en rendant aux Vénitiens la garde de Vérone et de Brescia, de même que du côté de l'Italie espagnole, en chassant les Médicis de Florence, et forçant le pape à la paix. Si François Ier avait su profiter de sa victoire, il aurait pu, par le seul effroi qu'elle avait inspiré, obtenir l'un et l'autre avantage sans nouveaux combats; mais sa politique était trop personnelle pour qu'il pût comprendre combien il est souvent utile de servir chaudement ses alliés. Quoiqu'il fît aux ambassadeurs vénitiens l'accueil le plus amical, et qu'il les assurât de son zèle pour les intérêts de leur patrie, il apporta de longs délais avant de leur envoyer des troupes; et celles qu'il leur fit passer ensuite semblèrent avoir perdu, en passant sous des drapeaux étrangers, tout souvenir de la bravoure et de l'impétuosité françaises [1].

Les Vénitiens, laissés à leurs propres forces, voulurent cependant tenter de recouvrer les villes qu'ils avaient perdues. L'Espagnol Hijar commandait à Brescia, Marc-Antonio Colonna à Vérone. La seconde de ces deux villes contenait une nombreuse garnison, la première avait fort peu de troupes; ce fut d'elle que l'Alviano eut ordre de s'approcher; mais Hijar, prévoyant l'attaque dont il était menacé, demanda en hâte les renforts qu'il jugeait nécessaires, et mille fantassins partis de Vérone, et faisant par les montagnes le tour du lac de Garda, entrèrent à Brescia avant l'arrivée du camp vénitien sous ses murs [2].

Barthélemi d'Alviano qui, pour la première fois de sa vie, se laissait devancer par la célérité d'un autre, devait cet échec à l'état de sa santé; les efforts disproportionnés à son âge et

[1] *Paolo Paruta, Ist. Ven.* L. III, p. 185. — [2] *Ibid.* p. 191. — *Pauli Jovii Hist.* L. XV, p. 318.

à la faiblesse de sa constitution qu'il avait faits à la bataille de Marignan lui avaient causé une hernie; il se fit transporter à Ghédo, à peu de distance de Brescia, et il y mourut le 7 octobre, après de cruelles douleurs. Cet homme, qui s'était élevé du rang de simple soldat, par tous les degrés de la milice, au commandement des armées, ne semblait point doué par la nature des facultés que requiert une vie aussi active. Il était très petit, très courbé, et d'une laideur presque difforme. Son impétuosité, souvent imprudente, semblait la qualité d'un soldat plutôt que d'un général ; mais quoiqu'elle l'eût exposé à de sanglantes défaites, il rachetait ces défauts par sa promptitude et son intrépidité, et par l'art avec lequel il captivait l'affection et la confiance du soldat, tout en le soumettant à la plus sévère discipline. Aucun homme ne semblait plus fait que lui pour relever le courage de l'infanterie italienne, et lui faire regagner l'estime des Allemands, des Suisses et des Espagnols, auxquels elle ne rougissait point de se reconnaître inférieure. Il était, à sa mort, âgé de soixante ans. Ses soldats, qui le pleurèrent amèrement, ne voulurent point se séparer de son corps, qu'ils conservèrent vingt-cinq jours à la tête de leur armée, lui faisant rendre, dans sa tente, les mêmes honneurs que s'il était toujours leur général. Ils ne consentirent jamais à demander un sauf-conduit à Marc-Antonio Colonna, commandant de Vérone, pour le faire passer à Venise ; ils voulurent l'y accompagner à main armée, au travers du territoire ennemi. Le sénat le fit ensevelir dans l'église de Saint-Étienne, et assura des pensions à sa veuve et à ses enfants, qu'il laissait sans aucune fortune [1].

Après la mort de l'Alviano, l'armée vénitienne parut n'avoir plus le courage de se mesurer avec aucun ennemi ; les renforts

[1] *Pauli Jovii Hist.* L. XV, p. 318. — *Paolo Paruta.* L. III, p. 192. — *Fr. Guicciardini* T. II, L. XII, p. 105. — Mémoires de Martin du Bellay. L. I, p. 66. — *Fr. Belcarii Comment.* L. XV, p. 450.

mêmes que lui faisait passer le roi de France semblaient, en arrivant au camp vénitien, prendre le même esprit de timidité et d'indiscipline. Jean-Jacques Trivulzio, qui y avait conduit sept cents lances françaises et sept mille fantassins allemands, et qui à leur tête entreprit le siége de Brescia, se laissa arrêter par des difficultés dont il n'aurait tenu aucun compte s'il avait été au service du roi. Les Allemands se mutinèrent déclarant ne pas vouloir servir contre les drapeaux impériaux qu'ils voyaient arborés à Vérone et à Brescia. Il fallut les changer contre cinq mille Biscayens que conduisit Piétro Navarro. Une sortie de quinze cents soldats allemands ou espagnols de la garnison de Brescia, mit en fuite plus de six mille hommes de l'armée vénitienne, et leur prit dix pièces d'artillerie. Les mines par lesquelles Navarro avait compté pénétrer sous les fortifications furent éventées par les assiégés, les mineurs tués et leurs galeries détruites. Enfin, Trivulzio ayant changé son siége en blocus, avait réduit par la famine la garnison de Brescia à promettre que si elle n'était pas secourue avant vingt jours, elle évacuerait la ville ; mais avant que ce terme fût expiré, le baron de Rockandolf [1] rassembla huit mille Tyroliens des milices des frontières, et s'avançant par le comté de Lodrone et Rocca d'Anfò, qui se rendit lâchement à lui, il ravitailla Brescia, dont l'armée vénitienne s'était éloignée à son approche. Le seul avantage que les Vénitiens retirèrent cette année des victoires de leurs alliés fut de recouvrer les châteaux de Peschiéra, Asola et Lonado, que le marquis de Mantoue avait évacués [2].

Léon X cependant avait demandé une conférence à François I[er], et celui-ci la désirait aussi pour affermir l'alliance

[1] Le biographe de Frundsberg le nomme George de Lichtenstein : le nom de Rockandolf, que lui donnent tous les Italiens, était apparemment celui de sa baronnie. *Buch. II*, f. 28. — [2] *Fr. Guicciardini*. T. II, L. XII, p. 106. — *Pauli Jovii Hist. sui temp.* L. XV, p. 319 ; L. XVI, p. 324. — *Paolo Paruta, Ist. Venez.* L. III, p. 205. — *Fr. Belcarii*. L. XV, p. 451. — Mémoires de messire Martin du Bellay. L. I, p. 69.

conclue entre eux. Les deux souverains s'étaient donné rendez-vous à Bologne, où le pape arriva le 8, et le roi le 10 décembre. Léon X avait eu raison de compter sur l'ascendant que l'adresse de son esprit et de ses manières lui ferait obtenir sur le jeune monarque. François Ier, en traitant à Viterbe, avait exigé, en faveur de son fidèle allié, le duc de Ferrare, la restitution de Modène et de Reggio, sous condition qu'il rendrait les quarante mille ducats pour lesquels la première de ces villes avait été engagée. C'était la souveraineté que Léon X avait destinée à son neveu. Il se voyait forcé à dépouiller sa famille de ces états conquis pour elle sur la rive droite du Pô. En y renonçant, il voulut placer ailleurs Laurent de Médicis; il lui destina le duché d'Urbin, qu'il n'avait d'autre motif pour confisquer sur son propriétaire actuel que l'attachement de celui-ci à la France. Léon demanda que le duc d'Urbin fût sacrifié à sa rancune et à son ambition; et François eut la faiblesse d'y consentir. Léon demanda encore que la Pragmatique-Sanction, qui servait de garantie aux libertés de l'église gallicane, fût abolie, et François consentit à poser avec lui les bases du concordat qui la remplaça en effet au mois d'août suivant. En retour de ces concessions aussi humiliantes que contraires à la politique, François obtint le chapeau de cardinal pour Adrien de Boisy, frère du grand-maître de France, la promesse d'un secours de cinq cents hommes d'armes, et la solde de trois mille Suisses pour défendre le duché de Milan toutes les fois qu'il serait attaqué [1].

Avant même de se rendre à Bologne, François Ier avait conclu avec les Suisses, par l'entremise du duc de Savoie, un

[1] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XII, p. 108. — *Pauli Jovii Histor. sui temp.* L. XVI, p. 325. — *Paolo Paruta.* L. III, p. 202. — *Raynaldi Ann. eccles.* § 28 et seq., p. 194 et seq. — Mémoires de Fleuranges. p. 214. — Mémoires de du Bellay. L. I, p. 66. — *Fr. Belcarii.* L. XV, p. 452.

traité plus important pour la sûreté du duché de Milan. Il s'était engagé à leur payer les six cent mille ducats stipulés par le traité de Dijon, les trois cent mille promis à Galérate pour la valeur des bailliages italiens, et à augmenter leurs pensions annuelles ; ceux-ci, de leur côté, avaient promis de rendre au duché de Milan les bailliages italiens, et de servir la maison de France envers et contre tous, le pape et l'empereur seuls exceptés, avec le nombre de troupes que le roi voudrait solder. Ainsi, malgré la sanglante victoire de Marignan, le roi accordait aux Suisses à peu près les mêmes conditions qu'ils avaient demandées à Galérate avant leur défaite, tant il sentait l'importance de leur alliance, pour fournir à ses armées l'infanterie que sa politique ne lui permettait pas de former parmi ses sujets. Mais le traité signé à Genève le 7 novembre ne fut ratifié que par huit cantons. Les cinq autres, qui tenaient davantage à la possession des bailliages italiens, refusèrent leur ratification. François, sans l'attendre, fit passer l'argent qu'il avait promis à tous les cantons qui avaient ratifié le traité, et il les attacha ainsi plus fermement à son parti [1].

François I[er] avait formé de plus vastes projets sur l'Italie ; il songeait à faire valoir ses prétentions sur le royaume de Naples, et il en avait traité avec le pape, dans sa conférence de Bologne. Mais Léon X lui avait représenté que Henri VIII d'Angleterre, gendre de Ferdinand-le-Catholique, manifestait déjà la jalousie que lui causaient les victoires de la France; que la cupidité ou les animosités personnelles de son favori, le cardinal de Wolsey, pouvaient l'engager à renouveler la guerre; qu'il venait de se lier, le 9 octobre, par une alliance plus intime avec son beau-père le roi d'Aragon [2], et qu'il met-

[1] *Fr. Guicciardini*. T. II, L. XII, p. 109. — [2] *Acta publica*, *Rymer*. T. XIII, p. 520. — Rapin Thoyras, Histoire d'Angleterre. L. XV, p. 107. — *Pauli Jovii Hist. sui temp.* L. XVI, p. 334.

trait dans ce moment un obstacle efficace à la conquête du royaume de Naples s'il attaquait les côtes de France; mais qu'on avait appris que Ferdinand, déjà arrivé à un âge avancé, était tombé malade, qu'il était probable qu'il ne vivrait pas longtemps, qu'à sa mort, Charles son successeur ne pourrait plus compter sur l'alliance de l'Angleterre, et que, dans les difficultés d'une succession contestée, il céderait peut-être à la France le royaume de Naples sans combat. Le vrai et l'unique motif de Léon X, en donnant ce conseil, était de gagner du temps : il persuada François Ier, et celui-ci repartant pour la France, congédia la plus grande partie de son armée pour se soulager d'une dépense excessive : il ne réserva pour la défense du Milanais que sept cents lances, six mille fantassins allemands, et quatre mille Basques ou aventuriers français [1].

1516. — Les pronostics sur la mort de Ferdinand-le-Catholique ne tardèrent pas à se vérifier. Ce monarque expira à Madrigaleggio, le 15 janvier 1516, un mois après le grand capitaine Gonsalve de Cordoue, qui avait illustré son règne, et que depuis dix ans il laissait languir dans l'exil. La fourberie de Ferdinand, son hypocrisie et sa constante prospérité avaient fait illusion au vulgaire. Il était réputé le plus habile politique de son temps, le monarque qui savait le mieux calculer toutes les chances des événements, et les amener à ses fins [2]. Les prêtres et les moines qu'il avait si constamment favorisés portèrent plus loin leurs éloges ; le jésuite Mariana, qui termine avec ce règne son histoire d'Espagne, l'appelle « un prince qui surpasse en excellence tous ceux qui jamais « vécurent en Espagne, par le culte de la justice, par la pru-

[1] *Fr. Guicciardini*. T. II, L. XII, p. 109. — Mémoires de Fleuranges. p. 220. — Mémoires de du Bellay. L. I, p. 67. — *Paolo Paruta*. L. III, p. 207. — [2] *Pauli Jovii Hist. sui temp.* L. XVI, p. 335. — *Fr. Belcarii*. L. XV, p. 453. — *Fr. Guicciardini*. T. II, L. XII, p. 110.

« dence et par la grandeur d'âme. Partout on doit trouver
« des vices, telle est la condition humaine : d'ailleurs l'envie
« et la malice sont toujours prêtes à attribuer aux grands
« hommes des fautes dont ils ne sont point coupables. Mais
« ce fut par la modestie dans le commandement, par l'amour
« de la religion, par le zèle pour les études, par toutes les
« prérogatives d'un roi juste, doux, bienfaisant et vraiment
« chrétien, que Ferdinand devint le miroir dans lequel tous
« les princes doivent se contempler, le fondateur de la paix
« de l'Espagne, de sa sécurité, de son élégance et de sa gran-
« deur [1].

Mais cet homme si fourbe, si injuste, si cruel, qui causa le malheur de tant de peuples, et qui se montra toujours si inaccessible à toute pitié, ne fit pas plus d'illusion à Macchiavel par sa prospérité que par son hypocrisie. Le secrétaire florentin, qui a rassemblé en corps de doctrine la pratique des princes de son temps, et qui s'est montré souvent indulgent pour les crimes lorsqu'il les croyait propres à fonder ou à affermir la puissance, ne voyait dans Ferdinand qu'un homme rusé et fortuné, et non pas sage ou prudent : son ami François Vettori, développant cette opinion même qu'il tenait de Macchiavel, a relevé dans toutes ses actions dès 1494 une imprudence égale à sa fourberie. Presque toujours lorsqu'il trompait son parent Frédéric, ses alliés, ses généraux, ses peuples, il provoquait des dangers inutiles, et tout au plus il arrivait lentement, par un chemin détourné, au but qu'il aurait pu atteindre plus honorablement en suivant la ligne droite [2].

[1] *Jo. Marianæ Histor. Hispan.* Lib. XXX, cap. XXVII, p. 345. — [2] Dans les Lettres familières de Macchiavel, on trouve des observations très curieuses sur le caractère et les intérêts des princes de son temps. Dans une lettre du mois d'avril 1513, à Francesco Vettori, T. VIII, p. 46, il fait un portrait très sévère de Ferdinand ; et François Vettori, à son tour, lui écrivant le 16 mai 1514 (p. 116), développe les mêmes idées, et passe en revue toutes les fautes du roi catholique.

Très peu de temps avant de mourir, Ferdinand avait fait passer cent vingt mille florins à Maximilien, pour le mettre en état de troubler les Français en Italie; et Henri VIII, sollicité par François Sforza, qui prétendait à l'héritage du duché de Milan depuis que son frère le dernier duc avait renoncé à ses droits, fit aussi passer un subside considérable à l'empereur. L'Europe, dans ce moment, n'était occupée que de la succession de l'archiduc Charles, petit-fils de celui-ci, aux couronnes d'Espagne, et de l'opposition qu'il pourrait trouver parmi ses nouveaux sujets : Charles négociait déjà avec François Ier, et voulait s'assurer de son amitié avant de passer en Castille, lorsque son grand-père entra tout à coup en Italie. Ce dernier, qui n'avait jamais su se mettre en mesure d'agir lorsque ses alliés l'attendaient, rassembla sans peine une grande armée au moment où tous les autres potentats licenciaient les leurs. Il n'avait point encore eu le temps de dissiper les subsides qu'il avait reçus en même temps d'Angleterre et d'Espagne; il les employa à réunir sous ses drapeaux cinq mille chevaux, quinze mille Suisses levés dans les cinq cantons qui n'avaient pas voulu s'allier à la France, et dix mille fantassins espagnols ou italiens [1].

François Ier, en quittant l'Italie, avait laissé le gouvernement du Milanais au connétable de Bourbon; il avait aussi rappelé à Milan le maréchal Jean-Jacques Trivulzio, tandis que Théodore, neveu du dernier, avait pris le commandement de l'armée vénitienne, et qu'Odet de Foix, seigneur de Lautrec, avait été joindre cette armée avec presque toutes les troupes françaises qui étaient demeurées en Lombardie. Théodore Trivulzio et Lautrec avaient recommencé le siége de Brescia. Rockandolf était retourné en Allemagne avec la

[1] *Fr. Guicciardini*. T. II, L. XII, p. 112. — *Pauli Jovii Hist. sui temp.* L. XVI, p. 336. — Mémoires de messire Martin du Bellay. L. I, p. 70. — *Fr. Belcarii Comment.* L. XV, p. 454.

plupart des soldats qu'il avait armés l'automne précédent : les vivres manquaient dans Brescia; les soldats étaient depuis longtemps sans paie, encore que les bourgeois eussent été écrasés par de très fortes contributions de guerre, pour subvenir aux besoins de la garnison. Une sédition de celle-ci avait exposé Hijar, le commandant, aux plus insupportables outrages; et la ville paraissait sur le point de capituler, lorsque Maximilien entra au commencement de mars, par Trente, en Italie, avec l'armée formidable qu'il avait rassemblée [1].

Théodore Trivulzio, général des Vénitiens, avait sous ses ordres devant Brescia deux mille cinq cents chevaux et sept mille fantassins; Lautrec avait amené au même siége quatre mille Gascons et cinq cents lances françaises; le connétable de Bourbon avait gardé à Milan ou dans le reste du duché sept cents lances et quatre mille fantassins gascons ou italiens. Au moment où il avait appris l'armement de Maximilien, il avait envoyé aux huit cantons qui avaient accepté l'alliance française, pour solder chez eux seize mille Suisses. Mais avant leur arrivée, les généraux français et vénitiens ne se crurent point en état de tenir tête à l'empereur; ils levèrent le siége de Brescia, et vinrent prendre position sur les bords du Mincio pour lui en interdire le passage [2].

Les Vénitiens désiraient que leur armée ne s'éloignât pas davantage de leur capitale. Néanmoins les Français, se défiant plus de leurs forces à mesure qu'ils voyaient approcher le danger, renoncèrent à défendre le Mincio, passèrent l'Oglio, et se retirèrent dans le Crémonais, où le connétable de Bourbon vint les joindre avec ce qu'il lui restait de troupes. Le cardinal de Sion, qui, par son inimitié ardente contre les Français, avait eu la plus grande part au rassemblement des Suisses que commandait Maximilien, voulait persuader à

[1] *Pauli Jovii Hist.* L. XVI, p. 330. — *Paolo Paruta, Ist. Ven.*, L. III, p. 212. — [2] *Ibid.*, p. 216. — *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XII, p. 112.

celui-ci de marcher immédiatement sur Milan, et de profiter de l'effroi qu'avait causé son apparition subite, pour terminer la guerre dans la capitale. Mais le château d'Asola, situé sur les bords de la rivière Chiésa, près de son embouchure dans l'Oglio, avait fermé ses portes à l'empereur : Maximilien crut son honneur intéressé à le soumettre; il perdit plusieurs jours à en faire le siége, vaillamment soutenu par le provéditeur vénitien François Contarini; et après avoir été rebuté devant les murs de ce petit château, il se remit en marche pour s'approcher de Milan[1].

Les Français avaient abandonné les rives de l'Oglio et ensuite celles de l'Adda, comme auparavant celles du Mincio, sans tenter de les défendre. Ils s'étaient renfermés dans Milan, et ils avaient brûlé les faubourgs de cette ville, pour que l'empereur n'y prît pas ses logements. Maximilien, arrivé à six milles de distance, avait sommé les Milanais de chasser les Français, et de lui ouvrir leurs portes sous trois jours, s'ils ne voulaient pas être traités plus sévèrement que leurs ancêtres n'avaient été traités par Frédéric-Barberousse. La terreur était extrême dans la ville; les moyens de défense paraissaient presque nuls. On savait, il est vrai, que les Suisses du parti français s'étaient mis en route, mais on savait aussi que la diète, honteuse de ce que ses concitoyens allaient se battre les uns contre les autres pour des causes étrangères, avait envoyé, dans les deux armées, l'ordre à ses sujets de rentrer immédiatement dans leur patrie; et l'on craignait que ceux qui servaient la France n'obéissent avec beaucoup plus d'empressement à cet ordre que ceux que la fougueuse éloquence du cardinal de Sion, et leur propre animosité, avaient décidés à prendre les armes contre elle. Cette inquiétude fut en partie calmée par l'arrivée à Milan du capitaine bernois

[1] *Paolo Paruta, Istor. Venez.* L. III, p. 218. — *Pauli Jovii Hist. sui temp.* L. XVI, p. 337. — *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XII, p. 113.

Albert de La Pierre, avec dix mille de ses compatriotes, qui promirent de défendre la ville [1].

Trente mille Suisses se trouvaient rassemblés dans le Milanais, entre les deux armées ; et quoique les uns fussent conduits par le cardinal de Sion, et les autres par ses ennemis les plus ardents, Albert de La Pierre, et François, fils de George de Supersax, tous déclaraient également qu'ils ne combattraient point contre leurs compatriotes. On les voyait tenir entre eux des conférences, correspondre, se concerter, et secouer absolument l'autorité des deux souverains qu'ils servaient. En se réunissant, ils pouvaient donner la loi aux uns et aux autres. Ces conférences excitaient des craintes très vives dans les deux armées. Les Français n'avaient point oublié que la moitié de ces mêmes hommes avait combattu contre eux l'année précédente dans la terrible bataille de Marignan ; que la nation entière avait paru animée d'une haine extrême contre la France, et que, dans les dernières années, elle avait donné plus d'un motif de l'accuser de manque de foi. Cependant le maréchal Trivulzio trouva moyen d'exciter des soupçons plus violents encore dans l'esprit de Maximilien, en faisant tomber entre ses mains des lettres qu'il adressait à Stapffer et Goldhill, capitaines suisses de l'empereur, dans lesquelles il les pressait d'exécuter sans délai ce qu'ils lui avaient promis. Maximilien n'osait point faire arrêter au milieu de leurs soldats ces officiers qu'on lui avait rendus suspects ; il n'osait confier à personne ses craintes ; lorsque Jacques Stapffer, capitaine-général de ses Suisses, lui demanda la solde arriérée qui était due à sa troupe. Maximilien était sans argent, selon sa coutume ; mais de peur d'être gardé en otage ou livré aux ennemis, s'il l'avouait, il répondit qu'il allait hâter l'arrivée des sommes qu'il atten-

[1] *Pauli Jovii Hist.* L. XVI, p. 340. — *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XII, p. 114. — Mémoires de Fleuranges. p. 222. — *Fr. Belcarii*, L. XV, p. 455.

dait; et prenant deux cents chevaux avec lui, il partit à l'instant même par la route de Trente, sans pourvoir au commandement de son armée, et sans annoncer ses projets à personne; il s'était déjà éloigné de plus de vingt milles lorsque son camp eut connaissance de sa fuite [1].

Maximilien, sans suspendre sa course, se fit donner seize mille ducats par les Bergamasques; et bientôt après, il en reçut trente mille de la part de Henri VIII, qu'il envoya immédiatement à son armée. Celle-ci livra au pillage Lodi, et ensuite San-Angelo, pour se récupérer des arrérages qui lui étaient dus. Sur ces entrefaites, les Suisses du camp français et ceux du camp impérial obéirent en même temps aux sommations de la diète, et reprirent le chemin de leur pays. Trois mille fantassins allemands ou espagnols quittèrent les drapeaux de l'empereur pour passer sous ceux des Français, et le reste de cette armée, qui avait causé à l'Italie une terreur si vive, se dissipa en rougissant de la honteuse issue de son expédition, et de l'inconséquence de son chef [2].

Après le départ de l'empereur, le duc de Bourbon, rappelé par François Ier, retourna en France, et laissa le commandement de l'armée et du pays à M. de Lautrec, nommé lieutenant-général en Italie [3]. Celui-ci vint bientôt rejoindre devant Brescia l'armée vénitienne, qui avait recommencé le siége de cette ville. Sept mille hommes de milices allemandes, qui s'avançaient pour lui porter du secours, furent arrêtés à la Rocca-d'Anfò par les Vénitiens. Il ne restait plus dans Brescia que six cents fantassins et quatre cents chevaux; la

[1] *Georgens von Frundsberg Kriegszthaten.* B. II, f. 24. — *Pauli Jovii Hist. sui temp.* L. XVI, p. 341. — *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XII, p. 115. — *Fr. Belcarii.* L. XV, p. 456. — *Paolo Paruta, Ist. Venez.* L. III, p. 221. — Mémoires de Bayard. Ch. LXI, p. 384. — Mémoires de Fleuranges. p. 224. — [2] *Pauli Jovii Histor.* L. XVI, p. 342. — *Paolo Paruta.* L. III, p. 222. — [3] Mémoires de Fleuranges. p. 224. — Mémoires de messire Martin du Bellay. Liv. I, p. 72. — *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XII, p. 116.

résistance devenait impossible, et le 24 mai 1516 la ville de Brescia ouvrit ses portes aux Vénitiens [1].

Le sénat avait le désir de faire passer la même armée devant Vérone, et il pressait Lautrec d'entreprendre le siége de cette ville, qui, rentrée sous sa puissance, aurait fermé l'Italie aux troupes allemandes ; mais Lautrec prétendit avoir de l'inquiétude pour Parme et Plaisance, où il avait découvert que le pape avait noué des intrigues par le ministère de Prosper Colonna. Probablement aussi il voulut attendre l'issue des négociations qu'il savait entamées à Noyon entre le nouveau roi catholique et François Ier ; et il se retira à Peschiéra, d'où ses troupes étendirent leurs dévastations dans les districts de Vérone et de Mantoue, tandis que Marc-Antoine Colonna, qui commandait toujours la garnison allemande de Vérone, surprit Vicence sur les Vénitiens le 28 juillet, et livra cette ville au pillage [2].

A cette époque, le petit-fils de Maximilien et de Ferdinand, Charles, depuis si célèbre sous le nom de Charles-Quint, désirait se réconcilier avec tous ses voisins, pour recueillir sans obstacle la succession du second de ses aïeux. Antoine de Croy, seigneur de Chièvres, qui l'avait élevé, et qui gouvernait encore sa jeunesse, avait ouvert à Noyon des conférences avec Arthur de Gouffier, seigneur de Boisy, grand-maître de France, qui de son côté avait élevé François Ier. Ces deux plénipotentiaires, revêtus de l'entière confiance des maîtres qui avaient été leurs élèves, signèrent, le 13 août 1516, un traité qui servit de base à la pacification de l'Europe. Deux objets seulement étaient demeurés en discussion entre le dernier roi catholique et le roi de France : d'une part les récla-

[1] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XII, p. 116. — *Pauli Jovii Hist. sui temp.* L. XVIII, p. 393. — *Paolo Paruta, Ist. Ven.* L. III, p. 227. — Mémoires de Martin du Bellay. L. I, p. 72. — [2] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XII, p. 120. — *Pauli Jovii Hist.* L. XVIII, p. 396. — *Fr. Belcarii.* L. XV, p. 459.

mations du roi de Navarre, dépouillé de son royaume à cause de son dévouement aux Français ; de l'autre, les droits de la France sur le royaume de Naples, qui, aux termes du traité de Blois en 1505, devait retourner à la France, puisque Germaine de Foix n'avait point eu d'enfants de Ferdinand. Le traité de Noyon ne régla point le différend de la Navarre. Charles s'engagea seulement à satisfaire avant l'expiration de huit mois la reine Catherine, demeurée veuve, au mois de juin de cette année, du roi de Navarre, et François Ier se réserva le droit de la secourir de troupes et d'argent, aussi bien que ses fils, sans manquer à la paix, si elle n'était pas contente, au bout de ce terme, des offres que lui ferait le roi d'Espagne. Les droits des deux couronnes sur le royaume de Naples furent confondus par un mariage arrêté d'avance entre Charles et la fille aînée de François Ier, qui n'était alors qu'un enfant d'un an [1].

Le traité de Noyon rétablissait la paix entre la France et l'Espagne seulement, et il laissait François Ier en liberté de continuer à donner des secours aux Vénitiens contre Maximilien. Mais si celui-ci voulait y être compris, les parties contractantes avaient stipulé pour lui qu'il restituerait Vérone aux Vénitiens, qu'il recevrait d'eux en retour deux cent mille ducats, et qu'il conserverait Riva di Trento, Rovérédo, et tout ce qu'il avait conquis en Friuli. Pour ne point préjuger sur les droits ou les prétentions de l'empire, on n'attachait à ces conditions qu'une trêve de dix-huit mois [2].

Deux mois avaient été accordés à Maximilien pour accepter le traité de Noyon ; et comme François Ier prévoyait sa répugnance à renoncer à aucune de ses prétentions, il donna

[1] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XII, p. 121. — *Pauli Jovii Hist.* L. XVIII, p. 405. — *Fr. Belcarii.* L. XV, p. 458. — Mémoires de messire Martin du Bellay. L. I, p. 75. — Histoire de la Diplomatie française. T. I, L. III, p. 319. — [2] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XII, p. 121. — *Paulo Paruta.* L. III, p. 242. — *Pauli Jovii Hist.* L. XVIII, p. 405.

ordre à M. de Lautrec de se joindre à l'armée vénitienne, et de commencer le siége de Vérone. Les deux armées se présentèrent en effet devant les murs de cette ville, le 20 août, l'une sur la rive droite, l'autre sur la gauche de l'Adige; et malgré la valeureuse résistance de Marc-Antonio Colonna, qui avait encore sous ses ordres huit cents chevaux, cinq mille fantassins allemands et quinze cents Espagnols, de larges brèches furent faites aux murailles avant le milieu d'octobre. Mais Lautrec voulait éviter toute effusion de sang dans une guerre qu'il était sûr qu'un traité ne tarderait pas à terminer. Malgré les instances du sénat de Venise, il se refusa à donner un assaut; il ne voulut pas davantage livrer bataille à Rockandolf qui s'approchait avec une petite armée allemande; et il se résigna plutôt à lever le siége, non sans exciter les plaintes et les soupçons des Vénitiens. Ceux-ci, il est vrai, ne tardèrent pas à apprendre que cette modération en sauvant Vérone la leur avait conservée, que cette ville leur serait rendue intacte, tandis que s'ils l'avaient prise d'assaut, ils n'auraient gagné que des ruines [1].

En effet, toutes les guerres, toutes les inimitiés qui avaient été excitées par la ligue de Cambrai, semblaient tendre vers une fin commune, et l'année 1516 fut l'époque des plus importantes pacifications. Les cinq cantons suisses qui n'avaient point voulu accéder l'année précédente au traité de Genève, conclurent à Fribourg avec la France, de concert avec leurs co-états, le 29 novembre 1516, un nouveau traité auquel on donna le nom de *paix perpétuelle*, traité qui a duré en effet aussi longtemps que la monarchie française. Il réglait les pensions que la France paierait à l'avenir aux treize cantons et à leurs alliés; il assurait le jugement par des arbitres de tous

[1] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XII, p. 122. — *Pauli Jovii.* L. XVIII, p. 402. — *Paolo Paruta, Ist. Ven.* L. III, p. 237. — Mémoires de Fleuranges. p. 293. — Mémoires de Martin du Bellay. L. I, p. 78.

les différends qui pourraient naître, et il accordait au roi la faculté de faire chez les Suisses les levées d'infanterie dont il aurait besoin [1].

Ce fut la même année que François I[er] conclut avec la cour de Rome le traité qui porte le nom de concordat ; il fut signé le 18 août 1516, et approuvé par le concile de Latran le 19 décembre. Ce traité, qui abolissait la Pragmatique-Sanction et les plus précieuses libertés de l'église gallicane, avait été conclu par deux souverains qui s'abandonnaient réciproquement ce qui ne leur appartenait point. Le pape cédait au roi la collation des bénéfices du royaume, qui appartenait aux chapitres et aux communautés ; le roi cédait au pape les annates, ou le revenu d'une année du bénéfice qu'il conférait, et qui appartenait aux fondations pieuses [2].

Le traité du concordat causa un profond chagrin à l'église française, et fut un objet de triomphe pour la cour de Rome. Il était la conséquence de la politique de François I[er], qui voulait à tout prix gagner la faveur du pape. Cependant le roi avait pu éprouver tout récemment encore combien la haine de Léon X contre lui était implacable, et combien il devait peu compter sur ses traités et ses promesses. Pendant l'expédition de Maximilien, qui avait menacé le duché de Milan, Léon X, loin de faire marcher au secours des Français les cinq cents hommes d'armes et les trois mille Suisses qu'il avait promis, avait au contraire envoyé le cardinal de Bibbiéna à l'empereur, pour le complimenter et resserrer l'alliance entre lui et le saint-siége. Léon X n'avait cessé d'exhorter les Vénitiens à se détacher de la France, pour entrer dans

[1] *Fr. Guicciardini*. T. II, L. XII, p. 123. — *Fr. Belcarii*. L. XV, p. 460. — Histoire de la Diplomatie française. T. I, L. III, p. 312. — [2] *Raynaldi Annal. eccles*. 1516, § 12, p. 205 et seq. — *Labbe*, *Concilia generalia*. T. XIV, p. 358-389. — Histoire de la Diplomatie française. L. III, p. 316. — Fleury, Histoire ecclésiastique. L. CXXIV, ch. 121 et suiv. — *Spondanus*, *continuatio Annal. Baronii*. T. II, p. 592 ad ann. § 13 et seq.

la ligue de ses ennemis, de réveiller le ressentiment des Suisses, de traverser les Français dans toutes leurs négociations; et le jour même où il signait le concordat, le 18 août 1516, il complétait la ruine d'un des plus fidèles alliés de la France, du duc d'Urbin, en investissant de son duché le propre neveu de Léon, Laurent de Médicis.

Léon X n'avait plus besoin de songer à fonder la grandeur que de deux des princes de sa maison. Son frère Julien de Médicis, qui avait épousé Philiberte de Savoie, sœur cadette de beaucoup de la mère de François Ier, et qui, en raison de cette alliance, avait reçu de celui-ci le titre de duc de Nemours, était mort le 17 mars 1516. Julien, qui pendant son exil de Florence avait trouvé un asile à la cour du duc d'Urbin, avait par reconnaissance défendu celui-ci, aussi longtemps qu'il avait vécu, contre l'ambition de son frère [1]. Dès que Julien fut mort, Léon X fulmina un monitoire contre François-Marie de La Rovère, duc d'Urbin; il l'accusait du meurtre du cardinal de Pavie, pour lequel le duc avait été pardonné: il l'accusait encore d'avoir négocié avec Louis XII du vivant de Jules II, d'avoir attaqué les fugitifs de l'armée espagnole et pontificale, battue à Ravenne; d'avoir enfin refusé de se joindre à l'armée de Laurent de Médicis contre François Ier. Pour toutes ces causes, il privait François-Marie de La Rovère de tous ses états, et il chargeait Laurent de Médicis, et sous ses ordres Renzo de Céri, de mettre cette sentence à exécution [2].

Le duché d'Urbin, joint au comté de Montefeltro et aux seigneuries de Pésaro et de Sinigallia, ne donnait pas à son souverain un revenu de plus de vingt-cinq mille ducats. Avec d'aussi faibles ressources, le duc, abandonné par tous ses

[1] *Ist. di Giov. Cambi.* T. XXII, p. 92. — *Scipione Ammirato.* L. XXIX, p. 320. — *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XII, p. 117. — [2] *Paris, de Grassis Diarium Curiæ Rom.; apud Raynald, Annal.* 1516, § 83, T. XX, p. 219.

alliés, par celui surtout pour lequel il s'était compromis, en bravant la colère de son suzerain, ne pouvait songer à résister à toutes les forces de l'Église. Dès qu'il apprit que Laurent de Médicis était arrivé sur la frontière de ses états avec une armée composée de troupes pontificales et florentines, il s'enfuit à Pésaro, d'où il passa à Mantoue. Il avait eu soin d'envoyer précédemment dans cette dernière ville sa femme et son fils. Le 30 mai, Laurent de Médicis entra dans Urbin ; en quatre jours, les autres villes et tous les châteaux de ce petit état se rendirent à lui ; les forteresses de Sinigallia, de Pésaro, de Maiuolo et de San-Leo ne firent elles-mêmes que peu de résistance ; la dernière, qu'on jugeait inexpugnable, fut prise par escalade au bout de trois mois [1].

Léon X, constamment occupé de l'agrandissement de sa maison, brisait pour elle les liens de la reconnaissance qui devait l'unir à François-Marie de La Rovère, protecteur de sa famille pendant son long exil. Il voulait assurer une souveraineté à son neveu Laurent, fils de Pierre, son frère aîné, et de l'orgueilleuse Alfonsina Orsini ; et les instances de celle-ci, à ce qu'on assure, hâtèrent sa décision. Il s'empressa donc de conférer le duché d'Urbin et la seigneurie de Pésaro à Laurent de Médicis, le jour même où la signature du concordat lui paraissait garantir à sa famille la protection de la France. Il obtint que son décret d'investiture fût confirmé en plein consistoire par la signature de tous les cardinaux, à la réserve du seul Grimani, évêque d'Urbin ; et, en punition de la résistance de celui-ci, il le força de quitter Rome [2].

La pacification entre Charles et François Ier, celle entre les

[1] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XII, p. 117. — *Fr. Belcarii.* L. XV, p. 457. — *Comm. di Filippo de' Nerli.* L. VI, p. 130. — *Jacopo Nardi, Ist. Fior.* L. VI, p. 278. — *Ist. di Giov. Cambi.* p. 99. — *Paolo Giovio, Vita di Leone X.* L. III, f. 77, edizione di Venezià, 1557, in-12. — [2] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XII, p. 118. — *Ist. di Giov. Cambi.* T. XXII, p. 101. — *Jacopo Nardi, Ist. Fior.* L. VI, p. 278. — *Parisii de Grassis Diar.* T. IV, p. 167; *apud Rayn. Ann. eccles.* 1516, § 83, p. 219.

Suisses et la France, celle entre le pape et la même puissance, avaient enfin fait quelque impression sur l'esprit obstiné de Maximilien. Il avait senti qu'il pourrait difficilement continuer seul la guerre lorsqu'aucune puissance ne lui paierait de subsides, et, le 4 décembre, il avait donné son accession au traité de Noyon. Pour mettre toutefois son amour propre à couvert, et ne point paraître céder à ses ennemis, il consentit seulement à remettre la ville de Vérone à son petit-fils le roi catholique, pour que celui-ci la consignât aux Français, qui à leur tour devaient la livrer aux Vénitiens. L'évêque de Trente, chargé d'exécuter cette commission, ouvrit les portes de Vérone à M. de Lautrec le 23 janvier 1517, et reçut de lui en retour, à compte des deux cent mille écus que devaient payer les Vénitiens, l'argent nécessaire pour acquitter les soldes arriérées de la garnison. Lautrec consigna à l'instant même les clefs de la ville à André Gritti et à Jean-Paul Gradenigo, provéditeurs vénitiens. Quatre cents hommes d'armes, l'élite de l'armée, et deux mille fantassins, prirent possession de la ville, tandis que les généraux et les provéditeurs vénitiens se rendirent à la cathédrale, au milieu d'un peuple ivre de joie, pour remercier le ciel de la fin de cette horrible guerre, et du rétablissement dans toute la Vénétie de l'autorité bienfaisante du sénat de Venise [1].

[1] *Fr. Guicciardini*. T. II, L. XII, p. 124. — *Pauli Jovii, Hist. sui temp.* L. XVIII, p. 405. — *Paolo Paruta, Ist. Ven.* L. III, p. 248. — *Fr. Belcarii*. L. XV, p. 460. — *Scipione Ammirato*. B. XXIX, p. 321. — *H. Georgens von Frundsberg, Ritters Kriegsztha-ten*. B. II, f. 28.

CHAPITRE VII.

Révolte et guerre d'Urbin. — Conspiration des cardinaux contre le pape. — Ambition de Léon X. Il s'allie à Charles-Quint contre François Ier. — Conquête du Milanais par leurs armées réunies. — Mort de Léon X.

1517-1521.

1517. — Au moment où la république de Venise recouvra, contre son espérance, la possession de cet état presque entier de terre-ferme, qu'une seule bataille lui avait fait perdre, et pour lequel elle avait ensuite combattu huit ans contre les premiers potentats de l'Europe, le sénat choisit deux de ses membres les plus illustres, André Gritti et George Cornaro, pour visiter toutes les villes et les provinces de la république, connaître leurs besoins, consoler leurs misères, raffermir leur fidélité, et leur promettre des temps plus heureux. Les deux députés parcoururent toute la terre-ferme vénitienne ; ils examinèrent les fortifications de Salò, Peschiéra, Bergame, Brescia, Crême, Vérone, Vicence, Padoue, Trévise, Rovigo, Udine, et de toutes les places du Friuli [1], tandis qu'à leur tour

[1] *Petri Justiniani Hist. Ven.* L. XI ; *apud Raynald, Annal. eccles.* 1517, § 80, p. 238.

toutes ces villes envoyèrent des députés au sénat pour renouveler leur vœu de fidélité, et lui offrir leurs félicitations. La république qui avait résisté à la ligue la plus redoutable qu'on eût jamais vue se former en Europe depuis la chute de l'empire romain, qui avait éprouvé tous les désastres à la fois dans l'intérieur de ses cités, dans ses armées et dans ses flottes, et qui n'avait perdu, à l'issue de cette longue guerre, que quelques villes peu importantes de Romagne et quelques ports qu'elle tenait en gage dans le royaume de Naples, pouvait se croire assurée de son immortalité. Elle avait déployé des ressources, une constance, une énergie qu'on n'aurait trouvées peut-être dans aucun autre état de la chrétienté, et le sénat semblait fondé à exhorter ses sujets à prendre confiance dans la fortune de Saint-Marc.

Cependant la guerre de la ligue de Cambrai avait atteint plusieurs des parties vitales de la république, et dès cette époque on ne la vit plus recouvrer la vigueur qu'elle possédait auparavant. Elle avait fait face aux dépenses effroyables qui pendant huit ans avaient pesé sur elle, non seulement par des emprunts qui engageaient pour longtemps tous les revenus publics, mais encore en mettant à l'enchère presque toutes les dignités de l'état. Les conseils, au rétablissement de la paix, mirent un terme à cette manière honteuse de distribuer les emplois de la république ; mais ils ne pouvaient empêcher que les corps regardés jusqu'alors comme l'élite de la nation n'eussent été recrutés à prix d'argent, et qu'une foule d'emplois ne fussent occupés par des gens que leur richesse seule en avait rendus dignes[1].

Le commerce avait fondé la puissance des Vénitiens ; mais ce commerce était ébranlé dans toutes ses parties. Presque tous les ateliers de manufactures établis sur leur territoire,

[1] *Paolo Paruta, Ist. Venez.* L. IV, p. 252.

avaient été détruits par la guerre : Jules II avait forcé les marchands vénitiens à partager avec les directeurs des salines qu'il avait établies à Cervia, le monopole des sels qu'ils avaient longtemps exercé dans toute l'Italie. Sélim, empereur des Turcs, avait conquis le Caire et Alexandrie, et détruit l'empire des Mamelucks [1]. L'Égypte, qu'il avait soumise, était un des pays où les Vénitiens exerçaient le commerce le plus profitable ; et la domination des Turcs, plus oppressive que celle du soudan, fit bientôt languir ce commerce et en tarit tous les profits, encore que le sénat se hâtât d'envoyer à Sélim une ambassade pour le féliciter de ses conquêtes, renouveler avec lui ses traités de commerce, et lui payer le tribut du royaume de Chypre, qui relevait en fief des soudans [2].

Dans le même temps, la navigation des Portugais autour du cap de Bonne-Espérance donnait une direction nouvelle au commerce des Indes : au lieu de se faire uniquement par la mer Rouge et Alexandrie, pays où l'influence des Vénitiens leur avait fait obtenir une sorte de monopole, il avait passé aux marchands de Lisbonne, qui allaient chercher eux-mêmes jusqu'aux Moluques les épiceries dont ils approvisionnaient l'Europe. Enfin, le commerce des Vénitiens avec l'Afrique et l'Espagne venait de recevoir un échec funeste par l'imprudente avidité des ministres du nouveau roi catholique. Une flotte vénitienne faisait régulièrement chaque année le tour de la Méditerranée, pour faire tous les échanges entre les différents ports. Les galères dont elle était composée, et qu'on nommait *galères du trafic*, partaient de Venise pour Syracuse et la Sicile ; elles touchaient ensuite à Tripoli, à l'île de Gerbi près des Syrthes, à Tunis, à Trémizène, à Oran, et à quelques autres ports des royaumes de Fez et de Maroc. Elles arri-

[1] *Pauli Jovii Hist. sui temp.* L. XVII et XVIII. — *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XIII, p. 152. — [2] *Paolo Paruta, Ist. Ven.*, L. IV, p. 254. — *Alfonso de Ulloa, Vita di Carlo V.* L. I, p. 45 et seq.

vaient dans chacun de ces lieux à l'époque d'une foire annuelle, à laquelle les Maures apportaient leur poudre d'or, pour acheter les métaux travaillés et les étoffes d'Europe. Cette même poudre d'or était ensuite portée par les *galères du trafic* dans les ports espagnols d'Alméria, Malaga et Valenza, où elle servait à acheter des soies, des laines et des blés. Ces marchandises, au temps de Ferdinand, avaient été soumises à un droit de sortie de dix pour cent de leur valeur, qui n'avait affecté que l'intérêt des producteurs, sans faire tomber le commerce. Les ministres de son successeur doublèrent ce droit, et en mirent un semblable sur l'entrée des marchandises apportées par les Vénitiens; ils croyaient ainsi quadrupler leurs revenus : ils détruisirent au contraire le commerce et l'agriculture de l'Espagne, mais en même temps ils anéantirent l'un des plus riches commerces des Vénitiens[1].

Au milieu de ces difficultés, le sénat s'occupa sans relâche des moyens de rétablir la prospérité passée du territoire de la république, de rappeler aux champs leurs agriculteurs, aux ateliers leurs artisans dispersés, de relever les digues abattues, de rétablir les canaux d'arrosement et de navigation, d'augmenter surtout les fortifications qui couvraient le pays, et celles en particulier de Vérone et de Padoue, dont il voulait faire les boulevards de l'état. Enfin, il ouvrit l'université de Padoue, qui avait été fermée pendant huit ans; il y appela des professeurs distingués, et ceux-ci y attirèrent de nouveau la foule des écoliers[2].

Les armées nombreuses que l'empereur, le roi de France et la république licenciaient en même temps, pouvaient menacer, au moment de la paix, les provinces de l'Italie d'un nouveau fléau, par les brigandages des gens de guerre débandés. Il paraissait difficile de soumettre tout à coup à l'autorité des

[1] *Paolo Paruta, Ist. Ven.* L. IV, p. 257. — [2] *Ibid.* p. 262.

lois, des hommes qui les avaient bravées si longtemps, qu'on laissait sans ressources, et qui savaient qu'ils avaient la force en main. Aussi ne doit-on pas s'étonner de ce que le sénat et le lieutenant du roi en Lombardie encouragèrent une tentative du duc d'Urbin, qui les débarrassait des restes redoutables de ces armées, et qui détournait le fléau qui les avait menacés sur les états d'un souverain dont ils avaient longtemps éprouvé l'inimitié et la mauvaise foi.

François-Marie de La Rovère s'était laissé dépouiller sans résistance du duché d'Urbin; il ne doutait point que, pendant une guerre générale, les puissances qui recherchaient l'alliance du pape ne le sacrifiassent à son ambition. Au moment de la paix, leur jalousie de la cour de Rome, longtemps supprimée, pouvait renaître; tout au moins n'était-il pas probable qu'elles voulussent recommencer les hostilités à cause de lui; et tout ce qu'il demandait au reste de l'Europe, c'était de le laisser lutter avec ses seules forces contre les seules forces de l'Église. Dès qu'il prévit le licenciement des armées rassemblées devant Vérone, il se présenta à elles, et leur proposa de le suivre dans une expédition assez semblable à celle des anciennes compagnies d'aventure. Frédéric de Bozzolo, cadet de la maison de Gonzague, qui s'était déjà distingué au service de France, et qui était animé par une inimitié personnelle contre Laurent de Médicis, offrit de se mettre à la tête de l'armée. Cinq mille fantassins espagnols, sous les ordres du capitaine Maldonato, et huit cents chevau-légers, en partie albanais, s'engagèrent avec lui. André Bua, Constantin Boccali, le Brabançon Zucker, et plusieurs autres officiers qui s'étaient illustrés dans la précédente guerre, s'attachèrent à l'armée du duc d'Urbin. Le talent des capitaines et la valeur éprouvée des soldats faisaient toute sa force; car il n'avait ni argent, ni artillerie, ni munitions, ni équipages de guerre. Il partit cependant avec sa petite armée des environs de Mantoue, le 23

janvier 1517, jour même où Vérone avait été consignée aux Français[1].

Léon X, en apprenant l'attaque dirigée contre son neveu, n'hésita pas à y reconnaître la main de François Ier. Il savait par combien de petites perfidies il avait provoqué son ressentiment ; il crut néanmoins devoir lui demander des secours à lui-même, et il n'accusa que Lautrec, son lieutenant, de lui avoir suscité ce nouvel ennemi au milieu de la paix. Mais lorsqu'il s'adressa en même temps au roi d'Espagne et à l'empereur pour obtenir leur assistance, il leur représenta l'attaque dont il était menacé comme l'ouvrage de François lui-même[2]. En même temps il chargea son neveu Laurent de rassembler en Romagne toutes les troupes de la république florentine, et toutes celles de l'Église, pour fermer le chemin aux ennemis.

Laurent de Médicis n'avait lui-même aucune connaissance de l'art militaire ; mais le pape lui avait donné pour conseillers Renzo Orsini de Céri, Giulio de Città di Castello, et Guido Rangoni de Modène, tous trois officiers distingués. D'ailleurs, il lui avait recommandé, sur toute chose, de ne point s'exposer aux chances d'une bataille, assuré qu'en traînant la guerre en longueur, le plus riche des deux combattants ne pouvait manquer d'avoir l'avantage. Laurent de Médicis se fit prêter, par les citoyens florentins, cinquante mille florins d'or ; il fit marcher en Romagne dix mille hommes de la milice des campagnes ; il mit des garnisons dans les villes, et il laissa le passage libre au duc d'Urbin, qui arriva, le 5 février, devant sa capitale. Ce duc battit, le même jour, Francesco del Monte, qui voulait lui en disputer les approches ;

[1] *Fr. Guicciardini*. T. II, L. XIII, p. 126. — *Paolo Giovio*, *Vita di Leone X*. L. III, f. 81. — *Ist. di Giov. Cambi*. T. XXII, p. 107. — *Scipione Ammirato*. L. XXIX, p. 322. — *Fr. Belcarii*. L. XV, p. 460. — [2] *Fr. Guicciardini*. T. II, L. XIII, p. 127-130. — Lettre de Léon X, du 12 des kal. d'avril, à l'évêque de Tortose. *Apud Raynald, Annal. ecclès.* Ann. 1517, § 82-83, p. 239.

et le lendemain il fut reçu avec des transports de joie par les habitants. Ceux-ci professaient toujours pour lui le même attachement qu'ils avaient déjà montré au temps du duc de Valentinois, et ils ne pouvaient s'accommoder à la hauteur et à la dureté de Laurent de Médicis [1].

Tout le duché d'Urbin avait relevé les drapeaux de son ancien maître; mais au milieu de l'insurrection, Laurent de Médicis avait pris position sur deux montagnes au-dessus de Pésaro et vis-à-vis d'Urbin, et il y recevait les renforts des puissances dont Léon X avait imploré les secours. Le comte de Potenza lui avait amené quatre cents lances du royaume de Naples, de la part du roi Charles. François I[er] faisait marcher, de son côté, trois cents lances françaises; et en donnant cette assistance au pape, il lui demandait, en retour, la restitution, si souvent promise, de Modène et Reggio au duc de Ferrare [2]. Sans compter cette gendarmerie française que le pape ne voulut pas faire arriver jusque sur le théâtre de la guerre, Laurent avait déjà réuni mille hommes d'armes, mille chevau-légers et quinze mille fantassins. Mais les soldats, en entrant au service du pape, semblaient renoncer à leur ancien point d'honneur et à leur bravoure : les capitaines, assurés que leur souverain ni leur général ne pouvaient point juger de leurs fautes, prenaient à tâche de ménager leur adversaire et de prolonger la guerre, pour prolonger aussi leurs profits. L'armée pontificale laissa échapper toutes les occasions de remporter un avantage sur le duc d'Urbin, jusqu'au 4 avril, que Laurent de Médicis fut blessé, au siége du château de Mondolfo, d'un coup d'arquebuse à la tête [3].

[1] *Istor. di Giov. Cambi.* T. XXIII. *Delizie degli Eruditi.* p. 108. — *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XIII, p. 127. — *Paolo Giovio, Vita di Leone X.* L. III, p. 81. — *Scipione Ammirato.* L. XXIX, p. 322. — *Fr. Belcarii.* L. XV, p. 461. — [2] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XIII, p. 131. — *Scipione Ammirato.* L. XXIX, p. 322. — *Fr. Belcarii.* L. XV, p. 462. — [3] *Istorie di Giov. Cambi.* p. 111. — *Scipione Ammirato.* L. XXIX, p. 327. — *Paolo Giovio, Vita di Leone X*, . III, f 81. — *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XIII, p. 137. —

Laurent II de Médicis, qui avait hérité de tout l'orgueil de sa mère Alfonsina Orsini, qui avait passé sa jeunesse dans l'exil, occupé à susciter des ennemis aux Florentins et à chercher par ses intrigues les moyens de recouvrer une autorité à laquelle il croyait avoir des droits héréditaires, avait offensé ses compatriotes de mille manières, et était détesté d'eux comme il les détestait lui-même en secret. Lorsqu'il fut blessé, ses médecins lui ordonnant le silence et le repos, personne ne fut admis à le voir à Ancône, où il s'était fait porter, et les Florentins se persuadèrent bientôt qu'il était mort. Ils assuraient que Laurent avait expiré dans la nuit du vendredi au samedi saint, que son cercueil était déjà déposé à Notre-Dame de Lorette, et qu'un possédé, dont on préférait le témoignage à ceux des témoins oculaires, en avait donné la nouvelle [1]. Les conseils, avec une secrète joie, nommèrent trois commissaires de la république, pour diriger l'armée pendant l'absence de son chef; mais Léon X, qui entrevit dans cette nomination, conforme aux anciens usages, le projet de recouvrer une autorité qu'il s'arrogeait tout entière, défendit aux commissaires de se rendre au quartier général [2].

Ce fut seulement au bout de quarante jours que Laurent de Médicis, guéri de sa blessure, vint se montrer à Florence, afin de détromper ceux qui le croyaient mort, et de calmer une fermentation qui pouvait devenir dangereuse. Il rentra brusquement dans sa patrie, le dimanche 24 mai, et le lendemain il se promena dans les rues, afin que chacun pût l'y voir : cependant le bruit de sa mort s'était tellement accrédité, que plusieurs citoyens affirmèrent encore que le prince qui se montrait à eux n'était qu'un corps sans vie, animé par un esprit malin [3].

Jacopo Nardi. L. VI, p. 279. — [1] *Ist. di Giov. Cambi*. T. XXII, p. 114. — *Jacopo Nardi, Ist. Fior.* L. VI, p. 279. — [2] *Istor. di Giov. Cambi*. p. 111. — *Scipione Ammirato*. L. XXIX, p. 327. — [3] *Istor. di Giov. Cambi*. T. XXII, p. 114.

Au lieu des commissaires de la république, Léon X envoya le cardinal de Bibbiéna prendre le commandement de l'armée que son neveu avait dû abandonner. Ce favori du pape, auteur de la plus ancienne comédie italienne, et qui jouissait, parmi les littérateurs et les courtisans, d'une haute réputation de goût, de gaieté et de connaissances, n'était pas à beaucoup près aussi considéré des soldats. Sa campagne fut plus malheureuse encore que celle de son prédécesseur. Une querelle entre les Espagnols et les Allemands réunis sous ses drapeaux, après lui avoir coûté plus de cent de ses soldats, le força de les séparer en deux camps. François-Marie de La Rovère en profita; quoique depuis trois mois il n'eût pu payer ses propres soldats, il engagea les Basques et les Allemands qui servaient le pape, et qui rougissaient d'être soumis aux ordres des prêtres, à se joindre à lui; une partie des Espagnols en avaient fait autant; et l'on vit avec étonnement une armée presque entière abandonner le souverain qui la payait richement et régulièrement, pour suivre celui qui n'avait à lui offrir que les hasards de la guerre. Le cardinal de Bibbiéna, surpris dans ses quartiers, au monte Impériale, après avoir perdu assez de monde, se retira à Pésaro[1].

Cependant le duc d'Urbin, ayant doublé son armée sans augmenter ses ressources, sentait la nécessité de la mener vivre en pays ennemi. Il la conduisit en Toscane pour enlever le butin que le peuple sans inquiétude avait laissé épars dans la campagne; il força Jean-Paul Baglioni à racheter Pérouse d'une attaque par une contribution de dix mille ducats; il menaça Città di Castello et Sienne, et après avoir enrichi ses soldats par le pillage, il ramena rapidement son armée dans le duché d'Urbin, pour en chasser le cardinal de Bibbiéna, qui y avait pénétré pendant son absence. Léon X écrivit, le

[1] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XIII, p. 139. — *Paolo Giovio, Vita di Leone X.* L. IV, p. 86. — *Scipione Ammirato.* L. XXIX, p. 327.

16 et le 17 de mai, à Baglioni et à la république de Sienne, pour les remercier de la bonne contenance qu'ils avaient faite, et les exhorter à la fermeté [1]. Vers le même temps, les gens d'église, trouvant plus facile de conspirer contre le duc d'Urbin que de le vaincre, avaient gagné des traîtres dans son camp. Maldonato, Soarès, et deux autres capitaines espagnols, promirent de livrer François-Marie au cardinal de Bibbiéna, ou de l'assassiner. Le duc découvrit leurs complots; il les dénonça à leurs compatriotes assemblés, et leur abandonna le jugement de cette perfidie : les Espagnols, indignés, condamnèrent à mort et exécutèrent eux-mêmes les quatre capitaines qui avaient voulu trahir le prince qu'ils servaient [2].

Après avoir repoussé le cardinal de Bibbiéna, le duc d'Urbin le poursuivit dans la marche d'Ancône : mais comme il n'avait que très peu d'artillerie et presque point de munitions de guerre, il ne put s'y emparer d'aucune des villes qu'il attaqua. Repassant l'Apennin, il étendit ses ravages dans l'état florentin, entre Borgo-San-Sépolcro et Anghiari; son armée, qu'il ne payait point, s'était rendue également redoutable à ses amis et à ses ennemis : sa situation devenait chaque jour plus difficile; aucun allié n'avait voulu prendre sa protection, tandis que toutes les grandes puissances envoyaient des secours au pape, et que François I[er] lui-même paraissait empressé de terminer cette guerre [3]. François-Marie perdit enfin l'espérance de se défendre plus longtemps; il accepta la médiation que lui offrait M. de Lescuns, frère de Lautrec, que le roi de France avait envoyé au pape. Un traité signé au mois d'août ou de septembre 1517, par lequel

[1] Lettre aux Siennois, du 15 des kal. de juin, et à J.-P. Baglioni, du 16. *Apud Raynald. Annal.* § 84-85, p. 240. — [2] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XIII, p. 141. — *Scipione Ammirato.* L. XXIX, p. 32. — *Paolo Giovio, Vita di Leone X.* L. III, f. 82. — *Fr. Belcarii.* L. XV, p. 464. — [3] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XIII, p. 147. — *Paolo Giovio, Vita di Leone X.* L. IV, p. 87. — *Scipione Ammirato.* L. XXIX, p. 330. — *Fr. Belcarii.* L. XV, p. 466.

Léon X s'engageait à payer à l'armée du duc d'Urbin toutes ses soldes arriérées, qui montaient à plus de cent mille ducats; il le relevait de toutes les censures ecclésiastiques; il accordait une amnistie complète, qu'ensuite il n'observa pas, à ceux qui avaient embrassé son parti, et il permettait à François-Marie de faire transporter à Mantoue, où il se retira, son artillerie, et la belle bibliothèque rassemblée à Urbin par son aïeul Frédéric de Montéfeltro [1].

La guerre d'Urbin n'était point encore terminée, lorsque la cour de Rome fut alarmée par la découverte d'une conspiration contre le pape, et peu après par le supplice d'un des premiers dignitaires de l'église. Le chef de cette conspiration était ce même cardinal, Alfonse Pétrucci, qui avait travaillé avec zèle à la nomination de Léon X, et qui l'avait ensuite annoncée au peuple avec un transport de joie, en s'écriant : *Vivent les jeunes gens!* Pandolfe Pétrucci, son père, avait gouverné la république de Sienne avec une adresse cauteleuse, et des ménagements pour les habitudes des citoyens dont il avait aboli les lois, ce qui lui avait valu la réputation d'un des premiers politiques de son siècle; il était mort le 21 mai 1512, dans sa soixante-troisième année [2]. Il avait laissé trois fils, dont l'aîné, Borghèse, n'était âgé que de vingt ans; le second, Alfonse, avait été fait cardinal en 1509, lorsqu'il n'en avait pas seize; le troisième, Fabio, n'était pas encore entré dans l'adolescence. Aucun n'avait hérité des talents ou de la force de caractère de leur père; bien que l'aîné eût succédé à son autorité dans la république de Sienne, et eût été reconnu comme chef de la balie et commandant de la garde [3].

[1] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XIII, p. 150. — *Paolo Giovio, Vita di Leone X.* L. IV, f. 87. — *Scipione Ammirato.* L. XXIX, p. 332. — *Fr. Belcarii.* L. XV, p. 467. — [2] *Orlando Malavolti, Storia di Siena.* P. III, L. VII, f. 117. — *Paolo Giovio, Elogi e Vite d'Uomini illustri.* L. V, p. 303. — [3] *Orlando Malavolti.* P. III, L. VII, f. 118.

Dans cette même famille des seigneurs de Sienne, Léon X avait un favori ; c'était Raphaël Pétrucci, évêque de Grosséto, homme dévoué et fidèle, mais dépourvu de toute instruction et dont les mœurs étaient scandaleuses. Le pape l'avait déjà fait châtelain du château Saint-Ange ; il résolut ensuite de le mettre à la tête du gouvernement de Sienne, pour que cette république, enclavée dans l'état de l'Église et celui des Florentins, dépendît aussi complétement de lui que les états qui l'entouraient. Vitello Vitelli conduisit l'évêque de Grosséto à Sienne, avec deux cents chevaux et deux mille fantassins, et l'installa, le 10 mars 1515, dans la seigneurie, tandis que Borghèse Pétrucci sortit de la ville, sans avoir le courage de faire un effort pour y maintenir son pouvoir. Le nouveau seigneur rappela quelques émigrés ; et il exila en revanche tous ceux qui avaient eu le plus de part au dernier gouvernement. Bientôt il rendit sa tyrannie odieuse à tous les Siennais [1].

Le cardinal Alfonse Pétrucci ne pouvait pardonner à Léon X l'ingratitude dont il était victime. Son père Pandolfe avait été le constant allié des Médicis ; il s'était engagé, pour les servir, dans les guerres les plus dangereuses ; il leur avait souvent donné asile dans cette patrie même d'où les Médicis chassaient ses enfants, et où ils confisquaient leurs biens. Dans son impatience de jeune homme, Alfonse protesta quelquefois qu'il était tenté de se jeter, en plein consistoire, sur Léon X, un poignard à la main, et de se défaire de lui au milieu du sacré collége. Il songea aussi, dit-on, à engager le chirurgien Baptiste de Vercelli à empoisonner un ulcère pour lequel Léon X était obligé de se faire panser tous les jours. Ce chirurgien, cependant, loin d'être engagé au service du pape, n'était pas même à Rome ; il exerçait son

[1] *Orlando Malavolti*, *Storia di Siena*. P. III, Lib. VII, f. 119.

art à Florence; et toutes les démarches de Pétrucci pour exécuter ce projet, si réellement il y avait fait entrer Vercelli, se réduisirent aux recommandations qu'il avait données sans succès à ce chirurgien pour le mettre au service du pape [1].

Le séjour de Rome était devenu désagréable à Pétrucci, et il s'y rendait suspect par la violence de ses propos. Il s'en éloigna, mais aussitôt il y fut rappelé. Dans le temps de la guerre d'Urbin, il se prononça vivement en faveur de François-Marie de La Rovère, et il s'éloigna de nouveau. Ses lettres à son sécrétaire Antonio Nino furent interceptées : elles exprimaient ou les mêmes sentiments, ou les mêmes projets de vengeance, et Léon X les jugea suffisantes pour lui intenter un procès criminel. Il fallait, par une tromperie, s'assurer de lui avant de le mettre en jugement, et le pape lui écrivit une lettre affectueuse pour le rappeler, en lui envoyant un sauf-conduit. En même temps, il donna de sa propre bouche sa parole à l'ambassadeur d'Espagne, que Pétrucci, s'il revenait, ne courrait aucun danger. Alfonse revint en effet à Rome, et il se présenta au palais du pontife avec son ami le cardinal Bandinello Sauli, de Gênes, qui avait aussi beaucoup contribué à l'élection de Léon X. Tous deux, au lieu d'être introduits à son audience, furent arrêtés, et conduits immédiatement au château Saint-Ange. L'ambassadeur d'Espagne se plaignit de ce que le pape violait le sauf-conduit et la foi qu'il lui avait donnée; mais Léon lui répondit que toutes ces sûretés étaient anéanties par une accusation de lèse-majesté et d'empoisonnement. Cette réponse était en quelque sorte une obligation de trouver les accusés coupables [2].

[1] *Raynaldi Annal. eccles.* 1517, § 89, p. 241. — [2] *Paris, de Grassis msstus archivii Vaticani.* T. IV, p. 200; *apud Rayn. Ann.* 1517, § 91-92, p. 242. — *Paolo Giovio, Vita di Leone X.* L. IV, f. 83. — *Fr. Guicciardini,* T. II, L. XIII, p. 144. — *Petri Bizarri S. P. Genuens. Hist,* L. XIX, p. 448.

Avec la procédure usitée dans ce siècle, aucun homme ne pouvait se flatter de faire éclater son innocence, si ses juges étaient déterminés à le trouver criminel, puisque toute l'information était entourée d'un mystère profond. Les deux cardinaux furent soumis à une rigoureuse torture. Poco-in-Testa de Bagna-Cavallo, qui avait été, sous les Pétrucci, commandant de la garde de Sienne, et Baptiste de Vercelli, qui avait été arrêté à Florence, furent aussi mis à la torture, et on leur arracha la confession d'un projet d'empoisonnement. D'autres cardinaux furent arrêtés comme coupables d'avoir entendu les propos violents et les menaces de Pétrucci, et de ne les avoir pas révélés, savoir : Raphaël Riario, doyen du sacré collége, cardinal depuis quarante ans, le plus prudent, le plus circonspect entre les chefs de l'église, qu'il surpassait tous en dignités, en luxe et en richesses ; Adrien, cardinal de Cornéto, et François Sodérini, cardinal de Volterra, qui tous deux étaient aussi parmi les plus riches prélats [1].

Après que l'information fut achevée par le procureur fiscal, et lue dans le sacré collége, Pétrucci et Sauli furent dégradés et livrés au bras séculier. Le premier fut étranglé en prison le 21 juin, lendemain de son jugement. Bandinello Sauli fut condamné au même supplice, que Léon X commua en une prison perpétuelle ; mais comme le prisonnier fit offrir une grosse somme d'argent pour racheter sa liberté, Léon X lui envoya son maître des cérémonies, Paris de Grassis, pour accepter cette offre, et conduire le cardinal pénitent au consistoire, sous condition qu'il ne se justifierait point, et qu'il avouerait au contraire tout ce dont il était accusé [2]. Sauli s'y soumit ; il fut remis en liberté et mourut peu de temps après. Le bruit courut qu'avant de le relâcher, le pape lui avait fait administrer un poison lent pour se défaire de lui. Le cardinal

[1] *Giovio Cambi, Ist. Fior.* T. XXII, p. 118. — *Raynaldi Annal. eccles.* 1517, § 94, p. 242. — [2] *Parisii de Grassis Diarium, apud Raynald. Ann. eccles.* 1517, § 98, p. 243.

Riario, après avoir été dégradé, fut rétabli dans sa dignité, moyennant le paiement d'une immense somme d'argent. Les cardinaux de Cornéto et de Volterra avaient avoué à genoux, en plein consistoire, qu'ils avaient entendu les propos menaçants d'Alfonse Pétrucci, et que, les attribuant à son inconséquence, ils ne les avaient point dénoncés. Léon X les fit remettre en liberté, moyennant l'obligation de payer vingt-cinq mille ducats. Cette somme devait être fournie entre eux; mais les dépenses de la guerre d'Urbin ayant dérangé les finances du pape, il prétendit avoir entendu que chacun paierait la somme entière. Les deux cardinaux s'enfuirent alors; Adrien de Cornéto ne reparut jamais, et fut sans doute assassiné; Sodérini se mit, à Fondi, sous la protection de Prosper Colonna, où il demeura jusqu'à la mort du pape. Vercelli, Nino et Poco-in-Testa périrent dans d'affreux supplices [1].

Le sacré collége était glacé d'effroi; de longtemps ses membres n'avaient été traités avec tant de rigueur. Les condamnés et même Pétrucci n'étaient jugés coupables que de propos imprudents; et lorsque Léon X ne faisait aucune grâce à ses anciens amis et à ceux qui avaient favorisé son élection, les autres ne pouvaient s'attendre à être plus ménagés; déjà ils se sentaient coupables à ses yeux, car leur intercession en faveur des prévenus avait été regardée comme une offense. Le cinquième concile de Latran, qui était assemblé à l'époque de l'assomption de Léon X au pontificat, ne pouvait plus mettre de bornes à son despotisme; il avait été terminé par lui le 16 mars 1517, après avoir duré cinq ans. Dans ce long espace de temps, il n'avait tenu que douze sessions, et n'avait paru occupé que de vaines formalités et de discours d'apparat. Jamais il n'avait réuni plus de seize cardinaux et plus de

[1] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XIII, p. 146. — *Parisii de Grassis Diarium, apud Raynaldum, Ann. eccles.* 1517, § 95, p. 442. — *Paolo Giovio, Vita di Leone X.* L. IV, f. 85. — *Panvino, delle Vite de' Pontifici, in Leone X.* p. 262, v. — *Fr. Belcarii.* L. XV, p. 465.

quatre-vingt-dix ou cent évêques et abbés mitrés, et l'on ne devait en effet pas s'attendre à en voir davantage dans une assemblée que le pape avait soin de dépouiller de toute autorité réelle [1].

Depuis la conjuration de Pétrucci, il ne restait plus que douze cardinaux dans le sacré collége, et Léon X profita de leur terreur pour faire en une seule fois une promotion de trente-un cardinaux, qui mettait leur consistoire dans une absolue dépendance de lui. Une nomination si nombreuse et si disproportionnée avec le corps qu'elle recrutait était sans exemple. Les cardinaux, effrayés par le supplice récent de leur collègue, encore qu'ils se vissent ainsi rejetés dans une minorité impuissante, n'osèrent faire aucune objection. La liste fut arrêtée le 26 juin et publiée le 1er juillet [2]. Léon X plaça à cette occasion, dans le sénat de l'église, deux fils de ses sœurs, et plusieurs autres de ses créatures, qui n'avaient d'autre titre à tant d'élévation que sa faveur; mais en même temps il décora du chapeau plusieurs gentilshommes romains que la politique de ses prédécesseurs avait tenus soigneusement écartés du sacré collége; il éleva encore à la même dignité plusieurs hommes de lettres célèbres qui ont illustré le nom de leur patron, par reconnaissance pour la protection qu'il leur avait accordée; enfin, il vendit cette décoration à prix d'argent à tous les autres, il la fit même payer à ceux à qui il était le plus décidé de faire une grâce; mais le prix qu'il exigeait était d'autant plus élevé que le candidat avait moins de mérite par lui-même [3].

Les dernières séances du concile n'avaient retenti que de

[1] *Raynald. Annal. eccles.* 1517, § 1-17, p. 226 et seq. — Fleury, Histoire ecclésiastique L. CXXV, ch. 1-4.—*Spondanus, Continuatio Raynaldi Ann.* 1517, § 1-2, T. II, p. 593. — [2] *Parisii de Grassis, apud Raynald. Annal.* 1517, § 101, p. 244. — [3] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XIII, p. 146. — *Pauli Jovii Hist. sui temporis, Epitome.* T. II, L. XIX, p. 3. — *Pao o Giovio, Vita di Leone X.* L. IV, f. 86. — *Jacopo Nardi, Ist. Fior.* L. VI, p. 279. — *Ist. di Giov. Cambi.* T. XXII, p. 124.

projets de ligue contre les Turcs. L'Europe paraissait se préparer pour une nouvelle croisade, et en effet la guerre sacrée que prêchait le pape semblait une mesure nécessaire pour défendre et sauver la chrétienté. Sélim, par la conquête de l'Égypte et par ses victoires sur le sophi de Perse, avait presque doublé l'étendue de son empire et ses moyens d'attaque. On connaissait sa haine contre les chrétiens, sa passion pour les entreprises nouvelles, sa dissimulation et sa cruauté. Les côtes mêmes de l'Italie commençaient à être exposées aux descentes des Turcs. Léon écrivait à Maximilien qu'ils étaient venus coup sur coup piller Récanati puis Ostie [1]. François, Charles et Maximilien signèrent à Cambrai, le 11 mars 1517, un traité d'alliance contre l'empire ottoman : le nombre des troupes à fournir, la manière dont chaque monarque dirigerait son attaque, l'assistance qu'on demanderait aux autres potentats, tout paraissait convenu d'avance, et les princes chrétiens semblaient enchérir l'un sur l'autre par les promesses les plus splendides pour la défense de la patrie de la civilisation. Mais le plus léger avantage prochain suffisait pour distraire d'un danger qu'on croyait éloigné encore ; et Léon X, qui paraissait si zélé pour la ligue chrétienne, fut peut-être celui qui contribua le plus à l'empêcher de se former [2].

Tandis que François Ier renouvelait le 8 octobre son alliance avec la république de Venise, Léon X avait aussi cherché à s'unir plus intimement avec ce monarque. Charles avait passé des Pays-Bas en Espagne, et il paraissait devoir y trouver assez d'occupation lorsqu'il tenterait de ramener les peuples à l'obéissance. Maximilien, déjà vieux, n'avait jamais été un allié dans lequel on pût placer aucune confiance ; et Léon X, toujours occupé de la grandeur de sa maison, jugea qu'il ne pou-

[1] *Epistola Leonis*, *apud Raynald.* 1518, § 71, p. 260. — [2] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XIII, p. 152. — *Paolo Paruta, Ist. Ven.* L. IV, p. 250. — *Raynaldi Ann. eccles.* 1517, § 18 et seq., p. 230. — *Paolo Giovio, Vita di Leone X*, T. IV, f. 88.

vait mieux l'assurer que par une alliance avec la France.
1518. — Il obtint au mois de janvier 1518, pour son neveu Laurent, duc d'Urbin, la main de Madeleine, fille de Jean de La Tour, comte d'Auvergne et de Boulogne, et d'une sœur de François de Bourbon, comte de Vendôme. Ce mariage unissait Laurent à la maison de France; et pour honorer davantage encore ce jeune homme, François le choisit pour parrain d'un fils qui lui était né au mois de février. Après le baptême, célébré le 25 avril avec beaucoup de pompe, François rendit à Laurent l'engagement signé par Léon X de restituer au duc de Ferrare les villes de Modène et de Reggio. Le pape en retour ne fut pas moins généreux du bien d'autrui envers le roi. Il lui accorda la libre disposition des décimes qu'il avait levées sur le clergé français pour faire la guerre aux Turcs, donnant ainsi le premier l'exemple d'abandonner ce projet de croisade sur lequel il avait tant insisté [1].

Léon X a eu le bonheur de lier son nom à l'époque de la plus grande splendeur de la littérature et des arts en Italie : parvenu au trône au moment où toutes les carrières étaient parcourues en même temps par des hommes de génie, formés avant lui, il distribua entre eux, avec la même prodigalité qu'il apportait à toute chose, les trésors de l'église, les riches bénéfices dont il avait la collation dans toute la chrétienté, et les sommes prodigieuses que lui rapportait le commerce des indulgences. Ces poëtes, ces historiens, ces artistes qu'il avait enrichis de ses bienfaits, ont célébré son nom avec reconnaissance, et lui ont attribué tout le mérite des travaux qu'il leur avait donné le loisir de faire. Mais comme pontife ou comme souverain, Léon X était loin de se montrer digne de tant de louanges. Dans l'année qui venait de se terminer,

[1] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XIII, p. 155. — *Ist. di Giov. Cambi.* T. XXII, p. 131. — *Scipione Ammirato.* L. XXIX, p. 333. — Mémoires de Bayard. Ch. LXI, p. 387. — Mémoires de Martin du Bellay. L. I, p. 77.

Martin Luther avait commencé en Allemagne à s'élever contre le scandaleux trafic des indulgences, et il avait été ainsi amené, en examinant sa propre foi, à poser les fondements de cette réforme qu'il accomplit ensuite avec tant de gloire. Il était alors loin de prévoir lui-même les conséquences auxquelles le conduisait l'examen de la doctrine de l'église. La réformation ne pouvait être qu'un ouvrage progressif, et ce n'était que successivement qu'un esprit religieux pouvait porter le flambeau de l'examen sur toutes les croyances longtemps reçues comme fondamentales. Il ne faut pas s'étonner si Léon mourut sans avoir soupçonné la révolution qui pendant son règne s'était opérée en Allemagne dans les esprits, si, durant le temps qu'embrasse cette histoire, et longtemps encore après, elle ne fut point comprise en Italie, et si l'acte énergique par lequel la raison brisa le joug qu'elle avait porté fut confondu par la cour de Rome avec les obscures hérésies qu'elle avait vues tant de fois naître et mourir dans les couvents. Mais Léon X manqua de prudence, de justesse d'esprit et de philosophie, en n'appréciant pas mieux son siècle, en laissant croître témérairement dans un âge de lumière tous les abus qui n'avaient pu être tolérés que dans ceux de la plus barbare ignorance, en encourageant enfin par une cupidité imprévoyante le scandaleux trafic des choses sacrées, pour que son produit même payât des récompenses aux littérateurs et aux philosophes qui briseraient les chaînes de la superstition.

En effet, Léon X, parvenu à la plus haute des dignités humaines, regarda dès lors sa vie comme un carnaval continuel, dans lequel il ne devait songer qu'à jouir. Il partageait son temps entre les festins et la chasse ; il s'entourait de bouffons qu'il prenait plaisir à tourmenter et à rendre ridicules ; il exaltait la vanité de ceux qu'il connaissait déjà pour les plus vaniteux ; et sous prétexte de leur accorder des dis-

tinctions nouvelles, il les exposait à la moquerie universelle. Il ne craignit point de pousser jusqu'à la folie, par ce cruel persiflage, des hommes de mérite ou des vieillards dignes de respect. La réputation de continenee, qu'il avait obtenue comme cardinal, n'avait point soutenu un examen plus sévère, et sa familiarité avec ses pages donnait lieu aux soupçons les plus honteux. Sa libéralité, qui s'étendait sur tous ceux qui l'approchaient, et qui se proportionnait à sa bonne humeur ou aux succès de ses chasses, beaucoup plus qu'au mérite de ceux qu'il comblait de biens, n'était elle-même qu'une disposition toute égoïste : il voulait être entouré de visages riants; il voulait recueillir les bénédictions de ceux qui l'approchaient, et il ne se souciait point du prix auquel il amassait, par des exactions sur les peuples, ou par la vénalité de tout ce que l'église réputait de plus sacré, les trésors qu'il dissipait ensuite d'une main si prodigue [1].

La trêve que les Vénitiens avaient conclue avec Maximilien, et qui expirait au bout de dix-huit mois, fut prolongée au mois d'août 1518 pour cinq ans, aux mêmes conditions, par l'entremise de la France. L'empereur aurait même consenti volontiers à la changer en une paix perpétuelle ; mais François Ier y mit obstacle, de peur que les Vénitiens, en perdant toute inquiétude, ne relâchassent les liens par lesquels la France les tenait dans sa clientèle [2]. La cour de France regardait avec jalousie tout pouvoir qui semblait en Italie s'élever à l'indépendance : en conservant l'alliance des Vénitiens, elle empêchait soigneusement qu'ils n'augmentassent le nombre de leurs créatures en Lombardie. Le maréchal Trivulzio, qui lui avait rendu de si grands services, lui était devenu suspect par son attachement aux Vénitiens. Il était le chef du parti guelfe ; et Lautrec, pour le mortifier, comblait

[1] *Paolo Giovio, Vita di Leone X.* L. IV, f. 91-96. — [2] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XIII, p. 155. — *Paolo Paruta, Ist. Ven.* L. IV, p. 258.

d'honneurs Galéazzo Visconti, chef du parti gibelin. Trivulzio, pour ne pas demeurer à la merci de tous les événements, demanda et obtint la bourgeoisie des cantons suisses ; mais il ne fit par là que fournir de nouvelles armes à ses ennemis. Accusé à la cour, il se détermina, malgré son grand âge, à passer les monts, et à se présenter à François Ier pour se justifier. Le roi le reçut avec dureté, lui reprocha de jouir d'une réputation qu'il n'avait point méritée, et le força de renvoyer aux Suisses ses lettres de bourgeoisie. Peu de temps après, Trivulzio tomba malade à Chartres, et il y mourut, éprouvant jusqu'à la fin de sa longue vie cette inconstance de la fortune à laquelle faisait allusion l'épitaphe qu'il choisit lui-même : « Jean-Jacques Trivulzio, fils d'Antoine, qui jamais « ne se reposa, repose ici. Tais-toi [1]. »

Des négociations qui devaient décider du sort, non seulement de l'Italie, mais de l'Europe, occupaient alors tous les esprits. Maximilien ressentait enfin l'influence de la vieillesse ; il aurait voulu assurer à son petit-fils la dignité impériale, mais il ne pouvait, d'après les constitutions de l'empire, le faire élire roi des Romains jusqu'à ce qu'il eût lui-même reçu la couronne d'or des mains du pape : il songeait ou à aller la chercher à Rome, ou à obtenir de Léon X qu'il la lui envoyât en Allemagne par un légat, et pendant ce temps il s'occupait de gagner les suffrages des électeurs. Malgré les inquiétudes des princes de l'empire, la jalousie de la France et les artifices de la cour de Rome, il n'aurait pas tardé à réussir. Mais la mort vint rompre ces négociations d'une manière inattendue ; elle surprit Maximilien à Lintz, le 19 janvier 1619, comme il se livrait avec ardeur à la chasse, et qu'il cherchait à se

[1] L'épitaphe fut inscrite sur son tombeau, dans l'église de Saint-Nazare, à Milan : *Joannes Jacobus Trivultius, Antonii filius, qui nunquam quievit, quiescit. Tace.* — *Carlo Rosmini*, *Ist. del Trivulzio*. L. XII, p. 539. — *Fr. Guicciardini*. T. II, L. XIII, p. 157. — *Paolo Giovio*, *Vita di Leone X*. L. IV, f. 100. — Idem, *Vite d'Uomini illustri*. L. IV, p. 259.

débarrasser d'une petite fièvre par des remèdes hors de saison [1].

La mort de Maximilien, avant qu'un roi des Romains fût élu, ouvrait la porte à tous les candidats qui pouvaient prétendre à cette première dignité du monde chrétien. Deux seuls monarques cependant, les plus puissants de l'Europe, le roi d'Espagne et le roi de France, se mirent sur les rangs. Le premier, comme archiduc d'Autriche, et comme souverain des Pays-Bas, était déjà membre de l'empire; le second lui était absolument étranger; mais s'il avait obtenu la couronne, il est probable qu'il aurait compromis cette suzeraineté de la monarchie française, à laquelle les Français attachaient tant de prix à si juste titre, et que, pour la mieux unir à l'empire, il l'en aurait rendue dépendante. Les ministres des deux princes représentaient qu'un monarque puissant était dans ce moment nécessaire à la chrétienté, pour arrêter les conquêtes des Turcs, qui accablaient la Hongrie et menaçaient l'Allemagne. Cependant tous les princes et tous les états indépendants de l'Allemagne et de l'Italie avaient un sentiment tout contraire; ils voyaient avec inquiétude la couronne impériale confirmée dans la maison d'Autriche dès l'année 1438, par l'élection successive d'Albert II, de Frédéric IV et de Maximilien, et par la longueur du règne des deux derniers. Ils craignaient la subversion absolue de leurs libertés, lorsque l'héritier de ces monarques, qui les avaient déjà trop peu respectées, serait encore souverain de toutes les Espagnes, des Indes, des Pays-Bas et des Deux-Siciles. L'élection de François Ier, et les habitudes d'une monarchie élective et limitée, ne paraissaient pas moins dangereuses pour l'indépendance

[1] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XIII, p. 169. — *Parisii de Grassis*, *apud Raynald. Ann. eccles.* 1519, § 1-2, p. 277. — *Fr. Belcarii.* L. XVI, p. 472. — *P. Bizarri.* L. XIX, p. 449. — *Paolo Giovio, Vita di Leone X.* L. IV, f. 88. — *Paolo Paruta, Ist. Ven.* L. IV, p. 261.

de tous les petits états : aussi, tandis que les deux monarques faisaient promener de cour en cour, en Allemagne, des ambassades splendides accompagnées de troupes de gendarmes et de convois d'argent, pour gagner ouvertement les suffrages, tous les amis de leur pays, tous ceux de la liberté européenne faisaient des vœux pour que ces deux rois fussent également écartés. Plusieurs, il est vrai, et Léon X à leur tête, feignaient de s'attacher à François Ier, pour employer son argent et son crédit à combattre son compétiteur ; ils se reposaient, pour rendre vains leurs propres efforts, sur l'orgueil national des Allemands, qui empêcherait toujours un roi de France de monter sur le premier trône de l'Allemagne [1].

Tandis que Léon X essayait de tenir la balance égale entre deux princes si puissants, le dernier héritier légitime de sa propre famille mourait à Florence. Laurent de Médicis, duc d'Urbin, y avait amené sa femme, Madeleine de La Tour d'Auvergne ; mais il lui avait communiqué la maladie honteuse dont il était lui-même atteint. Madeleine mourut le 23 avril, en mettant au jour la trop fameuse Catherine de Médicis ; et cinq jours après, le 28 avril, Laurent succomba au mal qui le minait depuis longtemps [2]. Il ne restait d'autre descendant de Cosme de Médicis, père de la patrie, que le pape Léon X, Catherine, sa petite-nièce, des femmes mariées dans diverses maisons florentines, et trois bâtards : Jules, déjà cardinal, Hippolyte et Alexandre, encore enfants. Les descendants de Laurent de Médicis, frère de Cosme, qui vingt-cinq ans auparavant avaient renoncé à leur nom pour prendre celui de *Popolani*, et qui, dans les révolutions de Florence, s'étaient

[1] *Raynaldi Annal. eccles.* 1518, § 156 et seq., p. 273 ; 1519, § 8 et seq., p. 278. — *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XIII, p. 159. — *Paolo Giovio, Vita di Leone X.* L. IV, f. 89. — *Jac. Nardi.* L. V, p. 283. — *Paolo Paruta, Ist. Ven.* L. IV, p. 261. — [2] *Giovio Cambi.* p. 144-149. — *Fil. Nerli.* L. VI, p. 132. — *Fr. Belcarii.* L. XV, p. 468 ; L. XVI, p. 470.

montrés partisans du peuple et de la liberté, étaient alors partagés en deux branches ; et dans la cadette, Giovanni de Médicis, fils de Catherine Sforza, commençait à s'illustrer dans les armes. Cette année même, le 11 juin 1519, il lui naissait un fils, destiné à asservir un jour sa patrie, et à porter le premier, avec le nom de Cosme, le titre de grand-duc de Toscane[1].

Les vues ambitieuses de Léon X pour sa famille, auxquelles il avait sacrifié la gloire et l'indépendance de sa patrie, ne pouvaient plus avoir d'exécution ; aussi quelques citoyens prirent-ils courage pour le supplier de rendre à Florence une liberté qui ne pouvait plus porter de préjudice à sa grandeur ou à celle de sa maison : le sort du cardinal Jules, lui disaient-ils, était fixé dans l'église, tandis que les deux enfants, Alexandre et Hippolyte, à peine reconnus par Léon X, ne paraissaient lui inspirer aucun intérêt[2]. Mais Léon, dans son exil, avait contracté la haine de la liberté : il supposa qu'il conserverait la Toscane dans une plus grande dépendance de ses volontés, en remplaçant Laurent par son cousin le cardinal Jules ; et il fit partir celui-ci pour Florence, lorsqu'il fut instruit de la maladie du premier. Jules, qui était brouillé avec Laurent, n'entra point au palais des Médicis, jusqu'après la mort de son cousin. Il annonça alors aux magistrats que son intention n'était pas de marcher sur les traces de son prédécesseur, qu'il ne s'arrogerait point comme lui la nomination de tous les offices lucratifs, et qu'il prendrait au contraire à tâche de respecter la liberté publique. En effet, les Florentins, soulagés du joug qu'ils avaient porté, crurent retrouver dans le cardinal Jules une image de leur république : ils s'attachèrent à ce prélat, qui demeura au milieu d'eux jusqu'au mois d'octobre, et qui, lorsqu'il repartit pour Rome,

[1] *Scipione Ammirato*. L. XXIX, p. 335. — [2] *Fr. Guicciardini*. T. II, L. XIII, p. 162.

laissa, dans le palais des Médicis, Goro Ghéri de Pistoia, évêque de Fano, et le cardinal de Cortone, pour gouverner à sa place [1].

Le duché d'Urbin était échu au saint-siége par l'extinction de la maison de Médicis. Léon X ne voulut point le rendre à son ancien souverain, malgré le désir qu'en manifestaient les Urbinates; au contraire, pour les contenir dans la soumission, il fit démanteler leurs villes. Mais tandis qu'il incorpora le duché d'Urbin au domaine immédiat de l'Église, il céda la forteresse de San-Léo, et le comté de Montéfeltro, qui se compose d'une soixantaine de châteaux ou de villages fortifiés, à la république florentine, en paiement de cent cinquante mille florins qu'il lui restait devoir sur les sommes qu'il avait empruntées d'elle à l'occasion de la guerre d'Urbin [2].

Cependant la rivalité entre les deux prétendants à l'empire s'était continuée avec une apparence de galanterie et d'égards mutuels. François I[er] avait dit aux ambassadeurs d'Espagne que leur maître et lui devaient se considérer comme deux amants faisant la cour à une même maîtresse, non comme deux ennemis [3]. Il avait cru gagner les suffrages des électeurs en répandant l'argent à pleines mains. Ses trois ambassadeurs, l'amiral Bonnivet, d'Orval et Fleuranges, « avoient toujours, « dit le dernier, quatre cent mille écus avec eux, que des ar« chers portoient en brigandines et en bougettes; et avoient « lesdits ambassadeurs avec eux quatre cents chevaux alle« mands aux gages du roi qui les conduisoient; et l'adventu« reux (Fleuranges) avoit avec lui quarante chevaux, la plu« part aussi allemands, tous habillés de vert, à une manche

[1] *Istorie di Giovio Cambi*. T. XXII, p. 152. — *Filippo de' Nerli, Commentari de' fatti civili di Firenze*. L. VII, p. 153. — [2] *Giovio Cambi*. T. XXII, p. 146. — *Scipione Ammirato*. L. XXIX, p. 336. — *Fr. Guicciardini*. T. II, L. XIII, p. 163. — *Paolo Giovio, Vita di Leone X*. L. IV, f. 89. — *Jacopo Nardi, Ist. Fior*. L. VI, p. 279. — [3] *Fr. Belcarii*. L. XV, p. 472.

« de ses couleurs, et firent ces gens-là beaucoup de ser-
« vice [1]. »

Toutefois l'argent de Charles lui fit plus de service encore; il l'employa à rassembler une armée qui s'approcha tout à coup de Francfort, sous prétexte de protéger la liberté des électeurs. Les quatre voix de Mayence, de Cologne, de Saxe et du comte Palatin lui furent données après que l'électeur de Saxe eut refusé la couronne qui lui était offerte; le vote de la Bohême vint ensuite; enfin, les électeurs de Brandebourg et de Trèves furent les derniers à abandonner les intérêts du roi de France; et Charles, qui était alors en Espagne, et qui dès lors prit le nom de Charles-Quint, fut proclamé empereur élu le 28 juin 1519 [2].

Pendant ce même temps, l'histoire de l'Italie ne présentait que peu d'événements. Les provinces dévastées durant la guerre cherchaient par le repos et l'économie à se relever de leurs désastres. Le marquis de Mantoue, François de Gonzague, qui, dans les guerres de la fin du siècle précédent, s'était acquis une assez brillante réputation, mourut le 20 février. De ses trois fils, Frédéric II lui succéda; Hercule fut ensuite cardinal, et don Fernand, depuis duc de Molfetta et de Guastalla, fut un des capitaines les plus illustres du siècle [3].

Le duc de Ferrare, don Alfonse d'Este, fut la même année assailli, au mois de novembre, par une maladie dangereuse, qui fit pendant quelque temps désespérer de sa vie. Son frère, le cardinal Hippolyte, à qui le pape avait rendu le séjour de la cour de Rome désagréable, vivait en Hongrie, dans son archevêché de Strigonie. Alfonse avait payé les dettes énormes

[1] Mémoires de Fleuranges, T. XVI, p. 248. — [2] Lettres du cardinal Caiétan à Léon X, de Francfort, 29 juin 1519; *in Lettere de' Principi*, *editio Veneta*, 1581, T. I, f. 68. — *Parisii de Grassis; apud Raynald.* 1519, § 24, p. 282. — *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XIII, p. 264. — *Alfonso de Ulloa, Vita di Carlo V.* L. II, f. 63. — Mémoires de Fleuranges. T. XVI, p. [illegible]. — *Fr. Belcarii.* L. XVI, p. 475. — Schmidt, Histoire des Allemands. L. VIII, ch. I et II, T. VI, p. 163. — [3] *Muratori, Annal. d'Italia, ad ann.* [illegible], p. 100.

qu'il avait contractées pendant ses longues guerres; il avait même amassé un trésor considérable, mais il n'avait pu y réussir qu'en accablant ses sujets par des impôts révoltants. Il ne se départait d'une économie sordide sur tous les autres points que lorsqu'il s'agissait d'augmenter les fortifications de Ferrare, et de fondre une nouvelle artillerie, ou de se pourvoir de nouvelles munitions de guerre. Il avait fait de sa capitale une ville presque imprenable; mais il avait chèrement acheté cet avantage, au prix de l'affection de ses peuples, que ses impôts multipliés et ses monopoles lui avaient fait perdre. Après la paix, il avait licencié ses troupes, et il croyait n'avoir plus rien à craindre, lorsqu'à l'époque même où il tomba malade, une inondation renversa les murs de Ferrare sur une étendue de quatre-vingts pieds, et l'exposa ainsi à de nouveaux dangers [1].

Léon X n'avait point rendu à Alfonse d'Este les deux villes de Modène et de Reggio qu'il lui détenait injustement, même après que la mort de son neveu eut mis un terme à tous les projets qu'il avait précédemment formés pour l'agrandissement de sa famille. Loin d'être ramené par cet événement à des sentiments plus modérés, lorsqu'il apprit la maladie d'Alfonse et la chute des murs de sa capitale, il résolut d'en profiter pour lui enlever son dernier asile. Il prêta dans ce but dix mille ducats à Alexandre Frégoso, évêque de Vintimille, fils de ce cardinal Paul Frégoso, dont le caractère belliqueux avait causé tant de révolutions dans le siècle précédent. Frégoso, que son cousin Octavien avait exilé de Gênes, et qui vivait alors à Bologne, solda avec cet argent deux mille fantassins dans les terres de l'Église et la Lunigiane [2]. Il avait compté, comme il arriva en effet, que tout le monde croirait ces troupes destinées à tenter une révolution à Gênes. Lors-

[1] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XIII, p. 165. — *Fr. Belcarii.* L. XVI, p. 478. — [2] *Petri Bizarri Genuens. Hist.* L. XIX, p. 449.

qu'il apprit que son cousin Octavien s'était mis sur ses gardes dans cette dernière ville, il feignit d'en être fort troublé, et il offrit à Frédéric de Bozzolo de le seconder avec ses troupes, qui étaient déjà payées pour un mois, dans un démêlé qu'avait celui-ci avec Jean-François Pic de La Mirandole, sur la possession de Concordia. Sous ce prétexte, il s'approcha du Pô, espérant le passer sans obstacle, et marcher à l'improviste sur Ferrare. Un agent du pape lui avait préparé des barques à l'embouchure de la Secchia dans le Pô; mais à l'approche de cette petite armée, le marquis de Mantoue fit enlever toutes ces barques; il pénétra les vrais desseins de l'évêque de Vintimille, et en donna avis au duc de Ferrare qui se hâta de se mettre sur ses gardes. Alexandre Frégoso n'espérant plus le surprendre licencia ses troupes. Le duc porta plainte contre lui auprès du pape pour avoir voulu l'attaquer au milieu de la paix, et Léon n'hésita point à désavouer cet évêque [1].

Mais la dignité dont les papes sont revêtus ne les laisse presque jamais exposés à souffrir de leurs fautes; leurs provocations ne sont suivies d'aucunes représailles; s'ils se rendent coupables d'une perfidie, on redoute de l'articuler, et on n'ose point attaquer leur réputation. Cette espèce d'impunité ne peut manquer de les corrompre. Dès qu'un pape s'est livré à l'ambition d'agrandir ses états, une tentative manquée ne le décourage point, et un échec n'est pour lui qu'un motif de renouveler ses efforts. Alexandre VI avait commencé la guerre contre les feudataires de l'Église, et il avait dépouillé tous ceux de la Romagne pour agrandir son fils à leurs dépens. Jules II, avec une ambition plus généreuse, s'était attaqué à des princes plus puissants; il avait expulsé les Bentivoglio de Bologne, chassé les Vénitiens de Romagne et commencé la guerre contre le duc de Ferrare; mais il avait conservé leur pouvoir à ceux

[1] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XIII, p. 166. — *Fr. Belcarii.* L. XVI, p. 478.

qui, se soumettant sans réserve à l'Église, n'étaient réellement que ses vicaires, comme ils en portaient le titre, et qui ne commandaient qu'en son nom.

Jean-Paul Baglioni, seigneur de Pérouse, était le plus illustre parmi ces derniers. Après avoir fait sa paix ave Jules II, il l'avait servi dans toutes ses guerres, et il s'était toujours montré sujet fidèle des pontifes. Il avait été appelé par les Vénitiens à commander leurs armées pendant la guerre de la ligue de Cambrai, et il y avait fait briller sa prudence, sa connaissance des lieux, des hommes et de l'art de la guerre, en sorte que, malgré plusieurs revers, les Vénitiens ne lui avaient point retiré leur confiance. Après la paix, il était revenu à Pérouse. Le pape avait d'abord applaudi à sa contenance lorsque le duc d'Urbin s'était approché de Pérouse avec son armée; néanmoins il lui reprocha plus tard une secrète intelligence avec le duc, persuadé que Baglioni ne pouvait voir sans chagrin la ruine de ce dernier des feudataires de l'Église, son voisin et son ami.

Baglioni avait, dans Pérouse, un rival de la même famille que lui, nommé Gentille : il l'en chassa en 1520, et fit périr quelques-uns de ses partisans, accusés d'un complot contre lui. Le pape prit la défense de Gentille, et cita Jean-Paul à comparaître à Rome en personne. Jean-Paul, malade ou feignant de l'être, envoya Malatesta, son fils, à sa place, pour se justifier. Léon X l'accueillit avec une extrême prévenance; mais, en même temps, il lui déclara qu'il voulait que le seigneur de Pérouse comparût lui-même pour plaider sa cause. Afin qu'il n'eût cependant aucune inquiétude pour sa sûreté, il lui envoya un sauf-conduit écrit de sa main; il donna en même temps sa parole à Camillo Orsini, gendre de Baglioni, et à d'autres amis puissants du seigneur de Pérouse, que celui-ci ne courait aucun danger. Orsini, après avoir obtenu ces assurances, se fit un devoir de presser son beau-père d'obéir.

Baglioni le crut ; et le lendemain matin de son arrivée à Rome, il se rendit au château Saint-Ange, où le pape avait été loger : mais au lieu d'être admis à son audience, il fut arrêté par le châtelain, et livré à la torture par les bourreaux. Ce n'était point sur un crime en particulier qu'on l'interrogeait ; on lui demandait une confession générale de tout ce qu'il avait commis de répréhensible pendant la durée de sa vie. Il s'en fallait de beaucoup que cette vie fût sans reproches. Baglioni confessa plusieurs actes de cruauté commis pour conserver la tyrannie, plusieurs débauches scandaleuses, et entre autres un inceste avec sa sœur, qu'il avait pris peu de peine à dissimuler. Sur ces aveux, après avoir passé deux mois en prison, il fut décapité par l'ordre de Léon X. Sa femme et ses enfants se réfugièrent à Padoue, sous la protection des Vénitiens, et Pérouse fut entièrement soumise à l'autorité du saint-siége[1].

La même année, Léon X, qui avait engagé à son service Jean de Médicis, fils de la fameuse Catherine Sforza de Forli et de son second mari, chargea ce jeune homme, en qui se développaient déjà l'ardeur militaire et l'impétuosité qui firent plus tard sa réputation, de chasser de Fermo Louis Fréducci, qui commandait dans cette ville. Fréducci passait pour un bon capitaine ; mais il n'avait sous ses ordres que deux cents hommes d'armes, avec lesquels il ne pouvait espérer de résister à mille chevaux et quatre mille fantassins que commandait Jean de Médicis. Il essaya de s'échapper de Fermo avec ses deux compagnies de gendarmerie ; Médicis l'atteignit, entoura sa troupe, et ne consentit à accorder de quartier au reste de ses soldats qu'après que Fréducci eut péri dans le

[1] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XIII, p. 170. — *Anonimo Padovano, presso Muratori Annali d'Italia, ad ann.* p. 162. — *Paolo Giovio, Vita di Leone X.* L. IV, f. 90. — *Onofrio Panvino Vite de' Pontifici, in Leone X.* p. 262 v. — *Fr. Belcarii*, L. XVI, p. 480. — *Sansovino, Famiglie illustri d'Italia.* f. 21.

combat avec plus de cent des siens. La mort de Fréducci glaça de terreur tous les petits seigneurs ou tyrans des Marches : les uns s'enfuirent, sans essayer une vaine résistance ; d'autres accoururent à Rome pour implorer la clémence du pontife. Léon X les fit aussitôt jeter en prison, puis appliquer à la torture, pour obtenir d'eux une confession générale. Il n'y en avait aucun qui, dans le cours de sa vie, n'eût quelque crime à se reprocher ; sa confession était aussitôt suivie de son supplice. Ainsi, Amadei, tyran de Récanati ; Zibicchio, chef de parti à Fabbriano ; Hector Sévériani, chef de parti à Bénévent, furent pendus, après avoir été exposés à la torture, quoiqu'ils fussent venus se livrer eux-mêmes au souverain pontife, et qu'aucune accusation ne pesât auparavant sur eux[1].

Mais la souveraineté qui tentait le plus l'ambition de Léon X était celle de Ferrare ; il avait essayé l'année précédente de s'en emparer par surprise : il fit cette année une nouvelle tentative dont le caractère était plus odieux. Uberto Gambara, protonotaire apostolique, qui parvint ensuite à la dignité de cardinal, fut chargé de séduire Rodolphe Hello, Allemand, capitaine de la garde du duc. Il lui donna deux mille ducats, et lui en promit beaucoup davantage ; tandis que Hello s'engagea en retour à assassiner Alfonse, et à livrer la porte de Castel Téaldo, citadelle de Ferrare, aux troupes de l'Église, qui arriveraient de Modène et de Bologne. Le jour était fixé pour l'exécution, et l'ordre était donné à Guicciardini l'historien qui commandait à Modène, et à Guido Rangone qui commandait à Bologne pour le pape, de faire avancer les troupes pontificales devant les portes de Ferrare. Mais Rodolphe Hello avait révélé dès le commencement, au duc de Ferrare, les propositions qu'on lui avait faites, et c'était par ses ordres qu'il avait paru ensuite entrer dans le complot. Lorsque tou-

[1] *Pauli Jovii Vita di Leonis X.* L. IV, p. 83. — *Anonimo Padovano, presso Muratori Annali* 1520, p. 163.

tes les lettres de Gambara furent entre les mains du duc, et que tous les desseins de Léon X lui furent complétement connus, il en fit faire un procès authentique avec les interrogatoires de plusieurs complices, et il le déposa, ainsi que les lettres originales de Gambara, dans les archives de la maison d'Este, où Muratori en a pris connaissance ; puis il étouffa cette affaire, pour éviter, s'il était possible encore, de se brouiller irrémissiblement avec Léon X [1].

Ce pontife, livré à la mollesse et à tous les plaisirs, passant sa vie dans les festins, occupé de musique, de comédie, de cérémonies bouffonnes où il faisait marcher ses baladins entourés d'une pompe ridicule, enivré des éloges des poëtes et des orateurs qu'il comblait de présents, et ne donnant presque aucune attention à l'orage que Luther excitait alors même contre lui en Allemagne, ne paraissait pas devoir désirer une guerre nouvelle. Sa prodigalité avait dissipé en peu de temps, au sein de la paix, les immenses trésors que Jules II avait su amasser pendant des guerres continuelles : aussi, pour satisfaire aux besoins de son luxe inconsidéré, il était obligé d'augmenter sans cesse le scandaleux trafic des indulgences, et de rendre plus frappants ces désordres mêmes, contre lesquels les premiers réformateurs osaient enfin élever la voix [2].

Mais une vague inquiétude d'esprit lui faisait désirer des scènes nouvelles, et de nouveaux sujets de flatterie à fournir à ses courtisans ; comme il n'avait plus de famille à qui il pût transmettre la grandeur qu'il voulait acquérir, il portait en-

[1] *Muratori, Annali d'Italia*, *ad ann.* 1520. T. XIV, p. 164. — Fr. Guicciardini, T. II, L. XIII, p. 171, supprime du complot le projet d'assassinat, auquel il est possible qu'il n'eût pas participé. Giraldi et Paul Jove se taisent sur cet événement odieux, et M. Roscoë se fonde sur leur silence pour le révoquer en doute. *Vie de Léon X.* ch. XXIII, T. III, p. 324, trad. — [2] *Fr. Guicciardini*. T. II, L. XIV, p. 173. — *Raynaldi Annal. eccles. ad ann.* 1517, § 56 et seq. ann. 1518, 1519, 1520. — Fleury, Histoire ecclésiastique. L. CXXV, ch. 29 et suiv. — *Spondanus, continuatio Annal. Baronii*, 1517, § 12, T. II, p. 596 et seq.

vie à la gloire de Jules II, qui avait marqué son pontificat par les conquêtes du Saint-Siége ; il s'attachait aussi à la chimère de ce même Jules, *de chasser les barbares d'Italie,* en armant l'un contre l'autre les deux princes rivaux ; et il ne songeait pas que celui qu'il aurait aidé à vaincre serait bien plus fortifié par sa victoire qu'affaibli par les efforts qu'elle lui aurait coûtés.

Le traité de Noyon avait laissé beaucoup de germes de dissensions entre Charles-Quint et François I[er]. Le dernier n'avait point obtenu de satisfaction pour son allié le roi de Navarre. Il renouvelait ses prétentions sur le royaume de Naples, prenant occasion de l'ancienne constitution des papes qui, dès le temps où ils avaient enlevé ce royaume à Manfred, pour en gratifier la maison d'Anjou, avaient exigé qu'il ne pût jamais être possédé par le chef de l'empire. Charles-Quint avait lui-même prêté serment de ne point réunir les deux couronnes ; et puisqu'il devait abdiquer celle de Naples, François se croyait fondé à la redemander. De son côté, Charles voulait faire revivre ses prétentions sur le duché de Milan et sur celui de Bourgogne. Tous deux opposant les droits imprescriptibles de la légitimité aux conventions et aux traités, se fondaient sur une doctrine qui, si elle était admise, exilerait pour jamais la paix et la bonne foi de chez les hommes. La jalousie naturelle entre deux souverains jeunes, ambitieux, puissants et rivaux de gloire, aiguisait leurs ressentiments, et les rendait plus obstinés à maintenir leurs prétentions mutuelles. Cependant des insurrections en Espagne, des guerres en Allemagne entre la ligue de Souabe et le duc de Wirtemberg, avaient jusqu'alors donné trop d'occupation à Charles V, pour qu'il pût se hasarder encore à commencer les hostilités contre la France.

François s'était réservé la faculté de fournir des secours au roi de Navarre pour recouvrer ses états sans rompre pour

cela la paix générale conclue entre les deux couronnes. Ces secours furent envoyés par la France au commencement de l'année 1521[1]. En même temps, une autre petite guerre avait été allumée dans les Ardennes et le duché de Luxembourg, entre Robert de La Marck, seigneur de Sedan, secondé par son fils le maréchal de Fleuranges, et madame de Savoie, gouvernante des Pays-Bas pour Charles-Quint[2]. Rien n'annonçait encore, il est vrai, une guerre directe entre les deux monarques; et surtout elle ne pouvait s'étendre à l'Italie, pourvu que le pape demeurât neutre. Ses états et ceux de Florence couvraient le royaume de Naples contre les attaques des Français; ceux-ci, d'autre part, n'avaient rien à craindre pour le Milanais, dont les frontières du côté de l'Allemagne étaient couvertes par l'alliance du roi avec la république de Venise, et par celle qu'il avait conclue à Lucerne avec les Suisses, le 5 mai 1521[3].

Mais la paix avait cessé de plaire à Léon X, et ses négociateurs, tant auprès de Charles-Quint qu'auprès de François Ier, n'étaient occupés qu'à les armer l'un contre l'autre. Le pape n'avait pas encore déterminé auquel des deux il voulait s'unir. En faisant la guerre aux Français, il pouvait leur enlever Parme et Plaisance, qu'il se reprochait d'avoir perdues après que son prédécesseur en avait fait la conquête; en attaquant l'empereur, il pouvait lui enlever quelques provinces du royaume de Naples, qui n'étaient pas moins à sa convenance. Il faisait tour à tour des propositions à l'un et à l'autre, tandis qu'Antonio Pucci, évêque de Pistoïa, était allé lever pour lui six mille Suisses, auxquels Lautrec accorda sans difficulté la permission de traverser au mois de mars la Lombardie, parce qu'il les crut destinés contre le royaume

[1] Mémoires de Martin du Bellay. L. I, p. 89. — [2] Mémoires de Fleuranges. p. 285. — Mém. de du Bellay. L. I, p. 92-99. — [3] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XIV, p. 176. — *Jacopo Nardi, Ist. Fior.* L. VI, p. 284.

de Naples. Léon X, qui n'avait pas encore pris son parti, les cantonna dans la Marche d'Ancône ; et les Suisses, ennuyés de leur oisiveté, désertèrent presque tous[1].

Enfin les négociateurs de Léon X convinrent avec ceux de François Ier d'un traité d'alliance, en vertu duquel le pape et le roi s'engageaient à attaquer en commun le royaume de Naples. Après sa conquête, tout le pays situé entre Rome et le Garigliano devait être réuni à l'Église ; le reste devait former un royaume pour le second fils de François Ier. Mais comme ce second fils était alors en bas âge, jusqu'à sa majorité, tout le royaume devait être gouverné par un légat pontifical. François Ier s'engageait de plus à retirer sa protection au duc Alfonse d'Este, comme à tout autre feudataire de l'Église, en sorte que la conquête du duché de Ferrare était aussi au nombre des avantages que le pape devait retirer de cette alliance[2].

Ces préliminaires avaient été signés avant que les hostilités eussent commencé en Navarre. Sur ces entrefaites, Asparoth, frère de Lautrec, entreprit et acheva en peu de temps la conquête de ce royaume. Le soulèvement des Espagnols contre les conseillers flamands de Charles-Quint, et la violence des guerres civiles entre les partisans du despotisme et ceux de la liberté dans les deux royaumes de Castille et d'Aragon, paraissaient offrir aux Français une occasion favorable pour pousser beaucoup plus loin ces premiers succès. Dans ce moment, le traité conclu avec Léon X fut soumis à la ratification du conseil du roi. Il y fut examiné avec beaucoup de défiance : le pape avait donné tant de preuves de son inimitié, qu'on était peu disposé à croire qu'il voulût établir les Fran-

[1] *Fr. Guicciardini*. T. II, L. XIV, p. 175. — *Fr. Belcarii*. L. XVI, p. 481. — *Raynald. Annal. eccles*. 1521, § 76, p. 335 et seq. — *Muratori, Annali d'Italia*. T. X, p. 146, *ad ann* 1521. — [2] *Fr. Guicciardini*. T. II, L. XIV, p. 176. — Mémoires de Martin du Bellay. L. I, p. 102. — *Paolo Paruta, Istor. Ven*. L. IV, p. 277.

çais à Naples, tandis qu'il paraissait les souffrir avec peine dans le Milanais. On craignait plutôt qu'après avoir attiré leur armée de la Campanie, il ne se joignît à l'empereur pour la détruire, et attaquer ensuite le duché de Milan, demeuré sans défense. François Ier, dans cette incertitude, n'envoyait point sa ratification. Léon X en fut piqué; d'ailleurs Lautrec et l'évêque de Tarbes, ambassadeur à Rome, l'avaient offensé en rejetant l'autorité de la cour de Rome dans toutes les affaires bénéficiaires du duché de Milan; il revint aussitôt à l'empereur, avec lequel il n'avait pas cessé de négocier, et il signa avec lui, le 8 mai 1521, un traité par lequel les confédérés s'obligeaient à établir dans le duché de Milan François Sforza, second fils de Louis-le-Maure, après avoir détaché de ce duché Parme et Plaisance, qui, aussi bien que le duché de Ferrare, seraient réunis aux états du saint-siége. Le pape releva Charles V de l'empêchement de posséder en même temps le royaume de Naples et l'empire; et il demanda en retour un fief dans le royaume de Naples pour Alexandre de Médicis, fils naturel de Laurent, duc d'Urbin [1].

François Sforza, que les confédérés voulaient placer sur le trône de Milan, était alors à Trente : il y avait été joint par Jérôme Morone, qui avait été confident et principal ministre de son frère, et qui, après l'avoir engagé à rendre par capitulation le château de Milan, s'aperçut qu'il était suspect aux Français, et qu'il ne serait pas longtemps en sûreté sous leur domination. Morone, le plus intrigant des Italiens, le plus adroit, le plus rusé et le plus souple, avait formé des intel-

[1] La bulle du pape qui délie Charles V du serment prêté comme roi de Naples, est du 3 juin 1521. *Raynaldi Ann. eccl.* § 81-86, p. 336 et seq. — *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XIV, p. 181. — *Paolo Giovio, Vita di Leone X.* L. IV, p. 97. — *Galeatius Capella, De bello Mediolan.* L. I, p. 4. — *Fr. Belcarii.* L. XVI, p. 483. — *Jacopo Nardi.* L. VI, p. 286. — *Paolo Paruta.* L. IV, p. 279. — Mémoires de Martin du Bellay. L. I, p. 157. — *Ubertus Folieta Genuens. Hist.* L. XII, p. 721.

ligences avec tous les mécontents de Lombardie, que les manières dures et hautaines de M. de Lautrec avaient singulièrement multipliés. Il avait promis au pape qu'une insurrection simultanée surprendrait les Français dans toutes les villes à la fois avant qu'ils eussent le temps de lever de l'infanterie, ou d'en faire venir de par-delà les monts; et les mille gendarmes qu'ils tenaient en cantonnement en Lombardie n'étaient pas jugés suffisants pour défendre cette province, même pendant peu de jours, contre les attaques du peuple, celles du pape et celles de l'empereur. La coopération si active de ce chef de parti fut probablement le motif principal qui décida Léon X à demander le rétablissement de Sforza sur le trône de Milan[1].

La ligue était enveloppée de tout le secret d'une conspiration; et en effet, c'était comme une conspiration qu'elle devait éclater dans les provinces où l'insurrection était organisée partout à la fois, depuis les montagnes de Como jusqu'à Parme. Les alliés estimaient plus important encore d'opérer une révolution à Gênes, pour ouvrir au roi d'Espagne toutes les communications par mer avec la Lombardie. Jérôme Adorno devait entrer dans le port de cette ville avec neuf galères, tandis que son frère Antoniotto arriverait par les montagnes jusqu'au pied des murs. Pour que leur attaque fût plus complétement inattendue, ils firent en sorte d'intercepter pendant vingt jours tous les courriers qui se rendaient à Gênes; mais cet excès de précaution tourna contre eux. Octavien Fregose, qui gouvernait la Ligurie pour le roi, alarmé de ce silence universel, se tint sur ses gardes, avec plus de vigilance que jamais : Jérôme Adorno ne put entrer dans le port; il débarqua ses troupes à Chiavari et à Recco, pour joindre celle de

[1] *Galeatius Capella, De rebus gestis pro restitutione Francisci II Mediolan. ducis.* L. I, f. 4. *Editio Princeps*, 1533, in-8°. Galeazzo Capella était lui-même secrétaire de Jérôme Morone.

son frère, qui s'avançait par Piétra-Santa. En vain ils tentèrent d'exciter un soulèvement parmi leurs partisans; aucun Génois ne prit les armes pour eux, aucune place forte ne leur ouvrit ses portes, et ils furent obligés de passer en Lombardie avec environ trois mille fantassins espagnols, après avoir renvoyé leur flotte à Naples [1].

M. de Lautrec était à cette époque à la cour de France, et il avait laissé à sa place, pour gouverner la Lombardie, son frère, M. de Lescuns, qui, nous dit Fleuranges, « avoit laissé « le bonnet rond, et étoit évêque de Tarbes au commence- « ment; mais il se sentit trop gentil compaignon pour se « mettre d'église; aussi je vous assure qu'il étoit tel [2]. » Lescuns fut averti que Morone était parti subitement de Trente, pour se rendre par des routes détournées à Reggio, où commandait alors François Giucciardini l'historien. Il sut qu'un grand nombre d'émigrés milanais s'étaient rassemblés dans la même ville, et, supposant qu'ils avaient intention de surprendre Parme, il se rendit lui-même en diligence devant Reggio, pour faire expliquer le gouverneur sur les intentions du pape, et exiger de lui de disperser les émigrés auxquels il avait donné asile, contre la teneur des traités et les règles du bon voisinage. Cependant, pour appuyer ses instances par un peu de crainte, et peut-être, si l'occasion s'en présentait, pour surprendre Reggio, il prit avec lui quatre cents lances, et il donna ordre à Frédéric de Bozzolo de le suivre de près avec mille fantassins [3].

Guicciardini était sur ses gardes, et Reggio n'avait rien à craindre de la visite de M. de Lescuns. Celui-ci demanda une conférence au gouverneur; elle eut lieu le 24 juin dans le

[1] *Uberti Folietæ Genuens. Hist.* L. XII, p. 722. — *Petri Bizarri, Sen. Pop. que Genuens. Hist.* L. XIX, p. 450. — *Galeatius Capella.* L. I, p. 8. — *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XIV, p. 183. — [2] Mémoires de Fleuranges. T. XVI, p. 316. — [3] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XIV, p. 184. — *Galeatius Capella, De bello Mediolan.* L. I, f. 5.

ravelin de la porte qui mène à Parme. Pendant qu'ils discouraient, les émigrés milanais, qui étaient accourus sur les murs, croyant ou feignant de croire que quelques soldats français avaient voulu entrer de force, firent feu sur la suite de M. de Lescuns, et tuèrent Alexandre Trivulzio, un des chefs de la faction qui leur était contraire. Il y eut alors une mêlée, dans laquelle Lescuns lui-même aurait été tué, si Guicciardini ne l'avait pris sous sa protection, et ne l'avait fait entrer à Reggio. Les gendarmes français le crurent prisonnier, et se débandèrent : cependant comme personne ne les poursuivait, et qu'ils rencontrèrent dans leur fuite Frédéric de Bozzolo qui venait à leur aide, ils se remirent bientôt de leur terreur, et Guicciardini permit le lendemain à M. de Lescuns d'aller les joindre[1].

Les projets que Morone avait formés sur Parme, et que les émigrés rassemblés à Reggio devaient exécuter, étaient éventés : ceux de Manfred Palavicini sur Como eurent une issue plus funeste encore. Ce gentilhomme, auparavant partisan des Français, mais que Lautrec avait aliéné, s'était associé à un chef de brigands fameux dans ces montagnes : Jean, surnommé le fou de Brenzi, qui s'était engagé à conduire à Como quatre cents soldats allemands, et autant d'Italiens, tandis que leurs amis dans la ville devaient abattre un pan de mur pour les faire entrer. Mais Gratien des Guerres, qui commandait à Como, quoiqu'il n'eût que deux cents hommes sous ses ordres, suppléa par son courage, sa vigilance et son activité, à ce qu'il lui manquait de forces. Il surprit la troupe qui venait pour le surprendre, et la dissipa ; il fit prisonniers Manfred Palavicini et le fou de Brenzi, qu'il envoya à Milan. Le gouvernement, voulant frapper ses ennemis de terreur, les

[1] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XIV, p. 185. — *Galeatius Capella.* L. I, f. 5. — Mémoires de Martin du Bellay. L. I, p. 161. — *Fr. Belcarii.* L. XVI, p. 491. — *Pauli Jovii Hist. epitome.* L. XX, T. II, p. 6.

fit écarteler; et il condamna au même affreux supplice plusieurs gentilshommes milanais qui avaient eu connaissance de leurs projets [1].

Léon X n'avait point encore avoué son alliance avec l'empereur ou ses projets belliqueux; mais il feignit un grand ressentiment lorsqu'il apprit la violation à main armée du territoire de Reggio par M. de Lescuns. Il annonça au consistoire que les Français ne respectaient plus les possessions de l'église, et que, pour réprimer leur audace, il se voyait obligé de s'allier à l'empereur et de travailler à les chasser d'Italie. Il donna le commandement de ses troupes à Frédéric de Gonzague, marquis de Mantoue, qui, en l'acceptant, renvoya au roi de France le collier de l'ordre de Saint-Michel dont il était décoré. François Guicciardini devait lui servir de conseil, avec le titre de commissaire général. Le marquis de Pescaire commandait l'infanterie espagnole. Prosper Colonna fut mis à la tête de l'armée combinée du pape et de l'empereur. Elle était composée de six cents hommes d'armes de l'église ou des Florentins, autant de l'empereur, quatre mille fantassins espagnols, six mille Italiens, et six ou huit mille Allemands, Grisons et Suisses. Au commencement du mois d'août, elle vint prendre position sur la Lanza, à cinq milles de Parme [2].

Lorsque Lautrec, qui était à Paris, fut averti de la publication de la ligue du pape et de l'empereur, il n'hésita point à annoncer au roi que le Milanais était perdu si l'on ne se hâtait d'y faire passer quatre cent mille écus pour lever une infanterie suisse qui suffît à sa défense. Tandis que Louis XII avait ménagé le Milanais comme un ancien héritage auquel il était

[1] *Fr. Guicciardini*. T. II, L. XIV, p. 186. — *Galeatii Capellæ*. L. I, p. 7. — Mémoires de du Bellay. L. I. p. 165 — *Paolo Giovio, Vita di Leone X*. L. IV, f. 99. — *Jacopo Nardi*. L. VI, p. 287. — [2] *Fr. Guicciardini*. T. II, L. XIV, p. 187. — *Galeatius Capella*. L. I, f. 7. — *Pauli Jovii Vita Alfonsi Piscarii*. L. II, p. 300. — Mémoires de Martin du Bellay. L. II, p. 172. — *Paolo Paruta, Ist. Ven.* L. IV, p. 481. — *Jacopo Fardi, Ist. Fior.*, L. VI, p. 287. — *Fr. Belcarii Comment. rer. Gall.* L. XVI, p. 492.

affectionné, François Ier n'y avait vu qu'une riche province qui pouvait plus payer que toutes les autres. Les habitants étaient foulés en même temps par des contributions ruineuses, par des logements continuels de gens de guerre, par l'insolence et les caprices des commandants, par la cruauté des tribunaux qui punissaient de supplices atroces les mécontents et les hommes suspects. « On estimoit, dit messire Martin du « Bellay, le nombre de ceux que le sieur de Lautrec avoit « bannis de l'état de Milan, aussi grand que celui qui estoit « demeuré, et disoit-on que la plus grande part avoit été « bannie pour bien peu d'occasion, ou pour avoir leurs biens, « qui estoit cause de nous donner beaucoup d'ennemis, qui de- « puis ont été moyen de nous chasser de l'état de Milan afin « de rentrer en leurs biens. Auparavant que ledit maréchal « de Foix fut venu lieutenant du roi au duché de Milan, estant « comme dit est le seigneur de Lautrec venu en France, le « seigneur de Téligny, sénéchal de Rouergue, demeura en « son lieu au dit duché, lieutenant du roi, lequel avoit par « sa sagesse et gracieuseté gaigné les cœurs des Milanois, si « que le pays estoit en grande patience; mais le seigneur de « Lescuns arrivé, et le sénéchal de retour, les choses changè- « rent; aussi firent les hommes d'opinion [1]. »

François Ier parut sentir l'étendue du danger que lui représentait Lautrec dans un pays attaqué par une puissante armée, entouré de toutes parts d'ennemis, et qui soupirait après une révolution. Les dissipations de sa cour et le goût effréné du monarque pour les plaisirs avaient déjà jeté les finances dans un désordre extrême; en sorte que, malgré des promesses vagues, un général pouvait craindre de ne point recevoir à temps les subsides qui lui étaient promis; mais le sieur de Semblancey, surintendant des finances, s'engagea, sur l'ordre ex-

[1] Mémoire de messire Martin du Bellay. L. II, p. 150.

près du roi, à faire trouver à Lautrec quatre cent mille écus à Milan le jour même où il arriverait. Lautrec partit, et à son arrivée à Milan, il n'y trouva point d'argent; aussi pour faire un premier paiement aux Suisses, qui commençaient à venir se ranger sous ses drapeaux, il força tous les riches particuliers de Lombardie, par des mesures et des rigueurs intolérables, à lui remettre tout l'argent qu'il leur était possible de se procurer sur leur crédit [1].

L'expérience de Prosper Colonna était fort grande dans l'art de la guerre; mais sa tactique était lente et timide, et l'âge avait encore ajouté à sa défiance et à sa lenteur. Avant d'entrer en pays ennemi, il voulut attendre six mille fantassins allemands que Ferdinand, frère de l'empereur, avait rassemblés pour lui en Carinthie, et trois mille Suisses que le pape avait soldés. Les Vénitiens ne purent fermer le passage à ces troupes; et Colonna, après les avoir reçues dans son camp, et avoir perdu treize jours sur les bords de la Lenza, vint enfin ouvrir ses batteries contre Parme, du côté du faubourg de Codiponte, sur la gauche de la rivière [2].

Lautrec avait chargé son frère, M. de Lescuns, de la défense de Parme; il lui avait promis qu'il ne tarderait pas à venir à son secours; il avait de même annoncé aux Vénitiens que de puissants renforts passaient les montagnes pour venir le joindre; cependant ses troupes ne se rassemblaient que lentement, et l'argent qui lui avait été si solennellement promis n'arrivait point. Il avait avec lui cinq cents lances, sept mille Suisses et quatre mille fantassins français, conduits par M. de Saint-Valier. L'armée vénitienne, sous les ordres de Théodore Trivulzio et du provéditeur André Gritti, était, à sa demande,

[1] *Galeatius Capella.* L. I, f. 7. — *Jacopo Nardi.* L. VI, p. 288. — *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XIV, p. 183. — *Fr. Belcarii.* L. XVI, p. 496. — [2] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XIV, p. 189. — *Paolo Paruta.* L. IV, p. 282. — *Galeatius Capella.* L. I, f. 8. — Mémoires de du Bellay. L. II, p. 175. — *Fr. Belcarii.* L. XVI, p. 493. — *Pauli Jovii Vita Piscarii.* L. II, p. 300.

venue se réunir à lui dans le Crémonais; elle était forte de quatre cents lances et quatre mille fantassins; mais jusqu'à ce qu'il eût été joint par six mille Suisses qu'il attendait encore, il ne voulait point se mettre en un lieu où il pût être forcé au combat [1].

La ville de Parme est divisée par la rivière du même nom, qui laisse à sa gauche, et du côté de Plaisance, un quartier nommé Codiponte, de moitié moins considérable que celui qui est sur la droite. L'un et l'autre quartier étaient fortifiés du côté du lit de la rivière, qui, réduite souvent à un filet d'eau, au milieu d'une large plaine couverte de graviers, aurait ouvert sans cela une entrée aux ennemis jusqu'au centre de la ville. Prosper Colonna avait attaqué, le 29 août seulement, le quartier ou faubourg de Codiponte, et en deux jours ses batteries firent aux murailles une brèche assez large pour que M. de Lescuns jugeât impossible de les défendre davantage. Dans la nuit du 1er au 2 septembre, il retira toutes ses troupes sur la rive droite. Les habitants du faubourg abandonné se hâtèrent d'ouvrir leurs portes à l'armée de Prosper Colonna, en exprimant leur joie de pouvoir retourner sous l'autorité pontificale; mais cette joie fut de courte durée; les soldats, sans tenir aucun compte de leurs bonnes dispositions, les pillèrent avec la plus grande cruauté [2].

La nuit même qui suivit ce premier succès, Prosper Colonna fut averti que le duc de Ferrare, pour se montrer fidèle à l'alliance de la France, venait d'attaquer Finole et San-Félice avec cent hommes d'armes, deux cents chevau-légers et deux mille fantassins, et que Lautrec s'était avancé jusque sur le

[1] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XIV, p. 192. — *Galeatius Capella De bello Mediolan.* L. I, p. 9. — *Paolo Paruta, Ist. Ven.* L. IV, p. 283. — *Pauli Jovii, Vita Alfonsi Piscarii.* L. II, p. 301. — *Ejusdem Vita di Leone X.* L. IV, f. 97. — [2] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XIV, p. 194. — *Galeatius Capella.* L. I, f. 9. — *Pauli Jovii, Vita Alfonsi Davali Piscarii.* L. II, p. 301. — *Paolo Paruta.* L. IV, p. 284. — Mémoires de Martin du Bellay. L. II, p. 177.

Taro. Il jugea dangereux de poursuivre le siége de Parme avec deux armées ennemies dans son voisinage; et quoique le marquis de Mantoue, pour ne pas signaler ses premières armes par un acte de faiblesse, représentât combien Lautrec ou le duc de Ferrare était peu en mesure de les attaquer, combien il était honteux d'abandonner devant eux une ville plus qu'à moitié prise; quoique Guicciardini et François Morani l'exhortassent de même à achever ce qu'il avait si bien commencé, Prosper Colonna fut inflexible; le marquis de Pescaire se rangea à son avis, déclarant qu'il voulait réserver ses soldats pour une victoire assurée, et l'armée se retira sur la rivière Lenza pour y attendre de nouveaux ordres de Rome et de nouveaux renforts [1].

Cet échec pouvait avoir les conséquences les plus funestes pour la ligue. Les généraux du pape étaient disposés à croire que ceux de l'empereur n'avaient abandonné une conquête presque achevée, à l'approche de forces inférieures aux leurs, que parce qu'ils enviaient au pontife l'acquisition de Parme. De son côté, Colonna soupçonnait Léon X de vouloir se retirer de la guerre, et cesser de contribuer au maintien de l'armée, dès qu'il aurait recouvré Parme et Plaisance qui lui avaient été assignées en partage. L'armée de la ligue demeura un mois stationnaire, et divisée par une secrète défiance. Mais Léon X, s'attachant plus que jamais à l'espoir de faire des conquêtes, avait chargé le cardinal de Sion de faire pour lui en Suisse de nouvelles levées : elles arrivèrent successivement dans le Modénais, et Prosper Colonna, encouragé à reprendre ses opérations avec une nouvelle activité, passa le Pô le 1er octobre, pour porter la guerre dans le Crémonais. Lautrec, qui

[1] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XIV, p. 197. — *Pauli Jovii Vita Alfonsi Piscarii.* L. II, p. 302. — *Vita di Leone X.* L. IV, f. 98. — *Galeatius Capella.* L. I, f. 9. — Mémoires de Martin du Bellay. L. II, p. 178. — *Anonimo Padovano, presso Muratori Annali.* T. X, p. 148. — Mémoires de Fleuranges, chapitre dernier, p. 316-319. — *Jacopo Nardi.* L. VI, p. 288. — *Scipione Ammirato.* L. XXIX, p. 338.

de son côté avait reçu des renforts considérables, laissa échapper une belle occasion de le battre au passage de la rivière [1].

L'armée de Lautrec, grossie par près de vingt mille Suisses, était supérieure en force à celle qui venait l'attaquer; et quoique sa cour le laissât toujours sans argent, s'il avait amené promptement la guerre à une décision, comme tous ses capitaines le lui conseillaient, il aurait tiré bon service des Suisses dans une bataille : mais il attachait malheureusement sa vanité à ne jamais prendre l'avis qui lui était suggéré. Pour paraître en savoir plus que tous les autres, il croyait nécessaire de s'écarter toujours de l'opinion commune. Cette obstination lui fit manquer une occasion unique de détruire l'armée de Prosper Colonna, qui avait imprudemment pris son quartier à Rébecco, sur les bords de l'Oglio et sous le canon de la forteresse vénitienne de Pontévico, placée de l'autre côté. Pescaire, reconnaissant le danger de sa situation et profitant de la lenteur du général français, retira pendant la nuit ses troupes de Rébecco, sans leur laisser deviner le péril où elles s'étaient trouvées. Lautrec avait voulu différer jusqu'au lendemain l'attaque que le duc d'Urbin et André Gritti lui avaient suggérée; mais le lendemain son ennemi s'était mis en lieu de sûreté [2].

L'autrec avait dans son armée, comme on l'a dit, près de vingt mille Suisses, et le cardinal de Sion en avait amené presque autant à l'armée du pape. La diète helvétique voyait avec effroi ses concitoyens sur le point de verser le sang les uns des autres pour une querelle étrangère : elle leur envoya l'ordre de rentrer dans leurs foyers; surtout elle menaça de châtiments ceux qui, au mépris des alliances récemment conclues

[1] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XIV, p. 201. — *Georg. von Frundsberg.* B. II, f. 32. —
[2] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XIV, p. 202. — *Galeatius Capella.* L. I, f. 10. — *Pauli Jovii Vita Ferdinandi Davali.* L. II, p. 303. — Mémoires de Martin du Bellay. L. II, p. 179. — *Jacopo Nardi, Ist. Fior.* L. VI, p. 289.

avec la France, s'étaient engagés à servir contre cette puissance; mais l'autorité des magistrats avait beaucoup moins d'influence sur eux que les intrigues de Mathias Schiner, cardinal de Sion, et l'adresse du cardinal Jules de Médicis, que Léon X avait envoyé à l'armée comme légat. D'ailleurs l'animosité nationale, si vivement excitée pendant les guerres de Louis XII, n'avait point été complétement éteinte par la dernière paix. De plus, les Suisses de l'armée française étaient blessés de la hauteur et de la défiance de Lautrec; ils étaient refroidis par sa lenteur; ils ne prenaient aucune confiance dans ses talents, et ils se plaignaient surtout de ne point recevoir leur solde, malgré des promesses qu'on n'exécutait jamais. Les quatre cent mille écus si solennellement annoncés au général pour la défense du Milanais, n'avaient point été envoyés de France, et une souveraineté était sacrifiée à une intrigue de cour par la mère même du roi, qui avait détourné cet argent [1].

Bientôt la désertion diminua rapidement le nombre des Suisses qui formaient tout le nerf de l'armée de Lautrec. Ne se sentant plus en mesure de tenir la campagne entre l'Oglio et le Pô, il se retira sur l'Adda, avec l'intention d'en défendre le passage, et de couvrir ainsi Milan. Il garnit de redoutes tous les bords de la rivière, et s'établit lui-même à Cassano, pour surveiller toute sa ligne. Prosper Colonna, arrivé vis-à-vis de lui à Rivolta, parut vouloir jeter dans ce lieu même un pont sur l'Adda, et fixa ainsi son attention. Lautrec avait fait enlever ou détruire tous les bateaux de la rivière; mais Francesco Moroni, un des émigrés milanais, en découvrit trois dans le Brembo qui se jette dans l'Adda : il les y fit amener, et il commença à faire passer le fleuve par quelques compagnies italiennes, à Vavrio, sept milles au-dessus du quartier-général

[1] *Galeatius Capella. De bello Mediolan.* L. I, f. 11. — *Fr. Guicciardini*, T. II, L. XIV, p. 205. — Mémoires de Martin du Bellay. L. I, p. 181.

de Lautrec. Ce passage ne pouvait s'effectuer qu'avec une lenteur extrême, au moyen de trois petits bateaux, et les fantassins italiens, bientôt soutenus par les Espagnols de Pescaire, avaient peine à maintenir le poste où ils avaient débarqué sur la droite de l'Adda, d'abord contre Ugo de Pépoli, ensuite contre Lescuns, que son frère Lautrec chargea de les repousser dans la rivière. Il s'écoula quatorze heures avant qu'il leur fût arrivé assez de monde pour qu'ils n'eussent plus rien à craindre. Lautrec laissa une troisième fois échapper, par sa lenteur, le succès qui lui était offert, et il se retira à Milan avec son armée découragée [1].

Les intrigues des cardinaux de Sion et de Médicis avaient si bien réussi auprès des Suisses de l'armée de Lautrec, qu'il ne lui en restait pas plus de quatre mille. Cependant il résolut encore de défendre l'enceinte des faubourgs de Milan, tandis que Prosper Colonna, au lieu de marcher directement sur cette ville, s'arrêtait à Marignan, indécis s'il n'irait point prendre ses quartiers d'hiver à Pavie. Des pluies continuelles avaient abîmé tous les chemins, et retardaient l'artillerie ; enfin, trois jours après le passage de l'Adda, le 19 novembre, comme la nuit approchait déjà, l'avant-garde de l'armée de la ligue se présenta devant les murs du faubourg de Milan, entre la porte Romaine et la porte Ticinèse ; les Vénitiens chargés de les garder les abandonnèrent lâchement, sans essayer de défendre leur poste. Le marquis de Pescaire franchit le premier, avec quatre-vingts fusiliers espagnols seulement, le rempart de terre qu'on avait tout récemment élevé ; bientôt il fut suivi par toute son infanterie, et poursuivant l'avantage qu'il venait d'obtenir, il entra dans la ville, dont la porte

[1] *Pauli Jovii Vita Ferdinandi Davali Piscarii.* Lib. II, p. 306. — *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XIV, p. 207. — *Galeatius Capella.* Lib. I, f. 11. — Mémoires de Martin du Bellay. L. II, p. 182. — *Scipione Ammirato.* L. XXIX, p. 340. — *Georgens von Frundsberg, Kriegssthaten.* Buch. II, f. 32.

lui fut livrée par la faction gibeline, avec autant de facilité qu'il était entré dans le faubourg [1].

Lautrec ne savait point que l'armée de la ligue eût quitté Marignan ; il croyait que les pluies, qui n'avaient cessé de tomber, rendaient impossible de faire approcher l'artillerie, et il se promenait désarmé dans la ville, avec une pleine sécurité, au moment même où l'ennemi y était déjà entré, tandis que son frère Lescuns dormait encore, accablé des fatigues de la veille. Leur négligence les perdit ; ils crurent sans remède un événement auquel ils ne s'étaient point préparés : au lieu de disputer le terrain, comme ils pouvaient encore le faire, contre une armée étonnée de sa victoire, partagée entre la ville, les faubourgs et la campagne, harrassée d'avoir été tout le jour exposée à une pluie froide, et inquiète d'avoir à se loger dans des rues qu'elle ne connaissait point, au milieu d'ennemis et dans une obscurité profonde, il se retira cette nuit même à Como, d'où il passa ensuite à Lonato, dans l'état de Brescia, prenant pour l'hiver ses quartiers dans le territoire vénitien, où il se croyait à l'abri d'une nouvelle attaque [2].

Le sort du duché de Milan paraissait de nouveau décidé par une révolution plutôt que par une conquête. Lodi et Pavie, et bientôt après Plaisance et Crémone, ouvrirent avec empressement leurs portes aux vainqueurs. Crémone fut, à la vérité, reprise par Lautrec ; mais en même temps les Français avaient évacué Parme par ses ordres ; et Alexandre Vitelli, l'un des capitaines du pape, y était entré. Le marquis

[1] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XIV, p. 209. — *Pauli Jovii Vita Ferdinandi Davali.* L. II, p. 308. — Mémoires de Martin du Bellay. L. II, p. 184. — *Galeatius Capella.* L. I, f. 12. — *Georgens von Frundsberg.* Buch. II, f. 32. — [2] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XIV, p. 210. — *Pauli Jovii Vita Ferdin. Piscarii.* L. II, p. 309. — *Galeatius Capella.* L. I, f. 13. — Mémoires de Martin du Bellay. L. II, p. 185. — *Paolo Paruta, Ist. Ven.* L. IV, p. 286. — *Fr. Belcarii.* L. XVI, p. 498. — *Paolo Giovio, Vita di Leone X.* L. IV, f. 100. — *Jac. Nardi.* L. VI, p. 289. — *Giov. Cambi,* T. XXII, p. 287.

de Pescaire avait pris Como par capitulation ; il s'était engagé, envers le sieur de Vandenesse, qui y commandait, à faire respecter les propriétés des soldats et celle des habitants : mais son infanterie espagnole força la garde qu'il avait mise sur la brèche, et pilla la ville avec cette férocité qui était devenue son caractère national, arrachant par d'affreux tourments, aux riches citoyens, la révélation de leurs richesses, et en laissant périr un grand nombre à la torture. Pescaire, qui voulait à tout prix gagner l'affection des Espagnols, ferma les yeux sur cette atrocité, et éluda le cartel de M. de Vandenesse, qui le défiait pour avoir faussé sa foi[1].

Mais, au milieu de ces combats, un événement inattendu rendit douteuse l'issue d'une guerre commencée avec de si brillants succès. Le 24 novembre, Léon X, qui était alors à son jardin de Maliana, reçut la nouvelle de la prise de Milan. Le canon de fête qu'on tirait pour cette victoire, au château Saint-Ange, retentit pendant toute la journée. Léon paraissait au comble de la joie : il se proposait d'assembler un consistoire pour communiquer aux cardinaux cette bonne nouvelle, et ordonner des actions de grâces dans tous les temples; mais, entré dans sa chambre, il commença, quelques heures après, à se sentir incommodé[2]. Il se fit transporter à Rome, sans croire cependant courir aucun danger ; sa maladie ne s'annonçait que comme une fièvre catarrhale : tout à coup elle redoubla de violence, et il en mourut, contre l'attente universelle, le 1er décembre, après avoir régné huit ans huit mois et dix-neuf jours, et être parvenu à sa quarante-septième année. Son trésor était épuisé, et il aurait eu bientôt à lutter avec les plus grandes difficultés pour continuer la guerre · mais il ne connut que le succès de ses armes, et non

[1] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XIV, p. 211. — *Pauli Jovii Vita Ferdinandi Davali Piscarii.* L. II, p. 313. — Mémoires de Martin du Bellay. L. II, p. 187. — [2] *Parisii de Grassis Diarium curiæ Rom.* T. IV, p. 384 ; *apud Raynald. Annal. eccles.* 1521, § 109, p. 342.

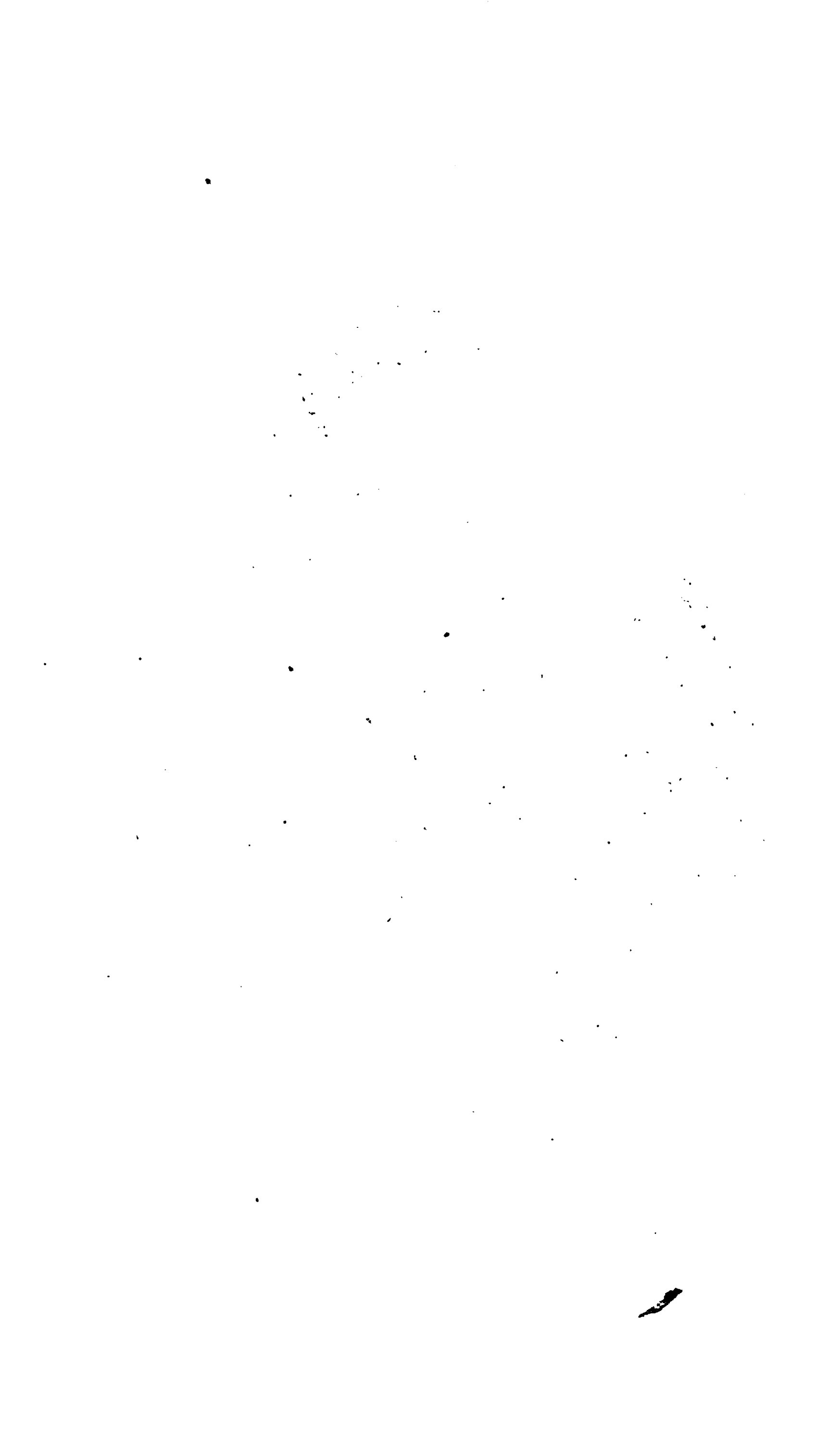
Publié par Furne Paris

[1] *Fr. Guicciardini*. T. II, L. XIV, p. 211. — *Pauli Jovii Vita Ferdinandi Davali Piscarii*. L. II, p. 313. — Mémoires de Martin du Bellay. L. II, p. 187. — [2] *Parisii de Grassis Diarium curiæ Rom*, T. IV, p. 384; *apud Raynald. Annal. eccles.* 1521, § 109, p. 342.



LÉON X.

Publié par Furne Paris



l'embarras qui devait le suivre. Pendant sa maladie, il reçut la nouvelle de la prise de Plaisance, et, le jour même où il mourut, celle de la prise de Parme lui parvint encore. C'était l'événement qu'il avait le plus ardemment désiré ; et il avait affirmé au cardinal de Médicis qu'il l'achèterait volontiers au prix de sa vie même [1].

Cette mort si inattendue d'un pape qui avait tant d'ennemis, ne fut pas exempte du soupçon de poison. Son échanson Bernardo Malaspina lui avait offert, à souper, le jour qui précéda sa maladie, une coupe de vin ; et le pape, après l'avoir bu, s'était retourné d'un air irrité, et lui avait demandé où il avait donc pris un vin si mauvais et si amer. Le pape étant mort dans la nuit du 1er décembre, le même échanson voulut, le lendemain, sortir de Rome au point du jour, avec des chiens, comme s'il allait à la chasse : les gardes de la porte Saint-Pierre, étonnés qu'un domestique du pape voulût aller à la recherche de ses plaisirs le matin même de la mort de son maître, l'arrêtèrent sur ce seul indice ; mais, nous disent Giovio, Nardi et Paris de Grassis, le cardinal Jules de Médicis, à son retour à Rome, le fit relâcher, et ne voulut permettre aucune recherche sur une accusation d'empoisonnement, « de peur que le nom de quelque grand prince ne s'y « trouvât mêlé, et qu'on ne le rendît ainsi l'ennemi implaca- « ble de sa famille [2]. »

[1] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XIV, p. 212. — *Paolo Giovio, Vita di Leone X.* L. IV, p. 100. — *Jacopo Nardi.* L. VI, p. 290. — *Onofrio Panvino, Vite de' Pontifici, in Leone X.* f. 262. — *Scipione Ammirato.* L. XXIX, p. 341. — *Fr. Belcarii.* L. XVI, p. 499. — Mémoires de Martin du Bellay. L. II, p. 192. — *Giovio Cambi.* T. XXII, p. 189. — *Petri Bizarri.* L. XIX, p. 451. — *Paolo Paruta.* L. IV, p. 289. — *Galeatius Capella.* L. I, f. 14. — [2] *Paolo Giovio, Vita di Leone X.* L. IV, f. 101. — *Jacopo Nardi, Ist. Fior.* L. VI, p. 291. — *Parisii de Grassis, apud Rayn. Ann. eccles.* 1521, § 110, p. 343. — *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XIV, p. 212. — *Galeatius Capella.* L. I, f. 14.

CHAPITRE VIII.

Élection et pontificat d'Adrien VI. — Défaite des Français à la Bicoque ; convention de Crémone, d'après laquelle ils évacuent l'Italie. — Les Vénitiens se détachent de la France. Entrée de Bonnivet en Lombardie. — Mort d'Adrien VI.

1521-1523.

La guerre que l'ambition inconsidérée de Léon X avait rallumée en Europe, devait décider, par son résultat, si les Italiens demeureraient une nation indépendante, ou s'ils subiraient le joug de ces étrangers qu'ils nommaient barbares. Ce n'était plus de la distribution de quelques provinces entre des potentats qu'on pouvait regarder comme tous compatriotes, qu'il s'agissait pour la nation, mais de son existence même. Ce n'était plus aussi entre les Italiens que devaient se décider les plus grands intérêts de leur patrie : toutes les puissances de l'Europe étaient appelées à régler sa destinée ; et c'était tous les jours plus loin de l'Italie qu'il fallait aller chercher la cause des événements qui changeaient le sort de ce pays.

Lorsque des puissances aussi formidables que les monarchies de France, d'Espagne, d'Allemagne et d'Angleterre

étaient entrées dans la lice, les petites souverainetés d'Italie avaient senti leur faiblesse comparative, et cette faiblesse avait encore été extrêmement augmentée par les guerres désastreuses où elles étaient déjà engagées depuis plus de vingt-cinq ans. Ces guerres avaient consumé les richesses et détruit les moyens de reproduction de la contrée, auparavant la plus opulente, alors la plus malheureuse de l'Europe : aussi Venise, Florence, Sienne et Lucques, qui portaient encore le titre de républiques ; les ducs de Milan, de Savoie, de Ferrare, et les marquis de Mantoue et de Montferrat, qui se disaient encore souverains, attendaient-ils, en tremblant, que leur sort fût décidé par la politique, les traités ou les armes des ultramontains.

Le siége pontifical s'était seul élevé durant la décadence des autres états italiens. Les conquêtes d'Alexandre VI, de Jules II et de Léon X avaient soumis aux pontifes des provinces qui étaient auparavant indépendantes, quoiqu'elles reconnussent nominalement la suzeraineté du saint-siége. Lorsqu'ensuite Parme, Plaisance, Modène et Reggio s'étaient trouvés joints au domaine de l'église, lorsqu'en même temps le chef de cette église avait dominé en maître absolu sur la république florentine ; l'étendue, la population et la richesse de ses états avaient passé de beaucoup celles des plus puissants parmi les princes que l'Italie avait vus s'élever dès le commencement du moyen âge. Les rois de Naples, les ducs de Milan, ou la république de Venise, n'avaient jamais disposé de tant de forces, surtout lorsqu'on fait entrer en ligne de compte les immenses revenus que la chambre apostolique savait lever sur la superstition des peuples étrangers à l'État de l'Église.

Si Léon X n'avait pas joint toute la prodigalité d'un parvenu, toute l'inconséquence d'un homme de plaisir, à la profonde dissimulation qui le faisait passer pour un grand poli-

tique, il aurait aisément pu tenir la balance entre les deux potentats qui se disputaient l'Europe; il aurait fait respecter la neutralité non seulement de ses propres états, mais de ceux encore qui se seraient volontairement rangés sous sa protection, et tous les peuples de l'Italie se seraient disputé cet avantage. Les événements divers d'une longue lutte qui devait durer autant que la vie de Charles-Quint, lui auraient fourni beaucoup de chances pour relever l'indépendance nationale : il n'aurait eu besoin, pour être vraiment grand, que de vouloir sincèrement le bien de ses compatriotes, et de leur inspirer de la confiance par sa bonne foi. Mais Léon X, par une ambition de jeune homme, qui n'était liée à aucun plan bien raisonné, qui n'était soutenue par aucune idée empreinte d'une vraie grandeur, acheva la ruine de la liberté italienne, tandis que le scandaleux trafic des indulgences, auquel il eut recours pour faire face à des dépenses excessives, ébranla le siége de Rome, et détacha la moitié de la chrétienté de l'obéissance qu'elle avait vouée à ses prédécesseurs.

Pendant son règne, et dès l'an 1517, la réformation avait commencé en Allemagne par les prédications de Luther. Mais quoique ce courageux novateur eût déjà passé, d'une attaque contre les indulgences, au doute sur l'autorité du pape, au renversement de toute la discipline de l'église, et enfin aux controverses sur le dogme lui-même, il n'avait encore apporté aucun changement dans la forme extérieure du culte; ses sectateurs ne formaient point une nouvelle église, et l'on ne pouvait encore juger de tout le danger qui menaçait de ce côté la cour de Rome. L'Allemagne, il est vrai, était tout entière en fermentation. La religion, chez les peuples septentrionaux, se liait aux sentiments du cœur; elle s'unissait intimement à l'homme tout entier; elle était examinée par sa raison, échauffée par son amour, admise pour règle de ses actions. La nation italienne était tout autrement disposée à

l'égard des idées religieuses : après avoir admis l'ensemble des dogmes de l'église, elle les regardait comme ne demandant plus ni examen ni étude, elle signalait son respect pour la foi en évitant d'y penser jamais. Les plus dissolus, comme les plus réguliers dans leurs mœurs, les plus philosophes, comme les plus superstitieux dans leurs croyances, n'élevaient pas un doute sur l'ensemble de la doctrine de l'église ; mais aussi à peine excitait-elle en eux un sentiment, ou influait-elle sur une action de leur vie. La religion, rendue étrangère à la raison, à la sensibilité, à la morale, à la conduite, n'était plus qu'une habitude de l'esprit, qui imposait de certaines pratiques et proscrivait de certaines pensées.

En effet, la réformation excita en Italie quelque étonnement, quelque inquiétude, mais aucune curiosité. On était accoutumé à résister au pape, à lui faire la guerre, à mépriser ses excommunications ; on savait depuis longtemps que les mœurs de sa cour étaient corrompues, que sa politique était perfide, que les passions les plus odieuses pouvaient se cacher sous le manteau de la religion. Le reste du clergé ne jouissait point de la puissance, des richesses ou des immunités qu'il avait obtenues en Allemagne : cependant on lui avait vu plus d'une fois commettre des actions infâmes ; et de même qu'elles ne causaient plus de scandale, l'accusation dirigée contre lui n'excitait plus la surprise de la nouveauté. Ceux qui voulaient réformer la discipline passaient pour des enthousiastes, qui se raidissaient contre le train nécessaire du monde ; ceux qui attaquaient la doctrine passaient pour des insensés, qui bouleversaient les bases mêmes de toutes les opinions : car celles de ces bases que le préjugé a établies, et qu'il soustrait à tout examen, ne paraissent pas moins évidentes aux hommes que celles que la raison a fondées. Tandis que des vérités nouvelles fermentaient dans toute l'Europe, aucun Italien n'ad-

mit un doute sur ce qu'on lui avait enseigné à croire; et il se passa longtemps encore avant qu'aucune opinion luthérienne pénétrât au-delà des Alpes.

1521.— Léon X mourut avant même de s'être fait une idée du danger qui menaçait l'église romaine par le soulèvement des esprits en Allemagne : mais sa mort le déroba aussi à des difficultés dont il aurait senti beaucoup plus tôt tout le fardeau; c'étaient celles mêmes qu'il avait attirées sur lui par ses prodigalités irréfléchies. Non seulement il avait dissipé le trésor considérable amassé par Jules II, il avait encore engagé tous les joyaux et tous les effets précieux de Saint-Pierre; il avait contracté une dette considérable, et il avait vendu un si grand nombre de charges nouvelles, que leurs traitements seuls avaient augmenté de quarante mille ducats les dépenses annuelles de l'église [1].

L'embarras de Léon X aurait été grand pour continuer sans argent la guerre qu'il avait commencée en Lombardie; mais les lieutenants qu'il laissait après lui se trouvaient dans une situation bien plus critique encore. Le cardinal de Sion et celui de Médicis, qui jusqu'alors avaient soutenu le poids des affaires, se hâtèrent de quitter l'armée pour se rendre à Rome, et assister au conclave. Charles-Quint avait assez à faire à combattre les Français dans les Pays-Bas : la Castille était révoltée; les royaumes de Valence et de Majorque étaient désolés par la guerre que les communes faisaient aux nobles, et toutes les forces de l'Espagne consumées par ces discordes intestines. La petite armée de l'empereur en Lombardie n'était point payée : jusqu'alors la guerre s'était faite avec les seuls trésors de l'église; et ceux-ci venant tout à coup à manquer, Prosper Colonna et le marquis de Pescaire furent obligés de licencier tous les Allemands et les Suisses

[1] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XIV, p. 219.

qu'ils avaient à leur solde, à la réserve de quinze cents hommes. En même temps, les auxiliaires florentins, qui n'avaient aucun intérêt direct à la guerre, et qui ne savaient pas même s'ils demeureraient alliés du futur pontife, retournèrent en Toscane [1].

Si M. de Lautrec n'avait pas été de son côté abandonné par la scandaleuse négligence de François Ier, qui ne songeait qu'à ses plaisirs et à ses galanteries, et qui ne lui envoyait aucun argent pour payer ses troupes, il aurait pu aisément recouvrer Milan et toutes les places qu'il avait perdues. Il tenait encore garnison dans les châteaux de Milan, de Novare, de Trezzo et de Pizzighettone; il commandait à Crémone, Gênes, Alexandrie, Arona, et surtout le lac Majeur; mais sans argent il ne pouvait rassembler d'infanterie. Sa gendarmerie découragée le secondait mal; et lorsqu'il voulut surprendre la ville de Parme, où commandait Guicciardini l'historien, il fut repoussé par les seules compagnies de milice [2].

Pendant ce temps, des soulèvements ou des révolutions éclataient de toutes parts dans les états de l'église. Les petits princes que Léon X avait dépouillés de leur souveraineté invoquaient l'aide de leurs partisans pour recouvrer le rang de leurs pères. Le duc d'Urbin s'était associé aux deux frères Baglioni : ils avaient rassemblé à Ferrare, à frais communs, deux cents hommes d'armes, trois cents chevau-légers, et trois mille fantassins. Avec cette petite armée, il traversèrent la Romagne sans rencontrer de résistance. Le duc d'Urbin fut reçu avec enthousiasme par ses anciens sujets, et recouvra sans coup férir le duché d'Urbin, tandis que le comté de Montéfeltro, que Léon X avait cédé aux Florentins, fut

[1] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XIV, p. 213.—*Galeatius Capella, De bello Mediolan.* L. I, f. 15. — [2] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XIV, p. 215. — *Paolo Paruta, Ist. Ven.* L. IV. p. 291. — *Galeatius Capella.* L. I, f. 15 v.

défendu par leurs garnisons. Horace et Malatesta, fils de Jean-Paul Baglioni, se présentèrent à leur tour devant Pérouse. Vitello Vitelli y commandait, et fit une courte résistance. Cependant il désirait secrètement que les feudataires de l'église recouvrassent leur indépendance ; et ayant reçu au pied une légère blessure, il saisit avec empressement ce prétexte pour se faire porter à Città di Castello, sa patrie. Aussitôt après son départ, Pérouse capitula, et ouvrit ses portes aux Baglioni, le 5 janvier 1522. En même temps, Sigismond de Varano chassa de Camérino Jean-Marie de la même famille, auquel Léon X avait donné le titre de duc de ce petit état, et il s'établit à sa place [1].

Les émigrés de Todi furent ramenés à main armée dans cette ville par Camillo Orsini. Le duc d'Urbin, après avoir consacré quelques jours au soin d'affermir son autorité dans ses états, voulut aussi rétablir dans Sienne le fils de Pandolfe Pétrucci ; mais il fut repoussé surtout par l'activité des Florentins, dévoués au cardinal de Médicis [2]. Ceux-ci n'auraient peut-être pas évité une révolution dans leur propre patrie, si, au moment de la mort de Léon X, ils n'avaient donné les arrêts dans le palais public à tous les citoyens plus connus pour leur attachement à la liberté [3]. Sigismond Malatesti, fils de Pandolfe, fut introduit par les anciens partisans de sa famille à Rimini, et il recouvra, pour peu de temps, une souveraineté dont son père avait été privé vingt ans auparavant par César Borgia [4].

Celui enfin qui avait le plus souffert de l'inimitié de Léon X, celui qui avait eu le plus à redouter ses dernières prospérités, Alfonse, duc de Ferrare, s'empressa de recouvrer ce qu'il avait

[1] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XIV, p. 220. — *Scipione Ammirato.* L. XXIX, p. 342. — Mémoires de Martin du Bellay. L. II, p. 193. — *Orlando Malavolti, Stor. di Siena.* P. III, L. VII, f. 121. — *Fr. Belcarii Comment.* L. XVI, p. 510. — [2] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XIV, p. 222. — [3] *Giovio Cambi.* T. XXII, p. 190. — *Scipione Ammirato.* L. XXIX, p. 344. — [4] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XIV, p. 236.

perdu. Il était coupable aux yeux du pape pour avoir, peu de mois auparavant, empêché la conquête de Parme par une diversion hardie. Aussi, dès les premiers succès de l'armée de Prosper Colonna, une autre armée pontificale était-elle venue attaquer Finale et San-Félice : elle avait ensuite pris Bondéno, et l'avait livré au pillage; tandis que, du côté de la Romagne, les agents de l'église s'emparaient de Lugo, de Bagnacavallo, de Cento et de la Piéve, que les Florentins conquéraient la Garfagnane, et que Guicciardini entrait dans le Frignano avec les troupes de Modène. Alfonse, menacé d'un siége dans sa capitale même, se préparait à vendre chèrement sa vie, quand il reçut la nouvelle de la mort de Léon X. Dans sa joie, il fit battre des monnaies d'argent, où l'on voyait un berger arrachant un agneau des griffes d'un lion, avec cet exergue tiré du livre des Rois : *De manu leonis*. En peu de jours, il recouvra Bondéno, Finale, San-Félice, le Frignano, la Garfagnane, Lugo, Bagnacavallo; et il échoua seulement devant Cento, que les Bolonais défendirent vigoureusement contre lui[1].

Cependant les cardinaux, que les promotions faites par Léon X avaient rendus fort nombreux, étaient entrés au conclave le 26 décembre. On les avait partagés entre le parti impérial et le parti français. Le dernier voulait porter au saint-siége le cardinal de Volterra, frère de Piétro Sodérini, qui avait été gonfalonier perpétuel; c'était le candidat que redoutait le plus Jules de Médicis, qui, demeuré à la tête des créatures de son cousin, pouvait disposer de seize suffrages. Il en comptait ainsi plus du tiers, et moins de la moitié, car le conclave contenait cette fois quarante cardinaux, et Jules, sans être assez fort pour se faire élire, l'était assez pour donner l'exclusion à qui il voulait[2].

[1] *Fr. Guicciardini*. T. II, L. XIV, p. 213. — *Muratori Annali d'Italia*. Edit. in-4o, T. X, anno 1521, p. 152; et 1522, p. 155. — *P. Giovio*, *Vita di Alfonso*. p. 116. — [2] *Jacopo Nardi*, *Ist. Fior.* L. VII, p. 295. — *Paolo Giovio*, *Vita di Adriano VI*. f. 116, v. — *Onofrio*

Le cardinal de Médicis avait compté être secondé par tout le parti impérial. Il avait été le principal et le plus habile ministre de son cousin Léon X ; c'était lui qui l'avait déterminé à s'allier à l'empereur ; les succès de la guerre de Lombardie étaient attribués en grande partie à son habileté, et lui seul pouvait ajouter à la puissance de l'église celle de la république florentine, dont il était le chef. Mais Jules avait un rival dans le sacré collége et dans le parti impérial, comme lui militaire avant d'être prélat, jeune comme lui, et d'une ambition non moins ardente ; ce rival était Pompée Colonna, qui, plutôt que de seconder les prétentions de Médicis, parut prêt à se réunir au parti français. Déjà il représentait à ses collègues la honte de porter au saint-siége un bâtard ; car Julien, frère du Magnifique, n'avait jamais été marié à Antonia del Cittadino, de qui Jules était né le 26 mai 1478. Colonna rappelait les cruautés exercées par Léon X depuis la découverte de la conspiration prétendue de Petrucci ; et il insistait sur le danger de perpétuer la dignité pontificale dans une même famille [1].

Tandis que les cardinaux opposaient l'intrigue à l'intrigue, chaque matin, suivant l'usage des conclaves, ils allaient aux suffrages sur quelque sujet nouveau qui leur était proposé. L'un d'eux nomma, le 9 janvier, le cardinal Adrien Florent, évêque de Tortose, Flamand, qui avait été le précepteur de Charles-Quint, et que l'empereur avait préposé dernièrement au gouvernement de la Castille. Adrien, né à Utrecht, le 7 mai 1458, d'un père, ou tapissier, ou fabricant de bière, n'était jamais venu en Italie, et ne savait pas l'italien ; il ne connaissait aucun des cardinaux ; il avait développé peu de talent dans l'administration dont son élève l'avait chargé, et

Panvino, Vite de' Pontifici. f. 265. — [1] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XIV, p. 221. — *Jacopo Nardi, Ist. Fior.* L. VII, p. 295. — *Giovio Cambi.* T. XXII, p. 191. — *Panvino, in Clemente VII.* f. 267. — *Paulo Giovio, Vita d'Adriano VI.* f. 116.

il semblait avoir si peu de chance pour être élu, que tout l'escadron de Médicis (c'est ainsi qu'on nommait son parti), sans vouloir de lui, n'hésita pas à lui donner son suffrage. Le cardinal de Saint-Sixte en prit occasion pour faire son éloge dans un très long discours; et comme les cardinaux étaient impatients de sortir de prison, ils lui donnèrent tous leurs voix, presque sans y avoir réfléchi, et ils l'élurent avec une si grande légèreté, que ne pouvant ensuite expliquer leur imprudence à eux-mêmes ou aux autres, ils l'attribuèrent à une inspiration subite du Saint-Esprit[1].

Ce ne fut qu'à la fin du mois d'août que le nouveau pape, qui prit le nom d'Adrien VI, arriva en Italie pour prendre possession de la tiare. Pendant les neuf premiers mois de l'année, l'État de l'Église fut administré, au nom du collége des cardinaux, par une seigneurie assez semblable à celle des anciennes républiques toscanes. On tirait au sort chaque mois trois prieurs entre les membres du sacré collége, et ceux-ci formaient le gouvernement. Mais ces prélats, mal d'accord entre eux, ignorant les affaires, et changeant tous les mois de mesures, étaient hors d'état de défendre le pouvoir pontifical. Ils ne songèrent qu'à gagner du temps, et à maintenir une paix apparente; et, dans ce but, ils conclurent un armistice avec le duc d'Urbin, qui arrêta les révolutions de l'Ombrie[2].

Le cardinal de Médicis, humilié de son exclusion du pontificat, et se croyant joué par le parti impérial, revint par mer à Florence, où il craignait que son autorité ne fût compromise; il y fit son entrée le 21 janvier 1522, portant le deuil

[1] *Fr. Guicciardini*. T. II, L. XIV, p. 222. — *Paolo Giovio, Vita di Adriano VI*. f. 109, 110, 118, 119. — *Raynaldi Annal. eccles*. 1522, § 1 et 2, p. 347. — *Fr. Belcarii*. L. XVII, p. 501. — *Lettera di Girolamo Negri a Antonio Michieli*. Roma, 14 avril 1522. — *Lettere de' Principi*. T. I, f. 98. — *Jo. Sleidani Comment. de Statu relig. et Reipub*. L. III, p. 48. — [2] *Fr. Guicciardini*. T. II, L. XIV, p. 223. — *Raynaldi Annal. eccles*. 1522, § 16, p. 350.

de son cousin, et annonçant sur son visage même une grande tristesse et une grande inquiétude[1]. En effet, les républicains de Florence croyaient le moment venu de recouvrer la liberté de leur patrie; M. de Lescuns leur promettait l'appui du roi de France; il devait entrer en Toscane par la rivière de Gênes, en même temps que Renzo de Céri y pénétrerait par l'état de Sienne. Le duc d'Urbin et les Baglioni secondaient avec empressement des projets qui devaient les venger des Médicis. A Florence, ces intrigues étaient dirigées par Jean-Baptiste Sodérini, neveu du cardinal de Volterra et du gonfalonier perpétuel. Dans son parti, on voyait engagée la société de poëtes et de philosophes qui a rendu célèbres les jardins Rucellai où elle se rassemblait. On y comptait Luigi Alamanni, Zanobi Buondelmonti, Cosimino Rucellai, Alessandro de Pazzi, les deux François et Jacopo Diaciéto, enfin Nicolas Macchiavel, qui leur a dédié ses Discours sur Tite-Live et son Art de la guerre. Tous, nourris dans les mêmes principes, désiraient également la liberté de Florence; mais ils n'avaient aucun ressentiment particulier contre le cardinal de Médicis; ils convenaient que de toute sa famille c'était lui qui avait apporté le plus de douceur et de mesure dans son administration, et ils préféraient recouvrer leurs droits par un compromis plutôt que de les lui arracher de force[2].

Le cardinal de Médicis, qui sentait sa faiblesse et la nécessité de ménager ses adversaires, convint que le pouvoir suprême s'accordait mal avec ses fonctions ecclésiastiques et la carrière qui lui était ouverte à la cour de Rome, et il annonça qu'il était disposé à s'en démettre. Les jeunes patriciens des jardins Rucellai accueillirent aisément les espérances que leur faisait donner le cardinal; et, au lieu d'agir contre lui, ils se contentèrent de méditer sur la meilleure constitution à donner

[1] *Giovio Cambi*, T. XXII, p. 194. — [2] *Comment. di Filippo de' Nerli*, L. VII, p. 138.

à la république lors de sa renaissance; ce fut le sujet de trois ouvrages de politique de Macchiavel, de Zanobi Buondelmonti et d'Alessandro des Pazzi, tous dédiés au cardinal de Médicis [1].

Pendant ce temps, M. de Lescuns, trop occupé en Lombardie pour chercher des entreprises nouvelles, d'autant plus qu'il était laissé sans argent par le roi de France, avait abandonné le projet d'entrer en Toscane par l'état de Gênes. Renzo de Céri s'était obstiné au siége du petit château de Turitta dans l'état de Sienne, et ne passa jamais au-delà. Le parti français, qui était celui de la liberté, déclinait dans toute l'Italie, et le cardinal de Médicis crut le moment venu de détromper ceux qui avaient pu croire qu'il rendrait la liberté à sa patrie. Un courrier français envoyé à Renzo de Céri fut intercepté; le cardinal obtint son secret par un sacrilége, en lui envoyant dans sa prison, au lieu du confesseur qu'il avait demandé, un espion de police déguisé en prêtre. Ainsi l'on découvrit la correspondance de Jacob de Diaciéto avec Renzo de Céri; le premier, arrêté le 22 mai et menacé de la torture, confessa ce qu'on ne soupçonnait point encore, qu'il avait voulu assassiner le cardinal pour le punir de sa tromperie, lorsqu'il avait donné aux républicains de fausses espérances. L'interrogatoire du prévenu ayant été renvoyé de vingt-quatre heures après sa capture, ses amis, Luigi Alamanni le poëte, et Zanobi Buondelmonti, eurent le temps de se mettre en sûreté; un autre Luigi Alamanni fut exécuté le 7 juillet, avec Jacopo de Diaciéto. Les fils de Paol Antonio Sodérini furent obligés de s'enfuir, et leurs biens furent sequestrés; à cette époque même, le 14 juin, leur oncle, Pierre Sodérini, qui avait été gonfalonier perpétuel, mourut à Rome, emportant l'estime de tous les honnêtes gens [2].

[1] *Jacopo Nardi*, *Ist. Fior.* L. VII, p. 282. — *Comment. di Filippo de' Nerli.* L. VII, p. 136. — [2] *Jacopo Nardi*, L. VII, p. 301-302. — *Fil. de' Nerli Comment.* L. VII,

Les révolutions des états de l'église et de la Toscane étaient l'ouvrage des Italiens, mais leur influence était fort limitée; celles de la Lombardie, au contraire, étaient l'ouvrage des ultramontains; mais le sort futur de l'Italie, et même celui de l'Europe entière, en dépendaient. François Ier avait laissé perdre Milan l'année précédente par son insouciante prodigalité. Tandis que son chancelier Duprat avait, par des impôts inouïs, par des extorsions considérables, et par la vente des domaines royaux, levé deux fois plus d'argent qu'il n'en aurait fallu pour maintenir la plus brillante armée; François, uniquement occupé de ses amours et des fêtes qu'il donnait à ses maîtresses, dissipait ou laissait détourner par sa mère l'argent qu'il avait arraché à ses peuples, et compromettait l'honneur français par les déroutes de ses armées et par son manque de foi dans toutes les obligations qu'il avait contractées envers ses alliés. Il se vantait d'avoir le premier mis les rois de France *hors de papè*, parce qu'il disposait seul, et d'après son caprice, de toutes les bourses de ses sujets, tandis qu'avant lui les dépenses domestiques de ses prédécesseurs étaient défrayées par les domaines royaux qu'ils ne se permettaient point d'engager, et que les trois ordres concouraient librement à subvenir aux dépenses des guerres. Mais l'évêque de Beaucaire n'hésite point à dire que François changea la liberté française en une misérable servitude; et les désastres qu'il attira ainsi sur son royaume montrent assez qu'avec la liberté de ses sujets il sacrifia aussi sa propre gloire à ses fantaisies [1].

La gloire nationale avait encore d'une autre manière été sacrifiée par lui et ses prédécesseurs à l'affermissement de son autorité ou de celle des nobles. On avait sévèrement interdit l'usage des armes au tiers-état, pour le tenir dans une plus ab-

p. 139. — *Scipione Ammirato*. L. XXIX, p. 343. — *Giovio Cambi*. T. XXII, p. 201-207 — [1] *Hinc antiqua illa Gallica libertas aboleri, et in miseram servitutem desinere occœpit*. BELCARIUS, *Comment. Rer. Gallic*. L. XVII, p. 507.

solue dépendance de ses maîtres ; on l'avait ainsi rendu lâche et incapable du service militaire, en sorte qu'on voyait avec étonnement une des plus braves nations de l'Europe réduite à n'avoir point d'infanterie nationale. Ses rois étaient dans la nécessité de recourir aux Suisses pour toutes leurs guerres, parce qu'à la réserve de la gendarmerie, toute composée de noblesse, la France ne nourrissait point de soldats. La Suisse, dont la population n'égalait pas la huitième partie de celle de la France, fournissait seule ses bataillons ; mais, pour les obtenir, il fallait se mettre à la merci de la vénalité, de l'orgueil et de l'inconstance de ces montagnards rendus arrogants par la cour que leur faisaient tous les souverains. François Ier, qui tout récemment avait perdu Milan par leur manque de foi, fut réduit à négocier séparément avec chacun des cantons, à répandre des présents parmi leurs magistrats, à promettre des pensions aux hommes en crédit, à dévorer, sans se plaindre, leur arrogance. Ce fut le prix auquel René, bâtard de Savoie, grand-maître de France, et Galéaz de San-Sévérino, grand-écuyer, déterminèrent, au printemps de 1522, environ dix mille Suisses à passer le Saint-Bernard et le Saint-Gothard pour entrer en Italie [1].

Lautrec, de son côté, rassembla la cavalerie française dispersée dans les plaines de Lombardie ; il la joignit, sous Crémone, à l'armée vénitienne commandée par André Gritti et Théodore Trivulzio : il alla ensuite se réunir aux Suisses, et le 1er mars il passa l'Adda, pour venir avec toute son armée camper à deux milles de Milan [2].

Prosper Colonna défendait cette ville avec Alfonse d'Avalos, marquis de Pescaire. Le chancelier du duché, Jérôme Morini,

[1] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XIV, p. 224. — Mémoires de messire Martin du Bellay. L. II, p. 195. — *Galeatius Capella.* L. I, f. 16. — [2] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XIV, p. 226. — Mémoires de Martin du Bellay, L. II, p. 202. — *Pauli Jovii Vita Ferdin. Davali.* L. II p. 316.

y représentait son maître, qui n'avait pas encore pu faire son entrée dans sa capitale. Il exhortait les Milanais à maintenir leur indépendance : il leur montrait tout le danger des vengeances des Français ; et, pour ajouter encore un sentiment religieux à l'amour de la patrie, il avait engagé un moine éloquent de l'ordre de saint Augustin, André Barbatto, à réveiller le zèle des Milanais contre les barbares par une suite de sermons [1]. Morini obtint ainsi de ses compatriotes des contributions volontaires assez abondantes pour lever dix mille soldats allemands. Jérôme Adorno et George Frundsberg en conduisirent cinq mille avec tant de rapidité par la Valteline et le Bergamasque, qu'ils entrèrent à Milan avant l'approche des Français ; les autres y furent conduits un peu plus tard par François Sforza lui-même [2].

L'armée française avait, de son côté, reçu un renfort inattendu ; Jean de Médicis vint la joindre, à Cassano, avec trois mille hommes de pied et deux cents chevaux. Ces troupes portaient des enseignes noires, en signe de deuil, pour la mort du pape Léon X : de là leur vint le nom de bandes noires, qu'elles rendirent célèbre en relevant la réputation de l'infanterie italienne. Elles avaient jusqu'alors combattu dans l'armée de la ligue ; mais Jean de Médicis se trouvant rendu à la liberté par la mort de Léon X, passa au service de France, où on lui offrait de plus grands avantages [3]. Vers le même temps, un coup de couleuvrine, parti des remparts de Milan, et que quelques-uns prétendirent avoir été dirigé par Prosper Colonna lui-même, tua Marc-Antoine Colonna, neveu de ce même Prosper, qui servait dans l'armée française, et Camille, fils du maréchal Jean-Jacques Trivulzio. Le corps du premier

[1] *Fr. Guicciardini*. T. II, L. XIV, p. 225. — Mémoires de Martin du Bellay. L. II, p. 194. — *Fr. Belcarii*. L. XVII, p. 503. — *Galeatius Capella*. L. I, f. 16. — [2] *Fr. Guicciardini*. T. II, L. XIV, p. 227. — Mémoires de Martin du Bellay. L. II, p. 203. — *Pauli Jovii Vita Piscarii*. L. II, p. 316. — *Paolo Paruta, Ist. Ven*. L. IV, p. 292. — [3] Mémoires de Martin du Bellay. L. II, p. 205. — *Fr. Guicciardini*. T. II, L. XIV, p. 226.

fut renvoyé à Milan, à son oncle, désolé d'avoir fait périr dans les rangs ennemis, sans le reconnaître, un neveu qu'il chérissait [1].

Prosper Colonna et Pescaire avaient mis à profit la lenteur des Français pour relever toutes les fortifications de Milan, et pour entourer le château d'une circonvallation qui rendît impossible à Lautrec de donner aucun secours à la garnison assiégée. Déjoué dans ses projets, celui-ci n'en avait été que faiblement dédommagé par la prise de Novare; il avait ensuite attaqué Pavie que défendait le marquis de Mantoue : mais l'approche de Prosper Colonna avec l'armée impériale l'avait forcé à lever le siége. Enfin, il s'était dirigé par Landriano sur Monza, pour se rapprocher d'Arona, où quelque argent qui lui arrivait de France pour la solde de ses troupes était arrêté [2].

Les Suisses savaient que cet argent destiné pour leur solde avait été conduit en sûreté jusqu'à Arona, sur le lac Majeur, et qu'Anchise Visconti, qui occupait Busti avec un corps de troupes milanaises, empêchait le convoi de passer plus avant. Ils sollicitaient Lautrec de forcer le passage jusqu'au lac Majeur pour leur faire toucher leur solde, tandis qu'André Gritti, général de l'armée vénitienne, protestait de son côté qu'il ne s'éloignerait point tant des frontières de sa république, et que si les Suisses prenaient le chemin du lac Majeur, il reprendrait lui-même celui du Véronais [3]. Lautrec désirait calmer l'impatience des Suisses; il savait que l'armée impériale souffrait bien plus encore que la sienne du manque d'argent et de vivres; déjà il lui était arrivé des compagnies entières de

[1] *Pauli Jovii Vita Ferdinandi Davali Piscarii*. L. II, p. 317. — *Galeatius Capella*. L. II, f. 17 v. — Mém. de Martin du Bellay. L. II, p. 205. — [2] *Fr. Guicciardini*. T. II, L. XIV, p. 228. — *Pauli Jovii Vita Ferd. Davali*. L. II, p. 319 — Mém. de Martin du Bellay. L. II, p. 205. — *Fr. Belcarii*. L. XVII, p. 504. — *Arnoldi Ferroni Burdigalensis de reb. gest. Gall.* L. V, p. 107. — *Paolo Paruta*. L. IV, p. 293. — *Galeatius Capella*. L. II, f. 19. — [3] *Paolo Paruta, Ist. Venez.* L. IV, p. 296.

transfuges qui abandonnaient les drapeaux de Prosper Colonna; en tenant la campagne quelque temps encore, il se croyait assuré de dissiper cette armée [1]

Mais les Suisses, en entrant en campagne, s'étaient promis des succès plus rapides, et le pillage des riches villes de la Lombardie. Ils n'avaient encore réussi dans aucune de leurs attaques, excepté celle de Novare, et cette place avait en effet été abandonnée à leur cupidité. Ils avaient souffert devant Pavie, et des pluies obstinées avaient, pendant quelques jours, suspendu l'arrivage des vivres. Ils étaient ennuyés et impatientés d'une guerre de positions et de manœuvres; et, accoutumés comme ils étaient à tout faire céder à leurs caprices, il se rassemblèrent devant la tente de Lautrec, pour demander à grands cris ou la bataille ou leur congé [2].

Lautrec, et tous les généraux français, essayèrent inutilement tout leur crédit auprès des Suisses, pour les engager à se fier à leurs chefs, à profiter des souffrances de l'ennemi, à attendre quelques jours du moins, pendant lesquels, par une nouvelle manœuvre, Lautrec forcerait Prosper Colonna à changer de position : tout fut inutile, et les Suisses ne répondirent aux discours de tous les officiers de l'armée, que par un même cri : *A demain, ou le congé ou la bataille* [3].

Lautrec, avant de céder, chargea Créqui, seigneur de Pontdormy, d'aller reconnaître l'ennemi, avec quatre cents hommes d'armes et six mille Suisses. Prosper Colonna avait pris position à la Bicoque, maison de campagne d'un seigneur milanais, à trois ou quatre milles de Milan. Un chemin creux passait devant son front, et lui servait de fossé; il en avait

[1] *Fr. Guicciardini*. T. II, L. XIV, p. 229. — *Paolo Paruta*. L. IV, p. 297. — *Arnold. Ferronii de rebus gestis Gall.* p. 108. — [2] *Pauli Jovii Vita Ferdinandi Piscarii*. L. II, p. 320. — *Galeatius Capella*. L. II, f. 20. — Mém. de Martin du Bellay. L. II, p. 215. — *Paolo Paruta*. L. IV, p. 297. — [3] *Fr. Guicciardini*. T. II, L. XIV, p. 229. — Mémoires de Martin du Bellay. L. II, p. 216. — *Arnoldus Ferronius Burdigalensis de rebus gestis Gallor.* p. 109.

garni les bords d'artillerie et d'arquebusiers ; à droite et à gauche, son camp était fermé par deux canaux d'eau vive destinés à l'arrosement; à quelque distance derrière lui, l'un d'eux était traversé par un pont de pierre. Créqui, après avoir observé cette position, rapporta aux généraux français qu'elle serait très difficile à forcer, et le conseil de guerre essaya de nouveau de persuader aux Suisses de renoncer à une bataille qui pourrait être désastreuse. Ceux-ci répondirent qu'ils attaqueraient de front la ligne de l'ennemi, et qu'ils enleveraient, avec leurs piques et leurs hallebardes, ces batteries qu'on leur peignait comme si formidables. En même temps ils persistèrent à déclarer qu'ils se mettraient en marche dès le lendemain pour retourner dans leur pays, si on ne les menait pas au combat. Le seul Piétro Navarro proposa d'envoyer au supplice les plus mutins, et de réduire ainsi le reste à l'obéissance : les autres généraux, et Lautrec lui-même, qui connaissaient les Suisses et qui se sentaient absolument entre leurs mains, préférèrent la chance douteuse d'une bataille à la certitude d'une déroute, conséquence nécessaire du départ de toute leur infanterie; et tout en sentant l'imprudence qu'ils allaient commettre, ils ordonnèrent à leurs troupes de se préparer au combat pour le lendemain [1].

Lautrec sortit en effet de Monza le matin du 29 avril, jour de Quasimodo, et se dirigea sur la Bicoque. Il avait chargé, selon leur demande, huit mille Suisses de la principale attaque sur le front de l'ennemi; Montmorency avec le comte de Montfort, les seigneurs de Miolans, de Graville, d'Auchy, de Launay, et plusieurs autres, marchaient à pied à leur tête. Jean de Médicis avait ordre de couvrir leur approche, en occupant l'ennemi par les évolutions de sa cavalerie et de son

[1] Mémoires de Martin du Bellay. L. II, p. 127. — *Pauli Jovii Vita Ferd. Davali*. L. II, p. 322. — *Arnoldi Ferronii*. L. V, p. 109. — *Fr. Guicciardini*. T. II, L. XIV, p. 229. — *Georgens von Frundsberg*. B. II, f. 32.

infanterie légère. Lescuns, maréchal de Foix, avec trois cents lances et une partie de l'infanterie, devait tourner l'armée impériale par sa gauche, passer le pont de pierre qui avait été reconnu, et venir tomber sur les derrières de Prosper Colonna, que gardait François Sforza, avec les milices milanaises, sorties de la ville pour avoir part au combat : Lautrec, avec le reste de la cavalerie et de l'infanterie françaises, devait tourner par la droite; et, pour pénétrer dans le camp ennemi, il avait fait prendre à ses soldats la croix rouge que portaient les Impériaux, au lieu de la croix blanche de France; car les uniformes n'étaient point encore en usage. L'armée vénitienne formait l'arrière-garde, et n'était point appelée à prendre immédiatement part au combat[1].

Les différents corps de l'armée française, n'ayant point un égal espace à parcourir, ne pouvaient point arriver en même temps en position : aussi Montmorency, parvenu à peu de distance des Impériaux, mais à couvert de leur artillerie, ordonna aux Suisses de faire halte, pour laisser au maréchal de Foix le temps de faire le détour qui lui avait été prescrit. Mais les Suisses, pleins de mépris pour leurs ennemis, et voulant remporter seuls l'honneur de la victoire, ne consentirent jamais à s'arrêter ; ils marchèrent droit au front de l'ennemi, où se trouvaient George Frundsberg avec l'infanterie allemande, et le marquis de Pescaire avec l'infanterie espagnole. Celui-ci avait enseigné à ses fusiliers à faire un feu roulant en leur faisant recharger leurs pièces à genoux, tandis que les rangs derrière eux tiraient. Ils reçurent l'attaque des Suisses avec un feu si violent, soit des fusiliers, soit des batteries, que plus de mille assaillants étaient déjà tombés avant de

[1] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XIV, p. 230. — *Galeatius Capella.* L. II, f. 21. — *Pauli Jovii Vita Ferdinandi Davali.* L. II, p. 322. — *Arnoldi Ferronii.* L. V, p. 109. — *Paolo Paruta, Stor. Ven.* L. IV, p. 298. — Mémoires de Martin du Bellay. L. II, p. 318. — *Fr. Belcarii.* L. XVII, p. 507.

parvenir au chemin creux ; ce chemin se trouva beaucoup plus profond qu'ils n'avaient voulu le croire ; à peine, lorsqu'ils y furent descendus, pouvaient-ils atteindre de la pointe de leurs piques les landsknechts qui en garnissaient le bord. Vingt-deux de leurs capitaines et plus de trois mille soldats furent tués dans cette attaque malheureuse, sans pouvoir faire presque aucun mal à l'ennemi. Enfin ils se retirèrent en bon ordre, ramenant les quatorze pièces d'artillerie qu'on leur avait données à conduire ; mais, méprisant à la fin du combat comme à son commencement les ordres de leurs chefs, ils ne voulurent point rester en vue du champ de bataille, pour seconder, par une attitude menaçante, les attaques des maréchaux de Foix et de Lautrec, qui n'étaient arrivés à portée de l'ennemi qu'après qu'eux-mêmes s'étaient déjà retirés[1].

Le maréchal de Foix, que les Impériaux avaient vu filer sur leur gauche, et qu'ils avaient soupçonné de prendre la route de Milan, était enfin arrivé jusqu'au pont de pierre qui traversait le canal ; il était entré dans la position de Prosper Colonna ; il avait mis en déroute les Milanais de François Sforza, et il aurait gagné la bataille, si son infanterie l'eût suivi, ou si les Suisses, en renouvelant leur attaque, avaient empêché Prosper Colonna de tourner tous ses landsknechts et ses fantassins espagnols contre lui. Lautrec, après avoir mis en fuite sur la droite les chevaux de Jérôme Adorno, comptait que ses cavaliers entreraient pêle-mêle avec eux dans le camp ennemi, où la croix rouge qu'ils avaient arborée les ferait recevoir : mais Prosper Colonna, averti de ce déguisement, avait fait prendre à ses soldats une branche de feuillage sur la tête ;

[1] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XIV, p. 230. — *Arnoldi Ferronii.* L. V, p. 140. — *Pauli Jovii Vita Ferdin. Davali.* L. II, p. 323. — Mémoires de Martin du Bellay. p. 218. — *Galeatius Capella.* L. II, f. 22. — *Paolo Paruta.* L. IV, p. 298. — *Georgens von Frundsberg Kriegzsthathen.* B. II, f 35.

en sorte que, reconnaissant les ennemis, il lui fut facile de les tenir hors de ses retranchements[1].

Les trois corps de l'armée française ayant été également repoussés, elle fit sa retraite en bon ordre, couverte par les bandes noires de Jean de Médicis, et protégée par l'armée vénitienne, qui n'avait pris aucune part au combat. Pescaire voulait la poursuivre : mais Prosper Colonna s'y refusa péremptoirement, et un mouvement séditieux parmi ses landsknechts, qui demandaient double paye pour la victoire, aurait pu rendre dangereuse pour lui une nouvelle action. Les Suisses ne lui en laissèrent pas longtemps la crainte; il s'étaient retirés à Monza avec toute leur artillerie et tous leurs bagages. Le lendemain, Lautrec marcha sur Trezzo, et passa l'Adda : là il lui fut impossible de retenir davantage les Suisses, déterminés à retourner dans leur pays. Après les avoir vainement sollicités, il confia à son frère Lescuns, maréchal de Foix, le commandement de la gendarmerie française, et la défense de ce qui lui restait en Lombardie : il prit congé d'André Gritti, qui, avec l'armée vénitienne, entreprit de couvrir les frontières de la république; et, déterminé à aller se justifier auprès du roi, il accompagna les Suisses qui rentraient dans leur pays par le Bergamasque, et il se rendit à la cour de France[2].

Lautrec était frère de madame de Châteaubriant, maîtresse du roi : c'était la cause de sa grandeur, et celle de Lescuns et Lesparre, ses frères, dont l'un perdit le Milanais, et l'autre la Navarre. François Ier cependant reprocha au maréchal de Lautrec les revers qu'il avait éprouvés. Celui-ci répondit qu'il avait prévenu le roi qu'il ne pouvait défendre le Milanais sans

[1] Mémoires de Martin du Bellay. L. II, p. 220. — *Arnoldi Ferronii*. p. 110. — *Pauli Jovii Vita Ferdinandi Davali*. L. II, p. 324. — [2] *Fr. Guicciardini*. T. II, L. XIV, p. 231. — Mémoires de Martin du Bellay. L. II, p. 223. — *Galeatius Capella*. L. II, f. 22. — *Pauli Jovii Vita Ferdinandi Davali*. L. III, p. 325. — *Arnoldi Ferronii de Gestis Gall.* L. V, p. 111. — *Paolo Paruta*. L. IV, p. 301.

argent ; que la gendarmerie avait servi dix-huit mois sans recevoir de solde, que les Suisses ne lui avaient fait la loi, et ne l'avaient enfin forcé à combattre à la Bicoque, que parce qu'ils n'étaient pas payés. François Ier étonné demanda ce qu'étaient donc devenus les quatre cent mille écus qu'il lui avait envoyés. Semblançay, surintendant des finances de France, confessa avoir reçu ordre de les remettre, mais en avoir été empêché ensuite par Louise de Savoie, mère du roi, qui portait le titre de régente de France. Celle-ci, jalouse de Lautrec, et voulant faire échouer son expédition, s'était fait livrer l'argent qu'elle prétendit lui être dû. L'honneur de la mère du roi allait être compromis par le procès public de Semblançay. Pour la sauver, et pour perdre le surintendant, son ennemi, le chancelier de France, Duprat, le fit juger par des commissaires et le fit traîner au gibet, à l'âge de soixante-deux ans, sans autre crime que d'avoir obéi aux ordres de la mère du roi, qui ne fut point mise en cause[1].

Le maréchal de Foix, Lescuns, ne défendit pas longtemps ce qui restait encore aux Français en Lombardie. Six compagnies de gendarmes, qu'il avait mises dans Lodi, sous les ordres de Frédéric de Bozzolo et de Bonneval, s'y laissèrent surprendre, et y furent faites prisonnières, tandis que la ville fut pillée par les Impériaux[2]. Pizzighettone, qui pouvait faire une longue résistance, et qui passait pour une des meilleures forteresses d'Italie, capitula aux premières menaces que lui fit le marquis de Pescaire. A Crémone enfin, où le maréchal de Foix s'était retiré, les troupes de Jean de Médicis se soulevèrent pour demander leur paye, tournèrent leur artillerie contre les Français, et menacèrent de livrer une porte de la ville

[1] Mémoires de Martin du Bellay. L. II, p. 227-228. — *Fr. Belcarii Comm. rer. Gall.* L. XVII, p. 507-509.— *Arnoldi Ferronii.* L. V, p. 112. — [2] Mémoires de Martin du Bellay. L. II, p. 223. — *Pauli Jovii Vita Ferdinandi Davali.* L. II, p. 326. — *Georg. von Frundsberg Kriegzsthaten.* B. II, f. 36.

aux Impériaux. Lescuns s'efforça de les satisfaire, en empruntant la vaisselle de tous ses amis, qu'il distribua aux soldats; mais il sentit l'impossibilité de se maintenir plus longtemps en Italie, et il proposa à Prosper Colonna une capitulation, qui fut bientôt acceptée. Il convint d'évacuer non seulement Crémone, mais toute la Lombardie, à la réserve des trois châteaux de Milan, Novare et Crémone, si, avant quarante jours, une nouvelle armée française ne forçait pas le passage du Pô, ou ne s'emparait pas d'une des grandes villes de Lombardie. Jusqu'à l'expiration du terme fixé par la capitulation, qui fut signée le 26 mai, les hostilités devaient être suspendues autour de Crémone, et les vivres fournis à l'armée française. Comme les quarante jours s'écoulèrent sans que le roi pût envoyer du secours au maréchal de Foix, il évacua la Lombardie, à la réserve des trois châteaux qu'il avait exceptés de la capitulation, et il ramena son armée en France[1].

Un des motifs de Prosper Colonna pour accorder aux Français la capitulation de Crémone, était le désir de se trouver lui-même en liberté pour attaquer Gênes. Tant que les Français commanderaient dans cette ville, il ne regardait point la conquête de la Lombardie comme assurée. La douceur, il est vrai, d'Octavien Frégoso, qui y était lieutenant du roi, avait réconcilié les citoyens à un joug étranger; en sorte qu'Antoniotto et Jérôme Adorni, qui suivaient le camp impérial, et qui se flattaient de soulever leur faction par la promesse de rendre à la république son ancienne liberté, ne purent causer par leur approche aucun mouvement dans leur patrie. Cependant les généraux impériaux avaient profité sans perdre un instant de la capitulation de Crémone; Pros-

[1] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XIV, p. 232. — Mémoires de Martin du Bellay. L. II, p. 231. — *Pauli Jovii Vita Ferdin. Davali.* L. III, p. 328. — *Arn. Ferronii rer. Gall.* L. VII, p. 133. — *Paolo Paruta, Ist. Ven.* L. IV, p. 303. — *Galeatius Capella.* L. II, f. 23. — *Fr. Belcarii.* L. XVII, p. 509.

per Colonna était entré avec les landsknechts dans la vallée de Bisagno, et le marquis de Pescaire dans celle de Polsévéra. On ne comptait à Gênes que deux mille soldats, auxquels Piétro Navarro était venu se joindre de Marseille; et comme les Génois, sans se soulever contre Octavien Frégoso, ne voulaient pas non plus s'armer pour défendre son autorité, la résistance paraissait presque impossible. Douze officiers de balie furent chargés de négocier une capitulation. Mais pendant qu'ils traitaient, et que la promesse d'une suspension d'hostilités rendait les gardes plus négligentes, quelques soldats espagnols s'aperçurent qu'une brèche de la muraille n'était pas défendue; ils s'en emparèrent, et y appelèrent leurs compagnons d'armes. Le hasard livra ainsi Gênes à l'armée ennemie, le 30 mai, sans que les généraux eussent ordonné aucun assaut. La ville fut prise, et les habitants, qui n'avaient pas voulu se défendre, furent pillés, sans distinction de parti, avec la dernière barbarie. Piétro Navarro et Octavien Frégoso demeurèrent prisonniers; plusieurs autres chefs s'échappèrent par mer. La ville, autrefois la plus commerçante et la plus opulente de l'Italie, fut ruinée, et réduite dans une dépendance absolue des étrangers : en même temps, elle reconnut pour doge Antoniotto Adorno[1].

François I[er], pour secourir ou Crémone ou Gênes, avait bien fait passer les Alpes au duc Claude de Longueville avec quatre cents hommes d'armes, et six mille fantassins; mais celui-ci, arrivé à Villeneuve d'Asti, y apprit la prise de Gênes. Il n'était point assez fort pour livrer bataille à l'armée impériale, ou pour résoudre la convention de Crémone; il reçut donc du roi l'ordre de se retirer, et les Français aban-

[1] *Agostino Giustiniani Annali di Genova*. L. VI, f. 275. — *Uberti Folietæ Genuens. Hist.* L. XII, p. 723. — *Petri Bizarri Hist. Gen.* L. XIX, p. 453. — *Galeatius Capella.* L. II, f. 22. — *Arn. Ferroni*. L. VII, p. 137. — *Pauli Jovii Vita Ferd. Davali*. L. III, p. 330. — Mém. de Martin du Bellay. L. IV, p. 232. — *Fr. Guicciardini*. T. II, L. XIV, p. 233. — *Giov. Cambi*. p. 201-208. — *Georg. von Frundsberg Kriegzsth*. B. II, f. 36.

donnèrent pour cette année tout projet sur l'Italie, d'autant plus qu'ils avaient à se défendre contre l'attaque inattendue de Henri VIII, qui, le 29 mai, avait déclaré la guerre à la France, et qui avait fait débarquer à Calais le comte de Surrey avec seize mille hommes, pour seconder l'armée de Charles-Quint en Flandre[1].

L'expulsion des Français n'apporta aucun soulagement aux peuples d'Italie accablés par la guerre. L'armée de Prosper Colonna ne recevait aucun subside ni de Charles-Quint, ni du royaume de Naples; les soldats allemands et espagnols vivaient à discrétion chez les Milanais. Les généraux pressuraient les villes par des contributions inouïes, ou par des emprunts forcés; le plus petit officier, placé dans un village avec un détachement, se croyait autorisé à inventer une taxe nouvelle; tout était décidé par la violence militaire, et l'obéissance était assurée par des supplices cruels, dont la direction était abandonnée au caprice des soldats espagnols[2]. Déjà le Milanais était tellement ruiné, qu'il ne pouvait plus nourrir les troupes nécessaires à sa défense. Le marquis de Pescaire les mit en quartier dans les états de l'église, et leur permit d'y vivre à discrétion, malgré l'alliance étroite du pape avec l'empereur. Charles de Lannoy, nouveau vice-roi de Naples, de concert avec don Juan Manuel, ambassadeur de l'empereur à Rome, taxa en même temps les états indépendants de l'Italie, pour leur faire maintenir l'armée impériale. Ils obligèrent le duché de Milan à leur payer vingt mille ducats chaque mois, Florence quinze mille, Gênes huit mille, Sienne cinq mille, Lucques quatre mille. Les marquis de Montferrat et de Saluces furent aussi mis à contribution, et, malgré les réclamations de tous ces états souverains, ils

[1] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XIV, p. 234. — Mémoires de Martin du Bellay. L. II, p. 236. — [2] *Arnoldi Ferronii de reb. Galliç.* L. VII, p. 133. — *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XV, p. 238.

furent contraints de se soumettre aux ordres que leur donnaient des ministres subalternes [1].

Les Italiens se flattaient que l'arrivée d'Adrien VI à Rome apporterait quelque soulagement à leurs misères; mais le nouveau pape avait déjà passé six mois en Espagne depuis qu'il avait eu la nouvelle de son élection, et il ne se disposait point encore à partir. Ce qui le détermina à se mettre en route, fut justement la circonstance à laquelle on avait jusqu'alors attribué tous ses délais. On savait que Charles-Quint, qui était encore en Flandre, annonçait un prochain voyage en Espagne; et l'on croyait qu'Adrien, qui avait été son précepteur, puis son ministre, voudrait avoir une conférence avec lui avant de venir prendre les rênes de sa propre souveraineté. Mais Adrien s'était pénétré du sentiment qu'il devait agir comme père commun des fidèles, que son devoir l'appelait avant tout à rétablir la paix dans la chrétienté, et qu'il devait faire oublier son ancienne partialité pour Charles-Quint, s'il voulait que François Ier l'acceptât comme médiateur. Il avait écrit à ce dernier, à Louise de Savoie, sa mère, à la duchesse d'Alençon, sa sœur [2], pour les encourager à revêtir des sentiments de paix, et leur promettre sa bienveillance. Il crut que ce serait ôter tout crédit à ses paroles, que d'attendre Charles-Quint à Barcelonne, comme celui-ci l'y invitait; et lorsqu'il apprit que Charles, après avoir fait une visite à Henri VIII pour le confirmer dans son alliance, avait débarqué à Villaviciosa, en Asturies, il se hâta de partir, le 4 août, des côtes d'Espagne; et, après avoir relâché à Gênes, puis à Livourne, il fit son entrée à Rome le 29 août [3].

Adrien VI avait les vertus et le savoir d'un moine : il avait

[1] *Fr. Guicciardini*. T. II, L. XV, p. 237. — *Galeatius Capella*. L. II, f. 26. — [2] *Voyez* les réponses de la régente et de madame d'Alençon, de Lyon, 25 juin. *Lettere de' Principi*. f. 102. — [3] *Paolo Giovio*, *Vita di Adriano VI*. f. 123-124. — *Raynaldi Annal. eccle*. 1522, § 17, p. 351. — *Panvino*. *Vite de' Pontef*. p. 265, v.

dû sa réputation et ensuite sa grandeur, aux progrès surprenants qu'il avait faits dans l'étude de la théologie et de la philosophie scolastique. Il était de bonne foi dans son zèle religieux, dans sa tempérance, dans son humilité, dans son aversion pour le faste, la simonie et la corruption de la cour de Rome. Mais aux yeux des Romains, il ne parut bientôt qu'un barbare, étranger à leurs arts, à leurs mœurs, à leur politique comme à leur langage. Léon X avait rassemblé à sa cour les premiers poëtes du siècle ; Adrien, loin de leur accorder aucune faveur, les regardait comme des imitateurs profanes des gentils, qui souillaient le christianisme. Lorsqu'on lui montra le Laocoon du Belvedère comme le plus beau monument des arts antiques, il en détourna les yeux avec horreur, en s'écriant : « *Ce sont des idoles des païens !* » L'on commençait à craindre que, comme on le racontait de saint Grégoire, il ne fît faire un jour de la chaux pour le temple de Saint-Pierre avec toutes ces statues, dernier monument de la gloire et de la grandeur romaine[1].

Les hérésies de Luther offensaient Adrien VI bien plus que son prédécesseur, parce qu'elles attaquaient cette philosophie scolastique qu'il regardait comme la première des sciences; mais d'un autre côté il partageait les opinions du réformateur sur la corruption de la discipline; il voulait se mettre sérieusement à l'œuvre pour réformer les scandales qui avaient soulevé l'Allemagne; et ses pieux desseins, plus encore que sa barbarie, faisaient trembler les Romains qui vivaient des abus de la cour de Rome. Pour achever toutefois de le rendre impopulaire, deux calamités signalèrent l'époque de son arrivée en Italie; d'une part, la peste se manifesta à Rome, d'où elle passa ensuite à Florence; et Adrien, considérant toutes les précautions du régime sanitaire et des lazarets comme des

[1] *Lettera di Girolamo Negro a Marc' Antonio Micheli*, Roma 17 marzo 1523. *Lettere de' Principi*, T. I, f. 113.

superstitions italiennes, suspendit les ordonnances rigoureuses qui prévenaient la communication avec les pestiférés, et contribua ainsi à étendre la contagion [1]; d'autre part, à cette même époque, l'île de Rhodes fut prise par Soliman sur le grand-maître Villiers de l'Ile-Adam, après un siége mémorable où les chevaliers de Saint-Jean déployèrent en vain toute leur bravoure, tandis que l'empereur, le roi de France et le pape ne songeaient point à leur envoyer des secours. Soliman fit son entrée à Rhodes le jour même de Noël de l'an 1522, et c'est ainsi que se termina cette année calamiteuse pour la chrétienté [2].

1523. — Cependant Adrien VI s'occupait de rétablir la paix dans les états de l'église; il n'eut point de peine à contraindre Sigismond Malatesti à évacuer Rimini, les peuples l'avaient d'abord accueilli avec enthousiasme, mais bientôt ils s'étaient aperçus que ce petit seigneur ne les faisait jouir d'aucun des avantages des temps passés qu'ils avaient cru recouvrer avec lui. Les sujets des ducs de Ferrare et d'Urbin avaient un sentiment tout contraire; ils conservaient un attachement réel pour les familles d'Este et de La Rovère, et cet attachement décida de la conduite d'Adrien VI. Il accorda au duc d'Urbin l'absolution de toutes les censures qu'il avait encourues sous les deux pontificats précédents, et il lui donna une nouvelle investiture de ses états; mais il conserva le comté de Montéfeltro à la république florentine, à qui ce fief avait été cédé en paiement des dettes de la chambre apostolique [3]. Il accorda de même au duc Alfonse d'Este une nouvelle investiture du duché de Ferrare, auquel il ajouta les châteaux de San-Félice

[1] *Paolo Giovio, Vita di Adriano VI.* f. 126 v. — *Ist. di Giov. Cambi.* T. XXII, p. 216. — *Fr. Belcarii.* L. XVII, p. 524. — *Raydaldi Annal. eccles.* 1522, § 15, p. 350. — [2] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XV, p. 240. — *Paolo Giovio, Vita di Adriano VI.* f. 125. — *Raynaldi Annal. eccles.* § 20 et seq., p. 352. — [3] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XV, p. 240. — *Onofrio Panvino Vite de' Pontef.* p. 265 v. — *Raynaldi Annal. eccles.* 1523, § 108, p. 392.

et de Finale en Romagne; il lui aurait aussi rendu Modène et Reggio, dont Charles-Quint avait en effet promis de procurer au duc la restitution par un traité signé à Ferrare le 29 novembre 1522; mais les ministres et les courtisans d'Adrien VI, qui regardaient cet acte de justice comme une preuve de faiblesse et d'imbécillité, réussirent à l'empêcher de renoncer ainsi aux conquêtes de son prédécesseur [1].

Adrien VI, à son arrivée à Rome, avait choisi pour son principal ministre et son confident, le cardinal de Volterra, Sodérini; disposé comme il était lui-même à réconcilier l'empereur avec le roi de France, il avait trouvé dans Sodérini, partisan secret de la France, un langage de modération et d'impartialité qui avait paru lui convenir. Il n'avait voulu donner aucun secours à la ligue formée par son prédécesseur, et ses offres de médiation avaient été considérées comme indiquant de la partialité pour la France au point de donner beaucoup d'irritation à don Juan Manuel, ambassadeur de l'empire [2]. Mais François I[er], qui avait accueilli avec une grande déférence toutes les propositions du pape, et qui avait toujours protesté qu'il ne désirait que la paix, croyait son honneur engagé à ne point renoncer au duché de Milan. Il en demandait la restitution comme première condition du traité; cette condition était loin de pouvoir plaire à Charles-Quint, qui depuis sa conquête avait mis fin aux troubles de Castille, avait resserré son alliance avec l'Angleterre, et se sentait bien mieux en mesure de défendre ce duché qu'il n'avait été de le gagner. L'obstination de François I[er] à demander une restitution qu'il ne pouvait obtenir, convainquit le pape qu'il ne voulait point sincèrement la paix. Dès le mois de février [3], Adrien commença à menacer d'excommunications et de cen-

[1] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XV, p. 241. — *Jacopo Nardi.* L. VII, p. 302. — [2] *Lettera di Girolamo Negro a Marc' Antonio Micheli*, du 10 décembre 1522; *in Lettere de Principi*. T. I, f. 109. — [3] *Lettera dell' istesso all' istesso, 28 febr.* 1523. T. I, f. 111.

sures ecclésiastiques les princes qui ne voudraient pas accepter des conditions de paix équitables. Sur ces entrefaites, le duc de Sessa intercepta des lettres du cardinal Sodérini à l'évêque de Saintes, son neveu, par lesquelles il pressait François I[er] d'attaquer la Sicile, où un parti était prêt à se déclarer pour lui. Trois des grands officiers de cette île furent écartelés pour leur intelligence avec les Français. Le pape, irrité de ce que son propre ministre, en l'exhortant à la paix, soufflait secrètement le feu de la guerre, fit arrêter et mettre en jugement Sodérini; et avant même sa condamnation, il confisqua ses biens qui étaient immenses. En même temps il embrassa ouvertement le parti de l'empereur [1].

Les armes de Charles-Quint étaient toutes puissantes en Italie. La capitulation de Crémone et la prise de Gènes avaient mis entre ses mains toutes les grandes villes; les châteaux où les Français avaient laissé des garnisons succombaient aussi à leur tour. Celui de Milan s'était rendu le 14 avril, et le duc François Sforza en avait été mis en possession par les généraux impériaux le 24 du même mois [2]. François I[er] annonçait de nouveau des armements immenses pour reconquérir le Milanais; mais aucun effet ne suivait ses paroles; et comme on le voyait toujours également occupé de ses plaisirs, également prodigue des trésors de l'état pour ses fêtes et pour ses amours, on pouvait croire qu'il ne se trouverait jamais en mesure de recouvrer ce qu'il avait perdu. Il ne lui restait plus d'autre allié que la république de Venise, qui s'était engagée à défendre la possession du Milanais, mais qui ne se croyait point obligée à le reconquérir pour lui après qu'il l'avait perdu. Venise était encore, relativement à l'empereur, sous la protec-

[1] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XV, p. 250. — *Jacopo Nardi.* L. VII, p. 302. — *Onofrio Panvino.* f. 266. — *Scipione Ammirato.* L. XXIX, p. 347. — *Fr. Belcarii.* L. XVII, p. 526. — *Raynald. Annal. eccles.* 1523, § 109, p. 394. — [2] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XV, p. 241. — *Fr. Belcarii.* L. XVII, p. 525.

tion de la trêve qui avait terminé la guerre de la ligue de Cambrai. Aussi longtemps que Charles-Quint avait eu à lutter avec des sujets révoltés et de formidables ennemis au dehors, il avait évité d'augmenter le nombre de ceux-ci, et il avait consenti à ne point regarder les Vénitiens comme en guerre avec lui, malgré les secours qu'ils s'étaient obligés à donner à la France. Mais depuis qu'il se sentait plus puissant, il parlait d'un ton plus orgueilleux, et il déclarait ne pas vouloir souffrir plus longtemps qu'un état presque enclavé dans les siens jouît de tous les avantages de la paix, tout en étant pour lui constamment hostile [1].

Le pape, de concert avec l'empereur, pressait toutes les puissances d'Italie de se réunir par une ligue pour leur défense commune ; il voulait qu'elles se garantissent réciproquement leurs possessions actuelles. Mais il donnait aussi pour motif à cette ligue le désir de mettre l'Italie en état de défense contre Soliman, empereur des Turcs, dont l'ambition excitée par de nouvelles conquêtes devenait toujours plus menaçante ; les Vénitiens, qui connaissaient le sort ordinaire des ligues formées par l'église, et qui s'applaudissaient d'être en paix avec le sultan, ne voulaient point que le pape les entraînât dans une guerre avec ce redoutable voisin, où ils risquaient ensuite d'être abandonnés par tous leurs alliés. Cette crainte, et le regret de renoncer à l'alliance de la France à laquelle ils avaient fait d'énormes sacrifices, les firent balancer longtemps. La négociation dura neuf mois, pendant lesquels ils firent de vains efforts pour savoir si François I[er] était enfin disposé à les seconder puissamment, ou s'ils devaient abandonner un prince qui s'abandonnait lui-même. L'évêque de Bayeux et Frédéric de Bozzolo furent envoyés à Venise par le roi de France pour traverser une négociation dont il redoutait les

[1] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XX, p. 242. — *Paolo Paruta, Ist. Ven.* L. V, p. 305.

résultats; mais leurs magnifiques promesses, si souvent démenties par l'expérience, n'inspiraient plus de confiance; d'autre part, Jérôme Adorno, ambassadeur de Charles-Quint, mourut avant d'avoir terminé la négociation dont il était chargé, et il fut remplacé par Marin Caraccioli, protonotaire apostolique. Enfin, après de longs débats, pendant la durée desquels le doge Antoine Grimani était mort, et avait été remplacé par André Gritti, le traité d'alliance entre l'empereur, son frère, l'archiduc Ferdinand, François Sforza, duc de Milan, et la république de Venise, fut signé à la fin de juillet [1].

Les puissances contractantes se garantissaient réciproquement leurs états d'Italie, mais seulement contre les princes chrétiens, car la république de Venise, déterminée à ne point se laisser engager dans une guerre contre les Turcs, refusa péremptoirement de promettre la garantie du royaume de Naples contre eux. Le secours réciproque, promis par l'empereur au nom du duc de Milan, et par les Vénitiens, était de six cents hommes d'armes, six cents chevau-légers et six mille fantassins. Le sénat s'engageait de plus à fournir, au besoin, vingt-cinq galères pour la défense du royaume de Naples. Toutes les prétentions de l'archiduc d'Autriche et de l'empire sur l'état vénitien étaient abandonnées par Ferdinand, frère de l'empereur, moyennant la somme de deux cent mille ducats que la république s'engageait à lui payer en huit ans [2].

Ce traité qui, en détachant les Vénitiens de la France, les obligeait à la défense de ses ennemis, paraissait devoir dégoûter François Ier de toute tentative sur la Lombardie où il ne devait plus trouver d'alliés. Cependant, à peine était-il signé, qu'on apprit que le roi de France rassemblait en Suisse, au

[1] *Paolo Paruta, Istor. Ven.* L. V, p. 305-316. — *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XV, p. 242-247. — *Galeatius Capella.* L. II, f. 26. — [2] *Paolo Paruta.* L. V, p. 317. — *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XV, p. 248. — *Pauli Jovii Vita Ferdinandi Davali.* L. III, p. 341. — *Arnoldi Ferronii de reb. Gall.* L. VII, p. 139. — *Galeatius Capella.* L. II, f. 26.

pied des Pyrénées et sur les confins de l'Italie, trois corps nombreux d'infanterie ; qu'il mettait toute sa gendarmerie en mouvement, et qu'il paraissait résolu à effectuer les menaces qu'il répétait depuis si longtemps. A cette nouvelle, Adrien VI crut devoir renoncer au caractère de pacificateur qu'il avait revêtu jusqu'alors. L'Italie était en paix, quoique toujours dévorée par l'armée impériale ; elle suivait désormais un seul étendard ; l'invasion de François Ier allait y apporter la guerre. Le pape jugea que ce n'était point s'écarter du rôle de père commun des fidèles que de garantir l'état actuel et de repousser, de concert avec tous les Italiens, une invasion étrangère, et, le 3 août, il signa à Rome, avec le vice-roi de Naples, une confédération qu'on négociait depuis longtemps, par laquelle le pape, l'empereur, le roi d'Angleterre, l'archiduc d'Autriche, le duc de Milan, le cardinal de Médicis au nom des Florentins, les Génois, Siennais et Lucquois, s'engageaient à pourvoir en commun à la défense de l'Italie. Parmi ces confédérés, les uns devaient fournir de l'artillerie et des munitions, les autres de l'argent, les autres enfin des soldats. La nomination du généralissime était abandonnée au pape et à l'empereur. Ce fut Prosper Colonna auquel le commandement de toutes les forces de l'Italie fut dans cette occasion confié par Charles-Quint. Ferdinand d'Avalos, marquis de Pescaire, qui, dans la précédente campagne, avait partagé avec lui le commandement, jaloux des faveurs que l'empereur accordait à son vieux collègue, avec lequel il s'était brouillé, avait renoncé à conduire l'infanterie espagnole, et avait passé à Valladolid, à la cour de Charles-Quint, pour lui porter ses plaintes [1].

Les hostilités allaient recommencer ; mais elles furent précédées par l'explosion de deux conspirations qui éclatèrent presqu'en même temps dans les deux partis opposés. Parmi

[1] *Galeatius Capella*. L. III, f. 27. — *Fr. Guicciardini*. T. II, L. XV, p. 250. — Mémoires de Martin du Bellay. L. II, p. 260. — *Paolo Paruta*. L. V, p. 318. — *Pauli Jovii Vita Fer-*

les courtisans de François Sforza, duc de Milan, se trouvait Boniface Visconti, son chambellan, qui nourrissait, contre lui et contre Morini, une haine secrète, à cause de l'assassinat d'Hector Visconti, son parent, qu'il croyait avoir été exécuté par leur ordre, et parce qu'il avait été dépouillé par eux de la préfecture du Val de Sésia. Le 25 août, comme il revenait de Monza à Milan avec le duc, celui-ci ordonna aux deux cents chevaux de sa garde de se tenir à quelque distance de lui, pour ne pas l'incommoder par la poussière qu'ils faisaient lever. Le duc montait une mule, et se trouvait éloigné de tout son monde, lorsque Boniface Visconti accourut à lui, sur un puissant cheval turc, comme pour prendre un ordre; mais, en s'approchant, il lui porta un coup de poignard à la tête. L'impatience du cheval turc, et la peur de la mule du duc, firent glisser le coup, qui ne blessa Sforza que légèrement à l'épaule. Visconti, piquant son cheval, s'enfuit avec tant de rapidité qu'aucun de ceux qui entouraient le duc ne put l'atteindre, et qu'il réussit à se mettre en sûreté, en Piémont d'abord, puis en France. En même temps, Galéaz de Birago, Milanais du parti français, instruit de la conspiration, et ne doutant pas que le duc ne fût tué, s'empara de Valence sur le Pô, et de sa citadelle, pour ouvrir aux Français cette porte de la Lombardie: mais les secours de France qui lui avaient été promis n'arrivèrent point. Antonio de Leyva, qui commandait à Pavie, vint immédiatement, avec ses Espagnols, mettre le siége devant Valence, et la ville fut reprise au bout de deux jours, sans que cette conspiration eût eu d'autre suite que de faire traîner à la torture, puis au supplice, un grand nombre de gentilshommes milanais soupçonnés d'y avoir trempé [1].

dinandi Davali. L. III, p. 337. — *Raynaldi Annal. eccles.* § 110, p. 394. — *Scipione Ammirato.* L. XXIX, p. 348. — *Giovio Cambi.* T. XXII, p. 340. — [1] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XV, p. 251. — Mémoires de Martin du Bellay. L. II, p. 281. — *Galeatius Capella.*

Le retard des secours français qu'attendait Birago tenait en partie à la conspiration du connétable de Bourbon. François Ier, après avoir repoussé l'attaque des Anglais et des Flamands en Picardie, avait mis tous ses soins à former une puissante armée pour reconquérir le duché de Milan. Il avait établi, dans toutes les villes et dans toutes les provinces, des impôts inouïs et presque intolérables ; il avait demandé au clergé des décimes ; il avait engagé ses revenus aux marchands de Lyon, pour se procurer de l'argent comptant : et en effet, il avait rassemblé un trésor suffisant pour subvenir à la campagne la plus dispendieuse. Mécontent de tous ceux qui jusqu'alors avaient commandé ses armées, il voulut conduire lui-même ses troupes en Italie, et ses préparatifs étaient tels qu'ils semblaient lui assurer le succès. Il avait rassemblé dix-huit cents lances, six mille Suisses, deux mille Valaisans, deux mille Grisons, six mille landsknechts, trois mille Italiens, et douze mille aventuriers français, qu'il s'était enfin déterminé à appeler au métier des armes, après avoir éprouvé combien sa confiance dans les étrangers lui avait été souvent fatale [1].

Cette armée était déjà réunie entre Lyon et les montagnes du Dauphiné, lorsque François Ier reçut les premiers indices des trahisons que le connétable de Bourbon méditait contre lui. Charles III, comte de Montpensier et duc de Bourbon, était le plus riche et le plus considéré des princes du sang ; il était chef de la branche de Bourbon-Montpensier, qui, dans son droit à la couronne, aurait précédé les Bourbon-Vendôme, aïeux d'Henri IV. Il joignait à une grande valeur et beaucoup de qualités brillantes, un orgueil irascible, une ambition démesurée, et des habitudes de prodigalité qui l'avaient engagé

L. III, f. 28. — *Fr. Belcarii.* L. XVII, p. 532. — *Giov. Cambi.* T. XXII, p. 242. —

[1] *Galeatius Capella.* L. III, f. 26, v. — *Arnoldi Ferronii.* L. VII, p. 138. — Mémoires de Martin du Bellay. L. II, p. 259-283. — *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XV, p. 253. — *Fr. Belcarii.* L. XVII, p. 533. — *Scipione Ammirato.* L. XXIX, p. 348. — *Paolo Paruta.* L. V, p. 319.

dans des dettes énormes. Il avait ressenti avec indignation, deux ans auparavant, l'injustice qu'il prétendait que François I[er] lui avait faite dans les guerres de Flandre, en donnant au duc d'Alençon, beau-frère du roi, plutôt qu'à lui, connétable de France, le commandement de son avant-garde [1]. Mais ce qui avait poussé à bout son ressentiment, c'était le procès que venait de lui intenter, devant le parlement de Paris, Louise de Savoie, mère du roi, pour réclamer de lui une partie de l'héritage de sa femme, morte peu auparavant. Il croyait ne pouvoir attendre aucune justice des tribunaux en plaidant contre la régente, et il regardait ce procès comme une preuve de la jalousie de François I[er], qui voulait ruiner sa fortune pour l'écraser plus facilement [2].

On avait vu souvent en France, et dans d'autres monarchies féodales, des grands seigneurs et des princes du sang conspirer contre le chef de l'état, et chercher non seulement à limiter son autorité, mais à le précipiter du trône, ou à lui ôter la vie. Cependant il était réservé à Bourbon de conspirer non seulement contre son roi, mais aussi contre sa patrie; de vouloir détruire l'indépendance nationale, et l'existence même du nom français; de travailler à ce que la nation à laquelle il avait l'honneur d'appartenir fût partagée entre les étrangers, ses ennemis héréditaires. Bourbon s'était vendu à Adrien de Buren, député de l'empereur, et à Russel, député de Henri VIII. Avec l'argent qu'il avait reçu d'eux, il s'était engagé à lever douze mille hommes : à leur tête il devait attaquer la Bourgogne aussitôt que François I[er] aurait passé les Alpes avec son armée. En récompense de cette trahison, la Provence devait être érigée pour lui en royaume; il devait épouser Éléonore, sœur de Charles-Quint, et veuve d'Emma-

[1] Mémoires de Martin du Bellay. L. I, p. 143. — *Pauli Jovii de Vita Ferdinandi Davali*. L. III, p. 339. — [2] *Fr. Guicciardini*. T. II, L. XV, p. 252. — Mémoires de Martin du Bellay. L. II, p. 261. — *Arn. Ferronii*. L. VII, p. 136.

nuel, roi de Portugal : tout le reste de la France devait être partagé entre l'empereur et le roi d'Angleterre, et le nom de Français devait être effacé entre les noms des nations [1].

Quelques indices ayant excité les soupçons du gouvernement, Boisy, frère de La Palisse, Saint-Valery, le directeur-général des postes, et l'évêque d'Autun, tous complices de la conspiration de Bourbon, furent arrêtés. François Ier, instruit par eux, rendit visite au duc de Bourbon à Moulins, où ce prince feignait d'être malade. Il lui communiqua les présomptions déjà élevées contre lui ; mais il ajouta qu'aucune preuve ne pourrait lui paraître suffisante pour convaincre son cousin d'un si grand crime ; et il déclara qu'il ne douterait plus de l'innocence de Bourbon si celui-ci lui en donnait sa parole d'honneur, et s'engageait en même temps à le suivre en Italie. Bourbon prit la main du roi dans un transport apparent de reconnaissance ; il protesta qu'il était accusé sans raison ; il demanda pardon de la légèreté de ses propos, qui l'avaient sans doute exposé à ces calomnies, et il jura que, tout malade qu'il était, il voulait se faire porter en litière à la suite de l'armée royale. Cette litière, en effet, suivit le roi pendant deux jours ; mais elle n'était destinée qu'à le tromper : Bourbon était parti la nuit même de Moulins, et fuyant en diligence, il était parvenu à Besançon, forteresse qui appartenait alors à l'empereur, où il avait donné rendez-vous aux gentilshommes associés à ses infâmes projets [2].

Le nombre de ceux qui avaient conjuré contre leur patrie était grand, et il comprenait plusieurs noms illustres dans la

[1] *Fr. Guicciardini*. T. II, L. XV, p. 252. — Mémoires de Martin du Bellay. L. II, p. 264. — *Pauli Jovii Vita Ferdin. Davali*. L. III, p. 330. — Mémoires de Louis de La Trémouille. T. XIV, ch. XIX, p. 218. — *Fr. Belcarii*. L. XVII, p. 538. — *Arn. Ferronii de rebus Gall.* L. VII. p. 136. — *Gal. Capella*. L. III, f. 29. — *Rymer, Acta et Convent*. T. XIII, p. 794. — [2] Mémoires de Martin du Bellay. L. II, p. 265. — *Arnoldi Ferronii*. L. VII, p. 136. — *Pauli Jovii Vita Ferd. Davali*. L. III, p. 341. — *Fr. Belcarii*. L. XVII, p. 530. — *Fr. Guicciardini*. T. II, L. XV, p. 253.

noblesse. On y voyait Philibert de Châlons, prince d'Orange, destiné aussi bien que Bourbon à jouer un grand rôle dans les calamités de l'Italie, Pomperan, Le Pelloux, Lurcy, Montbardon, Lallière, Aymar de Prie, Hennuyer de la Mothe, qui s'étaient distingués dans les précédentes guerres ; et François Ier étendait ses soupçons, non sans cause, sur le duc de Vendôme et toute la maison de Bourbon : il crut donc ne pouvoir sans danger s'éloigner dans ce moment de son royaume [1]. D'autre part, il ne voulait pas laisser inutile la brillante armée qu'il avait rassemblée. Pour son malheur, il en confia le commandement à Guillaume de Gouffier, plus connu sous le nom d'amiral Bonnivet, le plus aimable des courtisans, celui qui savait le mieux l'art de flatter son maître et de lui plaire ; mais celui aussi qui était le moins capable de conduire une armée, et qui avait le moins appris ce qu'il est essentiel à un général de savoir [2].

Prosper Colonna qui, comme généralissime de la ligue, était demeuré chargé de la défense de l'Italie, se trouvait à cette époque abattu par une longue maladie, qui n'avait pas seulement affaibli son corps, mais même son esprit. Il avait cru n'avoir rien à craindre d'une invasion française ; il avait licencié une partie de ses troupes ; il n'avait point relevé les fortifications de Milan : il se trouvait sans argent par la négligence habituelle de l'empereur ; et lorsqu'il sut qu'au commencement de septembre les Français passaient les Alpes, il sentit tout le danger de sa position. Toutefois il comptait encore pouvoir défendre le passage du Tésin contre l'armée française ; tandis qu'Antonio de Leyva, abandonnant tout le pays situé au-delà de ce fleuve, s'était retiré à Pavie avec

[1] Mémoires de Martin du Bellay. L. II, p. 265. — *Pauli Jovii Vita Ferdinandi Davali.* L. III, p. 341. — [2] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XV, p. 253. — Mémoires de Martin du Bellay. L. II, p. 279. — *Arnoldi Ferronii.* L. VII, p. 139. — *Fr. Belcarii.* L. XVII, p. 533. — *Galeat. Capella.* L. III, f. 29. — *Pauli Jovii Vita Davali.* L. III, p. 341.

l'infanterie espagnole, et que la défense de Crémone était assurée par une garnison de mille fantassins [1].

Les Vénitiens, pour remplir les engagements contractés avec l'empereur, avaient ôté le commandement de leurs troupes à Théodore Trivulzio, partisan zélé de la France, pour le confier à François-Marie de La Rovère, duc d'Urbin. Le sénat ne pouvait choisir un homme dont la manière de faire la guerre s'accordât mieux avec sa politique circonspecte : il semblait ne se proposer d'autre but, en commandant les armées, que d'éviter toute bataille et tout danger ; et lorsque Prosper Colonna le pressa d'occuper Lodi, de s'avancer sur les bords de l'Adda, ou de passer ce fleuve pour protéger Milan, il le refusa constamment, de peur d'y rencontrer les ennemis [2].

Le marquis de Mantoue avait été nommé par Adrien VI gonfalonier de l'église, et il avait assemblé une armée sur le Pô ; mais il était également résolu à ne point dépasser Parme, pour ne pas se compromettre, et il ne donnait à Prosper Colonna aucun secours effectif. Jean de Médicis, commandant des bandes noires, que son cousin le cardinal Jules avait déterminé à quitter le service de France, pour rentrer de nouveau à celui de l'empereur, n'avait point adopté cette manière timide de faire la guerre : ses forces, il est vrai, étaient peu considérables. Enfin la barrière du Tésin, sur laquelle Prosper Colonna avait compté, se trouva bien moins formidable que de coutume, une sécheresse extraordinaire ayant fait baisser les eaux du fleuve. Ce vieux général, tout malade qu'il était, s'était fait porter en litière vis-à-vis de Vigévano, où l'armée de Bonnivet était campée. Bientôt s'y trouvant sous le canon de l'ennemi, et voyant que non seulement la cavalerie française, mais même les fantassins, pourraient passer le

[1] *Galeatius Capella.* L. III, f. 29. — *Pauli Jovii Vita Ferdinandi Davali.* L. III, p. 342. — [2] *Paolo Paruta, Ist. Ven.* L. V, p. 320.

Tésin à gué, il en abondonna les bords, et se replia sur Milan, sans avoir perdu un homme[1].

Le 14 septembre 1523, jour même où l'armée de l'amiral Bonnivet passa le Tésin pour commencer une campagne décisive, un événement imprévu changea encore une fois la balance des partis, et jeta du désordre dans la ligue qui avait entrepris de défendre l'Italie contre les Français. Le pape Adrien VI avait dit la messe, le 4 août, au mont Esquilin, où l'on célébrait une fête de la Vierge. Le même jour il avait publié en grande cérémonie la ligue qu'il avait conclue avec l'empereur. Fatigué de ses fonctions, qu'une chaleur excessive avait rendues plus pénibles, il s'était retiré pour dîner à la villa Mellini : il y fut atteint d'une petite fièvre, qu'il ne crut nullement périlleuse; et ses médecins ne lui donnèrent jamais à connaître qu'il courût aucun danger. Cependant son mal allait en empirant, tandis que personne autour de lui ne paraissait le remarquer, et il mourut, le 14 septembre, sans avoir eu presque le temps de s'y préparer[2].

La guerre où Adrien VI avait engagé l'église venait justement de commencer ; les Italiens avaient déjà appris tout ce qu'ils pourraient avoir à souffrir de l'invasion d'une armée barbare, et ils avaient lieu de craindre que la mort du pontife, et le conclave orageux qu'annonçait l'animosité des partis, ne les livrassent presque sans défense aux Français, qu'ils avaient provoqués. Toutefois aucune calamité ne paraissait, aux yeux des Romains, pouvoir égaler celle d'avoir à la tête de leur gouvernement un pape barbare, qui ne savait pas

[1] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XV, p. 254. — Mémoires de Martin du Bellay. L. II, p. 287. — *Arnoldi Ferronii Burdigalens.* L. VII, p. 139. — *Pauli Jovii Vita Ferdinandi Davali* L. III, p. 342. — *Paolo Paruta.* L. V, p. 319. — [2] *Pauli Jovii Vita Ferdinandi Davali.* L. III, p. 342. — Idem, *Vita d'Adriano VI.* p. 133. — Idem, *Vita di Pompeo Colonna.* p. 159. — *Raynaldi Annal. eccles.* § 112, p. 394. — *Onofrio Panvino.* f. 266, v. — *Giov. Cambi.* T. XXII, p. 243. — *Scipione Ammirato.* L. XXIX, p. 349. — *Fr. Belcarii.* L. XVII, p. 536.

leur langue, qui avait en horreur la poésie et les arts, auxquels ils devaient désormais tout leur lustre; qui, par son avarice, avait ruiné toutes les familles enrichies sous les pontificats précédents, qui avait confisqué tous les offices vendus par ses prédécesseurs, qui n'accordait jamais une grâce, et qui semblait s'être fait la règle de renvoyer d'auprès de lui chacun mécontent. La nouvelle de sa mort fit éclater à Rome une joie universelle; et le lendemain, on trouva la porte de son médecin, Giovanni Autracino, ornée de guirlandes de fleurs, avec cette inscription : *Le sénat et le peuple romain au libérateur de la patrie*[1].

[1] *Paolo Giovio, Vita d'Adriano VI*. p. 134. — *Onofrio Panvino, Vite de' Pontifici*. p. 266. — *Lettera di Girolamo Negro*, du 7 avril 1523, f. 114; et du 2 décembre, *di Roma*, f. 119. *In Lettere de' Principi*. T. I, editio in-4o. Ven., 1581.

CHAPITRE IX.

Élection de Clément VII. — Campagne désastreuse des Français en Italie, sous l'amiral Bonnivet ; campagne plus désastreuse encore de François Ier ; il est fait prisonnier à la bataille de Pavie.

1523-1525.

1523. — La joie que manifestèrent les Romains à la mort d'Adrien VI ne doit pas décider sans retour du caractère et de la politique d'un pontife contre lequel ils avaient les plus fortes préventions nationales. Adrien n'avait guère vécu plus d'une année au milieu d'eux ; et sur un règne si court il serait difficile de juger ses sentiments et ses projets. Depuis longtemps on n'avait vu sur la chaire de saint Pierre un pape de meilleure foi ; cette loyauté, il est vrai, n'était pas en toute chose avantageuse ou à l'église ou à l'état qu'il gouvernait ; elle le rendit plus intolérant que ses prédécesseurs dans ce qui regardait la foi ; elle le livra plus entièrement aux intrigues de ses conseillers dans les affaires d'état, qu'il reconnaissait ne point entendre. Cependant les torts qu'on lui reprochait le plus sévèrement tenaient aux circonstances, et à l'état d'épuisement où Léon X avait laissé à sa mort les finances pontificales.

Mieux instruit que son prédécesseur de l'importance des opinions nouvelles qui se répandaient en Allemagne, il avait adressé, le 25 novembre 1522, à la diète de l'empire assemblée à Nuremberg, un bref par lequel il condamnait avec la plus grande sévérité les opinions de Luther, et réclamait contre cet hérésiarque et ses sectateurs l'application des peines les plus rigoureuses. Mais en même temps il reconnaissait avec candeur la corruption de la cour romaine; il promettait de travailler à la réforme de ses nombreux abus, et il demandait, sur cette réforme nécessaire, des conseils à la diète. Ce fut cette demande qui engagea les princes séculiers de l'Allemagne à publier la liste, fameuse dans l'histoire de la réformation, des cent plaintes à former contre la cour de Rome; liste qui confirmait les principales accusations des luthériens, et qui montrait combien tous les esprits dans le nord étaient disposés à recevoir les opinions nouvelles [1].

Le zèle religieux d'Adrien lui avait fait adopter tous les préjugés et toutes les haines des Espagnols contre les Juifs et les Maures convertis, classe nombreuse d'hommes qu'on nommait *Marrani*, et qu'on soupçonnait toujours d'un attachement secret au culte auquel on les avait fait renoncer par force; ils étaient arrivés en très grand nombre à Rome, avec toutes leurs richesses, pour fuir l'inquisition d'Espagne. Adrien VI préparait contre eux, lorsqu'il mourut, les édits les plus rigoureux. Il voulait aussi soumettre à des peines nouvelles et plus sévères les blasphémateurs et les simoniaques. Cette partie de la législation lui paraissait tenir à ses études favorites de théologie : à d'autres égards, il n'avait point de volonté propre sur les affaires publiques, et il reconnaissait qu'il les entendait mal [2].

[1] *Sleidanus in Commentar.* L. III, p. 87; et L. IV, p. 99. — *Acta comment. Norimb. in fasciculo rerum expetend. et fugiend.* — *Pallavicin. Hist. concil. Trident.* L. II, c. 7 et 8. — Fleury, Histoire ecclésiastique, L. CXXVIII, ch. 29-34. — [2] *Paolo Giovio*,

Cependant Adrien n'avait point de confiance dans le collége des cardinaux ; ses membres lui paraissaient, par leur conduite scandaleuse, devoir être le premier objet de la réforme qu'il méditait : mais comme il se sentait obligé de se livrer à ceux qu'il connaissait en savoir plus que lui, il choisissait un petit nombre de confidents et de ministres, auxquels il abandonnait un pouvoir excessif. Bientôt il se défiait d'eux et le leur retirait ; il offensait ainsi les cardinaux et les grands seigneurs de Rome ; il rendait son autorité vacillante, et sa faveur trop précaire ne lui gagnait pas même le cœur de ceux à qui il l'accordait momentanément.

Trente-six cardinaux entrèrent, le 1er octobre 1523, dans le conclave qui devait choisir le successeur d'Adrien VI. Bientôt on les vit se ranger presque tous sous la direction de deux chefs qui, jaloux l'un de l'autre, se donnaient mutuellement l'exclusion, et qui tinrent le sacré collége divisé pendant cinquante jours. D'une part, Pompée Colonna, puissant auprès de Charles-Quint en raison de l'attachement inébranlable de sa famille à la cause impériale, était reconnu pour chef par les vieux cardinaux, créés au temps de Jules II, ou avant lui ; et d'autre part, Jules de Médicis disposait de seize suffrages parmi les cardinaux que son cousin Léon X avait créés. Quant à Wolsey, cardinal d'Yorck, qui avait presque toujours eu pour but, en dirigeant la politique d'Angleterre, de s'assurer des suffrages pour une prochaine élection, et qui avait tour à tour obtenu la promesse de toute la faveur de François Ier, puis celle de Charles-Quint, il était également oublié par ces deux monarques, et écarté par les deux partis. D'ailleurs, après le mécontentement qu'avait causé l'élection d'Adrien VI, on n'aurait pu songer à donner la tiare à un autre ultramontain [1].

Vita di Adriano VI. p. 133, v. — *Onofrio Panvino, Vite de' Pontifici*, f. 266, v. — [1] *Paolo Giovio, Vita del card. Pompeo Colonna*, p. 159.

L'opposition décidée de Colonna et de son parti ayant empêché l'élection du cardinal de Médicis qui, cependant, dès le commencement avait eu vingt-un suffrages, plusieurs autres cardinaux se mirent successivement sur les rangs, tels que Fieschi, Farnèse, Monti, Grassi, Sodérini et Carvajal; ils cherchaient réciproquement à acheter des suffrages, sans s'exposer au reproche de simonie : l'expédient qui paraissait mettre le mieux leurs consciences en repos était celui des gageures. Ainsi les partisans de Médicis offraient à tout cardinal du parti contraire de parier douze mille ducats contre cent que Médicis ne serait point pape; les partisans de Sodérini en offraient de même dix mille, et ces derniers avaient pour eux tout le parti français [1].

La lutte entre les deux factions se prolongeait avec si peu d'apparence de conciliation, qu'on commençait à craindre que les deux partis ne saisissent un prétexte pour sortir du conclave, former deux assemblées et élire deux papes à la fois. Les deux chefs devenaient également odieux au peuple. On accusait le nouveau Jules et le nouveau Pompée de vouloir par leurs discordes ruiner Rome une seconde fois. Une effroyable puanteur qui s'était répandue dans le conclave en rendait le séjour insupportable : les cardinaux tombaient malades, et les plus vieux surtout ne pouvaient résister longtemps encore à une si pénible réclusion. Le cardinal de Clermont proposa Franciotto Orsini; et Médicis feignit de vouloir lui donner les suffrages de tout son parti, qui, joint à celui de France, aurait décidé l'élection. Pompée Colonna craignit de voir le souverain pontificat passer dans une maison ennemie héréditaire de la sienne; il sentit qu'il fallait céder, et se rendant auprès du cardinal de Médicis, il lui offrit de le faire pape, pourvu que Jules donnât des garanties de sa reconnaissance [2].

[1] *Istorie di Giovio Cambi*. T. XXII, p. 243. — [2] *Paolo Giovio, Vita di Pompeo Colonna*. f. 160. — *Fr. Guicciardini*. T. II, L. XV, p. 268. — *Onofrio Panvino*. f. 267. —

Les conditions que proposait Pompée Colonna furent toutes acceptées ; il demanda que Médicis se réconciliât avec le cardinal Sodérini, et lui rendît tous ses biens ; qu'il pardonnât de même à tous ceux qui avaient travaillé contre lui ; qu'il cédât à Colonna l'office de vice-chancelier de l'église, avec le magnifique palais qu'il occupait, et qu'avait bâti Raphaël Riario. Jules, à ces conditions, fut la même nuit adopté par presque tous les cardinaux, et le lendemain, 18 novembre, anniversaire du jour où deux ans auparavant il était entré victorieux à Milan, il fut proclamé sous le nom de Clément VII. Ce nom était destiné à confirmer l'engagement qu'il avait pris de pardonner à Pompée Colonna, à Sodérini et à tous ses ennemis. Quelle que fût cependant l'unanimité apparente de cette élection, elle déplut tellement aux vieillards, que le chagrin s'unissant aux souffrances qu'ils avaient éprouvées pendant leur réclusion, Sodérini, Grassi, Carvajal et Fieschi moururent au bout de peu de jours [1].

Peu de pontifes étaient arrivés au trône avec une plus haute réputation que Clément VII ; il avait gagné l'affection des Florentins qu'il gouvernait depuis plusieurs années avec une puissance presque absolue, et il ajoutait ainsi aux forces de l'église celles de cette république, encore riche et redoutée malgré son déclin. On savait qu'il avait été le principal ministre de Léon X pendant son pontificat, et on lui attribuait tout ce que son cousin avait fait de glorieux, sans craindre de trouver en lui les mêmes défauts. On ne l'accusait ni d'amour désordonné pour les plaisirs, ni de prodigalité, ni de vaine pompe, et l'on connaissait son application et son aptitude au travail ; aussi son élection fut-elle célébrée avec des transports

Lettera di Girol. Negro, du 18 novembre 1523. T. I, f. 119. — [1] *Paolo Giovio, Vita del card. Colonna*. p. 160. — *Fr. Guicciardini*. T. II, L. XV, p. 264. — *Giovio Cambi*. p. 246. — *P. Bizarri*. L. XIX, p. 469. — *Ben. Varchi, Stor. Fior.* T. I, L. II, p. 7. — *Raynaldi Annal. eccles*. 1523, § 125, p. 397. — *Fr. Belcarii*. L. XVII, p. 538.

de joie, et par les hommes de lettres qui attendaient de lui les mêmes bienfaits dont les avait comblés Léon X, et par le peuple [1].

Le rétablissement de la paix dans les états de l'église fut le premier objet des soins de Clément VII. Alfonse, duc de Ferrare, avait profité de la mort d'Adrien pour se remettre en possession de Reggio et de Rubbiéra où l'amour des peuples l'avait appelé; il était entré dans la première de ces villes le 29 septembre. Deux jours auparavant il s'était aussi présenté devant Modène; mais la fermeté de Guicciardini, qui en était gouverneur, et l'attachement du peuple à la domination de l'église, l'avaient empêché de s'emparer de cette ville. Toutefois Guicciardini n'avait que peu de soldats, et Alfonse se préparait à une nouvelle tentative, lorsqu'il apprit l'élection de Clément VII qui le fit renoncer à ses projets. Des troubles excités en Romagne par Jean de Sassatello, au nom du parti guelfe, mais avec l'appui secret des Français, furent aussi apaisés par le nom seul de Médicis [2].

Le gouvernement de Florence réclama ensuite les soins du nouveau pontife; cette ville était tenue par ses partisans dans un état d'obéissance abjecte, et ils en avaient donné une preuve au moment de l'élection de Clément VII. Un citoyen considéré, âgé de soixante-trois ans, et qui devait, à la prochaine extraction, être gonfalonier de justice, Pierre Orlandini, avait gagé que Médicis ne serait point pape. Lorsqu'on était venu lui demander le paiement de sa gageure, il s'était écrié que le cardinal n'avait pu être élu canoniquement. Sur cette seule parole qui parut annoncer un manque de respect envers la maison de Médicis, les huit de balie le firent saisir, le 24

[1] *Lettera di Girol. Negri*, du 2 décembre. f. 119. *Lettere de' Principi*. — [2] *Fr. Guicciardini*. T. II, L. XV, p. 255. — Alfonse, dans ce temps-là même, venait de perdre Lucrèce crgia, sa femme, qui lui laissa trois fils. Elle avait alors fait oublier, par sa dévotion, les scandales de sa vie passée. *Paolo Giovio*, *Vita di Alfonso d'Este*. p. 118.

novembre, et deux heures après lui firent trancher la tête [1].

Clément VII témoigna du regret de cette exécution qui devait rendre son pouvoir odieux. La famille de Médicis n'existait plus en quelque sorte; il avait été lui-même légitimé, et il se considérait comme représentant Cosme, père de la patrie, son aïeul; mais après lui il ne restait plus que deux bâtards, Hippolyte, qui était alors âgé de seize ans, fils naturel de Julien, duc de Nemours, le troisième des fils de Laurent-le-Magnifique; et Alexandre, fils naturel de Laurent, duc d'Urbin, fils de Pierre, l'aîné des fils du Magnifique. Alexandre était né d'une esclave en 1512, et la paternité de Laurent était au moins incertaine. Clément VII néanmoins lui fit obtenir un duché dans le royaume de Naples, et le fit déclarer habile à exercer tous les emplois de la république. Il envoya ces deux jeunes gens à Florence, Hippolyte, le 30 juillet 1524, et Alexandre, le 19 juin 1525. Le premier fut dès lors considéré comme chef de l'état, et porta le titre de Magnifique. Ses concitoyens conservaient pour lui l'affection qu'ils avaient eue pour le duc de Nemours, son père; tandis qu'Alexandre avait hérité de la haine que son père, Laurent, avait excitée par son arrogance. Cependant ni l'un ni l'autre n'était en âge de gouverner l'état; aussi Clément VII envoya-t-il à Florence, avec le titre de légat, Silvio Passerino, cardinal de Cortone; celui-ci, après y avoir fait son entrée, le 11 mai 1524, vint s'établir au palais des Médicis, et dès lors administra la république avec toute l'autorité qu'y avaient usurpée les Médicis depuis leur retour [2].

Mais Clément VII commençait à gouverner l'église dans un moment critique où le sort de l'Italie entière paraissait dépen-

[1] *Istor. di Giov. Cambi.* T. XXII, p. 250. — *Jacopo Nardi, Istor. Fior.* L. VII, p. 303. — *Filippo de' Nerli Comment.* L. VII, p. 141. — *Scipione Ammirato.* L. XXX, p. 351. — *Ben. Varchi, Stor. Fior.* L. II, p. 12. — *Lettere de' Principi.* T. I, f. 120. — [2] *Giov. Cambi.* T. XXII, p. 239, 264, 273. — *Comment. del Nerli.* L. VII, p. 142. — *Benedetto Varchi.* L. II, p. 14.

dre des combats qui se livraient alors même dans les plaines de la Lombardie. L'amiral Bonnivet, avec quatre mille chevaux et trente mille fantassins, avait passé le Tésin et commencé les hostilités, le 14 septembre, le propre jour où Adrien VI était mort. Dans les deux mois qui s'étaient écoulés jusqu'à l'élection de son successeur, Bonnivet aurait pu aisément recouvrer tout le Milanais et chasser les Impériaux hors des limites de la Lombardie; il donna, au contraire, dans ce même espace de temps, la mesure de son incapacité, et il dissipa la terreur qu'il avait d'abord excitée.

Prosper Colonna avait été surpris; ses forces n'étaient point proportionnées à l'étendue du pays qu'il devait défendre, ou aux moyens de son ennemi; et lorsqu'il se vit contraint d'abandonner les bords du Tésin et de se replier sur Milan, il crut qu'il lui serait impossible de tenir dans cette ville. En effet, tout ce que les ingénieurs pouvaient promettre, c'était de faire en trois jours que la ville fût à l'abri d'un coup de main par le travail constant de tous les sapeurs qu'on pourrait mettre à leur disposition, tandis qu'il ne fallait qu'une demi-journée à Bonnivet pour se présenter devant ses murs, et qu'on ne pouvait croire qu'il négligeât de mettre le temps à profit [1].

Cependant Prosper fit travailler à l'heure même aux fortifications, comme s'il avait été assuré d'avoir le temps d'achever son entreprise; et Bonnivet, au contraire, résolu à ne pas mériter les reproches d'inconsidération et de précipitation qu'on avait faits aux autres généraux français, s'arrêta trois jours sans motif sur les bords du Tésin. Il espérait que Prosper Colonna évacuerait de lui-même la capitale; alors il pourrait à son tour en tirer d'immenses ressources pour la guerre, tan-

[1] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XV, p. 254. — *Galeatius Capella.* L. III, f. 29. — *Arnoldi Ferronii de reb. Gall.* L. VII, f. 139. — *Pauli Jovii Vita Ferdinandi Davali.* L. III, p. 342. — *Paolo Paruta, Ist. Venez.* L. V, p. 319.

dis qu'il l'exposait au pillage s'il cherchait à y forcer l'ennemi [1].

Lorsque Bonnivet apprit que Prosper Colonna, au lieu de se retirer, se fortifiait dans Milan, il vint tracer son camp à Saint-Christophe, au pied des murs de cette ville, entre les portes Ticinoise et Romaine, dans un lieu fortifié par des canaux; de là il envoya des partis courir le pays pour enlever des vivres, se flattant qu'il forcerait ainsi Prosper Colonna à évacuer une ville où il éprouverait bientôt de grands besoins [2]. Bayard et Frédéric de Bozzolo s'emparèrent de Lodi le 20 septembre, et ravitaillèrent le château de Crémone; mais ils avaient compté, au moyen de ce château, qu'ils pourraient s'emparer de la ville; et quoiqu'ils conduisissent à cette expédition trois cents lances et huit mille fantassins, ils ne purent y réussir [3]. Ils s'avancèrent ensuite vers Caravaggio et Monza pour empêcher les Milanais de tirer des vivres des monts de Brianza. Prosper Colonna, atteint d'une maladie qui devait le conduire au tombeau, se faisait remplacer par le duc de Termes et par Alcaron, commandant de l'infanterie espagnole. Il avait, par son activité, rassemblé dans Milan huit cents hommes d'armes, huit cents chevau-légers, quatre mille fantassins espagnols, six mille cinq cents Allemands et trois mille Italiens. Il faisait avancer le marquis de Mantoue au midi du Pô, du côté de Pavie; il attendait chaque jour de nouveaux renforts qui venaient le joindre d'Allemagne et du royaume de Naples, et déjà il coupait aux Français les vivres que ceux-ci avaient compté tirer de la Lomelline [4].

Bonnivet s'était vanté de ne point imiter l'impétuosité et

[1] Mémoires de Martin du Bellay. L. II, p. 289. — Mémoires de Louis de La Trémouille, T. XIV, p. 224. — [2] *Fr. Guicciardini*. T. II, L. XV, p. 257. — *Galeatius Capella*. L. III, f. 30. — *Arnoldi Ferronii*. L. VII, p. 139. — Mémoires de Martin du Bellay. L. II, p. 290. — [3] *Galeatius Capella*. L. III, f. 30. — *Paolo Paruta*. L. V, p. 320. — *Pauli Jovii Vita Davali*. L. III, p. 342. — [4] *Fr. Guicciardini*. T. II, L. XV, p. 258. — *Galeatius Capella*. L. III, f. 30.

l'imprudence des autres capitaines français, mais de faire la guerre aux Italiens avec des précautions italiennes. Il perdait pourtant ainsi les avantages propres à sa nation sans pouvoir acquérir ceux d'une autre. Chaque petit combat lui coûtait des soldats, et chacune de ses pertes jetait du découragement parmi ses troupes, en augmentant l'ardeur de ses ennemis. Les fréquents revers que ses détachements avaient éprouvés le contraignirent enfin à ne plus faire venir ses convois que sous de grosses escortes, à n'envoyer au fourrage que de forts détachements, et à retirer le corps d'armée qui coupait le chemin des monts de Brianza, en faisant camper toutes ses troupes entre Marignan et Biagrasso [1].

La lenteur de Bonnivet avait donné aux alliés le temps de rassembler toutes leurs armées. Outre les troupes espagnoles et allemandes que Prosper Colonna commandait dans Milan, et celles qu'Antonio de Leyva avait sous ses ordres à Pavie, le vice-roi de Naples, Charles de Lannoy, s'approchait avec le marquis de Pescaire, qui venait prendre le commandement de l'infanterie espagnole. Le marquis de Mantoue, d'après la demande de Prosper Colonna, s'était avancé jusqu'à Pavie avec l'armée de l'église; Vitelli conduisant trois mille fantassins à la solde des Florentins, couvrait le chemin de Gênes; et le duc d'Urbin, à la tête de l'armée vénitienne, était arrivé sur l'Adda. Bonnivet s'était obstiné, malgré leur approche, à rester devant Milan, pour suivre un complot avec quelques soldats de la troupe de Jean de Médicis, qui avaient promis de lui livrer une porte de la ville; mais ceux-ci ayant été découverts et punis du dernier supplice, il fit proposer à Prosper Colonna un armistice jusqu'au mois de mai, sous condition qu'il abandonnerait tout ce qu'il avait conquis au-delà du

[1] *Fr. Guicciardini*. T. II, L. XV, p. 259. — Mémoires du chev. Bayard. T. XV, ch. LXIX, p. 404. — Mém. de Martin du Bellay. L. II, p. 307. — *Galeatius Capella*. L. III, f. 31. — *Arnoldi Ferronii*. L. VII, p. 139.

Tésin. Les généraux impériaux ne l'acceptèrent pas; ils ne consentaient à une trêve qu'autant que les Français évacueraient toute la Lombardie; et Bonnivet, sans avoir obtenu une suspension d'armes, fut cependant forcé, par d'épaisses neiges, à se retirer. Il porta, le 27 novembre, toute son armée entre le Ticinello et le Tésin, à Biagrasso et à Rosate. Prosper Colonna ne troubla point sa retraite, malgré les instances de ses soldats, d'après son système invariable de ne pas confier au hasard ce qu'il pouvait obtenir du cours naturel des choses [1].

C'était, il est vrai, la dernière épreuve qu'il devait faire de la tactique qui lui était propre. Ce grand général, qui semblait avoir pris pour modèle Fabius Cunctator, fit en quelque sorte une révolution dans l'art de la guerre. Il enseigna pour la première fois par quel art, en choisissant des positions, ou en faisant des marches savantes, un général plus faible, ou qui se défie de ses troupes, peut lasser l'activité de ses ennemis, déjouer leur impétuosité, et dissiper leur puissance, sans leur donner la consolation de livrer une seule bataille. Dans le temps où il vécut, son talent était celui dont son parti avait le plus besoin pour ralentir l'impétuosité des Français, ou rendre inutile la valeur aveugle des Suisses. Le premier il défendit sans combats un pays qui, depuis trente ans, avait toujours été ou gagné ou perdu par une seule bataille. Cependant, à cette époque même, il était depuis huit mois consumé par la maladie. La jalousie que jusqu'alors il avait ressentie contre Charles de Lannoy, vice-roi de Naples, dut céder à l'accablement de la souffrance. Il appela lui-même à Milan ce ministre de l'empereur; mais Lannoy ne voulut

[1] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XV, p. 260. — *Galeatius Capella.* L. III, f. 32. — *Paolo Paruta, Ist. Ven.* L. V, p. 323. — *Arnoldi Ferronii Burdigal.* L. VII, p. 140. — *Pauli Jovii Vita Ferdin. Davali.* L. III, p. 343. — *Scipione Ammirato.* L. XXX, p. 350. — Mém. de Martin du Bellay. L. II, p. 306.

point que les yeux mourants de son rival vissent le successeur qu'il avait tant redouté. Il ralentit sa marche, et n'entra dans Milan avec le marquis de Pescaire que lorsque Prosper Colonna, à l'agonie, avait déjà perdu connaissance. Il mourut le 30 décembre 1523 [1].

1524. — Bonnivet, ayant pris ses quartiers d'hiver, renvoya les fantassins français levés en Languedoc et en Dauphiné ; il les trouvait de peu de service, et coûtant beaucoup. Il comptait les remplacer au printemps par des Suisses, qu'il avait déjà donné commission de solder. En même temps, pour s'ouvrir avec les cantons une communication plus facile, il chargea Renzo de Céri d'attaquer Arona sur le lac Majeur, et il lui donna sept mille fantassins italiens pour réduire cette forteresse. Mais Anchise Visconti, qui la défendait avec une garnison milanaise, lui opposa une résistance si obstinée, que Renzo de Céri fut obligé de lever le siége, après que le feu de ses batteries eut duré trente jours, et qu'il eut lancé contre Arona six mille boulets [2].

Le connétable de Bourbon était aussi arrivé à Milan avec un renfort de six mille landsknechts. L'empereur, qui voulait différer le mariage de Bourbon avec Éléonore de Portugal, et qui cherchait des prétextes pour le rompre, au lieu de permettre au connétable de venir en Espagne, lui avait donné en Italie le commandement suprême de l'armée, tandis qu'il avait chargé Pescaire de celui de l'infanterie espagnole, et Lannoy de l'administration civile. Le duc d'Urbin avait de son côté reçu du sénat de Venise l'ordre de passer l'Adda, et de venir se joindre à Milan à l'armée impériale. Celle-ci l'emportait dès lors de beaucoup en forces sur celle de Bonnivet;

[1] *Fr. Guicciardini*. T. II, L. XV, p. 263-265. — *Galeatius Capella*. L. III, f. 33. — *Pauli Jovii Vita Ferd. Piscarii*. L. III, p. 344. — Mém. de Martin du Bellay. L. II, p. 308 — [2] *Fr. Guicciardini*. T. II, L. XV, p. 265. — *Galeatius Capella*. L. III, f. 33. — *Pauli Jovi Vita Ferdinandi Davali*. L. III, p. 344. — Mém. de Martin du Bellay. L. II, p. 308.

mais elle éprouvait la détresse constamment attachée aux armées de l'Autriche : Charles-Quint ne lui envoyait point d'argent. Les soldes étaient arriérées depuis longtemps ; les soldats pillaient les habitants chez lesquels ils vivaient ; et les différents états d'Italie étaient pressurés par les généraux, qui exigeaient d'eux d'énormes contributions pour fournir aux dépenses de la guerre [1].

L'armée impériale était remplie de confiance, en raison des succès qu'elle avait déjà obtenus ; celle des Français, au contraire, était découragée ; et les chefs eux-mêmes, qui jusqu'alors avaient été les favoris de la fortune, commençaient à éprouver des revers. Le chevalier Bayard avait été chargé de défendre Robecco, avec les seigneurs de Mézières et de Saint-Mesmes, deux cents hommes d'armes, quatre cents chevau-légers, et l'infanterie du seigneur de Lorges ; mais il s'y laissa surprendre une nuit du mois de février par Pescaire et Jean de Médicis : la bourgade fut enveloppée, les Français attaqués, dans leur sommeil, par trois mille Espagnols, qui, pour se reconnaitre, avaient mis une chemise blanche par-dessus leurs armes ; presque tous les chevaux pris, presque tous les soldats massacrés ou faits prisonniers, et Bayard lui-même ne se sauva qu'avec peine en combattant [2].

Bonnivet attendait, au printemps, de puissants renforts qui devaient lui arriver de Suisse. Il avait brûlé la bourgade de Rosate, pour réunir toutes ses troupes à Biagrasso ; et comme il avait le Tésin derrière lui, il pouvait tirer, du pays couvert par ce fleuve, d'abondantes provisions qui devaient le mettre en état d'attendre la saison nouvelle dans son camp fortifié. On ne pouvait guère espérer de succès en l'y attaquant : mais

[1] *Galeatius Capella*. L. III, f. 34. — *Fr. Guicciardini*. T. II, L. XV, p. 267. — [2] *Pauli Jovii Vita Davali*. L. III, p. 344. — *Arnoldi Ferronii*. L. VII, p. 140. — *Fr. Guicciardini*. T. II, L. XV, p. 268. — Mémoires de Martin du Bellay. L. II, p. 311. — Mémoires du chev. Bayard. Ch. LXIV, p. 405-409.

le marquis de Pescaire proposa la manœuvre hardie de faire passer le Tésin à l'armée impériale, pour placer Bonnivet entre cette armée et Milan. Il compta que les Français, découragés, n'oseraient point attaquer la capitale de la Lombardie; il y renvoya toutefois le duc François Sforza et Jean de Médicis, avec six mille hommes; puis, le 2 mars, l'armée impériale passa le Tésin sur trois ponts, et vint s'établir à Gambalo [1].

Bonnivet, craignant de se voir tourné et de perdre toutes ses communications avec le Piémont, d'où il tirait ses vivres, passa le Tésin à son tour, après avoir laissé une forte garnison à Biagrasso, et vint se loger à Vigevano, sur la rive droite de cette rivière. Pendant ce temps, le duc d'Urbin avait attaqué et pris d'assaut Garlasco, château-fort qu'occupaient les Français entre l'armée impériale et Pavie. Chaque combat avait été désavantageux aux Français; dans chacun ils avaient perdu un grand nombre de soldats et de chevaux; et Bonnivet, plutôt que de voir son armée se fondre ainsi en détail, présenta, pendant deux jours de suite, la bataille aux Impériaux, quoiqu'il fût bien plus faible qu'eux. Mais Lannoy et le connétable de Bourbon étaient résolus à ne pas exposer aux chances d'une affaire générale des avantages dont ils se sentaient déjà assurés; ils préférèrent surprendre en détail les positions de leur ennemi. Ils attaquèrent et soumirent successivement San-Giorgio et Sartirano; ils déterminèrent la ville de Verceil à se déclarer pour eux; et prenant une forte position à l'arc de Marius, entre Verceil et Novare, ils se flattaient déjà de forcer à capituler Bonnivet, qui s'était enfermé à Novare [2].

[1] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XV, p. 269. — *Galeatius Capella.* L. III, p. 35. — *Pauli Jovii Vita Ferd. Davali.* L. III, p. 344. — *Arnoldi Ferronii.* L. VII, p. 141. — *Paolo Paruta.* L. V, p. 325. — Mémoires de Martin du Bellay. L. II, p. 312. — [2] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XV, p. 270. — *Galeatius Capella.* L. III, f. 35. — Mémoires de Martin du Bellay. L. II, p. 316. — *Pauli Jovii Vita Ferd. Davali.* L. III, p. 346. — *Arnoldi Ferronii.* L. VII, p. 141.

Le général français savait cependant que, de tous les côtés, des renforts s'avançaient à son secours. Le duc de Rothelin, Claude de Longueville, lui amenait, par le mont Genèvre, quatre cents hommes d'armes, qui étaient déjà arrivés jusqu'à Suse. Dix mille Suisses, passant le Saint-Bernard, étaient parvenus jusqu'à Gattinara, au-delà de la Sésia; cinq mille Grisons, enfin, conduits par Benzo de Céri, qui avait été les solder dans leur pays, étaient rentrés dans le Bergamasque, et comptaient se réunir à Frédéric de Bozzolo, qui les attendait à Lodi, avec un gros corps d'infanterie italienne. Mais Jean de Médicis accourut dans le Bergamasque avec deux cents chevaux et quatre mille fantassins; il y rencontra quelques troupes de Vénitiens, avec lesquelles il barra le chemin aux Grisons : les attaquant ensuite tous les jours avec sa cavalerie ou son infanterie légère, leur enlevant leurs convois et surprenant leurs détachements, il les harrassa tellement, qu'au bout de trois jours il les détermina à s'en retourner dans leur pays [1].

Après avoir forcé les Grisons à la retraite, Jean de Médicis se rapprocha du Tésin; il prit Caravaggio, et il abattit à coups de canon le pont de Buffaloro, qui servait de communication entre le quartier général de Bonnivet à Novare et Biagrasso, où celui-ci avait laissé beaucoup de magasins. Le Napolitain Caraccioli commandait à Biagrasso mille fantassins; le duc François Sforza résolut de l'y forcer : il vint joindre Jean de Médicis devant les murs de cette place avec toute la milice milanaise, et, après une vive canonnade, il la prit d'assaut. Les Milanais payèrent, il est vrai, chèrement cet avantage : le long séjour de l'armée française à Biagrasso, les souffrances, la misère et la saleté y avaient engendré la peste.

[1] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XV, p. 270. — *Galeatius Capella.* L. III, f. 36. — Mém. de Martin du Bellay. L. II, p. 317. — *Paolo Paruta.* L. V, p. 325. — *Arnoldi Ferronii.* L. VII, p. 141. — *Pauli Jovii Vita Ferd. Davali Piscarii.* L. III, p. 347.

Les soldats, en pillant Biagrasso, s'infestèrent eux-mêmes de la contagion ; ils la rapportèrent à Milan avec leur butin, et ce fléau enleva, pendant l'été, cinquante mille habitants à la capitale de la Lombardie [1].

Bonnivet, toujours plus resserré dans son camp, perdant tous les jours quelqu'un de ses avant-postes, ne pouvant plus tirer de vivres du Piémont, n'en trouvant plus dans le pays ruiné qui l'entourait, voyait encore diminuer son armée par la maladie et la désertion. Non seulement les mercenaires qui formaient son infanterie, mais sa gendarmerie même, toute composée de noblesse française, l'abandonnait chaque jour, après avoir perdu ses chevaux par la misère, et avoir lutté pendant huit mois avec la maladie et la faim. Dix mille Suisses, qui avaient passé le Saint-Bernard, étaient enfin arrivés à Gattinara, dans le Val de Sésia ; mais ils songèrent bien plus à délivrer leurs compatriotes du camp de Bonnivet, qu'à recommencer une campagne qui leur promettait peu de succès. Malgré ses instances, ils ne voulurent point passer la Sésia, qui avait été grossie par des pluies continuelles ; et comme ils refusaient de s'approcher, ils ne lui laissèrent d'autre parti à prendre que celui d'aller lui-même se joindre à eux [2].

Bonnivet se résolut donc, au commencement de mai, à partir de nuit de Novare, pour dérober sa retraite aux ennemis, et à marcher sur Romagnano, à peu près vis-à-vis de Grattinara. Quoique Pescaire eût été averti de son départ, et qu'il formât le projet de le devancer, en passant par un chemin plus court, dont il était maître, l'armée française arriva à Romagnano quelques heures avant les ennemis, et put s'occuper

[1] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XV, p. 271. — *Galeatius Capella.* L. III, f. 36. — Mémoires de Martin du Bellay. L. II, p. 318. — *Pauli Jovii Vita Davali.* L. III, p. 346. — *Arnoldi Ferronii rer. Gallic.* L. VII, p. 142. — [2] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XV, p. 271. — *Pauli Jovii Vita Davali.* L. III, p. 347. *Arnoldi Ferroni.* L. VII, p. 142.

aussitôt de jeter un pont sur la Sésia. Les Espagnols, qui l'avaient suivie avec trop de précipitation, et qui, repoussés dans quelques escarmouches, avaient pris des positions dangereuses, auraient été facilement vaincus, si Bonnivet avait pu persuader aux Suisses arrivés à Gattinara de passer eux-mêmes la Sésia, et de tomber avec lui sur les ennemis qui l'avaient poursuivi jusque là : mais ce fut vainement qu'il les sollicita ; et lorsqu'il vit qu'il ne pouvait leur persuader de recommencer la guerre, il passa cette nuit même la Sésia avec toute son armée, pour aller se réunir à eux [1].

Jusqu'ici la retraite de Bonnivet s'était exécutée avec assez de bonheur, encore qu'il eût laissé sept canons sur l'autre bord de la Sésia. Il avait trouvé les troupes fraîches des Suisses, qui avaient reçu au milieu de leurs bataillons ses bagages et ses troupes fatiguées ; et au point du jour il reprenait avec eux le chemin d'Ivrée, pour rentrer en France par le Bas-Valais. Il avait placé sur les bords de la rivière une batterie pour empêcher les Impériaux de la passer, et il en avait confié la garde à deux bataillons de Corses et de Provençaux. Mais le marquis de Pescaire et le duc de Bourbon, ayant trouvé un gué dans la Sésia, commencèrent à leur tour à passer la rivière : les Corses effrayés abandonnèrent leurs canons. Bonnivet, pour les recouvrer, conduisit lui-même une charge de gendarmerie avec M. de Vandenesse, frère de La Palisse ; il y fut blessé au bras gauche d'une balle qui le mit hors de combat. Vandenesse fut blessé à l'épaule plus grièvement encore, et il en mourut au bout de trois jours [2].

Bonnivet, se sentant incapable de commander plus long-

[1] *Pauli Jovii Vita Ferd. Davali.* L. III, p. 348. — *Arnoldi Ferronii.* L. VII, p. 142. — *Galeatius Capella.* L. III, f. 37. — Mémoires de Martin du Bellay. L. II, p. 319. — *Paolo Paruta.* L. V, p. 325. — *Fr. Belcarii.* L. XVIII, p. 541. — [2] *Pauli Jovii Vita Davali.* L. III, p. 351. — *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XV, p. 272. — *Galeatius Capella.* L. III, f. 37. — *Arnoldii Ferroni.* L. VII, p. 142. — *Paolo Paruta.* L. V, p. 326. — Mémoires de Martin du Bellay. L. II, p. 341.

temps, confia la conduite de l'armée au chevalier Bayard ; celui-ci se plaça avec ses gendarmes au dernier rang, pour couvrir la retraite des fantassins. A peine avait-il pris ce poste, que pressé par les arquebusiers espagnols, il fit une charge sur eux pour les repousser. « Mais comme Dieu le « voulut permettre, fut tiré un coup de hacquebouze, dont « la pierre le vint frapper au travers des reins, et lui rompit « tout le gros os de l'eschine. Quand il sentit le coup, se print « à crier, *Jésus!* Et puis dit : *Hélas! mon Dieu, je suis « mort!* Si print son épée par la poignée, et baisa la croisée « en signe de la croix, et en disant tout haut : *Miserere mei, « Domine!* [1]. »

Cependant Bayard se fit descendre de cheval « par un sien « maistre-d'hôtel qui jamais ne l'abandonna, et se fit coucher « au pied d'un arbre, le visage devers l'ennemi, où le duc de « Bourbon, qui estoit à la poursuite de notre camp, le vint « trouver, et dit audit Bayard qu'il avoit grand pitié de lui, « le voyant en cet estat, pour avoir esté si vertueux chevalier. « Le capitaine Bayard lui fit réponse : Monsieur, il n'y a point « de pitié en moi, car je meurs en homme de bien. Mais j'ai « pitié de vous, de vous voir servir contre votre prince, et « votre patrie, et votre serment. Et peu après le dit Bayard « rendit l'esprit, et fut baillé sauf-conduit à son maistre-d'hô- « tel, pour porter son corps en Dauphiné dont il estoit « natif [2]. »

Les Impériaux continuaient à poursuivre l'armée qui se retirait ; mais le dernier bataillon suisse, impatienté de leur attaque, se jeta sur eux avec tant de fureur, à pleine course, qu'il les dissipa et les mit en fuite. Ce bataillon de quatre cents hommes, qui s'était trop éloigné du corps de l'armée, fut en-

[1] Mémoires de Bayard. Ch. LXIV, p. 411; ch. LXV, p. 416-418. — [2] Mémoires de messire Martin du Bellay. L. II, p. 341. — *Arnoldi Ferronii.* L. VII, p. 143. — *Pauli Jovii Vita Davali.* L. III, p. 352. — *Fr. Belcarii.* L. XVIII, p. 542.

suite, il est vrai, enveloppé et entièrement détruit : néanmoins sa résistance obstinée, et le retard de l'artillerie impériale, donnèrent à Bonnivet le temps d'accomplir sa retraite sur Ivrée, où cessa la poursuite. Il laissa encore dans le val d'Aoste, au fort de Bar, vingt canons qu'il n'espérait pas faire passer au travers du Saint-Bernard, et il ramena par le Valais le reste de son armée en France[1].

Le duc de Longueville, apprenant à Suse la retraite de Bonnivet, s'en retourna par le mont Genèvre, sans avoir vu les ennemis. Novare se rendit à Jean de Médicis; Boisy et Jules de San-Sévérino, qui commandaient à Alexandrie, remirent cette ville au marquis de Pescaire, et Frédéric de Bozzolo livra Lodi au duc d'Urbin. En peu de semaines il ne resta plus de Français en Italie; tandis qu'au contraire Bozzolo et San-Sévérino avaient conduit en Provence et en Dauphiné environ cinq mille Italiens à la solde de France[2].

L'Italie était délivrée de l'invasion française; le but des deux ligues contractées par l'empereur, soit avec les Vénitiens, soit avec le pape, et les petits états de l'Italie, était atteint. Tous les Italiens, accablés par les dépenses et les efforts d'une guerre ruineuse, ne désiraient plus que la paix : le pape se flattait de faire garantir l'état où se trouvait l'Italie, par le roi d'Angleterre qui avait contribué à la victoire, et par les Suisses qui couvraient la frontière, et qui avaient autrefois pris un intérêt si vif à l'indépendance de la Lombardie. Clément VII chargeait son nonce en Angleterre de demander les bons offices d'Henri VIII pour mettre un terme à l'arrogance et aux vexations des ministres de l'empereur en Italie; pour faire respecter le saint-siége, cesser les contributions

[1] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XV, p. 272. — *Pauli Jovii Vita Davali.* L. III, p. 352. — *Arnoldi Ferronii.* L. VII, p. 143. — *Galeatius Capella.* L. III, f. 37. — Mémoires de messire du Bellay. L. II, p. 343. — [2] *Pauli Jovii Vita Davali.* L. III, p. 354. — Mémoires de Martin du Bellay. L. II, p. 344. — Mémoires de Louis de La Trémouille. Chap. XX, p. 225. — *Fr. Belcarii*, Lib. XVIII, p. 541. — *Scipione Ammirato.* L. XXX, p. 352.

extraordinaires exigées chaque mois des Florentins, rétablir le duc de Milan dans une absolue indépendance, et faire jouir les Vénitiens des avantages qu'ils s'étaient réservés par leur traité. Il s'agissait de montrer enfin si l'Italie avait combattu pour secouer un joug étranger, ou seulement pour changer de maître; et au ton de la lettre du dataire apostolique, on voyait que Clément VII s'apercevait déjà que les fruits de la victoire n'étaient guère moins amers que ceux de la guerre [1].

Mais les généraux qui avaient remporté la victoire en Italie désiraient que la guerre produisît de nouvelles guerres. Ils se souciaient peu du repos ou du bonheur des états qu'ils prétendaient défendre; ce qu'ils voulaient, c'était de poursuivre leur carrière, se distinguer par de nouveaux exploits, et trouver de nouvelles occasions pour exercer un pouvoir absolu sur la fortune ou la vie des hommes. Le connétable de Bourbon mettait plus d'ardeur que tous les autres à continuer la guerre. Il écrivait à l'empereur et au roi d'Angleterre que le moment était venu de franchir les frontières de la France, de se venger de leurs ennemis, et de précipiter François Ier de son trône. Il assurait qu'au nom de Bourbon ses anciens vassaux se souleveraient, et viendraient d'eux-mêmes se ranger sous les drapeaux de l'étranger. Il ignorait que le crime seul d'avoir appelé les étrangers dans sa patrie changeait en haine et en mépris toute l'affection que les Français avaient pu avoir pour lui [2]. Charles-Quint et Henri VIII accordèrent une foi imprudente à ces paroles d'un prince émigré : le premier donna ordre à son armée de pénétrer en Provence; le second lui fit passer des subsides, en même temps qu'il promit d'attaquer de son côté les provinces septentrionales.

[1] *Lettera di Gio. Matteo Giberto Datario a Mess. Marchionne Lango Nuntio in Inghilterra. Lettere de' Principi*. T. I, f. 123-126. — [2] *Pauli Jovii Vita Ferd. Davali*. L. IV, p. 355. — *Arnoldi Ferronii*. L. VII, p. 144. — *Galeatius Capella*. L. IV, f. 39. — Rapin Thoyras, Histoire d'Angleterre. T. VI, L. XV, p. 198. — *Rymer, Acta publica*. T. XIII, p. 794.

Ce fut au mois de juillet que le connétable de Bourbon et le marquis de Pescaire passèrent le Var, pour entrer en Provence avec sept mille landsknechts, six mille fantassins espagnols, deux mille Italiens, et six cents chevau-légers : le vice-roi Lannoy avait promis de les suivre de près avec mille hommes d'armes. Hugues de Moncade avec seize galères longeait le rivage pour protéger l'armée et transporter son artillerie. Mais André Doria, qui commandait une flotte française supérieure en forces, s'empara d'une de ces galères, et y fit prisonnier le prince d'Orange ; il força de s'échouer trois autres galères, que Pescaire fit brûler pour qu'elles ne tombassent pas aux mains des ennemis, et il contraignit Moncade, après qu'il eut débarqué son artillerie à Aix, de s'enfermer dans le port de Monaco [1].

Bourbon voulait profiter de la surprise du roi de France, et de l'épuisement où son armée avait été réduite par la dernière campagne, pour marcher sans retard sur Avignon ou sur Lyon. Il comptait qu'en même temps une armée espagnole pénétrerait en Guienne, une anglaise en Picardie, et peut-être une allemande en Bourgogne. Mais Charles-Quint et Henri VIII ne songeaient point à accomplir à cet égard les promesses qu'ils lui avaient faites ; et le marquis de Pescaire ne voulant pas compromettre le sort de son armée, en la conduisant au cœur du royaume, insista péremptoirement pour borner ses opérations au siége de Marseille [2].

Philippe de Brion, comte de Chabot, avait été chargé par le roi de la défense de Marseille ; bientôt Renzo de Céri vint l'y joindre, par le Rhône, avec cinq mille Italiens qui avaient suivi Bonnivet dans sa retraite. Parmi eux se trouvaient plu-

[1] *Pauli Jovii Vita Ferd. Davali.* L. IV, p. 357. — Mém. de Martin du Bellay. L. II, p 345. — *Arnoldi Ferronii.* L. VII, p. 144. — *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XV, p. 275. —
[2] *Pauli Jovii Vita Ferd. Davali.* Lib. IV, p. 358. — *Fr. Guicciardini.* Lib. XV, p. 276. — *Arnoldi Ferronii.* Lib. VII, p. 145.

sieurs gentilshommes que les révolutions de l'Italie avaient forcés à s'exiler pour toujours de leur patrie. On y voyait, entre autres, quelques émigrés pisans qui étaient résolus à ne jamais se soumettre au joug des Florentins, et qui, par leur valeureuse défense de Marseille, acquirent en France le droit de cité, et y établirent leurs familles. Le siége fut en effet soutenu avec la bravoure la plus brillante. L'artillerie impériale avait ouvert dans les murs de larges brèches ; mais Pescaire, après avoir fait reconnaître la contenance et les dispositions des assiégés, refusa de livrer un assaut. Il savait que pendant ce temps François I[er], accompagné de La Palisse, s'était avancé jusqu'à Avignon ; qu'il y avait rassemblé une formidable artillerie, huit mille chevaux, quatorze mille Suisses, six mille landsknechts, et dix mille tant Français qu'Italiens.

Si l'armée de Pescaire avait été repoussée après avoir donné un assaut, si même elle avait pris la ville après avoir perdu beaucoup de monde en l'attaquant, elle risquait d'être accablée par des forces aussi supérieures. Il déclara donc, dans un conseil de guerre, que le seul parti à prendre était celui d'une prompte retraite. La nécessité de l'effectuer parut plus urgente encore lorsqu'on sut au camp impérial que François I[er], après avoir passé le Rhône, avait poussé son avant-garde jusqu'à Salon de Crau, à moitié chemin entre Avignon et Marseille. Bourbon reconnaissant combien son collègue avait plus que lui d'expérience, se soumit : la grosse artillerie fut embarquée ; mais comme la mer n'était point libre, la plupart des pièces furent brisées, et le bronze chargé sur des mulets, pour pouvoir les fondre de nouveau en arrivant en Italie ; et, à la fin de septembre, le siége de Marseille, après avoir duré quarante jours, fut levé par l'armée impériale, qui prit à marches forcées le chemin de Nice [1].

[1] *Pauli Jovii Vita Ferd. Davali.* L. IV, p. 363. — Mémoires de Martin du Bellay. Liv. II, p. 347. — *Fr. Guicciardini.* Lib, XV, p. 277. — *Arnoldi Ferronii.* Lib. VII, p. 146. —

Cependant les maréchaux de Chabannes et de Montmorency avaient atteint la queue de l'armée qui se retirait avec tant de rapidité, et qui, chargée d'un immense bagage, s'engageait dans un pays pauvre, aride et montueux, où elle eut infiniment à souffrir. Pescaire put s'applaudir de cette retraite comme de sa plus belle action militaire, puisqu'il sauva d'un danger imminent son armée et plus de douze mille bêtes de somme; mais les chefs qui le poursuivaient purent aussi se vanter d'avoir plus d'une fois changé cette retraite en une vraie fuite, et d'avoir enrichi leurs soldats par un immense butin. Pescaire continua sa marche par Nice, Albenga et Final, et fit enfin en un seul jour la route d'Alba à Voghéra, où l'on compte quarante milles. Le vice-roi Lannoy l'attendait à Pavie, où les généraux impériaux étaient impatients de conférer ensemble sur les moyens de défendre la Lombardie[1].

En effet, le jour même où Pescaire, sortant des montagnes de Ligurie, était arrivé à Albe, François Ier avait fait son entrée à Verceil. Au lieu de suivre l'armée impériale sur la route par laquelle elle fuyait, il avait espéré obtenir des succès plus éclatants en la devançant en Italie. Il avait, pour défendre la France, rassemblé une armée si puissante, qu'elle lui paraissait propre à accomplir les plus brillantes conquêtes. Il voyait que ni Charles ni Henri n'avaient été en état de l'attaquer en Picardie ou en Guienne; il jugeait que l'armée qui avait fait dans les montagnes de la Ligurie une retraite aussi fatigante, serait peu capable de défendre la Lombardie contre lui. On assure que ce projet avait été conçu par François Ier tout seul; que La Trémouille, Lescuns, d'Aubigny et Chabannes firent ce qu'ils purent pour l'y faire renoncer; tandis que Bonnivet,

Georgens von Frundsberg. B. II, f. 38. — [1] *Pauli Jovii Vita Ferd. Davali.* L. IV, p. 365. — *Arnoldi Ferronii.* L. VII, p. 146. — *Fr. Guicciardini.* L. XV, p. 278. — Mémoires de La Trémouille. Chap. XX, p. 225. — *Fr. Belcarii.* Lib. XVIII, p. 544.

La Barre, Chabot et Saint-Marsault l'encourageaient à l'exécuter ; mais que François I[er], déterminé à n'écouter aucun conseil, ne voulut pas même attendre sa mère, pour laquelle il avait toujours montré la plus grande déférence, et qui lui demandait en grâce une entrevue avant son départ. Quel que fût l'auteur de ce projet, il ne doit point être jugé sur l'événement : si la campagne avait été conduite avec une habileté proportionnée à l'ardeur avec laquelle elle fut entreprise, elle aurait probablement été couronnée par le succès[1].

Mais François I[er], ainsi que son favori Bonnivet, n'avait que la bravoure d'un soldat, non les talents d'un général : au lieu de diriger sa conduite d'après les seules circonstances présentes, il semblait surtout prendre à tâche de faire le contraire de ce qu'on lui avait reproché précédemment ; et comme les circonstances avaient varié, ce qu'il évitait comme une faute était souvent ce qui aurait fait son salut. Bonnivet n'avait songé qu'à se tenir en garde contre la précipitation et la témérité françaises ; et, par des lenteurs hors de saison, il avait perdu l'occasion de conquérir le Milanais. François I[er] voulut à son tour réparer les fautes de Bonnivet, en suivant une conduite opposée. Il s'occupa avant tout de s'emparer de Milan, puis de Pavie ; il aurait dû plutôt avoir en vue de détruire l'armée fugitive, qui, découragée par sa longue retraite, n'aurait pu tenir devant lui, s'il ne lui avait point donné de relâche.

Les premières opérations du roi avaient été bien entendues : M. de Lannoy, en évacuant Asti à son approche, avait laissé deux mille hommes à Alexandrie, espérant que l'armée française s'arrêterait pour faire le siége de cette place ; mais François I[er] voulait avant tout s'emparer de Milan, bien sûr

[1] Histoire de France, par Belleforest. T. I, p. 1438. — *Arnoldi Ferronii*. Lib. VII, p. 147. — *Galeatius Capella*. Lib. IV, f. 40. — Mémoires de Martin du Bellay. L. II, p. 348. — *Pauli Jovii Vita Ferd. Davali Piscarii*. L. IV, p. 365.

que les lieux forts qu'il laisserait derrière lui succomberaient ensuite. La peste qui avait dévasté Milan pendant tout l'été, et qui avait fait périr cinquante mille personnes, avait contraint François Sforza et son chancelier Morini à en sortir. Malgré les invitations de Pescaire, ils refusèrent d'y rentrer et de s'y renfermer pour soutenir un siége : ils autorisèrent au contraire les citoyens à se soumettre à la France ; et Pescaire, qui ne trouvait plus dans les Milanais, accablés par cette calamité, ni zèle pour leur indépendance, ni secours pécuniaires, ni bras pour le travail, ne jugea pas convenable de loger son armée dans une ville pestiférée, qui pouvait devenir son tombeau : il donna ordre de l'évacuer ; et le 26 octobre 1524, les dernières troupes impériales, commandées par Alarcon, sortirent par la porte Romaine, tandis que les troupes françaises entrèrent par les portes Ticinoise et Vercelline. La Trémouille y fut envoyé, le 30 octobre, pour les commander comme lieutenant-général du roi ; il avait avec lui le comte de Saint-Paul, le seigneur de Vaudemont, le maréchal de Foix et Théodore Trivulzio. Une garnison de sept cents fontassins espagnols s'était enfermée au château, qui était bien approvisionné [1].

Le désordre où se trouvait l'armée impériale, le découragement de ses soldats, qui, depuis plus d'un mois, reculaient à marche forcée devant l'ennemi ; la mésintelligence qu'on soupçonnait entre ses généraux, l'impossibilité où ils s'étaient vus de défendre Milan, tout indiquait qu'il fallait les poursuivre l'épée dans les reins, et ne pas leur donner un instant de repos. Le marquis de Pescaire, en sortant de Milan, s'était retiré à Lodi ; mais on savait que la plupart de ses soldats,

[1] Mémoires de la Trémouille. Ch. XX, p. 228. — *Galcatius Capella.* L. IV, f. 42. — Mémoires de Martin du Bellay. L. II, p. 352. — *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XV, p. 278. — *Arnoldi Ferronii.* L. VII, p. 148. — *Pauli Jovii Vita Ferd. Davali.* L. V, p. 367. — *Fr. Belcarii.* L. XVIII, p. 546.

accablés de fatigue et ne se sentant plus la force de se défendre, avaient jeté leurs armes ; que la cavalerie était presque en entier démontée, ayant perdu ses chevaux dans les longues marches faites au travers des montagnes ; que Lodi était moins encore que Milan en état de faire résistance, et que les Français pouvant passer l'Adda avant les Impériaux, l'armée entière devait être coupée et détruite, ou faite prisonnière. Malheureusement on avait persuadé à François Ier qu'une guerre royale, une guerre où il commandait en personne les armées, ne devait pas être conduite d'après les règles ordinaires de la tactique ; qu'il fallait avant tout songer à ce qu'exigeait l'honneur de sa couronne. Cet honneur, lui disait-on, voulait qu'il n'entrât point à Milan pendant que la citadelle était entre les mains de ses ennemis ; qu'il ne laissât point derrière lui des forteresses qu'il n'avait pas soumises, qu'il ne pardonnât point enfin à ceux qui, dans une mauvaise fortification, avaient l'insolence de lui résister [1].

L'amiral Bonnivet était celui qui entretenait le plus constamment François Ier de cette fausse gloire ; ce fut lui qui le décida à rappeler les troupes déjà en marche sur le chemin de Lodi, pour prendre la route de Pavie, parce qu'il ne convenait pas à la dignité d'un roi de France d'aller chercher des ennemis au loin lorsqu'il en avait de plus près [2]. Les généraux impériaux, dans leur déroute, s'étaient partagés. Antonio de Leyva s'était chargé de la défense de Pavie, avec cinq mille Allemands, cinq cents Espagnols et deux escadrons de cavalerie, commandés par Garcias Manrique. Le marquis de Pescaire était à Lodi avec le reste de l'infanterie espagnole. Son dessein était de continuer sa retraite ; mais dès qu'il vit que les Français lui donnaient quelque relâche,

[1] *Pauli Jovii Vita Davali*. L. V, p. 368. — Mémoires de Martin du Bellay. L. II, p. 353. — *Galeatius Capella*. L. IV, f. 42. — *Jacopo Nardi, Ist. Fior.* L. VII, p. 306. — Garnier, Histoire de France. T. XII, p. 318. — [2] *Arnoldi Ferronii*. L. VII, p. 148.

il s'occupa de s'y fortifier. Lannoy passa l'Adda, et s'établit à Soncino avec sa cavalerie; Bourbon partit en diligence pour l'Allemagne, afin d'obtenir de l'archiduc Ferdinand des secours sans lesquels l'Italie était perdue pour la maison d'Autriche. François Sforza et son chancelier Morini s'enfermèrent à Pizzighettone, et ensuite à Crémone [1].

François I[er] avait alors sous ses ordres deux mille lances, huit mille fantassins allemands, six mille Suisses, six mille aventuriers, la plupart Français, et quatre mille Italiens. Avec cette armée redoutable, il vint, le 28 octobre, s'établir à l'abbaye de San-Lanfranco, devant Pavie, faisant occuper le faubourg Saint-Antoine, de l'autre côté du Tésin, par le seigneur de Montmorency. Il fallut pour cela se rendre maître d'un pont sur la rivière, que défendait une tour; il fit pendre ceux qui en avaient la garde, pour avoir osé résister à un roi de France [2].

Le roi fit placer d'abord ses canons à découvert devant les murs, et il essaya pendant deux jours de suite d'y faire brèche. Mais derrière la brèche qu'il ouvrit en effet au mur extérieur, il trouva de larges et profondes tranchées bien flanquées, et les maisons percées de meurtrières et garnies d'arquebusiers. Après avoir perdu plusieurs bons officiers à l'assaut qu'il y fit donner, il reconnut que, contre une garnison aussi nombreuse et un capitaine aussi habile qu'Antonio de Leyva, il fallait procéder à un siége régulier. Il commença donc à ouvrir des tranchées pour placer ses canons en batterie, et à couvrir ses flancs par des cavaliers. En même temps il creusa des mines, dans lesquelles il fallait disputer pied à pied le terrain. Il essaya aussi, d'après le conseil de ses ingénieurs, de détourner l'un des deux bras du Tésin, pour laisser

[1] *Fr. Guicciardini*. T. II, L. XV, p. 280. — *Galeatius Capella*. L. IV, f. 42. — *Pauli Jovii Vita Davali*. L. V, p. 369. — *Arnoldi Ferronii*. L. VII, p. 148. — *Paolo Paruta, Ist. Ven.* L. V, p. 360. — [2] Mémoires de Martin du Bellay. L. II, p. 355.

à sec les murailles qu'il baigne. Cette rivière, en effet, à deux milles au-dessus de Pavie, se divise en deux branches, dont l'une coule au pied des murs de la ville; l'autre, nommée Gravalone, s'en éloigne d'un mille, et se réunit de nouveau à la première immédiatement avant l'entrée de celle-ci dans le Pô. Il s'agissait de faire passer dans le Gravalone toute la masse des eaux. Mais l'impétuosité des fleuves a presque en toute occasion déjoué de pareils travaux des ingénieurs militaires. Des pluies abondantes détruisirent en peu d'heures l'ouvrage de plusieurs semaines, et le siége avait déjà consumé un temps précieux et coûté beaucoup d'argent et beaucoup d'hommes, sans que l'armée française eût encore fait aucun progrès [1].

Tandis que le siége de Pavie procédait avec une extrême lenteur, les négociations faisaient plus de mal à l'empereur que les armes des Français. Le cardinal Wolsey s'efforçait secrètement d'aliéner Henri VIII, son maître, de l'alliance à laquelle il l'avait d'abord déterminé le premier. Le pape Clément VII protestait que, comme père commun des fidèles, il ne voulait donner de secours à aucun des deux monarques contre l'autre. Il s'était refusé à renouveler la confédération signée par son prédécesseur; et depuis la retraite de l'amiral Bonnivet, l'année précédente, il s'était considéré comme étranger à une guerre que l'ambition seule de Charles-Quint avait continuée. Les Vénitiens regrettaient leur ancienne alliance avec la France, et attendaient les événements; tous avaient vu avec beaucoup de défiance que l'empereur, non content de disposer de l'état de Milan comme s'il en était souverain, s'était réfusé, sous les plus vains prétextes, à en accorder l'investiture à François Sforza. Mais

[1] *Fr. Guicciardini*. T. II, L. XV, p. 280. — *Pauli Jovii Vita Ferdinandi Davali*. L. V, p. 36. — *Arnoldi Ferronii*. L. VII, p. 158. — *Galeatius Capella*. L. IV, f. 43. — Mémoires de Martin du Bellay. L. II, p. 357. — Mémoires de Louis de La Trémouille. Ch. XX, p. 229.

lorsque le pape se fut assuré que l'armée impériale, hors d'état de tenir tête aux Français, ne faisait aucune tentative pour troubler le siége de Pavie, il se sentit doublement pressé par la crainte d'irriter François Ier et par le mécontentement que lui avait donné Charles-Quint. Il ne voulut pas être plus longtemps réputé l'ennemi d'un prince contre lequel aucune armée n'osait tenir la campagne; et il envoya Jean-Mathieu Ghiberti, évêque de Vérone et dataire apostolique, pour traiter avec les Français [1].

Ghiberti se présentait comme médiateur; et il avait commencé par rendre visite au vice-roi et aux autres capitaines impériaux à Soncino, pour leur porter des paroles de paix : mais ceux-ci, encouragés par la résistance de Pavie, lui avaient répondu qu'ils ne traiteraient point avec François Ier tant que ce prince conserverait une palme de terre dans le duché de Milan. Lorsque Ghiberti arriva ensuite auprès du roi de France, celui-ci, qui jugeait d'après la lenteur du feu des assiégés qu'ils commençaient à manquer de munitions, lui répondit qu'une armée aussi florissante que la sienne n'était pas destinée à la seule conquête de Milan et de Gênes, et qu'il se flattait bien de recouvrer aussi le royaume de Naples [2].

Renonçant alors aux tentatives de négociations générales, l'évêque de Vérone traita de la réconciliation de son maître avec la France. Le roi ne lui demandait qu'une simple neutralité; et Clément VII, en effet, s'engagea, au nom de l'église et au nom des Florentins, à ne donner aucune assistance, ni ouverte, ni secrète, aux ennemis du roi. François promit de son côté sa protection au pape et aux Florentins; et il s'en-

[1] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XV, p. 281. — *Arnoldi Ferronii.* L. VII, p. 149. — *Lettera di Giov. Batt. Sanga,* Rome, 21 novembre; *in Lett. de' Princ.* T. I, f. 140. — *Pauli Jovii Vita Ferd. Davali.* L. V, p. 371. — Mémoires de Martin du Bellay. L. II, p. 358. — *Ben. Varchi, Stor. Fior.* L. II, p. 22. — *Paolo Paruta.* L. V, p. 331. — [2] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XV, p. 281. — *Lett. de' Principi.* T. I, f. 140.

gagea à maintenir l'autorité des Médicis à Florence. Clément VII traita en même temps et aux mêmes conditions pour les Vénitiens ; et la négociation qu'il avait entamée fut confirmée par le sénat de Venise au commencement de janvier 1525. Tous deux avaient les mêmes craintes, si les Français ou les Impériaux étaient victorieux ; tous deux désiraient ardemment une pacification pendant que les forces étaient balancées ; tous deux voulaient empêcher les puissances belligérantes d'en venir à une bataille décisive. Mais la faiblesse de caractère de Clément VII, son avarice et son irrésolution, l'empêchèrent d'embrasser le conseil, que lui donnaient ses plus sages ministres, celui de faire avancer une armée redoutable sur le Pô, de la réunir à celle des Vénitiens, et de rendre respectable la neutralité des deux plus puissants états d'Italie, au lieu de la laisser à la merci du vainqueur [1].

Un des moyens que Clément VII crut convenables pour hâter les négociations de paix générale, fut de donner des inquiétudes aux généraux impériaux sur le royaume de Naples. Il paraît donc qu'il conseilla d'abord à François Ier l'expédition du duc d'Albany dans le midi de l'Italie, quoique plus tard il ait cherché à l'en dissuader. François Ier, qui voyait l'impossibilité de pousser vivement le siége de Pavie pendant la mauvaise saison, et qui regrettait de tenir oisive une armée aussi nombreuse, avait confié à Jean de Stuard, duc d'Albany, deux cents lances, six cents chevau-légers et huit mille fantassins, et il lui avait donné commission de marcher sur Naples [2].

Le parti français dans le royaume de Naples ne fut pas plus

[1] *Pauli Jovii Vita Davali.* L. V, p. 375. — *Paolo Paruta.* L. V, p. 332. — *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XV, p. 382. — *Bened. Varchi.* L. II, p. 22 — *Lett. di Giov. Batt. Sanha*, de Rome, 29 novembre. *Lett. de' Principi.* T. I, f. 144. — [2] *Pauli Jovii Vita Ferdinandi Davali.* L. V, p. 375. — *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XV, p. 283. — *Galeatius Capella.* L. V, f. 45. — *Paolo Paruta.* L. V, p. 343. — *Arn. Ferronii.* L. VII, p. 149. — Mém. de Martin du Bellay. L. II, p. 357. — *Jacopo Nardi.* L. VII, p. 308. — *Ben. Varchi.* L. II, p. 23.

tôt averti de la marche du duc d'Albany, qu'il commença à se soulever ; les barons angevins, la ville d'Aquila et toutes les Abruzzes paraissaient sur le point d'accomplir une révolution. Le conseil de Naples écrivit à M. de Lannoy que s'il ne voulait pas perdre le royaume dont le gouvernement lui était confié, il devait y ramener en toute hâte l'armée impériale, pour repousser l'invasion étrangère, et contenir les mouvements des mécontents. Le vice-roi alarmé voulait en effet aller défendre ses foyers ; mais le marquis de Pescaire insista pour qu'on n'affaiblît point l'armée de Lombardie : il représenta que c'était à Pavie qu'il fallait défendre Naples ; que quelques succès que pût obtenir le duc d'Albany, un seul revers de son maître suffirait pour lui faire évacuer le royaume, tandis qu'une victoire remportée sur ce duc ne terminerait point la guerre de Lombardie. D'après ses représentations, le duc de Trajetto fut envoyé à Naples, avec ordre de lever des contributions dans le pays, et de pourvoir comme il pourrait à la défense du royaume avec les seules milices nationales, tandis que toutes les forces impériales demeurèrent en Lombardie [1].

Le siége de Pavie était poussé avec peu de vigueur, parce que les munitions de guerre commençaient à manquer aux Français ; le duc d'Albany, d'autre part, ne traversait l'Italie qu'avec une lenteur extrême, confirmant ainsi la croyance universelle, qu'il cherchait à donner de l'inquiétude aux Impériaux plutôt qu'à faire réellement la conquête du royaume. Cependant sa marche servait aux Français pour former de nouvelles alliances, et faire déclarer en leur faveur les états faibles, que la crainte seule avait fait entrer dans la ligue de l'empereur. Le duc de Ferrare, Alfonse d'Este, demanda à

[1] *Pauli Jovii Vita Ferd. Davali*. L. V, p. 377. — *Fr. Guicciardini*. T. II, L. XV, p. [illegible]. — Mémoires de Martin du Bellay. L. II, p. 361. — *Fr. Belcarii*. L. XVIII, p. 548. — *Scipione Ammirato*. L. XXX, p. 354.

rentrer sous la protection française; et il l'acheta par un subside de soixante-dix mille florins, dont vingt mille furent payés en munitions d'artillerie. Jean de Médicis, le célèbre commandant des bandes noires, fut chargé de conduire ces munitions à Pavie; il venait de changer de parti encore une fois : se plaignant d'avoir été négligé par les Impériaux dans la précédente campagne, il arriva au camp français le 4 décembre avec sa redoutable troupe. 1526. — Le duc d'Albany était entré en Toscane par la Garfagnane. Renzo de Céri vint l'y joindre au commencement de janvier avec trois mille fantassins italiens qu'une flotte française avait débarqués. Lucques lui paya douze mille ducats et lui remit quelques pièces d'artillerie. Florence le reçut comme le général d'une puissance amie; Sienne non seulement acheta la protection de la France par une contribution, mais dut se soumettre à rappeler le fils de Pandolfe Pétrucci, entre les mains de qui Clément VII désirait voir le gouvernement de cette ville. Enfin le pape, à l'approche du duc d'Albany, publia le traité de neutralité qu'il avait conclu avec la France, et qu'il avait tenu secret jusqu'alors [1].

Mais quoique le duc d'Albany fût entré dans l'état de Rome, et qu'il soldât de nouvelle infanterie italienne dans les terres des Orsini; tandis que les Colonna, de leur côté, en soldaient à Marino pour la défense du royaume de Naples; ce n'était point sur ces événements qu'était tournée l'attention de l'Europe, elle se concentrait tout entière sur ce qui se passait en Lombardie. Bourbon y était revenu au milieu de janvier, ramenant d'Allemagne cinq cents chevaux bourguignons et six mille fantassins qui lui avaient été fournis par l'archiduc Ferdinand, avec un corps presque aussi nombreux de volon-

[1] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XV, p. 287. — *Galeatius Capella.* L. IV, p. 44 et 49 — *Arnoldi Ferronii.* L. VII, p. 150. — *Raynaldi Annal. eccles.* 1525, § 75, p. 450. — *Orlando Malavolti, Storia di Siena.* P. III, L. VII, f. 128. — *Jacopo Nardi, Ist. Fior.* L. VII, p. 309.

taires, levé par les villes impériales et la noblesse immédiate. Marc Sittich d'Embs et Nicolas, comte de Salm, étaient à la tête des premiers ; George Frundsberg commandait les seconds. Les Vénitiens, qui s'étaient engagés seulement à une exacte neutralité, leur accordèrent un libre passage [1].

Après avoir reçu ce renfort, l'armée impériale se trouvait déjà supérieure à celle de France, mais elle était absolument sans argent ; Charles-Quint, selon son usage, n'en envoyait point d'Espagne ou de Flandre : le royaume de Naples, appelé à se défendre lui-même, n'en fournissait plus ; le duché de Milan, qui jusqu'alors avait nourri l'armée, n'était pas seulement ruiné, il était encore presque en entier occupé par les Français ; les états indépendants de l'Italie refusaient de payer des contributions que précédemment on ne leur avait arrachées que par force. Antonio de Leyva manquait à Pavie de poudre, de vin et de presque toutes les munitions, excepté de pain. Les soldats, dès longtemps avant le siége, n'avaient reçu aucune solde ; ils commençaient à l'exiger avec des cris menaçants, et Leyva craignait qu'ils ne livrassent bientôt la ville aux ennemis. Il enleva toute l'argenterie des églises pour en faire battre une monnaie nouvelle qu'il leur distribua ; Pescaire trouva moyen de lui faire passer trois mille ducats par des transfuges, et cette petite somme servit à persuader aux assiégés que l'argent pour leur solde était tout prêt dans le camp impérial, mais qu'il était presque impossible de le leur faire parvenir au travers des lignes des assiégeants. Le commandant des Allemands, le comte Eytel Frédéric de Zollern, dont le nom est caché par Giovio sous celui d'Azornius, ayant excité la défiance d'Antonio de Leyva, fut empoisonné par lui dans un repas [2].

[1] *Pauli Jovii Vita Ferdinandi Davali.* L. V, p. 374. — *Galeatius Capella.* L. IV, f. 45. — *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XV, p. 289. — *Arnoldi Ferronii.* L. VII, p. 150. — *Marco Guazzo, Ist. de' suoi tempi.* f. 6. — *G. Frundsberg.* B. II, f. 39. — [2] *Galeatius Capel-*

Le marquis de Pescaire, Lannoy et Bourbon sentaient plus vivement encore le besoin d'argent dans l'armée avec laquelle ils avaient compté faire lever le siége de Pavie. Non seulement la solde était due à toutes leurs troupes depuis plusieurs mois, ils n'avaient pas même assez d'argent pour exécuter les transports nécessaires d'artillerie, ou pour faire quelques approvisionnements de vivres au moment où tirant leurs troupes des quartiers d'hiver, elles ne seraient plus nourries par les bourgeois. Cependant les généraux impériaux sentaient la nécessité d'attaquer le camp français avant que le roi eût reçu les renforts de troupes nouvelles qu'il faisait solder en Suisse, en Italie et en France, avant que la détresse des assiégés les eût réduits à capituler, ou que leurs propres troupes se fussent débandées faute de paie [1].

Le marquis de Pescaire entreprit de calmer l'irritation des soldats qui avaient déclaré qu'ils ne sortiraient point de leurs quartiers d'hiver jusqu'à ce qu'ils eussent touché leurs soldes arriérées. Il commença par réveiller l'orgueil des Espagnols, leur haine des Français et leur cupidité, en leur promettant les riches dépouilles de l'armée royale. Après avoir obtenu leur promesse de servir encore un mois entier sans solde, fort de leur exemple, il s'adressa aux Allemands, et il les exhorta à montrer une même générosité dans une cause où ils étaient plus particulièrement intéressés, puisqu'il s'agissait de délivrer leurs compatriotes assiégés dans Pavie. George Frundsberg, dont le fils Gaspard était enfermé avec Antonio de Leyva, fit valoir ce motif avec tout son zèle et tout son crédit auprès de ses compatriotes. Il fit si bien qu'il obtint d'eux la même promesse que Pescaire avait obtenue des Espagnols. Il restait

la. L. IV, f. 42, 44, 46. — *Pauli Jovii Vita Davali.* L. V, p. 372. — *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XV, p. 289. — Mémoires de Martin du Bellay. L. II, p. 379. — *Arnoldi Ferronii.* L. VII, p. 149. — *Georgens von Frundsberg Kriegzsthaten.* B. II, f. 40. — [1] *Pauli Jovii Vita Ferdinandi Davali.* L. V, p. 372. — *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XV, p. 289. — *Paolo Paruta, Ist. Ven.* L. V, p. 345. — *Fr. Belcarii.* L. XVIII, p. 550.

encore à persuader la gendarmerie qui était à Soncino avec Charles de Lannoy; mais celle-ci montra plus d'obstination. Son orgueil était humilié parce qu'elle n'avait eu aucune occasion de se distinguer dans les précédentes campagnes. Pescaire avait placé toute sa confiance dans l'infanterie, et surtout dans les fusiliers et les arquebusiers espagnols qu'il avait formés. Les gendarmes, demeurés inutiles, étaient encore souvent l'objet de la dérision des fantassins. Pour les engager à marcher, il fallut que Pescaire et les autres chefs partageassent entre eux tout l'argent qu'ils avaient en propre. De cette manière, il les détermina enfin à se joindre au reste de l'armée; et, le 25 janvier, il se mit en marche de Lodi pour Marignan [1].

Le roi, averti de la marche de l'armée impériale, crut d'abord qu'elle avait intention de s'emparer de Milan; mais lorsqu'il apprit qu'elle était repartie de Marignan en tournant sur la gauche, et en suivant le Lambro pour s'approcher de Pavie, il rappela de Milan à son armée La Trémouille et Lescuns, et il assembla un conseil de guerre pour décider du parti qu'il avait à prendre. Tous les plus vieux généraux, La Palisse, Galéaz de San-Sévérino, La Trémouille, Théodore Trivulzio, le duc de Suffolck de la Blanche-Rose, le bâtard René de Savoie, s'efforçaient de persuader au roi que la pire situation pour lui était d'attendre une attaque dans son camp entre une ville assiégée où il y avait une puissante garnison et une armée supérieure en nombre à la sienne; qu'il ne fallait pas hésiter à lever le siége de Pavie et à porter son armée entre cette ville et Milan, à Binasco ou à la Certosa; que le pays, tout coupé de canaux, présentait un grand nombre de campements avantageux, et qu'il était facile d'en choisir un où son armée, toute rassemblée, ne pouvait être attaquée sans un excès de témérité; que les Impériaux, sans argent et sans vivres, ne pour-

[1] *Pauli Jovii Vita Ferdinandi Davali*. L. V, p. 379. — *Galeatius Capella*. L. IV, f. 47. — *Fr. Guicciardini*. T. II, L. XV, p. 290. — Mémoires de Martin du Bellay, L. II, p. 379.

raient pas tenir longtemps la campagne, et que leur embarras serait augmenté par la réception dans leur camp de la garnison de Pavie, à laquelle on avait fait croire que sa solde était toute préparée, et qui, ne recevant point d'argent après tant de souffrances, exciterait probablement un soulèvement parmi des troupes toutes également mécontentes; qu'il suffisait de gagner du temps pour obtenir tous les fruits de la plus complète victoire; et que si le désespoir faisait rechercher le combat à Pescaire, la prudence la plus commune enseignait au roi à éviter ce que désirait son ennemi [1].

Mais Bonnivet seul était écouté par François Ier, parce que seul il lui parlait sans cesse de sa gloire. Il serait indigne, lui disait-il, de la majesté d'un roi de France de se laisser détourner de ses desseins par ses ennemis, de reculer lorsqu'ils avançaient, d'abandonner une entreprise qu'il avait pris l'engagement d'accomplir à la face de l'Europe. Les généraux ordinaires pouvaient se conduire par ces considérations communes de prudence ou de tactique militaire; mais dès que la majesté royale était compromise, l'honneur de la couronne devait être la première base de l'art de la guerre. D'après une appréciation aussi fausse de l'honneur et du devoir d'un roi, François Ier se détermina, contre l'avis de tous ses plus sages généraux, et contre les instances du pape, à continuer le siége de Pavie en présence de l'ennemi [2].

Cependant François Ier resserra ses logements et en garnit les retranchements d'une formidable artillerie, croyant ainsi s'être mis à l'abri d'une attaque. Au commencement du siége, il avait partagé son armée en trois camps. Le premier à Saint-Lanfranco, où il commandait en personne, était à gauche du

[1] *Pauli Jovii Vita Davali*. L. VI, p. 390. — *Arnoldi Ferronii*. L. VII, p. 151. — *Fr. Guicciardini*. T. II, L. XV, p. 291. — Mémoires de Martin du Bellay. L. II, p. 385. — [2] *Pauli Jovii Vita Davali*. L. VI, p. 391. — *Fr. Guicciardini*. T. II, L. XV, p. 292. — Mém de La Trémouille. Ch. XXI, p. 231. — *Galeatius Capella*. L. IV, f. 51. — *Arnoldi Ferronii*. L. VII, p. 151. — *Georgens von Frundsberg*. B. III, f. 45.

Tésin, du côté par où il arrive au pied des murs de la ville; le second, où commandait La Palisse, était aussi à gauche du Tésin, mais près de sa sortie; le troisième, où commandait Montmorency, était à droite du Tésin, dans l'île qu'il forme avec le Gravalone. François Ier, à l'approche des Impériaux, quitta son camp de Saint-Lanfranc et vint se réunir à celui de La Palisse; il y rappela aussi M. de Montmorency, ne laissant dans l'île qu'un corps de troupes sous les ordres de M. de Clermont. Toutes ses forces se trouvaient ainsi réunies en un seul camp, à l'orient de la ville, sur les bords du Tésin et sur la route que suivaient les ennemis. Ce camp était fortifié en face, du côté de Lodi, par un rempart et un fossé qui s'étendait jusqu'à la rivière, à droite par le Tésin, à gauche par le mur d'un vaste parc qui entourait la maison de chasse des ducs de Milan à Mirebel. Le roi fit abattre en trois endroits ce mur pour former autant de portes par lesquelles il pouvait entrer dans le parc; le reste du mur servait d'enceinte et de défense à son camp, et barrait aux ennemis le chemin de la ville [1].

Pescaire, auquel Bourbon et Lannoy avaient abandonné la direction de l'attaque par un sentiment irrésistible de la supériorité de ses talents, s'approchait cependant de l'armée royale, mais lentement et avec précaution. Il avait trouvé, au passage de Lambro, le château de San-Angelo défendu par Pyrrhus de Bozzolo, frère de Frédéric, avec deux cents chevaux et huit cents fantassins. Quoique ce poste fût très fort et que le roi, qui venait de le faire reconnaître, se crût assuré qu'il ferait une longue résistance, Pescaire le prit en un jour, étant entré, lui deuxième, par la brèche dans la place, avec la témérité d'un grenadier plutôt qu'avec la prudence d'un général [2].

[1] *Pauli Jovii Vita Ferd. Davali*. L. V, p. 383. — *Fr. Guicciardini*. T. II, L. XV, p. 292. — Mém. de Martin du Bellay. L. II, p. 383. — *Arnoldi Ferronii*. L. VII, p. 152. — Garnier, Histoire de France. T. XII, p. 325. — Rapin Thoyras, Histoire d'Angleterre. L. XV, p. 203. — [2] *Pauli Jovii Vita Davali*. L. V, p. 382. — *Galeatius Capella*. L. IV, f. 48. —

D'autres échecs, vers le même temps, affaiblissaient coup sur coup l'armée du roi. Il avait donné ordre au marquis de Saluces de lui conduire sans retard, de Savonne où il était, un corps de quatre mille Italiens, auparavant destinés contre Gênes. Ceux-ci, traversant sans précautions l'Alexandrin, y furent surpris au passage de la Bormida, par Gaspard Mayno, commandant des troupes de Sforza, et entièrement défaits, ou faits prisonniers [1]. Jean-Louis Palavicino, avec un corps plus considérable encore, se laissa surprendre le 18 février à Casalmaggiore, d'où il voulait attaquer Crémone, et il fut aussi fait prisonnier [2]. Enfin Jean-Jacques Médicis, Milanais, qui n'était point parent de la famille florentine de même nom, réussit par un stratagème à priver le roi de l'assistance de six mille Grisons qui servaient dans son camp. Il surprit la ville et le château de Chiavenna, à l'extrémité du lac Majeur; et, par cette attaque inattendue, il causa un si grand effroi à la ligue grise, qu'elle donna l'ordre à tous les Grisons qui se trouvaient dans l'armée du roi de venir défendre leur patrie, et que plusieurs bataillons suisses les accompagnèrent, déclarant que leur plus pressante obligation était de voler au secours de leurs confédérés [3].

L'armée impériale se rapprochait toujours plus de Pavie. Le 1er février elle était venue loger à Vistarino; le 3 du même mois elle s'établit dans les prés de Sainte-Justine, à deux milles et demi des murs de la ville, et à un mille de l'avant-garde française. Les deux armées se trouvaient alors si rapprochées,

Fr. Guicciardini. T. II, L. XV, p. 293. — Mémoires de Martin du Bellay. L. II, p. 381. — *Georgens von Frundsberg.* B. III, f. 42. — [1] *Pauli Jovii Vita Davali.* L. VI, p. 389. — *Galeatius Capella.* L. IV, f. 49. — *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XV, p. 293. — Mémoires de Martin du Bellay. L. II, p. 383. — [2] *Galeatius Capella.* L. IV, f. 50. — *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XV, p. 293. — Mémoires de Martin du Bellay. L. II, p. 386. — [3] *Galeatius Capella.* L. IV, f. 49. — *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XV, p. 294. — Mémoires de Martin du Bellay. L. II, p. 383. — *Pauli Jovii Vita Davali.* L. V, p. 388. — *Fr. Belcarii.* L. XVIII, p. 553. — *Arnoldi Ferronii.* L. VII, p. 154. — *Jacopo Nardi.* L. VII, p. 308. — *Bened. Varchi.* L. II, p. 23.

qu'elles pouvaient se canonner sans sortir de leurs camps. Une petite rivière nommée la Vernacula les séparait; et comme elle était profonde et fort encaissée, elle servait de défense également aux uns et aux autres. Cependant c'était pour livrer bataille que Pescaire s'était autant approché; il ne cessait d'étudier les positions des Français; il s'avançait à toute heure sous leur feu pour les mieux reconnaître, et pour savoir à quel corps particulier chaque partie du camp était confiée. Il s'était ainsi assuré qu'il serait presque impossible de forcer les Français dans leurs retranchements : mais il les fatiguait par de constantes escarmouches, de jour et de nuit, et il se flattait que quelqu'un de ces combats partiels pourrait se changer en affaire générale. Plus d'une fois, en effet, les deux armées s'ébranlèrent tout entières pour une attaque accidentelle. Un troupeau de moutons, disputé entre elles, fut sur le point d'engager une grande bataille : néanmoins, après que Lannoy et Bourbon, que Bonnivet et François Ier lui-même furent entrés dans la mêlée, les deux armées se retirèrent chacune dans leur camp, avec une perte à peu près égale [1].

La plupart des attaques de Pescaire avaient un plus heureux succès : il surprit tour à tour les landsknechts de la bande noire que commandait le duc de Suffolck, puis les Italiens de la bande noire de Jean de Médicis. Celui-ci, pour en tirer vengeance, attira dans une embuscade une sortie de la garnison de Pavie; mais comme, après lui avoir tué beaucoup de monde, il montrait à Bonnivet le champ de bataille, et lui expliquait ses dispositions, il fut blessé d'une balle à la cuisse, le 20 février, d'une manière si douloureuse, qu'il se vit contraint d'abandonner l'armée, et de se faire transporter à Plaisance pour y être pansé [2].

[1] *Pauli Jovii Vita Davali*. L. V, p. 385. — *Marco Guazzo, Istor. di suoi tempi*. f. 7 — *Fr. Guicciardini*. T. II, L. XV, p. 294. — *Galeatius Capella*. L. IV, f. 51. — Mémoires de La Trémouille. Ch. XXI, p. 282. — *Arn. Ferronii*. L. VII, p. 154. — [2] *Pauli Jovii Vita*

Au milieu du parc dont les fortes murailles couvraient un des côtés du camp français, était bâti le palais de Mirebel, ancienne maison de chasse des ducs de Milan. Le roi y avait envoyé, comme en un lieu plus éloigné des dangers, ceux de ses ministres et de ses officiers qui suivaient les camps sans être militaires, comme aussi Alexandre, légat du pape. Beaucoup de marchands et de magasiniers avaient établi une sorte de foire dans le même lieu, et ils y étaient sous la protection de la gendarmerie de l'arrière-garde. Pescaire, désespérant de forcer les retranchements du camp français, forma le projet de pénétrer dans le parc, et de marcher sur Mirebel. S'il pouvait y réussir, il comptait ensuite tourner l'armée française par sa gauche, et se mettre ensuite en communication avec la garnison de Pavie. Si le roi lui disputait le passage, il fallait qu'il renonçât à l'avantage de ses retranchements pour lui livrer bataille dans le parc. Pour que l'affaire fût générale, cependant, il fallait que Pescaire fît entrer son armée dans le parc avant que les Français soupçonnassent son projet ; autrement ils auraient défendu ses murailles avec autant d'avantage que leurs propres retranchements. Il chargea donc l'Espagnol Salsède de faire, pendant la nuit qui précédait le 25 février, une brèche aux murs du parc, non point avec de l'artillerie, pour ne pas donner d'alarme, mais avec le bélier et des sapeurs ; en même temps il fit faire plusieurs autres attaques en des lieux écartés, pour détourner l'attention et étouffer le bruit, et il fit avertir Antonio de Leyva de tenter une sortie à un signal donné [1].

Ce ne fut que deux heures avant le jour que la brèche

Davali. L. V, p. 387. — *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XV, p. 296. — *Galeatius Capella.* L. IV, f. 51. — Mémoires de Martin du Bellay. L. II, p. 387. — *Arnoldi Ferronii.* L. VII, p. 153. — [1] *Pauli Jovii Vita Davali.* L. VI, p. 393. — *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XV, p. 297. — *Galeatius Capella.* L. IV, f. 52. — Mémoires de Martin du Bellay. L. II, p. 389. — *Arnoldi Ferronii*, L. VII, p. 154, — *Georgens von Frundsberg Kriegzsthaten.* B. III, f. 46.

fut ouverte dans le mur du parc. Pescaire, qui avait fait revêtir à tous ses soldats une chemise blanche par-dessus leurs armes, pour se reconnaître dans l'obscurité, fit entrer d'abord dans le parc Alfonse d'Avalos, marquis du Guasto ou Vasto, son cousin, avec six mille fantassins allemands, espagnols et italiens, et trois escadrons de cavalerie, en lui donnant ordre de marcher aussitôt sur Mirebel. Pescaire suivit lui-même avec le second corps d'armée, composé d'infanterie espagnole. Lannoy et le connétable de Bourbon conduisaient le troisième et le quatrième corps, tout composé d'Allemands. Les Impériaux avaient pénétré dans le parc avant que les Français se fussent aperçus de leur dessein. Mais ceux-ci avaient pris l'alarme : ils étaient rangés en bataille; et les Impériaux, pour se diriger sur Mirebel, devaient passer sous le feu de l'artillerie française, que dirigeait Jacques Galliot, sénéchal d'Armagnac. Comme ils couraient à la file pour se mettre plus tôt à couvert de ses continuelles décharges, le roi prit ce mouvement pour une fuite, et sortit de ses lignes pour les charger. Il comptait sur la supériorité de sa cavalerie, dans une plaine propre aux grandes évolutions: mais il couvrit ainsi son artillerie; il la força de suspendre son feu, et il trouva la cavalerie ennemie entremêlée d'arquebusiers espagnols, dont les décharges abattirent bientôt un grand nombre de ses plus vaillants chevaliers [1].

La bataille étant engagée, Pescaire fit rappeler le marquis de Vasto; mais celui-ci, entendant le canon, avait prévenu ses ordres, et se trouvait déjà en ligne. L'armée impériale pouvait alors compter seize mille fantassins espagnols ou allemands, mille italiens et quatorze cents chevaux. François I[er] croyait avoir dans la sienne treize cents lances et vingt-cinq mille fantassins; mais il était trompé par ses capitaines et ses

[1] Mémoires de Martin du Bellay. L. II, p. 398. — *Fr. Belcarii.* L. XVIII, p. 554. — *Pauli Jovii Vita Davali.* L. VI, p. 394.

inspecteurs aux revues : ceux-ci lui faisaient payer la solde d'un grand nombre de soldats qui n'existaient plus ou qui n'avaient jamais existé [1].

François Ier confia à Bussy d'Amboise la garde de son camp, et sa défense contre les sorties d'Antonio de Leyva ; il opposa ses Suisses aux Allemands, et ses landsknechts des bandes noires aux Espagnols. Au commencement de la bataille, Philippe de Chabot et Frédéric de Bozzolo enlevèrent cinq canons aux Espagnols, et la bande noire des landsknechts repoussa jusque dans la Vernacula une charge de cavalerie légère : mais ces succès mêmes furent nuisibles aux Français; la gendarmerie, croyant la bataille gagnée, s'élança partout à la charge, elle dégarnit les flancs des Suisses et des landsknechts, qu'elle devait protéger, et elle fit entièrement cesser le feu de l'artillerie française, dans laquelle consistait la vraie supériorité de François Ier [2].

La charge de la gendarmerie fut terrible : on n'avait jamais combattu, dans les guerres d'Italie, avec plus d'acharnement; et jamais, en effet, de plus grandes destinées n'avaient dépendu de l'issue du combat. Ce fut dans ce choc que Ferdinand Castriot, marquis de Saint-Ange, le dernier descendant de Scanderbeg, fut tué, par les mains mêmes, à ce qu'on prétend, de François Ier. Les gendarmes bourguignons, récemment arrivés d'Allemagne avec le connétable de Bourbon, furent mis en déroute ; les escadrons de Lannoy et de Bourbon semblaient déjà ébranlés, lorsque huit cents fusiliers espagnols, dirigés par Pescaire, se répandirent sur les flancs de la gendarmerie française, et abattirent un si grand nombre de cavaliers, qu'ils forcèrent les autres à s'éparpiller. Quand les

[1] *Fr. Guicciardini*. T. II, L. XV, p. 290. — Mémoires de La Trémouille. Ch. XXI, p. 230. — *Anonimo Padovano, presso Muratori Annal*. T. X, p. 185. — [2] *Pauli Jovii Vita Davali*. L. VI, p. 397. — Mémoires de Martin du Bellay. L. II, p. 391. — *Arnoldi Ferronii*. L, VII, p. 155. — *Fr. Belcarii*. L. XVIII, p. 554. — *Georgens von Frundsberg*. B. III, f. 47.

gendarmes se réunissaient pour charger les fusiliers, ceux-ci se dispersaient à leur tour; leur agilité les dérobait toujours à un ennemi qu'ils ne cessaient de molester. Cependant le marquis de Vasto, profitant du désordre de la cavalerie française, avait attaqué l'aile droite, composée de Suisses, que commandait Anne de Montmorency. Ils ne soutinrent point leur ancienne réputation de bravoure, malgré les efforts de Montmorency et du maréchal de Fleuranges, qui tous deux furent faits prisonniers : ils s'enfuirent lâchement. Jean de Diesbach, le premier de leurs capitaines, plutôt que de participer à leur déshonneur, n'ayant pu les arrêter, se jeta tête baissée parmi les ennemis, et s'y fit tuer. Les landsknechts de la bande noire résistèrent seuls de ce côté à l'attaque des Impériaux; mais enfermés, par une manœuvre habile de Frundsberg, entre trois bataillons, ils furent presque tous massacrés. C'est là que périrent, avec Longman d'Augsbourg, leur commandant, Richard de Suffolck de la Rose-Blanche, prétendant au trône d'Angleterre; François de Lorraine, frère du duc régnant; Wirtemberg de Lauffen, et Théodoric de Schomberg, frère du principal secrétaire de Clément VII. La Palisse, renversé de cheval, et déjà fait prisonnier, fut tué par un soldat espagnol; La Trémouille fut tué près du roi d'un coup d'arquebuse; Galéaz de San-Sévérino, grand-écuyer, qui tâchait d'arrêter les fuyards, fut aussi tué en sa présence. L'amiral Bonnivet, ayant vainement cherché à rallier les Suisses, et ne voulant pas survivre à une défaite dont il se sentait lui-même coupable, courut au plus épais des ennemis la visière haute, et y fut tué à coups d'épée dans le visage. Le roi, ayant perdu la plupart de ses compagnons d'armes, se défendait vaillamment avec son épée; mais comme il poussait son cheval vers le pont de la Vernacula, ce cheval, déjà couvert de blessures, s'abattit près de Diégo Abila et de Giovanni d'Urbietta, qui, sans connaître François, voulurent

le faire prisonnier. La Mothe-Hennuyer, qui le reconnut quoique blessé au visage, lui proposa de se rendre au duc de Bourbon ; mais François demanda le vice-roi, M. de Lannoy; et ce ne fut qu'à lui qu'il remit son épée [1].

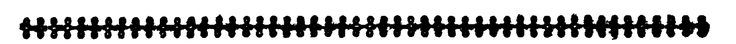
Au moment où les Français apprirent la captivité du roi, ils ne firent plus de résistance, et ne cherchèrent plus qu'à sauver leurs vies; mais les vainqueurs se montrèrent sans pitié, surtout ceux de la garnison de Pavie, qui ne prirent part au combat qu'après que la lutte fut terminée, et qui massacrèrent ceux que leurs camarades avaient vaincus. Un grand nombre de Suisses, pour se soustraire à la rage des Impériaux, se jetèrent dans le Tésin, et la plupart sans savoir nager : aussi périrent-ils dans ses flots. Bussy d'Amboise ramena sur le champ de bataille la troupe qui lui avait été confiée pour la garde du camp; mais elle fut dissipée par les Allemands de Frundsberg, et lui-même il y fut tué. On compta encore parmi les morts Jacques de Chabanes, Lescuns, maréchal de Foix, Aubigny, le comte de Tonnerre, une vingtaine des plus grands seigneurs de France, et environ huit mille soldats. Parmi les prisonniers se trouvaient le roi de Navarre, le bâtard de Savoie, Anne de Montmorency, François de Bourbon, comte de Saint-Paul, Philippe de Chabot, Laval, Chaudieu, Ambricourt, Fleuranges, Frédéric de Bozzolo, deux Visconti, et un grand nombre d'autres seigneurs. Les Impériaux n'avaient perdu que sept cents hommes [2].

Le duc d'Alençon, beau-frère du roi, qui commandait son

[1] *Pauli Jovii Vita Ferdin. Davali.* L. VI, p. 398-401. — *Lettere de' Principi*, Pavie, 24 février 1525. T. I, f. 151. — *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XV, p. 297. — *Galeatius Capella.* L. IV, f. 52. — Mémoires de La Trémouille. Ch. XXI, p. 236. — Mémoires de Martin du Bellay. L. II, p. 392. — *Arnoldi Ferronii.* L. VII, p. 155. — *Jacopo Nardi.* L. VII, p. 310. — *Georgens von Frundsberg.* B. III, f. 47. — [2] *Pauli Jovii Vita Ferdinandi Davali.* L. VI, f. 402. — *Lettere de' Principi.* T. I, f. 152. — *Galeatius Capella.* L. IV, f. 52. — Mémoires de La Trémouille. Chap. XXI, p. 236. — Mémoires de Martin du Bellay. L. II, p. 395. — *Arnoldi Ferronii.* L. VII, p. 156. — *Georg. von Frundsberg.* B. III, f. 49.

arrière-garde, abandonna ses équipages, et se retira en Piémont avec une célérité qui le perdit de réputation ; il en mourut bientôt après de douleur et de honte. Le comte de Clermont, qui commandait dans l'île du Tésin, passa le Gravalone, coupa les ponts après lui, et se retira en bon ordre. Théodore Trivulzio évacua Milan dès la premiere nouvelle de la bataille, il se retira par le lac Majeur sans être inquiété. Avant que la journée où la bataille s'était livrée fût finie, les Français marchaient de toutes parts pour sortir du duché de Milan. Les Impériaux ne songeaient point à les poursuivre. Ils rassemblaient l'immense butin qui fut pour eux le fruit de la victoire; et ils s'occupaient de mettre en sûreté leur prisonnier, qu'ils déposèrent sous une garde sévère dans le château de Pizzighettone, en lui prodiguant en même temps les témoignages de leur respect et de leur compassion [1].

[1] *Pauli Jovii Vita Ferdinandi Davali*. L. VI, p. 403-406. — *Fr. Guicciardini*. T. II, L. XV, p. 298. — *Arnoldi Ferronii*. L. VII, p. 157. — *Jacopo Nardi*. L VII, p. 311. — *P. Bizarro*. L. XIX, p. 460. — *Scipione Ammirato*. L. XXX, p. 354. — *Bened. Varchi*. L. II, p. 24. — *Raynaldi Ann. eccles*. 1525, § 80, p. 451. — *Paolo Paruta, Ist. Ven*. L. V, p. 345. — *Georgens von Frundsberg Kriegzsthaten*. B. III, f. 50.



CHAPITRE X.

Inquiétudes et dangers des puissances d'Italie : projet de ligue entre elles pour défendre leur indépendance ; Pescaire s'y associe, les trahit ensuite et dépouille le duc de Milan de ses états. — François Ier recouvre sa liberté par le traité de Madrid.

1525-1526.

1525. — La bataille de Pavie et la captivité de François Ier glacèrent d'effroi les puissances italiennes. Jusqu'alors elles avaient cru être quelque chose par elles-mêmes et pouvoir se faire respecter ou craindre sans avoir besoin de rien hasarder dans le terrible jeu de la guerre. Comptant sur leur habileté politique et sur leur ancienne réputation, elles s'étaient persuadées que les deux princes rivaux s'affaibliraient mutuellement par de longs combats, et que le moment viendrait où elles s'avanceraient au milieu d'eux avec leurs forces encore entières, et les contraindraient tous deux à évacuer l'Italie. Tout à coup elles s'aperçurent, à la défaite de François Ier, qu'elles se trouvaient à la merci du vainqueur, et que l'épuisement même de ce vainqueur, les dettes immenses dont il était chargé, le désordre de ses finances et l'indiscipline de ses troupes qui demandaient en vain leurs soldes arriérées, ne faisaient qu'aug-

menter leur propre danger. Elles se trouvèrent désarmées, ayant sur leurs frontières une armée nombreuse, victorieuse, affamée, et qui n'avait que trop pris l'habitude de mépriser tout droit des gens, et de traiter avec aussi peu de ménagements les amis que les ennemis.

Les plus rapprochés du danger étaient les Vénitiens ; mais ils n'étaient pas cependant les plus exposés, parce que seuls en Italie ils avaient maintenu sur pied une armée bien payée, bien disciplinée, et en état de faire bonne contenance. On y comptait mille hommes d'armes, six cents chevau-légers et dix mille fantassins[1]. Il est vrai que la politique craintive du sénat, autant que le caractère de son général, le duc d'Urbin, éloignait toujours cette armée des combats. A quelque parti qu'il fût allié, il manœuvrait, il prenait des positions ; mais il n'arrivait jamais pour la bataille.

Depuis la conclusion des guerres excitées par la ligue de Cambrai, les Vénitiens, épuisés par les effroyables dépenses qu'ils avaient soutenues pour se défendre, par la ruine de leurs provinces les plus industrieuses et les plus fertiles, par la direction nouvelle que les découvertes des Portugais avaient fait prendre au commerce, et par la diminution de leurs revenus publics, conséquence de ces causes diverses, s'efforçaient en silence de réparer leurs pertes ; ils évitaient de se compromettre, de donner la mesure de leurs forces, et ils cherchaient leur garantie dans leur ancienne réputation. Cependant un désordre secret avait vicié les parties les plus nobles de l'état. Durant cette guerre désastreuse, le sénat avait été obligé de vendre, pour faire de l'argent, les magistratures, les gouvernements des villes, les emplois de judicature et la noblesse, qui donnait le droit d'entrée au conseil souverain. Le pouvoir s'était ainsi trouvé souvent confié à des mains indignes de

1 *Paolo Paruta, Ist. Veneta.* L. V, p. 216.

l'exercer. Beaucoup de privilèges commerciaux, de monopoles, d'exemptions de taxes avaient eu la même origine; le commerce et les finances de l'état en éprouvaient les suites funestes. Les Vénitiens évitaient de paraître, d'être nommés, d'être actifs en aucune affaire, parce qu'en effet leur état n'avait plus que l'ombre de son ancienne puissance, et qu'ils craignaient une lutte corps à corps où leur adversaire aurait senti qu'il n'embrassait que le vide.

L'État de l'Église était le second en puissance après celui des Vénitiens; il pouvait également être considéré comme une république, et même on trouvait plusieurs rapports extérieurs de forme entre les gouvernements de Venise et de Rome. A Venise, un doge électif présidait un collége de nobles, comme à Rome un pontife électif présidait un collége de prêtres. Dans tous deux, la puissance suprême était représentée par un monarque à vie; dans tous deux elle était limitée par une aristocratie, sans que le peuple eût aucune part à l'un ou à l'autre gouvernement.

Mais l'aristocratie de Venise était composée d'hommes qui, consacrés dès leur enfance aux affaires publiques, avaient fait du gouvernement l'étude de leur vie, et qui ne pouvaient espérer de gagner l'estime de leurs compatriotes ou d'obtenir leurs suffrages dans les élections qu'autant que leurs talents leur ouvriraient la carrière des emplois. L'État de l'Église, au contraire, était gouverné par des hommes essentiellement et constamment étrangers aux affaires qu'ils devaient décider. Ce n'était point par abus ou par accident que le pape et les cardinaux étaient absolument ignorants dans l'art de la guerre, dans celui de l'administration ou de la politique; au contraire, c'était par abus seulement qu'ils pouvaient se trouver quelquefois en état de remplir leurs fonctions. Plus ils avaient parcouru saintement la carrière qui leur était propre, plus ils devaient leur élévation aux vertus seules de leur état, et plus

par devoir, par conscience, ils devaient rester étrangers aux intérêts mondains. La monarchie élective et constitutionnelle de l'église est probablement le seul état au monde où la condition essentielle de l'éligibilité pour le premier magistrat soit d'être resté étranger toute sa vie aux fonctions qu'il est appelé à remplir.

Aussi le gouvernement de Venise s'est-il, pendant quatorze siècles, distingué par sa prudence, et le gouvernement de l'église pendant une période non moins longue, par son imprévoyance et sa malhabileté. Plusieurs papes, plusieurs cardinaux ont montré un très grand talent pour la politique étrangère, pour l'art des négociations et celui des intrigues, auxquels ils avaient eu plus d'une occasion de se former dans les chapitres des couvents. A cette habileté, l'église a dû ses conquêtes et son agrandissement progressif. Mais il ne s'est pas trouvé un pape qui fût bon administrateur, pas un seul qui fît prospérer l'agriculture, l'industrie, le commerce, la population dans les états confiés à ses soins, pas un seul qui établît de sages lois ou qui y maintînt une bonne justice. Aussi, à mesure qu'un état nouveau était soumis à la domination de l'église, il perdait toutes les prérogatives qui l'avaient distingué jusqu'alors; il cessait d'exister en quelque sorte pour l'Italie, car il ne comptait plus parmi les états indépendants, et néanmoins il n'ajoutait rien à la puissance des papes.

Clément VII, qui régnait alors, avait plus qu'aucun de ses prédécesseurs le sentiment de sa faiblesse et de son impuissance. Il le devait en partie à ce qui avait été fait avant lui, en partie à ses propres défauts. Les prodigalités insensées de Léon X avaient dissipé par avance toutes les ressources de l'église. Il avait usé de ses capitaux aussi bien que de ses revenus, comme un homme qui n'avait ni famille ni successeur. Il n'avait songé qu'au présent, il s'était complu à nourrir des projets gigantesques, et sans se réserver aucun moyen de les exécu-

ter; et il était mort à propos, au moment où il avait achevé de consumer ses dernières ressources.

Adrien VI, dans sa courte administration, n'avait rien réparé, et Clément VII se trouvait chargé d'une guerre dispendieuse avec des provinces ruinées et un trésor obéré. Il essaya de remédier au désordre par une économie souvent sordide, plutôt que par une bonne administration. Il ne corrigea aucun abus, il ne mit un terme à aucune volerie, il ne supprima aucun monopole, mais il retrancha tout l'argent destiné aux travaux publics, il abolit les pensions, il réduisit les appointements des fonctionnaires de l'état, le nombre des soldats et leur paie. Il rendit cette dernière si mesquine que les gendarmes ne pouvaient nourrir leurs chevaux, que jamais cavalerie ne s'était vue dans un plus misérable état, et que tout ce qui servait le pape était prêt à l'abandonner dès qu'il se présenterait un nouveau maître. Souvent l'avarice dont les souverains sont accusés par les courtisans fait la félicité de leurs peuples; mais celle de Clément VII était la répugnance d'un usurier à se dessaisir d'un écu, non le calcul prudent d'un père de famille. Les prêtres avaient été chargés de décimes inusitées, les salaires des professeurs dans les arts libéraux, et les bourses des colléges pour les pauvres écoliers avaient été supprimés. Le blé et le pain avaient par trois fois été renchéris, non point à cause de mauvaises récoltes, mais pour augmenter les profits de la chambre apostolique qui en affermait le monopole. Un grand nombre de maisons avaient été abattues sous prétexte de redresser les rues de Rome; mais, loin de dédommager les propriétaires, le pape les avait laissés exposés à l'insolence, aux caprices et au pillage des inspecteurs de ses travaux [1].

Clément VII était seul accusé des souffrances du peuple, et cependant on en devait la plus grande partie aux prodigali-

[1] *Paolo Giovio, Vita del cardin. Pompeo Colonna.* f. 165. — *Benedetto Varchi, Stor. Fior.* L. II, p. 48.

tés de Léon X ; mais on n'avait point la justice de remonter aux causes du désordre : on bénissait la mémoire du pape qui avait joui et fait jouir en dissipant les finances publiques ; on détestait son successeur, qui voulait réparer d'une façon maladroite un mal qu'il n'avait point fait. Peu de papes avaient été plus en haine au peuple que Clément VII : on le jugeait d'autant plus sévèrement, qu'on avait conçu de lui de plus grandes espérances. Sa prudence, pour laquelle il avait été tant vanté, ne paraissait à l'épreuve que de la ruse et de la finesse ; sa connaissance du monde et des affaires lui devenait inutile, parce qu'on ne trouvait dans son caractère ni décision pour prendre une résolution, ni fermeté pour la maintenir.

La république de Florence, qui n'était plus qu'une province soumise à la maison de Médicis, avait d'abord paru s'attacher au gouvernement de Clément VII, par comparaison à celui de Laurent, duc d'Urbin, qui l'avait précédé; mais bientôt ses défauts étaient devenus plus à charge, et ses bonnes qualités avaient disparu : le souvenir de l'ancienne liberté, et celui de l'administration de Savonarole, celui de Pierre Sodérini, se réveillaient dans tous les cœurs florentins ; et les citoyens, sans pouvoir prévoir les événements, sans se rendre compte de ce qu'ils souhaitaient, se réjouissaient de tous les embarras, de toutes les calamités qui pesaient sur le chef de l'état, dans l'espérance que son pouvoir en serait enfin ébranlé[1].

Les Vénitiens et le pape déploraient également leur malheur, d'avoir fait dépendre leurs espérances, et toutes les chances d'indépendance pour l'Italie, non point d'une nation, mais d'un homme ; en sorte que la mauvaise fortune de cet individu décidait de leur existence, et presque de celle de l'Europe. En effet, ce n'était pas la nation française qui avait été

[1] *Fr. Guicciardini.* L. XVI, p. 300.

battue à Pavie, mais le roi ; si François Ier n'y avait pas été fait prisonnier, ou si, tombé entre les mains ennemies, il n'avait pas été considéré comme comprenant à lui seul tout l'état, la déroute de Pavie n'aurait rien eu qui la distinguât de ces nombreuses batailles tour à tour gagnées ou perdues dans le cours des trente années précédentes, sans qu'elles eussent jamais décidé du sort des empires. Une armée d'environ vingt mille hommes avait été défaite, et sa perte, d'après les calculs les plus élevés, montait à huit mille hommes : mais ceux-ci, à la réserve de mille à douze cents gendarmes, n'étaient point Français ; la plupart étaient Suisses, les autres Italiens, ou de la Basse-Allemagne. De beaux équipages et de beaux trains d'artillerie avaient été perdus : cependant les ressources de la France n'étaient pas épuisées ; ses frontières n'étaient entamées nulle part, et elles étaient encore couvertes par leurs fortifications naturelles comme par celles que l'art y avait élevées.

Il ne peut y avoir aucune sûreté pour une monarchie militaire, si l'on n'y reconnaît pas comme principe fondamental qu'un roi cesse d'être roi du moment qu'il est prisonnier, que son pouvoir passe légitimement aux mains de son successeur, et que l'ennemi ne tient point en captivité un souverain, mais seulement un homme d'un rang distingué, dont la rançon ne doit jamais être payée par le sacrifice des intérêts nationaux. Si François Ier s'était hâté d'invoquer ce principe, s'il avait reconnu que l'autorité souveraine résidait toujours en France, et non pas dans sa personne ; si, se soumettant à sa captivité, il n'avait montré aucun empressement d'en sortir ou de faire la paix, Charles-Quint, d'après ce désintéressement même, aurait été d'autant plus empressé de traiter avec lui ; il lui aurait accordé des conditions bien plus avantageuses, et François, recouvrant peut-être plus tôt sa liberté, serait remonté sur son trône sans avoir à rougir ensuite

d'avoir manqué à toutes les promesses qu'il avait faites.

Il n'était donc point vrai que *tout fût perdu, fors l'honneur,* comme François I[er] l'écrivit à sa mère, Louise de Savoie ; il n'y avait de perdu que le monarque, et la monarchie n'était pas même en danger, si ce n'est par lui. Les soldats qui venaient de remporter la victoire de Pavie, quoique enrichis par un immense butin, ne voulaient point renoncer à leurs soldes arriérées ; bien au contraire, ils les demandaient plus impérieusement que jamais : ils protestaient qu'ils ne rentreraient point en campagne jusqu'à-ce qu'ils eussent reçu tous leurs arrérages. Dans l'intervalle, un grand nombre d'entre eux désertaient chaque jour pour aller mettre leur butin à couvert dans leurs familles ; les autres, empressés à dépenser dans des orgies continuelles ce qu'ils avaient gagné, rejetaient le frein de la discipline. Jamais l'armée impériale n'avait été moins dans la main de ses généraux ; jamais il n'avait été plus difficile de lui faire poursuivre les avantages qu'elle avait déjà remportés. La garnison de Pavie avait été même jusqu'à s'emparer des canons de cette place, s'y fortifier, et déclarer qu'elle n'obéirait plus à ses officiers jusqu'à ce qu'elle fût payée; le reste de l'armée paraissait sur le point de suivre cet exemple, et déjà il y éclatait chaque jour des soulèvements partiels [1].

La pénurie de l'empereur, souverain de l'Espagne, des Pays-Bas, de l'Amérique et d'une grande partie de l'Italie, disposant de plus en partie des forces et des revenus de son frère l'archiduc d'Autriche et des états d'empire, est un phénomène qui ne peut s'expliquer que par les désordres de son administration. Sans doute, parmi les provinces qui lui étaient soumises, plusieurs jouissaient de grands priviléges, et lui refusaient souvent les trésors qu'il dissipait d'une main si prodigue. Pendant l'expédition de France, les Cortès de Cas-

[1] *Fr. Guicciardini.* L. XVI, p. 302. — *Galeatius Capella.* L. V, f. 53. — *Pauli Jovii Vita Davali.* L. VII, p. 409.

tille lui avaient refusé une subvention extraordinaire de quatre cent mille ducats qu'il leur avait demandée ; mais les revenus ordinaires des pays les plus riches et les plus industrieux de l'Europe auraient dû lui suffire pour soutenir une guerre continuée avec des armées aussi petites qu'étaient les siennes. Les rois de Castille, les rois d'Aragon, ceux de Navarre, ceux de Grenade, ceux de Sicile et ceux de Naples, les souverains des Pays-Bas, ceux de l'Autriche, avaient chacun de leur côté, pour leur propre querelle, tenu sur pied des armées aussi nombreuses, et supporté des frais aussi considérables que ceux dont était chargé l'empereur, souverain de tous ces différents états. D'ailleurs, parmi ses états, plusieurs n'avaient point de constitution, point d'assemblée représentative, et le royaume de Naples ou le duché de Milan devaient se soumettre à tous les fardeaux que le vice-roi ou le duc Sforza leur imposaient pour le compte de l'empereur ; de même que la plupart des moindres états, quoique indépendants de nom, ne pouvaient se refuser à payer de continuelles contributions de guerre. Mais dans toutes les provinces sur lesquelles s'étendait la domination de Charles-Quint, on voyait s'établir un système destructeur de toute économie politique. Les monopoles se multipliaient, la justice était soumise à une autorité arbitraire et capricieuse ; le commerce était entravé, les propriétés enchaînées par des fidéicommis ; l'oisiveté était considérée comme un honneur, et l'industrie comme une tache, et les états jadis les plus florissants se trouvaient bientôt réduits à la dernière misère.

Les généraux impériaux sentaient l'impossibilité de conduire en France une armée qui ne leur obéissait plus ; ils donnèrent donc tout le temps à la régente et à ses conseillers de pourvoir à la défense du royaume, de rechercher l'alliance de l'Angleterre, de s'assurer des Suisses, de s'entendre avec les états d'Italie ; mais François Ier ne songeait pas seulement

qu'il pût y avoir de résistance là où il n'était plus lui-même : une fois prisonnier, il considérait la cause de la France comme absolument perdue ; il renonçait déjà intérieurement à tous ses projets sur l'Italie, et il ne comptait plus, pour terminer la guerre, que sur la loyauté et la générosité de son vainqueur. Aussi s'empressa-t-il d'accorder au commandeur Pennalosa, qui portait à l'empereur, en Espagne, la relation de la bataille de Pavie, un passe-port pour traverser la France, afin qu'il arrivât plus sûrement et plus tôt ; et le même motif lui fit ensuite prêter l'oreille aux propositions de M. de Lannoy, qui voulait le conduire en Espagne, et qui lui promettait que dès sa première conférence avec Charles-Quint, ses soucis seraient terminés [1].

L'armée que le duc d'Albany avait conduite vers le midi de l'Italie était encore intacte ; elle n'avait pas passé les frontières du royaume de Naples, lorsque le duc reçut près de Vellétri la nouvelle de la bataille de Pavie et de la captivité du roi. Il résolut aussitôt de se retirer vers Bracciano, pour y mettre son armée en sûreté dans les fiefs et au milieu des forteresses des Orsini, dévoués à la France. Mais les Colonna, qui prenaient non moins ouvertement le parti de l'empereur, attaquèrent un corps de troupes italiennes qui allait se joindre au duc d'Albany, dans le voisinage de Trois-Fontaines, à peu de milles de Rome, le poursuivirent jusque dans Rome, et massacrèrent les soldats des Orsini dans le campo di Fiore ; faisant ainsi sentir au pape combien son autorité était peu respectée, et combien sa personne même pouvait facilement tomber au pouvoir de l'une ou de l'autre faction. Cependant le duc d'Albany continua sa retraite vers Bracciano, sans éprouver d'autres revers ; et son armée était toujours en état de se faire craindre [2].

[1] *Lettera di Venezia, del 5 marzo. Lett. de' Principi.* T. II, f. 152. — Garnier, Histoire de France. T. XXII, p. 332. — [2] *Fr. Guicciardini.* T. XVI, p. 302. — Mémoires de

Au milieu du trouble que causait à Clément VII le désastre de François Ier, trouble augmenté par la saisie de sa propre correspondance trouvée dans le camp des Français, et par la publicité donnée à sa partialité pour le roi [1], par les menaces des généraux impériaux et leurs demandes exorbitantes de subsides pour leur armée, par l'audace enfin des Colonna, il reprit un peu de courage lorsque les Vénitiens, qui sentaient également leurs dangers, lui proposèrent de s'unir par une ligue pour leur sûreté commune. Ils offraient d'y faire entrer le duc de Ferrare, dont les états complétaient la communication entre ceux de l'église et ceux de Venise; de prendre en commun à leur solde dix mille Suisses, et d'inviter la régente de France à joindre à leur armée le duc d'Albany et les quatre cents lances que le duc d'Alençon avait ramenées de Pavie. Les Vénitiens lui représentaient que les généraux impériaux, aussi pauvres qu'avant la bataille, et dépourvus d'artillerie, de munitions et de charrois, ne pouvaient être redoutables, si les puissances d'Italie se mettaient immédiatement en mesure de leur résister; tandis que si on leur donnait du temps, les plus faibles feraient leur paix avec eux, en leur payant des contributions, et leur fourniraient ainsi avec l'argent italien le moyen de subjuguer l'Italie [2].

Mais tandis que le pape prêtait l'oreille à ces propositions, et qu'il s'occupait déjà de faire entrer dans la même ligue le roi d'Angleterre, qu'il savait jaloux de Charles-Quint [3], Nicolas de Schomberg, son secrétaire et son conseiller, qu'il avait envoyé en Espagne, revint auprès de lui avec des propositions du vice-roi de Naples. Les généraux impériaux, qui

du Bellay. T. XVIII, L. III, p. 5. — *Paolo Giovio, Vita del cardin. Colonna.* f. 161 v.— *Lettera del card. de' Monti al card. Egidio. Lett. de' Principi.* T. I, f. 155. — [1] *Pauli Jovii Vita Ferd. Davali.* L. VII, p. 408. — [2] *Fr. Guicciardini.* Lib. XVI, p. 302. — *Pauli Jovii Vita Davali.* L. VII, p. 418. — *Paolo Paruta, Ist. Ven.* Lib. V, p. 346. — *Fr. Belcarii.* L. XVIII, p. 555. — [3] Lettre de Ghiberti, dataire apostolique, aux nonces en Angleterre, Rome, 1 mars 1525. *Lett. de' Principi.* T. I, f. 154 v.

voulaient tirer de l'argent de Clément VII et des Florentins, avaient mis leurs troupes en quartier dans les états de Parme et de Plaisance, et avaient abandonné ces vassaux de l'église à toutes les vexations d'une soldatesque effrénée. En même temps que les députés de Plaisance imploraient la protection du pape, le vice-roi offrait son alliance et la garantie de l'empereur pour la maison de Médicis, moyennant une somme d'argent. Clément VII, toujours irrésolu, toujours manquant de vigueur, accepta ces propositions qui le tiraient d'une difficulté présente et qui ajournaient le danger. Il signa à Rome, le 1er avril, sans les Vénitiens, entre l'empereur et le duc de Milan d'une part, l'église et les Florentins de l'autre, une alliance pour laquelle les Florentins devaient payer cent mille ducats aux généraux de l'empereur, et le pape une égale somme, mais ce dernier seulement après avoir été remis en possession de Reggio et Rubbiéra, où le duc de Ferrare était rentré pendant l'interrègne [1].

Aussitôt que le pape se fut racheté à prix d'argent, la prédiction des Vénitiens se trouva justifiée. Les généraux impériaux, ne craignant plus les Italiens réunis, exigèrent de chacun des états d'effroyables contributions pour payer leur armée. Ils demandèrent cinquante mille ducats au duc de Ferrare, quinze mille au marquis de Montferrat, dix mille aux Lucquois, quinze mille aux Siennais; mais en retour, ils autorisèrent ces derniers à secouer la tyrannie du Mont des Neuf et de la famille Pétrucci. Pendant même que l'on comptait l'argent, Jérôme Sévérini, l'un des chefs du parti de la liberté, qui avait été envoyé en ambassade auprès du vice-roi, tua Alexandre Bichi, chef de l'ordre des Neuf, que le pape avait désigné pour présider au gouvernement [2]. Vers le même temps, deux

[1] *Fr. Guicciardini*. T. II, L. XVI, p. 304. — *Pauli Jovii Vita Ferdin. Davali*. L. VII. p. 409. — *Paolo Paruta*. L. V, p. 348. — *Fr. Belcarii*. L. XVIII, p. 556. — *Scip. Ammirato*. L. XXX, p. 344. — *Giov. Cambi, Ist. Fior.* T. XXII, p. 268. — [2] *Fr. Guicciardini*,

cent mille ducats, promis depuis longtemps, arrivèrent d'Espagne aux généraux impériaux par les mains des banquiers génois; et l'armée fut payée, parce que tout ce qui manquait pour solder ses arrérages fut fourni par le duc de Milan [1].

Aussitôt que les troupes furent payées, les généraux impériaux cherchèrent à revenir en arrière sur les stipulations par lesquelles ils avaient obtenu de l'argent. Ils réclamèrent des Florentins vingt-cinq mille florins de plus que ceux-ci n'en avaient promis. Au lieu de retirer leurs garnisons de l'État de l'Église, ils envoyèrent de nouveaux soldats dans le Plaisantin, pour vivre à discrétion chez les habitants. Ils avaient pris des engagements contradictoires avec le pape et les ducs de Ferrare et de Milan : au premier ils avaient promis la restitution de Reggio et de Rubbiéra, dont ils avaient garanti la possession au second; et après avoir, par ce leurre, déterminé Clément VII à s'aliéner un prince dont l'alliance était désirable pour lui à cause de la situation de ses états, de sa richesse et de sa puissante artillerie, ils refusèrent de le lui sacrifier. De même ils avaient promis au pape que le duché de Milan se fournirait désormais de sel aux salines de Cervia; mais ils refusèrent ensuite d'accorder cette espèce de gabelle, dans le duché de Milan, aux entrepreneurs des salines de l'église. Cependant, après avoir déclaré que l'empereur refusait sa ratification à ces deux articles, ils ne voulurent point rendre au pape l'argent qu'il avait payé en considération de ces avantages [2].

Charles-Quint ne se montrait pas de meilleure foi, et ne conservait pas plus de modération après sa victoire que ses généraux. Ce n'est pas qu'au premier moment où il reçut,

T. II, L. XVI, p. 309. — *Orlando Malavolti, Storia di Siena*. P. III, L. VII, f. 124 v. —
[1] *Fr. Guicciardini*. T. II, L. XVI, p. 309. — *Galeatius Capella*. L. V, f. 54. — Mémoires de Martin du Bellay. L. III, p. 9. — *Pauli Jovii Vita Ferd. Davali*. L. VII, p. 409. —
[2] *Fr. Guicciardini*. T. II, L. XVI, p. 305. — *Pauli Jovii Vita Ferd. Davali*. L. VII, p. 409. — *Ben. Varchi, Stor. Fior.* L. II, p. 26.

le 10 mars, à Madrid, la nouvelle de la bataille de Pavie et une lettre écrite de la main même de François I[er], il ne défendit, avec une humilité hypocrite, qu'on célébrât un succès si inouï par des réjouissances et des feux de joie, déclarant que de tels signes d'allégresse devaient être conservés pour les victoires sur les infidèles. En même temps, il avait professé son désir ardent de rétablir la paix dans la chrétienté, et il avait protesté que ce qui le flattait le plus dans le succès que Dieu lui avait accordé, c'était la certitude de faire bientôt cesser l'effusion du sang chrétien [1].

Mais, d'autre part, les propositions que Charles-Quint fit faire par Buren, seigneur de Rœux, à François I[er], tandis que celui-ci était encore détenu à Pizzighettone, montraient l'absence la plus complète de générosité, de compassion pour son rival, ou de modération. Il demandait non seulement l'abandon de toutes les prétentions du roi sur l'Italie et la Flandre, mais la cession de la Bourgogne à la maison d'Autriche, et celle de la Provence et du Dauphiné au duc de Bourbon, pour en faire, avec les fiefs qu'il avait déjà, un royaume indépendant. Quelque empressement qu'eût François I[er] de sortir de captivité, il répondit qu'il préférait y demeurer toute sa vie plutôt que de consentir à démembrer ainsi la France [2].

En même temps, Charles-Quint cessa de témoigner au cardinal Wolsey les égards qu'il lui avait prodigués jusqu'alors. Il aliéna ainsi ce prêtre orgueilleux, qui n'eut pas de peine à développer dans l'esprit de Henri VIII la jalousie que la grandeur croissante de Charles-Quint excitait déjà. D'autre part, les généraux impériaux insistaient auprès des Vénitiens pour

[1] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XVI, p. 309. — Belleforest, Histoire de France. T. II, p. 1443. — *Galeatius Capella.* L. V, f. 53. — *Fr. Belcarii.* L. XVIII, p. 557. — *Arnoldi Ferronii.* L. VIII, p. 159. — *Scipione Ammirato.* L. XXX, p. 355. — [2] Mémoires de Martin du Bellay. L. III, p. 9. — *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XVI, p. 316. — *Fr. Belcarii.* L. XVIII, p. 559.

tirer d'eux cent mille ducats, en compensation des subsides auxquels ils s'étaient engagés pour la défense du duché de Milan, et qu'ils n'avaient pas payés pendant la précédente guerre. Les Vénitiens étaient arrivés à en offrir jusqu'à quatre-vingt mille; mais comme cette offre ne fut pas acceptée, et qu'ils eurent des indices plus certains du mécontentement du roi d'Angleterre, la négociation se rompit, et les deux parties demeurèrent en liberté [1].

Lorsque le traité de Clément VII avec l'empereur avait été connu du duc d'Albany, ce dernier avait jugé inutile de séjourner plus longtemps dans l'État de l'Église : il s'était fait prêter les galères du pape avec le consentement du vice-roi; et il s'y était embarqué pour la France à Civittà Vecchia, avec Renzo de Céri, l'artillerie qu'il s'était fait livrer par les Siennais et les Lucquois, quatre cents chevaux, mille landsknechts et un petit nombre d'Italiens. Le reste de son armée s'était débandé [2]. Mais celle du marquis de Pescaire s'était dans le même temps considérablement affaiblie. A mesure qu'il avait payé les landsknechts, il les avait presque tous licenciés; et comme il n'avait point d'ennemis à combattre en Italie, et qu'il ne se sentait point en état de tenter une invasion en France, il avait voulu soulager le trésor impérial d'une dépense excessive aussi bien qu'inutile [3].

Cependant l'Italie entière était en fermentation, l'armée impériale se débandait, et le moment approchait peut-être où un effort vigoureux des partisans de la France remettrait François Ier en liberté. Mais le vice-roi de Naples, M. de Lannoy, avait trouvé moyen d'obtenir la confiance de François Ier, et voulait en profiter pour conduire ce monarque en Espagne, comptant ainsi s'attribuer en quelque sorte à lui

[1] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XVI, p. 322. — *Paolo Paruta, Ist. Ven.* L. V, p. 350. — *Fr. Belcarii.* L. XVIII, p. 560. — [2] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XVI, p. 304. — [3] *Ibid.* p. 322.

seul l'honneur de la victoire de Pavie. Il persuada au roi que les conditions exorbitantes qui lui avaient été présentées par Adrien de Buren avaient été concertées pour satisfaire le connétable de Bourbon, tandis que si François Ier pouvait traiter directement avec Charles-Quint, loin de son propre sujet rebelle, il trouverait en lui la générosité qu'il lui aurait montrée si leurs conditions eussent été inverses. Il augmenta donc son désir d'avoir une entrevue avec l'empereur, et il lui persuada d'en envelopper le projet d'un profond secret. Lannoy fit consentir ses deux collègues à ce que François Ier fût conduit à Naples; celui-ci fournit lui-même six galères françaises pour le transporter. Le 7 juin, Lannoy s'embarqua avec lui à Porto-Fino, près de Gênes; et huit jours après, il le débarqua à Roses, sur les côtes de Catalogne, sans que le connétable de Bourbon et le marquis de Pescaire eussent soupçonné seulement qu'on soustrayait à leur pouvoir leur prisonnier, qui, aux yeux même de l'armée, était le gage des récompenses qu'elle attendait [1].

Lorsque les états d'Italie apprirent que François Ier était conduit en Espagne, et qu'il avait lui-même désiré s'y rendre, ils sentirent que de nouveaux dangers menaçaient leur indépendance. Le roi de France, par cet empressement à se rendre auprès de son rival, montrait son désir extrême de traiter avec lui. Bientôt on apprit quelles conditions il avait fait proposer à Charles-Quint par M. de Buren. Il offrait d'épouser la reine de Portugal, sœur de l'empereur, et de se contenter pour dot des droits que Charles-Quint prétendait avoir sur la Bourgogne. En retour, il voulait donner sa propre sœur, le duchesse d'Alençon, à Charles, et avec elle tous ses droits sur le royaume de Naples et le duché de Milan. Il se disait

[1] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XVI, p. 323. — *Pauli Jovii Vita Ferdinandi Davali.* L. VII, p. 410. — *Galeatius Capella.* L. V, f. 54. — Mémoires de Martin du Bellay. L. III, p. 11. — *Fr. Belcarii.* L. XVIII, p. 562. — *Lettera de' Principi. Roma*, 18 *junii.* f. 164.

prêt à payer au roi d'Angleterre des sommes énormes pour le faire désister de ses prétentions, et à Charles, pour sa rançon, la même somme qu'avait payée le roi Jean, prisonnier des Anglais; enfin, il offrait de faire accompagner l'empereur par une flotte et une puissante armée française lorsqu'il irait à Rome prendre la couronne de l'empire; ce qui était en d'autres termes lui promettre qu'il l'aiderait à s'assurer la souveraineté de l'Italie [1].

Il n'y avait pas un des princes d'Italie qui, après avoir éprouvé l'insolence et les vexations des ministres impériaux, pût voir sans effroi le joug sous lequel la patrie commune allait tomber. Le moment était venu de faire un dernier effort pour l'indépendance italienne. On ne pourrait la sauver, si les deux monarques réunissaient leurs forces contre elle. Mais avant que le roi de France eût traité, il semblait facile de faire comprendre à lui, à la régente, aux princes qui gouvernaient avec elle, qu'il valait bien mieux employer tous les trésors du royaume à délivrer le roi par la force des armes, de concert avec tous les états d'Italie, les Suisses et le roi d'Angleterre, que de livrer ces trésors à titre de rançon au plus constant ennemi de la France, pour qu'il en forgeât des chaînes pour eux. Le pape et la république de Venise, au nom de tous les états italiens, invitèrent donc la régente à montrer de la fermeté aux négociateurs de Charles-Quint, et à rejeter des conditions honteuses, l'assurant que bientôt l'accord de toute l'Europe suffirait, peut-être sans combat, pour forcer l'empereur à remettre son fils en liberté, pourvu que, de son côté, elle voulût aussi reconnaître et garantir la liberté de l'Italie [2].

[1] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XVI, p. 317. — Lettre de l'évêque de Bayeux, de Rome. *Lettere de' Principi.* T. I, f. 163. — [2] Lettre de l'évêque de Bayeux. T. I. *Lettere de' Principi.* f. 163. — *Paolo Paruta, Ist. Ven.* L. V, p. 351. — *Pauli Jovii Vita Ferdinandi Davali.* L. VII, p. 413.

En effet, ce n'était pas la liberté des seuls états qui se disaient encore indépendants, mais celle de toute l'Italie, que les ministres de Clément VII, de concert avec le sénat de Venise, se flattaient de faire reconnaître. Toute l'Italie avait une même horreur du joug de ceux qu'elle nommait barbares; toute l'Italie sentait qu'elle avait désormais un même intérêt, et paraissait disposée à faire les mêmes efforts pour son indépendance. François II Sforza, au nom duquel le duché de Milan avait été conquis, n'avait recueilli du pouvoir souverain que le triste privilége d'entendre le premier les plaintes de ses peuples, auxquelles il lui était impossible de porter remède. Les malheureux Lombards, abandonnés à toute la licence des gens de guerre, devaient tour à tour payer des contributions énormes, ou recevoir à discrétion dans leurs maisons des soldats espagnols, dont le caractère avare, dissimulé et orgueilleux leur était particulièrement antipathique. Ils recouraient à leur duc, dont ils avaient si ardemment désiré le retour; mais celui-ci, loin d'exercer l'autorité d'un souverain, se trouvait le premier esclave des ministres et des généraux de l'empereur [1].

François Sforza savait que l'empereur, peu content de l'avoir réduit au rang d'un simple gouverneur de province, avait mis en délibération, plusieurs fois, s'il ne lui ôterait pas le duché de Milan, pour en gratifier le frère de Charles, l'archiduc Ferdinand d'Autriche, qui aurait voulu joindre cet état à ses possessions d'Allemagne. Ce projet était sans doute la cause des délais affectés qu'apportait la cour de Madrid à l'expédition de l'investiture du duché de Milan; et comme François Sforza était déjà valétudinaire, et qu'il n'avait point d'enfants, il paraissait que si l'empereur lui permettait de régner, c'était seulement dans l'espérance de recueillir

[1] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XVI, p. 326. — *Galeatius Capella.* L. V, f. 54. — *Pauli Jovii Vita Davali.* L. VII, p. 414.

bientôt son héritage par sa mort. Aussi, dès que le duc de Milan, et son confident et principal ministre le chancelier Morini, se furent assurés que la régente renoncerait, au nom de son fils, à ses prétentions sur la Lombardie, reconnaîtrait la maison de Sforza, et s'engagerait à la maintenir dans sa souveraineté, le duc entra dans la ligue italienne, et son chancelier en devint un des plus ardents promoteurs [1].

Ce fut Jérôme Morini qui se chargea d'une négociation difficile et délicate, qui devait gagner à la ligue italienne un puissant défenseur. Il avait été témoin de l'indignation avec laquelle le connétable de Bourbon et le marquis de Pescaire avaient reçu la nouvelle de la tromperie de Lannoy; il connaissait leur jalousie de ce favori de Charles-Quint, et il les avait entendus accuser avec emportement leur maître d'ingratitude et d'injustice. Bourbon s'était hâté de passer en Espagne, pour disputer au vice-roi le mérite de la victoire, qu'il paraissait vouloir s'attribuer [2]. Pescaire était resté seul en Italie, chargé du commandement suprême. Quoiqu'il eût adopté les mœurs et les préjugés espagnols, qu'il parlât presque constamment castillan, et qu'il regrettât souvent de n'être pas né en Castille, Pescaire était Italien. Sa famille, celle des d'Avalos, était établie dans le royaume de Naples depuis près d'un siècle : aussi Morini supposa qu'il avait conservé les sentiments d'un Italien, le desir de voir sa patrie indépendante, et que ce désir se réveillerait en lui si, au ressentiment qu'il éprouvait déjà, venait se joindre une offre assez brillante pour dépasser ses plus ambitieuses espérances [3].

Morini, après avoir encouragé Pescaire à exhaler toute son

[1] *Pauli Jovii Vita Davali Piscarii.* L. VII, p. 414. — *Galeatius Capella.* L. V, f. 55. — *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XVI, p. 324. — [2] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XVI, p. 325. — *Ben. Varchi, Stor. Fior.* L. II, p. 27. — *Fr. Belcarii.* L. XVIII, p. 562. — *Pauli Jovii Vita Ferd. Davali.* L. VII, p. 412. — *Arnoldi Ferronii.* L. VIII, p. 160. — [3] *Galeatius Capella.* L. V, f. 55. — *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XVI, p. 325. — *Fr. Belçarii.* L. XVIII, p. 563.

irritation contre l'empereur, lui fit entrevoir qu'il ne dépendait que de lui d'accomplir le vœu si longtemps formé par toute l'Italie, en chassant tous les barbares également de toute la péninsule; et qu'en récompense de sa coopération, le pape et les Vénitiens étaient prêts à s'unir pour placer sur sa tête la couronne de Naples. Pescaire était violemment irrité, son ambition était démesurée, son caractère artificieux et peu susceptible de scrupules : il accueillit avec ardeur les propositions qui lui étaient faites, soit qu'il se livrât à l'espérance qu'on lui présentait, ou qu'il pensât déjà à se faire un mérite auprès de l'empereur en trahissant ses associés. Il demanda des éclaircissements sur le complot où l'on voulait le faire entrer; et Morini, avec une confiance contre laquelle Jean-Mathieu Ghiberti, le dataire aspostolique, l'avait vainement tenu en garde, communiqua à Pescaire tous les projets des conjurés[1].

L'armée impériale qui occupait la Lombardie était infiniment réduite : tous les Allemands avaient été renvoyés dans leur patrie; parmi les Espagnols, beaucoup s'étaient dispersés pour mettre à couvert le butin fait dans la dernière campagne; d'autres avaient suivi le vice-roi en Espagne; d'autres encore y avaient accompagné le connétable de Bourbon. Il ne restait plus que le corps de troupes sous les ordres d'Antonio de Leyva, tout composé d'infanterie espagnole, et quelques Italiens. Le marquis de Pescaire, commandant en chef de l'armée impériale, pouvait aisément distribuer ses quartiers de manière qu'il lui fût facile de surprendre séparément tous les soldats en qui il ne croirait pas pouvoir se fier, et de les désarmer ou de se défaire d'eux. Une fois qu'il aurait ainsi exclu les étrangers de la péninsule, les forces de l'Italie de-

[1] *Pauli Jovii Vita Ferd. Davali Piscarii.* L. VII, p. 414. — Lettres de Gio. Matteo Ghiberti, dataire apostolique, de Rome, 1er juillet et suiv. T. I, f. 165 et suiv. *Lett. de' Princ.*

vaient être suffisantes pour leur en fermer à jamais l'entrée : cependant elles n'y seraient point employées seules ; la France et l'Angleterre se déclaraient garantes de son indépendance, et la Suisse avait promis ses soldats pour la défendre [1].

Pescaire, à ces projets, opposa des scrupules qu'il semblait désirer lui même de voir lever. Comme feudataire du royaume de Naples, il reconnaissait, dit-il, que le pape était son seigneur suzerain, et que l'empereur n'était que son seigneur direct : toutefois, il désirait s'assurer, par l'autorité des canonistes et des jurisconsultes, si les ordres du seigneur suzerain pouvaient le dispenser d'obéir au seigneur direct, et si le pape pouvait le délier d'un serment militaire comme d'un serment ordinaire d'allégeance ; si enfin son honneur serait en sûreté aussi bien que sa conscience en repos, lorsqu'il serait entré dans les complots qu'on lui proposait contre son maître. Pour obtenir ces éclaircissements, il envoya à Rome le Génois Dominique Sauli, un des plus ardents partisans de l'indépendance italienne, qu'il chargea de conférer avec le pape et avec son dataire. La cour de Rome savait avec quelle facilité elle pourrait dissiper les scrupules de Pescaire : mais elle doutait encore de sa bonne foi, en sorte qu'elle lui envoya le Romain Menteboni, un des confidents du dataire, pour le sonder encore, pendant que le cardinal Accolti et le jurisconsulte Angélo Cési écrivaient des traités au nom du pape, pour mettre en repos la conscience du général [2].

En même temps les agents de la cour de Rome travaillaient de toutes parts pour mettre à exécution un projet si habilement concerté. Henri VIII d'Angleterre avait fait à

[1] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XVI, p. 327. — *Pauli Jovii Vita Davali Piscarii.* L. VII, p. 147. — *Ejusd. Vita di Pompeo Colonna.* f. 162. — *Bened. Varchi, Stor. Fior.* L. II, p. 29. — *Scipione Ammirato.* L. XXX, p. 356. — [2] *Pauli Jovii Vita Davali.* L. VII, p. 418. — *Galeatius Capella.* L. V, f. 55. — *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XVI, p. 328.

Charles-Quint les demandes les plus exorbitantes après la bataille de Pavie : il en réclamait seul presque tous les fruits, et il voulait qu'on lui livrât la plupart des provinces de cette France dont ses prédécesseurs, depuis Henri V, se disaient rois. Ces prétentions exagérées n'avaient été avancées par Henri VIII que pour que le refus de l'empereur lui fournît une occasion de se brouiller avec lui[1]. En effet, il avait dès lors accueilli les propositions de la cour de Rome, qui voulait le rapprocher de la France, et l'intéresser à l'indépendance italienne ; il était entré dans les projets qui lui avaient été communiqués par Jérôme Ghinucci, auditeur apostolique, nonce auprès de lui : il avait envoyé en retour, à Rome, l'évêque de Bath et de chevalier de Casal, pour traiter avec le pape, et les confédérés comptaient pleinement sur son appui[2].

L'évêque de Véruli, Ennius Philonardus, nonce du pape en Suisse, fut chargé dès le 11 de juin, mais d'une manière plus explicite le 1er juillet, de pressentir la diète helvétique, et chaque canton en particulier, sur le désir universel des Italiens de s'armer pour leur indépendance ; de représenter aux Suisses dans quel danger ils seraient eux-mêmes, si la maison d'Autriche, s'affermissant en Lombardie, venait à embrasser leurs frontières presque de tous côtés ; de les exhorter à saisir l'occasion de rétablir leur honneur militaire, cruellement compromis par la mauvaise conduite de leurs troupes dans les quatre dernières campagnes ; enfin, de prendre des mesures pour pouvoir, au moment qu'il en recevrait l'ordre, faire entrer huit ou dix mille Suisses en Lombardie, sous l'obligation de marcher même dans le royaume de Naples si l'on y avait besoin d'eux[3].

[1] *Fr. Guicciardini*. T. II, L. XVI, p. 319. — [2] *Lettera di Gio. Matteo Ghiberti a Hieronimo Ghinucci. Roma, 10 luglio 1525. Lett. de' Princ.* T. I, f. 169. — *Rymer, Acta et Conv.* T. XIV, p. 38. — [3] *Lettera di Gio. Matteo Ghiberto datario a M. Ennio Philonardo vescovo di Veruli, nuntio in Helvetia. Roma, 1 lug.* T. I, f. 164, v.

Enfin, Louise de Savoie, régente de France, fit déclarer à Venise, le 24 juin, par Lorenzo Toscano, son envoyé secret, qu'elle reconnaissait François Sforza comme duc de Milan, qu'elle aiderait vigoureusement l'Italie si celle-ci prenait la détermination de secouer le joug, et qu'elle paierait aux alliés comme subside, tant que la guerre durerait, quarante mille écus par mois. Pour suivre ces négociations, elle envoya en ambassade à Venise le comte Louis de Canosa, évêque de Bayeux, l'un des plus habiles diplomates parmi les Italiens attachés à la France, et elle accrédita Alberto Pio, comte de Carpi, son frère, auprès du saint-siége. Ni l'un ni l'autre de ces négociateurs n'avait de pleins pouvoirs pour conclure, et pendant plusieurs semaines, des difficultés minutieuses empêchèrent la signature des articles convenus. Sigismond Santio, secrétaire du comte de Carpi, fut envoyé en poste avec tous les traités à Paris pour les faire approuver par la cour. Mais comme il passait par le territoire de Brescia pour se rendre en France par la Suisse, des voleurs l'y assassinèrent. La cour de Rome, n'en recevant point de nouvelles, crut quelque temps que les Espagnols l'avaient fait arrêter et s'étaient saisis de toute sa correspondance. Son alarme fut très vive, mais ce n'était pas là sa seule crainte : Ghiberti craignait davantage encore d'être trahi par la régente ; il regrettait qu'on lui eût confié le secret de la coopération de Pescaire, et il pensait que cette mère, impatiente de faire recouvrer à son fils sa liberté, pourrait bien menacer les Espagnols d'une insurrection générale de l'Italie, leur faire connaître combien le moment de l'explosion était rapproché, et obtenir d'eux, en raison de ce danger même, que son fils, qui était prêt à leur faire de grands sacrifices, fût remis en liberté sous des conditions modérées [1].

[1] Plusieurs lettres de G. M. Ghiberti, du mois de juillet, mais surtout celle du 15 juillet, à Sigismondo Santio. *Lett. de' Princ.* f. 170. — *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XVI, p. 329.

Il y a tout lieu de croire que cette crainte de Ghiberti fut réalisée. La duchesse d'Alençon, sœur de François Ier, avait passé en Espagne pour négocier un traité de paix dont l'une des bases devait être son propre mariage avec Charles-Quint, et celui de François Ier avec Éléonore de Portugal. Il est très probable que, pour mieux réussir, elle ne craignit pas de compromettre le secret des puissances italiennes; du moins, dès le milieu de septembre, on apprit à Rome que les offres faites au marquis de Pescaire étaient connues de Charles-Quint, et que tous les détails de la négociation avec la France l'étaient aussi. La cour de Rome portait successivement ses soupçons sur tous ses associés, et tous pouvaient être jugés suspects. On lui rapportait que Morini et que Pescaire n'avaient tous deux paru entrer dans la conspiration que pour mettre à l'épreuve les princes italiens. Cependant elle comprenait que Pescaire, pour ne pas perdre la confiance de l'empereur et pour accomplir ses projets, avait dû lui-même donner à sa cour des avis qui lui étaient en même temps donnés par d'autres; et tant que ces avis étaient confus, tandis qu'ils n'étaient suivis d'aucune mesure de précaution, ils pouvaient se concilier avec la politique d'un conspirateur. La conduite de la France était beaucoup plus suspecte, et le dataire, dans plusieurs de ses lettres à l'évêque de Bayeux, en témoignait le plus vif ressentiment [1].

Il est impossible de savoir si Pescaire s'était d'abord engagé de bonne foi dans la conspiration italienne, ou si, comme il le prétendit ensuite, il n'y avait donné les mains que pour la révéler à l'empereur. Plusieurs événements dans le cours de la négociation purent du moins changer sa résolution; il partagea l'alarme qu'avait causée la disparition de Sigismond Santio, et put croire quelque temps ses papiers entre les mains d'Antonio

[1] Lettre de G. M. Ghiberti à Domenico Sauli, du 19 sept. T. I, f. 174; — et à l'évêque de Bayeux, du 4 septembre. f. 172.

de Leyva ; il sut l'envoi de la duchesse d'Alençon à Madrid et les projets de la France ; peut-être fut-il même informé de ses premières révélations, et profita-t-il, pour passer du rôle de conspirateur à celui d'espion, de ce que, pour sa sûreté, il avait déjà donné de vagues informations à l'empereur. Enfin, vers le même temps, François Sforza tomba grièvement malade ; et tandis que les états italiens faisaient demander à la France de remettre en liberté son frère Maximilien, et de lui assurer la souveraineté qu'ils voulaient garantir à la maison Sforza, Pescaire se flatta d'obtenir lui-même de l'empereur, par un éminent service, cette souveraineté que la mort allait enlever à son possesseur. Du moins est-il certain que sa bassesse alla jusqu'à exciter à la révolte, afin de les trahir ensuite, ceux qui offraient de s'exposer pour le servir. Après avoir communiqué le secret de la conjuration à l'empereur par son secrétaire, Jean-Baptiste Castaldi, il continua ses conférences avec Morini, les ministres du pape et ceux des Vénitiens, afin d'engager chacun des associés à se compromettre séparément [1].

Au milieu de ces négociations, François II Sforza reçut, au mois d'août, l'investiture du duché de Milan expédiée par Charles-Quint, mais sous les conditions les plus onéreuses. Il devait, dans la première année, payer cent mille ducats à la chambre impériale, et prendre encore l'engagement d'en payer encore cinq cent mille à des termes éloignés ; de plus, il devait désormais obliger le Milanais à se fournir de sel aux salines de l'archiduc Ferdinand d'Autriche ; c'était abandonner à ce prince étranger la gabelle la plus importante de ses états [2]. François Sforza accepta cette investiture, et après les sommes énormes qu'il avait déjà livrées aux généraux impériaux, il

[1] *Fr. Guicciardini* T. II, L. XVI, p. 329. — *Arnoldi Ferronii*. L. VIII, p. 162. — *Pauli Jovii Vita Davali Piscarii*. L. VII, p. 423. — *G. Frundsberg*. B. III, f. 58. — [2] *Fr. Guicciardini*. T. II, L. XVI, p. 324.

paya encore cinquante mille ducats à compte de celle qui lui était demandée ; mais sa maladie, qui prit bientôt un caractère fort inquiétant, retarda toutes les mesures des alliés. A sa mort, qu'on croyait prochaine, son fief devait échoir à l'empereur. Pescaire représenta aux conjurés qu'en vue d'un tel événement, il ne pouvait se dispenser de rassembler les garnisons espagnoles éparses en Lombardie, et même d'y faire venir de nouveau deux mille landsknechts, en sorte qu'il ne pouvait plus être question d'accabler d'un seul coup l'armée impériale. Morini, à qui l'on avait voulu rendre Pescaire suspect, avait répondu jusqu'alors que si ce général songeait à abandonner la cause italienne, lui Morini serait toujours maître de l'arrêter dans le château de Milan avec tous les capitaines impériaux [1].

Un autre événement tenait encore en suspens les conjurés ; on apprit bientôt que François I[er], n'ayant pu pendant deux mois obtenir une entrevue de Charles-Quint, était grièvement malade de chagrin dans le château de Madrid, et qu'on désespérait déjà de sa vie. Sa mort aurait tout à coup privé Charles-Quint de tous les avantages qu'il avait cru tirer de la bataille de Pavie. Aussi l'empereur, alarmé pour son prisonnier, s'était empressé de lui faire visite, de lui donner les espérances les plus flatteuses, et de se montrer tout prêt à se réconcilier avec lui. Un traité de paix entre ces deux monarques pouvait être signé d'un moment à l'autre, et il aurait rompu en un instant toutes les mesures de la ligue en mettant, selon toute apparence, l'Italie dans une dépendance absolue de l'empereur [2].

Mais les deux malades, de la vie desquels on avait désespéré,

[1] *Fr. Guicciardini*, T. II, L. XVI, p. 328. — *Fr. Belcarii*. L. XVIII, p. 564. — *Josephi Ripamontii Hist. Mediol.* L. IX, p. 709. — [2] *Fr. Guicciardini*. T. II, L. XVI, p. 330. — Mémoires de Martin du Bellay. L. III, p. 15. — *Fr. Belcarii*. L. XVIII, p. 465 — *Arnoldi Ferronii*. L. VIII, p. 162.

se rétablirent, tandis que Pescaire fut atteint lui-même du mal auquel il devait succomber avant deux mois. Néanmoins il ne voulut pas différer plus longtemps à sortir de sa duplicité; ses lenteurs et son apparente irrésolution avaient déjà donné de l'inquiétude aux alliés italiens [1]. De leur côté, les officiers espagnols s'étaient aperçus des intrigues formées autour d'eux, et Antonio de Leyva avait publiquement menacé de faire massacrer Morini, pour lequel ses compatriotes montraient une extrême aversion [2].

Le 14 octobre, le marquis de Pescaire, qui se sentait déjà atteint d'une grave maladie, invita le chancelier Morini à se rendre auprès de lui dans le château de Novare, où il résidait. Morini n'estimait point le marquis; il l'avait plusieurs fois représenté comme le plus cruel et le plus perfide des hommes. Il était lui-même renommé comme le plus rusé, le plus défiant, le plus cauteleux des Italiens. Il avait annoncé que s'il devait arrêter Pescaire, il profiterait des visites que ce général faisait au duc malade, dans le château de Milan; il se laissa prendre cependant lui-même dans un piége tout semblable. Il se rendit auprès du marquis malade, dans le château de Novare; il entra de nouveau dans tous les détails de son projet pour disperser les soldats espagnols, les surprendre, les dévaliser ou les massacrer. Pescaire, qui le questionnait, avait fait cacher Antonio de Leyva derrière une tapisserie pour entendre cette conversation. Lorsque Morini sortit de cette chambre, il fut arrêté et transporté dans le château de Pavie où Pescaire se rendit bientôt après pour l'interroger comme juge sur la conspiration où il avait été jusqu'alors son complice [3].

[1] Lettre du 19 septembre de G. M. Ghiberti à Domenico Sauli. T. I, f. 174. *Lett. de' Princ.* — [2] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XVI, p. 332. — [3] *Ibid.* p. 333. — *Galeatius Capella.* L. V, f. 57. — *Fr. Belcarii.* L. XVIII, p. 565. — *Ben. Varchi.* L. II, p. 31. — *Jacopo Nardi.* L. VII, p. 314. — Lettre de G. M. Ghiberti à Dominique Sauli, après l'arrestation de Morini. T. II. *Lett. de' Princ.* f. 19.

En faisant arrêter Morini, et en commençant avec éclat son procès, Pescaire avait surtout intention de compromettre le duc de Milan, et de donner occasion à l'empereur de le déclarer déchu de son fief. Il avait déjà garnison dans Lodi et dans Pavie ; mais il somma le duc de lui livrer encore Crémone, Trezzo, Lecco et Pizzighettone pour la sûreté de l'armée qu'il commandait. Le duc céda sans résistance ; il était dangereusement malade ; il avait perdu, avec son grand-chancelier, Morini, l'homme qui donnait de la fermeté à son caractère et de la prudence à son conseil. Mais Pescaire, après s'être fait livrer ces diverses places, demanda encore que la citadelle de Crémone fût aussi remise entre ses mains, et que quant à celle de Milan, qu'il voulait bien laisser au duc pour son habitation, celui-ci ne s'opposât pas à ce qu'il l'entourât de tranchées, et qu'il commençât tous les travaux de siége pour pouvoir ensuite exécuter sans retard les ordres qu'il recevrait de l'empereur. François Sforza refusa ces nouvelles demandes; il ne voulut point non plus livrer à Pescaire, ou son propre secrétaire, Gian-Angélo Ricci, ou Politiano, secrétaire de Morini. Il n'avait eu le temps de rassembler que fort peu de vivres dans le château de Milan ; toutefois il s'y enferma courageusement avec huit cents fantassins choisis, et lorsque les Espagnols commencèrent à ouvrir des tranchées pour l'assiéger, il fit faire feu sur leurs travailleurs [1].

L'occupation de l'état de Milan porta le trouble dans les puissances d'Italie ; leurs intrigues avec Morini étaient découvertes, et les exposaient à toute la vengeance de l'empereur ; et cependant leurs mesures n'étaient point encore suffisamment prises pour lui faire la guerre. A cette époque, le protonotaire Caraccioli, ambassadeur de Charles-Quint à Venise, offrait d'accepter les quatre-vingt mille ducats que le

[1] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XVI, p. 434. — *Galeatius Capella.* L. V, f. 57. — *Benedetto Varchi.* L. II, p. 33. — *Jacopo Nardi.* L. VII, p. 314.

sénat avait paru disposé à payer, en compensation des subsides que la république aurait dû fournir pour la dernière guerre, sous condition qu'elle rentrât dans l'alliance impériale. Mais, quel que fût le danger où se trouvait la république de Venise, elle ne put se résoudre à forger ainsi ses propres chaînes, et le sénat refusa de signer tant que le duché de Milan serait occupé par les Impériaux ; puisque, ajouta-t-il, c'était pour empêcher sa réunion aux états d'un autre souverain, déjà maître du royaume de Naples, que depuis trente ans il s'était engagé dans tant de guerres différentes. La maladie de Pescaire, qui devenait tous les jours plus grave, empêcha que ce refus ne fût suivi d'hostilités [1].

Dans le même temps, deux hommes qui avaient souillé par des trahisons les plus rares talents, et un caractère qui n'était pas sans élévation, éprouvèrent que la faveur des princes ne peut compenser la perte de l'estime publique sacrifiée pour leur plaire. Le connétable de Bourbon était arrivé à Tolède, le 14 novembre, auprès de l'empereur. Il avait été reçu par lui avec les honneurs les plus distingués, et traité comme un homme destiné à épouser la sœur du monarque et à monter lui-même sur un trône. Mais autant Charles-Quint lui prodiguait de caresses, autant les nobles castillans lui témoignaient de mépris. Cet homme, qui avait vendu aux étrangers son roi et sa patrie, ne leur paraissait pouvoir racheter par aucun talent, par aucun service, une si grande infamie ; et Charles-Quint ayant demandé au marquis de Villéna de prêter son palais au connétable, ce seigneur répondit qu'il ne pouvait rien refuser à son souverain, mais qu'aussitôt que Bourbon aurait évacué son palais, il le brûlerait de sa main, comme ayant été souillé par la présence d'un traître [2].

D'autre part, Pescaire qui, pour gagner plus sûrement la

[1] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XVI, p. 434. — *Paolo Paruta, Ist. Ven.* L. V, p. 352. —
[2] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XVI, p. 838.

faveur de l'empereur, était descendu à ce qu'il peut y avoir de plus bas dans le rôle d'un espion, à corrompre lui-même ceux qu'il voulait dénoncer, était devenu l'objet de l'horreur et du mépris de tous les Italiens qu'il avait trahis. Né de la maison catalane d'Avalos, qui s'était établie dans le royaume de Naples avec Alfonse I[er], il avait commencé à porter les armes à la bataille de Ravenne, où il avait été fait prisonnier. Dès lors il s'était trouvé dans toutes les guerres d'Italie; et, quoiqu'il ne fût encore âgé que de trente-six ans, il avait acquis une longue expérience; il s'était distingué par son esprit inventif, son activité, son courage, ses stratagèmes; il s'était rendu cher à l'infanterie espagnole qu'il avait longtemps commandée, et il disait souvent qu'il regrettait de n'avoir pas reçu le jour en Espagne plutôt qu'en Italie. A cette époque même, il était accablé par une maladie qu'il n'avait point ménagée, et il mourut à Milan le 30 novembre, tandis que sa femme, Vittoria Colonna, qui s'est rendue célèbre dans les lettres, accourait de Naples pour le soigner, et n'avait pas encore passé Viterbe [1].

La mort de Pescaire augmenta le courage des Vénitiens et de tous ceux qui, en Italie, voulaient assurer leur indépendance par les armes. Ils regardaient l'armée impériale comme d'autant plus affaiblie par une si grande perte, que le connétable de Bourbon et le vice-roi Lannoy étaient tous deux absents; et ils pressaient le pape de signer, tandis que François Sforza était toujours maître du château de Milan, une ligue nécessaire pour dérober l'Italie à une servitude absolue. La régente de France promettait de leur fournir cinq cents lances françaises, et chaque mois quarante mille ducats, qui suffisaient pour solder six mille Suisses. En même temps elle

[1] *Pauli Jovii Vita Ferdinandi Davali Piscarii.* L. VII, p. 423-425. — *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XVI, p. 633. — *Galeatius Capella.* L. V, f. 60. — *Ist. di Giov. Cambi.* T. XXII, p. 275. — *Scipione Ammirato.* L. XXX, p. 356. — *Jos. Ripamontii.* L. IX, p. 711.

devait commencer la guerre sur les frontières d'Espagne, pour empêcher Charles-Quint de faire passer des secours en Italie. Henri VIII, qui, à la fin du mois d'août, avait signé une alliance défensive avec la régente, et qui y avait mis pour condition qu'elle n'abandonnerait aucune province du royaume pour la rançon de son fils, se faisait garant de l'exécution des engagements pris par le gouvernement français. Le pape et les Vénitiens, dont le premier traitait aussi pour les Florentins, et les seconds pour le duc de Ferrare, devaient mettre sur pied entre eux dix-huit cents hommes d'armes, deux mille chevau-légers et vingt mille fantassins; et la flotte vénitienne unie à la française devait attaquer en même temps ou Gênes, ou le royaume de Naples [1].

Mais un projet d'une exécution si difficile et si périlleuse était fait pour faire trembler un homme d'un caractère bien plus ferme, bien plus décidé que Clément VII. Ce dernier, depuis qu'il était sur le trône, avait trompé l'attente de tous ceux qui croyaient le connaître. Il avait fait voir que si son administration avait été glorieuse pendant le règne de Léon X, son cousin, c'était bien plus à cause de la résolution qu'il trouvait dans celui-ci, qu'à cause de l'habileté qu'il apportait à le servir. Toujours indécis, toujours prêt à se dédire, toujours frappé des obstacles au moment où il embrassait une résolution, et oubliant alors tous ceux qui lui avaient fait abandonner la résolution contraire, il flottait entre des partis extrêmes, il laissait échapper le moment d'agir; et lorsqu'il était enfin forcé de se décider, tantôt il s'abandonnait avec une sorte de désespoir à ce qu'il regardait comme une fatalité, tantôt il cédait aux sollicitations de ses ministres, sans être pour cela persuadé par eux. Cette irrésolution était

[1] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XVI, p. 327.—*Paolo Paruta, Ist. Ven.* L. V, p. 353.—*Galeatius Capella.* L. V, f. 58.—*Lettere de' Principi*, T. I, f. 175-176 et suiv.—*Rymer, Conv. Litt.* T. XIV, p. 48.

encore accrue par la scission qui avait éclaté dans son conseil le plus intime. Frère Nicolas de Schomberg, dominicain allemand, qu'il avait fait archevêque de Capoue, et Jean-Mathieu Ghiberti de Gênes, évêque de Vérone, qu'il avait fait son dataire, étaient les confidents de Clément VII, et ceux dont il suivait le plus constamment les conseils. Mais Schomberg avait embrassé avec zèle le parti de l'empereur; Ghiberti, tout en se défiant de la France, et en se plaignant amèrement du manque de discrétion et du manque de foi de cette cour, voulait s'unir à elle pour défendre l'indépendance italienne. Ils ne craignaient point de donner de la publicité à leurs débats, et leurs victoires alternatives ruinaient la considération du pape. Celui-ci s'était enfin résolu à signer la ligue proposée; tous les articles étaient dressés, et l'on était arrivé au jour même de la conclusion, lorsque Clément VII apprit que le commandeur Herréra était arrivé à Gênes, et qu'il lui apportait de nouvelles propositions de l'empereur : il suspendit tout pour les attendre [1].

Ces articles avaient été dressés de manière à flatter le pape, pour le détourner d'une alliance que Charles-Quint redoutait. On lui promettait la restitution de Reggio et de Rubbiéra, la conservation de François Sforza dans le duché de Milan, et, s'il venait à mourir sans héritier, la cession de ce duché au connétable de Bourbon que Clément VII avait eu l'imprudence de proposer lui-même, quoiqu'ensuite il eût bien senti qu'entre les mains de Bourbon ce duché serait aussi dépendant de l'empereur qu'il le serait dans celles d'un vice-roi. Mais il fut bientôt facile de reconnaître que cette proposition artificieuse était un piége tendu au pape. Quoique Charles-Quint fût déjà instruit depuis deux jours de l'arrestation de

[1] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XVI, p. 340. — Lettre de Clément VII à Charles-Quint sur l'arrivée d'Herréra. Rome, 16 décembre 1525. *Lettere de' Principi.* T. I, f. 177. — *Bened. Varchi*, L. II, p. 25.

Morini et de la spoliation du duc de Milan, il n'en faisait aucune mention dans ces articles, pour pouvoir déclarer ensuite que ces événements étaient venus depuis à sa connaissance, qu'ils changeaient la face des affaires, et que la forfaiture du duc de Milan, devant, d'après les lois impériales, être punie tout au moins de mort civile, sa succession était ouverte, et l'empereur pouvait en investir immédiatement le duc de Bourbon [1].

Les ambassadeurs impériaux promettaient de faire corriger cette omission, et de faire stipuler la garantie du duché de Milan dans les termes mêmes que rédigerait le pape; mais ils demandaient deux mois pour avoir les réponses d'Espagne, et ils voulaient que jusqu'à cette époque Clément VII ne prît aucun engagement avec leurs ennemis. Cette demande était évidemment une ruse pour gagner du temps. Clément le comprit; mais il fit sentir à ses conseillers qu'il pouvait sans rien perdre accorder le terme demandé. Il jugeait avec beaucoup de finesse qu'un traité qu'il signerait avant que le roi de France fût remis en liberté, ne serait qu'un épouvantail dont la régente profiterait pour obtenir de l'empereur la libération de son fils, et qu'elle mettrait toujours en première ligne parmi ses offres l'abandon de ses nouveaux alliés d'Italie. Mais s'il laissait au contraire la régente traiter comme elle pourrait avec l'empereur, il n'avait plus guère lieu de douter que les conditions imposées par celui-ci ne fussent intolérables, et par conséquent ne fussent presque immédiatement violées. L'abus de la victoire devait donner lieu à une nouvelle guerre, et il valait mieux pour les Italiens traiter avec François impatient de se venger, qu'avec François marchandant encore pour sa liberté [2].

1526.—Tel était l'état des négociations lorsque l'année 1526

[1] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XVI, p. 341. — *Fr. Belcarii.* L. XVIII, p. 568 et 570. — *Scipione Ammirato.* L. XXX, p. 356. — [2] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XVI, p. 342.

commença. Charles-Quint avait le choix, ou de traiter avec modération François Ier, de le lier par ses bienfaits, et en lui laissant la France intacte, de se faire abandonner par lui l'Italie ; ou de contenter au contraire les états italiens, de les tranquilliser sur ses projets de monarchie universelle, et de dissoudre ainsi leur ligue ; mais, après s'être assuré de leur amitié, de pousser ses avantages contre la couronne de France, et de la dépouiller de quelqu'une de ses provinces. Chacun de ces projets était recommandé par quelqu'un des conseillers de Charles ; mais lui-même, qui avait plus d'un rapport avec son aïeul Maximilien, qui, comme lui, mesurait rarement ses projets avec ses forces, et qui oubliait que l'argent lui manquait presque toujours dès le premier mois de chaque campagne, s'attacha seul à un troisième parti, plus gigantesque que les deux premiers ; celui d'étendre à la fois son sceptre sur l'Italie et sur la France, de s'assurer du duché de Milan, de réduire à l'obéissance le pape et les Vénitiens, tous deux enclavés désormais dans ses états, et en même temps d'arracher à François Ier quelqu'une des meilleures provinces de son royaume[1].

Ce fut dans cet esprit que, malgré l'opposition constante de son grand-chancelier Mercurio Gattinara, l'empereur dicta à son prisonnier le traité de Madrid, qui fut signé le 14 janvier 1526. Le roi, impatient de sa captivité, et se regardant déjà comme délié, par la violence qu'il éprouvait, des engagements qu'il allait prendre, consentit à peu près à tout ce qui lui fut demandé. Il abandonna à l'empereur le duché de Bourgogne, le comté de Charolais, les seigneuries de Noyers et de Château-Chinon, le vicomté d'Auxonne et le ressort de Saint-Laurent, et il renonça à la suzeraineté de la France sur les comtés de Flandre et d'Artois. En même temps il s'engagea

[1] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XVI, p. 542-550.

à rendre au duc de Bourbon et à tous les rebelles qui l'avaient suivi, leurs terres, leurs fiefs et leurs seigneuries. Tandis qu'il sacrifiait ainsi des droits si importants de la couronne de France, il abandonnait aussi ses alliés à la cupidité de l'empereur. Il promettait d'engager Henri d'Albret, fait prisonnier avec lui à la bataille de Pavie, mais qui s'était échappé de sa captivité par la hardiesse de son page, à renoncer au nom et aux armes de roi de Navarre : il cédait à l'empereur toutes ses prétentions sur le royaume de Naples, le duché de Milan, Gênes et Asti, et il promettait de lui fournir des troupes de terre et de mer pour l'accompagner en Italie, lorsqu'il irait prendre la couronne impériale ; ce qui exprimait assez clairement qu'il l'aiderait à subjuguer le pape, les Vénitiens, les Florentins, les ducs de Milan et de Ferrare, nouveaux alliés du roi, qui seuls par leur résistance pouvaient nécessiter la présence d'une armée impériale en Italie au moment du couronnement. Pour garantie de ce traité, François I[er] devait épouser Éléonore, reine de Portugal, sœur de l'empereur, et le dauphin, épouser Marie sa fille. Mais malgré cette union entre les deux familles, le roi devait donner deux de ses fils en otage à l'empereur, pour l'observation du traité, et le ratifier lui-même, dès qu'il se retrouverait en liberté, dans la première ville de son royaume [1].

A ces conditions, François I[er] fut échangé, le 18 mars 1526, contre ses deux fils, dans une barque amarrée au milieu de la rivière Andaye, qui forme la frontière entre Fontarabie et Bayonne ; et l'Italie instruite des clauses de ce traité, et de son exécution, attendit avec tremblement les premières démarches du roi de France, qui devaient lui indiquer s'il avait

[1] Le Traité dans Léonard, Corps diplomatique. T. II ; — et dans Rymer, *Acta*. T. XIV, p. 308. — Histoire de la Diplomatie française. T. I, p. 332-336. — *Fr. Guicciardini*. T. II, L. XVI, p. 351. — Mém. de Martin du Bellay. L. III, p. 18. — *Arnoldi Ferronii Burdigalensis*, L. VIII, p. 162. — *Fr. Belcarii*. L. XVIII, p. 569. — *Georgens von Frundsberg*.

dessein d'observer ses promesses, et s'il la condamnerait ainsi à une perpétuelle servitude [1].

B. III, f. 59. — [1] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XVI, p. 353. — *Paolo Paruta, Ist. Ven.* L. V, p. 354. — *Galeatius Capella.* L. V, f. 58. — *Arnoldi Ferronii.* L. VIII, p. 163. — Mémoires de Martin du Bellay. L. III, p. 19. — *Fr. Belcarii.* L. XVIII, p. 571. — *Ben. Varchi.* L. II, p. 38. — *Ist. di Giov. Cambi.* T. XXII, p. 296. — *Scipione Ammirato.* L. XXX, p. 357.

CHAPITRE XI.

Ligue des Italiens pour défendre leur indépendance. Ils sont abandonnés par la France et mal servis par le duc d'Urbin. — Cruautés des Impériaux en Lombardie. — Clément VII, surpris au Vatican par les Colonna, est forcé de consentir à une trêve qu'il n'observe pas.

1526.

1526. — Jamais l'Italie n'avait été plus disposée à s'armer pour son indépendance qu'au moment où elle eut connaissance du traité de Madrid. L'expulsion des barbares était le vœu de tous les états, de toutes les provinces, de toutes les conditions; et ce nom de barbares, que les Italiens donnaient alors d'une voix unanime à tous les ultramontains, n'avait jamais été mieux mérité qu'il le fut par tous les peuples qui ravagèrent leur belle patrie pendant les trente années qui précédèrent cette époque. La civilisation avait fait des progrès dans les cours, dans les capitales des princes ultramontains; mais la barbarie régnait toujours dans la masse des peuples, et surtout dans les armées. Jamais tant de cupidité, de cruauté, tant de perfidie, n'avait été développé à l'envi

par des nations différentes. Jamais les villes n'avaient été plus souvent et plus inhumainement pillées ; jamais les paysans n'avaient été réduits à un tel degré de désespoir. D'une extrémité à l'autre de l'Italie, chaque province avait à son tour éprouvé toute la dureté des commandants étrangers, toute l'insolence et la rapacité des soldats. La Sicile, dont l'antique constitution n'était plus respectée depuis que son monarque régnait sur la moitié de l'Europe, était si lasse du joug espagnol, que la crainte des supplices ne pouvait arrêter les conspirations, et que l'emploi constant de la force la maintenait seule dans l'obéissance. Le royaume de Naples, après avoir gémi sous le joug français, en était venu à le regretter, depuis que les soldats espagnols, cantonnés sans paie dans les campagnes, se dédommageaient sur les malheureux paysans des voleries des trésoriers royaux; depuis que les vice-rois accablaient le commerce par des monopoles, qu'ils multipliaient les asiles accordés aux brigands, et qu'ils abandonnaient tout soin de la justice. L'État de l'Église, ruiné par le caractère turbulent de trois pontifes qui s'étaient succédé avec une ambition égale, pleurait encore les perfidies d'Alexandre VI, lorsque Jules II et Léon X y appelèrent de nouveaux essaims d'étrangers. La longue guerre de Pise avait laissé dans la désolation une moitié de la Toscane ; et, dans le sac de Prato, cette contrée industrieuse avait appris à connaître l'avarice et la cruauté des Espagnols. Dans toute l'étendue des états vénitiens, il n'y avait pas un petit district qui n'eût éprouvé la brutale férocité des Allemands, et qui, dans les guerres excitées par la ligue de Cambrai, n'eût été ravagé à plusieurs reprises. Gênes venait tout récemment d'être livrée au pillage par le marquis de Pescaire et les Espagnols. Les états de Ferrare, qui avaient tenté si longtemps l'ambition de Jules II et de Léon X, avaient été arrosés de sang ; ceux de Mantoue avaient été exposés aux mêmes ravages. La Lombardie, plus

malheureuse que toutes les autres provinces, n'avait cessé d'être le théâtre de la guerre depuis la première expédition de Charles VIII : prise et reprise tant de fois par les Français, les Espagnols, les Allemands et les Suisses, elle ne savait lequel de ces peuples barbares elle devait regarder avec le plus d'effroi. Le Piémont et le Montferrat, sans être engagés pour leur propre compte dans la guerre, en devenaient chaque année le théâtre; et leurs malheureux habitants étaient punis par un parti d'avoir éprouvé les violences de l'autre.

Dans cet état de souffrance universelle, dont rien ne faisait prévoir la fin, les vœux des Italiens, au défaut de paix, appelaient du moins une guerre nationale, une guerre dans laquelle ils combattraient, ils souffriraient pour leur liberté, pour leur indépendance, pour un gouvernement de leur choix, et non pour passer des mains d'un maître qu'ils détestaient à celles d'un autre qu'ils détestaient également.

Les circonstances ne semblaient pas moins favorables pour l'affranchissement de l'Italie que cette disposition générale des esprits. La spoliation de François Sforza avait dévoilé l'ambition insatiable de Charles-Quint; elle avait révolté tous les sujets de ce malheureux prince, alors assiégé dans le château de Milan ; il n'y en avait pas un qui ne se crût appelé à prendre les armes pour défendre un souverain que l'Europe entière avait reconnu, et en faveur duquel tant de traités avaient été conclus. En effet, la fermentation était universelle; les insurrections à Milan même étaient journalières, et l'armée de l'empereur, affaiblie par les désertions, manquant de munitions, mal payée, et ajoutant chaque jour par ses vexations à la haine universelle, loin de pouvoir faire tête à une attaque étrangère, ne semblait pas même en état de se maintenir contre les habitants du pays.

A cette époque, Charles-Quint venait d'épouser Isabelle de Portugal, qui lui avait apporté en dot la somme prodigieuse

de neuf cent mille ducats. C'était ce qu'aurait coûté, pendant une année, le maintien d'une armée de vingt mille hommes de troupes suisses, les plus dispendieuses de toutes : mais tel était le désordre des finances de l'empereur, qu'alors même il avait trouvé le moyen d'être sans argent. La révolte des paysans, qui avait commencé en Souabe, et qui menaçait tout l'empire, avait mis l'Allemagne en feu. L'Espagne était mal remise de sa dernière guerre civile, et n'accordait point encore à son monarque une très prompte ou très complète obéissance. La Hongrie, qui dans les deux siècles précédents avait pris une si grande part aux affaires d'Italie, ne pouvait plus s'y intéresser. Elle soutenait seule, pour la défense de la chrétienté, le poids terrible de la guerre des Turcs ; et le jeune Louis II, roi de Hongrie et de Bohême, livra cette même année, le 29 août, la fatale bataille de Mohacz, où il périt avec la plus grande partie de sa noblesse : il donna ainsi à Ferdinand, frère de Charles-Quint, occasion de recueillir ces deux couronnes ; mais aussi il détourna toute son attention vers les frontières des Turcs[1]. Les autres potentats, alarmés de l'ambition de Charles-Quint, qu'ils voyaient menacer en même temps, par le traité de Madrid, l'Italie et la France, faisaient des vœux pour que les Italiens se rendissent maîtres chez eux, et ils étaient disposés à leur accorder des secours. Le roi de France renonçait à ses prétentions sur le Milanais et le royaume de Naples ; le roi d'Angleterre exhortait le pape à se mettre à la tête d'une ligue qui garantît, avec la liberté de son pays, celle de l'Europe.

Mais pour qu'un pays puisse s'affranchir du joug des étrangers, il faut des habitudes militaires dans le peuple, et de la résolution dans les chefs. L'une et l'autre qualité manquaient aux Italiens. L'infanterie commune, levée dans le

[1] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XVII, p. 406. — *Alfonso di Ulloa, Vita di Carlo V.* L. II, f. 113. — *Ejusdem Vita di Ferdinando imperatore.* L. I, p. 17.

pays, était universellement reconnue pour inférieure à celles des Allemands, des Espagnols et des Suisses. Ce n'est pas qu'on n'eût vu des corps particuliers, formés par de bons capitaines, prendre rang au nombre des meilleures troupes de l'Europe. Frédéric de Bozzolo, Renzo de Céri et Jean de Médicis avaient donné à leurs bandes italiennes une réputation à laquelle il n'y avait aucune nation qui ne rendît hommage : mais la plupart des fantassins, engagés au mois et licenciés à la fin de chaque campagne, ne pouvaient se comparer à ces troupes d'élite. D'ailleurs le caractère des soldats se trouvait sans rapport avec celui de la masse de la population. Les gens de mauvaise vie, les vagabonds, les assassins, étaient presque les seuls qu'on pût déterminer à entrer dans les armées ; les paysans n'avaient aucune habitude du service, et les bourgeois étaient plus timides encore. Presque partout les sujets de l'état étaient désarmés ; et si quelques gouvernements avaient eu la sagesse d'enrégimenter et d'exercer leurs milices, l'esprit militaire n'existant point dans les chefs, n'avait pu se communiquer à la masse du peuple. Aussi l'ordonnance des Florentins, qui était peut-être la milice d'Italie la mieux organisée, était-elle devenue un objet constant de ridicule par sa lâcheté.

Le courage d'esprit manquait plus encore aux gouvernements que le courage militaire ne manquait aux troupes. Celui qui animait autrefois les conseils de la république de Florence, ne se trouvait plus dans aucune partie de l'Italie. Les Vénitiens étaient célébrés pour leur prudence ; mais leur système se bornait à sauver le présent aux dépens de l'avenir, à échapper par adresse aux difficultés, et à compter sur l'œuvre du temps. Après avoir longtemps réussi, ce système devait nécessairement amener enfin des revers. Clément VII dont l'habile politique avait été si longtemps admirée lorsqu'il n'était que conseiller de Léon X, et qu'on était persuadé qu'il avait

tout calculé et tout prévu, manquait essentiellement de résolution. Il ne savait ni prendre son parti à temps, ni le soutenir avec constance : il sacrifiait follement, par avarice, ses moyens de défense ; et lorsqu'il s'était ainsi livré aux mains de ses ennemis, il prenait par pusillanimité des engagements contraires à tous ses intérêts.

Cependant le pape et les Vénitiens étaient les deux seules puissances qui conservassent encore en Italie le sentiment de leur indépendance. C'était à eux à se mettre à la tête du dernier effort à tenter pour la liberté. Ils le sentaient : ils n'abandonnaient point les projets formés pendant la captivité de François Ier ; et dès qu'ils surent son retour dans ses états, ils se hâtèrent d'envoyer à Paris leurs ambassadeurs, sous prétexte de le féliciter, mais dans le fait pour reconnaître ses dispositions, le détourner de l'observation du traité de Madrid, et l'engager plutôt à entrer avec eux dans une ligue qui mettrait des bornes à l'ambition et aux usurpations de l'empereur[1].

Les ambassadeurs du pape et de Venise n'eurent pas de peine à reconnaître les dispositions du roi. Il se plaignait hautement de la contrainte qu'on lui avait imposée en lui faisant signer le traité de Madrid, et de l'extrême dureté dont on avait usé à son égard. Il répétait que le serment qu'on avait exigé de lui était moins valide et bien moins solennel que celui de son sacre, par lequel il s'était engagé envers ses sujets à ne pas démembrer la France. Sa mère et sa sœur, madame d'Alençon, dont la négociation en Espagne avait été infructueuse, professaient les mêmes sentiments. Les grands, comme le peuple, semblaient impatients de laver l'affront

[1] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XVII, p. 357. — *Benedetto Varchi, Stor. Fior.* L. II, p. 38. — *Paolo Paruta, Ist. Ven.* L. V, p. 354. — *Galeatius Capella.* L. V, p. 58. — *Fr. Belcarii.* L. XVIII, p. 572. — *Jacopo Nardi.* L. VII, p. 315. — *Giovio Cambi.* T. XXII, p. 280. — *Georgens von Frundsberg.* B. III, f. 31.

reçu par leur roi; et en même temps les ministres français se hâtaient de déclarer aux ambassadeurs italiens que, renonçant désormais à une ambition qui avait été fatale à la France, ils n'élevaient plus de prétentions sur Milan ou sur le royaume de Naples, et qu'ils désiraient seulement que ces provinces ne grossissent pas le partage d'un monarque rival, mais que l'Italie entière fût libre et repoussât tout joug étranger[1].

Ces assurances semblaient propres à hâter la conclusion de la ligue italienne, qui, d'après le désir de François Ier, se négociait en France pour que les ambassadeurs anglais y pussent intervenir plus facilement; mais ceux qui étudiaient mieux le roi auraient pu reconnaître que son courage, sa confiance en sa fortune et son ambition, avaient été domptés par le malheur; que désormais il ne désirait plus que la paix; qu'il s'empresserait de racheter au plus haut prix ses fils, qu'il avait laissés en otage; et que pourvu que Charles-Quint ne lui demandât point de démembrer la France, pourvu qu'il renonçât à lui arracher la Bourgogne, François, de son côté, n'hésiterait point à sacrifier la liberté de l'Italie; en sorte que lorsqu'il pressait les Italiens de s'associer à lui, c'était seulement pour pouvoir ensuite traiter lui-même avec plus d'avantage, et vendre à un plus haut prix l'abandon de ses alliés[2].

François Ier avait assemblé, à Cognac, les princes et les notables de son royaume; il les avait consultés sur le traité qu'il venait de signer, et il les avait encouragés à déclarer qu'il n'avait pas le droit d'aliéner la Bourgogne. Les états de cette province avaient protesté contre sa séparation d'avec le royaume, et François, depuis qu'il était en liberté, avait re-

[1] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XVII, p. 359. — *Paolo Paruta, Ist. Ven.* L. V, p. 355. — *Fr. Belcarii.* L. XVIII, p. 572. — [2] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XVII, p. 360. — *Paolo Paruta* L. V, p. 357. — *Fr. Belcarii,* L. XVIII, p. 573.

fusé à M. de Lannoy, vice-roi de Naples, qui l'avait suivi, de ratifier le traité de Madrid. Peu après ce refus, il signa, le 22 mai 1526, un traité d'alliance avec Clément VII, les Vénitiens et François Sforza, qui, parce que le pape était à la tête de la confédération, fut nommée la *ligue sainte* [1]. Henri VIII, sans vouloir en faire partie, lui promit cependant des secours.

Le but de cette ligue était de faire remettre en liberté les fils de François Ier moyennant une rançon; de faire restituer le duché de Milan au duc François Sforça, et le comté d'Asti avec la suzeraineté sur Gênes, au roi de France. Si Charles-Quint refusait ces conditions, les confédérés, pour le forcer à les accepter, s'engageaient à réunir en Italie, à frais communs, une armée de deux mille cinq cents gendarmes, trois mille chevau-légers et trente mille fantassins, tandis que deux armées françaises pénétreraient, l'une en Lombardie, et l'autre en Espagne. Les confédérés devaient, en même temps, attaquer le royaume de Naples avec une flotte de vingt-huit galères vénitiennes et pontificales. Après qu'ils en auraient chassé les Espagnols, le pape devait disposer de ce royaume en faveur d'un prince italien, qui paierait au roi de France, en compensation de ses droits, une redevance annuelle de soixante et quinze mille florins [2].

Les confédérés sentaient la nécessité de ne pas perdre un jour pour faire avancer leurs troupes au secours du malheureux duc de Milan, qui, assiégé dans le château de sa capitale, avait déclaré n'avoir pas de vivres pour tout le mois de juin [3].

[1] Histoire de la Diplomatie française. T. I, L. III, p. 340. — *Fr. Guicciardini*. T. II, L. XVII, p. 368. — Mémoires de Martin du Bellay. L. III, p. 22. — *Arnoldi Ferronii*. L. VIII, p. 163. — *Fr. Belcarii*. L. XVIII, p. 574. — *Jacopo Nardi*. L. VII, p. 315. — Le traité est rapporté textuellement dans la vie de George Frundsberg. L. IV, f. 62. — [2] Histoire de la Diplomatie française. T. I, L. III, p 340. — *Fr. Guicciardini*. T. II, L. XVII, p. 368. — *Galeatius Capella*. L. V, f. 58. — *Paolo Paruta*. L. V, p. 358. — *Arnoldi Ferronii Burd*. L. VIII, p. 163. — *Scipione Ammirato*. L. XXX, p. 358. — [3] *Fr. Guicciardini*. T. II, L. XVII, p. 360. — Mémoires de Martin du Bellay. L. III, p. 24.

Les violences exercées à Milan par les troupes espagnoles y avaient bien causé un soulèvement ; mais quoique le duc en eût profité pour tenter une sortie, il n'avait trouvé ni secours, ni munitions préparées pour lui, et il avait été obligé de rentrer dans le château, sans avoir recueilli de cette tentative aucun avantage. La populace, de son côté, s'était arrêtée à piller la vieille cour où siégeait le tribunal criminel, et elle avait donné le temps aux Espagnols de se mettre en défense. Cependant Antonio de Leyva qui les commandait, de concert avec Alfonse d'Avalos, marquis de Guasto, et cousin de Pescaire, sentant le danger de sa situation, avait promis aux Milanais, pour les calmer, qu'il retirerait de leur ville toutes les troupes qui n'étaient pas absolument nécessaires au siége du château [1]. D'autres Espagnols, dans le même temps, rançonnaient les états de Parme et de Plaisance, et l'autorité ecclésiastique du pontife, elle-même, était méprisée ou attaquée par les agents de l'empereur [2].

Le pape et les Vénitiens se pressèrent en effet, même avant que la ligue fût signée, de se mettre en état d'agir. Le duc d'Urbin, général des Vénitiens, s'avança sur l'Adda, avec toute sa gendarmerie et six mille fantassins italiens; Guido Rangoni, général du pape, s'avança de son côté jusqu'à Plaisance aussi avec six mille fantassins. Pour rendre redoutables l'une et l'autre armée, l'on sentait le besoin d'y faire arriver des Suisses. Le moment était venu d'amener à leur conclusion les négociations avec les cantons, commencées déjà depuis une année par l'évêque de Véruli ; mais l'on avait tellement exigé de lui qu'il évitât de prendre aucun engagement, de laisser pénétrer son secret, de compromettre le pape, qu'il ne se trouva point

[1] *Galeatius Capella*. L. V, f. 60. — *Fr. Guicciardini*. T. II, L. XVII, p. 362. — *Fr. Belcarii*. L. XVIII, p. 572. — *Jacopo Nardi, Ist. Fior*. L. VIII, p. 317. — *Josephi Ripamontii, Hist. Mediol*. L. IX, p. 711. — [2] *Fr. Guicciardini*. T. II, L. XVII, p. 363. — Lettres de Clément VII à Charles-Quint, pour justifier le commencement des hostilités. *Apud Galeatium Capellam*. L. V, f. 59.

en mesure de faire marcher les Suisses aussitôt qu'il l'aurait voulu. Jean-Jacques de Médicis, Milanais, qu'on désignait par le titre de châtelain de Musso, du nom d'un château dont il s'était emparé dans le voisinage des Grisons, et qui commençait à s'élever par les armes et par l'intrigue, promit au pape de lever six mille Suisses moyennant un demi-ducat d'engagement. Octavien Sforza, évêque de Lodi, qui prétendait avoir beaucoup de crédit auprès des cantons, promit d'en lever un nombre égal pour la république de Venise, et les confédérés se reposèrent sur les promesses de ces intrigants auxquels ils confièrent leur argent au commencement de juin, en leur demandant la plus extrême diligence [1].

Mais pendant ce temps, le roi de France avait recommencé à négocier avec Charles-Quint; il lui offrait deux millions d'écus d'or pour la rançon de ses enfants, pourvu qu'à ce prix il pût garder la Bourgogne; en même temps il le menaçait de la ligue prête à se former contre lui. Pour gagner du temps avec les confédérés, il refusait de ratifier le traité de Cognac jusqu'à ce qu'il eût reçu la ratification de Clément VII et des Vénitiens; et sous ce prétexte il ne payait point les quarante mille écus promis chaque mois pour lever les Suisses, et il ne faisait point avancer ses troupes [2].

Les alliés italiens avaient donné des ordres pour commencer les hostilités; ils envoyaient chaque jour de nouveaux renforts à leur armée; Vitello Vitelli était arrivé à celle du pape avec les troupes florentines; Jean de Médicis s'y était rendu aussi, et il avait été déclaré capitaine général de l'infanterie italienne, tandis que Guicciardini l'historien avait été nommé lieutenant du pape dans tous les États de l'Église, et

[1] Lettre de Ghiberto, datario, à l'évêque de Veruli. Rome, 2 juin 1526. *In Lettere de' Principi*. T. I, f. 184. — *Fr. Guicciardini*. T. II, L. XVII, p. 365. — *Paolo Paruta, Ist. Ven*. L. V, p. 359. — [2] Lettre à messer Capino, nonce du pape auprès du roi de France. De Rome, 5 juin. *Lettere de' Principi*. T. I, f. 185. — *Fr. Guicciardini*. T. II, L. XVII, p. 370.

qu'il était parti de Rome, le 7 juin, pour se rendre auprès de l'armée avec des pouvoirs presque illimités [1].

Mais, au milieu de ces préparatifs de guerre, les négociations continuaient toujours; Hugues de Moncade, qui se glorifiait d'avoir été formé à l'école de César Borgia, avait été envoyé par Charles-Quint, d'abord au roi de France, puis à Milan et à Rome, pour chercher à dissoudre la ligue et à traiter séparément ou avec les Italiens ou avec les Français. Moncade n'avait point voulu accepter les deux millions offerts par le roi en échange de la Bourgogne. Il avait donné de bonnes espérances au duc de Milan; mais comme il avait jugé que celui-ci ne pouvait pas se défendre longtemps encore, il n'avait point voulu faire suspendre le siége du château. Arrivé auprès de Clément VII, il lui avait offert à peu près tout ce que celui-ci pouvait désirer pour l'Italie, sous condition que ni lui ni les Vénitiens ne se mêleraient plus du traité avec le roi de France. Clément, par honneur et par politique, avait répondu que désormais il était engagé, et qu'il ne pouvait plus accepter des conditions qu'il avait vainement demandées auparavant à l'empereur. Tout se préparait donc pour la guerre, et les capitaines impériaux qui se trouvaient à Milan avec fort peu de troupes, entre un peuple poussé au désespoir par leurs mauvais traitements, et des ennemis supérieurs en forces, regardaient déjà leur situation comme très dangereuse [2].

Mais malheureusement pour l'Italie et pour le repos de l'Europe, les Vénitiens avaient confié le commandement de leur armée à François-Marie de La Rovère, duc d'Urbin; et comme le rang de ce général était fort supérieur à celui du comte Guido Rangoni, commandant des troupes du pape, le premier

[1] Lettre de G. M. Ghiberti à messer Capino. Rome, 9 juin 1526. *Lettere de' Principi*. T. I, f. 189. — *Fr. Guicciardini*. T. II, L. XVI, p. 370. — *Ist. di Giov. Cambi*. T. XXII, p. 280. — [2] Hugues de Moncade était au milieu de juin à Milan, d'où il se rendit à Rome. *Lett. de' Princ*. T. I, f. 196, 201 et seq. — *Fr. Guicciardini*. T. II, L. XVII, p. 371. — *Fr. Belcarii*. L. XVIII, p. 575.

dirigeait seul toutes les opérations des alliés. Le duc d'Urbin ne manquait point de talents militaires, ni probablement de bravoure personnelle ; mais prenant pour modèle Prosper Colonna, il avait exagéré sa méthode. Il avait réduit toute la tactique à l'art de prendre des dispositions inattaquables ; quelque supériorité de nombre qui lui fût assurée, il évitait toujours le combat ; aucune circonstance ne lui paraissait assez impérieuse pour le déterminer à une action hardie ; et par son obstination à ne rien hasarder, il arrivait à la certitude de tout perdre. Il déclara qu'il ne s'avancerait point à portée de l'ennemi jusqu'à ce que les Suisses qu'on lui avait promis eussent joint son armée.

Les Suisses qu'on avait annoncés au duc d'Urbin n'arrivaient point ; une économie hors de saison avait empèché le pape de prendre ses mesures à temps ; les deux négociateurs chargés de les enrôler avaient beaucoup moins de crédit auprès de cette nation qu'ils n'avaient voulu le faire croire ; d'ailleurs Jean-Jacques de Médicis ne songeait guère qu'à détourner à son profit une partie de l'argent qu'on lui avait confié pour cette négociation, et Vespasien Sforza, évêque de Lodi, homme présomptueux, qui s'était fort vanté de son crédit, était à peine connu des ligues suisses [1].

Antonio de Leyva et le marquis de Guasto s'attendant à être attaqués aussitôt que les Suisses arriveraient, voulurent avant cet événement se mettre en sûreté vis-à-vis des Milanais, les dompter par la terreur, et rompre le traité qu'ils avaient conclu avec eux. Ils avaient secrètement fait entrer de nouveaux Espagnols dans la ville ; ils leur avaient fait occuper les lieux forts ; ils avaient donné l'ordre à toute leur armée d'avancer, et désirant alors exciter un soulèvement pour avoir

[1] Lettre de G. M. Ghiberti à l'évêque de Veruli, à monsignor de Pola, au châtelain de Musso. De Rome, 10 juin. T. I, f. 192 et seq. — *Fr. Guicciardini*, T. II, L. XVII, p. 372.

occasion de punir le peuple, ils firent tuer devant eux, le 17 juin, un bourgeois qui avait négligé de les saluer, et immédiatement après, trois de ses amis qu'ils avaient vus déplorer son sort. Comme ils s'y étaient attendus, le peuple prit aussitôt les armes ; mais les postes qu'ils avaient distribués par avance dans les maisons crénelées et dans les lieux forts qui dominaient les principaux passages, firent à l'instant pleuvoir des balles sur la multitude. Un grand nombre de Milanais furent tués avant d'avoir pu faire presque aucun mal à leurs ennemis. Le combat durait encore lorsqu'on annonça que le reste de l'armée était déjà devant les portes ; l'effroi gagna les Milanais; Leyva, de son côté, ne voulait point faire piller la capitale de la Lombardie qu'il réservait à une spoliation plus lente, plus régulière et plus cruelle. Un nouvel accord fut conclu avec le peuple, qui consentit à son désarmement, à l'exil de tous ses capitaines de milice et de tous ses magistrats [1].

Les violences des Impériaux n'étaient pas bornées à Milan ; elles se répétaient dans toutes les villes, dans toutes les bourgades de la Lombardie, et elles excitaient partout le même ressentiment. Fabrice Maramaldo, officier calabrais, avait été placé à Lodi par Antonio de Leyva, avec sept cents fantassins italiens à la solde de l'empereur, auxquels il permettait de s'abandonner à la dernière licence. Louis Vistarini, gentilhomme de Lodi, qui servait aussi dans l'armée impériale, ne put souffrir plus longtemps cette oppression de sa patrie ; il surprit, dans la nuit du 24 juin, une petite tour sur un bastion de cette ville, où il y avait seulement six hommes de garde, qu'il tua. Maître d'une poterne sans que personne se fût encore aperçu de son entreprise, il sortit lui-même de la ville pour aller au-

[1] *Galeatius Capella*. L. V, f. 62. — *Fr. Guicciardini*. T. II, L. XVII, p. 373. — Lettre de Guicciardini au comte Ruberto Boschetto. Plaisance, 18 juin 1526. *Lettere de' Principi*. T. I, f. 206. — *Fr. Belcarii*. L. XIX, p. 577. — *Josephi Ripamontii*. L. IX, p. 714.

devant du duc d'Urbin qu'il avait fait avertir. Malatesta Baglioni fut le premier introduit dans Lodi par cette poterne avec trois ou quatre mille fantassins de Venise, et le duc d'Urbin le suivit peu d'heures après. Maramaldo surpris fit cependant sa retraite en bon ordre dans la citadelle, où le marquis de Guasto vint bientôt le joindre avec trois mille Espagnols; mais après un combat assez meurtrier, les Impériaux, n'ayant pu reprendre la ville, se résolurent aussi à évacuer la citadelle, et ramenèrent toutes leurs troupes à Milan [1].

La prise de Lodi pouvait être de la plus haute importance pour la ligue; le passage de l'Adda était assuré; la réunion de l'armée pontificale à celle de Venise ne présentait plus de difficultés; la communication de Milan avec Crémone était coupée; aucun obstacle n'arrêtait plus l'armée jusqu'aux murs de la première de ces deux villes, où le peuple invoquait un libérateur, et où le malheureux Sforza, assiégé dans le château, ayant épuisé ses munitions, s'efforçait néanmoins encore d'attendre l'arrivé des alliés. Il n'y avait plus que vingt milles de marche de Lodi à Milan; il n'y en avait pas davantage de Lodi à Pavie; en sorte que cette seconde ville paraissait aussi menacée, et que les Impériaux, pour la défendre, devaient diviser leurs forces. L'armée alliée comptait plus de vingt mille fantassins, une bonne artillerie, une gendarmerie et une cavalerie légère redoutables, tandis que les Impériaux n'avaient que trois mille Allemands, cinq ou six mille Espagnols, très peu de chevaux, très peu de vivres et point d'argent [2].

Mais le duc d'Urbin joignait à sa prudence exagérée, à sa défiance excessive des troupes italiennes, un désir secret de

[1] *Galeatius Capella*. L. VI, f. 64. — *Fr. Guicciardini*. T. II, L. XVII, p. 374. — Lettres des 26 et 27 juin, de Gio. Batt. Sanga à monsignor di Pola. T. I, f. 225. — Mém. de Martin du Bellay. L. III, p. 26. — *Paolo Giovio*, *Vita del card. Pompeo Colonna*. p. 163. — *Paolo Paruta*. L. V, p. 360. — *Benedetto Varchi*. L. II, p. 39. — *Fr. Belcarii*. L. XIX, p. 578. — [2] *Fr. Guicciardini*. T. II, L. XVIII, p. 376. — *Galeatius Capella*. L. VI, f. 65. — *Josephi Ripamontii Hist. Mediol.* L. IX, p. 715.

voir humilier Clément VII, avec toute cette famille de Médicis, dont il avait si cruellement éprouvé l'inimitié. Il ne voulut jamais consentir, comme François Guicciardini et les capitaines de l'église, qui s'étaient réunis à lui le 26 juin, le demandaient avec instance, à marcher rapidement sur Milan. Le comble de l'imprudence, leur disait-il, serait de livrer bataille aux Impériaux avant d'avoir reçu le secours des Suisses. Tout ce qu'il accorda pour les contenter, ce fut d'approcher lentement de Milan, en faisant trois ou quatre milles de deux jours l'un, et passant l'autre journée dans son camp pour donner ainsi aux Suisses le temps d'approcher. En effet, le 6 juillet, une première avant-garde de cinq cents Suisses vint le joindre à Saint-Martin, à trois milles de Milan, où il était parvenu ; mais ses lenteurs avaient donné le temps au duc de Bourbon d'arriver de Gênes avec environ huit cents fantassins espagnols, et cent mille écus qu'il apportait d'Espagne pour les troupes [1].

Malgré l'arrivée de ce renfort, la situation de l'armée impériale à Milan était extrêmement critique. Avec un nombre de troupes fort inférieur, elle devait continuer le siége du château, contenir le peuple, partout prêt à se révolter, et défendre ou l'enceinte beaucoup trop vaste des faubourgs, ou, en les abandonnant, celle de la ville qui était à peine tenable. Aussi les capitaines de la ligue se croyaient-ils assurés qu'à leur approche l'armée impériale se retirerait. Le duc d'Urbin lui-même partagea un jour cette confiance ; et, le 7 juillet, il fit avancer son armée jusqu'à la portée de l'arquebuse : il tira même quelques coups de canon contre les portes ; mais découragé dès qu'il rencontra quelque résistance, il fit appeler, dès le commencement de la nuit, les capitaines de l'église, et leur déclarant qu'il avait donné ordre aux troupes vénitiennes

[1] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XVII, p. 378. — *Paolo Paruta, Ist. Ven.* L. V, p. 360. — *Fr. Belcarii.* L. XIX, p. 579.

de faire leur retraite, il leur conseilla d'en faire autant s'ils voulaient éviter une défaite. Les commandants des troupes de l'église, surtout Guicciardini, pressèrent le duc d'Urbin, avec les plus vives instances, de révoquer cet ordre, déclarant qu'ils ne pouvaient voir aucun danger dans leur position; mais le duc traitait Guicciardini avec un dédain affecté, comme un homme de robe qui ne pouvait comprendre les opérations militaires. Il fut inflexible : la retraite précipitée de l'armée au milieu de la nuit eut presque l'apparence d'une fuite; et si l'on en peut croire les avis que reçut la cour de Rome, lorsque le duc d'Urbin prit cette résolution pusillanime, les généraux impériaux avaient déjà donné des ordres pour évacuer Milan [1].

Le jour même de cette retraite ignominieuse, le 8 juillet, avait été choisi par les alliés pour publier solennellement leur confédération à Rome, à Venise et dans toute la France. Cet échec, dont la nouvelle suivit de si près celle de l'alliance, fut regardé par le peuple comme de mauvais augure pour la suite de la guerre [2]. En effet, il semblait confirmer l'expression proverbiale des Italiens, que les armes des Vénitiens et celles de l'église n'avaient point de tranchant. La défiance, qui cause la ruine de presque toutes les ligues, semblait déjà se manifester dans celle-ci. Le roi de France n'avait point agi encore : il aimait mieux se reposer sur les efforts de ses confédérés que sur les siens; et il s'attachait à des disputes de mots sur les articles du traité, pour retarder sa coopération. Le duc d'Urbin paraissait n'avoir eu en vue que de compromettre le pape, sans exposer l'armée vénitienne qu'il commandait; et Clément VII, que toute difficulté rebutait, que

[1] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XVII, p. 279. — Lettre de Matteo Ghiberti à monsig. de Pola. Rome, 21 juillet 1526. T. I, p. 230. — *Galeatius Capella.* L. VI, f. 66. — *Fr. Belcarii.* L. XIX, p. 579. — *Bened. Varchi.* L. II, p. 40. — *Paolo Paruta.* L. V, p. 361. — *Paolo Giovio, Vita di Pompeo Colonna.* f. 163. — [2] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XVII, p. 38?. — *Istorie di Giovio Cambi.* T. XXII, p. 282.

tout danger effrayait, que toute dépense désespérait, regrettait déjà amèrement de s'être laissé engager dans la guerre. Une petite garnison espagnole établie à Carpi arrêtait les courriers dans l'état de Parme et de Plaisance, et rendait peu sûr tout ce pays. Les Colonna dans leurs châteaux, le duc de Sessa et Hugues de Moncade sur les frontières du royaume de Naples, menaçaient Rome et l'État de l'Église; et déjà l'argent que le pape aurait dû préparer pour une longue guerre manquait dès le commencement des hostilités[1].

Mais la douleur que causa la retraite de l'armée à tous les confédérés n'était rien encore à côté de celle qu'éprouvèrent les malheureux habitants de Milan. Antonio de Leyva et le marquis de Guasto les jugeaient assez domptés pour n'avoir plus rien à craindre d'eux; et s'ils avaient encore observé quelque ménagement, quelque ombre de discipline ou de justice, ils y renoncèrent dorénavant. Ils ne recevaient aucun argent pour la solde de leurs troupes, et ils connaissaient assez Charles-Quint pour savoir qu'ils n'en devaient point attendre de lui : mais Milan pouvait maintenir longtemps encore leur armée, dès qu'ils s'attribuaient la disposition de tout ce que la ville contenait de richesses. Après avoir soigneusement désarmé les habitants, déjà fort diminués en nombre par la dernière peste et par une continuelle émigration, ils mirent en quartier leurs soldats dans chaque maison; ils chargèrent les bourgeois de leur fournir non seulement les vivres les plus délicats, mais tout ce qui tentait leurs fantaisies, ou tout l'argent qu'ils demandaient pour les satisfaire. Toutes les boutiques étaient fermées, tous les métiers étaient suspendus, tous les magasins étaient vides. Les propriétaires s'étaient efforcés de mettre à couvert leurs marchandises dans des cachettes; mais les soldats furetant par-

[1] *Fr. Guicciardini*. T. II, L. XVII, p. 383. — *Paolo Paruta*, *Ist. Ven.* L. V, p. 362.

tout, sous prétexte de chercher des armes, prenaient à discrétion tout ce qu'ils trouvaient. Les femmes et les enfants étaient sans cesse exposés à leur débauche ; et lorsqu'un Espagnol avait tout consumé, et ne trouvait plus rien dans la maison de son bourgeois, il le forçait, par des tourments prolongés, à pourvoir à de nouveaux besoins. Plusieurs d'entre eux tenaient leur hôte garrotté dans la maison, pour être sûrs de le trouver sous leur main lorsqu'ils auraient quelque nouvelle demande à lui faire. Une garde sévère veillait aux portes de la ville pour empêcher les habitants de s'enfuir en abandonnant toutes leurs propriétés ; mais quoique le suicide ait toujours été infiniment rare chez les Italiens, chaque jour on apprenait que plusieurs malheureux s'étaient précipités dans des puits, ou s'étaient étranglés, pour se soustraire à une si atroce tyrannie[1].

Lorsque le duc de Bourbon arriva à Milan, les habitants se flattèrent qu'il aurait plus d'égards que les autres capitaines impériaux pour des états dont on savait que Charles-Quint lui avait promis l'investiture. Les gentilshommes milanais vinrent en députation auprès de lui, pour lui rappeler toutes les preuves d'attachement qu'ils avaient données aux intérêts de l'empire. Bourbon lui-même en avait été témoin ; il savait que c'était de la main de l'empereur qu'ils tenaient ce prince auquel on leur reprochait d'être fidèles, tandis que les supplices qu'on leur infligeait pour les en punir passaient en cruauté ceux qu'on réserve aux criminels les plus odieux[2]. Bourbon parut touché de compassion : il excusa ses compagnons d'armes sur la nécessité des temps, sur les besoins de l'armée ; et en même temps il promit que si les Milanais pouvaient lui donner trente mille ducats, afin de satisfaire en

[1] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XVII, p. 386. — *Galeatius Capella.* L. VI, f. 63, 65 et cæt. — *Jacopo Nardi, Ist. Fior.* L. VIII, p. 317. — *Josephi Ripamontii.* L. IX, p. 715. — [2] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XVII, p. 387.

partie l'avidité de ses soldats, il les retirerait tous de la ville. Il invoqua sur sa tête toutes les vengeances du ciel, s'il manquait à cette promesse, et ses serments obtinrent leur confiance : mais dans l'état d'épuisement où cette capitale autrefois si opulente était tombée, trente mille ducats étaient une somme énorme. Cependant chacun s'empressa d'y contribuer avec les derniers écus qui lui étaient restés ; Bourbon reçut l'argent ; puis manquant effrontément de parole, il ne retira point les soldats de la ville, et ne donna point de sauvegarde aux habitants[1].

Le malheureux Sforza, enfermé dans le château de Milan, voyait enfin approcher le moment où le manque de vivres le forcerait à capituler. Pour épargner le peu de munitions qui lui restaient, il se résolut à faire sortir trois cents de ceux qui étaient enfermés avec lui dans le château, sans être en état de le défendre. Comme les assiégeants n'y mirent point d'obstacles, ces malheureux traversèrent, dans la nuit du 17 juillet, les tranchées qui les entouraient : elles étaient si peu profondes, que quoique cette troupe ne fût composée que de vieillards, de femmes et d'enfants, elle les passa sans difficulté. Ces fugitifs, arrivés au camp de Marignan, représentèrent aux généraux de la ligue, d'une part, l'extrémité à laquelle le duc de Milan était réduit ; de l'autre, la facilité de le secourir par le chemin qu'ils avaient suivi eux-mêmes[2].

Déjà cinq mille Suisses étaient arrivés au camp du duc d'Urbin, avec Jean-Jacques de Médicis, châtelain de Musso ; et quoique le duc voulût toujours attendre les troupes de la même nation que le roi de France devait fournir, mais qui n'arrivaient point, il se laissa entraîner par l'importunité de

[1] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XVII, p. 390. — Mémoires de Martin du Bellay. Liv. III, p. 24. — *Galeatius Capella.* L. VI, f. 65. — *Josephi Ripamontii.* L. IX, p. 717. — [2] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XVII, p. 391. — *Galeatius Capella.* L. VI, f. 66. — *Paolo Paruta.* L. V, p. 366. — Lettre de G. M. Ghiberti, De Rome, 21 juill. *Lett. de' Princ.* T. I, f. 230.

tous ses lieutenants, et il s'approcha jusqu'à deux milles de Milan : seulement il mit quatre jours pour franchir cette distance qu'un homme à pied parcourt aisément en trois heures, et il vint camper le 22 juillet entre l'abbaye de Casaretto et le Navilio. L'assiette de son camp était extrêmement forte : mais pour delivrer une garnison assiégée, il s'agissait d'attaquer et non de se défendre. Tous les officiers du duc d'Urbin le pressaient de les mener aux tranchées; le châtelain de Musso et les Suisses le demandaient au nom de leur honneur; le duc différait sans cesse, et il délibérait encore le 24 juillet, lorsqu'il apprit que François Sforza, n'ayant plus de vivres pour la journée, avait capitulé. En recevant cette nouvelle, le duc d'Urbin s'écria en plein conseil de guerre qu'elle le soulageait d'un pesant fardeau, puisque le désir de secourir un allié allait l'entraîner à commettre une imprudence [1].

Sforza avait résisté jusqu'à la dernière extrémité; et quand il ne pouvait plus tenir que quelques heures, il avait encore obtenu de Bourbon une capitulation honorable, tant ce dernier concevait d'inquiétude sur le siége du château de Milan, en présence d'une armée fort supérieure en nombre à la sienne. Sforza et tous ceux qui avaient été assiégés avec lui purent se retirer en liberté où ils voulurent; les droits du premier furent réservés en leur entier, et Bourbon lui promit de le mettre en possession de la ville de Como, qui lui fut assignée pour sa résidence. Mais lorsqu'il s'y rendit après avoir fait visite aux alliés dans leur camp, la garnison espagnole de Como refusa d'évacuer la ville : François Sforza de son côté ne voulut pas se mettre entre les mains des Impériaux. Il revint alors au camp des alliés; il ratifia la ligue que le pape et les Vénitiens avaient conclue en son nom avec le roi de France,

[1] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XVII, p. 392. — *Galeatius Capella.* L. VI, p. 67. — Mém. de messire Martin du Bellay. L. III, p. 27. — *Paolo Paruta,* L. V, p. 366. — *Jacopo Nardi.* L. VIII, p. 318. — *Fr. Belcarii.* L. XIX, p. 581.

et il fut mis en possession de la ville de Lodi, pour qu'une partie tout au moins du duché de Milan reconnût son autorité[1].

Les affaires de la ligue ne prospéraient pas davantage en Toscane; le pape avait cru nécessaire de changer le gouvernement de Sienne, parce que ce petit état s'était seul déclaré pour le parti impérial, et que, placé entre Florence et Rome, il pouvait servir aux ennemis de la maison de Médicis, pour l'attaquer dans l'une ou dans l'autre ville. Clément s'était d'abord engagé dans des intrigues avec des émigrés siennais, pour tenter de surprendre leur patrie; mais ces menées ayant été découvertes et punies, il avait voulu ramener ces mêmes émigrés dans leurs foyers à force ouverte. Virginio Orsini, comte de l'Anguillara; Louis, comte de Pitigliano, Gentile Baglione et d'autres capitaines furent chargés de rassembler une petite armée sur les rives de l'Arbia. Ils se présentèrent le 17 juin devant les murs de Sienne, avec neuf pièces d'artillerie, douze cents chevaux et plus de huit mille fantassins; mais une partie de ceux-ci étaient des paysans rassemblés dans l'état florentin, qui n'avaient ni habitude de la guerre, ni discipline, ni courage. L'armée s'était logée imprudemment dans un long faubourg qui n'avait point d'issue latérale; et les commissaires avaient permis que les vivandiers embarrassassent par leurs échoppes la seule rue qui leur servait de dégagement, de manière qu'il ne lui restait pas quinze pieds de largeur. Un si grand désordre régnait dans cette armée, les soldats, qui diminuaient tous les jours par la désertion, montraient tant d'indiscipline et de lâcheté, que Clément, ne pouvant attendre une heureuse issue de cette expédition, envoya ordre de retirer l'artillerie et de s'éloigner. Cet ordre devait s'exécuter le 26 juillet; mais le 25, à deux heures après midi, quatre

[1] *Fr. Guicciardini*. T. II, L. XVII, p. 394. — *Paolo Paruta*, *Ist. Ven.* L. V, p. 365. — Mém. de Martin du Bellay, L. III, p. 28. — *Galeatius Capella*. L. VI, f. 66.

cents soldats sortis de Sienne vinrent attaquer la garde qui couvrait l'artillerie ; celle-ci, composée de Corses venus avec le comte de l'Anguillara, commença aussitôt à fuir. Dès que les vivandiers les virent venir sur eux, dans leur empressement de mettre en sûreté leurs effets, ils encombrèrent tellement la rue qu'il fallait traverser de bêtes de somme chargées, de ballots et de barils, qu'il n'y avait plus de place pour se retirer ou combattre. La confusion augmenta la terreur panique. Aucun soldat n'écouta plus la voix de ses chefs : les fantassins, cavaliers, capitaines et vivandiers ne formèrent plus qu'une seule cohue, dont la terreur semblait augmenter à mesure qu'elle s'éloignait davantage du danger. Huit mille hommes furent mis en déroute par quatre cents soldats ; ils s'enfuirent pendant dix milles, et jusqu'à la Castellina, quoique les Siennais les eussent poursuivis à peine un mille hors de leur ville ; ils abandonnèrent dix canons des Florentins et sept des Pérousins, qui furent conduits en triomphe à Sienne, avec tout leur équipage ; et à la Castellina, où ils étaient déjà fort loin des ennemis, ils firent fermer les portes, comme s'ils couraient encore le plus grand danger [1].

La honteuse défaite des Florentins justifiait peut-être en partie la résolution du duc d'Urbin, de ne plus mettre sa confiance dans l'infanterie italienne, et d'éviter toute bataille. La ligue lui paraissait avoir de grandes ressources pécuniaires, tandis que le désordre des finances de l'empereur exposait sans cesse son armée à se dissiper faute d'argent. Cependant il aurait dû penser aussi que, pour encourager les peuples, les rattacher à son parti et resserrer les liens de la ligue, il avait besoin de succès éclatants ; qu'un état qui se défend seul con-

[1] Lettre de Francesco Vettori à Macchiavel. Florence, 7 août 1526. *In Lettere familiari a Macchiavelli.* Opere. T. VII, p. 211. — *Fr. Guicciardini.* T. II, L. VII, p. 394. — *Giovio Cambi.* T. XXII, p. 284. — *Scipione Ammirato.* L. XXX, p. 360 — *Orlando Malavolti.* P. III, L. VII, f. 136. — *Fr. Belcarii.* L. XIX, p. 582.

tre plusieurs peut se sauver en temporisant, parce qu'aucune lenteur n'excite en lui la défiance; mais que les ligues, sans cesse exposées à se dissoudre, ont d'autant plus de chances contre elles que leurs opérations demandent plus de temps. Chaque revers peut leur enlever un de leurs confédérés; et lorsqu'elles annoncent de la défiance de leurs forces, elles éveillent bien davantage encore la défiance de leurs sujets.

Les confédérés, en effet, avaient déjà les plus fortes raisons de se défier les uns des autres, et le pape surtout pouvait à bon droit se plaindre d'être abandonné par ceux pour lesquels il s'était engagé dans le danger. Les rois de France et d'Angleterre s'étaient associés à la ligue d'Italie; mais ils avaient laissé perdre plus de la moitié du temps propre à entrer en campagne, sans donner aux Italiens aucun secours. La cour de Rome et le sénat de Venise ne purent croire qu'une si étrange négligence ne cachât pas quelque projet secret. L'évêque de Bayeux, ambassadeur de France à Venise, écrivit lui-même, le 22 juillet, au roi François Ier et à sa mère, pour demander à être rappelé, laissant voir assez clairement qu'il croyait les Italiens trahis par la cour de France, et qu'il ne voulait pas coopérer à la ruine de sa patrie[1]. Jean-Baptiste Sanga, confident du dataire, et l'un des hommes d'état les plus habiles de Rome, fut envoyé en France et en Angleterre pour montrer à ces deux cours que leurs délais assuraient la victoire de l'empereur, pour démêler les vues secrètes de celle de France, et pour offrir à François Ier le duché de Milan, s'il était impossible de le faire concourir à la guerre d'une manière désintéressée; car si la cour de Rome ne pouvait obtenir son but principal, de chasser les barbares d'Italie, au moins croirait-elle avoir eu quelque succès si elle faisait en sorte que leurs forces y fussent balancées[2].

[1] Lettres de l'évêque de Bayeux, de Venise, 22 et 23 juillet, au roi et à madame la régente. *Letters de' Principi*, T. II, f. 1 et 2. — [2] Lettre de G. M. Ghiberti à l'évêque de

La mission de Sanga en France convainquit les confédérés que le roi était de bonne foi, qu'il avait pour le moment renoncé à toute ambition par rapport à l'Italie, et que sa mère et ses conseillers s'opposeraient vivement à ce qu'il prétendît de nouveau y dominer. Mais la lenteur inouïe des trésoriers pour payer l'argent promis, des généraux pour se mettre en marche, des marins pour appareiller, tenait au goût désordonné de François Ier pour ses plaisirs, à sa nonchalance et à l'extrême négligence avec laquelle le servaient ses ministres. Après avoir parlé avec vivacité sur les affaires, il en renvoyait toujours la décision à son conseil ; celui-ci, sur chaque article, faisait de nouveau consulter le roi ; mais le roi était à la chasse, ou bien il donnait des fêtes, et deux ou trois jours se perdaient pour chacun des points qui n'auraient pas dû souffrir un retard d'une demi-heure [1]. Sanga obtint enfin que le marquis de Saluces se mît en mouvement pour entrer en Piémont avec cinq cents lances françaises, et qu'une flotte de seize galères et quatre galions, sous les ordres de Piétro Navarro, appareillât des ports de Provence pour se joindre à celle des alliés italiens [2].

Le même nonce eut moins de succès en Angleterre, où Henri VIII et son favori, le cardinal Wolsey, refusèrent de prendre pour cette année aucune part aux affaires d'Italie, et ne lui donnèrent que de vaines promesses de secourir le pape l'année suivante, si l'ambition de l'empereur le mettait en effet dans un danger réel [3]. Ce danger existait déjà. Charles-Quint faisait armer dans les ports de Catalogne une flotte de vingt-cinq vaisseaux, destinée à ramener en Italie M. de

Bayeux. Rome, 1er août 1526. *Lett. de' Principi.* T. II, f. 3. — [1] Lettre de G. B. Sanga à G. M. Ghiberti, d'Amboise, 3 août 1526, pleine de détails curieux sur la cour de France *Lettere de' Principi.* T. II, f. 4, v. — [2] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XVII, p. 398. — *Paolo Paruta.* L. V, p. 362. — [3] Lettres de G. M. Ghiberti au protonotaire Gambara, nonce ordinaire en Angleterre, des 11 et 13 septembre 1526. *Lettere de' Principi* T. II, f. 11.

Lannoy, vice-roi de Naples, avec sept ou huit mille hommes de vieilles troupes. On ne pouvait savoir encore avec précision ni quand le vice-roi appareillerait, ni où il comptait descendre. Toutefois la ligue, et surtout la cour du pape, voyaient avec inquiétude que les Impériaux avaient à leur disposition les ports de Gênes, et ceux de l'état de Sienne ; qu'en débarquant dans les premiers, ils mettaient en danger l'armée italienne de Lombardie ; et dans les seconds, ils menaçaient Florence ou Rome. Aussi le nonce du pape et l'ambassadeur vénitien sollicitaient-ils Piétro Navarro de mettre en mer avec la flotte française, et de se joindre à la leur, non seulement pour disputer le passage au vice-roi, mais encore pour assiéger Gênes, et en changer le gouvernement [1].

L'attaque sur Gênes, à laquelle se préparait déjà André Doria avec onze galères pontificales et treize vénitiennes, ne pouvait réussir, si l'armée de terre ne la secondait en même temps. Le duc d'Urbin, qui n'avait pas voulu attaquer les Espagnols à Milan, avait encore ce parti à prendre pour rétablir la réputation de son armée ; et Guicciardini envoya Macchiavel auprès de lui pour l'en solliciter [2]. Le duc avait été joint par cinq mille Suisses ; et un mois plus tard, ceux qu'avait promis le roi de France arrivèrent aussi après des lenteurs infinies ; de sorte qu'il en comptait treize mille dans son armée. Il n'avait plus de prétextes pour rester dans l'inaction ; mais au lieu d'une entreprise vraiment utile, il s'attacha, le 6 août, au siége de Crémone. Il le conduisit avec sa lenteur et sa timidité ordinaires : il y persista malgré les instances du pape et du commissaire Guicciardini ; et il rendit ainsi son armée inutile à la ligue jusqu'au 23 septembre, que Crémone capitula [3].

[1] Lettres du dataire à André Doria, et de Guicciardini à Pésaro. *Lett. de' Principi.* T. II, f. 9 et 13. — *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XVII, p. 397. — [2] *Macchiavelli Legazioni.* T. VII, p. 456. *Istruzione.* — [3] *Lettera di Guicciardini al datario. Casanetto*, 24 sep-

Pendant ce temps, les trois flottes de la ligue s'étaient enfin réunies à Livourne, et le 29 août Piétro Navarro commença le siége de Gênes par mer. Les galères françaises avaient leur refuge à Savone, celles du pape et celles des Vénitiens à Porto-Fino ; et comme elles avaient réduit à leur obéissance la plus grande partie des deux rivières, qu'elles arrêtaient le commerce des Génois, et qu'elles leur faisaient déjà éprouver de grandes difficultés pour les vivres, il paraissait probable que la ville ne tarderait pas à capituler lorsqu'elle serait aussi attaquée par l'armée de terre [1].

Mais alors même on put éprouver combien il est dangereux pour une ligue de perdre du temps, puisqu'elle est exposée à se dissoudre par les accidents qui peuvent frapper séparément chacun de ses membres. Le pape, découragé par les mauvais succès qu'il avait eus en Toscane et en Lombardie et inquiet des rassemblements de soldats que don Hugues de Moncade et le duc de Sessa faisaient dans les fiefs des Colonna, prêta l'oreille aux propositions d'accommodement que Vespasien, fils de Prosper Colonna, en qui il avait une grande confiance, vint lui faire au nom de toute sa famille. Un traité fut signé entre eux, le 22 août, par lequel les Colonna s'engagèrent à évacuer Anagni, et à retirer tous leurs gens de guerre dans le royaume de Naples, qu'ils se réservaient de pouvoir défendre contre qui que ce fût ; tandis que le pape leur promettait le pardon de toutes leurs offenses, et supprimait le monitoire qu'il avait émis contre le cardinal Pompée Colonna. Après la signature de ces articles, Clément VII, toujours empressé de réduire ses dépenses, se hâta

tembre 1526. *Lettere di' Principi.* T. II, f. 14. — *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XVII, p. 403. — *Paolo Paruta.* L. V, p. 307. — *Galeatius Capella.* L. VI, p. 69. — Mémoires de Martin du Bellay. L. III, p. 20. — *Fr. Belcarii.* L. XIX, p. 583. — [1] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XVII, p. 402. — *Paolo Paruta, Ist. Ven.* L. V, p. 307. — *Fr. Belcarii.* L. XIX, p. 583. — Lettre de Giberti, dataire, au prétonotaire Gambara. Rome, 11 septembre 1526. T. II, f. 11.

de licencier tous les gendarmes, et presque tous les fantassins qu'il avait levés pour sa défense [1].

Mais Pompée Colonna, animé contre Clément VII d'une haine implacable, n'avait fait entamer cette négociation avec lui que pour le surprendre plus sûrement. Don Hugues de Moncade, digne élève de César Borgia, lui avait conseillé cette trahison, l'assurant que le désir de Charles-Quint était de faire périr Clément VII, ou tout au moins de le faire déposer par un concile, et que ce serait à lui Colonna que la tiare serait assurée par tout le parti impérial. Le duc de Sessa, ambassadeur ordinaire de l'empereur, venait de mourir à Marino ; Moncade le remplaçait : il était l'âme de toutes les intrigues des Colonna, et il favorisait les rassemblements de troupes que faisaient ceux-ci dans leurs fiefs autour du lac Albano [2].

Ces mouvements militaires n'avaient pu échapper entièrement aux ministres du pape. Cependant ils ne s'attendaient encore à aucune hostilité, lorsque, le matin du 20 septembre, ils apprirent que dès la nuit précédente les Colonna s'étaient emparés de la porte de Rome, auprès de Saint-Jean de Latran ; qu'ils s'étaient avancés dans ces quartiers déserts sans y trouver aucune résistance, et qu'ils étaient enfin arrivés dans la place des Saints-Apôtres, où est leur palais. Le cardinal Pompée, Vespasien, auquel le pape avait accordé tant de confiance, et Ascagne Colonna, étaient à la tête de sept à huit mille paysans armés, presque tous rassemblés dans leurs fiefs [3].

[1] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XVII, p. 405. — *Galeatius Capella.* L. VI, f. 69. — *Paolo Giovio, Vita di Pompeo Colonna.* p. 163. — *Jacopo Nardi.* L. VIII, p. 318. — *Scipione Ammirato.* L. XXX, p. 360. — [2] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XVII, p. 406. — [3] Lettre de Girolamo Negro à Antonio Micheli. De Rome, 24 octobre 1526. *Lett. de' Princ.* T. I, f. 234. — *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XVII, p. 407. — *Paolo Giovio, Vita di Pompeo Colonna.* p. 164. — *Paolo Paruta.* p. 368. — *Ben. Varchi.* L. II, p. 43. — Mémoires de Martin du Bellay. L. III, p. 29. — *Jacopo Nardi.* L. VIII, p. 319. — *Giovio Cambi.* T. XXII, p. 287.

Deux cardinaux furent envoyés aux Colonna pour savoir le motif de leur entrée hostile dans Rome, et pour réclamer l'observation de la paix conclue un mois auparavant; mais les Colonna refusèrent de les entendre. Deux autres cardinaux furent envoyés au Capitole pour appeler le peuple romain aux armes et à la défense du saint-siége; mais le peuple, qui attribuait au pape tous les désordres de l'administration, et qui se réjouissait de ses calamités, au lieu de s'armer, garnit sans défiance les fenêtres et les portes des boutiques pour voir défiler les troupes de Colonna [1].

Celles-ci traversèrent le quartier le plus peuplé de la ville pour arriver au Ponte-Sisto; puis du quartier de Transtévère, elles suivirent le Borgo-Vecchio jusqu'au Vatican. Clément VII voulait les attendre dans son palais et sur son trône; il voulait tenter si sa présence leur imprimerait quelque respect, ou braver la mort dont le menaçaient leurs cris sacriléges. Les instances de ses cardinaux le déterminèrent enfin vers midi à se retirer au château Saint-Ange, lorsque les soldats remplissaient déjà son palais et le temple de Saint-Pierre, et qu'ils s'arrêtaient à piller ses meubles et tous ses ornements sacrés. Pendant trois heures, l'église métropolitaine de la chrétienté et le palais du souverain pontife furent abandonnés à leur rapacité. Les soldats se répandirent ensuite dans les maisons des cardinaux et des courtisans; ils pillèrent aussi le tiers à peu près du Borgo-Nuovo; mais l'artillerie du château Saint-Ange les empêcha de s'en approcher davantage [2].

Lorsque la nuit fut venue, les Colonna retirèrent leurs troupes chargées de butin vers le quartier où étaient situés leurs palais. Cependant Clément VII fit inviter don Hugues de Moncade, lieutenant-général de l'empereur, et qui parais-

[1] *Lettere de' Principi.* T. I, f. 234. — *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XVII, p. 407. — *Paolo Giovio, Vita di Pompeo Colonna.* f. 164. — [2] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XVII, p. 408. — *Paolo Giovio, Vita di Pompeo Colonna.* p. 165. — *Scipione Ammirato.* L. XXX, p. 361.

sait le chef de l'expédition, à une conférence au château Saint-Ange. Moncade se fit donner auparavant en otage deux cardinaux, neveux du pape. Il était loin de supposer que l'avarice et la malversation des officiers pontificaux avaient été telles, qu'il n'y avait pas, dans cette forteresse, des vivres pour vingt-quatre heures, en sorte qu'il aurait pu y prendre le pape à discrétion. Il se contenta de lui demander une trêve séparée de quatre mois; elle fut bientôt conclue. Clément VII devait immédiatement retirer toutes ses troupes sur la rive méridionale du Pô, faire abandonner à André Doria et à ses galères le siége de Gênes, pardonner aux Colonna et à tous ceux qui l'avaient offensé, et donner des otages pour l'observation de ces conditions [1].

Pompée Colonna et ses amis furent désespérés d'un traité qui non seulement renversait leurs espérances, mais qui même les laissait pour l'avenir à la merci du pape, malgré toutes les garanties qu'on demandait de lui; mais Hugues de Moncade avait obtenu son but, et la ligue était désorganisée. Guicciardini reçut au camp, devant Crémone, le 24 septembre, la nouvelle de la trêve; le marquis de Saluces, avec les cinq cents lances françaises si longtemps attendues et si cruellement retardées, devait arriver le lendemain. Guicciardini offrit de feindre, deux ou trois jours encore, qu'il n'avait point eu de nouvelles de Rome, si, pendant ce temps, on pouvait tenter quelque attaque importante sur Milan; mais il trouva la même irrésolution et la même timidité que de coutume dans les chefs auxquels il était associé; en sorte que le 7 octobre il ramena ses troupes à Plaisance de l'autre côté du Pô [2]. Jean de Médicis, il est vrai, ne le suivit pas; il déclara qu'il était à la solde

[1] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XVII, p. 408. — *Vita di Pompeo Colonna.* p. 166. — *Paolo Paruta, Ist. Ven.* L. V, p. 360. — *Galeatius Capella.* L. VI, p. 10. — *Bened. Varchi.* L. II, p. 44. — *Ist. di Giovio Cambi.* T. XXII, p. 298. — [2] Lettre de Guicciardini au dataire, du 24 septembre. T. II, f. 14. *Lettere de' Principi.*

du roi de France, et il demeura au camp de la ligue avec quatre mille fantassins [1].

Malgré le départ du contingent pontifical, l'armée de la ligue était toujours fort supérieure en forces à celle des Impériaux. Le marquis de Saluces y avait amené cinq cents lances et quatre mille fantassins; on y comptait encore quatre mille Italiens de Jean de Médicis, quatre mille Suisses, deux mille Grisons, et l'infanterie vénitienne qui passait pour forte de dix mille hommes, quoiqu'elle fût toujours au-dessous du complet; mais le duc d'Urbin qui la commandait semblait chercher des prétextes pour éviter d'agir. S'il s'était montré seulement devant Gênes, toujours bloquée, et souffrant cruellement faute de vivres, il l'aurait déterminée à se rendre; au lieu de le faire, il demeura au camp devant Crémone jusqu'au dernier jour d'octobre. Il passa ensuite à Pioltello, où il engagea une assez forte escarmouche avec le duc de Bourbon, et il comptait encore fortifier Monza, puis Marignano, et peut-être Biagrasso, avant de s'approcher de Gênes [2].

Mais les Impériaux ne lui laissèrent pas le temps d'exécuter ses tardifs projets. Charles-Quint, à qui les confédérés avaient dénoncé leur ligue seulement le 4 septembre, en lui dictant les conditions sous lesquelles ils consentaient à l'y admettre, les avait refusées comme honteuses. Il continuait à faire armer à Carthagène la flotte qui devait ramener le vice-roi en Italie avec six mille fantassins; en même temps il sollicitait son frère Ferdinand de lui faire passer des secours d'Allemagne; mais comme il ne lui envoyait point d'argent, que Ferdinand était fort pauvre, et que la défaite des Hongrois à Mohacz ouvrait l'Allemagne aux Turcs, ces renforts auraient pu tarder encore. L'armée qui défendait le Milanais, après avoir achevé de consumer le pays, aurait à son tour été détruite par la misère, si

[1] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XVII, p. 404. — *Galeatius Capella.* L. VI, f. 79. — [2] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XVII, p. 411.

le même George Frundsberg, qui avait conduit les Allemands au secours de Pavie, n'avait suppléé, par sa fortune privée et par son crédit, à ce que Charles-Quint ne pouvait faire. Son fils Gaspard était alors enfermé à Milan, comme il l'avait été l'année précédente à Pavie; George Frundsberg, pour le délivrer, appela à lui ses anciens compagnons d'armes; il leur promit un nouveau et riche butin à rassembler dans ces campagnes d'Italie que les généraux ne protégeaient plus contre aucune déprédation. Il rappela vivement à leur souvenir cette licence qu'ils avaient menée eux-mêmes, et que goûtaient encore leurs compagnons d'armes, et il les détermina à le suivre avec un seul écu d'engagement, en se fiant à leur épée pour trouver une plus riche paie, et des provisions partout où ils passeraient. Il rassembla, entre Bolzano et Marrano, treize à quatorze mille landsknechts avec cinq cents chevaux que lui avait donnés l'archiduc Ferdinand, sous les ordres du capitaine Zucker, et vers le commencement de novembre il se mit en chemin pour l'Italie [1].

Les Vénitiens ne surent point fermer à Frundsberg le chemin des montagnes; il déboucha par Val-de-Sabbia, Rocca d'Anfò et Salò, et il arriva jusqu'à Castiglion delle Stivière, dans l'état de Mantoue. Le duc d'Urbin, pour lui barrer le chemin, avait établi son quartier à Vavrio, sur l'Adda, entre Trezzo et Cassano; il en repartit, le 19 novembre, non point pour livrer bataille aux landsknechts, mais pour les inquiéter dans leur marche avec toute sa cavalerie légère, leur couper les vivres et enlever leurs traîneurs. Frundsberg semblait incertain dans ses projets, et l'on ne pouvait encore décider s'il voulait passer l'Adda et marcher sur Milan, ou passer le Pô et marcher sur Modène et Bologne. On tremblait déjà à Florence

[1] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XVII, p. 412. — *Anonimo Padovano, presso Muratori, Annali d'Italia.* T. X, p. 197. — *Paolo Paruta.* L. V, p. 371. — *Scipione Ammirato.* L. XXX, p. 362. — *Georgens von Frundsberg.* L. IV, f. 73, 75, 79.

et à Rome que cette armée barbare, attirée par les richesses de ces deux capitales, ne vînt les saccager, et l'on n'avait aucune force à lui opposer. Le 24 novembre, Frundsberg s'approcha de Borgoforte sur le Pô; il était entré dans cette riche campagne, entourée de rivières, qu'on nomme *le Serraglio* de Mantoue. Le duc d'Urbin le suivit, et Jean de Médicis le serrait de près avec son ardeur accoutumée. Comme il savait que les Allemands étaient entrés en Italie sans artillerie, il se croyait hors de portée de leur feu; mais le duc de Ferrare venait de leur prêter quatre fauconneaux; et à la seconde décharge de ces pièces de campagne, Jean de Médicis eut la cuisse emportée. On le transféra à Mantoue, où il mourut le 30 novembre. Quoique âgé seulement de trente-neuf ans, il s'était déjà acquis la réputation la plus brillante; de toute l'armée du duc d'Urbin, les ennemis ne redoutaient que lui. Sa valeur et son impétuosité s'étaient communiquées à tous ses soldats, qui continuèrent à faire un corps désigné pour la seconde fois par le nom de bandes noires, parce qu'ils échangèrent de nouveau leurs étendards blancs contre des noirs, en signe de deuil, ainsi qu'ils l'avaient déjà fait une fois, à la mort de Léon X [1].

Comme on voyait chaque jour se développer, dans Jean de Médicis, la science militaire, la prévoyance et la justesse des aperçus; comme chaque jour il acquérait de l'expérience et de la maturité, les Italiens se flattaient de le voir parvenir au premier rang parmi les généraux du siècle, et n'espéraient qu'en lui pour rétablir l'honneur de leurs armes et l'indépendance de leur patrie. Macchiavel montrait cette confiance dans une lettre qu'il écrivit à Guicciardini le 15 mars 1525, pour qu'il

[1] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XVII, p. 416. — *Galeatius Capella.* L. VI, f. 71. — *Fr. Belcarii.* L. XIX, p. 584. — *Vita di Pompeo Colonna.* f. 167, v. — *Jacopo Nardi.* L. VIII, p. 320. — *Giov. Cambi.* p. 293-298. — *Scipione Ammirato.* L. XXX, p. 363. — *Bened. Varchi.* L. II, p. 51. — *Fil. Nerli.* L. VII, p. 144. — Mémoires de Martin du Bellay. L. III, p. 51. — *Georg. von Frundsberg.* L. V, f. 86.

la communiquât au pape. Il voulait que Clément VII, au lieu de s'engager lui-même dans une guerre qui l'exposait si fort, et qui lui avait si mal réussi, aidât secrètement Jean de Médicis à former une compagnie d'aventure comme celle du XIVe siècle, et qu'en suivant cette carrière indépendante, celui-ci ne comptât que sur la guerre pour nourrir la guerre, et travaillât à l'expulsion des barbares d'Italie, afin d'y fonder pour lui-même une monarchie puissante. Mais le pape jugea ce projet trop hardi, et ne voulut pas l'adopter [1].

Après la mort de Jean de Médicis, le duc d'Urbin cessa de suivre et d'inquiéter les Allemands. Ceux-ci passèrent le Pô le 28 novembre et répandirent une grande terreur à Modène, à Bologne et jusqu'en Toscane. Cependant Frundsberg, après quelques jours d'incertitude, commença à remonter à petites journées le long de la rive droite du Pô, ravageant le territoire de Modène, de Reggio, de Parme et de Plaisance. Guicciardini, qui commandait dans ces provinces au nom de l'église, sollicitait en vain le duc d'Urbin de venir à son secours; celui-ci, après lui en avoir donné quelque temps l'espérance, se fit défendre par le sénat de Venise de passer le Pô [2].

Frundsberg n'attaquait aucune des villes fortifiées, mais il invitait le connétable de Bourbon à venir s'unir à lui entre Plaisance et Alexandrie; et en effet, le dernier jour de l'année il assit son camp entre la Nura et la Trebbia, tandis que Bourbon faisait de vains efforts pour tirer son armée de Milan. Ses soldats, auxquels l'empereur devait d'immenses arrérages, ne voulaient point quitter, sans être payés, une ville abandonnée à toutes leurs exactions et à tous leurs caprices. Bourbon, pour tirer quelque argent des Milanais, employa de nouvelles menaces et de nouveaux supplices : il fit condamner

[1] *Macchiavelli Lettere familiari.* L. VIII, p. 191. — [2] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XVII, p. 416. — *Scipione Ammirato.* Lib. XXX, p. 363. — *Georgens von Frundsberg Kriegsthaten.* B. IV, f. 81.

Girolamo Morini à perdre la tête; et le jour même destiné à l'exécution, il lui vendit, pour vingt mille ducats, la liberté et la vie. Mais Morini, qui resta dès lors auprès de Bourbon, acquit bientôt, par la dextérité de son esprit et l'étendue de ses connaissances, un si grand crédit sur lui, que de son prisonnier il devint son conseiller le plus intime et l'arbitre de tous ses mouvements [1].

Le pape avait remarqué que dans le traité que Moncade lui avait imposé, le 21 septembre, au château de Saint-Ange, les intérêts des Colonna avaient été sacrifiés à ceux de l'empereur; il augura qu'ils seraient de même abandonnés dans la suite. Quoiqu'il eût retiré son armée de Lombardie et sa flotte des mers de Gênes en exécution de cette convention, il ne différa que peu de jours à faire éclater son courroux contre les Colonna. Il avait rappelé à Rome Vitello Vitelli avec quelques centaines de chevaux, deux mille Suisses et trois mille fantassins italiens [2]. Dès qu'il eut rassemblé cette petite armée, il l'envoya dans les fiefs des Colonna en lui donnant l'ordre de brûler et de détruire tous leurs villages. Les riantes collines qui entourent le lac d'Albano et tout le pays qui s'étend de là jusqu'aux frontières de l'Abruzze, furent alors exposés à une dévastation dont on pourrait encore distinguer aujourd'hui les traces. Marino et Montefertino furent brûlés, Gallicano et Zagarolo rasés, quatorze autres villages saccagés et détruits, et l'état romain fut inondé d'une multitude de vieillards, d'enfants et de femmes réduits à mendier leur pain. En même temps un monitoire priva le cardinal Colonna de sa dignité, et condamna toute sa famille comme coupable de rébellion et de trahison. Subiaco, qui était le château favori de Pompée Colonna,

[1] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XVII, p. 419. — *Galeatius Capella.* L. VI, f. 71. — *Fr. Belcarii.* L. XIX, p. 585. — [2] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XVII, p. 410. — Mémoires de Martin du Bellay. L. III, p. 32. — *Bened. Varchi.* L. II, p. 48. — *Vita del card. Colonna.* f. 167. — Lettres du dataire au card. Trivulzio, légat à cette armée, du mois de décembre 1526. *Lettere de' Principi.* T. II, f. 24 et seq.

fut traité avec la plus excessive cruauté; on usa de moins de rigueur envers Ghinazzano, où Prosper Colonna avait bâti un palais magnifique. La citadelle de Montéfortino et le château de Rocca di Papa résistèrent seuls à toutes les attaques des troupes de l'église [1].

Pendant le même temps, la flotte de Carthagène, dont on avait craint si longtemps l'arrivée, avait mis en mer; elle portait, avec le vice-roi Lannoy, trois cents chevaux, deux mille cinq cents Allemands et trois ou quatre mille Espagnols. Clément VII n'hésita point à ordonner à André Doria de retourner à la flotte alliée, et de disputer le passage aux Espagnols. Mais Louis Armèro, amiral des Vénitiens, était entré à Porto-Vénère avec une moitié de ses galères; Piétro Navarro était en station devant le promontoire de San-Fruttuoso qui sépare le bassin de Gênes de celui de Porto-Fino, et il n'avait que dix-sept galères avec lui, lorsqu'il vit paraître au mois de novembre la flotte du vice-roi, forte de trente-six galères, avant l'époque où il l'attendait. Il n'hésita pas à l'attaquer et à appeler à son aide Louis Armèro; le gros temps empêcha celui-ci de sortir du port, et déroba bientôt la flotte espagnole aux attaques de Navarro et d'André Doria. Elle ne put échapper, il est vrai, qu'après avoir perdu deux galères, et en avoir eu trois autres si endommagées, qu'il restait peu d'espérance de les sauver [2].

Le vice-roi vint se mettre à couvert de la tempête et de la poursuite des ennemis dans le port de Santo-Stéfano, de l'état de Sienne. Si là il avait débarqué sa troupe et marché aussitôt sur Rome, il y aurait trouvé peu de résistance, et la

[1] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XVII; p. 414. — *Paulo Giovio, Vita del card. Colonna.* f. 168. — *Jacopo Nardi.* L. VIII, f. 319. — *Lettere al card. Trivulzio. Lettere de' Princ.* T. II, f. 35 et seq. — [2] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XVII, p. 414-416. — *Paolo Giovio.* f. 167. — *Paolo Paruta.* L. V, p. 365. — *Petri Bizarri.* Lib. XIX, p. 468. — *Uberti Folietæ.* Lib. XII, p. 729. — *Agostino Giustiniani.* Lib. VI, f. 278. — *Jacopo Nardi.* Lib. VIII, p. 320.

cour du pape avait déjà perdu tout espoir [1]. Mais Lannoy, qui arrivait en Italie, ne savait pas au juste quel était l'état des alliés; il avait trouvé beaucoup de résistance sur mer, il pouvait en attendre une égale sur terre; il jugea plus convenable de continuer sa route vers Gaëte où il débarqua ses troupes. Là, le pape lui envoya le général des Franciscains pour entrer en traité avec lui, et Lannoy parut fort disposé à écouter des propositions. François Guicciardini négociait d'autre part, au nom du pape, avec le duc de Ferrare; il lui offrait la restitution de Modène et de Reggio moyennant un paiement de deux cent mille ducats, et en même temps le commandement de l'armée de la ligue; mais ces propositions arrivèrent trop tard, et Alfonse d'Este, qui était demeuré longtemps incertain entre les deux partis, venait de traiter avec l'empereur [2].

Quelque espoir d'une paix générale semblait luire de nouveau; l'empereur paraissait se relâcher de ses prétentions, et les alliés étaient rebutés d'efforts qui avaient obtenu jusqu'alors si peu de succès. Mais quoiqu'on parût d'accord sur plusieurs points, la complication des intérêts et la distance des potentats retardaient et entravaient la négociation. Tandis qu'on demandait des instructions à Paris, à Madrid et à Londres, pour un traité négocié à Rome, les événements marchaient avec rapidité, et celui qui avait obtenu quelque avantage se hâtait de retirer les concessions qu'il avait faites. Ainsi le temps s'écoulait sans qu'on arrivât à aucun résultat, et l'année 1526, qui avait été signalée par tant de souffrances et de misères, laissait, en se terminant, prévoir pour la suivante plus de malheurs et de désastres encore [3].

[1] Lettre du dataire au nonce en Angleterre. Rome, 7 décembre 1526. *Lettere de' Principi*. T. II, f. 20. — [2] *Fr. Guicciardini*. T. II, L. XVII, p. 414. — Lettre du dataire au protonotaire Gambara, nonce en Angleterre. *Lettere de' Principi*. T. II, f. 21. — [3] *Fr. Guicciardini*. T. II, L. XVII, p. 421. — Lettre du dataire à l'évêque de Bayeux, pour justifier la conduite du pape. Rome, 17 décembre 1526. *Lettere de' Principi*. T. II, f. 30.

CHAPITRE XII.

Le connétable de Bourbon conduit l'armée impériale vers la Toscane. — Clément VII, après avoir obtenu des avantages dans le royaume de Naples, traite avec le vice-roi. — Prise et sac de Rome. — Florence se remet en liberté.

1527.

1527. — L'Italie, depuis longtemps abandonnée aux ravages des nations barbares, éprouvait des calamités toujours croissantes. Ses habitants étaient déjà parvenus au plus haut terme de la civilisation : ils étaient déjà en possession de toute la gloire que les lettres, les arts, les sciences, leur ont procurée; ils connaissaient toutes les jouissances que la vie sociale peut promettre, et ils étaient plongés dans un abîme de misères que les progrès qu'ils avaient faits jusqu'alors rendaient plus douloureuses pour eux. Cependant tous les maux précédents étaient peu de chose, à côté des maux que devait leur amener l'année 1527, année de honte pour ceux qui les accablèrent, et de désolation pour eux ; année dans laquelle les fléaux de la peste, de la guerre et de la fa-

mine se réunirent pour les écraser, et dans laquelle chacun d'eux fut aggravé par des circonstances jusqu'alors inouïes.

Presque toutes les calamités qui frappent les peuples s'adoucissent en se prolongeant ; l'habitude rend les unes supportables ; pour d'autres, l'expérience apprend à les prévenir ; les efforts combinés de ceux qui gouvernent et de ceux qui sont gouvernés, rétablissent en peu de temps quelque ordre là où tout paraissait d'abord confusion et anarchie. Mais la guerre devient d'autant plus cruelle pour le malheureux pays qui en est le théâtre, qu'elle a duré plus longtemps. Les besoins sont les mêmes, la consommation ne diminue point ; mais les provisions sont épuisées et la reproduction a cessé. Les exactions de l'année précédente semblent un titre pour en imposer de semblables, tandis que c'est justement parce qu'on a beaucoup payé qu'il ne reste plus de moyen de payer encore. Dans l'esprit des soldats, l'honneur des armes se sépare toujours plus des anciennes notions de justice, de morale, d'humanité. Ceux qui, sortant de la maison paternelle, auraient encore rougi de toute violence non nécessaire, de tout attentat contre la propriété au-delà de ceux que justifient les lois de la guerre, s'accoutument, après quelques campagnes, à ne reconnaître de législation que la force, à se jouer de la douleur et de la misère des autres, à s'enorgueillir de leur propre insensibilité. Souvent, sans que leur cœur soit corrompu, ils adoptent comme esprit de leur état l'esprit du plus farouche de leurs compagnons d'armes ; l'opinion de leur corps, au lieu d'être un soutien pour leur morale, est un abîme dans lequel toutes les énormités tombent inaperçues. Ils détruisent alors pour détruire ; ils maltraitent pour s'amuser à voir souffrir ; et leur cœur endurci ne conserve plus aucun de ces sentiments pieux que les leçons de leurs mères y avaient développés.

C'est à cet état de férocité qu'étaient alors arrivés les soldats qui dévoraient l'Italie. Ceux que Bourbon commandait à Milan avaient, pendant toute une année, vécu à discrétion chez de malheureux bourgeois abandonnés à tous leurs mauvais traitements. Ils les tenaient garrottés dans leurs propres maisons, pour leur arracher, par des tortures, tout ce qui pouvait satisfaire leurs caprices. Ils s'étaient fait un jeu de déshonorer sous leurs yeux leurs femmes et leurs filles. Leurs oreilles s'étaient endurcies aux cris de désespoir de ces infortunés ; et quand leur hôte prisonnier s'échappait de leurs mains pour se précipiter par une fenêtre, ou se jeter dans un puits, afin de finir ses misères, l'avare Castillan s'en consolait, en pensant qu'apparemment il ne lui restait plus rien à perdre, et il saisissait un autre Milanais pour le livrer aux mêmes tortures.

Les Allemands que Frundsberg conduisait en Italie, s'ils ne s'étaient pas encore souillés par les mêmes cruautés, avaient du moins été tirés de leur patrie par l'espoir qu'on leur avait donné d'y prendre part. C'était en leur promettant d'abandonner de même à leur discrétion les riches habitants des villes, qu'on les avait déterminés à former une armée, sans pouvoir leur offrir aucune solde. Ils connaissaient le désordre de leur empereur et la pauvreté de leur capitaine; mais on leur avait promis les vins et les femmes de l'Italie, et c'était à leurs avides mains à se pourvoir elles-mêmes d'une solde.

Cependant cette solde qu'on ne leur donnait jamais, leur était due : les mois couraient, et la dette reconnue de leurs généraux s'augmentait sans cesse. Les soldats savaient bien qu'ils ne seraient pas payés; mais ils n'abandonnaient pas pour cela leurs prétentions : ils s'en faisaient un droit au contraire, pour rejeter absolument le joug de toute discipline. Si un capitaine plus humain voulait s'interposer en faveur de quelque malheureux habitant, le soldat lui demandait aussi-

tôt sa solde arriérée : il la demandait encore si on lui imposait un service fatigant ou désagréable, si on voulait le faire sortir du cantonnement où il se trouvait bien. En répondant *payez-moi*, il était sûr d'imposer silence à tous ses supérieurs; et il commençait à se rendre aussi redoutable à ses chefs qu'à ses hôtes.

L'arrivée de Frundsberg faisait désirer aux généraux impériaux de profiter, par quelque action d'éclat, d'une armée aussi considérable qu'était la leur; et leur intérêt plus encore que leur compassion leur faisait désirer de mettre un terme aux souffrances des Milanais. Mais les Espagnols refusèrent de sortir d'une ville où ils s'étaient trouvés si bien : ils demandaient à grands cris toutes leurs soldes arriérés; et si l'on ne pouvait pas les leur donner, ils voulaient que les généraux chassassent de Milan tous les bourgeois qui, disaient-ils, les affamaient, et qu'ils ne laissassent dans la ville que les femmes et les domestiques, pour les nourrir et les servir. En même temps ils se portèrent en foule à piller les églises et les lieux jusqu'alors respectés [1]. Il fallut tout l'art de Bourbon, tout le crédit d'Antonio de Leyva et du marquis de Guasto, pour faire partir l'un après l'autre pour Pavie les bataillons auxquels on réussissait à payer cinq mois de soldes échues. Les remises sur Gênes que Charles-Quint avait envoyées, les tributs arrachés à l'Italie, les sommes empruntées ou exigées sur un crédit de tous les généraux, furent employées à payer ces cinq mois de solde, et l'avant-dernier jour de janvier les troupes conduites par Bourbon passèrent le Pô. Mais en commençant cette expédition, il ne restait déjà plus rien dans la caisse militaire, ni pour les dépenses nécessaires de la marche, ni pour payer les troupes de Frundsberg, auxquelles celles de Bourbon allaient se réunir [2].

[1] *Galeatius Capella*. L. VI, f. 71. — [2] *Fr. Guicciardini*. T. II, L. XVII, p. 423. — *Galeatius Capella*. L. VI, f. 72. — Lettre du dataire Ghiberti au comte Filippino Doria; de

Lorsque les deux corps d'armée eurent fait leur jonction sur les bords de la Trebbia, le duc de Bourbon se trouva avoir sous ses ordres treize ou quatorze mille Allemands, amenés par Frundsberg, cinq mille Espagnols, deux mille Italiens, cinq cents hommes d'armes, et le double à peu près de chevau-légers [1]. La première ville qu'il trouvait sur la route était Plaisance; il resta une vingtaine de jours dans son voisinage, peut-être espérant que la lâcheté des troupes pontificales lui en ouvrirait les portes, peut-être incertain sur ce qu'il devait faire. Pendant ce temps il pressait Alfonse d'Este, duc de Ferrare, de prouver son attachement à la cause impériale, dans laquelle il venait de s'engager, en lui fournissant de l'artillerie et de l'argent. Alfonse ne craignait guère moins le voisinage d'une bande aussi redoutable, que s'il avait été en guerre avec l'empereur. Il s'efforça donc de persuader au connétable de Bourbon que le seul parti à prendre était d'aller en avant, de frapper ses ennemis au centre de leur puissance, ou à Florence ou à Rome, et de nourrir ses troupes dans un pays toujours nouveau. Il lui représenta que, lors même qu'il arriverait à prendre Plaisance, les avantages de cette conquête ne compenseraient point la perte d'argent, d'hommes et de temps qu'il ferait pour s'en rendre maître. Bourbon sentit la justesse de ce conseil; et comme il avait été accompagné d'un subside payé par le duc de Ferrare, Bourbon, avec cet argent, donna deux écus par homme à chacun des Allemands conduits par Frundsberg : c'était le premier paiement qu'ils touchaient depuis leur entrée en Italie [2].

Bourbon se mit ensuite en marche, suivant la route de

Rome, 4 février 1527. T. II. *Lettere de' Principi*. f. 49. — *Scipione Ammirato*. L. XXX, p. 364. — [1] *Scipione Ammirato*. L. XXX, p. 365. — *G. Frundsberg Kriegzsthaten*. B. V, f. 83. — [2] *Fr. Guicciardini*. T. II, L. XVIII, p. 423. — Lettre à Nicolo Capponi; de Rome, 7 février 1526. T. II, f. 51. *Lett. de' Princ.* — Lettre de Ghiberti au card. Trivulzio, du 1er mars. *Ibid.* f. 55. — *Fr. Belcarii*. L. XIX, p. 588. — *Paolo Paruta*. L. V, p. 384.

Bologne, mais avec une extrême lenteur. Sa situation était infiniment dangereuse ; car n'ayant point d'argent pour faire venir des vivres, et presque point de cavalerie pour aller en recueillir au loin, il était obligé de distribuer sa troupe sur une très grande étendue de terrain pour qu'elle pût vivre de ce qu'elle trouvait dans le pays. Mais Bourbon avait affaire à un général trop lent et trop précautionneux pour avoir à craindre de lui aucune surprise. Le duc d'Urbin, après avoir longtemps hésité s'il passerait le Pô avec l'armée vénitienne, s'était arrêté au projet bizarre de tenir toujours le duc de Bourbon entre deux armées qui refuseraient également de combattre. L'une en avant, commandée par le marquis de Saluces, et composée des Français, des Suisses et des soldats de l'église, devait reculer à mesure que Bourbon avancerait, et laisser des garnisons dans toutes les villes sous les murs desquelles il passerait. L'autre en arrière, que le duc d'Urbin commanderait, devait être composée de toutes les troupes vénitiennes, et devait suivre les Impériaux à trente milles de distance, pour les inquiéter dans leur marche, couper leurs communications, et les empêcher de recevoir des renforts [1].

Un tel projet n'était pas fait pour rassurer les pays que menaçait Bourbon, et particulièrement la Toscane et l'état de Rome [2] : car l'armée du marquis de Saluces devait chaque jour s'affaiblir par les garnisons qu'elle laisserait, et l'on connaissait assez le duc d'Urbin et les Vénitiens pour être assuré que le premier ne s'éloignerait jamais beaucoup des frontières de Venise. Mais le duc d'Urbin, persistant dans son système de ne jamais combattre, pour se conserver la réputation d'invincible, n'était pas facile à persuader. D'ailleurs, il attendait

[1] *Fr. Guicciardini*. T. II, L. XVII, p. 430. — *Paolo Paruta*. L. V, p. 389. — [2] Nicolo Capponi écrivit au pape pour lui représenter les dangers de Florence. La réponse, écrite par un secrétaire de Clément VII, Rome, 7 février, expose le plan de défense du pape. *Lett. de' Princ.* T. II, f. 48.

pour lui-même quelque bénéfice de l'effroi de Clément VII et des Florentins : c'était pour lui un moyen d'obtenir d'eux la restitution de San-Léo et du comté de Montéfeltro ; et il prit prétexte d'une légère fièvre dont il fut atteint le 3 janvier à Parme, pour se faire porter à Casal-Maggiore, puis à Gazzuolo, où il resta jusqu'au milieu de mars, laissant le champ libre aux Impériaux [1].

Pendant que Bourbon s'avançait lentement vers Bologne, d'autres armées combattaient dans le voisinage de Rome, et Clément VII réglait sur leurs progrès des négociations qui ralentissaient le courage de ses généraux. Le roi de France, qui encourageait toujours le pape par les promesses les plus splendides, ne faisait cependant jamais arriver à temps ni les soldats, ni les subsides qu'il avait promis. Renzo de Céri, qui s'était acquis beaucoup de crédit dans l'armée française par la défense de Marseille, était arrivé le 1er décembre de l'année précédente à Savonne avec deux galères françaises ; et trois jours après il avait été suivi par le reste de la flotte française, qu'on avait dès lors envoyée devant Gênes, avec les galères du pape et de l'église [2]. Renzo était ensuite arrivé à Rome avec le comte René de Vaudemont, auquel on songeait à assurer le royaume de Naples, en lui faisant épouser Catherine de Médicis, nièce du pape, depuis si fameuse comme reine de France [3]. Le comte de Vaudemont était frère du duc de Lorraine ; et comme François Ier abandonnait ses prétentions à la couronne de Naples, on pensait à faire revivre dans la maison de Lorraine les anciens droits que lui avait transmis la maison d'Anjou.

L'arrivée d'un prince français à l'armée destinée contre

[1] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XVII, p. 431. — Lettre de Guicciardini à l'évêque de Bayeux. Parme, 8 janvier. *Lett. de' Princ.* T. I, f. 182. — [2] Lettre du dataire au card. Trivulzio. *Lett. de' Principi.* T. II, f. 22. — [3] *Paolo Paruta.* L. V, p. 378. — *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XVIII, p. 424. — *Bened. Varchi.* L. II, p. 49.

Naples fit supposer au pape que le roi accomplirait enfin des promesses si souvent répétées, et que les subsides promis, les Suisses, les gendarmes français, tout arriverait enfin. On lui annonçait en effet que l'argent qu'il attendait lui serait incessamment apporté par messire Martin du Bellay, seigneur de Langey, le même qui nous a laissé les meilleurs mémoires français sur cette époque [1] ; et dans cette confiance, l'armée de l'église, sous les ordres du cardinal Agostino Trivulzio et de Vitello Vitelli, s'organisa à Férentino, tandis que le vice-roi était à Ceppérano avec celle de Naples [2].

Ce dernier avait rassemblé environ douze mille hommes ; mais sur ce nombre à peine la moitié était des troupes de ligne venues avec lui d'Espagne ; le reste était des milices du royaume de Naples, dont on faisait peu de cas. Vers la fin de l'année précédente, il les avait conduites au siége de Frusolone, bourgade qui n'est point entourée de murailles, mais dont la situation est assez forte. Lannoy s'y laissa surprendre le dernier jour de janvier, et fut forcé de régagner avec assez de perte les frontières du royaume de Naples [3].

Cet avantage, et les sollicitations et les promesses de l'ambassadeur de France, et les espérances que donnait Russel, ambassadeur d'Angleterre, déterminèrent Clément VII à tenter la conquête du royaume de Naples. Renzo de Céri, avec six mille hommes, devait pénétrer dans l'Abruzze, ranimer le parti du comte de Montorio, et s'emparer d'Aquila, qui, en effet, lui ouvrit ses portes : l'armée principale devait marcher par San-Germano sur Naples, et la flotte alliée, sous les ordres de Piétro Navarro, à qui le pape fit abandonner le blocus de Gênes, devait menacer les rivages de Campanie [4].

[1] Lettre du dataire au cardinal Trivulzio, 8 mars 1527. T. II. *Lett. de' Princ.* f. 58. — [2] *Fr. Guicciardini*. T. II, L. XVII, p. 424. — *Benedetto Varchi*. L. II, p. 49. — [3] *Fr. Guicciardini*. T. II, L. XVIII, p. 427. — *Paolo Paruta*. L. V, p. 378. — *Fr. Belcarii*. L. XIX, p. 589. — *Scipione Ammirato*. L. XXX, p. 365. — Lettre du dataire de Rome, 4 février. *Lett. de' Princ.* T. II, f. 49, v. — [4] Lettre du dataire au comte Filippino

Ces diverses expéditions se commencèrent en même temps au milieu de février avec assez de succès : le vice-roi, inquiet sur ses moyens de défense, se retira à Gaëte, et don Hugues de Moncade à Naples. La flotte pilla Molo di Gaëta, prit Castellamare, Stabbia, Torre del Gréco, Sorrento, et enfin Salerne ; Renzo de Céri eut de son côté des succès dans l'Abruzze, où il prit Siciliano et Tagliacozzo [1]. Si la guerre avait été poursuivie avec autant de vigueur qu'elle fut commencée, elle aurait pu avoir une heureuse issue. Mais il suffisait que les soldats sentissent qu'ils obéissaient à des prélats, pour que leurs prétentions fussent beaucoup plus élevées que celles d'aucune autre troupe, et leurs services beaucoup moindres. Aucune autre armée ne vexait davantage les pays amis, n'obéissait moins à ses chefs, n'observait moins la discipline ; aucune ne dépensait autant de munitions, ne pillait plus ses propres convois, et n'était moins disposée à combattre ; aucune ne se refusait davantage à toute fatigue et à tout danger, et n'avait comme elle la prétention de persuader à ses chefs que tout ce qui était difficile était impossible. D'autre part, le pape ne pouvait triompher de sa propre avarice, ni de son indécision. Rebuté par les dépenses considérables dont il se trouvait accablé, il laissait souffrir l'armée principale faute de vivres et de paie, et dès les premiers jours de mars elle commençait à se débander. En même temps, il était toujours disposé à prêter l'oreille à toutes les propositions d'accommodement qu'on lui faisait : aussi l'empereur et le vice-roi avaient sans cesse des négociateurs auprès de lui. La flotte s'affaiblissait par les garnisons qu'elle était obligée de laisser dans les villes qu'elle avait prises. Le cardinal Trivulzio et Vitelli, manquant

Doria, pour rappeler la flotte. Rome, 4 février 1527. *Lett. de' Princ.* T. II, f. 49, v. — *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XVIII, p. 428. — [1] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XVIII, p. 429. — *Paolo Paruta.* L. V, f. 379. — Mémoires de Martin du Bellay. L. III, p. 33. — *Fr. Belcarii.* L. XIX, p. 590. — Toute la correspondance du dataire avec Trivulzio, légat à cette armée. *Lett. de' Principi.* T. II, f. 22 et seq.

de vivres et inquiets de l'indiscipline de leur armée, se retirèrent de San-Germano sur Piperno; et Renzo de Céri, abandonné par une partie de ses soldats, quitta les Abruzzes, et revint à Rome; en sorte que dès le milieu de mars, l'expédition de Naples, qui avait commencé d'une manière si brillante, ne pouvait plus faire espérer aucun succès[1].

Du côté de la Lombardie, les généraux de l'église étaient obligés de suivre les plans du duc d'Urbin, encore qu'il ne leur inspirât aucune confiance. Les Espagnols du duc de Bourbon s'étaient mutinés le 17 février en demandant leur paie, et ils avaient tué leur sergent-major (officier bien plus relevé en grade alors qu'aujourd'hui), parce qu'il cherchait à les calmer. Bourbon avait cependant réussi à les ramener à l'obéissance en leur faisant comprendre qu'ils n'avaient d'autres moyens de trouver de l'argent que de continuer à le suivre. Le 22 février, ils logèrent à San-Donnino, qu'ils pillèrent, et le lendemain, le marquis de Saluces, Guicciardini et Nicolas Macchiavel, que sa patrie avait député auprès du second, se retirèrent de Parme sur Modène avec onze à douze mille hommes qui formaient l'armée de l'église[2].

Bourbon suivit l'armée qui reculait. Comme il avait traversé l'état de Parme sans entrer dans aucune ville, il traversa encore les territoires de Reggio et de Modène, et déjà il était sur le point d'entrer dans l'état de Bologne lorsque l'armée vénitienne passa le Pô, le 5 mars, pour se trouver derrière lui. Le duc d'Urbin ne rejoignit ses soldats que le 18 mars, après avoir donné au sénat de Venise l'assurance des plus heureux succès. Il se fondait, non point sur la bravoure de son armée, qu'il ne voulait pas mettre à l'épreuve, mais sur les embarras

[1] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XVIII, p. 430. — *Paolo Paruta.* L. V, p. 382. — Lettres du dataire, des 13 et 14 mars, au card. Trivulzio. T. II, f. 61. *Lettere de' Principi.* — [2] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XVIII, p. 430. — *Ultima Legazione di Nicolo Macchiavelli a Fr. Guicciardini.* Huit premières Lettres. T. VII. Opere. p. 467-480. — *Georg. von Frundsberg.* B. V, f. 92-96.

de ses adversaires. En effet, une nouvelle sédition avait éclaté, le 14 mars, parmi les Allemands de l'armée de Bourbon. Ils avaient voulu le tuer; ils avaient tué un de ses gentilshommes et pillé ses équipages, et le duc ne s'était dérobé à la rébellion que par une prompte fuite. Le marquis del Guasto apaisa les séditieux avec quelque argent qu'il se fit donner par le duc de Ferrare. Trois jours après, George Frundsberg fut frappé d'apoplexie [1], et abandonna l'armée. On crut encore que des soldats qu'il avait levés par son seul crédit, et qui ne voyaient se réaliser aucune des promesses qu'on leur avait faites, se disperseraient; mais ils demeurèrent attachés à leurs drapeaux [2].

Clément VII éprouvait avec angoisse tout l'embarras de sa situation. François Ier l'avait poussé à la guerre par les plus magnifiques promesses, mais il n'en avait pas accompli une seule. Il n'avait point envoyé dès le commencement cinq cents lances à l'armée de la ligue, et quarante mille ducats par mois qu'il s'était engagé à fournir. Il n'avait pas envoyé davantage vingt mille ducats de plus par mois qu'il avait promis pour la guerre de Naples. Le pape avait déjà supporté pendant trois mois tout le fardeau de cette guerre, et le premier paiement mensuel n'était pas encore achevé. L'argent, qu'on savait en chemin, n'arrivait point, et aucune parole donnée n'était suivie de son accomplissement. La flotte française, qui devait seconder l'entreprise contre Naples, n'était jamais complète. Douze galères légères avaient joint celles du pontife; mais elles étaient mal approvisionnées, et sans troupes de débarquement. Parmi les gros vaisseaux qui devaient s'y joindre aussi, les uns ne

[1] Frundsberg fut frappé d'apoplexie comme il haranguait ses soldats, pour apaiser l'esprit de sédition répandu dans son armée. Le biographe allemand qui nous a laissé sa vie, imprimée en 1568, donne peu de détails sur ses premières armes. B. V, f. 97. — [2] *Fr. Guicciardini*. T. II, L. XVIII, p. 434. — *Macchiavelli Legazioni*. Lettre de Bologne, 18 mars. T. VII, p. 487. — *Scipione Ammirato*. L. XXX, p. 367. — *Fr. Belcarii*. L. XIX, p. 591. — *Lett. del datario al card. Trivulzio*. *Lett. de' Princ*. T. II, f. 66.

quittèrent jamais les côtes de Provence, les autres ne dépassèrent pas Savonne. Entre les alliés du pape, il n'y en avait aucun qui méritât plus de confiance. Les secours du roi d'Angleterre étaient trop incertains et trop tardifs; les Vénitiens paraissaient ne songer qu'à eux-mêmes, et le duc d'Urbin se refusait à prendre aucune mesure qui pût sauver les états de Rome ou de Florence. Bourbon était déjà tout près des frontières de Toscane. La ville de Sienne était zélée pour le parti impérial; celle de Florence, lasse du joug des Médicis, soupirait après une révolution. Dans le royaume de Naples, il est vrai, la ligue avait eu d'abord quelques avantages; mais le pape n'avait plus assez d'argent pour continuer cette guerre désastreuse, et il opposait un scrupule de conscience, que ses prédécesseurs n'avaient pas connu, à la proposition qu'on lui fit à plusieurs reprises de vendre des chapeaux de cardinaux. Son dataire Ghiberti répondit, dès le 17 décembre, à l'évêque de Bayeux, que, sans discuter sur ce qu'il y avait de honteux dans cette ressource, il s'était assuré qu'elle ne serait point suffisante, et qu'on en retirerait tout au plus cent cinquante mille ducats qui seraient bientôt dépensés [1].

Dans cette anxiété, Clément VII consentit enfin aux propositions d'accommodement que le vice-roi lui avait fait faire à plusieurs reprises; et malgré le danger de se séparer de ses alliés et de se mettre à la discrétion de ses ennemis, il signa, le 15 mars, avec César Fiéra-Mosca et Sernon, chargés des pouvoirs du vice-roi, une trêve de huit mois, pour prix de laquelle il devait payer aux Impériaux soixante mille ducats destinés à l'armée du duc de Bourbon. Les conquêtes faites de part et d'autre devaient être restituées, les censures publiées contre les Colonna abolies, le cardinal Pompée rétabli dans sa

[1] *Fr. Guicciardini*. T. II, L. XVIII, p. 435. — *Lettere de' Principi*. T. II, f. 33. — Dans cette lettre, qui est fort longue, le dataire justifie le pape, et accuse le roi de France, montrant de quelle manière il avait manqué à tous ses engagements envers les Italiens.

dignité, et le vice-roi devait venir à Rome pour garantir mieux le pape contre l'armée du connétable. Si les Vénitiens et le roi de France acceptaient la trêve, moyennant laquelle on espérait négocier un traité de paix, toutes les troupes allemandes devaient être retirées d'Italie; s'ils la refusaient, elles devaient évacuer seulement l'État de l'Église [1].

Clément VII, abandonné comme il l'avait été par ses alliés, tandis que l'armée la plus redoutable marchait contre lui, était sans doute pleinement en droit de pourvoir à sa sûreté par un traité séparé. Mais il semble que ni lui, ni le dataire Ghiberti, son principal conseiller, ni personne de sa cour, n'appréciait le danger de l'approche de Bourbon, et qu'il avait été déterminé à traiter beaucoup plus par l'impatience que lui causait l'inconduite de ses troupes, et par l'embarras de ses finances, que par la crainte. Dès le premier moment, on avait douté à Rome que Bourbon voulût accepter la trêve signée par le vice-roi, et peu de jours après l'on apprit en effet qu'il s'y refusait. Cependant le pape ne voulut voir dans ce refus qu'une bravade militaire ou un stratagème pour tirer de lui plus d'argent [2]. Il aurait dû mieux connaître la troupe désordonnée à laquelle il avait affaire, ces soldats sans paie, sans obéissance, sans discipline, qui conduisaient leurs généraux plutôt qu'ils n'étaient conduits par eux. Il avait appris avec l'Italie entière quelle avait été leur tyrannie à Milan pendant toute une année; il pouvait savoir que George Frundsberg, animé contre les superstitions de l'église romaine d'une haine que les controverses religieuses de l'Allemagne paraissaient avoir envenimée, portait dans son sein un cordon doré qu'il destinait, disait-il, à pendre le pape de sa main [3], et

[1] Lettre du dataire au cardinal Trivulzio, du 15 mars. *Lett. de' Princ.* T. II, f. 62. — *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XVIII, p. 436. — *Paolo Paruta.* L. V, p. 383-385. — *Scipione Ammirato.* L. XXX, p. 367. — *Galeatius Capella.* L. VII, f. 73. — *Marco Guazzo, Stor. de' suoi temp.* f. 48. — *Georgens von Frundsberg.* B. V, f. 100. — [2] Lettre de Ghiberti au card. Trivulzio, du 31 mars 1527. *Lett. de' Princ.* T. II, f. 69, v. — [3] *Paolo Giovio,*

qu'une partie de ses soldats avait été entraînée sous ses étendards par le fanatisme de la réformation autant que par l'amour de la licence militaire. Il savait que les Espagnols, rendus plus avides par les déprédations qu'on leur avait permises à Milan, aspiraient à mettre la main sur les richesses de la ville la plus commerçante de l'Italie, et qu'ils avaient coutume de jurer *par le sac glorieux de Florence* [1] ! Ce fut donc de sa part le comble de l'infatuation que de désarmer au moment où la trêve fut signée, d'écrire au cardinal Trivulzio de licencier la plus grande partie de ses soldats, de se réjouir de ce que ceux de Renzo de Céri s'étaient dissipés d'eux-mêmes, et de ne garder pour sa défense que cent chevau-légers et environ deux mille fantassins des bandes noires formées par Jean de Médicis [2].

Le pape et le vice-roi avaient traité de bonne foi, et tous deux accomplirent les conditions auxquelles ils s'étaient engagés ; mais Bourbon ne voulait peut-être pas, et certainement ne pouvait pas arrêter son armée. Il donnait cependant à entendre qu'il accepterait l'armistice, si on lui assurait une somme d'argent plus considérable qu'il distribuerait à ses soldats pour leur payer deux mois de solde ; et comme les négociations recommençaient à cet effet, durant les huit derniers jours de mars, il fit quelques ouvrages autour de Bologne comme s'il avait voulu assiéger cette place. Mais le 31 mars, il déclara à Guicciardini qu'il ne pouvait retenir ses soldats, et il vint loger au Ponte-à-Réno. Un envoyé du vice-roi, qui venait lui intimer l'ordre d'observer la trêve, faillit être tué

Elogi degli Uomini illustri. L. VI, p. 325. — *Scipione Ammirato.* L. XXX, p. 362. — *Bened. Varchi.* L. II, p. 50. — Le biographe allemand nie ce fait, L. V, f. 92 ; mais ce biographe est catholique, et ne veut rien admettre qui puisse faire tort à son héros. — [1] *Lettere de' Principi*, T. II, f. 47, v., à Nicolo Capponi. — [2] Lettre du 29 mars, de Ghiberti au card. Trivulzio, pour en donner l'ordre. *Lett. de' Princ.* T. II, f. 69. — *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XVIII, p. 486. — *Paolo Paruta.* L. V, p. 385. — *Ben. Varchi.* L. II, p. 65.

par les landsknechts, et fut réduit à se dérober à eux par une fuite précipitée ; le marquis de Guasto, qui avait quitté Bourbon pour ne pas désobéir au vice-roi, et qui avait pris la route de Naples, fut banni de l'armée par un jugement militaire [1].

Cependant les projets de Bourbon paraissaient encore bien difficiles à exécuter : le printemps avait été fort retardé ; il était tombé une quantité prodigieuse de neiges dans les Apennins, que l'armée impériale avait à traverser pour entrer en Toscane. Elle était campée entre Ferrare et Bologne, dans des lieux marécageux, et presque entièrement sous les eaux. Elle n'avait pu prendre aucune ville, faute d'artillerie et de munitions : par conséquent elle était toujours dépourvue de magasins comme de ressources pécuniaires, et elle vivait au jour le jour avec ce qu'elle pouvait trouver dans les campagnes. Si elle avait à traverser un pays aussi pauvre que l'Apennin, où elle devait s'attendre à rencontrer quelque résistance, il fallait qu'elle portât des vivres pour plusieurs jours ; aussi Bourbon demeura-t-il fort longtemps sur les frontières du Bolonais et de la Romagne, paraissant vouloir prendre tantôt une route, tantôt l'autre, menaçant toujours, mais n'avançant point [2].

Les négociations continuaient entre lui et l'église, mais elles contribuaient à inspirer de la défiance au duc d'Urbin et au marquis de Saluces, qui, voyant le pape si empressé de les abandonner, étaient à toute heure prêts à se retirer. Le vice-roi lui-même se mit en route pour venir s'aboucher avec Bourbon, dans l'intention de lui offrir, pour satisfaire son armée, outre l'argent promis par le pape, de nouvelles sommes

[1] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XVIII, p. 437. — *Paolo Paruta.* L. V, p. 388. — *Fr. Belcarii.* L. XIX, p. 592. — *Macchiavelli Legazioni.* T. VII, p. 480-500. — [2] *Macchiavelli Legazioni.* T. VII. Ses Lettres de Bologne et de Forli, jusqu'au 18 avril, p. 480 et suiv. jusqu'à 508.

à prendre sur les revenus de Naples, ou sur les contributions extraordinaires des Florentins, qui, exposés les premiers au danger, devaient aussi s'en racheter les premiers. Cependant il n'osait point se hasarder au milieu de cette soldatesque effrénée; et il s'arrêta à Florence, pour traiter de loin. De son côté, Guicciardini, lieutenant-général de l'église dans toutes les provinces de Lombardie, sollicitait le sénat de Venise, le duc d'Urbin et le marquis de Saluces, de faire suivre Bourbon par l'armée alliée; leur représentant qu'encore qu'il fût vrai que le pape avait l'intention de traiter séparément, c'était leur intérêt d'empêcher qu'il ne fût écrasé; car plus sa peur serait grande, plus Bourbon tirerait de lui de grosses sommes, qui seraient toutes employées contre la ligue[1].

Avant de s'engager dans les Apennins, Bourbon trompa ses adversaires par de nouvelles négociations; et tandis que du 15 au 25 avril, il s'avançait par Meldola, Santa-Sofia et Val-de-Bagno, jusqu'à la Piave à Santo-Stéfano, dans le Val d'Arno supérieur, il laissait signer à Florence, par ses députés auprès du vice-roi, un nouvel accord, en vertu duquel il promettait de s'éloigner pour une forte somme d'argent. D'autre part Guicciardini, inquiet de sa conduite équivoque, avait décidé le marquis de Saluces et le duc d'Urbin à passer aussi l'Apennin; et il se trouvait alors avec eux en Mugello. Les frontières du duché d'Urbin n'étaient pas bien éloignées de l'armée impériale; et ce fut sans doute le motif qui détermina surtout le duc à s'avancer[2].

Mais Guicciardini ne pouvait réussir à inspirer au pape la même défiance; plus le danger était grand et alarmant, plus

[1] *Fr. Guicciardini*. T. II, L. XVIII, p. 438. — *Paolo Paruta*. L. V, p. 389. — *Scipione Ammirato*. L. XXX, p. 367. — *Fr. Belcarii*. L. XIX, p. 593. — [2] *Fr. Guicciardini*. T. II, L. XVIII, p. 439. — *Paolo Paruta*. L. V, p. 388. — *Bened. Varchi*. L. II, p. 66. — *Bernardo Segni, Stor. Fior.* L. 1, p. 4. — Mémoires de messire Martin du Bellay. L. III, p. 34. — *Georg. von Frundsberg*. B. V, f. 100.

Clément VII était déterminé à fermer les yeux pour ne pas le voir. Aussitôt qu'il apprit qu'une nouvelle convention avait été signée à Florence, il licencia le reste de ses bandes noires, comme si la conservation de ce petit corps avait pu servir de prétexte à l'armée impériale pour venir l'attaquer à Rome[1]. En même temps il renvoya par mer M. de Vaudemont à Marseille, et il parut dès lors se croire dans une profonde paix.

Néanmoins, peu s'en fallut qu'une révolution imprévue ne sauvât Rome aux dépens de Florence. Tandis que l'armée de la ligue devait prendre son quartier à l'Ancisa, pour couvrir cette dernière ville, les Florentins, non moins effrayés des soldats qui venaient les défendre que de ceux qui venaient les attaquer, demandèrent des armes à leur gouvernement. Cette demande fut appuyée ouvertement et avec chaleur par les citoyens les plus considérés, tels que Nicolas Capponi, Mattéo Strozzi, et le gonfalonier Louis Guicciardini, frère de l'historien ; tandis que les partisans des Médicis, encore qu'ils connussent l'aversion de leurs concitoyens pour le joug qui leur était imposé, n'osaient point avouer leur répugnance à satisfaire un désir aussi légitime. Ils promirent que les seize gonfaloniers qui participaient au gouvernement, distribueraient, le 26 avril, des armes à leurs compagnies : mais comme la foule se pressait autour du palais pour les recevoir, ils s'effrayèrent de l'ardeur avec laquelle on les demandait, et manquèrent de parole[2]. Pendant ce temps même, les trois cardinaux qui se trouvaient alors à Florence, Cortone, Cybo et Ridolfi, dont les deux derniers y avaient été envoyés par le pape sur la fin de l'année 1526, pour soutenir le crédit du premier, se préparaient à sortir de la ville, avec le jeune Hip-

[1] *Fr. Guicciardini*. T. II, L. XVIII, p. 441. — *Paolo Paruta*. L. V, p. 391. — [2] *Bernardo Segni, Stor. Fior.* L. I, p. 4. — *Comm. di Fil. Nerli*. L. VII, p. 146. — *Bened. Varchi*. L. II, p. 69.

polyte de Médicis, pour rendre visite aux généraux de l'armée alliée, à l'Olmo, non loin de Florence : il n'en fallut pas davantage pour que le peuple se figurât que, regardant leurs affaires comme désespérées, ils abandonnaient la ville. Le hasard fit naître ce bruit parmi une populace ignorante; mais la ville entière était si lasse du gouvernement des Médicis et de celui des prêtres, chaque citoyen se sentait si humilié de ce qu'une république couverte de tant de gloire était réduite à dépendre d'un enfant et de prélats étrangers, que chacun adoptait avidement toute espérance de mettre fin à cette tyrannie. Ceux qui ne croyaient pas, feignaient de croire, pour faire naître l'occasion de secouer le joug. Les jeunes gens se précipitèrent vers le palais, en criant *vive le peuple et la liberté!* La garde ne leur fit presque aucune résistance; les plus graves citoyens s'interposèrent, et lui persuadèrent de céder la place. Les insurgés se présentèrent à la seigneurie, à la tête de laquelle se trouvait alors Louis Guicciardini, gonfalonier, frère de l'historien. Ils la forcèrent à décréter que tous ceux que les Médicis avaient condamnés pour crimes d'état, seraient rétablis dans leurs honneurs ; que le gouvernement serait constitué comme au temps du gonfalonier Pierre Sodérini, et que les Médicis seraient exilés et déclarés rebelles [1].

Les cardinaux, avec Hippolyte de Médicis, avaient très imprudemment continué leur route vers l'Olmo, encore qu'ils fussent avertis du tumulte de la place. Ceux qui avaient préparé le soulèvement, à la tête desquels on remarquait Pierre Salviati, que ses richesses et ses alliances appelaient à tenir le premier rang dans la ville, sentaient bien qu'il fallait s'occu-

[1] *Jacopo Nardi, Ist. Fior.* L. VIII, p. 323-324. — *Ist. di Giov. Cambi.* T. XXII, p. 305. — *Comm. di Fil. de' Nerli.* L. VII, p. 148. — *Bened. Varchi.* L. II, p. 73. — *Pauli Jovii Hist.* L. XXV, p. 15. — *Scipione Ammirato.* L. XXX, p. 369. — *Paolo Paruta.* L. V, p. 390.

per sans relâche de garder les portes, de se saisir des arsenaux, de faire prêter serment aux soldats, de traiter avec la ligue, pour assurer son appui à la république; mais il leur fut impossible de calmer assez l'ivresse populaire pour obtenir de l'attention et de l'obéissance; et tandis que le peuple était encore dans les transports de la joie, eux commençaient déjà à trembler des conséquences d'une insurrection qu'ils ne se sentaient plus maîtres de diriger[1].

Salviati et ses amis avaient bien ordonné qu'on sonnât le tocsin; mais les trois cardinaux étaient déjà de retour avec le duc d'Urbin, le marquis de Saluces et quinze cents fantassins, avant qu'on eût fermé les portes; ils marchèrent aussitôt vers la place et commencèrent le siége du palais, devenu la citadelle des insurgés. Jamais Florence peut-être n'avait couru de plus grand péril; car si les Médicis avaient été obligés de faire entrer l'armée alliée dans ses murs, pour se rendre maîtres du siége du gouvernement, ils auraient difficilement pu contenir leurs propres soldats, toujours avides de pillage; et plus difficilement encore auraient-ils pu les opposer ensuite à l'armée de Bourbon qui s'approchait. Guicciardini, qui sentait tout le danger que courait sa patrie, s'interposa entre les deux partis; il s'efforça de les effrayer l'un et l'autre sur les suites de leur obstination, et il les amena à un accord par lequel les insurgés abandonnèrent le palais, et le rendirent aux Médicis, après avoir obtenu d'eux, en retour, une amnistie complète, mais qui ne fut observée qu'imparfaitement[2].

Le duc d'Urbin prit acte de cette insurrection, qui manifestait assez les dispositions des Florentins à l'égard du pape, pour demander que cette république s'engageât en son propre

[1] *Filippo de' Nerli*. L. VII, p. 149. — [2] *Fr. Guicciardini*. T. II, L. XVIII, p. 442. — *Jacopo Nardi*. L. VIII, p. 325. — *Ben. Varchi*. L. II, p. 82; L. III, p. 98. — *Bernardo Segni*. L. I, p. 5. — *Filippo de' Nerli*. L. VII, p. 150. — *Giov. Cambi*. T. XXII, p. 307. — *Scipione Ammirato*. L. XXX, p. 370. — *Pauli Jovii Hist. sui temp*. L. XXV, p. 17.

nom dans la ligue avec Venise et la France, de sorte qu'elle ne se trouvât plus comprise dans les négociations que Clément VII poursuivait à l'heure même avec les Impériaux. La seigneurie s'obligea en effet à ne conclure aucune pacification avec l'empereur sans le consentement de tous les confédérés; et les cardinaux lieutenants du pape furent contraints de consentir à ce traité, qui fut signé le 28 avril dans le palais des Médicis [1]. Le duc d'Urbin profita, pour lui-même aussi bien que pour la ligue, de sa présence à Florence avec une armée: il ne voulut point partir qu'il ne se fût fait restituer par la république le fort château de San-Léo, chef-lieu du comté de Montéfeltro, et la forteresse de Maiuolo. Il les obtint, en quelque sorte, par force, sans délibération publique, et sans l'assentiment des conseils, auxquels seuls il appartenait de donner de tels ordres [2].

L'insurrection de Florence avait été excitée et calmée en un jour; elle causa cependant le plus grave préjudice aux alliés; elle empêcha leur armée de prendre position à l'Ancisa, d'où il aurait été plus facile de surveiller le duc de Bourbon : elle augmenta la défiance du duc d'Urbin et des Vénitiens, qui, voyant combien l'état de Florence était peu assuré, redoutèrent plus que jamais de s'éloigner de leurs propres provinces; elle fit enfin perdre un temps précieux, dont le duc de Bourbon sut profiter [3].

Celui-ci partit en effet, le 20 avril, du voisinage d'Arezzo, se dirigeant sur Rome, sans artillerie, sans charrois, sans munitions; il ne se laissa arrêter ni par les pluies, qui, dans cette saison, furent prodigieuses, ni par le manque de vivres. Il reçut des Siennais, alors dévoués à la faction impériale, quelques secours, qui l'aidèrent à continuer sa route; mais il

[1] *Ben. Varchi, Stor. Fior.* L. III, p. 101.—*Paolo Paruta.* L. V, p. 390. — [2] *Ben. Varchi, Stor. Fior.* L. III, p. 102. — *Scipione Ammirato.* L. XXX, p. 368. — [3] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XVIII, p. 442. — *Scipione Ammirato.* L. XXX, p. 371.

ne s'arrêta point dans leur état, comme Clément VII s'y était attendu [1]. Dans sa marche, il pilla Aquapendente et San-Lorenzo-alle-Grotte; il fut introduit dans Viterbe par quelques émigrés de cette ville; il s'empara ensuite de Ronciglione, et il parvint enfin, le 5 mai, devant les murs de Rome, avant que le pape eût voulu se persuader de son départ de Toscane [2].

Clément VII avait cherché une seconde fois, dans ces derniers moments, à se mettre en défense; il ordonna de nouvelles levées pour remplacer les soldats qu'il avait si imprudemment licenciés; il vendit trois chapeaux de cardinaux, mais il n'eut pas même le temps d'en retirer l'argent. Il demanda une contribution volontaire aux plus riches habitants de Rome; mais ceux-ci, retenant d'une main avare des biens qui allaient leur échapper, donnèrent à peine quelques écus, lorsqu'il s'agissait de défendre tout le reste de leur fortune, leur honneur et leur vie [3].

Renzo de Céri, de la maison Orsini, avait été chargé, par le pape, de la défense de Rome. Cet homme qui, pendant la guerre de la ligue de Cambrai, s'était illustré en soutenant le siége de Crême, avait vu diminuer chaque jour sa réputation. Clément VII, en particulier, ne faisait presque aucun cas de lui : toutefois, par une infatuation qui semblait l'entraîner à sa perte, il lui accorda, dans cette occasion, la plus grande confiance. Messire du Bellay, qui arriva en poste de Florence, pour avertir le pape de la marche de Bourbon, partagea avec Renzo de Céri le soin de pourvoir à la défense de Rome [4]. Pour remplacer les anciens soldats qui avaient été tout ré-

[1] *Orlando Malavolti, Storia di Siena.* P. III, L. VII, f. 132. — [2] *Lettera di Filippo Bellucci a Frederico Clavario, commissario apostolico,* du 4 mai 1527. *Lett. de' Princ.* T. II, f. 74. — *Marco Guazzo.* f. 49. — *Georgens von Frundsberg.* B. V, f. 101. — [3] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XVIII, p. 445. — [4] Mémoires de Martin du Bellay. L. III, p. 35, mais il est fort court sur tous ces événements, et les Mémoires français sont en général peu satisfaisants sur tout ce qui se passa après la captivité du roi à Pavie. — *Georg. von Frundsberg.* B. V, f. 102.

comment licenciés, ils enrôlèrent parmi les domestiques des prélats et les boutiquiers de Rome, une troupe sans courage et sans discipline; et ils ajoutèrent quelques ouvrages aux fortifications du côté de Borgo. Ces travaux inspirèrent à Renzo une si grande confiance, qu'il se figura pouvoir opposer la résistance la plus obstinée à l'armée de Bourbon : aussi écrivit-il au comte Guido Rangone, qui accourait pour défendre Rome, avec cinq mille fantassins et un petit corps d'artillerie, qu'il ferait mieux d'aller joindre l'armée de la ligue, puisque la capitale avait tout au plus besoin d'un renfort de sept ou huit cents arquebusiers [1].

Cette lettre, écrite seulement le 4 mai, n'arrêta point la marche de Guido Rangone, qui aspirait à la gloire de délivrer la capitale de la chrétienté. Il avait calculé qu'il devancerait Bourbon, si celui-ci s'était chargé d'un train d'artillerie; qu'il serait, au contraire, toujours à temps de se joindre aux défenseurs de la ville, si Bourbon n'arrivait avant lui que pour n'avoir point conduit de canons. Mais dès le 5 mai, Bourbon parut dans les prés devant Rome, et fit sommer la ville par un trompette. Clément VII, qui dans plusieurs occasions avait manifesté une timidité excessive, et qui tout dernièrement encore avait voulu s'enfuir lorsque l'armée napolitaine s'avançait sur Frusolone, montra cette fois la plus inexplicable assurance. Il renvoya le trompette avec mépris : il ne voulut point permettre de couper les ponts de la ville pour se défendre derrière le Tibre, si le Borgo était forcé; et, pour ne pas répandre l'alarme, il donna ordre aux gardes des portes d'empêcher qu'on n'emportât aucunes richesses ou aucunes marchandises [2].

Dès le matin du 6 mai, Bourbon conduisit ses troupes à

[1] *Fr. Guicciardini*. T. II, L. XVIII, p. 445. — *Paolo Paruta*, *Ist. Ven.* L. V, p. 391. — *G. von Frundsberg*. B. V, f. 103. — [2] *Fr. Guicciardini*. T. II, L. XVIII, p. 446. — *Lett. de' Principi*, T. II, f. 74, de Rome, 4 mai.

l'assaut, contre les murailles du Borgo, entre le Janicule et le Vatican. Quel que fût l'éclat dont il était entouré, comme général de la plus puissante armée qui fût alors sur pied en Europe, il paraît qu'il sentait toute la honte aussi bien que les dangers de sa situation. Prince du sang, et rebelle à son roi; Français, et traître à sa patrie; catholique, et conduisant contre le pape une armée qui en voulait à la religion même; chevalier, et associé à des brigands, il ne pouvait se dissimuler à lui-même qu'il méritait le mépris que lui avaient témoigné les Espagnols, et qu'exprimaient tous ceux qui ne le craignaient pas. Une victoire éclatante pouvait seule le relever à ses propres yeux ou aux yeux des autres : il voulait l'obtenir ou mourir au combat; et comme, en montant à l'assaut, il s'aperçut que ses fantassins allemands le secondaient froidement, il saisit une échelle, l'appuya lui-même contre le mur, pour les encourager par sa propre intrépidité; et il avait à peine commencé à monter, lorsqu'il fut atteint dans les reins d'une balle de mousquet tirée du haut des murs, qui lui traversa le flanc et la cuisse droite. Il sentit aussitôt que le coup était mortel; mais il conserva assez de présence d'esprit pour demander à ceux qui l'entouraient de couvrir son corps de son manteau, pour que ses soldats ne s'aperçussent pas de sa chute; et il expira au pied des murs, pendant que l'assaut continuait[1].

La mort de Bourbon ne put pas être longtemps cachée à ses soldats; mais loin de leur faire perdre courage, elle parut les exciter à la vengeance. Les Suisses de la garde du pape avaient défendu le mur avec une grande valeur; et une batterie placée sur le haut de la colline, qui prenait de flanc les

[1] *Fr. Guicciardini*. T. II, L. XVIII, p. 446. — *Paolo Giovio*, *Vita del card. Pompeo Colonna*. p. 172. — Mémoires de Martin du Bellay. L. III, p. 87. — *Paolo Paruta*. L. V, p. 393. — *Galeatius Capella*. L. VII, p. 73. — *Fr. Belcarii*. L. XIX, p. 593. — *Arnoldi Ferronii*. L. VIII, p. 165. — *Marco Guazzo*. f. 50. — *Georg. von Frundsberg*. B. V, f. 166; B. VI, f. 108

assiégeants, leur tuait beaucoup de monde : mais un épais brouillard qui se leva après que le soleil se fut montré sur l'horizon, empêcha les artilleurs de bien diriger leurs pièces. Les Espagnols en profitèrent pour entrer dans la ville par quelques petites maisons contiguës au mur ; les Allemands, d'autre part, franchirent les tranchées, et se rendirent aussi maîtres du rempart. Avant d'y réussir les assaillants avaient eu un millier d'hommes tués ; ils en tirèrent une cruelle vengeance sur cette partie de la jeunesse romaine qui avait marché sous les ordres de ses caporioni, et qui se trouvait resserrée entre les Espagnols et les Allemands. Elle fut massacrée sans pitié, encore que la plupart de ces jeunes gens eussent jeté leurs armes, et demandassent la vie à genoux [1].

Pendant le combat, Clément VII était en prières devant l'autel de sa chapelle au Vatican. Lorsque les cris des soldats lui annoncèrent la prise de la ville, il s'enfuit de son palais au château Saint-Ange, par un long corridor qui, élevé sur un double mur, au-dessus des plus hautes maisons, traverse toute la cité Léonine, et établit une communication entre le Vatican et la forteresse. L'historien Paul Jove, qui suivait Clément VII, avait relevé sa longue robe, pour qu'il pût marcher plus vite, et l'avait couvert de son chapeau et de son manteau violet, de peur que le pape, en traversant le pont qui le laissait voir à découvert, ne fût reconnu à son rochet blanc, et ajusté par les soldats furieux. De toute la longueur du corridor, Clément VII voyait au-dessous de lui la fuite misérable des siens, et la poursuite des barbares qui les achevaient à coups de piques et de hallebardes. Sept à huit mille Romains furent massacrés dans cette première journée [2].

[1] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XVIII, p. 446. — *Pauli Jovii Epitome Hist.* L. XXIV, p. 14. — Ejusdem *Vita di Pompeo Colonna.* p. 172, v. — [2] *Paolo Giovio, Vita del card. Pompeo Colonna.* p. 173. — *G. Frundsberg.* B. VI, f. 109.

Après avoir gagné le château, le pape avait encore le temps de s'enfuir par le pont des Anges, qui était sous la protection de son artillerie, de traverser les rues de Rome sous l'escorte de ses chevau-légers, et de se mettre en sûreté. Le souvenir récent de sa captivité au château Saint-Ange devait lui faire sentir combien cet asile était peu sûr : mais l'effroi dont il était glacé l'empêcha d'aller plus loin ; il s'y laissa renfermer avec les cardinaux et les prélats de sa suite ; et Philippe Serbelloni ainsi que l'Espagnol Mendanez furent chargés de l'y assiéger [1].

L'armée qui se précipitait dans Rome était alors forte de quarante mille hommes ; Frundsberg, il est vrai, n'avait amené que quatorze mille landsknechts, auxquels s'étaient joints en Lombardie six mille Espagnols : mais on y voyait encore l'infanterie italienne du Calabrais Fabrice Maramaldo, de Sciarra Colonna, et de Louis de Gonzague, surnommé Rodomont. De plus, cette armée avait recueilli sur sa route une foule de chevau-légers, dont le commandement avait été donné à Philibert de Châlons, prince d'Orange, et à Ferdinand de Gonzague. Elle s'était aussi grossie d'un nombre prodigieux de déserteurs de l'armée de la ligue, ou de soldats renvoyés de celle du pape, et de tous les bandits, tous les vagabonds des pays qu'elle traversait : l'espoir du pillage les attirait tous sous ses étendards [2].

Le Borgo de Rome et le quartier du Vatican avaient été aussitôt saccagés ; et, dans cette première ivresse de la victoire, la fureur sacrilége des soldats avait paru moins révoltante, encore qu'ils n'eussent épargné ni les couvents, ni les églises, ni le palais du pape, ni le temple de Saint-Pierre, ca-

[1] *Fr. Guicciardini.* T. II, L. XVIII, p. 447. — *Giovio, Vita del card. Colonna.* p. 174. — *Jacopo Nardi, Ist. Fior.* L. VIII, p. 328. — *Fr. Belcarii.* L. XIX, p. 595. — [2] *Fr. Guicciardini.* L. XVIII, P. 447. — *Paolo Giovio, Vita del card. Pompeo Colonna.* f. 173, v.

thédrale du monde chrétien. Mais les soldats étaient loin de se contenter des richesses trouvées dans ces deux quartiers. Ils prirent également d'assaut celui de Transtévère; et comme les ponts n'avaient point été coupés, ils se trouvèrent maîtres de Rome, où Louis de Gonzague entra le premier par Ponte-Sisto, à la tête de l'infanterie italienne[1].

Jamais peut-être dans l'histoire du monde une grande capitale n'avait été abandonnée à un abus plus atroce de la victoire; jamais une puissante armée n'avait été formée de soldats plus féroces, et n'avait plus absolument secoué le joug de toute discipline; jamais le souverain au nom duquel elle combattait n'avait été plus indifférent aux calamités des vaincus. Ce n'était point assez de livrer en proie à la rapacité des soldats la totalité des richesses sacrées et profanes que la piété des peuples ou leur industrie avaient rassemblées dans la capitale du monde chrétien : les personnes mêmes des malheureux habitants furent également abandonnées à leur caprice et à leur brutalité. Tandis que les femmes de toute condition étaient victimes de leur incontinence, ceux à qui l'on soupçonnait des richesses cachées ou du crédit, étaient mis à la torture; et on les obligeait par des tourments prolongés à épuiser la bourse des amis qu'ils pouvaient avoir en pays étranger. Beaucoup de prélats moururent dans ces tourments; beaucoup d'autres, après s'être rachetés, moururent des suites de ces violences, de leur affliction, ou de leur effroi. Les palais de tous les cardinaux furent pillés, sans que les soldats voulussent distinguer les Guelfes d'avec les Gibelins, ou accorder une sauvegarde à ceux qui étaient le plus connus pour leur attachement au parti impérial. Seulement on leur permit quelquefois de se racheter à prix d'argent; et comme les marchands avaient déposé leurs effets chez eux, se

[1] *Fr. Guicciardini.* L. XVIII, p. 447. — *Vita del card. Pompeo Colonna.* f. 173, v. — *Georg. von Frundsberg.* B. VI, f. 140.

figurant qu'ils y seraient en sûreté, ces marchands payèrent souvent des sommes énormes, pour les dérober aux soldats. La marquise de Mantoue racheta son palais au prix de cinquante mille ducats, tandis qu'on assure que son fils en retira dix mille pour sa part du pillage. Le cardinal de Sienne, après avoir payé sa rançon aux Espagnols, fut fait prisonnier par les Allemands, complétement pillé, battu, et forcé de racheter de nouveau sa seule personne au prix de cinq mille ducats. Les cardinaux de la Minerva et de Ponzetta éprouvèrent un malheur presque semblable. Les prélats allemands ou espagnols ne furent pas plus épargnés par leurs compatriotes que les italiens. On entendait retentir dans toutes les maisons les cris et les lamentations des malheureux exposés à la torture ; les places devant toutes les églises étaient jonchées des ornements d'autel, des reliques, et de toutes les choses sacrées, que les soldats jetâient dans la rue, après en avoir arraché l'or et l'argent. Les luthériens allemands, joignant le fanatisme religieux à la cupidité, s'efforçaient de montrer leur mépris pour les pompes de l'église romaine, et de profaner ce que respectaient des peuples qu'ils nommaient idolâtres. Cependant, après le premier jour de fureur, dans lequel ils auraient voulu égorger tous ceux qui avaient porté les armes, les Allemands ne tirèrent plus l'épée : ils s'adoucirent même tellement que leurs prisonniers purent se racheter d'eux à très bon compte. Dès lors ils ne songèrent plus qu'à boire, à ramasser de l'argent, et à détruire les tableaux et les statues qui leur paraissaient des monuments d'idolâtrie. Mais les Espagnols étaient infiniment plus avides et plus cruels : leur soif de l'or demeurait toujours aussi ardente; et comme aucune pitié ne touchait jamais leur cœur, ils multipliaient les tourments pour forcer leurs prisonniers à découvrir tout ce qu'ils avaient de caché, et ils les prolongeaient sans relâche. Les Italiens, et surtout ceux de l'Abruzze, imi-

taient les vices des deux nations auxquelles ils se trouvaient associés ; et sans les égaler en bravoure, ils cherchaient du moins à leur ressembler par leur cruauté et leur impiété [1].

Le cardinal Pompée Colonna entra dans Rome deux jours après la prise de cette ville, pour jouir de l'humiliation de Clément VII. Il y fut suivi par une foule de paysans de ses fiefs, qui peu de temps auparavant avaient été barbarement pillés par ordre du pape, et qui s'en vengèrent en pillant à leur tour les maisons romaines, où ils trouvèrent encore de gros meubles, qui n'avaient point tenté l'avidité des soldats. Pompée ressentit néanmoins une profonde douleur quand il vit la détresse dans laquelle il avait contribué à précipiter sa patrie : il ouvrit sa maison à tous ceux qui voulurent s'y réfugier, il racheta de ses deniers les cardinaux captifs, sans distinction de faction amie ou ennemie, et il conserva la vie à une foule de misérables qui, ayant tout perdu, auraient dû sans lui périr de faim [2].

Le jour même où l'armée impériale était entrée à Rome, le comte Guido Rangone était parvenu jusqu'au Ponte-Salario avec ses chevau-légers et huit cents arquebusiers. Si la ville avait tenu seulement vingt-quatre heures, il serait arrivé à temps pour la défendre et la sauver. Lorsqu'il apprit les événements, il se retira jusqu'à Otricoli pour se réunir au reste de sa troupe. Le duc d'Urbin et le marquis de Saluces cheminaient beaucoup plus lentement ; ils n'étaient partis que le 3 mai de Florence, et le marquis n'arriva que le 11 à Orviéto, d'où il fit pendant la nuit une tentative pour tirer le pape du château Saint-Ange ; elle échoua, parce que Frédéric de Boz-

[1] *Paolo Giovio, Vita del card. Pompeo Colonna.* f. 173-174. — *Fr. Guicciardini.* Lib. XVIII, p. 448. — *Jacopo Nardi.* L. VIII, p. 329. — *Paolo Paruta.* L. V, p. 393. — *Fr. Belcarii.* L. XIX, p. 595. — *Arnoldi Ferronii.* L. VIII, p. 165. — Mém. de Martin du Bellay. L. III, p. 87. — Paradin, Histoire de notre temps, p. 204. — Brantôme. — *Ulloa, Vita di Carlo V.* L. XI, f. 110, v. — *Georgens von Frundsberg.* B. VI, f. 112. — [2] *Paolo Giovio, Vita di Pompeo Colonna.* f. 174.

zolo qui conduisait le détachement se blessa en tombant de cheval. Le duc d'Urbin n'arriva à Orviéto que le 16, parce qu'il voulut faire en passant une révolution à Pérouse, d'où il chassa Gentile Baglioni, partisan des Médicis, pour donner le gouvernement aux fils de ce Jean-Paul Baglioni que Léon X avait fait mourir [1].

Le duc d'Urbin prétendit qu'ayant fait alors une revue de son armée, il ne s'y trouva plus que dix-sept mille combattants au lieu de trente mille qu'il devait avoir sous les armes. C'en aurait été assez cependant, sous tout autre chef que lui, pour chasser les Impériaux de Rome, car les soldats espagnols et allemands, livrés à la débauche et à l'ivrognerie, n'obéissaient plus à la voix d'aucun de leurs chefs, et ne respectaient nullement Philibert de Châlons, prince d'Orange, qu'ils avaient élu eux-mêmes pour remplacer le connétable de Bourbon. On ne pouvait les arracher au pillage pour remplir aucun devoir militaire; et lorsqu'une fausse alarme faisait battre aux champs, on ne voyait presque personne venir se ranger sous les drapeaux [2].

Mais le duc d'Urbin, fidèle à son système de ne jamais exposer son armée à un combat, n'avait pas même la pensée d'attaquer les Impériaux, et il déclarait qu'il ne songerait à le faire qu'autant qu'il pourrait ajouter à son armée seize mille Suisses, levés avec l'autorisation des cantons; qu'il en faudrait même vingt-quatre mille si, dans cet intervalle de temps, l'armée impériale recevait les secours qu'elle pouvait aisément tirer du royaume de Naples [3]. Aucune pitié pour les malheureux habitants de Rome ne paraissait l'émouvoir, et dans le

[1] *Fr. Guicciardini.* Lib. XVIII, p. 449. — *Fr. Belcarii.* L. XIX, p. 596. — *Paolo Paruta.* L. VI, p. 401. — [2] *Fr. Guicciardini.* Lib. XVIII, p. 449. — *Paolo Paruta, Ist. Ven.* L. V, p. 394. — *Georg. von Frundsberg.* B. VI, f. 115. — [3] *Fr. Guicciardini.* Lib. XVIII, p. 451. — Paolo Paruta attribue cette tiédeur à l'un des deux provéditeurs qui suivaient l'armée, Vettori; tandis que Pisani, son collègue, pressait de combattre. L. VI, p. 401.

conseil de guerre assemblé à Orviéto, on délibéra seulement sur les moyens de tirer Clément VII du château Saint-Ange où il était assiégé. Cette entreprise ne paraissait nullement difficile avec une armée aussi nombreuse ; les Français la désiraient vivement pour l'honneur de leur roi, et le conseil des Prégadi de Venise avait donné des ordres pressants à son général de secourir son allié. Seulement le duc d'Urbin, dont la haine et la rancune contre la maison de Médicis cherchaient avidement des prétextes dans son système timide de tactique, faisait naître à chaque heure de nouveaux obstacles. Le pape le faisait solliciter de venir prendre position à la croix de Mont-Marino, situation très forte, en face du château Saint-Ange, d'où il aurait été facile à toute heure de s'entendre avec les assiégés par des signaux ; mais il ne voulut jamais passer Tre-Capanne. Son approche détermina toutefois Clément VII à refuser de signer des conditions de capitulation sur lesquelles il était presque d'accord. Alors le duc d'Urbin, après avoir rendu aux assiégés une vaine espérance, précisément comme il l'avait rendue l'année précédente au duc de Milan, s'éloigna de Rome le 1er juin, et alla camper à Mont-Erosi [1].

Le vice-roi de Naples s'était hâté de venir à Rome sur l'invitation même du pape, qui se flattait de traiter avec lui à de meilleures conditions; bientôt il s'aperçut que l'armée le voyait de si mauvais œil, qu'il repartit pour Naples. En chemin, il rencontra le marquis de Guasto, Hugues de Moncade, et Alarcon, qui lui persuadèrent de retourner sur ses pas pour conserver quelque autorité sur une armée qui échappait presque à l'empereur. Il revint en effet, mais on ne lui laissa prendre aucune part aux affaires, ou de la guerre ou de la paix [2].

[1] *Fr. Guicciardini*. Lib. XVIII, p. 450. — *Jacopo Nardi*. L. VIII, p. 330. — *Paolo Paruta*. L. VI, p. 402. — [2] *Fr. Guicciardini*. T. II, L. XVIII, p. 451. — *Benedetto Varchi*. L. IV, p. 205. — *Marco Guazzo*. f. 51, v.

La capitulation du pape fut signée le 6 juin, à peu près aux conditions qu'il avait refusées six jours auparavant. Il s'engageait à payer à l'armée quatre cent mille ducats, cent mille immédiatement, cinquante mille dans vingt jours, deux cent cinquante mille dans deux mois. Jusqu'à l'entier paiement des premiers cent cinquante mille ducats, il devait rester prisonnier au château Saint-Ange, avec les trèize cardinaux qui l'y avaient suivi. Ensuite il pourrait passer ou à Naples, ou à Gaëte, pour y attendre les ordres de l'empereur. Il s'engageait à livrer aux troupes impériales les villes de Parme, Plaisance et Modène, et à recevoir garnison dans les châteaux de Saint-Ange, d'Ostie, de Civita-Castellana et de Civita-Vecchia. Il promettait d'absoudre les Colonna de toutes censures ecclésiastiques, et de donner des otages pour l'observation de toutes ces conditions. Après la signature de ce traité, le même capitaine Alarcon[1], qui avait été chargé de la garde de François Ier pendant sa captivité, entra au château Saint-Ange avec trois compagnies espagnoles et trois allemandes pour prendre le pape sous sa garde.

La capitulation fut religieusement exécutée dans ce qui dépendait du pape; mais le gouvernement de l'église paraissait dissous par sa captivité, et les places les plus éloignées refusèrent de lui obéir. Civita-Castellana était gardée par les troupes de la ligue, Civita-Vecchia par André Doria, qui la retenait pour gage de quatorze mille écus de solde qui lui étaient dus; Parme et Plaisance, détestant le gouvernement espagnol, ne voulurent point ouvrir leurs portes au commissaire impérial qui s'y présenta pour en prendre possession. Modène, que défendait le comte Louis Rangoni, frère de Guido, avec cinq cents fantassins seulement, fut attaquée au commencement de

[1] *Fr. Guicciardini.* Lib. XVIII, p. 452. — *Benedetto Varchi, Storia Fior.* L. IV, p. 207. — *Fr. Belcarii.* L. XIX, p. 597. — *Marco Guazzo, Istoria de' suoi tempi.* f. 51. — *Georg. von Frundsberg.* L. VI, f. 123.

juin, par le duc de Ferrare, avec deux cents lances, six mille fantassins et beaucoup d'artillerie, et fut obligé de capituler le 5 juin [1]. Les alliés du pape eux-mêmes voulurent à leur tour profiter de ses disgrâces ; les Vénitiens s'emparèrent de Ravenne et de Cervia qu'ils avaient perdues lors de la ligue de Cambrai, et Sigismond Malatesti se rendit maître de la ville et de la citadelle de Rimini, antique principauté de sa famille [2].

Clément VII ne considérait sa souveraineté dans l'État de l'Église que comme viagère, tandis que la grandeur héréditaire de la maison de Médicis était attachée à l'obéissance des Florentins. Quoiqu'il n'eût ni enfants ni proches parents, il tenait de toute son âme à la perpétuité du pouvoir dans sa maison, et il était disposé à faire à l'orgueil de son nom bien plus de sacrifices que Léon X, son cousin. Mais encore qu'il voulût conserver Florence, il avait peu songé à l'épargner ; autant il préférait le bien de ses héritiers à celui de sa patrie, autant il se préférait lui-même à ses héritiers ; aussi dans les guerres où il entraînait la république, sans qu'elle y eût aucun intérêt direct, toutes les fois qu'un emprunt était nécessaire, qu'une dépense extraordinaire appelait une contribution de guerre, c'était sur les Florentins qu'il en rejetait le fardeau. Ceux-ci, qui avaient absolument cessé d'avoir une importance politique, qui ne comptaient plus en Europe comme une puissance, qui n'avaient plus un intérêt direct dans les événements, se voyaient ruinés par l'ambition de la maison de Médicis. Ils avaient dépensé cinq cent mille florins pour la conquête et la défense du duché d'Urbin ; puis, au premier danger, ils avaient été obligés de rendre au duc la forteresse de San-Léo et le comté de Montéfeltro qui leur avaient été

[1] *Anonimo Padovano presso Muratori Annali d'Italia.* T. X, p. 209. — [2] *Fr. Guicciardini.* Lib. XVIII, p. 453. — *Benedetto Varchi.* L. IV, p. 279. — *Paolo Paruta.* L. VI, p. 401.

remis en compensation de ces avances [1]. Ils avaient encore dépensé cinq cent mille florins dans la guerre que Léon X entreprit contre la France ; ils en avaient payé trois cent mille aux capitaines impériaux et au vice-roi pendant l'administration du cardinal Jules de Médicis; et depuis que ce même Jules était devenu pape, ils avaient dépensé six cent mille florins pour la guerre qu'il faisait à l'empereur [2]. C'était trop de maux à la fois d'avoir perdu leur liberté et de continuer à porter un fardeau d'impositions qui devait écraser tout autre qu'un peuple libre. Aussi les Florentins étaient-ils presque unanimes pour épier le moment où ils pourraient secouer le joug des Médicis.

La prise de Rome et la captivité du pape au château Saint-Ange anéantissaient la puissance de cette maison. Les trois cardinaux que Clément VII avait établis à Florence comme administrateurs de la république, et tuteurs des deux bâtards, Hippolyte et Alexandre, ne pouvaient en douter. Ils avaient reçu, le 11 mai, la nouvelle de la catastrophe ; ils cherchaient à la cacher en répandant des bruits tout contraires ; mais il y avait longtemps que le peuple était accoutumé à ne leur prêter aucune foi [3].

Tous les hommes les plus respectés de la ville, tous ceux qui descendaient des familles illustrées depuis longtemps, se rendirent auprès de Silvio Passérini, cardinal de Cortone, au palais des Médicis, non plus en habit militaire, comme dans l'insurrection précédente, mais avec le *lucco* et le *capuccio*, habit civil propre aux Florentins, qui donnait de la gravité à leur démarche ; et ils lui demandèrent de rendre pacifiquement à la patrie une liberté qu'il ne pouvait plus retenir [4]. A leur tête on voyait Nicolas Capponi, le plus zélé parmi les

[1] *Jacopo Nardi, Ist. Fior.* L. VIII, p. 328. — *Pauli Jovii Hist. sui temp.* L. XXV, p. 19. — [2] *Fr. Guicciardini.* L. XVIII, p. 454. — [3] *Ist. Fior. di Giovio Cambi.* T. XXII, p. 313. — *Scipione Ammirato.* L. XXX, p. 371. — [4] *Pauli Jovii Hist.* L. XXV, p. 24.

amis de la liberté, et celui qu'on regardait déjà comme devant organiser le nouveau gouvernement ; et avec lui Philippe Strozzi, son beau-frère, qui avait épousé Clarice de Médicis, sœur de Laurent II et fille de Pierre. Philippe Strozzi avait été donné pour otage par Clément VII à Hugues de Moncade, lors de la première captivité du pape et de son premier traité avec les Colonna ; mais Clément n'avait voulu ensuite ni exécuter les conditions qu'il avait signées, ni se donner aucune peine pour faire recouvrer la liberté aux otages qu'il avait livrés. Lorsque Moncade vit combien Strozzi était irrité de cet abandon, il le remit en liberté de lui-même pour ébranler par son moyen le pouvoir du pontife à Florence [1].

Clarice de Médicis, femme de Philippe Strozzi, partageait l'irritation de son mari. Tous deux avaient encore à se plaindre de ce que Clément VII, après avoir promis le chapeau de cardinal à leur fils Pierre, et l'avoir engagé à prendre l'habit ecclésiastique, se refusait constamment à exécuter sa promesse. Clarice, que son sexe et la parenté des Médicis mettaient à l'abri du ressentiment de ce parti, ne craignait point de rappeler à tous ceux qui avaient été longtemps dévoués à sa famille, que ce n'était pas pour de vrais Médicis qu'ils sacrifiaient la liberté de leur patrie, mais pour un de leurs sujets provinciaux, le cardinal de Cortone, et pour deux bâtards, Hippolyte et Alexandre [1].

Le cardinal de Cortone, Silvio Passérini, était d'un caractère faible et irrésolu : d'ailleurs il tremblait de perdre dans une révolution son trésor personnel, et il écoutait difficilement d'autres conseils que ceux de l'avarice. Le cardinal Nicolas Ridolfi, quoique reconnaissant envers la famille de Médicis, à laquelle il devait la pourpre, était cependant attaché à la liberté, et toute sa famille était dévouée à cette cause.

[1] *Bernardo Segni, Stor. Fior.* L. I, p. 6. — [1] *Pauli Jovii Hist. sui temp.* L. XXV p. 22. — *Bened. Varchi*, L. II, p. 10. — *Scipione Ammirato*, Lib. XXX, p. 372.

Odofrio de Montédoglio, commandant de la garnison de Florence, qui avait environ trois mille hommes sous ses ordres, était le seul qui montrât du zèle pour défendre l'autorité des Médicis. Il suffisait, disait-il, de répandre quelque argent parmi les soldats, et avec eux on était sûr de tenir la ville dans l'obéissance. Mais le trésorier de la communauté s'était caché, pour qu'on ne pût pas l'obliger à faire une dépense contraire au salut de sa patrie. Le cardinal de Cortone ne voulut pas mettre la main à son pécule particulier ; et le courage de ceux qui voulaient se défendre disparaissant avec l'argent qui aurait dû les payer, il n'y eut bientôt d'autre parti à prendre que celui de céder[1]. Le 16 mai, un accord fut conclu entre les principaux citoyens du parti républicain et le cardinal de Cortone, représentant les Médicis. Celui-ci promit de sortir de Florence avec Hippolyte et Alexandre, tandis qu'en retour on garantit aux Médicis la jouissance de tous leurs biens ; et on leur promit une exemption, pendant dix ans, de toute contribution extraordinaire. Il fut convenu, en même temps, qu'on remettrait en vigueur la constitution qui avait régi la république jusqu'en 1512[2].

En effet, le 17 mai, les jeunes Médicis, accompagnés par le cardinal de Cortone, par Philippe Strozzi, et par plusieurs de leurs amis, partirent de Florence sans bruit et sans violence : ils passèrent la première nuit à Poggio, à Caiano, magnifique maison de campagne bâtie par Cosme de Médicis. Le lendemain, ils allèrent à Pise, dont ils avaient promis de livrer à la seigneurie la forteresse, aussi bien que celle de Livourne. Ils eurent alors, il est vrai, quelque regret à un accommodement que leurs amis accusaient de faiblesse ; et pour ne point être forcés à exécuter leur convention, ils se dérobè-

[1] *Pauli Jovii.* Lib. XXV, p. 22. — *Scipione Ammirato.* L. XXX, p. 372. — *Bened. Varchi.* L. III, p. 109. — [2] *Jacopo Nardi, Ist. Fior.* L. VIII, p. 329. — *Benedetto Varchi, Stor. Fior.* L. III, p. 111. — *Comment. di Filippo de' Nerli.* L. VII, p. 151.

rent à ceux qui les accompagnaient, et se retirèrent à Lucques. Les commandants des forteresses ne tardèrent pas néanmoins à les remettre aux commissaires de la république[1].

Cette république venait de renaître après une longue léthargie. La balie qui avait été créée par les Médicis, en 1512, et qui dès lors avait, sous leur direction, gouverné souverainement l'état, convoqua le conseil des cent, et lui proposa de décréter le rétablissement de la constitution populaire, telle qu'elle existait en 1512 ; en sorte que la révolution se fit dans les formes requises par les lois, et fut sanctionnée par l'autorité légitime ; après quoi cette balie abdiqua elle-même le pouvoir qui lui avait été confié[2].

La seigneurie qui siégeait alors, le conseil des cent, et tous les magistrats, avaient été nommés par les Médicis, et leur étaient pour la plupart complétement dévoués. Mais la ville entière, impatiente de rentrer en jouissance de sa liberté, soupirait après le jour où elle ne serait gouvernée que par des citoyens de son choix. Les plus ardents, à la tête desquels on remarquait Anton Francesco des Albizzi, avait voulu qu'on chassât du palais à force ouverte le gonfalonier Francesco Antonio Nori, homme absolument vendu aux Médicis, ainsi que toute la seigneurie. Ce ne seraient, disaient-ils, que de justes représailles des violences dont on avait usé contre le gonfalonier perpétuel, Pierre Sodérini. Mais des citoyens plus sages persuadèrent au peuple d'attendre, et au conseil des cent de rapprocher le jour où le grand conseil serait assemblé légitimement. La salle destinée à ce conseil avait été changée par les Médicis en casernes de soldats. Il fallait démolir les murs intérieurs qu'on y

[1] *Jacopo Nardi*. L. VIII, p. 330. — *Fr. Guicciardini*. L. XVIII, p. 453. — *Istor. di Giovio Cambi*. T. XXII, p. 318. — *Pauli Jovii Histor*. L. XXV, p. 22. — *Benedetto Varchi*. L. III, p. 119. — *Bernardo Segni*. L. I, p. 13. — *Fr. Belcarii*. L. XIX, p. 597. — [2] *Istor. di Giov. Cambi*. T. XXII, p. 319. — *Ben. Varchi*. L. III, p. 116. — *Comment. di Fil. de Nerli*. L. VIII, p. 153. — *Scipione Ammirato*. L. XXX, p. 372.

avait élevée. Toute la jeune noblesse florentine (déjà ce nom remplaçait le nom plus glorieux de citoyen) mit la main à l'ouvrage. Chacun voulait avoir contribué à abattre ce monument de la servitude de la patrie. La salle du conseil souverain fut rétablie, fut nettoyée : elle fut arrosée d'eau bénite par les prêtres, et consacrée par une messe solennelle ; et, le 21 mai, l'on put enfin assembler le conseil général, où l'on compta deux mille deux cent soixante et dix citoyens florentins[1].

Dans ce conseil, les suffrages libres du peuple élurent Nicolas Capponi pour gonfalonier de justice : ses fonctions devaient durer treize mois, et il pouvait être confirmé au bout de ce terme. Une seigneurie nouvelle fut aussi élue pour demeurer trois mois en fonctions, parce qu'on voulut qu'elle remplaçât, dès le 1er juin, les créatures des Médicis, au lieu d'attendre jusqu'au 1er juillet. Le même grand conseil élut encore les décemvirs de la liberté, et les huit seigneurs de la garde ; il forma de nouveau le conseil des quatre-vingts, qui devait maintenir l'équilibre entre le gouvernement et le peuple[2]. Tous ces magistrats, vrais représentants de leurs concitoyens, furent installés dans leurs fonctions ; et le 2 juin, une

[1] *Jacopo Nardi*, *Ist. Fior.* L. VIII, p. 331. — *Istor. di Giovio Cambi.* T. XXII, p. 321. — *Ben. Varchi.* L. III, p. 125. — *Comment. di Fil. de' Nerli.* L. VIII, p. 159. — [2] *Istor. di Giov. Cambi.* T. XXII, p. 323-329. — *Jacopo Nardi, Istor. Fior.* Lib. VIII, p. 331. — *Scipione Ammirato.* L. XXX, p. 373. — *Bened. Varchi.* L. III, p. 130. — *Ser. Fil. Nerli.* L I, b. VII p. 161. — *Bernardo Segni.* L. I, p. 12.

Nicolas Macchiavelli, qui, par ses écrits, avait contribué à conserver l'amour de la liberté, et qui avait souffert pour elle, ne jouit point de la restauration du gouvernement républicain. Il mourut le 22 juin 1527, moins d'un mois après son retour de sa dernière légation auprès de Guicciardini et de l'armée de la ligue. Quel que fût le but qu'il s'était proposé en écrivant le livre où il a exposé la théorie de la tyrannie, ce but n'avait pas été mieux entendu de ses contemporains que de la postérité. Ses concitoyens lui reprochaient d'avoir enseigné au duc d'Urbin, dans son Traité du Prince, à enlever aux riches leur fortune, aux pauvres leur honneur, à tous leur liberté. Cette accusation lui fit faire de vains efforts pour retirer de la circulation un livre qui lui faisait tant d'ennemis. Elle empêcha le peuple de lui rendre l'emploi de secrétaire des Dix de la guerre, qu'il avait occupé avant 1512. On lui préféra Francesco Tarugi, homme de basse

procession solennelle de tous les membres du gouvernement et de tout le clergé, suivie par la foule des citoyens, alla dans tous les temples rendre grâces à Dieu du recouvrement de la liberté.

condition, mais de meilleures mœurs que Macchiavel, et non moins que lui attaché à la liberté, dont il n'avait jamais abandonné la cause. *Benedetto Varchi, Storia Fiorentina.* Lib. IV, p. 210. Cette préférence paraît avoir causé à Macchiavel un chagrin amer, qui peut-être hâta sa mort, attribuée à une colique hépatique.

FIN DU TOME NEUVIÈME.



TABLE CHRONOLOGIQUE.

TABLE CHRONOLOGIQUE

DU TOME NEUVIEME.

CHAPITRE IV.

CHAPITRE V.

Léon X succède à Jules II; expédition de La Trémouille en Lombardie; sa défaite à Novare; déroute de Barthélemi d'Alviano à l'Olmo; la guerre se ralentit en Italie, négociations; mort de Louis XII. 1513-1515. 154

CHAPITRE VI.

CHAPITRE VIII.

CHAPITRE IX.

CHAPITRE X.

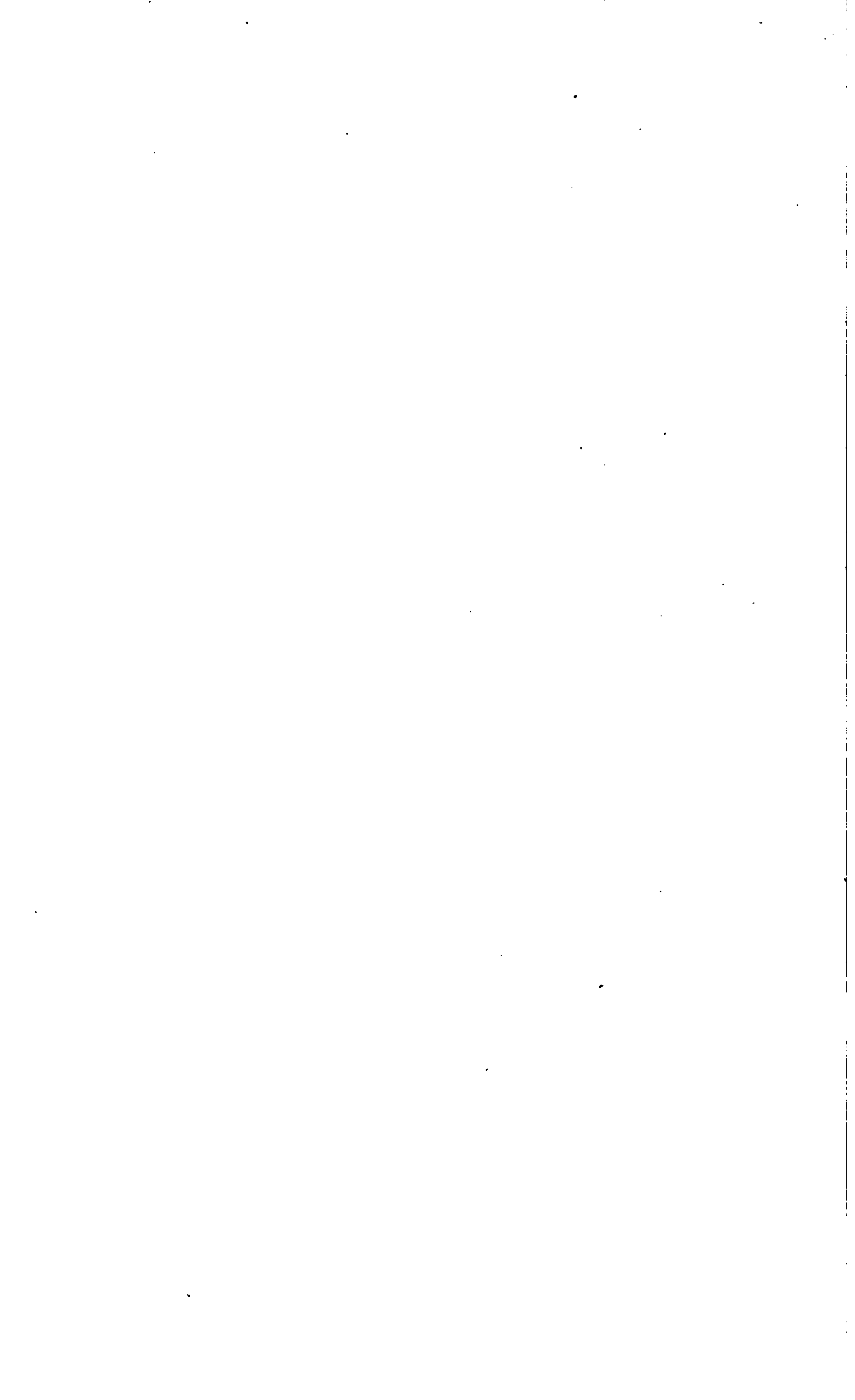
Inquiétude et dangers des puissances de l'Italie ; projet de ligue entre elles pour défendre leur indépendance; Pescaire s'y associe, les trahit ensuite, et dépouille le duc de Milan de ses états François Ier recouvre sa liberté par le traité de Madrid. 1525, 1526. 378

FIN DE LA TABLE DU TOME NEUVIÈME.

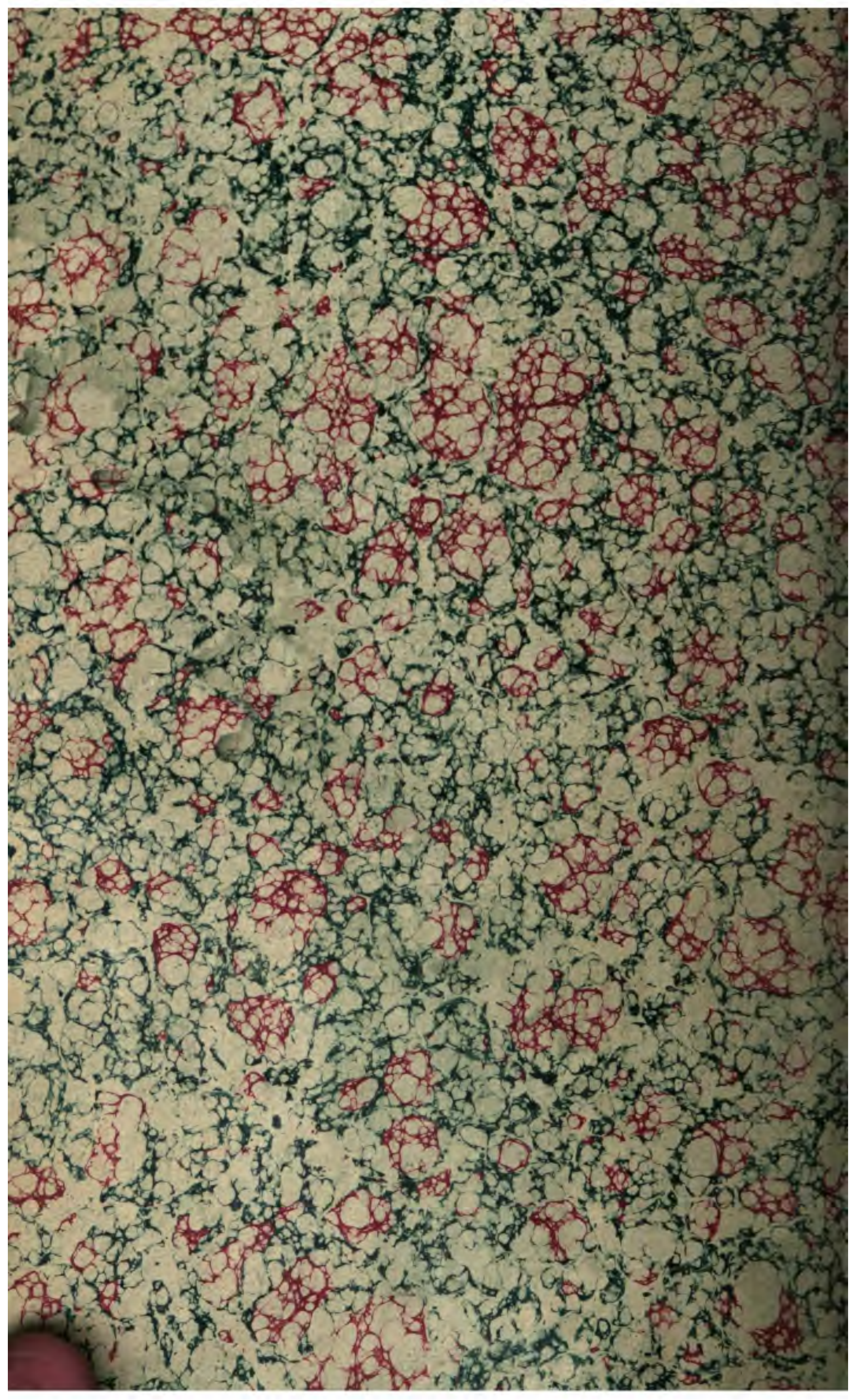


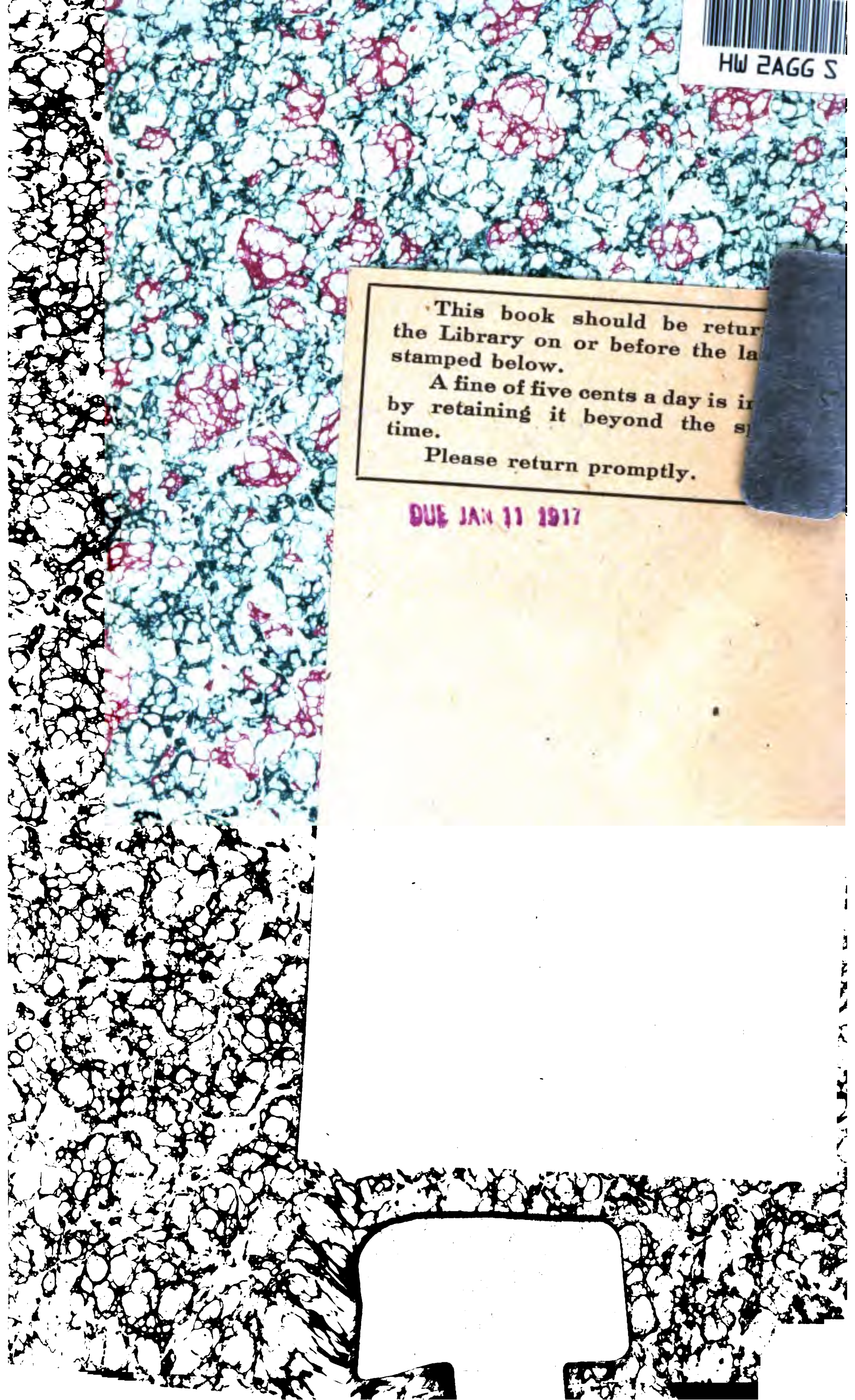











HW 2AGG S
This book should be retur
the Library on or before the la
stamped below.
A fine of five cents a day is i
by retaining it beyond the s
time.
Please return promptly.
DUE JAN 11 1917

